



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

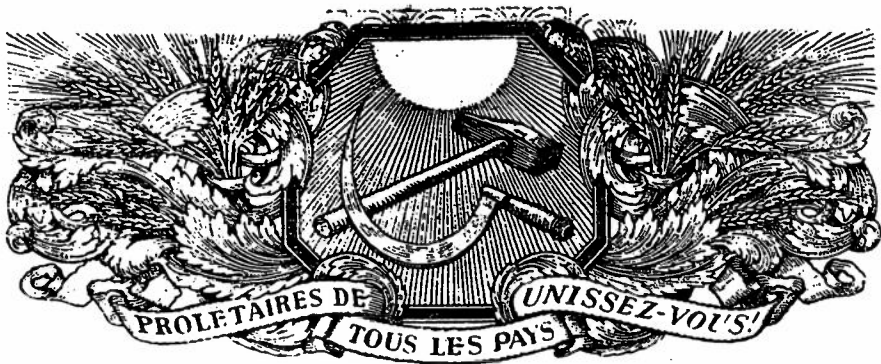
PARAIT SIMULTANÉMENT EN FRANÇAIS, EN RUSSÉ,
EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de G. Zinoviev avec la collaboration immédiate des camarades *Lénine, Trotsky, Boukharine, Lounatcharsky, Pokrovsky, Riazanov, Kaménev* (Russie), *Sirola, Manner, Kausinen* (Finlande), *Höglund, Ström, Kilborn, Grinland* (Suède), *Tranmel* (Norvège), *Roland Holst, Panneköck, Gorter, Wijkoop, Rutgers, Ravestejn* (Hollande), *Blagov, Kolarov, Kirkov, Kabakchiff* (Bulgarie), *Gruber, Tomann* (Autriche), *C. Zeldin, M. Albert, Lévy, K. Radek* (Allemagne), *Reithstein, Pankhurst* (Angleterre), *Loriot, Deslinières, Monette, Guilbeaux, Sadoul, Péricat* (France), *Serrati, Bombaci, Darragoni, Balabanova* (Italie), *Platten, Münsenberg, Münch, Lambert-Droz* (Suisse), *Béla-Kun, Rudas, Roudnyansky* (Hongrie), *Marchlevsky-Karsky* (Pologne),
o o o *John Reed, Jim Larkin* (Amérique), etc. etc. o o o

№ 13

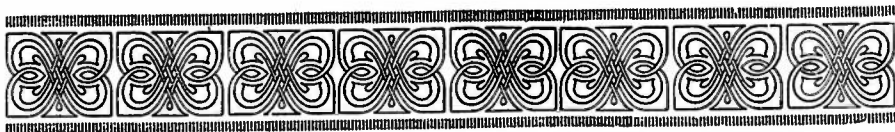
2^e ANNÉE
SEPTEMBRE 1920

BUREAUX: PÉTROGRAD, SMOLNY, 62, TÉL. 1-19
RÉDACTION: PÉTROGRAD, SMOLNY, CABINET DE G. ZINOVIEV



L'Internationale Communiste, composée des représentants de 37 pays, s'est rassemblée en son second Congrès à Pétrograd le 19 juillet, puis à Moscou du 23 juillet au 7 août, pour se rendre compte de la situation internationale, pour jeter un regard sur le chemin déjà parcouru et pour planter les jalons de la lutte à poursuivre. Animée d'un même sentiment, d'une même idée profondément persuadée de l'excellence de la tâche qu'elle s'est assignée et de l'efficacité de ses méthodes, l'Internationale Communiste adresse aux ouvriers et aux ouvrières du monde entier le présent manifeste.





LE MONDE CAPITALISTE ET L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

MANIFESTE DU II-e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

I. Les rapports internationaux après Versailles.

C'est avec mélancolie et regret que la bourgeoisie du monde entier se rappelle les jours d'antan. Tous les fondements de la politique internationale et intérieure sont bouleversés ou ébranlés. Pour le monde des exploités demain est gros d'orages. La guerre impérialiste a achevé de détruire le vieux système des alliances et des assurances mutuelles sur lequel étaient basés l'équilibre international et la paix armée. Aucun équilibre nouveau ne résulte de la paix de Versailles.

La Russie d'abord, ensuite l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont été jetées hors de la lice. Ces grands pays, qui avaient occupé la première place parmi les pirates de l'impérialisme mondial, sont devenus eux-mêmes des objets de pillage et ont été livrés au démembrement. Devant l'impérialisme vainqueur de l'Entente s'est ouvert un champ illimité d'exploitation coloniale, commençant au Rhin, embrassant toute l'Europe centrale et orientale, pour finir à l'Océan Pacifique. Est-ce que le Congo, la Syrie, l'Égypte et le Mexique peuvent entrer en comparaison avec les steppes, les forêts et les montagnes de la Russie, avec les forces ouvrières, avec les ouvriers qualifiés de l'Allemagne? Le nouveau programme colonial des vainqueurs était bien simple: renverser la république prolétarienne en Russie, faire main basse sur ses matières premières, accaparer la main-d'œuvre allemande, le charbon allemand, imposer à l'entrepreneur allemand le rôle de garde-chiourme et recevoir ainsi les produits et les profits. Le projet «d'organiser l'Europe» qui avait été conçu par l'impérialisme allemand à l'époque de ses succès militaires, a été repris par l'Entente victorieuse. En traduisant à la barre des accusés les bandits de l'empire allemand les gouvernements de l'Entente les font vraiment comparaître devant une chambre des pairs.

Mais même dans le camp des vainqueurs il y a des vaincus.

Enivrée par son chauvinisme et par ses victoires, la bourgeoisie française se voit déjà maîtresse de l'Europe. En réalité jamais la France n'a été à tous les points de vue dans une dépen-

dance plus servile vis-à-vis de nations plus puissantes, l'Angleterre et l'Amérique. La France prescrit à la Belgique un programme économique et militaire, et transforme sa faible alliée en province vassale, mais, vis-à-vis de l'Angleterre, elle joue, en plus grand, le rôle de la Belgique. Pour le moment les impérialistes anglais laissent aux usuriers français le soin de se faire justice dans les limites continentales qui leur sont assignées, faisant ainsi retomber sur la France l'indignation des travailleurs de l'Europe et de l'Angleterre même. La puissance de la France, saignée à blanc et ruinée, n'est qu'apparente et facile; et cela deviendra clair tôt ou tard même aux cerveaux des social-patriotes français.

L'Italie a encore plus perdu de son poids dans les relations internationales. Sans charbon, sans pain, sans matières premières, absolument déséquilibrée par la guerre, l'Italie bourgeoise, n'est pas capable en dépit de toute sa volonté mauvaise, de réaliser dans la mesure où elle le voudrait, les droits qu'elle croit avoir au pillage et à la violence, même dans les coins de colonies que l'Angleterre a bien voulu lui abandonner.

Le Japon, en proie aux contradictions inhérentes au régime capitaliste dans une société demeurée féodale, est à la veille d'une crise révolutionnaire des plus profondes; déjà, malgré des circonstances plutôt favorables dans la politique internationale, cette crise a paralysé son élan impérialiste.

Restent seulement deux véritables grandes puissances mondiales, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

L'impérialisme anglais s'est débarrassé de son rival asiatique, le tsarisme, et de la redoutable concurrence allemande. La puissance de la Grande-Bretagne sur les mers atteint son apogée. Elle entoure les continents d'une chaîne de peuples qui lui sont soumis. Elle a mis la main sur la Finlande, l'Éthiopie et la Lettonie; elle enlève à la Suède et à la Norvège les derniers vestiges de leur indépendance; elle transforme la mer Baltique en un golfe britannique. Personne ne lui résiste dans la mer du Nord. Par le Cap, l'Égypte, l'Inde, la Perse, l'Afghanistan, elle fait de l'Océan Indien une mer. Etant maîtresse des océans l'Angleterre contrôle les continents. Souveraine du monde,

elle ne trouve de limites à sa puissance que dans la république américaine du dollar et—dans la république russe des Soviets.

La guerre mondiale a définitivement obligé les Etats-Unis à renoncer à leur conservatisme continental. Le programme de son capitalisme national, — «l'Amérique aux Américains» (doctrine de Monroe), — élargissant son cadre a été remplacé par le programme de l'impérialisme: «Le monde entier aux Américains». Ne se contentant plus d'exploiter la guerre par le commerce, par l'industrie et par les opérations de Bourse, cherchant d'autres sources de richesses que celles qu'elle tirait du sang européen, lorsqu'elle était neutre, l'Amérique est entrée dans la guerre, a joué un rôle décisif dans la défaite de l'Allemagne et s'est mêlée de résoudre toutes les questions de politique européenne et mondiale.

Sous le drapeau de la *Société des Nations*, les Etats-Unis ont tenté de faire passer de l'autre côté de l'océan l'expérience qu'ils avaient déjà faite chez eux d'une association fédérative de grands peuples appartenant à des races diverses; ils ont voulu enchaîner à leur char doré les peuples de l'Europe et des autres parties du monde, en les assujettissant au gouvernement de Washington. La Société des Nations ne devait plus être en somme qu'une société jouissant d'un monopole mondial, sous la firme «Yankee & C^{ie}».

Le président des Etats-Unis, le grand prophète des lieux communs, est descendu de son Sinai pour conquérir l'Europe, apportant avec lui ses quatorze articles. Les bourgeois, les ministres, les gens d'affaires de la bourgeoisie ne se sont pas trompés une seule minute sur le véritable sens de la nouvelle révélation. Par contre les «socialistes» européens, travaillés par le ferment de Kautsky, ont été saisis d'une extase religieuse et se sont mis à danser, comme le roi David, en accompagnant l'arche sainte de Wilson.

Lorsqu'il a fallu résoudre des questions pratiques, l'apôtre américain a fort bien vu qu'en dépit de la hausse extraordinaire du dollar, la primauté appartenait encore et toujours à la Grande-Bretagne sur toutes les routes maritimes qui réunissent et qui séparent les nations; car l'Angleterre dispose de la flotte la plus forte, du câble le plus long, et de l'expérience la plus ancienne de la piraterie mondiale. En outre, Wilson s'est heurté à la république soviétiste et au communisme. Profondément blessé, le Messie américain a désavoué la Société des Nations dont l'Angleterre avait fait une de ses annexes diplomatiques, et il a tourné le dos à l'Europe.

Ce serait toutefois un enfantillage de penser qu'après avoir subi un premier échec de la part de l'Angleterre l'impérialisme américain rentrera dans la coquille de la doctrine de Monroe. Non, continuant à asservir par des moyens de plus en plus violents le continent américain, transformant en colonies les pays de l'Amérique central et méridionale, les Etats-Unis, représentés par leurs deux partis dirigeants, les démocrates et les républicains, se préparent, pour faire pièce à la Société des Nations anglais à constituer leur propre Ligue, avec l'Amérique du Nord comme centre mondial. Pour prendre les choses par le

bon bout, ils ont l'intention de faire de leur flotte, dans le courant des trois ou cinq prochaines années, un instrument de lutte plus puissant que n'est la flotte britannique. Ce qui pose pour l'Angleterre impérialiste la question: Etre ou ne pas être?

A la rivalité furieuse de ces deux géants dans le domaine des constructions navales s'ajoute une lutte non moins furieuse pour la possession du naphite.

La France qui comptait jouer un rôle d'arbitre entre l'Angleterre et les Etats-Unis s'est trouvée entraînée dans l'orbite de la Grande-Bretagne, comme un satellite de deuxième grandeur; la Société des Nations est pour elle une gêne intolérable et elle cherche à s'en défaire en effaçant l'antagonisme entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord.

Ainsi les forces les plus puissantes travaillent à préparer un nouveau duel mondial.

Le programme de l'émancipation des petites nations, qui avait été mis en avant pendant la guerre, a amené la débâcle complète et l'asservissement absolu des peuples des Balkans, vainqueurs et vaincus, et la balkanisation d'une partie considérable de l'Europe. Les intérêts impérialistes des vainqueurs ont été engagés à défaire des grandes puissances qu'ils avaient battues certains petits Etats représentants des nationalités distinctes. Ici il ne saurait être question de ce que l'on appelle le principe des nationalités: l'impérialisme consiste à briser les cadres nationaux, même ceux des grandes puissances. Les petits Etats bourgeois récemment créés ne sont que les sous-produits de l'impérialisme. En créant, pour y trouver un appui provisoire, toute une série de petites nations, ouvertement opprimées ou officiellement protégées, mais en réalité vassales—l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Yougoslavie, la Bohême, la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, l'Arménie, la Géorgie, etc.,—en les dominant au moyen des banques, des chemins de fer, du monopole des charbons, l'impérialisme les condamne à souffrir de difficultés économiques et nationales intolérables, de conflits interminables, de querelles sanglantes.

Quelle monstrueuse dérision de l'histoire que ce fait que la restauration de la Pologne, après avoir fait partie du programme de la démocratie révolutionnaire et des premières manifestations du prolétariat international, a été réalisée par l'impérialisme dans le but de faire obstacle à la Révolution. La Pologne «démocratique», dont les précurseurs moururent sur les barricades de l'Europe entière, est en ce moment un instrument malpropre et sanglant entre les mains des brigands anglo-français qui attaquent la première république prolétarienne que le monde ait jamais vue.

A côté de la Pologne, la Tchéco-Slovaquie «démocratique», vendue au capital français, fournit une garde blanche contre la Russie soviétiste, contre la Hongrie soviétiste.

La tentative héroïque du prolétariat hongrois pour s'arracher au chaos politique et économique de l'Europe centrale et entrer dans

lu voie de la fédération soviétiste, — l'unique voie du salut, — a été étouffée par la réaction capitaliste coalisée, au moment où, trompé par les partis qui le dirigent, le prolétariat des grandes puissances européennes s'est trouvé incapable de remplir son devoir envers la Hongrie socialiste et envers lui-même.

Le gouvernement soviétiste de Budapest a été renversé avec l'aide des social-traitres qui, après s'être maintenus au pouvoir pendant trois jours et demi, ont été jetés à terre par la canaille contre-révolutionnaire déchainée, dont les crimes sanglants ont surpassé ceux de Koltchak, de Dénikine, de Wrangel et des autres agents de l'Entente... Mais, même abattue pour un temps, la Hongrie Soviétiste continue à éclairer, comme un phare, les travailleurs de l'Europe centrale.

Le peuple turc ne veut pas se soumettre à la honteuse paix que lui impose la tyrannie britannique. Pour faire exécuter les clauses du traité, l'Angleterre a armé et lancé la Grèce contre la Turquie. De cette manière, la péninsule balkanique et l'Asie-Mineure, Turcs et Grecs, sont condamnés à une dévastation complète, à l'extermination mutuelle.

Dans la lutte de l'Entente contre la Turquie, l'Arménie a servi d'emblème, de même que la Belgique dans la lutte contre l'Allemagne, de même que la Serbie dans la lutte contre l'Autriche-Hongrie. Après que l'Arménie a été constituée — sans frontières définies — sans possibilité d'existence, — Wilson a refusé d'accepter le mandat arménien que lui proposait la Société des Nations: car le sol de l'Arménie ne renferme ni naphite, ni platine. L'Arménie «émancipée» est plus que jamais sans défense.

Presque chacun des États «nationaux» nouvellement créés a son irrédentisme, c'est-à-dire son abcès national interne.

En même temps la lutte nationale, dans les domaines possédés par les vainqueurs, a atteint sa plus haute tension. La bourgeoisie anglaise qui voudrait prendre sous sa tutelle les peuples des quatre parties du monde, est incapable de résoudre d'une manière satisfaisante la question irlandaise qui se pose à sa porte même.

La question nationale dans les colonies est encore plus grosse de menaces. L'Égypte, l'Inde, la Perse sont secouées par les insurrections. Les masses travailleuses des colonies recueillent, des prolétaires avancés d'Europe et d'Amérique, la devise de la fédération soviétiste.

L'Europe officielle, gouvernementale, nationale, civilisée, bourgeoise, — telle qu'elle est sortie de la guerre et de la paix de Versailles, — suggère l'idée d'une maison de fous. Les petits États créés par des moyens artificiels, morcelés, étouffant au point de vue économique dans les bornes qui leur ont été prescrites, se prennent à la gorge et combattent pour s'arracher des ports, des provinces, des petites villes sans importance. Ils cherchent la protection des États plus forts, dont l'antagonisme s'accroît de jour en jour. L'Italie garde une attitude hostile à la France et serait disposée à soutenir contre elle l'Allemagne, si celle-ci se trouvait capable de relever la tête. La France est empoisonnée par l'envie qu'elle

porte à l'Angleterre et, pour obtenir qu'on lui paie ses rentes, elle est prête à mettre de nouveau le feu aux quatre coins de l'Europe. L'Angleterre maintient avec l'aide de la France l'Europe dans un état de chaos et d'impuissance qui lui laisse les mains libres pour effectuer ses opérations mondiales, dirigées contre l'Amérique. Les États-Unis laissent le Japon s'enliser dans la Sibirie orientale, pour assurer pendant ce temps à leur flotte la supériorité sur celle de la Grande-Bretagne avant 1925, à moins que l'Angleterre ne se décide à se mesurer avec eux avant cette date.

Pour compléter comme il convient ce tableau, l'oracle militaire de la bourgeoisie française, le maréchal Foch nous prévient que la guerre future aura pour point de départ le point où la guerre précédente s'est arrêtée: les avions et les tanks, le fusil automatique et les mitrailleuses au lieu du fusil portatif, la grenade au lieu de la baïonnette.

Ouvriers et paysans de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Australie! Vous avez sacrifié dix millions de vies, vingt millions de blessés et d'invalides. Maintenant vous savez du moins ce que vous avez obtenu à ce prix.

II. La situation économique.

En même temps l'humanité continue à se ruiner.

La guerre a détruit mécaniquement les liens économiques dont le développement constituait une des plus importantes conquêtes du capitalisme mondial. Depuis 1914, l'Angleterre, la France et l'Italie ont été complètement séparées de l'Europe centrale et du proche Orient, depuis 1917 — de la Russie.

Durant plusieurs années d'une guerre qui a détruit ce qui avait été l'œuvre de plusieurs générations, le travail humain, réduit au minimum, a été appliqué principalement à transformer en marchandises les réserves des matières premières dont on disposait depuis longtemps et dont on a fait surtout des armes et des instruments de destruction.

Dans les domaines économiques où l'homme entre en lutte immédiate avec la nature avare et inerte, en tirant de ses entrailles le combustible et les matières premières, le travail a été progressivement réduit à néant. La victoire de l'Entente et la paix de Versailles n'ont point arrêté la destruction économique et la décadence générale, elles en ont seulement modifié les voies et les formes. Le blocus de la Russie soviétiste et la guerre civile suscitée artificiellement le long de ses fertiles frontières ont causé et causent encore des dommages inappréciables au bien-être de l'humanité tout entière. Si la Russie était soutenue, au point de vue technique, dans une mesure même très modeste, — l'Internationale l'affirme devant le monde entier, — elle pourrait, grâce aux formes soviétistes d'économie, donner deux et trois fois plus de produits alimentaires et de matières premières à l'Europe

que n'en donnait autrefois la Russie du tsar. Au lieu de cela l'impérialisme anglo-français force la République des travailleurs à employer toute son énergie et toutes ses ressources à sa défense. Pour priver les ouvriers russes de combustible, l'Angleterre a retenu entre ses griffes Bakou dont le pétrole est resté de cette façon à peu près inutilisé, car elle n'a réussi à en importer qu'une infime partie. Le richissime bassin houiller du Don a été dévasté par les bandits blancs aux gages de l'Entente, chaque fois qu'ils ont réussi à prendre l'offensive dans ce secteur. Les ingénieurs et les sapeurs français se sont plus d'une fois appliqués à détruire nos ponts et nos voies ferrées; et le Japon n'a pas cessé jusqu'ici de piller et de ruiner la Sibirie orientale.

La science industrielle allemande et le taux de production très élevé de la main-d'œuvre allemande, ces deux facteurs d'une extrême importance pour la renaissance de la vie économique européenne, sont paralysés par les clauses de la paix de Versailles encore plus qu'ils ne l'avaient été par la guerre. L'Entente se trouve devant une contradiction insoluble: pour «faire payer» il faut donner la possibilité de travailler, pour donner la possibilité de travailler il faut donner la possibilité de vivre. Et donner à l'Allemagne ruinée, dépeçée, exsangue, la possibilité de vivre, c'est lui donner la possibilité de résister. La crainte d'une revanche allemande commande la politique de Foch, qui consiste à serrer chaque jour davantage l'étau militaire qui doit empêcher l'Allemagne de se redresser.

Tous manquent de quelque chose, tous sont dans le besoin. Non pas seulement le bilan de l'Allemagne, mais également celui de la France et de l'Angleterre, se signalent par l'énormité de leur passif. La dette française s'élève à 300 milliards de francs, dont les deux tiers au moins, selon l'assertion du sénateur réactionnaire Gaudin de Villaine, sont les résultats de toute sorte de déprédations, d'abus et de désordres.

Les travaux effectués à l'heure actuelle en France pour la reconstitution des régions dévastées ne sont rien par comparaison à ce qu'il y aurait à faire. Le manque de combustible, de matériaux et de main-d'œuvre constitue un obstacle infranchissable.

La France a besoin d'or, la France a besoin de charbon. Le bourgeois français en appelle aux tombes innombrables des soldats tombés pendant la guerre pour réclamer les intérêts de ses capitaux. L'Allemagne doit payer: Est-ce que le général Foch n'a pas assez de Sénégalais pour occuper les villes allemandes? La Russie doit payer! Pour en persuader le peuple russe le gouvernement français dépense à dévaster la Russie les milliards destinés à la reconstruction des régions dévastées.

L'entente financière internationale qui devait alléger le fardeau des impôts français en annulant les dettes de guerre, cette entente n'a pas eu lieu: les Etats-Unis se sont montrés très peu disposés à faire à l'Europe un cadeau de 10 milliards de livres sterling.

L'émission du papier-monnaie continue, atteignant chaque jour un chiffre plus imposant. En Russie, où il existe une organisation économique unifiée, une répartition systématique des denrées et où le salaire en monnaie tend de plus en plus à être remplacé par le paiement en nature, l'émission continue du papier-monnaie et la chute rapide de sa valeur ne font que consacrer la disparition du vieux système financier et commercial. Mais dans les pays de capitalisme la quantité croissante des bons du Trésor en cours sont l'indice d'un profond désarroi économique et d'une faillite imminente.

Les conférences de l'Entente voyagent de place en place, cherchant à s'inspirer successivement de toutes les villes d'eaux d'Europe. Chacun réclame les intérêts du sang versé pendant la guerre, une indemnité proportionnelle au nombre de ses tués. Cette Bourse ambulante des morts qui rabâche tous les quinze jours la même question: à savoir, si c'est 50 ou 55% que la France doit recevoir, d'une contribution que l'Allemagne n'est pas en état de payer, est le digne couronnement de cette «organisation» promise à l'Europe.

La guerre a fait subir au capitalisme une transformation. Le pressurage systématique de la plus-value dans le processus de la production—base de l'économie du profit—semble à présent une occupation trop facile à messieurs les bourgeois qui ont pris l'habitude de doubler, de décupler leurs dividendes dans l'espace de quelques jours, au moyen de spéculations savantes basées sur le brigandage international.

Le bourgeois a rejeté quelques préjugés qui le gênaient et acquis par contre un certain tour de main qui lui manquait jusqu'ici. La guerre l'a accoutumé, à réduire par le blocus des pays entiers à la famine, à bombarder et incendier des villes et des villages à répandre savamment les germes du choléra, à transporter de la dynamite dans des valises diplomatiques, à contrefaire les billets de banque de l'ennemi, à employer la corruption, l'espionnage et la contrebande dans des proportions jusque-là inconnues. Les méthodes de guerre sont devenues après la conclusion de la paix les méthodes du commerce. Les opérations commerciales de quelque importance s'effectuent sous l'égide de l'Etat, qui agit comme une bande mondiale de brigands disposant de tous les moyens de violence. Plus la production diminue, plus la lutte pour l'appropriation de ses fruits devient brutale et ruineuse.

Empêcher: voilà le dernier mot de la politique du capital, la devise qui remplace le protectionnisme et le libre-échangeisme! L'agression de la Hongrie par les cambrioleurs roumains qui y pillèrent tout ce qui leur tomba sous la main, locomotives et bijoux indifféremment, caractérise la philosophie économique de Lloyd George et de Millerand.

Dans sa politique économique intérieure, le bourgeois, affolée, est portée vers un système de nationalisation, de réglementation et

de contrôle de l'Etat mais en même temps elle proteste contre la main-mise l'Etat sur les affaires économiques. Le parlement français cherche à résoudre la quadrature du cercle en créant l'unité de commandement sur tous les réseaux de chemins de fer du pays sans pour cela léser les intérêts des actionnaires. En même temps, la presse capitaliste mène une campagne enragée contre «l'étatisme», l'accusant d'enrayer l'initiative privée. Les chemins de fer américains, désorganisés par l'Etat pendant la guerre, sont tombés dans une situation encore plus difficile lorsque le contrôle du gouvernement a été supprimé. Néanmoins, le parti républicain promet dans son programme d'affranchir la vie économique de l'arbitrage gouvernemental. Le chef des trade-unionistes américains, Samuel Gompers, ce vieux chien de garde du capitol, lutte contre la nationalisation des chemins de fer que, de leur côté, les naïfs adeptes et les charlatans du réformisme proposent à la France en guise de panacée universelle. En réalité, les interventions partielles et sans méthode de l'Etat ne font que rivaliser avec l'activité des spéculateurs, pour augmenter le désarroi de l'économie capitaliste, à l'époque de sa décadence. Enlever aux trusts les moyens de production et de transport pour les transmettre à «la nation», c'est-à-dire à l'Etat bourgeois, c'est-à-dire au plus puissant et au plus avide des trusts capitalistes, — c'est non pas supprimer le mal, mais le généraliser.

La baisse des prix et la hausse du taux de la monnaie ne sont que des phénomènes superficiels et passagers tandis que la ruine suit son cours. Les fluctuations de prix ne suppriment pas les faits fondamentaux: la pénurie des matières premières et la diminution de la productivité du travail.

La masse ouvrière qui a passé par la longue période de tension nerveuse de la guerre n'est plus capable de travailler avec la même vigueur dans les mêmes conditions. La destruction au cours de quelques heures de valeurs dont la création avait demandé des années, l'impudent agiotage d'une clique financière avec des enjeux de plusieurs milliards sur des monceaux d'ossements et de ruines — ces leçons données, par l'histoire étaient peu faites pour soutenir dans la classe ouvrière la discipline automatique inhérente au travail salarié. Les économistes et journalistes bourgeois nous parlent d'une «vague de paresse» qui déferlerait, selon eux, sur l'Europe, menaçant son avenir économique. Les dirigeants tentent de trouver un remède en accordant certains privilèges aux ouvriers qualifiés. Mais en vain. Pour la reconstitution et le développement de la production du travail il est nécessaire que la classe ouvrière ait la certitude que chaque coup de marteau aura pour résultat d'améliorer son sort, de lui permettre d'étendre ses connaissances et de faire disparaître tout danger de nouvelle guerre. Or, cette certitude ne peut lui être donnée que par une révolution sociale.

La hausse des prix des denrées alimentaires semble le mécontentement et la révolte dans tous les pays. La bourgeoisie de France, d'Italie,

d'Allemagne et des autres pays ne trouve que des palliatifs à opposer au fléau de la vie chère et à la vague menaçante des grèves. Pour être en mesure de payer aux agriculteurs ne fût-ce qu'une partie de leurs frais de production, l'Etat, couvert de dettes, s'engage dans des spéculations louches, se vole lui-même pour retarder le quart d'heure de Rabelais. S'il est vrai que certaines catégories d'ouvriers vivent actuellement dans des conditions même meilleures qu'avant la guerre, cela ne signifie rien en réalité quant à ce qui concerne l'état économique des pays capitalistes. On obtient des résultats éphémères en engageant l'avenir par des emprunts de charlatans; demain amènera la misère et toutes sortes de calamités.

Et les Etats-Unis? «L'Amérique est l'espoir de l'humanité». Par la bouche de Millerand, le bourgeois français répète cette sentence de Turgot, espérant qu'on lui remettra ses dettes, lui qui ne les remet à personne. Mais les Etats-Unis ne sont pas capables de tirer l'Europe de l'impasse économique où elle est engagée. Durant les six dernières années ils ont épuisé leur stock de matières premières. L'adaptation du capitalisme américain aux exigences de la guerre mondiale a rétréci sa base industrielle. Les Européens ont cessé d'émigrer en Amérique. Une vague de retour a arraché à l'industrie américaine des centaines de milliers d'Allemands, d'Italiens, de Polonais, de Serbes, de Tchèques qu'appelaient en Europe soit la mobilisation, soit le mirage d'une patrie retrouvée. Le manque de matières premières et de forces ouvrières pèse lourdement sur la République transatlantique et engendre une profonde crise économique, par suite de laquelle le prolétariat américain entre dans une nouvelle phase de lutte révolutionnaire. L'Amérique s'euro-péanise rapidement.

Les neutres n'ont pas échappé aux conséquences de la guerre et du blocus: telle une liquide dans des vases communicants, l'économie des Etats capitalistes étroitement reliés entre eux, grands ou petits, belligérants ou neutres, vainqueurs ou vaincus, tend à prendre un seul et même niveau, — celui de la misère, de la famine et du déprissement.

La Suisse vit au jour le jour, chaque éventualité menace de la jeter hors d'équilibre. En Scandinavie, une riche importation d'or ne peut résoudre le problème de l'approvisionnement. Il faut demander du charbon à l'Angleterre par petites portions, et cela avec force courbettes. En dépit de la famine en Europe, les pêcheries norvégiennes subissent une crise très grave.

L'Espagne, d'où la France a fait venir des hommes, des chevaux et des vivres, ne peut se tirer de nombre de difficultés, au point de vue du ravitaillement, lesquelles entraînent à leur tour des grèves violentes et des manifestations de la part des masses que la faim oblige à descendre dans la rue.

La bourgeoisie compte fermement sur les campagnes. Ses économistes affirment que le bien-être des paysans a extraordinairement augmenté. C'est une illusion. Il est vrai que les paysans qui

apportent leurs produits au marché ont plus ou moins fait fortune, partout, pendant la guerre. Ils ont vendu leurs produits à très haut prix et ont payé d'une monnaie qui leur revient à bon marché les dettes qu'ils avaient faites lorsque l'argent coûtait cher. Mais, durant la guerre, leurs exploitations ont manqué d'entretien et de main-d'œuvre et leur rendement a faibli. Ils ont besoin d'objets fabriqués. Et le prix de ces objets a augmenté dans la mesure où l'argent est devenu meilleur marché. Les exigences du fisc commencent à peser lourdement et menacent d'engloutir le paysan avec ses produits et ses terres. Ainsi, après une période de relèvement momentané du bien-être, les petits paysans tombent de plus en plus dans des difficultés irréductibles. Leur mécontentement au sujet des résultats de la guerre ne fera que croître et, incorporé dans l'armée permanente, le paysan réserve à la bourgeoisie bien des surprises désagréables.

La restauration économique de l'Europe, dont parlent les ministres qui la gouvernent, est un mensonge. L'Europe se ruine et le monde entier se ruine avec elle.

Sur les bases du capitalisme il n'est point de salut. La politique de l'impérialisme ne saurait éliminer la misère, elle ne peut que la rendre plus douloureuse en favorisant la dilapidation des réserves existantes.

La question du combustible et des matières premières est une question internationale que l'on ne peut résoudre que sur la base d'une production réglée sur un plan, mise en commun, socialisée.

Il faut annuler les dettes d'Etat. Il faut émanciper le travail et ses fruits du tribut monstrueux qu'il paie à la ploutocratie mondiale. Il faut renverser la ploutocratie. Il faut jeter à bas les barrières d'Etats qui fractionnent l'économie mondiale. Au Conseil Suprême Economique des impérialistes de l'Entente, il faut substituer un Conseil Suprême Economique du prolétariat mondial pour l'exploitation centralisée de toutes les ressources de l'humanité.

Il faut tuer l'impérialisme pour que le genre humain puisse continuer à subsister.

III. Le régime bourgeois après la guerre.

Toute l'énergie des classes possédantes est concentrée sur ces deux questions: s'affirmer dans la lutte internationale et ne pas permettre au prolétariat de devenir maître du pays. Par suite les anciennes subdivisions politiques de la bourgeoisie ont perdu toute raison d'exister. Non seulement en Russie où l'étendard du parti constitutionnel-démocrate (K. D.) est devenu durant la période décisive de la lutte, l'étendard de tous les riches dressés contre la révolution des ouvriers et des paysans, mais aussi dans les pays dont la culture politique est plus ancienne et a des racines plus profondes, les programmes d'autrefois qui séparaient les diverses fractions de la bourgeoisie ont disparu,

presque sans laisser de traces, bien avant l'attaque ouverte qui a été menée par le prolétariat révolutionnaire.

Lloyd George se fait le héraut de l'union des conservateurs, des unionistes et des libéraux pour la lutte en commun contre la domination menaçante de la classe ouvrière. Ce vieux démagogue établit à la base de son système la sainte église, comme une station centrale d'électricité fournissant simultanément le courant à tous les partis des classes possédantes. En France l'époque si peu lointaine encore et si bruyante de l'anticléricalisme semble n'être plus qu'une vision de l'autre monde: les radicaux, les royalistes et les catholiques constituent actuellement un bloc de l'ordre national contre le prolétariat qui lève la tête. Tendani la main à toutes les forces de la réaction, le gouvernement français soutient le centenaire Wrangel et renouvelle ses rapports diplomatiques avec le Vatican.

Le neutraliste convaincu, le germanophile Giolitti se saisit du gouvernail de l'Etat italien en qualité de chef commun des interventionnistes, des neutralistes, des cléricaux, des mazzinistes: il est prêt à louverner dans les questions secondaires de la politique intérieure et extérieure pour repousser avec d'autant plus d'énergie l'offensive des prolétaires révolutionnaires dans les villes et dans les villages. Le gouvernement de Giolitti se considère à bon droit comme le dernier atout de la bourgeoisie italienne.

La politique de tous les gouvernements allemands et des partis gouvernementaux, après la défaite des Hohenzollern, a tendu à établir de concert avec les classes dirigeantes de l'Entente, un terrain commun de haine contre le bolchévisme, c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne.

Au moment où le Shylock anglo-français étouffe avec une férocité croissante le peuple allemand, la bourgeoisie allemande, sans distinction de partis, demande à l'ennemi de relâcher le nœud qui l'étrangle juste assez pour pouvoir, de ses propres mains, égorger l'avant-garde du prolétariat allemand. C'est en somme à cela que reviennent toujours les conférences périodiques qui ont lieu et les conventions que l'on signe au sujet du désarmement et de la livraison des engins de guerre.

En Amérique, on ne fait plus aucune différence entre républicains et démocrates. Ces puissantes organisations politiques d'exploiteurs, adaptées au cercle restreint des intérêts américains, ont montré en toute évidence à quel point elles étaient dénuées de consistance lorsque la bourgeoisie américaine est entrée dans la lice du brigandage mondial.

Jamais encore les intrigues des chefs et de leurs bandes, — dans l'opposition comme dans les ministères, — n'avaient révélé leur cynisme aussi ouvertement. Mais en même temps tous les chefs, et leurs cliques, les partis bourgeois de tous les pays, constituent un front commun contre le prolétariat révolutionnaire.

Au moment où les imbéciles de la social-démocratie continuent à opposer le chemin de la dé-

mocratie aux violences de la voie dictatoriale, les derniers vestiges de la démocratie sont foulés aux pieds et anéantis dans tous les Etats du monde.

Après une guerre durant laquelle les chambres de représentants servaient de couverture — sans pouvoir mais bruyantes — à l'action des bandes dirigeantes impérialistes, les parlements sont tombés dans une complète prostration. Toutes les questions sérieuses se résolvent en dehors des parlements. L'élargissement illusoire des prérogatives parlementaires, solennellement proclamé par les saltimbanques de l'impérialisme en Italie et dans les autres pays, ne change rien à l'état des choses. Véritables maîtres de la situation, disposant du sort de l'Etat, — lord Rothschild, lord Weir, Morgan et Rockefeller, Schneider et Loucheur, Hugo Stinnes et Felix Deutsch, Rizzello et Agnelli, — ces rois de l'or, du charbon, du naphé et du métal, — agissent dans les coulisses, envoyant dans les parlements leurs petits commis pour en diriger les travaux.

Le parlement français qu'amuse encore la procédure des discussions sans fin qui ne sont que des toutes oratoires, le parlement français plus que tout autre discrédité par la rhétorique mensongère, par la corruption cynique, apprend tout à coup que les quatre milliards qu'il avait destinés aux réparations dans les régions dévastées de la France, ont été dépensés par Clémenceau pour des fins tout autres, et principalement pour poursuivre l'œuvre de dévastation entreprise dans les provinces russes.

L'écrasante majorité des députés du parlement anglais, soi-disant tout-puissant, n'est pas plus renseignée au sujet des véritables intentions de Lloyd George et de Curzon, en ce qui concerne la Russie Soviétique et même la France, que les vieilles femmes hindoues des villages du Bengale.

Aux Etats-Unis le parlement est un chœur obéissant ou qui ronchonne quelque fois sous la baguette du président qui n'est que le suppôt de la machine électorale qui sert d'appareil politique aux trusts — maintenant, après la guerre, beaucoup plus encore qu'auparavant.

Le parlementarisme tardif des Allemands, avorton de la révolution bourgeoise, qui n'est elle-même qu'un avorton de l'histoire, est sujet dès l'enfance à toutes les maladies qui affectent les vieux chiens. Le Reichstag de la République d'Eberl, «le plus démocratique du monde», reste impuissant non seulement devant le bâton de maréchal que brandit Foch, mais aussi devant les machinations de ses boursiers, de ses Stinnes ainsi que devant les complots militaires d'une clique d'officiers. La démocratie parlementaire allemande n'est qu'un vide entre deux dictatures.

Il s'est produit durant la guerre de profondes modifications dans la composition même de la bourgeoisie. En face de l'appauvrissement général du monde entier, la concentration des capitaux a fait tout à coup un grand saut en avant. On a vu se mettre en vedette des maisons de commerce

qui restaient autrefois dans l'ombre. La solidité, l'équilibre, la propension aux compromis «raisonnables», l'observation d'un certain décorum dans l'exploitation comme dans l'utilisation des produits, — tout cela a été emporté par le torrent de l'impérialisme.

Ce sont de nouveaux riches qui ont occupé l'avant-scène: fournisseurs d'armée, spéculateurs de bas étage, parvenus, rastaquouères, maraudeurs, repris de justice couverts de diamants, canaille sans foi ni loi, avide de luxe, prête aux dernières atrocités pour entraver la révolution prolétarienne qui ne peut leur promettre qu'un nœud coulant.

Le régime actuel, en tant que domination des riches, se dresse devant les masses dans toute son impudence. En Amérique, en France, en Angleterre, le luxe d'après guerre a pris un caractère frénétique. Paris, bondé de parasites du patriotisme international, ressemble, d'après l'aveu du *Temps*, à une Babylone à la veille de la catastrophe.

C'est au gré de cette bourgeoisie que se rangent la politique, la justice, la presse, l'art, l'Eglise. Tous les freins sont laissés de côté. Wilson, Clémenceau, Millerand, Lloyd George, Churchill ne s'arrêtent pas devant les plus impudentes tromperies, devant les mensonges les plus grossiers et, démasqués, passent tranquillement à de nouveaux exploits de même sorte. Les règles classiques de la duplicité politique, telles que les a rédigées le vieux Machiavel, ne sont plus que les innocents aphorismes d'un nigaud de province en comparaison avec les principes sur lesquels se régient les gouvernants bourgeois d'aujourd'hui. Les tribunaux, qui couvraient autrefois d'un clinquant démocratique leur essence bourgeoise, se sont mis à bafouer ouvertement les prolétaires et accomplissent un travail de provocation contre-révolutionnaire. Les juges de la III-e République acquiescent sans broncher l'assassin de Jaurès. Les tribunaux de l'Allemagne, qui avait été proclamée république socialiste encouragent les assassins de Liebknecht, de Rosa Luxemburg et de bien d'autres martyrs du prolétariat. Les tribunaux des démocraties bourgeoises servent à légaliser solennellement tous les crimes de la terreur blanche.

La presse bourgeoise se laisse ouvertement acheter, elle porte l'estampille des vendus sur son front, comme une marque de fabrique. Les journaux dirigeants de la bourgeoisie mondiale sont d'énormes fabriques de mensonges, de calomnies et de poisons spirituels.

Les dispositions et les sentiments de la bourgeoisie sont sujets à des hausses et à des baisses nerveuses, comme les prix de ses marchés. Durant les premiers mois qui ont suivi la fin de la guerre, la bourgeoisie internationale, surtout la bourgeoisie française, claquait des dents devant le communisme menaçant. Elle se faisait de l'imminence du danger une idée en rapport avec les crimes sanglants qu'elle avait commis. Mais elle a su repousser la première attaque. Reliés à elle par les chaînes d'une responsabilité commune, les

partis socialistes et les syndicaux de la II-e Internationale lui ont rendu un dernier service, en attirant sur eux les premiers coups portés par la colère des travailleurs. Au prix du naufrage complet de la II-e Internationale, la bourgeoisie a reçu quelque répit. Il a suffi d'élections contre-révolutionnaires faites par Clémenceau, de quelques mois d'équilibre instable, de l'insuccès de la grève de mai pour que la bourgeoisie française envisage avec assurance la solidité inébranlable de son régime. L'insolence de cette classe a atteint le niveau auquel s'étaient autrefois élevées ses craintes.

La menace est devenu l'argument unique de la bourgeoisie. Elle ne croit pas aux phrases et exige des actes: qu'on arrête, qu'on disperse les manifestations, qu'on confisque, qu'on fusille! Les ministres bourgeois et les parlementaires tâchent d'en imposer à la bourgeoisie en faisant figure d'hommes bien trempés, d'hommes d'acier. Lloyd George conseille sèchement aux ministres allemands de fusiller leurs communards, comme on l'a fait en France en 1871. Un fonctionnaire de troisième ordre peut compter sur les applaudissements tumultueux de la Chambre s'il sait mettre à la fin d'un pauvre compte rendu quelques menaces à l'adresse des ouvriers.

Tandis que l'appareil de l'Etat se transforme ouvertement en une machine de répressions sanglantes des classes laborieuses, d'autres organisations contre-révolutionnaires privées, formées sous son égide et mises à sa disposition, travaillent à empêcher par la force les grèves, à commettre des provocations, à donner de faux témoignages, à détruire les organisations révolutionnaires, à s'emparer des institutions communistes, à massacrer et incendier, à assassiner les tribuns révolutionnaires, et prennent d'autres mesures à l'avenant pour défendre la propriété et la démocratie.

Les fils des hobereaux, des gros bourgeois, les petits bourgeois arrachés à leur vie routinière et en général les éléments déclassés, en premier lieu les ci-devant de diverses catégories émigrés de Russie, forment d'inépuisables cadres de réserve pour les armées irrégulières de la contre-révolution. Des officiers élevés à l'école de la guerre impérialiste sont à leur tête.

Les quelques vingt mille officiers de l'armée des Hohenzollern constituent, surtout après la révolte de Kapp-Lüttwitz, un noyau contre-révolutionnaire solide que la démocratie allemande ne sera pas à même de dissoudre et d'absorber; seul, le marteau de la dictature du prolétariat pourra le briser. Cette organisation centralisée des terroristes de l'ancien régime se complète par les détachements de partisans formés par les hobereaux prussiens.

Aux Etats-Unis, des unions comme la National Security League ou les Knights of Liberty sont les régiments d'avant-garde du capital et sur leurs flancs agissent ces bandes de brigands que sont les Detective agencies, qui pillent, volent et massacrent les ouvriers en révolte.

En France la Ligue Civique n'est autre chose qu'une organisation hautement considérée de «renards» tandis que la Confédération Générale du Travail, quoique réformiste, reste sous la menace des représailles gouvernementales.

La mafia des officiers blancs de Hongrie qui persiste parallèlement au gouvernement de bourgeois contre-révolutionnaires soutenu par l'Angleterre, a montré au prolétariat du monde entier comment se pratiquait cette civilisation et cette humanité que préconisent Wilson et Lloyd George après avoir maudit le pouvoir des Soviets et les violences révolutionnaires.

Les gouvernements «démocratiques» de la Finlande, de la Géorgie, de la Lettonie et de l'Esthonie font tout ce qu'ils peuvent pour atteindre le niveau de perfection de leur prototype hongrois. A Barcelone, la police a sous ses ordres une bande d'assassins. Et il en est de même partout.

Même dans un pays vaincu et ruiné comme la Bulgarie les officiers sans emploi se réunissent en sociétés secrètes qui sont prêtes au premier signe à faire preuve de leur patriotisme sur le dos des ouvriers bulgares.

Le programme de la conciliation des intérêts contradictoires, de la collaboration des classes, de réformes parlementaires, de la socialisation graduelle et de l'union sacrée au sein de chaque nation, tout cela n'est qu'une sinistre bouffonnerie à la lueur du régime bourgeois tel qu'il est sorti de la guerre mondiale.

La bourgeoisie s'est refusée une fois pour toutes à concilier ses propres intérêts et ceux du prolétariat au moyen de réformes. Elle corrompt par des aumônes la petite aristocratie ouvrière privilégiée et soumet la grande masse du prolétariat par le fer et le sang à une règle inflexible.

Pas une seule question importante ne se décide maintenant à la majorité des voix. Du principe démocratique il n'est resté qu'un souvenir dans les cervelles des réformistes. L'Etat se réduit chaque jour davantage à son caractère primitif, c'est-à-dire à des détachements d'hommes armés. La bourgeoisie ne perd plus son temps à compter les bulletins de vote, elle compte les fusils, les mitrailleuses et les canons qui seront à sa disposition lorsque l'heure sera venue où la question du pouvoir et de la propriété sera nettement posée.

Il n'y a plus de place pour la collaboration ou la médiation. Ce qu'il faut pour notre salut, c'est la ruine de la bourgeoisie et seule la révolution prolétarienne peut causer cette ruine.

IV. La Russie Soviétiste.

Au milieu des éléments déchainés du chauvinisme, de la cupidité, de la discorde, seul le principe du communisme a déjà montré sa vigueur et sa puissance créatrice. Bien que le pouvoir des Soviets se soit établi pour commencer dans un pays arriéré, dévasté par la guerre, entouré d'ennemis puissants, il s'est montré doué non seulement d'une ténacité peu commune, mais aussi

d'une activité inouïe. Il a prouvé par le fait les grandes possibilités que contient le communisme. Le développement et le raffermissement du pouvoir soviétique constituent le point culminant de l'histoire du monde depuis la création de l'Internationale Communiste.

La société divisée en classes a toujours considéré la capacité de former une armée comme le critérium de toute activité économique ou politique. La force ou la faiblesse de l'armée sont, pour elle, l'indice qui sert à évaluer la force ou la faiblesse de l'économie et de l'Etat. Le pouvoir des Soviets a créé au bruit du canon une force militaire de premier ordre. L'armée rouge a combattu avec une supériorité indiscutable non seulement les champions de la vieille Russie monarchiste et bourgeoise, les armées de Kollchak, Denikine, Youdenitch, Wrangel et autres, mais aussi les armées nationales des républiques «démocratiques» qui entrent en ligne pour le bon plaisir de l'impérialisme mondial (Finlande, Esthonie, Lettonie, Pologne).

Au point de vue économique c'est déjà un grand miracle que la Russie soviétique ait tenu pendant ces trois premières années. Elle a tenu et elle s'est développée, parce que, ayant arraché d'entre les mains de la bourgeoisie les instruments de l'exploitation, elle en a fait des instruments d'une production méthodique et solidaire. Le fracas des pièces d'artillerie le long du front immense qui encercle la Russie de toutes parts ne l'a pas empêché de prendre des mesures pour recréer la vie économique et intellectuelle bouleversée.

La monopolarisation par l'Etat socialiste des principales denrées alimentaires et la lutte sans merci contre les spéculateurs ont seules sauvegardé les villes russes d'une famine mortelle et donné la possibilité de ravitailler l'armée rouge. La réunion de toutes les usines, des fabriques, des chemins de fer et de la navigation sous l'égide de l'Etat a seule garanti la possibilité de produire et de transporter. La concentration de l'industrie et du transport entre les mains du gouvernement mène à la généralisation et à la standardisation de la technique en créant des modèles uniques pour les diverses pièces, modèles qui servent de prototype à toute production ultérieure. Seul le socialisme rend possible d'évaluer avec précision la quantité de boulons pour locomotives, pour wagons et pour steamers qui sont à produire et à réparer, et de régler périodiquement la production en gros des pièces de machine adaptées au prototype, ce qui présente des avantages incalculables pour l'intensification de la production.

Le progrès économique, l'organisation scientifique de l'industrie, la mise en pratique du système Taylor épuré de toutes tendances au «sweating», ne rencontrent plus en Russie soviétique d'autres obstacles que ceux que tâchent de susciter les impérialistes étrangers.

Tandis que les intérêts des nationalités, se heurtant aux prétentions impérialistes, sont une source continuelle de conflits universels, de révoltes et de guerres, la Russie socialiste a montré qu'un gouvernement ouvrier est capable de con-

cilier les besoins nationaux avec les besoins économiques, épurant les premiers de tout chauvinisme et les seconds de tout impérialisme. Le socialisme a pour but de relier toutes les régions, toutes les provinces, toutes les nationalités par l'unité d'un même système économique. Mais le centralisme économique n'admettant plus l'exploitation d'une classe par une autre, d'une nation par une autre, et étant par cela même également avantageux pour toutes, ne paralyse en aucune façon le libre développement des peuples.

L'exemple de la Russie des Soviets permet aux peuples de l'Europe Centrale, du sud-est, des Balkans, des possessions coloniales de la Grande-Bretagne, à toutes les nations, à toutes les peuplades opprimées, aux Egyptiens et aux Turcs, aux Hindous et aux Persans, aux Irlandais et aux Bulgares, de se rendre compte que la coopération solidaire de toutes les nationalités du monde n'est réalisable que par une fédération de républiques soviétistes.

La révolution a fait de la Russie la première puissance prolétarienne. Depuis trois ans qu'elle existe ses frontières n'ont pas cessé de se transformer. Devenues plus étroites sous les coups de boutoir de l'impérialisme mondial, elles reprénaient leur extension lorsque la poussée diminuait d'intensité. La lutte pour les Soviets est devenue la lutte contre le capitalisme mondial. La question de la Russie des Soviets est devenue une pierre de touche pour toutes les organisations ouvrières. La deuxième et infâme trahison de la social-démocratie allemande après celle du 4 août 1914, c'est que, faisant partie du gouvernement elle a demandé secours à l'impérialisme occidental, au lieu de s'allier à la révolution d'Orient. L'Allemagne soviétiste alliée à la Russie soviétiste, elles auraient été plus fortes à elles deux que tous les Etats capitalistes pris ensemble.

L'Internationale Communiste a fait sienne la cause de la Russie soviétiste. Le prolétariat international ne remettra son glaive au fourreau que lorsque la Russie soviétiste sera devenue l'un des chaînons d'une Fédération de républiques soviétistes embrassant le monde.

V. La révolution prolétarienne et l'Internationale Communiste.

La guerre civile est mise à l'ordre du jour dans le monde entier. La devise en est : «Le pouvoir aux Soviets».

Le capitalisme a transformé en prolétariat l'immense majorité de l'humanité. L'impérialisme a tiré les masses de leur inertie et les a incitées au mouvement révolutionnaire. Ce que nous entendons actuellement par le mot «masse» n'est pas ce que nous entendions par là il y a quelques années. Ce qui était la masse à l'époque du parlementarisme et du trade-unionisme forme aujourd'hui la couche supérieure du prolétariat. Des millions et des dizaines de millions d'hommes qui avaient vécu jusqu'ici en dehors de toute politique sont en train de se transformer en une masse révolutionnaire. La guerre a mis tout le monde sur pied, a éveillé

l'attention politique des milieux les plus arriérés, leur a donné des illusions et des espérances, et les a trompés. Etroitesse corporatiste et stabilité relative de la vie des ouvriers qualifiés privilégiés, d'un côté, apathie désespérante des couches les plus profondes, de l'autre, — ces deux bases sociales des anciennes formes du mouvement ouvrier, sont choses du passé. Des millions de nouvelles recrues viennent d'entrer en ligne. Les femmes qui ont perdu leurs maris et leurs pères et qui ont dû se mettre au travail à leur place, prennent une large part au mouvement. La jeunesse ouvrière, habituée dès l'enfance aux grondements et aux éclairs de la guerre mondiale, a accueilli la révolution comme son élément naturel. La lutte passe par des phases différentes suivant les pays, mais cette lutte est la dernière. Assez souvent les vagues révolutionnaires, pénétrant dans les formes anciennes et surannées du mouvement ouvrier, leur prêtent, pour un temps, une nouvelle vie. De vieilles enseignes, des devises à demi effacées surnagent ça et là à la surface des flots. Il y a dans les cervelles du trouble, des ténèbres, des préjugés, des illusions. Mais le mouvement dans son ensemble a un caractère profondément révolutionnaire. On ne peut ni l'éteindre ni l'arrêter. Il s'étend, se raffermi, se purifie, rejette tout ce qui a fait son temps. Il ne s'arrêtera pas avant que le prolétariat mondial ne soit arrivé au pouvoir.

La forme habituelle de ce mouvement est la grève. Sa cause la plus simple et la plus puissante, c'est la hausse des prix sur les denrées de première nécessité. La grève surgit souvent de simples conflits locaux. Elle est le cri de protestation des masses impatientées par le tripotage parlementaire des socialistes. Elle exprime la solidarité entre les exploités d'un même pays ou de pays différents. Elle est presque toujours à la fois économique et politique. Souvent des bribes de réformisme s'y entremêlent à des mots d'ordre de révolution sociale. Elle se calme, semble vouloir finir, puis reprend de plus belle, ébranlant la production, menaçant l'appareil gouvernemental. Elle met d'autant plus en fureur la bourgeoisie qu'elle profite de toute occasion pour exprimer sa sympathie à la Russie soviétique. Les pressentiments des exploités ne les trompent pas. Cette grève désordonnée n'est autre chose en effet qu'une revue des forces révolutionnaires, un appel aux armes du prolétariat révolutionnaire.

L'étroite dépendance dans laquelle se trouvent tous les pays vis-à-vis les uns des autres et qui s'est révélée d'une façon si catastrophique pendant la guerre, donne une importance particulière aux branches du travail qui relient les pays et place au premier rang les cheminots et les ouvriers des transports en général. Le prolétariat des transports a eu l'occasion de montrer une partie de sa force dans le boycottage de la Hongrie et de la Pologne blanches. La grève et le boycottage, méthodes que la classe ouvrière mettait en œuvre au début de sa lutte trade-unioniste, c'est-à-dire quand elle n'avait pas encore commencé à utiliser le parlementarisme, ont revêtu de nos jours un élan inconnu et une signification

redoutable, telle une préparation de l'artillerie avant la dernière attaque.

L'impuissance à laquelle l'individu se trouve de plus en plus réduit devant la poussée aveugle des événements historiques oblige non seulement de nouveaux groupes d'ouvriers et d'ouvrières, mais encore les employés, les fonctionnaires, les intellectuels petits-bourgeois à entrer dans les rangs des organisations syndicales. Avant que la marche de la révolution prolétarienne oblige à créer des Soviets qui planeront au-dessus de toutes les vieilles organisations ouvrières, les travailleurs se groupent en syndicats, tolèrent en attendant l'ancienne constitution de ces syndicats, leur programme officiel, leur élite dirigeante, mais en apportant dans ces organisations l'énergie révolutionnaire croissante de masses qui ne s'étaient point révélées jusque-là.

Les couches les plus basses, les prolétaires des campagnes, les journaliers relèvent la tête. En Italie, en Allemagne et dans d'autres pays on observe une croissance magnifique du mouvement révolutionnaire des ouvriers agricoles et leur rapprochement fraternel avec le prolétariat des villes.

Les paysans pauvres regardent d'un meilleur œil le socialisme. Si les manœuvres des réformistes parlementaires qui cherchent à exploiter les préjugés de propriété du paysan sont restées infructueuses, le mouvement vraiment révolutionnaire du prolétariat, sa lutte indomptable contre les oppresseurs font naître une lueur d'espérance dans le cœur du paysan le plus humble, le plus courbé vers la glèbe, le plus misérable.

L'abîme de la misère humaine et de l'ignorance est insondable. Toute couche qui vient de se redresser en laisse derrière elle une autre qui tente à peine de se soulever. Mais l'avant-garde ne doit pas attendre la masse compacte de l'arrière pour engager le combat. Le soin de réveiller, de stimuler et d'éduquer ses couches les plus arriérées, la classe ouvrière le prendra lorsqu'elle sera parvenue au pouvoir.

Les travailleurs des colonies et des pays à demi-coloniaux se sont réveillés. Dans les espaces infinis de l'Inde, de l'Égypte, de la Perse, sur lesquels se dresse l'hydre monstrueuse de l'impérialisme anglais, au sein de cette mer humaine sans fond, s'accomplit un travail latent ininterrompu, soulevant des vagues qui font trembler dans la City les actions de la Bourse et les cœurs.

Dans le mouvement des peuples coloniaux, l'élément social sous toutes ses formes se mêle à l'élément national, mais tous les deux sont dirigés contre l'impérialisme. Depuis les premières ébauches jusqu'aux formes perfectionnées, le chemin de la lutte se poursuit dans les colonies et dans les pays arriérés en général à marches forcées, sous la pression de l'impérialisme moderne et sous la direction du prolétariat révolutionnaire.

Le rapprochement fécond qui s'opère entre les peuples musulmans et non-musulmans, unis par les chaînes communes de la domination anglaise et de la domination étrangère en général, l'épuration intérieure du mouvement, la diminution constante de l'influence du clergé et de la réaction chauvine, la lutte simultanée menée par

es indigènes à la fois contre les envahisseurs et contre leurs propriétaires suzerains, prêtres et usuriers, font de l'armée de l'insurrection coloniale grandissante une force historique de premier ordre, une réserve inépuisable pour le prolétariat mondial.

Les parias se lèvent. Leur pensée qui s'éveille se reporte vers la Russie des Soviets, vers les barricades dressées dans les rues des villes d'Allemagne, vers la lutte toujours plus ardente des ouvriers grévistes de l'Angleterre, vers l'Internationale Communiste.

Le socialiste qui, directement ou indirectement, défend la situation privilégiée de certaines nations au détriment des autres, qui s'accommode de l'esclavage colonial, qui admet des différences de droits entre les hommes de race et de couleur différentes; qui aide la bourgeoisie de la métropole à maintenir sa domination sur les colonies au lieu de favoriser l'insurrection armée de ces colonies; le socialiste anglais qui ne soutient pas de tout son pouvoir l'insurrection de l'Irlande, de l'Égypte et de l'Inde contre la ploutocratie londonienne, — ce «socialiste», loin de pouvoir prétendre au mandat et à la confiance du prolétariat, mérite sinon des balles, du moins la marque de l'opprobre.

Or, dans ses efforts pour amener la révolution mondiale, le prolétariat se heurte non seulement aux lignes de fil de fer barbelé à moitié défrutées qui se dressent encore entre les pays depuis la guerre, mais surtout à l'égoïsme, au conservatisme, à l'aveuglement et à la trahison des vieilles organisations de partis et des syndicats qui se sont servi de lui à l'époque précédente.

Les chefs de syndicats s'opposent par tous les moyens à la lutte révolutionnaire des ouvriers, la paralysent ou, s'il n'y a pas moyen de faire autrement, font mine d'approuver les grèves afin d'en détourner les effets par leurs machinations secrètes.

La trahison dont s'est rendue coutumière la social-démocratie internationale n'a rien d'égal dans l'histoire de la lutte contre l'oppression. C'est en Allemagne que les conséquences en sont les plus terribles. La défaite de l'impérialisme allemand a été en même temps celle du système d'économie capitaliste. En dehors du prolétariat il n'y avait aucune classe qui pût prétendre au pouvoir d'État. Le perfectionnement de la technique, le nombre et le niveau intellectuel de la classe ouvrière allemande étaient un sûr garant du succès de la révolution sociale. Mais la social-démocratie allemande s'est mise en travers de la voie. Grâce à des manœuvres compliquées dans lesquelles la ruse se mêle à la bêtise, elle a paralysé l'énergie du prolétariat pour le détourner de la conquête du pouvoir qui était son but naturel et nécessaire.

La social-démocratie s'était évertuée pendant des dizaines d'années à conquérir la confiance des ouvriers, pour, ensuite, au moment décisif, quand le sort de la société bourgeoise était en jeu, mettre toute son autorité au service des exploités.

La trahison du libéralisme et la faillite de la démocratie bourgeoise sont des épisodes insigni-

nants en comparaison de la trahison monstrueuse des partis socialistes. Le rôle de l'Église elle-même, cette station électrique centrale du conservatisme, comme l'a définie Lloyd George, pâlit devant le rôle anti-socialiste de la II-e Internationale.

La social-démocratie a voulu justifier sa trahison envers la révolution pendant la guerre par la formule de défense nationale. Elle couvre sa politique contre-révolutionnaire, après la conclusion de la paix, avec la formule de démocratie. *Défense nationale et démocratie*, voilà les formules solennelles de capitulation du prolétariat devant la volonté de la bourgeoisie.

Mais la chute ne s'arrête pas là. Continuant sa politique de défense du régime capitaliste, la social-démocratie est obligée, à la remorque de la bourgeoisie, de fouler aux pieds la «défense nationale» et la «démocratie». Scheidemann et Ebert baissent les mains de l'impérialisme français dont ils réclament l'appui contre la révolution soviétiste. Noske incarne la terreur blanche et la contre-révolution bourgeoise.

Albert Thomas se transforme en commis de la Société des Nations, cette honteuse agence de l'impérialisme. Vandervelde, éloquente incarnation de la superficialité de la II-e Internationale dont il était le chef, devient ministre du roi, collègue du clérical Delacroix, défenseur des prêtres catholiques belges et avocat des atrocités capitalistes commises sur les nègres du Congo.

Henderson qui singe les grands hommes de la bourgeoisie, qui figure à tour de rôle comme ministre du roi et représentant de l'opposition ouvrière de Sa Majesté; Tom Shaw qui réclame du gouvernement soviétiste des preuves irréfutables comme quoi le gouvernement de Londres est composé d'escrocs, de bandits et de parjures, que sont donc tous ces messieurs, sinon les ennemis jurés de la classe ouvrière?

Renner et Seitz, Niemetz et Toular, Troelstra et Branting, Daczinsky et Tchédzé, chacun d'eux traduit, dans le langage mesquin des petits États, la honteuse faillite de la II-e Internationale.

Karl Kautsky enfin, ex-théoricien de la II-e Internationale et ex-marxiste, devient le conseiller anonnant attiré de la presse jaune de tous les pays.

Sous l'impulsion des masses, les éléments plus élastiques du vieux socialisme, sans pour cela changer de nature, changent de lournure et de couleur, rompent ou s'apprêtent à rompre avec la II-e Internationale, battant en retraite comme toujours devant toute action en masse et révolutionnaire et même devant tout prélude sérieux de l'action.

Pour caractériser et, en même temps, pour confondre les acteurs de cette mascarade, il suffit de dire que le parti socialiste polonais qui a pour chef Daczinsky et pour patron Pilsudsky, le parti du cynisme bourgeois et du fanatisme chauvin, déclare se retirer de la II-e Internationale.

La fraction parlementaire dirigeante du parti socialiste français qui vote actuellement contre le budget et contre le traité de Versailles, reste au fond un des piliers de la république bourgeoise. Ses gestes d'opposition vont, de temps en temps

juste assez loin pour ne pas ébranler la confiance des milieux les plus conservateurs parmi le prolétariat.

Dans les questions capitales de la lutte de classe, le socialisme parlementaire français continue de frauder la volonté de la classe ouvrière, en lui suggérant que le moment actuel n'est pas propice à la conquête du pouvoir, parce que la France est trop appauvrie, de même qu'hier il était défavorable à cause de la guerre, comme à la veille de la guerre c'était la prospérité industrielle qui y faisait obstacle et, auparavant, la crise industrielle. A côté du socialisme parlementaire et sur le même plan siège le syndicalisme hâve et trompeur des Jouhaux et C^{ie}.

La création d'un parti communiste fort et trempé par l'esprit d'unité et de discipline en France est une question de vie ou de mort pour le prolétariat français.

La nouvelle génération des ouvriers allemands fait son éducation et trempe sa force dans les grèves et les insurrections. Son expérience lui coûte, d'autant plus de victimes que le Parti Socialiste Indépendant restera plus longtemps sous l'influence des conservateurs social-démocrates et des routiniers qui se remémorent la social-démocratie des temps de Bebel, qui ne comprennent rien au caractère de l'époque révolutionnaire actuelle, tremblent devant la guerre civile et la terreur révolutionnaire, se laissent aller au courant des événements, dans l'attente du miracle qui doit venir en aide à leur incapacité. C'est dans le feu de la lutte que le parti de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht enseigne aux ouvriers allemands où se trouve le bon chemin.

Dans le mouvement ouvrier anglais la routine est telle qu'on n'a pas encore senti en Angleterre le besoin de changer son organisation et sa tactique les chefs du parti ouvrier britannique s'entêtent à vouloir rester dans les cadres de la II^e Internationale.

Tandis que le cours des événements des dernières années, en rompant la stabilité de la vie économique de l'Angleterre conservatrice, a rendu les masses travailleuses on ne peut plus aptes à s'assimiler le programme révolutionnaire, la mécanique officielle de la nation bourgeoise avec son pouvoir royal, sa Chambre des lords, sa Chambre des Communes, son Eglise, ses traditions, son parti ouvrier, Georges V, l'évêque de Canterbury et Henderson, reste intacte comme un frein automatique puissant au développement. Il n'y a que le parti communiste affranchi de la routine et de l'esprit de secte, intimement lié aux grandes organisations ouvrières qui peut opposer l'élément prolétarien à cette fraction officielle.

En Italie où la bourgeoisie reconnaît franchement que le sort du pays se trouve désormais, en fin de compte, entre les mains du parti socialiste, la politique de l'aile droite représentée par Turati s'efforce de faire rentrer le torrent de la révolution prolétarienne dans l'ornière des réformes parlementaires. C'est dans ce sabotage inférieur que réside actuellement le plus fort danger.

Prolétaires d'Italie, songez à la Hongrie dont l'exemple est entré dans l'histoire comme un aver-

issement sévère que dans la lutte pour le pouvoir, comme pendant l'exercice du pouvoir, le prolétariat doit rester inflexible, rejeter tous les éléments équivoques et faire impitoyablement justice de toutes les tentatives de trahison.

Les bouleversements provoqués par la guerre, suivis d'une crise économique redoutable, inaugurent un nouveau chapitre dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis et dans les autres pays du continent américain. La liquidation de la réclame et du mensonge du wilsonisme, c'est, en même temps, la liquidation par le fait même de ce socialisme américain, mélange d'illusions pacifistes et d'activité mercantile, que complète paisiblement, du côté gauche, le trade-unisme des Compers et C^{ie}. L'union étroite des partis ouvriers révolutionnaires et des organisations prolétariennes du continent américain, de la presqu'île d'Alaska au cap Horn, en une section américaine compacte de l'Internationale, en face de l'impérialisme tout puissant et menaçant des Etats-Unis, voilà le problème qui doit être réalisé dans la lutte contre toutes les forces mobilisées par le dollar pour sa défense.

Les socialistes de gouvernement et leurs consorts de tous les pays ont eu beaucoup de raisons pour accuser les communistes de provoquer, par leur tactique intransigeante, l'activité de la contre-révolution dont ils contribuent à resserrer les rangs. Cette inculpation politique n'est autre chose qu'une réédition tardive des plaintes du libéralisme. Ce dernier précisément affirmait que la lutte indépendante du prolétariat pousse les privilégiés dans le camp de la réaction. C'est une vérité incontestable. Si la classe ouvrière ne s'attaquait pas aux fondements de la domination de la bourgeoisie, celle-ci n'aurait pas besoin de répressions. L'idée même de contre-révolution n'existerait pas si l'histoire ne connaissait pas de révolution. Si les insurrections du prolétariat entraînent fatalement l'union de la bourgeoisie pour la défense et la contre-attaque, cela ne prouve qu'une chose, c'est que la révolution est la lutte de deux classes irréconciliables qui ne peut aboutir qu'au triomphe définitif de l'une sur l'autre.

Le communisme récurve avec mépris la politique qui consiste à maintenir les masses dans la stagnation, en leur faisant redouter la massue de la contre-révolution.

A l'incohérence et au chaos du monde capitaliste dont les derniers efforts menacent d'engloutir toute la civilisation humaine, l'Internationale Communiste oppose la lutte combinée du prolétariat mondial, pour la destruction de la propriété privée comme instrument de production, et pour la reconstruction d'une économie nationale et mondiale fondée sur un plan économique unique, établi et réalisé par la société solidaire des producteurs. En groupant sous le drapeau de la dictature du prolétariat et du système soviétique de l'Etat les millions de travailleurs de toutes les parties du monde, l'Internationale Communiste lutte obstinément pour organiser et pour purifier ses propres éléments.

L'Internationale Communiste, c'est le parti révolutionnaire de la rébellion du prolétariat mondial. Elle rejette toutes les organisations et les groupements

qui, sous une forme ouverte ou voilée, endorment, démoralisent et énervent le prolétariat, en l'exhortant à s'incliner devant les féiches dont se pare la dictature de la bourgeoisie: la légalité, la démocratie, la défense nationale, etc.

L'Internationale Communiste ne peut pas non plus tolérer dans ses rangs les organisations qui, tout en inscrivant dans leur programme la dictature du prolétariat, persistent à mener une politique qui s'entête à chercher une solution pacifique à la crise historique. Ce n'est pas résoudre la question que de reconnaître le système soviétiste. L'organisation soviétiste ne renferme pas une vertu miraculeuse. La vertu révolutionnaire réside dans le prolétariat lui-même. Il faut que celui-ci n'hésite pas à se soulever et à conquérir le pouvoir et alors seulement l'organisation soviétiste manifestera ses qualités et sera dans ses mains l'arme la plus efficace.

L'Internationale Communiste prétend expulser des rangs du mouvement ouvrier tous les chefs qui sont liés directement ou indirectement par une collaboration politique avec la bourgeoisie. Ce qu'il nous faut, ce sont des chefs qui n'aient pour la société bourgeoise qu'une haine mortelle, qui organisent le prolétariat en vue d'une lutte impitoyable, qui soient prêts à mener au combat l'armée des insurgés, qui ne s'arrêtent pas à mi-chemin quoiqu'il arrive et qui ne craignent pas de recourir à des mesures de répression impitoyables contre tous ceux qui tenteront par la force de les contrecarrer.

L'Internationale Communiste, c'est le parti international de l'insurrection et de la dictature prolétariennes. Pour elle il n'existe pas d'autres buts ni d'autres problèmes que ceux de la classe ouvrière. Les prétentions des petites sectes dont chacune veut sauver la classe ouvrière à sa manière, sont étrangères et contraires à l'esprit de l'Internationale Communiste. Elle ne possède pas la panacée universelle, le remède infailible à tous les maux; elle tire leçon de l'expérience de la classe ouvrière dans le passé et dans le présent, cette expérience lui sert à réparer ses fautes et ses omissions; elle en tire un plan général et elle ne reconnaît et n'adopte que les formules révolutionnaires qui sont celles de l'action en masse.

Organisation syndicale, grève économique et politique, boycottage, élections parlementaires et municipales, tribune parlementaire, propagande légale et illégale, organisations secrètes au sein de l'armée, travail coopératif, barricades, l'Internationale Communiste ne repousse aucune des formes d'organisation ou de lutte créées au cours du développement du mouvement ouvrier, mais aussi elle n'en consacre aucune comme panacée.

Le système des Soviets n'est pas uniquement un principe abstrait que les communistes veulent opposer au système parlementaire. Les Soviets sont un appareil du pouvoir prolétarien qui, après la lutte et seulement par le moyen de cette lutte, doit remplacer le parlementarisme. Tout en combattant de la façon la plus décidée contre le réformisme des syndicats, contre le carriérisme et le crétinisme des parlements, l'Internationale

Communiste condamne en même temps l'attitude de ceux qui invitent les prolétaires à quitter les rangs d'organisations syndicales comptant des millions de membres et à tourner le dos aux institutions parlementaires et municipales. Les communistes en aucune façon ne se détournent des masses dupées et vendues par les réformistes et les patriotes, mais ils acceptent la lutte avec eux, au sein même des organisations de masses et des institutions créées par la société bourgeoise, de façon à pouvoir renverser celle-ci plus rapidement et plus sûrement.

Tandis que, sous l'égide de la II^e Internationale, les systèmes d'organisation de classe et les moyens de lutte presque exclusivement légaux se sont trouvés, en fin de compte, assujettis au contrôle et à la direction de la bourgeoisie et que la classe révolutionnaire a été muselée par les agents réformistes, l'Internationale Communiste tout au contraire arrache d'entre les mains de la bourgeoisie les guides qu'elle avait accaparés, prend sur soi l'organisation du mouvement ouvrier, le rassemble sous un commandement révolutionnaire et, aidée par lui, indique au prolétariat un but unique, à savoir: la prise du pouvoir pour la destruction de l'état bourgeois et la constitution d'une société communiste.

Au cours de toute son activité, comme instigateur d'une grève révolutionnaire, chef d'une organisation clandestine, secrétaire d'un syndicat, propagandiste dans les meetings ou député au parlement, pionnier de la coopération ou soldat à la barricade, le communiste doit rester lui-même, c'est-à-dire membre discipliné du parti, lutteur inébranlable, ennemi mortel de la société capitaliste, de ses bases économiques, de son Etat, de son mensonge démocratique, de sa religion et de sa morale; soldat plein d'abnégation de la révolution prolétarienne et annonciateur infatigable de la société nouvelle.

Ouvriers et ouvrières!

Il n'y a sur la terre qu'un seul drapeau qui mérite que l'on combatte et qu'on meure sous ses plis, c'est le drapeau de l'Internationale Communiste!

SIGNÉ:

RUSSIE: *N. Lénine, G. Zinoviev, N. Boukharine, L. Trotsky.*

ALLEMAGNE: *P. Léol, E. Meyer, Y. Walcher, R. Volfstein.*

AUTRICHE: *Steinhardt, Thoman, Stremmer.*

FRANCE: *Rosmer, Jacques Sadoul, Henri Guilbeaux.*

ANGLETERRE: *Tom Quelch, Gallacher, E. Sylvia Pankhurst, Mac Laine.*

AMÉRIQUE (E.-U.): *Flynn, A. Fraina, A. Bilan, J. Reed.*

ITALIE: *D. M. Serrati, N. Bombacci, Graziadei A. Bordiga.*

NORVÈGE: *Fries, Shefflo, A. Madsen.*

SUÈDE: *K. Dalstroem, Samuelson, Winberg.*

DANEMARK: *O. Jorgenson, M. Nilsen.*

HOLLANDE: *Wijnkoop, Jansen, Van Leuwen.*

BELGIQUE: *Van Overstraeten.*

ESPAGNE: *Pestana.*

SUISSE: *Herzog, I. Humbert-Droz.*

HONGRIE: *Racocz, A. Roudnyansky, Varga.*

GALICIE: *Levitsky.*

POLOGNE: *J. Marchlewsky.*

LATVIE: *Stoutchka, Krastyn.*

LITHUANIE: *Mitzkévitch-Kapsukas.*

TCHÉCO-SLOVAQUIE: *Vanek, Gula, Zapototsky.*

ESTHONIE: *R. Wakman, G. Poegelman.*

FINLANDE: *I. Rakhia, Letonmiaky, K. Manner.*

BULGARIE: *Kabaktchiev, Maximov, Chabline.*

YUGO-SLAVIE: *Milkitch.*

GÉORGIE: *M. Tsakhia.*

ARMÉNIE: *Nazaritian.*

TURQUIE: *Nichad.*

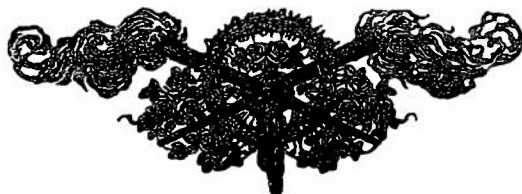
PERSÉ: *Sultan-Zadé.*

INDE: *Atcharta, Sheffik, Roy.*

INDES-NÉERLANDAISES: *Maring.*

CHINE: *Laou-Stou-Tchéou.*

CORÉE: *Pak Djinchoun, Him Houlin.*





DISCOURS DU CAMARADE ZINOVIEV

A

L'OUVERTURE DU CONGRÈS

Camarades!

Au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, j'ouvre le 2-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste (vifs applaudissements). Camarades, notre premier mot — le premier mot des travailleurs rassemblés ici de tous les coins du monde — doit être consacré à la mémoire des meilleurs de nos amis et leaders, morts pour la cause de l'Internationale Communiste. Il n'est pas de pays au monde où le sang des travailleurs communistes et des meilleurs militants n'ait été versé au cours de l'année qui vient de s'écouler. Il suffit de se rappeler les noms de nos amis hongrois, il suffit de se souvenir des camarades Léviné, Tibor Samuelli, Ioguchès, et de tant d'autres qui sont allés grossir la foule des révolutionnaires, tombés dans les premiers jours des révolutions russe et allemande. En Finlande, en Esthonie, en Hongrie, c'est par centaines et par milliers que sont tombés les meilleurs fils de la classe ouvrière. En ouvrant ce Congrès, nous avons à cœur de rendre hommage à la mémoire des meilleurs des nôtres, morts pour la cause de l'Internationale Communiste.

Je propose à l'assemblée de saluer la mémoire de nos grands morts (*L'assistance se lève, l'orchestre exécute la marche funèbre*).

Evoquons aussi ceux de nos camarades qui à cette heure sont enfermés dans les prisons des divers pays bourgeois. Souvenons-nous de nos amis français, des camarades Lorioi, Monatte, et de tant d'autres encore, jetés en prison peu de temps avant notre congrès. Nous saluons ces innombrables pionniers de la révolution ouvrière, qui gémissent dans les prisons allemandes, hongroises, françaises, anglaises, américaines. Nous serrons fraternellement la main aux ouvriers communistes américains qui, au cours de l'année passée, ont été traqués avec un si grand acharnement. La bourgeoisie américaine prend littéralement par la faim les ouvriers communistes et en général tous les révolutionnaires. Nos amis de là-bas ne peuvent pas trouver de travail; on leur rend ainsi la vie infernale. Il n'est pas de cruautés que la bourgeoisie américaine ne mette en œuvre contre les travailleurs communistes, contre les I. W. W. et les membres des autres organisations révolutionnaires, qui suivent le même chemin de l'Internationale Communiste.

Nous sommes profondément convaincus que les paroles récemment prononcées par un cama-

rade français après l'arrestation de Lorioi, de Monatte et des autres militants, se justifient. «C'est vrai, disait-il, nous traversons une période où la bourgeoisie gouvernante, les «démocrates», et ceux couramment désignés sous le nom de «socialistes» jettent en prison les plus ardents défenseurs du communisme; mais nous sommes convaincus que les rôles seront bientôt intervertis et que ceux qui se trouvent aujourd'hui à la tête des gouvernements bourgeois, se verront demain, emprisonnés par la classe ouvrière, qui mettra au pouvoir ceux que la bourgeoisie a emprisonnés!» (*Applaudissements*).

Camarades, l'Internationale Communiste n'est fondée que depuis 15 mois. On comprend aisément qu'il lui a fallu avant tout croiser le fer avec la II-e Internationale, avec laquelle nous sommes directement entrés en lutte. Et en présence du congrès actuel, devenu dans la pleine acception du mot, un congrès universel, en présence de ce fait que parmi nous siègent les représentants de l'Europe entière, et de l'Amérique, amis et ennemis doivent reconnaître que notre lutte avec la II-e Internationale a été couronnée de succès. Nous sommes aujourd'hui en droit de déclarer que la II-e Internationale est littéralement écrasée par la III-e Internationale Communiste (*Vifs applaudissements*).

Camarades! quelle est la signification de ce fait? Que nous avons vaincu la II-e Internationale. La lutte entre la II-e Internationale et nous n'est ni une lutte de deux fractions d'un seul et unique mouvement révolutionnaire prolétarien, ni une lutte de tendances au sein d'une même classe. Ce n'est rien moins qu'une lutte de classes. Certes, dans les rangs de la II-e Internationale nombreux sont encore nos frères de classe. Il n'en est pas moins vrai que notre lutte avec la II-e Internationale est quelque chose d'incomparablement plus grand qu'un conflit de tendances au sein d'une seule et même classe.

La faillite de la II-e Internationale reflète la faillite du régime bourgeois lui-même. Et c'est là le point essentiel. Si nous avons vaincu la II-e Internationale, c'est parce que le crépuscule des dieux du capitalisme est venu. Si nous avons vaincu, c'est parce que, dans le monde entier, la bourgeoisie n'a pas pu et ne pourra pas liquider la succession de la guerre impérialiste. Si nous vainquons, c'est parce que la Ligue des Nations, toute l'Entente et toute la bourgeoisie sont impuissantes à faire quelque chose de sérieux pour le relèvement de la vie économique de l'Europe.



Ouverture du II Congrès de l'Internationale Communiste, au Palais Ouritsky (Pétrograd) le 19 juillet 1920.
Le camarade Lénine a la parole sur la situation internationale.

Nous avons vaincu parce que la bourgeoisie n'a pas pu venir à bout des tâches qui se posent impérieusement devant elle, si elle ne veut pas au sens historique se démettre.

Au premier coup de feu tiré en 1914, la II-e Internationale a lié son sort à celui de la bourgeoisie. Les social-patriotes de chaque pays ont soutenu «leur bourgeoisie» et «leur parti» bourgeois.

Il en a été ainsi jusqu'à la fin de la guerre. La guerre terminée, la II-e Internationale a de nouveau lié son sort à la bourgeoisie, mais cette fois de préférence au groupe des pays bourgeois, sortis victorieux de la guerre impérialiste.

Vous vous souvenez des premières tentatives de reconstruction de la II-e Internationale, faites au début du carnage impérialiste. Vous vous rappelez les conférences de Berne et de Lucerne, où, ce qu'on appelait la fraction directrice de la II-e Internationale voulait coûte que coûte «s'apparenter» avec la Ligue des Nations.

Les chefs de la II-e Internationale en reconstruction se sont accrochés aux habits de Wilson. Vous vous souvenez, camarades, qu'à la Conférence de Berne, le président en prononçant son discours d'ouverture fit l'éloge de Wilson qu'il situa au niveau de Jaurès, profanant ainsi la mémoire du tribun des travailleurs français. A la fin de la guerre, la II-e Internationale désirait lier encore plus étroitement son sort à celui de la bourgeoisie, — du moins à cette partie de la bourgeoisie que la II-e Internationale croyait inviolable: à la Ligue des Nations. C'est pourquoi tous les coups, portés au cours de cette année par la classe ouvrière universelle et son avant-garde, la III-e Internationale, à la bourgeoisie, frappent aussi la II-e Internationale. La II-e Internationale jaune a lié indissolublement son sort avec celui de la classe qui succombe sous nos yeux. Et c'est là qu'il faut voir toute l'étendue de notre victoire sur la II-e Internationale. Je le répète, ce n'est ni la victoire d'une fraction du mouvement ouvrier sur une autre, ni celle d'un parti sur un autre, c'est quelque chose d'incomparablement plus grand: *toute organisation qui cherche à lier son sort à celui de la classe bourgeoise, est vouée à périr.* Voilà le sens historique de la victoire de l'Internationale Communiste sur la II-e Internationale. La classe ouvrière, jeune et vaillante, est une étoile qui monte. Elle va vers le pouvoir. Au contraire, la bourgeoisie qui se noie dans le sang des travailleurs a vu tomber son étoile. La bourgeoisie en est à son déclin. Et comme un mort qui enlancerait un vivant, la bourgeoisie a enlacé la II-e Internationale à moitié morte et l'étouffe dans ses étreintes mortelles. Toutes les deux succombent sous nos yeux. La bourgeoisie et son agence politique, l'Internationale jaune, expirent (car au sens historique une année compte pour une minute) et font déjà entendre le râle des mourants. Désormais, le jour est proche où la terre se libérera de l'oppression bourgeoise, et de toutes les organisations de cette dernière qui ont maintenu la classe ouvrière dans une captivité spirituelle. Notre association internationale des ouvriers pourra bientôt se mettre paisiblement à l'œuvre de cons-

truction du nouvel univers, fondé sur les principes fraternels du communisme.

Camarades, nous avons vu au cours de cette année, l'idée de «démocratie» se ruiner définitivement. Elle vit aujourd'hui ses dernières heures. Les thèses sur le rôle de la démocratie bourgeoise adoptées par le premier congrès représentatif, à mon avis, le document le plus important du premier Congrès constituant de l'Internationale Communiste, et à coup sûr, le document de la plus haute valeur du mouvement communiste de ces dernières années. Ces thèses ont fait le tour du monde. Les ouvriers du monde entier, les paysans et les soldats les plus éclairés, les ont apprises. Au cours des 15-16 derniers mois, la marche des événements a confirmé à chaque instant la justesse de l'analyse donnée par le premier congrès de l'Internationale Communiste dans l'appréciation de la démocratie bourgeoise. Lorsque la bourgeoisie américaine, devant le monde entier, abroge ses propres lois et garanties constitutionnelles se rapportant à la classe ouvrière, lorsqu'elle en arrive au point de ne pas admettre au Parlement les communistes élus selon toutes les règles de l'art parlementaire, lorsque, au contraire, elle les emprisonne, quand l'Amérique, pays classique de la démocratie bourgeoise, viole à tout moment, les principes de la démocratie, elle prouve de façon éclatante combien l'Internationale Communiste a raison dans ses thèses et programmes qui exposent le véritable rôle historique de ce qu'on appelle la démocratie.

Camarades, nous voici devant le Congrès mondial de l'Internationale Communiste. Toute l'avant-garde révolutionnaire du monde y est représentée. Nous débattons au congrès nombre de questions qui, à l'heure présente, sont en litige au sein du mouvement communiste international. Nous avons convoqué nombre d'organisations ouvrières, qui ne sont pas encore tout à fait communistes, et qui ne font encore que se grouper. La situation internationale de la classe ouvrière, après une guerre si longue et une crise si douloureuse, est telle qu'en certains endroits les organisations ouvrières ne savent en quelle voie s'engager, hésitent, comme hésite toujours la jeunesse. Elles n'ont encore adopté ni tactique ni voie définitives. En vue d'une action concertée, nous avons invité toutes les organisations ouvrières dont nous nous sommes convaincus du désir sincère d'abattre le capitalisme. Nous parlerons à leurs représentants comme à des frères de combat, de misère, de classe, prêts à donner leur vie avec nous pour l'émancipation des travailleurs. Nous n'imiterons pas la II-e Internationale, qui ne savait que railler et chasser les ouvriers révolutionnaires dont la pensée différait de la sienne, et qui était un Janus à deux visages: un doux sourire à droite, un regard menaçant à gauche. Nous sommes profondément convaincus que la vie instruita ces camarades. La guerre impérialiste a beaucoup appris aux ouvriers. Les honnêtes éléments révolutionnaires du syndicalisme, de l'industrialisme et des Shop stewards, passeront et passent déjà au communisme. Notre devoir est de les aider et de faire vite. D'autre part, parmi ceux qui assistent à notre

Congrès nous citerons les représentants du Parti Socialiste Indépendant, du Parti Socialiste Français, du Parti Socialiste Américain, qui ne viennent que de quitter, enfin les rangs de la II-e Internationale. Avec les honnêtes travailleurs révolutionnaires qui se trouvent dans ces partis, nous voulons aussi conclure une alliance communiste.

Camarades, vous savez qu'au fur et à mesure que la III-e Internationale croissait en forces, une dizaine de grands et vicieux partis,—point n'est besoin de les énumérer—sont sortis de la II-e Internationale. Aujourd'hui nous sommes au début d'une nouvelle phase: nous voyons les vieux partis ne pas se contenter de quitter les rangs de la II-e Internationale, mais chercher à entrer dans ceux de la III-e Internationale. Comme je l'ai déjà dit, nombre de représentants de ces partis, se trouvent parmi nous. Le Congrès Communiste posera toutes les questions épineuses devant les travailleurs allemands et français. Mais en aucun cas, il ne permettra, dans quelque mesure que ce soit, que ses idées soient déformées; il ne fera pas la plus petite concession de principe.

Les questions fondamentales de la révolution prolétarienne doivent être posées franchement. De la clarté, encore de la clarté et toujours de la clarté, voilà ce qu'il nous faut. Nous ne permettrons pas que la III-e Internationale soit simplifiée à la mode. Les questions mises à l'ordre du jour intéressent des millions de travailleurs. Nous dirons au travailleur allemand, au travailleur français, membre du parti socialiste français et allemand, notre point de vue sur toutes les questions épineuses du présent. Nous attendrons le jour où l'immense majorité des travailleurs français et allemands fera le nettoyage nécessaire des partis et se présentera à l'Internationale Communiste de telle façon qu'il ne pourra venir à l'idée de quiconque d'y voir un geste sans conséquence, mais que l'on comprendra qu'elle est venue à nous pour poursuivre dans une action commune et fraternelle, la lutte contre la bourgeoisie.

Nous avons l'intention de soumettre au présent Congrès, les statuts de l'Internationale Communiste. Nous pensons que de même que dans un pays isolé, les communistes doivent avoir avant tout, pour vaincre la bourgeoisie, un parti fort, puissant, centralisé, coulé d'une seule pièce; il est grand temps de faire de même à l'échelle internationale. Nous faisons la guerre à la bourgeoisie internationale, à tout un monde d'ennemis, armés jusqu'aux dents. Il nous faut une organisation prolétarienne internationale de fer, capable de battre son ennemi, capable à tout moment de donner, à la première venue de ses unités, le maximum de soutien possible, qui élaborera des formes d'organisation puissantes, souples, adaptables, afin d'être armée de pied en cap contre l'adversaire que nous avons à combattre. Dans le projet de statuts de l'Internationale Communiste, nous citons une phrase des statuts de la I-ère Association Internationale des Travailleurs, dont Marx et Engels étaient les dirigeants. Marx et Engels y disaient: «Si jusqu'ici la lutte de la classe ouvrière n'est pas toujours couronnée de succès, c'est surtout parce qu'entre ouvriers il n'y a pas

eu d'entente internationale, d'organisation internationale, de soutien mutuel à l'échelle internationale». Oui, camarades, c'est là une vérité très simple, mais il a fallu supporter plus de quatre années de lueries, traverser les horreurs que l'humanité a traversées au cours de ces dernières années pour qu'elle soit accessible, non à des unités ou à des groupes, mais pour qu'elle entre dans la chair et dans le sang de millions de travailleurs. Nous avons la ferme conviction qu'à l'heure actuelle, elle est devenue l'apanage des masses. Nous comprenons que pour remporter la victoire sur la bourgeoisie, il faut enfin: *lui donner corps dans la réalité* à cette idée élémentaire, proclamée par la première Association des Travailleurs, dont nous adoptons les traditions et les principes dans nombre de questions actuelles. Je signalerai encore la présence parmi nous des représentants des ouvriers et ouvrières de Pétrograd, qui ont été les premiers à donner le signal de l'insurrection d'octobre 1917. Je suis heureux de pouvoir leur dire: Camarades, Pétrograd est aujourd'hui le théâtre d'un grand événement historique. Le II-e Congrès de l'Internationale Communiste entre dans l'histoire au moment même où il s'ouvre. Vous vous rappellerez de ce jour. Sachez que c'est la récompense de toutes vos résolutions et de votre lutte si courageuse. Dites et expliquez à vos enfants l'importance de cette journée. Gravez dans vos cœurs cette minute solennelle. Nous sommes en face d'un événement considérable, grandiose dans sa simplicité: les travailleurs de tous les pays s'unissent les uns aux autres pour s'affranchir du joug des riches. Peut-il y avoir au monde quelque chose de plus grand?

Camarades, n'entendez-vous pas comme je l'entends, le frôlement des ailes de la victoire? Notre terre *demeurera* libre.

Le salariat sera aboli. Le communisme *triomphera*.

Camarades, au moment de finir, il me vient à l'idée qu'il y aura dans quelques mois, 50 années révolues depuis que s'est produite la première grande insurrection historique, qui nous a montré la voie. Je veux parler de la Commune de Paris. Je veux parler de l'épopée des prolétaires parisiens qui, en dépit de bien de fautes et de faiblesses que nous tâcherons d'éviter, ont écrit une page magnifique dans l'histoire du mouvement ouvrier international et ouvert la voie par laquelle vont aujourd'hui des millions de travailleurs. Je me permets d'exprimer le vœu de voir proclamée au moment du cinquantième de la Commune de Paris, la République Soviétique française!

Camarades, dans un article, écrit aussitôt après le Congrès Constituant de l'Internationale, intitulé «Perspectives de Révolution mondiale», j'ai pu dire dans un moment d'enthousiasme, qu'il ne se passerait peut-être pas un an pour que nous en soyons venus à oublier que l'on s'est battu pour le pouvoir soviétique. A cette époque, pensais-je, la lutte aura déjà pris fin en Europe et passera aux autres pays. Un professeur bourgeois allemand a cité cette phrase et je lisais ces jours-ci un article, où il la commentait narquoisement: Dites-donc, c'est bientôt que s'ouvre le deuxième congrès, et bien qu'il y ait déjà plus

d'un an depuis que vous avez écrit ceci, on ne voit pas encore en Europe la complète victoire du pouvoir soviétiste!

Là-dessus, nous pouvons répondre le plus tranquillement du monde à ce pédagogue bourgeois: Certes, il se peut bien que nous ayons été quelque peu optimistes, et qu'en vérité, il faille non pas un an, mais deux ou trois ans pour que l'Europe entière devienne soviétiste. Mais s'il vous suffit d'un délai d'un ou deux ans pour

être comblés de joie, nous ne pouvons que vous féliciter d'être aussi modeste. Et nous vous donnons l'assurance qu'un an plus tôt ou plus tard, — nous prendrons un peu patience — nous verrons quand même la république soviétiste internationale, dirigée par notre Internationale Communiste.

Vive la classe ouvrière du monde entier!
Vive l'Internationale Communiste (*Vifs applaudissements*).



SUR L'AGRESSION POLONAISE

(APPEL AUX PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS).

Le deuxième congrès universel de l'Internationale Communiste se réunit au moment, où la Pologne blanche, dernier rempart de la réaction capitaliste mondiale, croule sous les coups de la puissante massue qu'est l'Armée Rouge des ouvriers et paysans russes. Ce que tous les travailleurs révolutionnaires, hommes et femmes, du monde entier désiraient si ardemment, vient de se réaliser. Les ouvriers et paysans russes se sont soulevés contre l'impudente garde blanche polonaise avec l'enthousiasme qui les avait dressés contre les hordes des Dénikine, Koltchak, Youdénitch et autres agents de la contre-révolution russe. Dans l'espoir que le capital mondial leur viendrait en aide et que la Russie rouge avait épuisé toutes ses forces dans sa lutte contre le mouvement antirévolutionnaire, les capitalistes polonais et les grands propriétaires fonciers ont repoussé la loyale proposition de paix de la Russie soviétiste. Ils ont précipité leurs troupes contre la Russie des soviets, et maintenant ils se trouvent à la veille d'une défaite complète. Prises de panique et poursuivies par les troupes soviétistes, leurs armées sont refoulées de l'Ukraine et de la Russie Blanche.

Les grands propriétaires et capitalistes polonais, ces brigands du capitalisme mondial, poussent les hauts cris «La Pologne est en danger!» — clament-ils — et les voilà qui supplient les représentants de tous les pays de les secourir au plus vite, afin d'éviter le naufrage de la civilisation européenne dans la mer de la barbarie révolutionnaire russe.

Nous voyons le gouvernement anglais, l'Angleterre capitaliste qui avaient entraîné les Polonais dans leur campagne criminelle contre la Russie des soviets et refusé, ainsi que tous les alliés, de contraindre la Pologne à entamer, le 3 avril, à Londres, les négociations de paix, proposées par la Russie soviétiste menacer insolemment la Russie soviétiste d'une nouvelle offensive générale des alliés au cas où cette dernière ne conclurait pas un armistice avec les Polonais dont les troupes ont envahi son territoire. Les grands manitous du capitalisme mondial, qui jonglent avec les destinées des peuples se proclament actuellement les défenseurs de l'indépendance polonaise; le gouvernement français qui, en 1917 encore, était prêt à abandonner la Pologne à la Russie tsariste, au cas où celle-ci reconnaîtrait les prétentions de l'impérialisme français sur les territoires de la rive gauche du Rhin; le gouvernement anglais, qui au cours de la guerre, avait à maintes reprises déclaré confidentiellement par ses agents secrets au gouver-

nement allemand qu'il remettrait la Pologne aux empires centraux dès que l'Allemagne évacuerait la Belgique, d'où elle menaçait la Grande-Bretagne; tous ces trafiquants de chair humaine, s'efforçant de préparer l'opinion publique à une nouvelle guerre contre les travailleurs et paysans russes, crient maintenant à tue-tête que la Russie attende à l'indépendance de la Pologne.

Ouvriers et ouvrières de tous les pays!

Nous n'avons pas besoin de vous démontrer que la Russie soviétiste ne nourrit aucune intention agressive à l'égard du peuple polonais. Elle a défendu la cause de la Pologne indépendante contre les bourreaux du peuple polonais, les généraux Hoffmann et Bäseler. Elle était prête à traiter de la paix, même avec les capitalistes polonais; et pour obtenir cette paix, non seulement elle reconnaissait l'indépendance de la Pologne, mais elle accordait à ce pays d'importants territoires au-delà de ses frontières. Étroitement liée aux masses ouvrières polonaises par des décades de lutte commune, la Russie des soviets compte dans ses rangs des milliers de meilleurs combattants polonais. Pour la Russie soviétiste, le droit du peuple polonais à disposer de lui-même constitue un droit sacré et inviolable; et même si la Pologne n'était défendue par aucun soldat, son territoire demeurerait la propriété du peuple polonais qui pourrait librement décider lui-même de son sort.

Mais tant que la Pologne est gouvernée par la clique des aventuriers capitalistes et des propriétaires fonciers qui l'ont entraînée dans une criminelle aventure militaire, tant que les banquiers de l'Entente fournissent à la Pologne des armes, la Russie des soviets dans la guerre qu'elle mène, se trouve en état de légitime défense. Si, aujourd'hui, la Russie rouge accorde le moindre répit aux gardes blancs polonais, si elle leur donne la possibilité de réorganiser leurs troupes et de les armer à nouveau grâce à l'aide de l'Entente, demain elle se verra forcée d'arracher au labeur paisible des centaines de milliers de ses meilleurs fils et de les envoyer au front pour une nouvelle guerre défensive!

Ouvriers et ouvrières!

Si la racaille capitaliste du monde entier, afin de préparer une nouvelle campagne contre la Russie, invoque l'indépendance de la Pologne menacée, sachez bien ceci: vos tyrans tremblent de peur, ils redoutent l'éroulement d'un des fondements de leur domination et du système de réaction, d'exploitation et d'oppression mondiales qui est le leur; ils craignent que, si la Pologne blanche s'effondre sous les coups de

l'Armée Rouge et que les travailleurs polonais s'emparent du pouvoir, les ouvriers allemands, autrichiens et français ne se libèrent plus facilement de leurs exploiters et ne provoquent, à leur tour, la révolution en Angleterre et aux Etats-Unis.

Que la racaille capitaliste vocifère sur le prétendu attentat à l'indépendance de la Pologne! Elle le fait exclusivement dans la crainte que vous ne brisiez les fers dont le capitalisme vous enchaîne et que vous n'arriviez ainsi à l'émancipation complète. C'est pourquoi le devoir des prolétaires de tous les pays consiste à empêcher à toute force les gouvernements d'Angleterre, de France, d'Italie et d'Amérique de porter le moindre secours aux gardes-blancs polonais.

Prolétaires des pays de l'Entente!

Comme par le passé, vos gouvernements vont essayer de vous faire accroire qu'ils ne soutiennent en aucune manière la Pologne. Il est de votre devoir de monter la garde dans tous les ports, à toutes les frontières et de veiller à ce que pas un convoi, pas un bâtiment chargé de vivres ou de munitions de guerre ne soient dirigés sur la Pologne. Soyez en garde et ne vous laissez pas duper par des indications mensongères sur les lieux de destination de ces marchandises, car il est aisé de les diriger sur la Pologne par des voies détournées. Et là où les gouvernements et les capitalistes ne céderont pas à vos protestations, mettez-vous en grève, agissez par la force et pour rien au monde n'aidez les grands seigneurs terriens et les capitalistes polonais à exterminer vos frères.

Prolétaires d'Allemagne!

Lorsque la Pologne blanche croulera, les capitalistes des puissances de l'Entente, aidés des généraux et des capitalistes allemands enrôleront des troupes nombreuses qui écraseront le prolétariat allemand pour transformer l'Allemagne en arène de la lutte contre la Russie soviétiste. Les banquiers des pays de l'Entente n'hésiteront pas à réduire l'Allemagne en un monceau de ruines pour en faire leur avant-garde dans la lutte contre la Russie et la Pologne des soviets.

Ouvriers et ouvrières d'Allemagne!

L'heure a sonné où vous pouvez réaliser ce que vous avez des milliers de fois promis au cours de vos manifestations: c'est-à-dire de vous ranger aux côtés de vos frères russes et de combattre avec eux pour votre émancipation. Ne tolérez en territoire germanique aucune tentative de secours à la Pologne blanche. Surveillez attentivement tous les trains à destination de l'Est; contrôlez rigoureusement tout ce qui se passe à

Danzig et faites tout ce que les circonstances exigeront. Ne permettez aucune nouvelle levée de mercenaires, et que pas un wagon, pas un vaisseau ne pénètrent en Pologne par votre pays!

Prolétaires de tous les autres pays!

Souvenez-vous maintenant de la Pologne blanche! La tâche urgente du moment présent est d'ancrer cet adversaire.

Prolétaires de tous les pays!

Rappelez-vous que le moment n'est plus de vous laisser prendre aux discours trompeurs des chefs traitres ou hésitants de la classe ouvrière ou aux promesses mensongères de vos gouvernants; maintenant il faut agir, déployer toute votre énergie pour cerner la Pologne; il faut rassembler toutes vos forces et prouver par des actes la solidarité du prolétariat universel avec la Russie soviétiste.

Ouvriers et ouvrières!

En affirmant votre solidarité avec la Russie des soviets vous affirmez en même temps votre solidarité avec les prolétaires polonais qui, sous l'égide du parti communiste, luttent sans trêve contre la guerre à la Russie soviétiste; nos frères communistes polonais remplissent les prisons de Pologne. La défaite des gardes-blancs polonais suscitera dans les coeurs des travailleurs polonais une joie immense. En Pologne, la vague du mouvement gréviste grandit; les ouvriers fâchent de profiter de la défaite de leurs oppresseurs pour asséner le coup de grâce à leur ennemi de classe et s'unir aux travailleurs russes dans leur lutte commune pour la libération. Le blocus de la Pologne avec l'aide des ouvriers polonais luttant pour leur émancipation est la seule voie menant à l'affranchissement de la Pologne, actuellement enchaînée au char des capitalistes triomphants de Paris et de Londres, et à la république libre des travailleurs et paysans polonais.

Le deuxième congrès universel de l'Internationale Communiste vous appelle: sortez de vos demeures et montrez à vos gouvernements que vous ne tolérerez pas le moindre secours à la garde-blanche polonaise et que vous ne permettrez l'intervention dans les affaires de la Russie des soviets. Cessez donc tout travail, suspendez toute circulation, dès que vous vous apercevez que, malgré vos protestations, la clique capitaliste organise une nouvelle campagne contre la Russie soviétiste. Ne laissez passer aucun navire, aucun train pour la Pologne; prouvez que la solidarité du prolétariat n'est pas qu'en paroles, qu'elle existe réellement.

Vive la Russie soviétiste! Vive l'Armée Rouge!
A bas la Pologne blanche et vive la Pologne soviétiste!





CONTRE LES BOURREAUX DE HONGRIE

AUX PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS.

Ouvriers et ouvrières! Au moment où la Russie soviétiste repousse victorieusement l'agression criminelle des hobereaux polonais, au moment où dans le monde entier une vague d'indignation ouvrière se soulève contre les gouvernements capitalistes, au moment où les prolétaires révolutionnaires réunis au Congrès International des Communistes, édifient la grande union de l'innombrable armée des travailleurs, il est un pays jonché de cadavres des militants avancés de la révolution: la Hongrie.

Le capital international a assassiné la jeune république soviétiste de Hongrie. Dans la campagne entreprise contre elle, toutes les forces du vieux monde se sont coalisées: spadassins gouvernementaux et généraux chamarrés, banquiers de Londres et canaille aristocratique de Roumanie, usuriers français et social-traitres de tous les pays, mercenaires sénégalais et défenseurs de la civilisation. Pressée de toutes parts, la République soviétiste de Hongrie est morte au milieu des pires tourments sur le Golgotha de la contre-révolution, pour de nouveau ressusciter dès que nous lui apporterons notre aide. La contre-révolution féroce, dirigée par la lie de la bande capitaliste aux ordres d'un mercenaire, l'amiral Horthi, exécute une danse hideuse sur les cadavres de travailleurs. Il n'est pas de cruautés, de bassesse, de cynisme bestial, dont n'ait fait preuve le pouvoir déchainé de l'ordre chrétien et capitaliste.

Des milliers de pendus, de fusillés, des dizaines de milliers d'emmurés dans les prisons, d'hommes assassinés traîtreusement, jetés dans les cloaques, empoisonnés ou «disparus sans laisser de trace», dévalisés, violents, mutilés à coups de baïonnettes. Tel est l'ordre rétabli avec le concours de la II^e Internationale par la démocratie «Société des Nations». «Malheur aux vaincus», s'écrie un colonel anglais en fusillant les travailleurs communistes. «Malheur aux vaincus», hurle le gros propriétaire en violentant l'ouvrière.

«Malheur aux vaincus», crie le geôlier en refermant ses verrous sur ceux qu'on n'a pas encore mis en terre.

Ouvriers, ouvrières! Lorsque le cri du prolétariat succombant de Hongrie parvient jusqu'à nous, notre devoir est d'élever la voix et d'arrêter la main criminelle des bourreaux bourgeois, qui écorchent les vivants, leur font manger des excréments humains, violent les femmes, éventrent les communistes. Si bien que les gens de la centrale syndicale d'Amsterdam, laquais du capital effrayés de leur propre lâcheté, ont décrété le boycottage de la Hongrie réactionnaire. Leur commission a relevé des milliers d'actes criminels à l'actif du gouvernement anglais et de la bande Horthi. Mais ils sont traîtres au point de trahir leurs propres appels.

A l'occasion de son Congrès Universel, l'Internationale Communiste au nom de millions de travailleurs sur le point d'engager la lutte mondiale avec les capitalistes, adresse ce pressant appel au prolétariat tout entier: Dressez-vous pour lutter contre les bourreaux de Hongrie! Dans cette lutte mettez en œuvre tous les moyens, arrêtez les trains chargés d'armes, faites sauter tout transport militaire se rendant en Hongrie à destination de l'armée Horthi, réduisez par des grèves incessantes à l'impuissance les officiers qui vont assassiner les travailleurs, désorganisez la production des armes, soyez les seuls à être armés! Désagrégez l'armée de l'impérialisme. Entourez d'une muraille de haine le pays des assassins du prolétariat!

Travailleurs! Par votre indifférence vous vous faites vous-mêmes les auxiliaires de ces bourreaux! Entrez dans les rangs des combattants! Défendez votre honneur prolétarien! Et vous, travailleurs de Hongrie, courage! Les prolétaires du monde entier sont avec vous. L'Internationale Communiste vous exprime ses sentiments d'amour et de fraternité. La Hongrie soviétiste est morte! Vive la Hongrie soviétiste!



A L'ARMÉE ET A LA FLOTTE ROUGES DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS RUSSES

Camarades.

Le deuxième congrès mondial de l'Internationale Communiste envoie son salut fraternel à l'armée rouge et à la flotte rouge tout entières, à chaque unité militaire, de la plus petite à la plus considérable, à vous tous, soldats et marins rouges en général, et à chacun de vous en particulier, et spécialement à vous, camarades du front.

Les travailleurs du monde entier, le cœur battant, suivent avec amour votre lutte contre les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, les généraux du tsar et les impérialistes. La population laborieuse du monde entier voit avec enthousiasme, comment, au prix des plus grands sacrifices, vous avez vaincu Koltchak, Dénikine, Youdénitch, Miller et déjoué les manœuvres des capitalistes anglais et français.

Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste acclame chaudement l'armée rouge qui à l'heure actuelle, sur les fronts ouest et sud-ouest lutte contre les gardes-blancs et les hobereaux polonais envoyés par l'Entente pour étouffer la République ouvrière et paysanne russe des soviets.

Soldats rouges, nos frères, sachez-le: notre guerre contre les seigneurs polonais est la guerre la plus juste qui fut jamais. Ce n'est pas seulement pour la Russie soviétiste, c'est encore pour la cause de l'humanité

tout entière, pour l'Internationale Communiste que vous combattez.

Les masses laborieuses ne peuvent se libérer du joug des ploutocrates et des exploités de la classe ouvrière qu'au moyen des armes. C'est vous qui les premiers avez créé une puissante armée rouge ouvrière et paysanne fortement organisée. C'est vous qui les premiers avez montré la voie aux opprimés et aux exploités du monde entier. Et les prolétaires de tous les pays vous en sont profondément reconnaissants.

L'Internationale Communiste sait que vos victoires sur les ennemis des ouvriers et des paysans sont achetées au prix d'incroyables privations et sacrifices. Nous savons que vous ne vous épargnez pas. Nous savons combien des meilleurs fils de l'armée rouge ont donné leur vie pour notre cause. L'histoire n'oubliera jamais votre héroïsme.

Sachez-le, camarades: l'armée rouge est maintenant une des plus grandes forces de l'histoire mondiale. Sachez-le: dès maintenant vous n'êtes plus seuls. Les travailleurs du monde entier sont pour vous. Et proche est l'heure qui verra la création de l'armée rouge internationale.

Vive la grande, l'invincible armée rouge!

Vive l'armée de l'Internationale Communiste!





AUX PROLÉTAIRES DE PETROGRAD ROUGE

Frères!

Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste qui s'ouvre en ce moment dans le Pétrograd rouge, adresse son premier salut aux ouvriers, aux ouvrières, aux soldats rouges, aux marins et à tous les travailleurs de Pétrograd. Délégués par toutes les organisations ouvrières du monde, nous avons cru de notre devoir de tenir la première réunion de notre congrès parmi vous afin de rendre ainsi, au prolétariat de Pétrograd rouge qui premier s'est insurgé contre la bourgeoisie et par un héroïque effort a su renverser la domination du capital dans une des places fortes les plus importantes du monde bourgeois, le tribut d'amour et de respect qui lui revient.

Prolétaires de Pétrograd, les travailleurs du monde entier savent combien vous avez souffert au cours des trois dernières années, combien parmi les meilleurs de vos fils sont tombés à l'ennemi, en défendant la grande

cause du communisme. Les travailleurs du monde vous gardent une affection profonde pour n'avoir jamais défailli, aux heures du plus grand danger pour votre ville rouge et pour la République des Soviets, pour avoir défendu avec intrépidité votre drapeau empourpré de sang, pour votre courage inébranlable et votre stoïcisme.

L'Internationale Communiste vous dit: la Commune de Pétrograd continue dignement l'œuvre de la Commune de Paris, mais en évitant ses faiblesses et ses fautes, en conduisant les bataillons ouvriers à la victoire. L'Internationale Communiste est convaincue que les travailleurs de Pétrograd resteront comme ils le furent toujours au premier rang de l'armée internationale du travail.

Vive le grand prolétariat de Pétrograd!

Vive l'Internationale Communiste!



LA III-e INTERNATIONALE AUX SYNDICATS DE TOUS LES PAYS

Ouvriers, travailleurs syndiqués de tous les pays!

Les ouvriers les plus arriérés, l'organisation ouvrière la plus arriérée doivent reconnaître que le monde bourgeois tombe en décrépitude. Les anciens rapports sociaux ont été détruits, la solidité de l'ordre bourgeois apparaît plus factice que réelle. La bourgeoisie est incapable de restaurer l'économie des nations détruites par la guerre. Un nouveau monde de travail de liberté et de vraie fraternité prend naissance dans une guerre civile sanglante.

Toute l'humanité est aujourd'hui divisée en deux parties: d'un côté la bourgeoisie, parfaitement organisée, possédant tous les moyens techniques de l'Etat moderne et une conscience de classe développée au plus haut degré, et de l'autre, le prolétariat, moins conscient que la bourgeoisie avec une organisation moindre que celle de son ennemi de classe et ce qui est le plus important: insuffisamment uni dans des proportions internationales.

Les quelques dernières années ont démontré clairement le haut degré de conscience de classe de la bourgeoisie: malgré la concurrence aiguë des impérialismes nationaux, malgré une concurrence économique acharnée et même malgré la guerre, les classes dominantes de tous les pays formèrent, dès les premiers jours de la révolution d'Octobre en Russie, une seule ligue de combat international anti-ouvrière et contre-révolutionnaire. La débâcle de la bourgeoisie d'un pays est considérée (et cela avec raison), par les classes dominantes d'un autre pays comme leur propre défaite. La Russie et la Hongrie Soviétistes ont éprouvé à leur détriment la solidarité de classe des exploités de tous les pays. Il n'y avait pas un seul point du globe terrestre, du Japon au Canada, du Brésil à la Norvège, en passant par les grandes puissances, où la bourgeoisie et la presse qu'elle nourrissait n'eussent voué aux gémonies la «barbarie» de la révolution russe, et dénoncé les prétentions monstrueuses du prolétariat et ses attentats «criminels» contre les principes sacrés de la propriété privée. Mieux que cela, les pays qui étaient la veille encore en guerre trouvèrent une langue commune, dès qu'il s'agit de la révolution prolétarienne. La dernière conférence de Spa l'a démontré. Le ministre anglais Lloyd George et le représentant de la République allemande, Simons, y ont abordé de la même façon la question du désarmement en présence du danger bolchéviste. Dès qu'il s'agit de ses intérêts «sacrés», la bourgeoisie internationale

forme un bloc indissoluble. Les bourgeoisies anglaise et française viendront volontiers en aide à la bourgeoisie allemande pour écraser le mouvement révolutionnaire prolétarien de même que les bourgeois allemands et leurs sabreurs sont prêts à noyer dans des torrents de sang le mouvement socialiste en France et en Angleterre.

Cette conscience qui atteint un si haut degré, ce sentiment précis de la communauté des intérêts de classe et une parfaite organisation sont la force principale de la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière. Mais ce n'est pas par ces seules raisons qu'on peut expliquer les victoires de la bourgeoisie sur tous les fronts internationaux, sauf sur le front russe. Le bourgeois international est forté non seulement par son organisation et par son appareil perfectionné, mais surtout par le manque de conscience et l'état arriéré des ouvriers et par ce que dans sa lutte contre la révolution elle s'appuie sur nombre d'organisations ouvrières. C'est monstrueux, mais c'est un fait historique qu'on ne peut nier. Il suffit de considérer les principaux Etats d'Europe et d'Amérique pour se convaincre que la force de la bourgeoisie et ses victoires sont dûs aux syndicats de ces pays.

En effet: pendant les longues années de la guerre, les syndicats de presque tous les pays formaient le principal appui et étaient les piliers de la politique militaire de leurs gouvernements. Qui a émis et soutenu l'idée d'un armistice entre les classes? Les syndicats «neutres»! Qui prêchait pendant la guerre aux ouvriers la nécessité de s'abstenir de toute action révolutionnaire et même des grèves économiques? Les Syndicats social-démocrates libres. Qui augmenta la journée ouvrière, encouragea l'exploitation effrénée du travail des femmes et des enfants, contribua à l'abolition des droits conquis auparavant? Qui a contribué au développement des sentiments nationalistes et chauvins dans les larges masses de la population? Qui a lutté sans merci contre les militants restés fidèles aux principes de la solidarité internationale, et révoqués par la guerre impérialiste? Ce sont les Trades-Unions «socialistes» et «syndicalistes». Et si la guerre se prolongea des années, si des dizaines de millions d'hommes ont péri sur les champs de bataille de l'Europe, si l'humanité en est arrivée à l'épuisement, si la bourgeoisie a réussi pendant cette guerre à asservir des centaines de peuples, c'est qu'une part énorme de responsabilité en retombe sur les chefs du mouvement syndical qui

avaient oublié les principes élémentaires de la solidarité de classe internationale et scellé avec le sceau de leurs organisations la sanglante mêlée des états de proie.

Et lorsque la guerre se termina, les mêmes leaders syndicaux qui avaient promis des miracles aux ouvriers après la victoire de leurs gouvernements, les chefs mêmes qui avaient répété que «l'union sacrée» et la collaboration des classes n'étaient que des nécessités temporaires de la défense nationale, et qu'après la guerre la lutte des classes recommencerait, —non seulement oublièrent d'appeler à la lutte les ouvriers, mais passèrent de l'accord national avec la bourgeoisie à la collaboration des classes internationale.

Dès que la guerre fut terminée, les leaders du mouvement syndical, MM. Leghien, Oudegest, Louhaux, Appleton, Gompers, et consorts, se mirent à créer des organisations internationales qui devaient affirmer au point de vue international l'armistice conclu avec la bourgeoisie pendant la guerre. Des institutions ont été ainsi créées par des traités avérés à la classe ouvrière. L'une d'elle s'appelle «le Bureau du Travail de la Ligue des Nations» et l'autre — «la Fédération internationale des Syndicats».

Le Bureau du Travail de la Ligue des Nations, composé de 6 représentants des syndicats, de 6 représentants des patrons organisés, de 12 représentants de gouvernements «neutres», a pour but de servir en somme de soupape de sûreté au mouvement révolutionnaire de divers pays. A l'aide de ce bureau du Travail, à la tête duquel nous voyons un spécialiste aussi expert en fait de trahison que M. Albert Thomas, la bourgeoisie internationale espère se racheter des revendications sociales des larges masses ouvrières avec de petites concessions. Dans ce Bureau, en présence des représentants «neutres» des gouvernements bourgeois, les représentants du travail et du capital *doivent s'accorder et trouver une langue commune*. Il est évident, que la base de tous les pourparlers et de tout accord doit être — *l'intangibilité de la propriété privée et la domination incontestée du capital*. Les représentants des patrons organisés parlent d'autant plus volontiers de réformes sociales que toutes ces conversations n'obligent à rien. Elles ne font qu'obliger les soi-disant «représentants» ouvriers à prêcher dans leurs pays une solution pacifique de la question sociale et à propager cette illusion, que la Ligue des Nations pillardes et ses organes peuvent aider la classe ouvrière à sortir de l'impasse où elle a été jetée par la longue guerre impérialiste. Et c'est là tout ce qu'il faut à la bourgeoisie internationale.

Simultanément avec la création du Bureau du Travail de la Ligue des Nations, on posait à Berne et à Amsterdam les premières pierres de fondation de la Fédération Internationale des Syndicats, à la tête de laquelle nous voyons les laquais mêmes qui servent de manœuvres à la Ligue des Nations impérialistes.

Quel est le programme de la Centrale Syndicale d'Amsterdam? Quelle est son opinion au sujet des événements contemporains? Comment pense-t-elle résoudre les problèmes qui

se posent devant la classe ouvrière? Quel est son point de vue sur la guerre civile qui devient de plus en plus aiguë? Qu'est-ce qu'elle pense de la révolution sociale? Qu'est-ce qu'elle a fait pour venir en aide aux prolétaires des divers pays qui se trouvent partout en lutte? La Centrale Syndicale d'Amsterdam serait elle-même fort embarrassée de répondre à ces questions. Mais par toutes ses actions, par sa composition même on voit qu'elle est complètement de l'avis du Bureau du Travail de la Ligue des Nations, c'est-à-dire qu'elle partage le point de vue de la Ligue des Nations bourgeoises. Cela se voit d'abord en ce que les dirigeants responsables de la Centrale Syndicale d'Amsterdam sont en même temps les représentants du Bureau du Travail de la Ligue des Nations et, ensuite dans l'appel de la Conférence Internationale d'Amsterdam qui se termine par ce mot d'ordre: «La réalisation des décisions de la Conférence de Washington».

Ainsi le règne des éléments social-patriotes et des renégats dans les syndicats des principaux pays a eu pour résultat la création de deux organisations jaunes, qui par leur essence même sont le meilleur appui de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat révolutionnaire. Il ne pouvait pas, en effet, en être autrement car la Fédération Internationale, composée dans chaque pays, de traitres de la classe ouvrière, ne pouvait évidemment être rien de plus qu'une Fédération internationale de traitres. Ainsi la trahison des intérêts ouvriers est, pour ainsi dire, fixée maintenant sur une échelle internationale. La classe ouvrière compte dans ses propres rangs une *représentation organisée de la bourgeoisie*. La Centrale d'Amsterdam est une agence de la bourgeoisie dans le camp ouvrier. Et la classe ouvrière doit savoir que la lutte de classe consiste aujourd'hui non seulement en une lutte contre les classes supérieures, mais encore et avant tout en une lutte acharnée et sans merci contre les agents du capital au sein même de la classe ouvrière.

La lutte contre l'héritage de la guerre impérialiste et contre la représentation organisée de la bourgeoisie dans les organisations ouvrières est facilitée par ce fait que la masse ouvrière est entrée aujourd'hui dans les syndicats. Où les syndicats comptaient leurs membres par centaines ou par milliers, ils les comptent maintenant par dizaines et centaines de milliers. L'ouvrier cherche dans son syndicat une réponse à toutes les maudites questions posées par la guerre impérialiste. Les liens anciens ont été rompus, les relations sociales d'hier sont périmées. Les ouvriers les plus arriérés, attachés à la culture bourgeoise, imprégnés de tous les préjugés petit-bourgeois et bourgeois de toute époque, arrachés à leurs conditions de vie ordinaires, rejoignent les syndicats dans la recherche d'une vie meilleure, dans la recherche d'un secours au moment où leur situation économique devient excessivement instable. Les ouvriers entrent dans les syndicats pour résoudre collectivement les problèmes qui se posent devant eux, car chaque ouvrier isolé est désormais plus faible qu'il ne l'était à la veille de la guerre.

La masse ouvrière remplit les syndicats. On compte aujourd'hui plus de trente millions de syndiqués dans le monde entier. C'est une armée énorme, de la direction, de l'activité de laquelle dépendent les destinées de l'humanité. Une telle armée, pénétrée de l'esprit révolutionnaire de lutte de classe pourrait soulever le monde. Et, pourtant, cette armée colossale comptant dans ses rangs des dizaines de millions de prolétaires animés d'un incontestable esprit révolutionnaire, est toujours sous l'influence des idées et sous la direction des anciens chefs, passés au camp de la bourgeoisie. Qui est à la base de toute la politique bourgeoise démagogique de Lloyd Georges? Qui est-ce qui soutient tout le système colonial de l'Angleterre? Ce sont les Trades-Unions anglaises. Qui, en Allemagne, durant toute la révolution a fourni des bataillons contre la révolution sociale? Qui est-ce qui au temps des crises aiguës en Allemagne (pendant le coup d'Etat réactionnaire de Kapp) a été le sauveur de l'alliance antinaturelle entre la bourgeoisie et le prolétariat? Qui représente l'idéologie d'une paix sociale et d'une solution graduelle de la question sociale en Allemagne? Les soi-disant syndicats libres allemands qui suivent en tout et partout leurs Leghiens? Qui est-ce qui retient aujourd'hui le cours de la lutte révolutionnaire en France? Qui sàpe le mouvement révolutionnaire dans ce pays? C'est la fameuse Confédération Générale du Travail, cette organisation qui pendant de longues années avait prêché la révolution sociale, et dont les chefs, lorsque la révolution sociale fut l'ordre du jour passèrent avec armes et bagages au camp de la bourgeoisie! Il en est de même en Amérique, en Autriche, en Belgique, en Hongrie et dans les autres pays. Il en résulte ce fait monstrueux: les masses ouvrières deviennent de plus en plus révolutionnaires, affluent par torrents dans les syndicats qui, eux continuent leur vieille politique de «collaboration de classe» et de «paix sociale», et restent un simple instrument aux mains de la bourgeoisie.

Où est la cause de cette position arriérée des syndicats? Pourquoi les syndicats dans la plupart des pays continuent-ils à jouer le rôle de barrières endiguant la révolution sociale? Parce que les syndicats, malgré un énorme afflux de nouveaux membres, et un accroissement démesuré ont conservé leur ancien appareil, leurs vieilles formes d'organisation, leurs vieilles habitudes, de même que leurs anciens chefs «embourgeoisés». Les ouvriers entrent dans les syndicats pour poser collectivement la question de la libération du travail du joug du capital et, arrivés dans les syndicats, les ouvriers y rencontrent des bureaucrates, des hommes compromis pendant la guerre, des chefs qui ont trahi en gros et en détail les ouvriers de leurs pays. Et au moment même où la haine sociale croît dans les masses ouvrières, où s'accumule l'énergie de classe, au moment où la masse ouvrière est poussée à la révolte par la misère toujours croissante et par la barbarie capitaliste, à ce moment même les syndicats qui devraient réfléchir l'énergie révolutionnaire de classe et l'utiliser ces syndicats agissent en force conservatrice et retar-

datrice. *Les masses révolutionnaires sont pour la révolution et les vieilles organisations syndicales sont contre elle.*

Que doit faire tout ouvrier révolutionnaire devant une pareille trahison du mouvement trade-unioniste? Que doit faire un révolutionnaire, lorsqu'il se heurte à un sabotage conscient de la part des leaders? Doit-il quitter le syndicat, abandonner ces organisations de masses et créer ses propres petites unions? Doit-il lâcher des millions d'ouvriers animés par la haine de classe? Doit-il les laisser sous la direction spirituelle des anciens chefs, en arrachant du syndicat les éléments les plus révolutionnaires et les plus actifs. Ce serait là une tactique de suicide! Ce serait un harakiri! Le II-e Congrès de la III-e Internationale Communiste connaît parfaitement la valeur des chefs «jaunes» et le degré de leur trahison. Néanmoins il se prononce sans appel, catégoriquement contre la sortie des organisations de masses ouvrières. Les communistes doivent être là où est la masse ouvrière. Chaque ouvrier doit savoir et ne jamais oublier que la révolution sociale dans l'Europe Occidentale et en Amérique est impossible sans l'armée des millions de syndiqués et c'est pourquoi on doit conquérir le syndicat et en rejeter ceux qui retiennent le mouvement révolutionnaire; il faut chasser des rangs de la classe ouvrière et de ses organisations les éléments qui, au moment de la mêlée la plus acharnée entre le Travail et le Capital, jouent le rôle de «briseurs de grève» par rapport à leur classe.

Non pas un départ passif des syndicats, mais une lutte active dans leur sein même et l'expulsion des traîtres, des chefs jaunes: voilà ce qui doit être réalisé avec toute la décision révolutionnaire et toute l'énergie nécessaire. Cette lutte contre la politique traitresse des sommités du mouvement syndical, il faut la mener par l'intermédiaire des comités de fabriques et d'usines. Conquérir ces comités de fabriques et d'usines, les soumettre à l'influence des partis communistes et révolutionnaires, en faire un instrument de la transformation des syndicats de métiers en syndicats d'industrie et en un bélier puissant capable de briser l'ordre de l'économie populaire du capitalisme — voilà le problème du jour. Ce problème peut être résolu dans chaque pays par le parti communiste: celui-ci doit entraîner à sa suite tous ceux qui se rendent compte de la grande catastrophe sociale dont nous avons le spectacle sous les yeux.

Il est d'autant plus facile d'accomplir cette tâche, que les nouvelles couches d'ouvriers qui ont rempli les vieux syndicats rejettent résolument les traditions de trahison des chefs syndicalistes. L'année dernière a été riche en faits caractéristiques d'une immense évolution sous ce rapport. En Angleterre, en Allemagne et même en Amérique, on remarque deux faits très importants: d'une part les syndicats s'affranchissent successivement de l'influence des anciens chefs qui se sont vendus à la bourgeoisie (quoique ce mouvement vers la gauche soit lent); d'autre part malgré les défenses de la bureaucratie syndicale alliée aux leaders, des grèves immenses éclatent, dirigées contre cette bureaucratie

même. Ces faits démontrent irréfutablement que la bureaucratie même la plus réactionnaire peut être prise dans des tenailles de fer,—il ne suffit que de savoir conquérir la masse ouvrière.

Expulser les traîtres du mouvement syndical et faire des syndicats des instruments de la révolution sociale sur une échelle internationale, c'est là une voie vers la solution du problème. La lutte entre le Travail et le Capital, commencée séparément dans chaque pays, sera résolue et son sort sera fixé, lorsque nos organisations nationales seront pénétrées d'une énergie révolutionnaire et de la conscience communiste de la nécessité de renverser le capital international. C'est pourquoi, en opérant dans chaque pays la conquête du mouvement syndicaliste les syndicats doivent-ils s'efforcer partout de créer un centre international du mouvement syndicaliste qui en union avec la III-e Internationale Communiste constitue une masse unie, un bloc compact. Cette tâche sera accomplie lorsque les syndicats se détourneront du Bureau du travail de la Ligue des Nations impérialistes, créé par les traîtres du mouvement syndical des divers pays et lorsqu'ils abandonneront la Fédération Internationale des syndicats jaunes d'Amsterdam, qui spirituellement et matériellement est liée au monde capitaliste. La III-e Internationale Communiste appelle tous les ouvriers qui sont pour la révolution sociale et la dictature du prolétariat à mener une lutte décisive pour l'entrée de leurs syndicats dans le Conseil International des Syndicats créé le 15 juillet à Moscou par les syndicats de Russie, d'Angleterre, d'Italie, de Yougo-Slavie, de Bulgarie, de France et de Géorgie et à faire sortir dans tous les pays les syndicats du Bureau de Travail près la Ligue des Nations et de la Fédération d'Amsterdam des syndicats jaunes.

Le programme du Conseil International des syndicats—c'est le programme de la III-e Internationale Communiste, c'est-à-dire le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, l'institution de la dictature du prolétariat, la République Universelle des Soviets et une alliance étroite et indissoluble entre les partis communistes et les syndicats. Il en ressort évidemment que la Cen-

trale des syndicats d'Amsterdam, qui est un refuge pour les invalides politiques de la II-e Internationale faillie et le dernier pilier du capital international, cette Internationale Jaune doit être détruite. Toutes les organisations de classe et révolutionnaires doivent devenir par leur Conseil International des syndicats partie intégrante de la III-e Internationale Communiste.

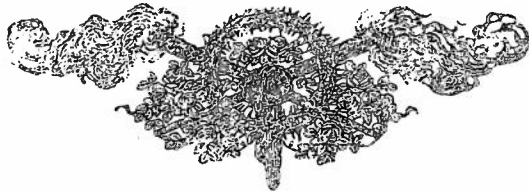
Syndicats communistes, révolutionnaires! Le Second Congrès mondial de l'Internationale Communiste vous appelle à une lutte active pour les syndicats. Conquerrez les comités de fabriques et d'usines, transformez et réorganisez les syndicats de métiers, les unions corporatives en syndicats d'industrie. Prenez entre vos mains ces puissantes organisations, n'hésitez pas à entrer en lutte ouverte avec ceux qui transforment les organisations ouvrières en instrument de politique bourgeoise. On agit à vos yeux ces épouvantails: la scission et l'exclusion. La III-e Internationale Communiste ne veut pas de la scission dans le mouvement syndical. Mais elle n'en a pas peur. Tout ouvrier révolutionnaire, tout socialiste probe, doit dire la même chose. Le syndicat comme toutes les organisations ouvrières, n'est pas un but, mais un moyen. Et c'est pourquoi ni la scission, ni l'unité ne sont des quantités absolues. Il ne faut point de scission dans le mouvement syndical, mais il faut expulser des syndicats les leaders traîtres qui font des organisations ouvrières les instruments de l'impérialisme. Telle est la tâche qui incombe aux communistes de tous les pays, à tous les prolétaires conscients, pénétrés d'esprit révolutionnaire et conséquents.

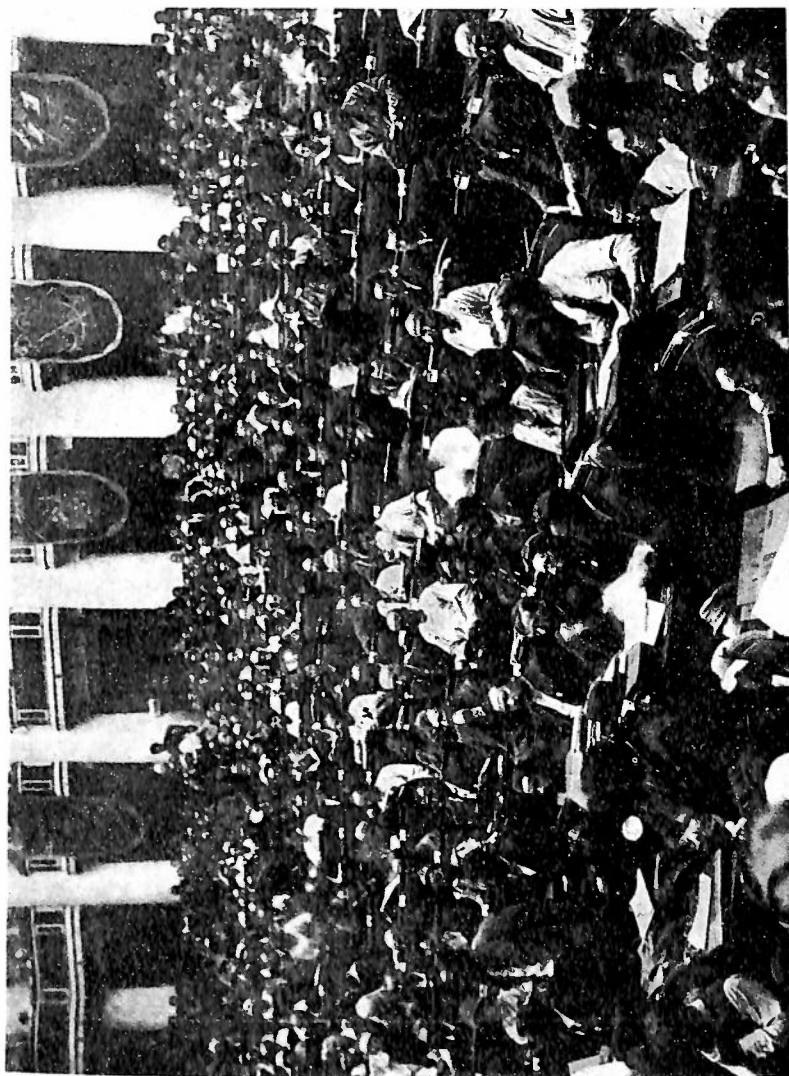
Hors des syndicats, les jaunes et les meneurs vendus à la bourgeoisie!

Vivent les syndicats révolutionnaires prolétariens, luttant pour la dictature du prolétariat!

Vive l'alliance indissoluble des partis communistes et des syndicats de tous les pays!

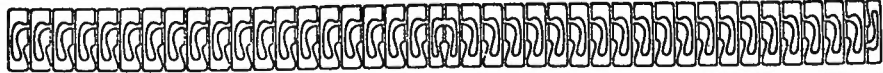
Vive la III-e Internationale Communiste!





OUVERTURE

du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste au Palais Ouzitzky, à Pétrograd, le 19 juillet 1920.



A TOUS LES MEMBRES DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS A TOUS LES PROLÉTAIRES CONSCIENTS DE FRANCE.

(Message du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste).

A une énorme majorité, le dernier congrès du parti socialiste français a décidé de se relirer de la Deuxième Internationale, considérée maintenant par tous les travailleurs conscients du monde entier comme une organisation de traitres. Mais ce même congrès, par une majorité des deux tiers des voix environ, a repoussé l'adhésion immédiate à l'Internationale Communiste et s'est borné, par une résolution à double sens, à décider d'entrer en relations avec la III^e Internationale et en même temps d'organiser les partis qui se placent entre la Deuxième Internationale et la Troisième Internationale.

Deux délégués de la majorité du Congrès, Marcel Cachin et Frossard sont venus en Russie pour entamer des pourparlers conformément à la décision du Congrès précité. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, avec la participation de délégués d'Italie, d'Angleterre, d'Amérique, d'Autriche, de Hongrie, de Bulgarie, d'Allemagne et d'autres pays, a consacré deux séances à l'examen des questions qui se posaient, par suite de l'arrivée de Cachin et de Frossard. De plus le Comité Central a eu avec les délégués du parti socialiste français un certain nombre d'entretiens. Nous avons reçu leurs trois rapports écrits, qui sont publiés en toutes langues, dans la presse officielle de l'Internationale Communiste. Nous avons invité les camarades Frossard et Cachin au II^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, en leur octroyant une voix consultative. Nous avons entendu Cachin et Frossard dans la Commission du Congrès. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste considère naturellement de son devoir de se comporter de la façon la plus bienveillante à l'égard de toute délégation de parti ou de groupe qui désire rompre avec la Deuxième Internationale et qui a l'intention d'entrer dans les rangs de l'Internationale Communiste.

Nous sommes reconnaissants au parti socialiste français de ce que, par l'envoi de ses délégués, il nous a donné la possibilité de nous expliquer avec vous ouvertement, franchement, comme il convient à des révolutionnaires. Vous apprendrez par la suite quelle est notre opinion sur la situation en France. Notre réponse, nous en sommes convaincus, sera imprimée en France, lue et discutée avec la plus grande attention par tous les ouvriers français conscients.

Deux circonstances constituent pour nous la pierre angulaire de notre appréciation de la situation du parti socialiste en France: 1) Le rôle que joue actuellement la bourgeoisie française dans le monde; 2) la situation intérieure du parti socialiste français.

La bourgeoisie française, par une série de circonstances, joue actuellement sans contredit, le rôle le plus réactionnaire qui soit dans le monde entier. La bourgeoisie française est devenue le rempart de la réaction mondiale. Le capital impérialiste français, aux yeux de l'univers entier, a assumé le rôle de gendarme international. Plus que toutes les autres, la bourgeoisie française a travaillé à étouffer la république soviétique prolétarienne en Hongrie. La bourgeoisie française a toujours joué et joue encore le principal rôle dans l'organisation de la guerre de brigandage contre la Russie soviétique. La bourgeoisie française joue le rôle du plus infâme bourreau dans les Balkans. Enfin la bourgeoisie française a assumé la principale tâche dans l'étouffement de la révolution prolétarienne qui se développe en Allemagne. C'est elle qui a eu le principal rôle dans l'élaboration du traité de paix de Versailles, traité de rapine. Elle envoie les troupes nègres occuper les villes allemandes. En réalité, elle est entrée en alliance avec la bourgeoisie allemande contre la classe ouvrière allemande. Il n'est pas de monstruosité que n'ait commises le gouvernement de la bourgeoisie française. La révolution mondiale, en son développement, n'a pas de plus cruel ennemi que les capitalistes français.

Cela impose aux ouvriers français et à leur parti un devoir international très important. L'histoire a voulu qu'une tâche très noble, mais d'une grande responsabilité vous incombe, à vous, prolétaires français: celle de repousser l'assaut de la bourgeoisie la plus furieuse et la plus follement réactionnaire.

Mais le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste constate avec regret—et ici nous allons parler du deuxième point des circonstances indiquées plus haut—que la situation intérieure du parti socialiste français est dans l'état le moins favorable à l'accomplissement de la mission historique que la marche des événements lui impose.

L'avant-garde du prolétariat français sera absolument d'accord avec nous si nous disons que pendant les quatre années de la guerre impérialiste, nulle part le socialisme n'a été aussi basement trahi que dans votre pays.

La conduite des chefs du parti socialiste français, Renaudel, Thomas, Sembal et autres, après le 4 août 1914, n'a pas été meilleure que la conduite ignoble et traïtresse des Scheidemann et des Noske en Allemagne. Les chefs de votre parti n'ont pas seulement voté les crédits de guerre, mais encore ils ont mis au service de la bourgeoisie impérialiste toute la presse et tout l'appareil du parti. Ces chefs du parti socialiste français ont empoisonné l'âme du soldat et de l'ouvrier. Ils ont aidé la bourgeoisie impérialiste à soulever dans tout le pays une vague boueuse d'object chauvinisme. Ils ont aidé la bourgeoisie à instiller dans les fabriques et les usines un régime despotique et à annuler les lois les plus modérées pour la défense du travail. Ils ont pris la responsabilité entière de la guerre impérialiste. Ils ont pris place dans le gouvernement bourgeois. Ils ont exécuté les plus méprisables commissions des meneurs de l'entente. Quand la révolution éclata en Russie en février 1917, les chefs du parti socialiste français furent envoyés chez nous par les impérialistes français pour persuader les ouvriers et soldats russes de la nécessité de continuer la guerre impérialiste. Les socialistes français ont aidé les capitalistes français à organiser la lutte de la garde blanche russe proclamant la guerre contre la classe ouvrière et paysanne.

Albert Thomas, Renaudel, Jouhaux et consorts continuent encore comme à l'heure actuelle, à jouer le rôle odieux de valets de la bourgeoisie. Dans vos rangs, non seulement les social-patriotes avérés, mais encore beaucoup d'autres représentants du «centre», Longuet et autres, continuent jusqu'à présent à affirmer que la guerre impérialiste et de brigandage de 1914-1918 a été pour la France une guerre de défense nationale. Votre parti, personifié par sa majorité centriste, n'a pas encore dit clairement jusqu'ici aux ouvriers de France que la récente guerre mondiale tant du côté de la bourgeoisie allemande que de la bourgeoisie française fut une guerre de pillage, une guerre d'assassins, une guerre de brigandage. Les discours prononcés par Longuet, Faure, Pressemann et certains autres de vos chefs, au congrès de Strasbourg, sur la défense nationale ne se différencient guère de ceux des social-patriotes. Nous devons vous le dire sincèrement, camarades: la situation intérieure du parti socialiste français est pire que celle du parti des indépendants allemands. Vous êtes en retard, même en rapport au degré du développement allemand. Vous n'avez pas encore fait ce que les indépendants allemands ont fait en 1916. Dans votre parti restent toujours, comme autrefois, des traîtres tels que Albert Thomas, qui n'a pas honte d'occuper un haut emploi dans cette ligue de brigandage qu'est la Société des Nations. Dans votre parti se trouvent encore des personnages comme Pierre Renaudel, le serviteur le plus zélé de la bourgeoisie française. Vous vous comportez

encore patiemment à l'égard des traîtres à la cause ouvrière, tels que Jouhaux et ses adeptes qui ont fait renaître maintenant l'Internationale jaune des syndicats.

Dans vos rangs vous supportez des hommes qui, sur les ordres des capitalistes de l'Entente, jouent la comédie de l'organisation du Bureau International du Travail. Dans votre parti restent membres, au même titre que les autres, des députés qui ont eu l'ignominie de s'abstenir de voter lorsque la Chambre des députés s'est prononcée sur le honteux et sanglant traité de Versailles.

Reconnaissez, camarades, qu'une telle situation à l'intérieur du parti n'est pas de nature à vous permettre d'accomplir la mission que l'histoire vous a dévolue.

Il n'est pas étonnant, camarades, que, dans de telles conditions, la majorité officielle actuelle du parti socialiste français, qui pense être internationaliste et révolutionnaire, mène en fait une politique pleine d'hésitations et d'équivoques. Examinons les points les plus importants de votre activité présente: 1) Votre travail parlementaire, 2) Votre presse, 3) Votre propagande dans l'armée et dans les villages, 4) Votre attitude à l'égard des syndicats, 5) Votre manière d'envisager les actes récents de violence qui ont été commis par le gouvernement français, 6) Vos rapports avec l'aile gauche communiste de votre propre parti, et 7) Votre attitude à l'égard de l'Internationale.

1. Le travail parlementaire de votre fraction socialiste à la Chambre des députés continue à ne pas être révolutionnaire, socialiste, prolétarien. Chaque député socialiste agit à sa guise. La fraction parlementaire en entier n'obéit pas au parti et exécute ses décisions uniquement quand elles lui plaisent. Elle ne sert pas de porte-voix aux masses prolétariennes qui brûlent d'indignation contre la lâche conduite de la bourgeoisie française, et elle ne lui rend aucun compte de ses actes. Elle ne dénonce pas les crimes du gouvernement français. Elle ne fait pas de propagande parmi la masse innombrable des anciens combattants. Elle ne se donne pas pour tâche de montrer aux masses laborieuses de France, le caractère scélérat de la guerre impérialiste qui vient de finir. Elle ne se préoccupe pas de l'armement du prolétariat.

En un mot, non seulement elle ne prépare pas la révolution prolétarienne, mais encore par tous les moyens elle la sabote. Un grand nombre de vos députés restent, comme auparavant, non pas des lutteurs politiques de la classe ouvrière, mais des politiciens. Par leur conduite, ils provoquent chez les masses ouvrières de France la répulsion pour tout travail parlementaire, amenant ainsi de l'eau au moulin anarchiste. Par son opportunisme votre fraction parlementaire ne fait que nourrir et fortifier les erreurs et les préjugés de l'anarchisme.

La conduite de vos députés engendre chez les masses prolétariennes le mépris des parlementaires intrigants, hommes qui se disent socialistes et qui, en fait sont les amis des pires adversaires de la classe ouvrière.

II. Vos quotidiens et, en première ligne, *L'Humanité* et le *Populaire* ne sont pas des feuilles prolétariennes révolutionnaires. Nous n'y voyons pas une propagande suivie, systématique en faveur de l'idée de la révolution prolétarienne. Tout au plus y trouve-t-on quelques mots secs, sur la dictature du prolétariat. Mais ces mots dans votre littérature de propagande journalière, restent sans vie et sans âme. Vos organes ressemblent souvent comme deux gouttes d'eau, à ceux de la bourgeoisie française. Vous y réservez la place principale aux bagatelles parlementaires et aux petits événements de la vie du monde bourgeois. Vos organes ne savent pas et ne veulent pas être les véritables porte-paroles de la colère révolutionnaire des masses prolétariennes en effervescence. Vos organes ne décrivent pas les misères nées de la guerre et que supportent seules les masses travailleuses de France. Vos organes se bornent à des protestations sèches, pédantes, platoniques. Votre organe central est maintenant encore rédigé absolument comme il l'était au temps de la domination de Renaudel et C^{ie}. Votre organe de propagande parmi les paysans a été abandonné par vous aux mains de Compère-Morel, le socialiste patriote bien connu.

III. Il faut en dire autant de votre propagande parmi les paysans et les soldats. Ou cette propagande n'existe pas, ou elle n'a qu'un caractère essentiellement réformiste. Où et quand votre parti a-t-il expliqué aux soldats français leur devoir révolutionnaire de prolétariat? Autant que nous le sachions, *nulle part et jamais*. Si les forces de la réaction en France sont telles que les socialistes ne peuvent pas le faire légalement, le *devoir de tout prolétarien conscient consiste à compléter la propagande clandestine* et à remplir ainsi son devoir envers la classe ouvrière de son pays et envers les prolétaires du monde entier.

IV. Votre attitude envers les syndicats est tout à fait équivoque. Non seulement vous ne menez pas une lutte systématique contre les idées social-patriotes des chefs de la Confédération Générale du Travail, mais vous les soutenez. Quand Jouhaux et C^{ie} aident la bourgeoisie à reconstituer à Amsterdam l'Internationale jeune des syndicats, quand ce même Jouhaux, avec Albert Thomas, se rendent à la conférence internationale du travail, organisée par les impérialistes, quand les leaders de la Confédération font perfidement échouer la grève du 21 juillet 1919, vous ne déclarez pas la guerre, vous n'arrachez pas le masque, à ces infâmes traîtres, vous ne les clouez pas au pilori devant la France entière. Non, vous continuez la «collaboration» avec eux. Tout au plus vous arrive-t-il de les gourmander, mais vous ne lutez pas contre eux. Vous ne vous assignez pas la tâche d'arracher les syndicats à l'influence néfaste des agents du capital. Dans les dernières grandes grèves de mai, vous avez donné tout votre appui à Jouhaux et à ses amis qui menaient le mouvement à contre-cœur et alors que ceux-ci avaient conduit les travailleurs à la défaite, quand le gouvernement emprisonnait et que les compagnies revoquaient, un des vôtres, Paul Boncour, parlant à la Chambre,

reprochait seulement au gouvernement d'oublier l'attitude patriotique de Jouhaux du 2 août 1914 et les grands services rendus par lui pendant la guerre et après.

V. La bourgeoisie française vient de commettre des actes de violence inouïe, particulièrement contre l'aile gauche du mouvement ouvrier français. Elle emprisonne Loriau, Monatte, Souvarine et une foule d'autres camarades. Qu'avez-vous fait pour repousser cette attaque des capitalistes français? De quelle façon, autrement que sur le papier, avez-vous manifesté votre solidarité réelle, effective, avec les camarades internés. Pourquoi ne vous conduisez-vous pas de manière à obliger le gouvernement de Millebrand à prendre envers vous les mêmes mesures que celles qu'il prend envers Loriau et ses amis? Pourquoi ne sonnez-vous pas le tocsin? Pourquoi vous bornez-vous à une propagande purement philanthropique?

VI. Votre attitude envers l'aile gauche communiste de votre propre parti laisse beaucoup à désirer. L'organe central du parti *L'Humanité* n'entrouvre ses portes que de mauvais gré aux communistes français, alors qu'il accueille à bras ouverts les social-patriotes. Il refuse même les annonces payées des organes communistes. De son côté, le *Populaire* qui refuse ces mêmes annonces accepte de la publicité de l'emprunt national. Vous ne cherchez pas à vous rapprocher des communistes français. Au contraire, vous organisez la lutte contre eux. Vous mettez à l'ordre du jour l'entrée à l'Internationale Communiste, mais en même temps vous ne faites rien ou presque rien pour un rapprochement fraternel avec les éléments communistes de votre pays.

VII. Voyons enfin votre attitude envers l'Internationale. Vous êtes restés dans les rangs de la II^e Internationale, l'Internationale jaune des traîtres, jusqu'au moment où les indépendants allemands en sont sortis. Vous y êtes restés jusqu'à ce que les ouvriers français aient obligé les chefs des centres socialistes à rompre avec elle.

Vous avez envoyé vos délégués à la fameuse conférence de Berne. Vous avez tenté de créer le nouveau courant intermédiaire des «reconstructeurs». A l'heure actuelle, vous ne parlez toujours pas de votre entrée dans l'Internationale Communiste. Vous avez décidé de partir de la II^e Internationale et en même temps vous vous déclarez solidaires avec les partis socialistes belges, c'est-à-dire avec Vandervelde qui est le chef de la II^e Internationale. Vous dites que vous êtes décidés à entrer dans la III^e Internationale et vos délégués officiels Mistral, Cossy ont signé une déclaration claire lors du coup d'Etat de Kapp, ensemble avec le bureau de la II^e Internationale, appelant les prolétaires allemands à défendre la république avec Noske et Scheidemann. Dans les colonnes de vos journaux vous n'insérez pas les documents les plus importants de l'Internationale Communiste. Ou vous faisez son existence, ou vous menez contre elle une sorte d'agitation. Dans le rapport qui nous a été remis à Moscou

par votre représentant Frossard, vous continuez encore à expliquer votre non-adhésion à la III^e Internationale par le fait que les partis les plus forts de l'Europe Occidentale n'y sont encore entrés. Mais vous ne devez pas oublier que si par «les plus forts partis» de l'Europe Occidentale; vous entendez les partis contaminés par le social-patriotisme, nous vous répondons que nous n'en avons pas besoin et que nous ne les accepterons jamais dans les rangs de l'Internationale Communiste. Mais les partis vraiment révolutionnaires d'Europe et d'Amérique sont dans nos rangs. L'Internationale Communiste est une force si grande que pour certains socialistes elle est devenue une mode. Quelques partisans du «centre» commencent à se nommer communistes et supposent qu'on peut entrer dans la III^e Internationale en continuant de mener en fait la politique mi-réformiste d'autrefois. Ceci, l'Internationale Communiste ne peut l'admettre. Nous ne permettons pas de mettre de l'eau dans notre vin révolutionnaire. L'Internationale Communiste doit rester l'association internationale de combat des ouvriers communistes.

Nous allons passer à présent aux questions que votre représentant Frossard nous a posées dans son premier rapport écrit.

Ce rapport entre autres choses nous demande quelle est notre attitude à l'égard des syndicats français. Cette question est très importante et il est nécessaire de s'y arrêter.

Par nos thèses et par d'autres documents officiels de l'Internationale Communiste vous savez que nous sommes résolument opposés à quelques communistes de «gauche» qui proposent de sortir sans combat des syndicats réactionnaires et de leur opposer l'organisation de nouvelles unions ouvrières.

C'est notre pensée, non seulement en ce qui concerne les syndicats social-démocrates jaunes Légien et consorts, mais aussi à l'égard des syndicats français à la tête desquels sont Jouhaux et consorts. Nous sommes contre la sortie des révolutionnaires et des communistes des syndicats, même si ces derniers ont encore le malheur de suivre Légien et Jouhaux.

Les révolutionnaires et les communistes doivent être là où sont les masses ouvrières. Les communistes russes ont été pendant longtemps en minorité dans les organisations professionnelles, mais ils ont su lutter pour leurs idées au sein des organisations ouvrières même purement réactionnaires.

Nous demandons à nos partisans en France de ne pas abandonner les rangs des syndicats en aucun cas. Au contraire, s'ils veulent accomplir leur devoir devant l'Internationale Communiste, ils sont obligés d'intensifier leur travail au sein des syndicats; le dernier refuge des social-patriotes est actuellement dans les syndicats jaunes professionnels. La II^e Internationale, qui était une organisation politique est tombée comme un château de cartes. La nouvelle Internationale d'Amsterdam, celle des syndicats jaunes est en ce moment plus dangereuse et plus nuisible pour

la révolution mondiale que la société des nations. Par l'intermédiaire de Légien, Gompers et de Jouhaux, la bourgeoisie tente de faire de l'Internationale d'Amsterdam le même instrument de ses buts qu'ont été pendant la guerre les partis socialistes du monde entier.

Ceci nous impose, à nous, communistes, l'obligation de fixer davantage notre attention sur le mouvement syndicaliste. Nous devons, coûte que coûte, arracher ces syndicats des mains des capitalistes et des social-traitres. Et pour cela nous devons être dans ces syndicats, pour cela nous devons y envoyer nos meilleures forces.

Nos partisans resteront dans les syndicats, mais ils n'y agiront pas individuellement comme des éléments épars.

Dans chaque syndicat, dans chaque section de syndicat nous devons organiser un groupe en un petit groupement communiste. Sur le terrain de la lutte quotidienne nous devons démasquer les Jouhaux grands et petits. Nous devons ouvrir les yeux de tous les membres du syndicat. Nous devons expulser des syndicats les leaders social-patriotes. Nous devons par une lutte longue et persévérante arracher syndicat après syndicat à l'influence des social-traitres et des syndicalistes jaunes du type Jouhaux. Par une longue action les bolchéviks russes ont su accomplir cette tâche. A la veille de la révolution d'octobre, ils étaient encore en minorité dans les syndicats. Ayant pris le pouvoir, ayant donné aux travailleurs conscients de nouveaux moyens de propagande, les bolchéviks russes ont pu bientôt après la révolution, conquérir l'énorme majorité dans les syndicats. C'est cette voie que doivent suivre les communistes et les révolutionnaires dans le monde entier.

Si dans son rapport de Moscou Frossard déclare: «La Confédération générale du Travail ne fera pas la Révolution sans nous (le parti) nous ne la ferons pas sans eux (les syndicats)», cette phrase est pour le moins insuffisamment claire. Il nous est impossible de faire la Révolution avec ceux qui ne la veulent pas. Vous ne ferez pas la révolution prolétarienne avec ces Messieurs Jouhaux qui ont donné toutes leurs pensées, tous leurs efforts, pour faire échouer la révolution prolétarienne. Vous la ferez en dépit de Jouhaux, et contre lui, de même qu'en dépit et contre Albert Thomas et Pierre Renaudel. Si vous purifiez le parti de l'opportunisme, si vos députés au Parlement se mettent à faire de la propagande communiste, si vous expulsez les jaunes des rangs de votre parti, si en un mot vous devenez communistes, les travailleurs non organisés, tout aussi bien que les membres des syndicats marcheront avec vous contre Jouhaux, plus vite vous vaincrez les préjugés du syndicalisme, plus vite vous vous débarrasserez de l'opportunisme.

Les syndicats rouges ont commencé à s'organiser dans une série de pays. Sur l'initiative du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, les syndicats de gauche d'Italie, de Russie et d'Angleterre ont fondé une triple alliance qui convoquera pour août ou septembre le congrès international des syndicats rouges, en opposition à l'Internationale d'Amsterdam des syndicats

jaunes. *Soutenez cette entreprise en France.* Obtienez que vos syndicaux s'associent à l'Internationale des syndicats rouges et rompent une fois pour toutes avec les jaunes. Telle doit être en France la tâche des vrais révolutionnaires.

Frossard nous demande dans son rapport, sur un ton de demi-reproche, si nous continuons à demander d'exclure du parti certaines personnes déterminées.

Cette question a sans doute une grande importance, mais elle n'est pas l'unique facteur qui décide de notre attitude envers vous. Oui, nous vous le disons ouvertement, vous êtes des retardataires même par comparaison avec les indépendants allemands. Tandis que les indépendants allemands ont enfin posé la question de l'exclusion de Kautsky et par suite, des kautskistes, vous donnez droit de cité dans votre parti à Albert Thomas, Renaudel, c'est-à-dire aux Noske et aux Scheidemann français. Oui, nous vous le déclarons catégoriquement, la propagande de Longuet dans la presse et au Parlement ressemble comme deux gouttes d'eau à la propagande de Kautsky en Allemagne. Oui, il faudra rompre avec toute une série de vos chefs de droite, gagnés jusqu'à la moelle par le réformisme.

Mais la question principale n'est pas celle de l'exclusion de certaines personnes, c'est la question de la rupture avec la tradition réformiste. L'Internationale Communiste ne vous demande pas de «faire» immédiatement la révolution soviétiste. Ceux qui présentent à vos yeux sous ce jour les exigences de l'Internationale Communiste dénaturent la vérité. Nous ne réclamons qu'une chose: c'est que dans votre travail quotidien, dans la presse, dans les syndicats, au Parlement, dans les réunions publiques, vous fassiez systématiquement, continuellement, une propagande honnête et franche en faveur de l'idée de la dictature du prolétariat et du communisme; c'est que vous déblayiez la voie à la révolution prolétarienne, que vous luttiez honnêtement contre les idées bourgeoises réformistes.

Voici l'essentiel, camarades, de ce que nous voulions vous dire:

Vos délégués Cachin et Frossard, à la veille de leur départ, nous ont déclaré officiellement qu'ils acceptent les conditions posées par le 2^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste. Ils ont déclaré que de retour en France, ils proposeront au Parti Socialiste Français de rompre radicalement avec la vieille tactique des réformistes et d'en venir aux méthodes communistes.

Inutile d'ajouter que nous serons fort heureux si le mouvement ouvrier français s'engage enfin dans la vaste voie révolutionnaire. Nous suivrons avec une extrême attention la marche ultérieure des événements dans le Parti Socialiste Français. Et le Congrès donnera pleins pouvoirs à son comité exécutif pour admettre votre parti dans les rangs de l'Internationale Communiste, si les conditions posées par le Congrès sont acceptées par vous et réellement observées.

Pour conclure, nous allons formuler quelques points précis qui nous semblent essentiels et sur lesquels nous attendrons de vous une réponse claire et précise. Nous confirmons entièrement

notre réponse aux indépendants allemands qui a été imprimée dans la presse communiste de Paris. Cette réponse s'adresse et à vous, et à la majorité du Parti Socialiste Français.

1) Le Parti Socialiste Français doit changer radicalement le caractère de sa propagande quotidienne dans la presse, dans le sens que nous avons indiqué plus haut.

2) Dans la question de colonies, il est nécessaire que la ligne de conduite des partis de tous les pays où la bourgeoisie domine sur les peuples coloniaux soit bien claire et très nette. Ce parti français doit dévoiler sans pitié les agissements des impérialistes français dans les colonies et y aider non seulement en parole, mais en fait, tout mouvement libérateur, y reprendre le mot d'ordre: que les impérialistes abandonnent les colonies, développer dans les masses ouvrières de France les sentiments fraternels envers la population laborieuse des colonies, mener dans l'armée française une propagande systématique contre l'oppression des colonies.

3) Dévoiler la fausseté et l'hypocrisie du social-pacifisme. Démontrer systématiquement aux ouvriers que sans le renversement révolutionnaire du capitalisme nul arbitrage, nul projet de désarmement n'éviteront à l'humanité de nouvelles guerres impérialistes.

4) Le Parti Socialiste Français doit commencer l'organisation des éléments révolutionnaires communistes au sein de la Confédération Générale du Travail afin de lutter contre les socialistes, chefs de cette confédération.

5) Le Parti Socialiste Français doit obtenir non pas en paroles mais en faits, la complète subordination de la fraction parlementaire.

6) La majorité actuelle du Parti Socialiste Français doit rompre radicalement avec le réformisme et débarrasser ses rangs de ces éléments qui ne veulent pas suivre la nouvelle voie révolutionnaire.

7) Le Parti Français doit aussi changer son nom et se présenter devant le monde entier comme le Parti Communiste de France.

8) A l'heure où la bourgeoisie décrète l'état de siège pour les ouvriers et leurs chefs, les camarades français doivent reconnaître la nécessité de combiner l'action légale avec l'action illégale.

9) Le Parti Socialiste Français, de même que tous les partis qui désirent adhérer à la III^e Internationale, doivent considérer comme strictement obligatoires toutes les décisions de l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste se rend très bien compte des conditions diverses dans lesquelles les travailleurs des différents pays sont contraints de lutter.

Nous vous prions de nous faire connaître la véritable réponse de tous les ouvriers français.

Camarades, nous vous avons exprimé ouvertement nos opinions sur toute une série de questions à l'ordre du jour. Nous savons que seule, une poignée de vos chefs s'associeront pleinement à tout ce que nous avons dit. Mais nous sommes persuadés que l'immense majorité des ouvriers conscients, des socialistes sincères et des syndicalistes révolutionnaires de France sera

de cœur avec nous. Quelque forme que prennent dans l'avenir prochain nos relations ultérieures, nous avons la ferme conviction que le prolétariat français constituera un puissant parti communiste et occupera une des premières places dans la famille internationale du prolétariat luttant pour sa liberté.

Il n'est pas possible que la classe ouvrière révolutionnaire de France avec ses splendides traditions révolutionnaires, sa haute culture, son esprit de sacrifice et son magnifique tempérament combattif, ne crée pas un puissant parti communiste à l'heure où commence l'agonie de la société bourgeoise.

Camarades, il ne reste plus que quelques mois avant le cinquantenaire de la Commune de Paris, cette grande insurrection des travailleurs dont la révolution prolétarienne de Russie est la conti-

nuatrice. Nous souhaitons de tout notre cœur au prolétariat français que ce cinquantième anniversaire de la Commune de Paris se trouve organisé en un puissant parti prolétarien communiste, continuateur des meilleures traditions des communards parisiens et prêt à se lancer à l'assaut de la citadelle capitaliste.

Vive la classe ouvrière de France!

Vive le Parti Communiste Français, puissant et uni!

Salut fraternel.

Le Bureau du 2-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste.

*G. ZINOVIEV, N. LÉNINE, G. SERRATI,
P. LEVY, A. ROSMER.*

Moscou, 26 juillet 1920.





STATUTS ET RÉOLUTIONS ADOPTÉS PAR LE 2^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

STATUTS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

En 1864, fut fondée, à Londres, la première Association Internationale des Travailleurs: la Première Internationale. Les statuts de cette Association Internationale des Travailleurs portaient:

« Considérant:

que l'émancipation de la classe ouvrière doit être obtenue par la classe ouvrière seule;

que la lutte pour cette émancipation ne signifie aucunement une lutte pour la création des nouveaux privilèges de classe et de monopoles, mais pour l'établissement de l'égalité des droits et des devoirs et pour la suppression de toute domination de classe;

que la soumission économique de l'homme au travail sous le régime des possesseurs des moyens de production (c.-à-d. de toutes les sources de la vie) et l'esclavage sous toutes ses formes, sont les causes principales de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique;

que l'émancipation économique de la classe ouvrière est partout le but essentiel auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyens;

que tous les efforts en vue d'atteindre ce grand but ont échoué par suite de manque de solidarité entre les travailleurs des différentes branches du travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des pays différents;

que l'émancipation n'est point un problème local international, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe, et dont la solution dépend de la collaboration théorique et pratique des pays les plus avancés;

que la rénovation actuelle simultanée du mouvement ouvrier dans les pays industriels de l'Europe éveille en nous d'un côté de nouveaux espoirs, mais de l'autre, nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs, et nous appelle à la coordination immédiate du mouvement qui jusqu'à présent n'avait point de cohérence ».

La II^e Internationale, fondée en 1889, à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la I^e Internationale. Mais en 1914, au début de la guerre mondiale, elle a subi un krach complet. La II^e Internationale a péri, minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie.

La III^e Internationale Communiste, fondée en mars 1919, dans la capitale de la République Socialiste Fédérative des Soviets, à Moscou, a déclaré solennellement à la face du monde qu'elle se chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la I^e Internationale des Travailleurs.

La III^e Internationale Communiste s'est constituée à la fin du carnage impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie des différents pays a sacrifié 20 millions de vies.

Souviens-toi de la guerre impérialiste! Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorger! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable!

L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des soviets comme la forme de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véridicité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la I^e Internationale: l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et internationale.

L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la II^e Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples

de race blanche. L'Internationale Communiste fraternise les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.

L'Internationale Communiste soutient, intégralement et sans réserves, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste, dans l'histoire, qui ait été victorieuse et invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie. L'Internationale Communiste s'engage à soutenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir toute république soviétiste qui serait créée en quelque lieu que ce soit.

L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale Communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible.

Tout cela considéré, l'Internationale Communiste adopte les statuts que voici:

Art. 1. La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée en but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, savoir: le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.

Art. 2. La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs adopte le titre d'*Internationale Communiste*.

Art. 3. Tous les partis et organisations affiliés à l'Internationale Communiste portent le nom de Parti Communiste de tel ou tel pays (section de l'Internationale Communiste).

Art. 4. L'instance suprême de l'Internationale Communiste n'est autre que le Congrès mondial de tous les partis et organisations qui y sont affiliés. Le Congrès mondial sanctionne les programmes des différents partis qui adhèrent à l'Internationale Communiste. Il examine et résout les questions essentielles de programme et de tactique ayant trait à l'activité de l'Internationale Communiste. Le nombre de voix délibératives qui, dans le Congrès mondial, appartiendront à chaque parti ou organisation, sera fixé par une décision spéciale du Congrès; il est, en outre, indispensable de s'efforcer de fixer, le plus tôt possible, les normes de représentation, en se basant sur le nombre effectif des membres de chaque organisation et en tenant compte de l'influence réelle du parti.

Art. 5. Le Congrès international élit un Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, qui devient l'instance suprême de l'Internationale Communiste durant les intervalles qui séparent les sessions du Congrès mondial.

Art. 6. Le siège du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste est désigné, à chaque nouvelle session, par le Congrès mondial.

Art. 7. Un Congrès mondial extraordinaire de l'Internationale Communiste peut être convoqué

soit par décision du Comité Exécutif, soit sur la demande de la moitié du nombre total des partis affiliés lors du dernier Congrès mondial.

Art. 8. Le travail principal et la grande responsabilité, au sein du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, incombent principalement au parti communiste du pays où le Congrès mondial a fixé le siège du Comité Exécutif. Le parti communiste de ce pays fait entrer dans le Comité Exécutif au moins cinq représentants ayant voix délibérative. Outre cela, chacun desdits 12 partis communistes les plus importants fait entrer dans le Comité Exécutif un représentant, avec voix délibérative. La liste de ces partis est sanctionnée par le Congrès mondial. Les autres partis ou organisations ont le droit de déléguer auprès du Comité des représentants (à raison d'un par organisation) avec voix consultative.

Art. 9. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dirige dans l'intervalle qui sépare les sessions des congrès, tous les travaux de l'Internationale Communiste, publie, en quatre langues au moins, un organe central (la revue: *l'Internationale Communiste*), publie les manifestes qu'il juge indispensables au nom de l'Internationale Communiste et donne à tous les partis et organisations affiliés des instructions qui ont force de loi. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le droit d'exiger des partis affiliés que soient exclus tels groupes ou tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne; il peut exiger l'exclusion des partis qui auraient violé les décisions du Congrès mondial. Ces partis ont le droit d'en appeler au Congrès mondial. En cas de nécessité le Comité Exécutif organise, dans différents pays, des bureaux auxiliaires techniques et autres qui lui sont entièrement subordonnés.

Art. 10. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le droit de coopter, en leur accordant voix consultative, les représentants des organisations et des partis non admis dans l'Internationale Communiste, mais sympathisant avec le communisme.

Art. 11. Les organes de la presse de tous les partis et organisations affiliés à l'Internationale Communiste, ou sympathisant avec elle, doivent publier tous les documents officiels de l'Internationale Communiste et de son Comité Exécutif.

Art. 12. La situation générale en Europe et en Amérique impose aux communistes l'obligation de créer, parallèlement à leurs organisations légales, des organisations secrètes. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le devoir de veiller à l'observation de cet article des Statuts.

Art. 13. Il est de règle que toutes les relations politiques présentant une certaine importance entre les différents partis affiliés à l'Internationale Communiste aient pour intermédiaire le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. En cas de nécessité urgente, ces relations peuvent être directes à la condition que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en soit informé.

Art. 14. Les syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et qui forment des groupes internationaux sous le contrôle du Comité Exé-

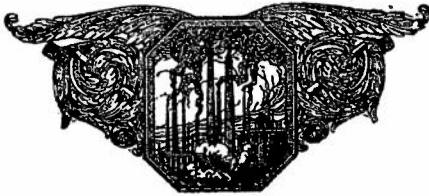
cutif de l'Internationale Communiste, constituent une section syndicale de l'Internationale Communiste. Les syndicats communistes envoient leurs représentants au Congrès mondial de l'Internationale Communiste, par l'intermédiaire du parti communiste de leur pays. La section syndicale de l'Internationale Communiste délègue un de ses membres auprès du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, où il a voix délibérative. Le Comité Exécutif a le droit de déléguer, auprès de la section syndicale de l'Internationale Communiste, un représentant qui a voix délibérative.

Art. 15. L'Union Internationale de la Jeunesse Communiste est subordonnée à l'Internationale Communiste et à son Comité Exécutif. Elle délègue un représentant de son Comité Exécutif au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, où il a

voix délibérative. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a la faculté de déléguer auprès du Comité Exécutif de l'Union de la Jeunesse, un représentant qui a voix délibérative. Les rapports mutuels qui existent entre l'Union de la Jeunesse et le Parti Communiste, en tant qu'organisations, dans chaque pays, sont basés sur le même principe.

Art. 16. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sanctionne la nomination d'un secrétaire du mouvement féminin international et organise une section des Femmes Communistes de l'Internationale.

Art. 17. Tout membre de l'Internationale Communiste qui se rend d'un pays dans un autre, y est fraternellement accueilli par les membres de la III-e Internationale.





CONDITIONS D'ADMISSION DES PARTIS DANS L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le Premier Congrès Constituant de l'Internationale Communiste n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des partis dans la III-e Internationale. Au moment où eut lieu son premier Congrès, il n'y avait dans la plupart des pays que des tendances et des groupes communistes.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste se réunit dans de tout autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu de tendances et de groupes, des partis et des organisations communistes.

De plus en plus souvent, des partis et des groupes qui, récemment encore, appartenait à la II-e Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale Communiste s'adressent à celle-ci, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La II-e Internationale est irrémédiablement défaite. Les partis intermédiaires et les groupes du «centre» voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale Communiste, tous les jours plus forte, en espérant conserver cependant une «autonomie» qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou «centriste». L'Internationale Communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du «centre» d'adhérer à la III-e Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale Communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

L'Internationale Communiste est menacée de l'envahissement de groupes indécis et moyens qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la II-e Internationale.

En outre, certains partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la Deuxième Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la république des soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le deuxième Congrès International doit fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux partis et indiquer par la même occasion aux partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes:

1) La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la III-e Internationale. Tous les organes de la presse du parti doivent être rédigés par les communistes sûrs, ayant fait preuve, et prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité méusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la III-e Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances.

2) Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les «centristes» et les remplacer par des communistes éprouvés—sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang.

3) Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique, la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent dans ces conditions se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de loi d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire.

4) Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante, parmi les troupes. Là, où la propagande ouverte est difficile à la suite de loi d'excép-

tion, elle doit être menée illégalement; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III^e Internationale.

5) Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux, c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6) Tout parti désireux d'appartenir à la III^e Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation «démocratique» de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7) Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que les réformistes avérés, tels que Turatli, Kautsky, Hilferding, Longuet, Macdonald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la III^e Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la III^e Internationale à la II^e.

8) Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de «ses» impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais en fait tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9) Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations

des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du «centre». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti.

10) Tout parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'«Internationale» des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.

11) Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12) Les partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édités sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée et bénéficie de la confiance unanime des militants.

13) Les partis communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois.

14) Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserves toutes les républiques soviétistes dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes, et poursuivre, soit légalement soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétistes.

15) Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les reviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un parti, le parti aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste.

16) Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les

partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale Communiste doit être beaucoup plus centralisée que ne l'était la II-e Internationale. L'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

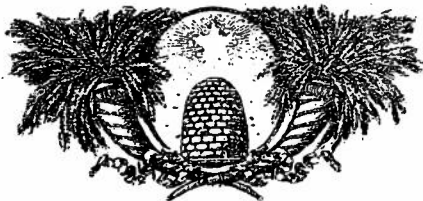
17) Conformément à tout ce qui précède, tous les partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler: Parti Communiste de... (section de la III-e Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les partis communistes et les vieux partis «social-démocrates» ou «socialistes» officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.

18) Tous les organes dirigeants de la presse des partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

19) Tous les partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de 4 mois après le II-e Congrès de l'Internationale Communiste ou au plus tard, un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales.

20) Les partis qui voudraient maintenant adhérer à la III-e Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique doivent préalablement veiller à ce que les $\frac{2}{3}$ des membres de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le II-e Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du parti à la III-e Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le par. 7.

21) Les adhérents au parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.





LE RÔLE DU PARTI COMMUNISTE DANS LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

(RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE CONGRÈS À L'UNANIMITÉ)

Le prolétariat mondial est à la veille d'une lutte décisive. L'époque à laquelle nous vivons est une époque d'action directe contre la bourgeoisie. L'heure décisive approche. Bientôt dans tous les pays où il y a un mouvement ouvrier conscient, la classe ouvrière aura à livrer une série de combats acharnés, les armes à la main. Plus que jamais, en ce moment, la classe ouvrière a besoin d'une solide organisation. Infaiblement la classe ouvrière doit désormais se préparer à cette lutte, sans perdre une seule heure d'un temps précieux.

Si la classe ouvrière, pendant la commune de Paris (en 1871) avait eu un parti communiste solidement organisé, bien que peu nombreux, la première insurrection de l'héroïque prolétariat français aurait été beaucoup plus forte et elle aurait évité bien des erreurs et bien des fautes. Les batailles que le prolétariat aura maintenant à livrer, dans des conjonctures historiques toutes différentes, auront des résultats beaucoup plus graves qu'en 1871.

Le II^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste signale donc aux ouvriers révolutionnaires du monde entier l'importance de ce qui suit :

1) Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et, bien entendu, il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, par conséquent, la plus révolutionnaire. Il se crée par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne diffère de la grande masse des travailleurs qu'en ce qu'il envisage la mission historique de la classe ouvrière dans son entier et s'efforce, à tous les tournants de la route, de défendre non les intérêts de quelques groupes ou de quelques professions, mais ceux de toute la classe ouvrière. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique, à l'aide de laquelle, la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige, dans le bon chemin, les masses du prolétariat et du demi-prolétariat.

2) Tant que le pouvoir gouvernemental n'est pas conquis par le prolétariat et tant que ce dernier n'a pas affirmé, une fois pour toutes, sa domination et prévenu toute tentative de restauration bourgeoise, — le Parti Communiste n'englobera dans ses rangs organisés qu'une minorité ouvrière. Jusqu'à la prise du pouvoir et à une époque de transition le Parti Communiste peut, grâce à des circonstances favorables, exercer une influence

idéologique et politique incontestable sur toutes les couches prolétariennes et à demi-prolétariennes de la population, mais il ne peut les réunir organisées, dans ses rangs. Ce n'est que lorsque la dictature prolétarienne aura privé la bourgeoisie de moyens d'actions aussi puissants que la presse, l'école, le parlement, l'église, l'administration, etc. ce n'est que lorsque la défaite définitive du régime bourgeois sera devenue évidente aux yeux de tous, que tous les ouvriers, ou du moins la plupart, commenceront à entrer dans les rangs du Parti Communiste.

3) Les notions de parti et de classe doivent être distinguées avec le plus grand soin. Les membres des syndicats « chrétiens » et libéraux d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Les groupements ouvriers plus ou moins considérables qui se rangent encore à la suite de Scheidemann, de Gompers et consorts lui appartiennent aussi. Dans de telles conditions historiques, il est très possible que de nombreuses tendances réactionnaires se fassent jour dans la classe ouvrière. La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière, mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste. La confusion entre ces deux notions de *parti* et de *classe* peut conduire aux fautes et aux malentendus les plus graves. Il est, par exemple, évident que les partis ouvriers devaient, en dépit des préjugés et de l'état d'esprit d'une portion de la classe ouvrière pendant la guerre impérialiste, s'insurger à tout prix contre ces préjugés et cet état d'esprit, au nom des intérêts historiques du prolétariat, qui mettaient son parti dans l'obligation de déclarer la guerre à la guerre.

C'est ainsi, par exemple, qu'au début de la guerre impérialiste de 1914, les partis socialistes de tous les pays, soutenant « leurs » bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur conduite en invoquant la volonté de la classe ouvrière. Ils oublièrent, ce faisant, que si même il en avait été ainsi, c'eût été plutôt la tâche du parti prolétarien de réagir contre la mentalité ouvrière générale et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat. C'est ainsi qu'au commencement du XX^e siècle, les menchéviks russes (qui se nommaient alors économistes) répudiaient la lutte ouverte contre le tsarisme parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble, n'était pas encore en état de comprendre la nécessité de la lutte politique.

C'est ainsi que les indépendants de droite en

Allemagne justifiaient toujours leurs demi-mesures en disant qu'il fallait comprendre avant tout les désirs des masses, et ne comprenaient pas eux-mêmes que le parti est destiné à marcher en avant des masses et à leur montrer le chemin.

4) L'Internationale Communiste est absolument convaincue que la faillite des anciens partis «social-démocrates» de la II^e Internationale ne peut, en aucun cas, être considérée comme la faillite des partis prolétariens en général. L'époque de la lutte directe en vue de la dictature du prolétariat suscite un nouveau parti prolétarien mondial—le Parti Communiste.

5) L'Internationale Communiste répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son parti politique. Toute lutte de classes est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. C'est pourquoi le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel parti politique. Ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts clairement définis, et possédant un programme d'action susceptible d'être appliqué, tant dans la politique intérieure que dans la politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être considérée non comme un épisode, mais comme le point de départ d'un travail durable d'édification communiste de la société par le prolétariat.

La même lutte de classes exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, comités d'usines, enseignement, élections, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un parti politique. Se refuser à le créer et à l'affermir, se refuser à s'y soumettre équivaut à répudier le commandement unique des contingents du prolétariat agissant sur des points différents. La lutte de classe prolétarienne exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant à chaque moment, toute l'attention du prolétariat sur les tâches qui l'intéressent dans son entier. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un parti politique.

La propagande de certains syndicalistes révolutionnaires et des adhérents du mouvement industrialiste du monde entier (I. W. W.) contre la nécessité d'un parti politique se suffisant à lui-même n'a aidé et n'aide à parler objectivement, que la bourgeoisie et les «social-démocrates» contre-révolutionnaires. Dans leur propagande contre un parti communiste qu'ils voudraient remplacer par des syndicats ou par des unions ouvrières de formes peu définies et trop vastes, les syndicalistes et les industrialistes ont des points de contact avec des opportunistes avérés.

Après la défaite de la révolution de 1905; les menchéviks russes propagèrent pendant quelques années l'idée d'un congrès ouvrier (ainsi le nommaient-ils) qui devait remplacer le parti révolutionnaire de la classe ouvrière; les «travailleurs

jaunes» de toutes sortes en Angleterre et en Amérique veulent remplacer le parti politique par d'informes unions ouvrières, et ils inventent en même temps une tactique politique absolument bourgeoise. Les syndicalistes révolutionnaires et industrialistes veulent combattre la dictature de la bourgeoisie, mais ils ne savent comment s'y prendre. Ils ne remarquent pas qu'une classe ouvrière sans parti politique est un corps sans tête. Le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme ne marquent un pas fait en avant que par rapport à l'ancienne idéologie inerte et contre-révolutionnaire de la II^e Internationale. Par rapport au marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire au communisme, le syndicalisme et l'industrialisme marquent un pas en arrière. La déclaration des communistes «de la gauche» allemands K. A. P. D. (programme élaboré par leur congrès constituant d'avril dernier) disant qu'ils forment un parti, mais «non pas un parti dans le sens courant du mot» (keine Partei im überlieferten Sinne), est une capitulation devant l'opinion syndicaliste et industrialiste, qui est en fait réactionnaire.

Mais ce n'est pas par la grève générale, par la tactique des bras croisés que la classe ouvrière peut remporter la victoire sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée. Celui qui a compris cela doit aussi comprendre qu'un parti politique organisé est nécessaire et que d'informes unions ouvrières ne peuvent pas en tenir lieu.

Les syndicalistes révolutionnaires parlent souvent du grand rôle que doit jouer une minorité révolutionnaire résolue. Or, en fait, cette minorité résolue de la classe ouvrière que l'on demande, cette minorité qui est communiste et qui a un programme, qui veut organiser la lutte des masses, c'est bien le Parti Communiste.

6) La tâche la plus importante d'un parti réellement communiste est de rester toujours en contact étroit avec les organisations prolétariennes les plus larges. Pour arriver à cela, les communistes peuvent et doivent prendre part à des groupes qui, sans être des groupes de parti, englobent de grandes masses prolétariennes. Tels sont par exemple ceux que l'on connaît sous le nom d'organisations d'invalides dans divers pays, de comités «Ne touchez pas à la Russie» (Hands off Russia) en Angleterre, les unions prolétariennes de locataires, etc. Nous avons ici l'exemple russe des conférences d'ouvriers et de paysans qui se déclarent «étrangères» aux partis (bezpartijni). Des associations de ce genre seront bientôt organisées dans chaque ville, dans chaque quartier ouvrier et aussi dans les campagnes. A ces associations prennent part les plus larges masses comprenant même des travailleurs arriérés. On mettra à l'ordre du jour les questions les plus intéressantes: approvisionnement, habitation, questions militaires, enseignement, tâche politique du moment présent, etc... Les communistes doivent avoir de l'influence dans ces associations et cela aura les résultats les plus importants pour le parti.

Les communistes considèrent comme leur tâche principale un travail systématique d'éducation et d'organisation au sein de ces organisations. Mais,



PENDANT LE CONGRÈS

Un groupe de délégués. Au milieu les camarades Lénine et Zinoviev.

précisément pour que ce travail soit fécond, pour que les ennemis du prolétariat révolutionnaire ne puissent s'emparer de ces organisations, les travailleurs avancés, communistes, doivent avoir leur parti d'action organisée, sachant défendre le communisme dans toutes les conjonctures et en présence de toutes les éventualités.

7) Les communistes ne s'écartent jamais des organisations ouvrières politiquement neutres, même quand elles revêtent un caractère évidemment réactionnaire (unions jaunes, unions chrétiennes, etc.). Au sein de ces organisations, le Parti Communiste poursuit constamment son œuvre propre, démontrant infatigablement aux ouvriers que la neutralité politique est sciemment cultivée parmi eux par la bourgeoisie et par ses agents afin de détourner le prolétariat de la lutte organisée pour le socialisme.

8) L'ancienne subdivision classique du mouvement ouvrier en trois formes (partis, syndicats, coopératives) a fait son temps. La révolution prolétarienne en Russie a suscité la forme essentielle de la dictature prolétarienne, les Soviets. La nouvelle division que nous mettons partout en valeur est celle-ci: 1) le parti, 2) le Soviet, 3) le syndicat.

Mais le travail dans les Soviets de même que dans les syndicats d'industrie devenus révolutionnaires, doit être invariablement et systématiquement dirigé par le parti du prolétariat, c'est-à-dire par le Parti Communiste. Avant-garde organisée de la classe ouvrière, le Parti Communiste répond également aux besoins économiques, politiques et spirituels de la classe ouvrière tout entière. Il doit être l'âme des syndicats et des Soviets ainsi que de toutes les autres formes d'organisation prolétarienne.

L'apparition des Soviets, forme historique principale de la dictature du prolétariat, ne diminue nullement le rôle dirigeant du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne. Quand les communistes allemands de «gauche» (voir leur Manifeste au prolétariat allemand du 14 avril 1920 signé par «le Parti Ouvrier Communiste Allemand») déclarent «que le parti doit, lui aussi, s'adapter de plus en plus à l'idée soviétiste et se prolétarianiser» (Kommunistische Arbeiterzeitung N° 54), nous ne voyons là qu'une expression insinuante de cette idée que le Parti Communiste doit se fondre dans les Soviets et que les Soviets peuvent le remplacer.

Cette idée est profondément erronée et réactionnaire.

L'histoire de la révolution russe nous montre à un certain moment, les Soviets allant à l'encontre du parti prolétarien et soutenant les agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même chose en Allemagne. Et cela est aussi possible dans les autres pays.

Pour que les Soviets puissent remplir leur mission historique, l'existence d'un parti communiste assez fort pour ne pas «s'adapter» aux Soviets mais pour exercer sur eux une influence décisive, les contraindre à «ne pas s'adapter» à la bourgeoisie et à la social-démocratie officielle, les conduire par le moyen de cette fraction communiste, est au contraire nécessaire.

9) Le Parti Communiste n'est pas seulement nécessaire à la classe ouvrière avant et pendant la conquête du pouvoir, mais encore après celle-ci. L'histoire du Parti Communiste, qui défient depuis trois ans le pouvoir, montre que le rôle du Parti Communiste, loin de diminuer depuis la conquête du pouvoir, s'est considérablement accru.

10) Au jour de la conquête du pouvoir par le prolétariat, le parti du prolétariat ne constitue pourtant qu'une fraction de la classe des travailleurs. Mais c'est la fraction qui a organisé la victoire. Pendant vingt ans, comme nous l'avons vu en Russie, depuis une suite d'années, comme nous l'avons vu en Allemagne, le Parti Communiste lutte non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre ceux d'entre les socialistes qui ne font en réalité que manifester l'influence des idées bourgeoises sur le prolétariat; le Parti Communiste s'est assimilé les militants les plus stoïques, les plus clairvoyants, les plus avancés de la classe ouvrière. Et l'existence d'une semblable organisation prolétarienne permet de surmonter toutes les difficultés auxquelles se heurte le Parti Communiste dès le lendemain de sa victoire. L'organisation d'une nouvelle armée rouge prolétarienne, l'abolition effective du mécanisme gouvernemental bourgeois et la création des premiers linéaments de l'appareil gouvernemental prolétarien, la lutte contre les tendances corporatives de certains groupements ouvriers, la lutte contre le patriotisme régional et l'esprit de clocher, les efforts en vue de susciter une nouvelle discipline du travail, — autant de domaines où le Parti Communiste, dont les membres entraînent par leur vivant exemple les masses ouvrières, doit dire le mot décisif.

11) La nécessité d'un parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales. Dans la marche du communisme vers la victoire définitive, il est possible que le rapport spécifique qui existe entre les trois formes essentielles de l'organisation prolétarienne contemporaine (partis, Soviets, syndicats d'industrie) soit modifié et qu'un type unique, synthétique, d'organisation ouvrière se cristallise peu à peu. Mais le Parti Communiste ne se résoudra complètement au sein de la classe ouvrière que lorsque le communisme cessera d'être l'enjeu de la lutte sociale, lorsque la classe ouvrière sera, tout entière, devenue communiste.

12) Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste doit non seulement confirmer le parti dans sa mission historique, mais encore indiquer au prolétariat international tout au moins les lignes essentielles du parti qui nous est nécessaire.

13) L'Internationale Communiste est d'avis que surtout à l'époque de la dictature du prolétariat, le Parti Communiste doit être basé sur une inébranlable centralisation prolétarienne. Pour diriger efficacement la classe ouvrière dans la guerre civile longue et opiniâtre, devenue imminente, le Parti Communiste doit établir en son sein une discipline de fer, une discipline militaire. L'expérience du Parti Communiste russe qui a pendant trois ans dirigé avec succès la classe ouvrière à travers les péripéties de la guerre civile, a mon-

tré que sans la plus forte discipline, sans une centralisation achevée, sans une confiance absolue des adhérents envers le centre directeur du parti, la victoire des travailleurs est impossible.

14) Le Parti Communiste doit être basé sur une centralisation démocratique. La constitution par voie d'élection des comités secondaires, la soumission obligatoire de tous les comités au comité qui leur est supérieur et l'existence d'un centre muni de pleins pouvoirs, dont l'autorité ne peut, dans l'intervalle entre les congrès du parti, être contestée par personne, tels sont les principes essentiels de la centralisation démocratique.

15) Toute une série de partis communistes en Europe et en Amérique sont rejetés par l'état de siège en dehors de la légalité. Il convient de se rappeler que le principe électif peut avoir à souffrir, dans ces conditions, quelques atteintes et qu'il peut être nécessaire d'accorder aux organes directeurs du parti le droit de coopter des membres nouveaux. Il en fut ainsi naguère en Russie. Durant l'état de siège, le Parti Communiste ne peut évidemment pas avoir recours au referendum démocratique, toutes les fois qu'une question grave se pose (comme l'aurait voulu un groupe de communistes américains); il doit au contraire donner à son centre dirigeant la possibilité et le droit de décider promptement au moment opportun, pour tous les membres du parti.

16) La revendication d'une large «autonomie» pour les groupes locaux du parti ne peut en ce moment qu'affaiblir les rangs du Parti Communiste, diminuer sa capacité d'action et favoriser le développement des tendances anarchistes et petites-bourgeoises contraires à la centralisation.

17) Dans les pays où le pouvoir est encore détenu par la bourgeoisie ou par la social-démocratie contre-révolutionnaire, les partis communistes doivent apprendre à juxtaposer systématiquement l'action légale et l'action clandestine. Cette dernière doit toujours contrôler effectivement la première. Les groupes parlementaires communistes de même que les fractions communistes opérant au sein des diverses institutions de l'Etat, tant centrales que locales, doivent être entièrement subordonnées au Parti Communiste—quelle que soit la situation, légale ou non, du parti. Les mandataires qui de façon ou d'autre ne se soumettent pas au parti doivent en être exclus. La presse légale (journaux, éditions diverses) doit dépendre en tout et pour tout de l'ensemble du parti et de son comité central.

18) Dans toute action organisatrice du parti et des communistes, la pierre angulaire doit être posée par l'organisation d'un noyau communiste partout où l'on trouve quelques prolétaires et quelques demi-prolétaires. Dans tout Soviet, dans tout syndicat, dans toute coopérative, dans tout atelier, dans tout comité de locataires, dans toute institution où trois personnes sympathisent avec le communisme, un noyau communiste doit être immédiatement organisé. L'organisation commu-

niste est la seule porte permettant à l'avant-garde de la classe ouvrière d'entraîner derrière elle toute la classe ouvrière. Tous les noyaux communistes agissant parmi des organisations politiquement neutres sont absolument subordonnés au parti dans son ensemble, que l'action du parti soit légale ou clandestine. Les noyaux communistes doivent être classés dans une stricte dépendance réciproque, à établir de la façon la plus précise.

19) Le Parti Communiste naît presque toujours dans les grands centres, parmi les travailleurs de l'industrie urbaine. Pour assurer à la classe ouvrière la victoire la plus facile et la plus rapide, il est indispensable que le Parti Communiste ne soit pas exclusivement un parti urbain. Il doit s'étendre aussi dans les campagnes et à cette fin, se consacrer à la propagande et à l'organisation des journaliers agricoles, des paysans pauvres et moyens. Le Parti Communiste doit poursuivre avec un soin particulier l'organisation de noyaux communistes dans les villages.

L'organisation internationale du prolétariat ne peut être forte que si cette façon d'envisager le rôle du Parti Communiste est admise dans tous les pays où vivent et luttent des communistes. L'Internationale Communiste invite tous les syndicats acceptant les principes de la III^e Internationale à rompre avec l'Internationale Jaune. L'Internationale organisera une section internationale des syndicats rouges qui se placent sur le terrain du communisme. L'Internationale Communiste ne refusera pas le concours de toute organisation ouvrière politiquement neutre désireuse de combattre la bourgeoisie. Mais l'Internationale Communiste ne cessera, ce faisant, de prouver aux prolétaires du monde: 1) que le Parti Communiste est l'arme principale essentielle, de l'émancipation du prolétariat. Nous devons maintenant avoir dans tous les pays, non plus des groupes et des tendances, mais un Parti Communiste; 2) qu'il ne doit y avoir dans chaque pays qu'un seul et unique Parti Communiste; 3) que le Parti Communiste doit être fondé sur le principe de la plus stricte centralisation et doit instituer en son sein, à l'époque de la guerre civile, une discipline militaire; 4) que partout où il y a ne fût-ce qu'une dizaine de prolétaires ou de demi-prolétaires, le Parti Communiste doit avoir son noyau organisé; 5) que dans toute organisation apolitique il doit y avoir un noyau communiste strictement subordonné au parti dans son entier; 6) que défendant inébranlablement et avec un absolu dévouement le programme et la tactique révolutionnaire du communisme, le parti doit rester toujours en relations étroites avec les organisations des grandes masses ouvrières et doit se garder du sectarisme autant que du manque de principes.



LE MOUVEMENT SYNDICAL, LES COMITÉS DE FABRIQUES ET D'USINES ET LA III-e INTERNATIONALE

I.

1) Les syndicats créés par la classe ouvrière pendant la période du développement pacifique du capitalisme représentaient des organisations ouvrières destinées à lutter pour la hausse des salaires ouvriers sur le marché du travail et l'amélioration des conditions du travail salarié. Les marxistes révolutionnaires furent obligés d'entrer en contact avec le parti politique du prolétariat, le parti social-démocrate, afin d'engager une lutte commune pour le socialisme. Les mêmes raisons qui, à de rares exceptions près, avaient fait de la démocratie socialiste non une arme de la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement du capitalisme, mais une organisation entraînant l'effort révolutionnaire du prolétariat dans l'intérêt de la bourgeoisie, firent que, pendant la guerre, les syndicats se présentèrent le plus souvent en qualité d'éléments de l'appareil militaire de la bourgeoisie; ils aidèrent cette dernière à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à faire mener la guerre de la manière la plus énergique, au nom des intérêts du capitalisme. N'englobant que les ouvriers spécialisés les mieux rétribués par les patrons, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique, complètement étranger aux masses trompées par leurs leaders opportunistes, les syndicats ont non seulement trahi la cause de la révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de la vie des ouvriers, qu'ils avaient organisée. Ils ont abandonné le terrain de la lutte professionnelle contre les patrons et l'ont remplacé, coûte que coûte, par un programme de transactions amiables avec les capitalistes. Cette politique a été non seulement celle des trade-unions libérales en Angleterre et en Amérique, des syndicats libres, prétendus socialistes, d'Allemagne et d'Autriche, mais aussi des unions syndicales de France.

2) Les conséquences économiques de la guerre, la désorganisation complète du système économique du monde entier, la cherté affolante de la vie, l'exploitation la plus intense du travail des femmes et des enfants, la question de l'habitation qui vont progressivement de mal en pis, tout cela pousse les masses prolétariennes dans la voie de la lutte contre le capitalisme. Par son caractère et par son envergure se dessinant plus nettement de jour en jour, ce combat devient une grande bataille révolutionnaire détruisant les bases générales du capitalisme. L'augmentation des salaires d'une catégorie quelconque d'ouvriers, arrachée

aux patrons au prix d'une lutte économique acharnée, est réduite le lendemain à zéro par la hausse du coût de la vie. Or, la hausse des prix doit avoir lieu, car la classe capitaliste des pays vainqueurs, tout en ruinant par sa politique d'exploitation l'Europe Orientale et Centrale, n'est pas en état d'organiser le système économique du monde entier; elle le désorganise au contraire de plus en plus. Pour s'assurer le succès dans la lutte économique, les larges masses ouvrières qui demeuraient jusqu'à présent en dehors des syndicats y affluent maintenant. On constate dans tous les pays capitalistes une croissance prodigieuse des syndicats qui ne représentent plus maintenant l'organisation des seuls éléments avancés du prolétariat mais celle de toute sa masse. En entrant dans les syndicats, les masses cherchent à en faire leur arme de combat. L'antagonisme des classes devenant toujours plus aigu force les syndicats à organiser des grèves dont la répercussion se fait sentir dans le monde capitaliste tout entier, en interrompant le processus de la production et de l'échange capitaliste. En augmentant leurs exigences à mesure qu'augmentent le prix de la vie et qu'elles-mêmes s'épuisent de plus en plus, les masses ouvrières détruisent par cela même tout calcul capitaliste qui représente le fondement élémentaire d'une économie organisée. Les syndicats qui étaient devenus pendant la guerre les organes de l'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de la destruction du capitalisme.

3) Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle cherche partout à faire garder aux syndicats leur caractère d'organisations de l'aristocratie ouvrière; elle cherche aussi à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les syndicats. La vieille bureaucratie syndicale s'efforce encore de remplacer le mouvement gréviste qui revêt chaque jour de plus en plus le caractère d'un conflit révolutionnaire entre la bourgeoisie et le prolétariat par une politique de compromis avec les capitalistes, par une politique de contrats à long terme qui ont perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix. Elle cherche à imposer aux ouvriers la politique des communes ouvrières, des conseils réunis de l'industrie (Joint Industrial Councils) et à entraver par la voie légale, grâce à l'aide de l'Etat capitaliste, l'expan-

sion du mouvement gréviste. Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale; elle est soutenue dans ces tentatives par l'œuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste. Elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, bien que cette dernière soit sans cesse affaiblie par l'abolition des privilèges de divers groupes du prolétariat; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de leurs besoins et leur manque de sécurité.

C'est de cette manière que la bureaucratie syndicale substitue de faibles ruisseaux au puissant courant du mouvement ouvrier, substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme.

4) Étant donné la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les syndicats, et considérant le caractère objectif-révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.

Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution de filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et les pousse vers les chefs opportunistes travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie... Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possèdent sur eux les leaders opportunistes ne pourront être vaincues que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaines et supportables; dans la mesure où les travailleurs communistes avancés apprendront, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagan-

distes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écarter des syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter la désagrégation des syndicats, de les remplacer par des unions industrielles, d'écarter la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer un organe fermé par les représentants des ouvriers industriels («Betriebsvertretern») en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires.

5) Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de ne plus se forcer d'en faire une arme dans la lutte révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront, par leur participation très active à la lutte économique, à convaincre les larges masses ouvrières que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

6) Partout où la scission entre les tendances syndicales opportuniste et révolutionnaire s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du communisme, car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se constituent des organisations industrielles (soit sur la base des syndicats soit en dehors d'eux), tels les Shop Stewards, les Betriebsräte (Conseils de Production), organisations se donnant pour but de lutter avec les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicaliste, il est bien entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, c'est en s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire, que les communistes pour-

ront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste.

7) A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque de développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les ouvriers dans toutes les phases de la lutte économique que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser dans la mesure du possible une union parfaite entre les syndicats et le parti communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous ces syndicats et conseils de production («Betriebsräte») des fractions communistes, qui les aideront à s'emparer du mouvement syndical et à le diriger.

II.

1) La lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de la vie des masses accentue tous les jours son caractère de lutte sans issue. La désorganisation économique qui envahit un pays après l'autre dans une proportion toujours croissante démontre même aux ouvriers les plus arriérés qu'il ne suffit pas de lutter pour la hausse des salaires et la réduction de la journée ouvrière, que la classe capitaliste perd de plus en plus la capacité de rétablir la vie économique et de garantir aux ouvriers ne fût-ce que les conditions d'existence qu'elle leur assurait avant la guerre. La conscience toujours croissante des masses ouvrières fait naître parmi eux une tendance à créer des organisations capables d'entamer la lutte pour la renaissance économique au moyen du contrôle ouvrier exercé sur l'industrie par les conseils de production. Cette tendance à créer des conseils industriels ouvriers, qui gagne les ouvriers de tous les pays, tire son origine de facteurs différents et multiples (lutte contre la bureaucratie réactionnaire, fatigue causée par les défaites essayées par les syndicats, tendances à la création d'organisation embrassant tous les travailleurs) et s'inspire en définitive de l'effort fait pour réaliser le contrôle de l'industrie, tâche historique spéciale des conseils industriels ouvriers. C'est pourquoi on commettait une erreur en cherchant à ne former ces conseils que d'ouvriers partisans de la dictature du prolétariat. La tâche du parti communiste consiste au contraire à profiter de la désorganisation économique pour organiser les ouvriers et à les mettre dans la nécessité de combattre pour la dictature du prolétariat tout en élargissant l'idée de la lutte pour le contrôle ouvrier, idée que tous comprennent maintenant.

2) Le parti communiste ne pourra s'acquitter de cette tâche qu'en consolidant dans la conscience des masses la ferme assurance que la restauration de la vie économique sur la base capitaliste est actuellement impossible; elle signifierait d'ailleurs un nouvel asservissement à la classe capitaliste. L'organisation économique correspondant aux intérêts des masses ouvrières n'est possible que si l'Etat est gouverné par la classe ouvrière et si la main ferme de la dictature prolétarienne se charge de l'abolition du capitalisme et de la nouvelle organisation socialiste.

3) La lutte des comités de fabriques et d'usines contre le capitalisme a pour but immédiat l'introduction du contrôle ouvrier dans toutes les branches de l'industrie. Les ouvriers de chaque entreprise, indépendamment de leurs professions, souffrent du sabotage des capitalistes qui estiment assez souvent que la suspension de l'activité de telle ou telle industrie leur sera avantageuse, la faim devant contraindre les ouvriers à accepter les conditions les plus dures ou éviter à quelque capitaliste un accroissement de frais. La lutte contre cette sorte de sabotage unit la plupart des ouvriers indépendamment de leurs idées politiques, et fait des comités d'usines et de fabriques, élus par tous les travailleurs d'une entreprise, de véritables organisations de masses du prolétariat. Mais la désorganisation de l'économie capitaliste est non seulement la conséquence de la volonté consciente des capitalistes, mais aussi et beaucoup plus celle de la décadence irrésistible de leur régime. Aussi, les comités ouvriers seront-ils forcés, dans leur action contre les conséquences de cette décadence, à dépasser les bornes du contrôle des fabriques et des usines isolées et se trouveront-ils bientôt en face de la question du contrôle ouvrier à exercer sur des branches entières de l'industrie et sur son ensemble. Les tentatives d'ouvriers d'exercer leur contrôle non seulement sur l'approvisionnement des fabriques et des usines en matières premières, mais aussi sur les opérations financières des entreprises industrielles, provoqueront cependant de la part de la bourgeoisie et du gouvernement capitaliste des mesures de rigueur contre la classe ouvrière, ce qui transformera la lutte ouvrière pour le contrôle de l'industrie en une lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

4) La propagande en faveur des conseils industriels doit être menée de manière à ancrer dans la conviction des grandes masses ouvrières, même de celles qui n'appartiennent pas directement au prolétariat industriel, que la responsabilité de la désorganisation économique incombe à la bourgeoisie, et que le prolétariat, exigeant le contrôle ouvrier, lutte pour l'organisation de l'industrie, pour la suppression de la spéculation et de la vie chère. La tâche des partis communistes est de combattre pour le contrôle de l'industrie, en profitant dans ce but de toutes les circonstances se trouvant à l'ordre du jour, de la pénurie du combustible et de la désorganisation des transports, en fusionnant dans le même but les éléments isolés du prolétariat et en attirant de son côté les milieux les plus larges de la petite bourgeoisie qui se prolétarise davantage de jour en

jour et souffre cruellement de la désorganisation économique.

5) Les conseils industriels ouvriers ne sauraient remplacer les syndicats. Ils ne peuvent que s'organiser au courant de l'action dans diverses branches de l'industrie et créer peu à peu un appareil général capable de diriger toute la lutte. Déjà, à l'heure qu'il est, les syndicats représentent des organes de combat centralisés bien qu'ils n'englobent pas des masses ouvrières aussi larges que peuvent embrasser les conseils industriels ouvriers en leur qualité d'organisations accessibles à toutes les entreprises ouvrières. Le partage de toutes les tâches de la classe ouvrière entre les comités industriels ouvriers et les syndicats est le résultat du développement historique de la révolution sociale. Les syndicats ont organisé les masses ouvrières dans le but d'une lutte pour la hausse des salaires et pour la réduction des journées ouvrières et l'ont fait sur une large échelle. Les conseils ouvriers industriels s'organisent pour le contrôle ouvrier de l'industrie et la lutte contre la désorganisation économique; ils englobent toutes les entreprises ouvrières, mais la lutte qu'ils soutiennent ne peut revêtir que très lentement un caractère politique général. Ce n'est que dans la mesure où les syndicats arriveront à surmonter les tendances contre-révolutionnaires de leur bureaucratie, ou deviendront des organes conscients de la révolution, que les communistes auront le devoir de soutenir les conseils industriels ouvriers dans leurs tendances pour devenir des groupes industriels syndicalistes.

6) La tâche des communistes se réduit aux efforts qu'ils doivent faire pour que les syndicats et les conseils industriels ouvriers se pénétrant du même esprit de résolution combative, de conscience et de compréhension des meilleures méthodes de combat, c'est-à-dire de l'esprit communiste. Pour s'en acquitter, les communistes doivent soumettre, en fait, les syndicats et les comités ouvriers au parti communiste et créer ainsi des organes prolétariens des masses qui serviront de base à un puissant parti prolétarien centralisé, englobant toutes les organisations prolétariennes et les faisant toutes marcher dans la voie qui conduit à la victoire de la classe ouvrière et à la dictature du prolétariat—au communisme.

7) Pendant que les communistes se font des syndicats et des conseils industriels une arme puissante pour la révolution, ces organisations des masses se préparent au grand rôle qui leur incombera avec l'établissement de la dictature du prolétariat, ce sera en effet leur devoir de devenir la base socialiste de la nouvelle organisation de la vie économique. Les syndicats, organisés en qualité de piliers de l'industrie, s'appuyant sur les conseils industriels ouvriers qui représenteront les organisations des fabriques et des usines, enseigneront aux masses ouvrières leur devoir industriel, formeront des ouvriers les plus avancés des directeurs d'entreprises, organiseront le contrôle technique des spécialistes; ils étudie-

ront et exécuteront de concert avec les représentants du pouvoir ouvrier les plans de la politique économique socialiste.

III.

Les syndicats manifestaient déjà en temps de paix des tendances à former une union internationale. Pendant les grèves, les capitalistes recouraient à la main d'œuvre des pays voisins et aux services des «renards» étrangers. Mais avant la guerre, l'Internationale syndicale n'avait qu'une importance secondaire. Elle s'occupait de l'organisation de secours financiers réciproques et d'un service de statistique concernant la vie ouvrière, mais elle ne cherchait pas à unifier la vie ouvrière parce que les syndicats, dirigés par les opportunistes, faisaient leur possible pour se soustraire à toute lutte révolutionnaire internationale. Les leaders opportunistes des syndicats qui pendant la guerre furent les serviteurs fidèles de la bourgeoisie dans leurs pays respectifs, cherchent maintenant à restaurer l'Internationale syndicale en en faisant une arme du capitalisme universel international, dirigée contre le prolétariat. Ils créent avec Jouhaux, Gompers, Legien, etc., un «Bureau de Travail» auprès de la «Ligue des Nations», qui n'est autre chose qu'une organisation de brigandage capitaliste international. Ils tâchent d'étouffer dans tous les pays le mouvement gréviste en faisant décréter l'arbitrage obligatoire des représentants de l'Etat capitaliste. Ils cherchent partout à obtenir, à force de compromis avec les capitalistes, toutes espèces de faveurs pour les ouvriers capitalistes, afin de briser de cette manière l'union chaque jour plus étroite de la classe ouvrière. L'Internationale syndicale d'Amsterdam est donc la remplaçante de la II^e Internationale de Bruxelles en faillite. Les ouvriers communistes qui font partie des syndicats de tous les pays, doivent au contraire travailler à la création d'un front syndicaliste international. Il ne s'agit plus de secours pécuniaires en cas de grève; il faut désormais qu'au moment où le danger menacerait la classe ouvrière d'un pays, les syndicats des autres pays, en qualité d'organisations des masses, prennent sa défense et fassent tout pour empêcher la bourgeoisie de leur pays de venir en aide à celle qui est aux prises avec la classe ouvrière. Dans tous les Etats, la lutte économique du prolétariat devient de plus en plus révolutionnaire. Aussi les syndicats doivent-ils employer consciemment toute leur énergie à appuyer toute action révolutionnaire, tant dans leur propre pays que dans les autres. Ils doivent s'orienter dans ce but vers la plus grande centralisation de l'action non seulement dans chaque pays à part, mais aussi dans l'Internationale; ils le feront en adhérant à l'Internationale Communiste et en y fusionnant en une seule armée les divers éléments engagés dans le combat, afin qu'ils agissent de concert et se prêtent un concours mutuel.



QUAND ET DANS QUELLES CONDITIONS PEUT-ON CRÉER DES SOVIETS DE DÉPUTÉS OUVRIERS?

1. En Russie, les soviets des députés ouvriers naquirent pour la première fois en 1905, au moment du grand enthousiasme du mouvement révolutionnaire des ouvriers russes. Déjà en 1905, le soviet pétersbourgeois des députés ouvriers fit d'instinct ses premiers pas vers la conquête du pouvoir. A cette époque, le soviet de la ville de Pétrograd était aussi fort que le lui permettaient les chances qu'il avait de parvenir au pouvoir politique. Mais, dès que la contre-révolution tsariste se fut raffermie et que le mouvement ouvrier eut diminué d'intensité, après une végétation de courte durée, le soviet cessa complètement d'exister.

2. Lorsqu'en 1916, au début d'un nouvel et puissant effort révolutionnaire, l'idée naquit en Russie de créer promptement des soviets de députés ouvriers, le parti bolchévique prévint les ouvriers du danger que présentait la formation immédiate des soviets en leur faisant remarquer qu'ils ne seraient opportuns que le jour, où la révolution aurait commencé, l'heure venue de livrer combat pour le pouvoir.

3. Au début de la révolution de février 1917, en Russie, les soviets des députés ouvriers se transformèrent en soviets de députés ouvriers et soldats. Bientôt ils entraînèrent dans la sphère de leur influence les plus vastes milieux des masses populaires, obtenant ainsi une autorité prépondérante, car la force réelle était de leur côté et entre leurs mains. Mais, lorsque la bourgeoisie libérale se remit de la surprise du premier choc de la révolution, et que les traitres socialistes-révolutionnaires et menchéviks facilitèrent à la bourgeoisie russe l'obtention du pouvoir, l'importance des soviets ne tarda pas à baisser. Ce n'est qu'après les journées de juillet et l'insuccès de l'attentat contre-révolutionnaire de Korniloff, que les grandes masses populaires se mirent en branle et que se produisit le krach du gouvernement contre-révolutionnaire des bourgeois-conciliateurs, que les soviets des députés ouvriers s'épanouirent à nouveau et gagnèrent dans le pays une influence exclusive.

4. L'histoire des révolutions allemande et autrichienne l'a prouvé de même. Lorsque les masses de la population se soulevèrent et que le flot de la révolution ébranla les remparts de la monarchie des Hohenzollern et des Habsbourg, des soviets de députés ouvriers et soldats se formèrent spontanément en Allemagne et en Autriche. Les premiers temps, la force fut de leur côté, et ils furent à la veille de prendre le pouvoir en fait. Mais, à peine le pouvoir eut-il penché, grâce à un enchaînement de circonstances historiques, vers la bourgeoisie et les social-démocrates contre-révolutionnaires que l'on vit les soviets dépérir et peu à peu disparaître. Lors de

l'infructueuse tentative contre-révolutionnaire de Kapp-Luitwitz, en Allemagne, des soviets se reformèrent pour quelques jours; mais sitôt la lutte terminée par une nouvelle victoire de la bourgeoisie et des traitres-socialistes, ces soviets qui venaient de dresser la tête, disparurent à nouveau.

5. Les faits précités prouvent que des prémisses déterminées sont nécessaires pour créer les soviets. On ne pourra donc organiser des soviets de députés ouvriers, et les transformer en soviets de députés ouvriers et soldats, que lorsque seront réunies trois conditions précises, à savoir:

a) enthousiasme révolutionnaire général dans les milieux les plus vastes composés d'ouvriers et d'ouvrières, de soldats et de toute la population laborieuse;

b) crise économique et politique poussée au point où le pouvoir échappe peu à peu, des mains du gouvernement précédent;

c) lorsque dans les rangs des masses de travailleurs et, avant tout, dans ceux du parti communiste a mûri la ferme résolution d'engager une lutte décisive, systématique et d'après un plan arrêté, pour la conquête du pouvoir.

6. Au cas où ces conditions ne sont pas remplies, les communistes peuvent et doivent propager systématiquement et opiniâtrément l'idée des soviets, la vulgariser dans les masses, démontrer aux plus profondes couches de la population que les soviets constituent la seule forme gouvernementale correspondant aux besoins de la période de transition au communisme intégral. Mais, les conditions mentionnées n'étant pas remplies, il est impossible de procéder à l'organisation immédiate des soviets.

7. Les tentatives des social-traitres allemands de faire entrer les soviets dans l'engrenage constitutionnel démocrate-bourgeois constituent, au point de vue objectif, une trahison de la cause ouvrière. Les soviets ne sont possibles que comme des organisations gouvernementales, qui se substituent à la démocratie bourgeoise, la brisent et la remplacent par la dictature ouvrière.

8. La propagande dirigée par les chefs indépendants de la droite, tels que Hilferding, Kausky et autres, en vue de prouver la compatibilité du système des soviets avec l'Assemblée Constituante bourgeoise, témoigne d'une incompréhension totale des principes du développement de la révolution prolétarienne, ou bien du désir de tromper sciemment la classe laborieuse. Les soviets signifient la dictature du prolétariat, et l'Assemblée Constituante, celle de la bourgeoisie. Accorder et concilier la dictature des ouvriers avec celle des bourgeois est une chose impossible.

9. La propagande de quelques militants isolés de la gauche des indépendants allemands, proposant aux travailleurs un plan livresque et prématuré de «Système Soviétiste» non rattaché au cours réel de la guerre civile, est le fait de doctrinaires qui ne font que distraire les travailleurs de la lutte authentique pour le pouvoir.

10. Les tentatives de groupes communistes isolés en France, en Italie, en Amérique et en Angleterre, pour fonder des soviets n'embrassant pas les grandes masses ouvrières et ne pouvant pas les embrasser dans une lutte immédiate pour le pouvoir, ne font que nuire à la préparation efficace de la révolution soviétiste. Ces soviets artificiels, ces «pleurs de serre» se transforment, tout au plus, en petites sociétés; au pis aller, ils ne peuvent que compromettre, aux yeux des vastes cercles de la population, l'autorité des soviets.

11. Une situation spéciale s'est créée en Autriche, où la classe ouvrière a réussi à conserver des soviets embrassant des grandes masses ou-

vrières. Cette situation rappelle celle de la Russie de février à octobre 1917. Les soviets autrichiens constituent un facteur politique important et l'embryon d'un pouvoir nouveau.

Il va de soi que, dans cette situation, les communistes doivent participer au travail des soviets, les aider à s'intéresser à toute la vie économique et politique du pays, y créer des fractions communistes et concourir de toutes façons à leur développement.

12. Sans révolution, les soviets ne sont pas possibles. Sans révolution prolétarienne, les soviets dégèrent en parodie.

Les soviets authentiques des masses constituent une forme de dictature prolétarienne indiquée par l'histoire même. Tous les partisans sérieux et sincères du pouvoir soviétiste doivent appliquer prudemment l'idée soviétiste; en la propageant parmi les masses, ils ne devront procéder à la création immédiate des soviets que lorsque les conditions mentionnées plus haut seront réunies.





LES PARTIS COMMUNISTES ET LE PARLEMENTARISME

1. La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme.

L'attitude des partis socialistes à l'égard du parlementarisme consistait à l'origine (à l'époque de la I-ère Internationale), à utiliser les parlements bourgeois pour la propagande. On envisageait la participation à l'œuvre parlementaire du point de vue du développement de la conscience de la classe, c'est-à-dire de l'éveil de l'hostilité des classes prolétariennes contre les classes dirigeantes. Cette manière d'envisager les classes avait cours, non sous l'influence d'une théorie, mais sous celle du progrès politique. Grâce à l'augmentation incessante des forces productrices et à l'élargissement du domaine de l'exploitation capitaliste, le capitalisme gagna beaucoup en solidité; il en fut de même pour les États parlementaires.

C'est de là que tirent leur origine: l'adaptation de la tactique parlementaire des partis socialistes à l'action législative des parlements bourgeois et l'importance toujours croissante de la lutte pour l'introduction de réformes dans les cadres du capitalisme, la prédominance du soi-disant programme minimum des partis socialistes, l'utilisation du programme maximum visant à un «but final» éloigné. C'est sur cette base que se développent ensuite les symptômes de la compé- tition parlementaire, de la corruption, de la trahison ouverte ou secrète des intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière.

La III-è Internationale considère le parlementarisme non du point de vue d'une nouvelle doctrine, mais par rapport à la transformation qui doit s'opérer dans le rôle du parlementarisme. A l'époque précédente le parlement en qualité d'agent du capitalisme qui se développait, a joué dans une certaine mesure, un rôle historique important, il a marqué un progrès. Mais dans les conditions actuelles d'impérialisme à outrance le parlement est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violence et de bavardage énervant. Etant donné les armements, les vols, les violences, les destructions, les actes de brigandage causés par l'impérialisme, les réformes parlementaires du système en vigueur, dépourvues de stabilité, de plan rationnel, ont perdu toute importance pratique.

De même que toute la société bourgeoise, le parlementarisme a perdu, lui aussi, toute sa solidité. La transition subite de la période organique à la période critique crée une nouvelle base pour la tactique du prolétariat en ce qui concerne le parlementarisme. C'est ainsi que le parti ouvrier russe (les bolchéviks) avait déjà élaboré les bases du parlementarisme révolutionnaire à l'époque

précédente, car, depuis 1905, la Russie était sortie de l'équilibre politique et social pour entrer dans la période des orages et des bouleversements.

Lorsque certains socialistes, niant le communisme, insistent sur ce que le moment de la révolution sociale n'est pas arrivé dans leurs pays et se refusent momentanément à se séparer des opportunistes parlementaires, ils partent, somme toute, d'une appréciation consciente ou inconsciente de l'époque présente, considérée par eux comme une période de solidité relative de la société impérialiste, et supposent pour cette raison qu'une coalition avec les Turatti et les Longuet pourrait donner certains résultats pratiques dans leur lutte pour les réformes.

Dès son apparition, le communisme doit commencer par expliquer théoriquement le caractère de son époque (apogée du capitalisme, tendances de l'impérialisme à se renier et à se détruire lui-même, accroissement irrésistible de l'intensité de la guerre civile, etc...). Les formes, groupements et situations politiques peuvent différer dans différents pays, mais l'état des choses reste, au fond, le même partout: il s'agit pour nous de préparer immédiatement les conditions politiques et techniques de l'insurrection du prolétariat pour détruire le pouvoir bourgeois et pour créer le pouvoir prolétarien.

Le parlement ne peut, actuellement, pour les communistes, être, en aucun cas, le théâtre d'une lutte pour les réformes, pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, comme cela a eu lieu à certains moments de l'époque précédente. Le centre de gravité de la vie politique actuelle a définitivement dépassé les limites parlementaires. D'autre part, la bourgeoisie est obligée, non seulement par les rapports dans lesquels elle se trouve vis-à-vis de la classe laborieuse, mais aussi vis-à-vis de ses propres éléments, de faire passer ses entreprises d'une manière ou d'une autre, par le parlement, où diverses coteries se disputent le pouvoir, découvrant ainsi leur côté fort, trahissant leur côté faible, se heurtant, etc... etc...

Aussi est-ce le devoir historique immédiat de la classe ouvrière d'arracher ces appareils des mains des classes dirigeantes, de les briser, de les détruire et de créer à leur place des organes du pouvoir prolétarien. L'état-major révolutionnaire de la classe ouvrière est également intéressé à avoir ses éclaireurs dans les institutions parlementaires bourgeoises, pour faciliter son œuvre de destruction.

C'est par là qu'on verra, clairement, la différence essentielle existant entre la tactique des communistes, qui entrent au parlement avec un

but révolutionnaire, et la tactique du parlementaire-socialiste. Ce dernier commence par reconnaître la stabilité relative du régime en vigueur. Il se donne pour tâche d'obtenir à tout prix des réformes; il est intéressé à ce que les conquêtes des masses soient mises au compte du parlementarisme socialiste et considérées comme un service par lui rendu (Turati, Longuet et Cie). Le vieux parlementarisme est remplacé par le nouveau, qui est un instrument destiné à détruire le parlementarisme en général. Les éléments contradictoires de l'ancienne tactique parlementaire poussent certains éléments révolutionnaires dans le camp de ceux qui sont les adversaires du parlementarisme (I. W. W., syndicalistes révolutionnaires, K. A. P. D.).

Voici les thèses acceptées à ce sujet par le II^e Congrès de l'Internationale Communiste:

II. Le communisme. La lutte pour la dictature du prolétariat et l'utilisation du parlement bourgeois.

1. Le parlementarisme, en tant que système gouvernemental, est une forme démocratique de la domination de la bourgeoisie. A un moment donné de son développement il a besoin d'une fiction de représentation populaire, qui doit, tout en constituant par son caractère extérieur, une organisation de la volonté sociale en dehors des classes, être en réalité une machine de coercition et d'oppression dans les mains du capital dominant.

2. Le parlementarisme est une forme déterminée de régime gouvernemental. C'est pourquoi il ne convient en aucun cas à la société communiste, qui ne connaît ni classes, ni lutte de classes, ni aucune sorte de pouvoir gouvernemental.

3. Le parlementarisme ne peut être non plus la forme de gouvernement de l'Etat «prolétarien» dans la période de transition qui va de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus aigu de la lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inéluctablement édifier son organisation gouvernementale, en tant qu'organisation «de combat», dans laquelle il ne laissera pénétrer aucun représentant des anciennes classes dominantes; toute fiction de «volonté populaire» est au cours de cette phase, nuisible au prolétariat; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parlementaire des pouvoirs qui ne peut que lui être néfaste; la république soviétiste est la forme de la dictature du prolétariat.

4. Les parlements bourgeois, qui constituent un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas être conquis, comme l'Etat bourgeois en général ne peut pas être conquis par le prolétariat. La tâche du prolétariat consiste à briser et à détruire la machine gouvernementale de la bourgeoisie, y compris les institutions parlementaires, qu'elles soient républicaines ou monarchistes constitutionnelles.

5. Il en sera de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie qu'il est

faux d'opposer théoriquement aux organes gouvernementaux. En fait leur appareil est identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie; elles doivent être également détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par des soviets locaux de députés ouvriers.

6. Le communisme dénie donc au parlementarisme tout avenir; il le nie en tant que forme de dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête des parlements; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. C'est pourquoi il ne peut être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et rien que dans ce sens que la question peut être posée.

7. Toute lutte de classes est une lutte politique, car elle est, en fin de compte, une lutte pour le pouvoir. Toute grève s'étendant sur tout un pays, devient une menace pour le gouvernement bourgeois, et par cela même, acquiert un caractère politique. S'efforcer de renverser la bourgeoisie et de «briser» par tous les moyens un Etat, c'est soutenir une lutte politique. Se créer un appareil de gouvernement et de coercition «de classe» contre la bourgeoisie réfractaire, c'est, quel que soit cet appareil, conquérir le pouvoir politique.

8. La lutte politique ne se résume donc nullement en une question d'attitude envers le parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de classe du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tend au renversement du régime capitaliste.

9. La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir gouvernemental, est, avant tout, celle des actions en masse. Ces dernières sont organisées et dirigées par les organisations de masses du prolétariat (Syndicats, Partis, Soviets), sous la conduite générale du parti communiste solidement uni, discipliné et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre le prolétariat doit avoir un corps d'officiers politiques, un bon état-major politique, qui conduit toutes les opérations dans toutes les branches de l'activité.

10. La lutte en masse représente tout un système d'actions qui se développent, qui s'avivent par leur forme même et mènent logiquement à l'insurrection contre l'Etat capitaliste. Dans cette lutte en masse qui se transforme fatalement en guerre civile, le parti dirigeant du prolétariat doit, en règle générale, renforcer derrière lui toutes les positions légales, en faire de solides points d'appui de son action révolutionnaire et les subordonner au plan de campagne principal, c'est-à-dire à la lutte en masse.

11. Un de ces solides points d'appui est la tribune du parlement bourgeois. On ne doit pas invoquer contre la participation à l'action parlementaire la qualité bourgeoise de l'institution gouvernementale. Le parti communiste y entre, non pour y mener une action organisatrice, mais pour saper de l'intérieur la machine gouvernementale et le parlement lui-même (exemple: l'action de Liebknecht en Allemagne, des bolchéviques

à la Douma tsariste, à «l'Assemblée démocratique», au «Pré-parlement» de Kérensky et enfin à l'Assemblée Constituante», ainsi que dans les municipalités).

12. Cette action parlementaire, qui consiste surtout à user de la tribune parlementaire, dans un but d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manœuvres de l'adversaire, à grouper politiquement les masses, etc., doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte en masse extra-parlementaire.

13. Au cas où les communistes seraient en majorité dans les institutions communales, ils devraient: a) pratiquer l'opposition à l'égard du pouvoir central bourgeois; b) tout faire pour rendre des services à la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, introduction ou tentative d'introduction d'une milice ouvrière armée, etc.); c) indiquer à chaque occasion les obstacles que dresse l'Etat bourgeois aux réformes radicales; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire aussi intense que possible, sans craindre le conflit avec le pouvoir gouvernemental; e) remplacer, dans certaines circonstances, les organes communaux par des soviets d'ouvriers locaux. Toute l'action des communistes doit donc faire partie de l'œuvre générale de destruction du système capitaliste.

14. La campagne électorale elle-même doit être menée, non dans le sens de l'obtention du maximum de mandats parlementaires, mais dans le sens de la mobilisation des masses sous les mots d'ordres de la révolution prolétarienne. La lutte électorale ne doit pas être menée seulement par les fêtes du parti, mais par l'ensemble des adhérents au parti; tout mouvement des masses doit être utilisé (grèves, démonstrations, troubles parmi les soldats et les marins, etc.). Toutes les organisations prolétariennes des masses doivent être sans cesse poussées à une action active.

15. L'action parlementaire est, dans ces conditions, en complète opposition avec l'écoeurante action parlementaire pratiquée par les partis socialistes de tous les pays dont les députés entrent au Parlement pour soutenir une constitution «démocratique» ou, dans le meilleur des cas, pour le «conquérir». Le parti communiste ne peut admettre que l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme, telle que nous la montrent Karl Liebknecht et les bolchéviks.

16. «L'anti-parlementarisme» de principe, conçu comme la négation absolue et catégorique de la participation aux élections et de l'action révolutionnaire parlementaire n'est donc qu'une conception enfantine et naïve ne résistant pas à la critique. Elle résulte d'une profonde aversion pour les politiciens parlementaires, lorsque on ne voit pas la possibilité du parlementarisme révolutionnaire. Il arrive de plus, que cette opinion se base sur une compréhension tout à fait erronée du rôle du parti, qui dans ce cas n'est pas considéré comme une avant-garde de combat ouvrière centralisée, mais, comme un système décentralisé des sections révolutionnaires mal reliées entre elles.

17. D'un autre côté, la nécessité d'une participation effective aux assemblées parlementaires ne découle nullement de la reconnaissance en principe de l'action révolutionnaire au Parlement. Tout dépend ici d'une série de conditions spécifiques. La sortie des communistes du Parlement peut devenir nécessaire à un moment donné. C'est ce qu'ont fait les bolchéviks, lorsqu'ils quittèrent le Pré-parlement de Kérensky, afin de le ruiner, de le rendre impuissant et de lui opposer plus vivement le Soviet de Pétrograd à la veille de se mettre à la tête de l'insurrection; c'est ce qu'ils ont fait à l'Assemblée Constituante le jour de sa dissolution, en se transportant au III-e Congrès des Soviets. Dans d'autres circonstances, il peut être nécessaire de boycotter les élections ou de monter immédiatement à l'assaut de la clique bourgeoise parlementaire, ou même de participer aux élections tout en boycottant le Parlement lui-même, etc.

18. De la sorte, tout en reconnaissant en règle générale, la nécessité de la participation aux élections tant au Parlement qu'aux organes du pouvoir local, ainsi que la nécessité de mener une action communiste dans ces institutions, le parti communiste doit trancher la question concrètement, en tenant compte des particularités spécifiques du moment. Le boycottage des élections ou du Parlement, de même que la sortie du Parlement, sont des moyens auxquels il peut être utile d'avoir recours surtout lorsqu'on se trouve en présence d'un ensemble de conditions permettant le passage immédiat à la lutte armée pour la conquête du pouvoir.

19. Il est indispensable d'avoir constamment en vue le peu d'importance relatif de cette question. Si le centre de gravité se trouve dans la lutte «extra-parlementaire» pour le pouvoir gouvernemental, il va de soi que la dictature prolétarienne et la lutte «en-masse» pour la réalisation de celle-ci n'ont rien de commun avec la question particulière de l'utilisation du parlementarisme.

20. C'est pourquoi l'Internationale Communiste affirme de la façon la plus catégorique, qu'elle considère comme un crime envers le mouvement ouvrier toute scission ou tentative de scission à l'intérieur des partis communistes, qui suivent «cette» voie. Le Congrès fait appel à tous les partisans de la lutte en masse pour la dictature du prolétariat révolutionnaire centralisé qui usera de son influence dans toutes les organisations de la classe ouvrière, pour obtenir l'unité complète des éléments communistes, en dépit des désaccords qui peuvent surgir du fait de la question du parlementarisme.

III. A propos de la tactique parlementaire révolutionnaire.

Il est nécessaire:

1) Que le parti communiste dans son ensemble et son Comité Central s'assurent d'une façon générale dans la période préparatoire qui précède les élections de la sincérité et de la valeur du candidat au Parlement. Le Comité Central doit répondre de tous les actes de la fraction parle-

mentaire communiste; il doit avoir le droit indiscutable d'écartier tout candidat désigné par une organisation quelconque s'il estime que ce candidat pourrait ne pas remplir son mandat communiste.

Les partis communistes doivent renoncer à l'habitude de choisir des députés surtout parmi les représentants des professions libérales, avocats, etc. Qu'il soit de règle de choisir des candidats parmi les ouvriers, sans craindre leur inexpérience parlementaire.

Les partis communistes doivent repousser avec un mépris impitoyable les éléments arrivistes qui se glissent dans le parti à la veille des élections à seule fin d'entrer au Parlement.—Les Comités Centraux ne doivent approuver que la candidature des hommes qui par leur passé ont donné des preuves indiscutables de leur dévouement à la classe ouvrière.

2) Les élections achevées, l'organisation de la fraction parlementaire doit se trouver entièrement entre les mains du Comité Central du Parti, sans tenir compte de la légalité ou de l'illégalité de ce dernier.—Le choix des membres du bureau de la fraction parlementaire doit être approuvé par le Comité Central. Le Comité Central du parti doit avoir, dans la fraction parlementaire, un représentant pourvu du droit de vote. Dans toutes les questions politiques importantes, la fraction doit demander au préalable les directives au Comité Central.

Le Comité Central a le droit et le devoir de désigner ou d'écartier les orateurs qui doivent intervenir dans les questions importantes. Ceux-ci soumettent à son approbation les thèses de leurs discours, voire le texte complet.

Tout candidat de la liste communiste doit s'engager à donner sa démission à la première demande du Comité Central, afin que le parti ait toujours la possibilité de le remplacer.

3) Dans les pays où les éléments réformistes, demi-réformistes ou simplement arrivistes ont pénétré dans la fraction communiste (c'est déjà le cas dans certains pays), les Comités Centraux du parti communiste doivent les éliminer impitoyablement. Une fraction communiste peu nombreuse mais vraiment communiste sert mieux les intérêts de la classe ouvrière qu'une fraction nombreuse sans fermeté de principes communistes.

4) Tout député communiste doit selon la décision du Comité Central unir le travail illégal au travail légal.—Dans les pays où les députés communistes bénéficient encore selon les lois bourgeoises de l'immunité parlementaire, cette immunité doit servir à l'organisation et à la propagande illégales du parti.

5) Les moindres actes des députés communistes au Parlement doivent être subordonnés au travail non-parlementaire du parti.—Le dépôt de

projets de loi purement démonstratifs et conçus, non en vue de leur adoption, par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande et l'agitation, doit avoir lieu sur les indications du Comité Central.

6) Pendant les manifestations dans les rues, organisées par les ouvriers, et pendant d'autres démonstrations révolutionnaires, il est du devoir des députés de se tenir à la tête des masses ouvrières et de les guider.

7) Les députés communistes doivent entretenir par tous les moyens (sous le contrôle du parti) le contact avec les ouvriers, les paysans et les travailleurs de toute catégorie; ils ne doivent en aucun cas agir comme les députés socialistes qui cherchent à entretenir des relations d'affaires avec leurs électeurs. Ils doivent toujours se tenir à la disposition des organes communistes pour faire œuvre de propagande dans le pays.

8) Tout député communiste au Parlement doit bien comprendre qu'il n'est pas un législateur cherchant à trouver un langage commun avec d'autres législateurs, mais un propagandiste du parti envoyé dans le camp ennemi pour y faire la propagande du parti. Le député communiste est responsable non devant la masse anonyme des électeurs, mais devant le parti communiste légal ou illégal.

9) Les députés communistes doivent parler au parlement un langage intelligible à tout ouvrier, à tout pâtre, à toute blanchisseuse, de manière à ce que le parti puisse imprimer ses discours en brochures et les répandre dans les coins les plus éloignés du pays.

10) Les simples travailleurs communistes doivent aborder sans crainte la tribune parlementaire des parlements bourgeois, sans jamais céder la place à de meilleurs orateurs parlementaires, même au cas où ces travailleurs n'en seraient qu'à leurs débuts parlementaires. En cas de nécessité, les députés provenant des milieux ouvriers lisent simplement leurs discours, destinés à être reproduits par la presse et en brochures spéciales.

11) Les députés communistes doivent utiliser la tribune parlementaire non seulement pour démasquer la bourgeoisie et sa valetaille officielle, mais aussi les social-patriotes, les politiciens réformistes du centre et de façon générale, les adversaires du communisme et pour faire une large propagande des idées de la III^e Internationale.

12) Les députés communistes, même s'ils ne sont que peu nombreux, doivent jeter le défi à la société bourgeoise et ne jamais oublier que seul est digne du nom de communiste celui qui non par des paroles, mais par des actes, se montre l'ennemi mortel de la société bourgeoise et de ses serviteurs social-patriotes.



THÈSES ET ADDITIONS FAITES AUX THÈSES SUR LES QUESTIONS NATIONALES ET COLONIALES

A. Thèses.

1. La position abstraite et formelle de la question de l'égalité — l'égalité des nationalités y étant incluse — est propre à la démocratie bourgeoise sous la forme de l'égalité des personnes, en général; la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus profonde erreur. L'idée d'égalité, qui n'était que le reflet des rapports créés par la production pour le négoce, devient, entre les mains de la bourgeoisie, une arme contre l'abolition des classes, combattue désormais au nom de l'égalité absolue des personnalités humaines. Quant à la signification véritable de la revendication égalitaire, elle ne réside que dans la volonté d'abolir les classes.

2. Conformément à son but essentiel — la lutte contre la démocratie bourgeoise, dont il s'agit de démasquer l'hypocrisie — le parti communiste, interprète conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer comme formant la clef de voûte de la question nationale, non des principes abstraits et formels, mais: 1) une notion claire des circonstances historiques et économiques; 2) la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale des soi-disant intérêts nationaux, qui signifient en réalité ceux des classes dominantes; 3) la division tout aussi nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées, — et oppressives et exploiteuses — jouissant de tous les droits, contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule avec soin l'asservissement, propre à l'époque du capital financier de l'impérialisme, par la puissance financière et colonisatrice, de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes.

3. La guerre impérialiste de 1914—1918 a mis en évidence devant toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde la duperie des phraséologies démocratiques et bourgeoises, le traité de Versailles, dicté par les fameuses démocraties occidentales, ne faisant que sanctionner, à l'égard des nations faibles, des violences plus lâches et plus cyniques encore que celles des junkers et du kaiser à Brest-Litovsk. La Ligue des Nations et la politique de l'Entente dans leur ensemble ne font que confirmer ce fait et développer l'action révolutionnaire du prolétariat des

pays avancés et des masses laborieuses des pays colonisés ou assujettis, hâtant ainsi la banqueroute des illusions nationales de la petite bourgeoisie, quant à la possibilité d'un paisible voisinage et d'une égalité véritable des nations, sous le régime capitaliste.

4. Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale Communiste dans les questions coloniale et nationale doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales, ni l'inégalité.

5. La conjoncture politique mondiale actuelle met à l'ordre du jour la dictature du prolétariat; et tous les événements de la politique mondiale se concentrent inévitablement autour d'un centre de gravité: la lutte de la bourgeoisie internationale contre la République des Soviets, qui doit grouper autour d'elle d'une part les mouvements soviétistes des travailleurs avancés de tous les pays, — de l'autre tous les mouvements émancipateurs nationaux des colonies et des nationalités opprimées qu'une expérience amère a convaincues qu'il n'est pas de salut pour elles en dehors d'une alliance avec le prolétariat révolutionnaire et avec le pouvoir soviétiste victorieux de l'impérialisme mondial.

6. On ne peut donc plus se borner à reconnaître ou proclamer le rapprochement des travailleurs de tous les pays. Il est désormais nécessaire de poursuivre la réalisation de l'union la plus étroite de tous les mouvements émancipateurs nationaux et coloniaux avec la Russie des Soviets, en donnant à cette union des formes correspondantes au degré d'évolution du mouvement prolétarien parmi le prolétariat de chaque pays ou du mouvement émancipateur démocrate bourgeois parmi les ouvriers et les paysans des pays arriérés ou des nationalités arriérées.

7. Le principe fédératif nous apparaît comme une forme transitoire vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays. Le principe fédératif a déjà montré pratiquement sa conformité au but poursuivi, tant au cours des relations entre la République Socialiste Fédérative des Soviets russes et les autres républiques des Soviets (hongroise, finlandaise, lettone, par le passé; azerbeïdjane et ukrainienne, présentement), qu'au sein même de la République russe, à l'égard de nationalités qui n'avaient auparavant ni état, ni

existence autonomes (ex.: les républiques autonomes des Bashkirs et des Tartares, créées en Russie soviétiste en 1919 et 1920).

8. La tâche de l'Internationale Communiste est d'étudier et de vérifier l'expérience (et le développement ultérieur) de ces nouvelles fédérations basées sur la forme soviétiste et sur le mouvement soviétiste. Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité complète, il nous est nécessaire de tendre à une union fédérative de plus en plus étroite, en tenant compte: 1) de l'impossibilité de défendre, sans la plus étroite union entre elles, les républiques soviétistes, entourées d'ennemis impérialistes infiniment supérieurs par leur puissance militaire; 2) de la nécessité d'une étroite union économique des républiques soviétistes, sans laquelle la réédification des forces productrices détruites par l'impérialisme, la sécurité et le bien-être des travailleurs ne peuvent être assurés; 3) de la tendance à la réalisation d'un plan économique universel dont l'application régulière serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays, tendance qui s'est manifestée avec évidence sous le régime capitaliste et doit certainement continuer son développement et arriver à la perfection par le régime socialiste.

9. Dans le domaine des rapports sociaux à l'intérieur des Etats constitués, l'Internationale Communiste ne peut se borner à la reconnaissance formelle, purement officielle et sans conséquences pratiques, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois qui s'intitulent socialistes.

Il ne suffit pas de dénoncer inlassablement dans toute la propagande et l'agitation des partis communistes—et du haut de la tribune parlementaire comme en dehors d'elle—les violations constantes du principe de l'égalité des nationalités et des droits des minorités nationales, dans tous les Etats capitalistes (et en dépit de leurs «constitutions» démocratiques); il faut aussi démontrer sans cesse que le gouvernement des Soviets seul peut réaliser l'égalité des nationalités en unissant les prolétaires d'abord, l'ensemble des travailleurs ensuite, dans la lutte contre la bourgeoisie; il faut aussi démontrer que le régime des Soviets assure un concours direct, par l'intermédiaire du parti communiste, à tous les mouvements révolutionnaires des pays dépendants ou lésés dans leurs droits (par exemple, en Irlande, parmi les noirs d'Amérique, etc.) et des colonies.

Sans cette condition particulièrement importante de la lutte contre l'oppression des pays asservis ou colonisés, la reconnaissance officielle de leur droit à l'autonomie n'est qu'une enseigne mensongère, comme nous le voyons par la II-e Internationale.

10. C'est la pratique habituelle non seulement des partis du centre de la II-e Internationale, mais aussi de ceux qui ont abandonné cette Internationale pour reconnaître l'internationalisme en paroles et pour lui substituer en réalité, dans la propagande, l'agitation et la pratique, le nationalisme et le pacifisme des petits-bourgeois. Cela se voit aussi parmi les partis qui s'intitulent

maintenant communistes. La lutte contre ce ma et contre les préjugés petits-bourgeois le plus profondément ancrés (qui se manifestent sous des formes variées, telles que la haine de races, l'antagonisme national et l'antisémitisme) acquiert une importance d'autant plus grande que le problème de la transformation de la dictature prolétarienne nationale (qui n'existe que dans un pays et qui par conséquent est incapable d'exercer une influence sur la politique mondiale) en dictature prolétarienne internationale (celle que réaliseraient au moins plusieurs pays avancés et qui seraient capables d'exercer une influence décisive sur la politique mondiale) devient plus actuel. Le nationalisme petit-bourgeois restreint l'internationalisme à la reconnaissance du principe d'égalité des nations et (sans insister davantage sur son caractère purement verbal) conserve intact l'égoïsme national, tandis que l'internationalisme prolétarien exige:

1) la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier;

2) de la part des nations qui ont vaincu la bourgeoisie, le consentement aux plus grands sacrifices nationaux en vue du renversement du capital international. Dans le pays où le capitalisme atteint déjà son développement complet, où existent des partis ouvriers formant l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations opportunistes et pacifistes de l'internationalisme, par la petite bourgeoisie, est donc un devoir immédiat des plus importants.

11. A l'égard des Etats et des pays les plus arriérés, où prédominent des institutions féodales ou patriarcales ou patriarcales-rurales, il convient d'avoir en vue:

1) La nécessité du concours de tous les partis communistes aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays, concours qui doit être véritablement actif et dont la forme doit être déterminée par le parti communiste du pays, s'il en existe un. L'obligation de soutenir activement ce mouvement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole ou du pays, dans la dépendance financière duquel se trouve le peuple en question.

2) La nécessité de combattre l'influence réactionnaire et moyen-âgeuse du clergé, des missions chrétiennes et autres éléments.

3) Il est aussi nécessaire de combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc.

4) Il est d'une importance toute spéciale de soutenir le mouvement paysan des pays arriérés contre les propriétaires fonciers, contre les survivances ou les manifestations de l'esprit féodal; on doit avant tout s'efforcer de donner au mouvement paysan un caractère révolutionnaire, d'organiser partout où il est possible les paysans et tous les opprimés en Soviets, et ainsi de créer une liaison très étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan

de l'Orient, des colonies, et des pays arriérés en général.

5) Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes, ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes; l'Internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes — et communistes en fait — soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique; l'Internationale Communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant du mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire.

6) Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées, la duperie organisée par les puissances impérialistes avec l'aide des classes privilégiées dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des États politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vasaux — aux points de vue économique, financier et militaire. Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un État juif, en ce pays où les juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indigène des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. Dans la conjoncture internationale actuelle, il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis hors de la fédération des républiques soviétistes.

12. L'oppression séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914—1919, alors que le socialisme chauvin qualifiait du nom de «défense nationale» la défense des «droits» de «sa bourgeoisie» à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition du capitalisme et de l'impérialisme dans les pays avancés et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente, d'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et le devoir aussi de consentir à certaines conces-

sions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord et ensuite des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.

B. Thèses supplémentaires.

I. La fixation exacte des relations de l'Internationale Communiste et du mouvement révolutionnaire dans les pays qui sont dominés par l'impérialisme capitaliste en particulier de la Chine, est une des questions les plus importantes pour le II-e Congrès de l'Internationale Communiste. La révolution mondiale entre dans une période dans laquelle une connaissance exacte de ces relations est nécessaire. La grande guerre européenne et ses résultats ont montré très clairement que les masses des pays assujettis en dehors de l'Europe sont liées d'une façon absolue au mouvement prolétarien d'Europe et que c'est là une conséquence inévitable du capitalisme mondial centralisé.

II. Les colonies constituent une des principales sources des forces du capitalisme européen.

Sans la possession des grands marchés et des grands territoires d'exploitation dans les colonies, les puissances capitalistes d'Europe ne pourraient pas se maintenir longtemps.

L'Angleterre, forteresse de l'impérialisme, souffre de surproduction depuis plus d'un siècle. Ce n'est qu'en conquérant des territoires coloniaux, marchés supplémentaires pour la vente des produits de surproduction et sources de matières premières, pour son industrie croissante, que l'Angleterre a réussi à maintenir malgré ses charges son régime capitaliste.

C'est par l'esclavage des centaines de millions d'habitants de l'Asie et de l'Afrique que l'impérialisme anglais est arrivé à maintenir, jusqu'à présent, le prolétariat britannique sous la domination bourgeoise.

III. La plus value obtenue par l'exploitation des colonies, est un des appuis du capitalisme moderne. Aussi longtemps que cette source de bénéfices ne sera pas supprimée, il sera difficile à la classe ouvrière de vaincre le capitalisme.

Grâce à la possibilité d'exploiter intensément la main d'œuvre et les sources naturelles de matières premières des colonies, les nations capitalistes d'Europe ont cherché non sans succès à éviter par ces moyens leur banqueroute imminente.

L'impérialisme européen a réussi dans ses propres pays à faire des concessions toujours plus grandes à l'aristocratie ouvrière. Tout en cherchant d'un côté à maintenir les conditions de vie des ouvriers dans les pays asservis à un niveau très bas, il ne recule devant aucun sacrifice et consent à sacrifier la plus value dans ses propres pays, celle des colonies lui demeurant.

IV. La suppression par la révolution prolétarienne de la puissance coloniale de l'Europe renversera le capitalisme européen. La révolution prolétarienne et la révolution des colonies doi-

vent concourir dans une mesure à l'issue victorieuse de la lutte. L'Internationale Communiste doit donc étendre le cercle de son activité. Elle doit nouer des relations avec les forces révolutionnaires qui sont à l'œuvre pour la destruction de l'impérialisme dans les pays économiquement et politiquement dominés.

V. L'Internationale Communiste concentre la volonté du prolétariat révolutionnaire mondial. Sa tâche est d'organiser la classe ouvrière du monde entier pour le renversement de l'ordre capitaliste et l'établissement du communisme.

L'Internationale Communiste est un instrument de lutte qui a pour tâche de grouper toutes les forces révolutionnaires du monde.

La II^e Internationale, dirigée par un groupe de politiciens et pénétrée de conceptions bourgeoises, n'a donné aucune importance à la question coloniale. Le monde n'existait pour elle que dans les limites de l'Europe. Elle n'a pas vu la nécessité de rattacher le mouvement révolutionnaire des autres continents. Au lieu de prêter une aide matérielle et morale au mouvement révolutionnaire des colonies, les membres de la II^e Internationale sont eux-mêmes devenus impérialistes.

VI. L'impérialisme étranger qui pèse sur les peuples orientaux, les a empêchés de se développer socialement et économiquement, simultanément avec les classes de l'Europe et de l'Amérique.

Grâce à la politique impérialiste qui a entravé le développement industriel des colonies, une classe prolétarienne dans le sens propre de ce mot n'a pas pu y surgir, bien que dans ces derniers temps les métiers indigènes aient été détruits par la concurrence des produits des industries centralisées des pays impérialistes.

La conséquence en a été que la grosse majorité du peuple s'est trouvée rejetée dans la campagne et obligée de s'y consacrer au travail agricole et à la production de matières premières pour l'exportation.

La conséquence en a été une rapide concentration de la propriété agraire dans les mains, soit des gros propriétaires fonciers, soit du capital financier, soit de l'Etat. De cette manière s'est créée une masse puissante de paysans sans terre. Et la grande masse de la population a été maintenue dans l'ignorance.

Le résultat de cette politique est que dans ceux d'entre ces pays où l'esprit révolutionnaire se manifeste, il ne trouve son expression que dans la classe moyenne cultivée.

La domination étrangère y entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas en réalité une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même.

VII. Il existe dans les pays opprimés deux

mouvements qui chaque jour se séparent de plus en plus: le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.

Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la république soviétiste.

VIII. Les forces du mouvement d'émancipation dans les colonies ne sont pas limitées au petit cercle du nationalisme bourgeois démocratique. Dans la plupart des colonies, il y a déjà un mouvement social-révolutionnaire ou des partis communistes en relation étroite avec les masses ouvrières. Les relations de l'Internationale Communiste avec le mouvement révolutionnaire des colonies doivent servir ces partis ou ces groupes, car ils sont l'avant-garde de la classe ouvrière. S'ils sont faibles aujourd'hui, ils représentent cependant la volonté des masses et les masses les suivront dans la voie révolutionnaire. Les partis communistes des différents pays impérialistes, doivent travailler en contact avec ces partis prolétariens dans les colonies et leur prêter une aide matérielle et morale.

IX. La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès son début la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les différentes périodes du mouvement, leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir.

Ce serait certainement une grosse erreur que vouloir appliquer immédiatement dans les pays orientaux à la question agraire, les principes communistes. Dans son premier stade, la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres. Mais il n'en découle pas nécessairement que la direction de la révolution doit être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit au contraire développer une propagande puissante et systématique en faveur des soviets, et organiser des soviets de paysans et d'ouvriers. Ces soviets devront travailler en étroite collaboration avec les républiques soviétistes des pays capitalistes avancés pour atteindre à la victoire finale sur le capitalisme dans le monde entier.

Ainsi les masses des pays arriérés, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste.





THÈSES SUR LA QUESTION AGRAIRE

1. Le prolétariat industriel des villes, dirigé par le parti communiste, peut seul libérer les masses laborieuses des campagnes du joug des capitalistes et des propriétaires fonciers, de la désorganisation économique et des guerres impérialistes, qui recommenceront inévitablement si le régime capitaliste subsiste. Les masses laborieuses des campagnes ne pourront être libérées qu'à condition de prendre fait et cause pour le prolétariat communiste et de l'aider sans réserve dans sa lutte révolutionnaire pour le renversement du régime d'oppression des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

D'un autre côté, le prolétariat industriel ne pourra s'acquitter de sa mission historique mondiale, qui eut l'émancipation de l'humanité du joug du capitalisme et des guerres, s'il se renferme dans les limites de ses intérêts particuliers et corporatifs et se borne placidement aux démarches et aux efforts tendant à l'amélioration de sa situation bourgeoise parfois très satisfaisante. C'est ainsi que se passent les choses dans nombre de pays avancés où existe une «aristocratie ouvrière», fondement des partis soi-disant socialistes de la II^e Internationale, mais en réalité ennemis mortels du socialisme, traités envers sa doctrine, bourgeois chauvins et agents des capitalistes parmi les travailleurs. Le prolétariat ne pourra jamais être une force révolutionnaire active, une classe agissant dans l'intérêt du socialisme, s'il ne se conduit pas comme une avant-garde du peuple laborieux que l'on exploite, s'il ne se comporte pas comme le chef de guerre à qui incombe la mission de le conduire à l'assaut des exploités; mais jamais cet assaut ne réussira si les campagnes ne participent à la lutte des classes, et la masse des paysans laborieux ne se joint au parti communiste prolétarien des villes et si, enfin, ce dernier ne l'instruit pas.

2. La masse des paysans laborieux que l'on exploite et que le prolétariat des villes doit conduire au combat, ou, tout au moins, gagner à sa cause, est représentée, dans tous les pays capitalistes, par:

1) le prolétariat agricole composé de journaliers ou valets de ferme, embauchés à l'année, à terme ou à la journée, et qui gagnent leur vie par leur travail salarié dans les diverses entreprises capitalistes d'économie rurale et industrielle. L'organisation de ce prolétariat en une catégorie distincte et indépendante des autres groupes de la population des campagnes (au point de vue politique, militaire, professionnel, coopératif, etc.), une propagande intense dans ce milieu, destinée à les amener au pouvoir soviétique et à la dictature du prolétariat: telle est la tâche fondamentale des partis communistes dans tous les pays.

2) Les demi-prolétaires ou les paysans, travaillant en qualité d'ouvriers embauchés, dans diverses entreprises agricoles, industrielles ou capitalistes, ou cultivant le lopin de terre qu'il possèdent ou louent et qui ne leur rapporte que le minimum nécessaire pour assurer l'existence de leur famille. Cette catégorie de travailleurs ruraux est très nombreuse dans les pays capitalistes; les représentants de la bourgeoisie et les «socialistes» jaunes de la II^e Internationale, cherchent à dissimuler ses conditions d'existence véritables, particulièrement la situation économique, tantôt en trompant sciemment les ouvriers, tantôt par suite de leur propre aveuglement, qui provient des idées routinières de la bourgeoisie, ils confondent volontiers ce groupe avec la grande masse des «paysans». Cette manœuvre, foncièrement bourgeoise, en vue de duper les ouvriers, est surtout pratiquée en Allemagne, en France, en Amérique et dans quelques autres pays. En organisant bien le travail du parti communiste, ce groupe social pourra devenir un fidèle soutien du communisme, car la situation de ces demi-prolétaires est très précaire et l'adhésion au pouvoir soviétique et à la dictature du prolétariat leur vaudra des avantages énormes et immédiats.

Dans certains pays, il n'existe pas de distinction claire entre ces deux premiers groupes; il serait donc loisible, suivant les circonstances, de leur donner une organisation commune.

3) Les petits propriétaires, les petits fermiers qui possèdent ou louent de petits lopins de terre et peuvent satisfaire aux besoins de leur ménage et de leur famille sans embaucher des travailleurs salariés. Cette catégorie de ruraux a beaucoup à gagner à la victoire du prolétariat; le triomphe de la classe ouvrière donne aussitôt à chaque représentant de ce groupe les biens et les avantages qui suivent:

a) non-paiement du prix du bail et abolition du métayage (il en serait ainsi en France, en Italie, etc.) payés jusqu'à présent aux grands propriétaires fonciers,

b) abolition des dettes hypothécaires,
c) émancipation de l'oppression économique exercée par les grands propriétaires fonciers, laquelle se présente sous les aspects les plus divers (droit d'usage des bois et forêts, de friches, etc.),

d) secours agricole spécial et financier immédiat du pouvoir prolétarien, notamment secours en outillage agricole; octroi de construction se trouvant sur le territoire de vastes domaines capitalistes expropriés par le prolétariat, transformation immédiate par le gouvernement prolétarien de toutes les coopératives rurales et des compagnies agricoles, qui n'étaient avantageuses

sous le régime capitaliste qu'aux paysans riches et aisés, en organisations économiques ayant pour but de secourir, en premier lieu, la population pauvre, c'est-à-dire les prolétaires, les demi-prolétaires et les paysans pauvres.

Le parti communiste doit aussi comprendre que pendant la période de transition du capitalisme au communisme, c'est-à-dire pendant la dictature du prolétariat, cette catégorie de la population rurale manifesterait des hésitations plus ou moins sensibles et un certain penchant à la liberté du commerce et à la propriété privée; car nombre de ceux qui la composent faisant, au moins dans une petite mesure, le commerce des articles de première nécessité, sont déjà démoralisés par la spéculation et par leurs habitudes de propriété. Si cependant le gouvernement prolétarien réaliste, dans cette question, une politique ferme et inexorable et si le prolétariat vainqueur écrase sans merci les gros propriétaires fonciers et les paysans aisés, ces hésitations ne sauront être de longue durée et ne pourront modifier ce fait indubitable qu'en fin de compte le groupe dont il s'agit sympathise avec la révolution prolétarienne.

3. Ces trois catégories de la population rurale, prises ensemble, forment, dans tous les pays capitalistes, la majorité de la population. Le succès d'un coup d'Etat prolétarien, tant dans les villes que dans les villages, peut donc être considéré comme indiscutable et certain. L'opinion opposée est cependant très en faveur dans la société actuelle. En voici les raisons: elle ne se maintient qu'à force d'agissements trompeurs de la science: 1) de la statistique bourgeoise qui cherche à voiler par tous les moyens en leur pouvoir l'insondable abîme qui sépare ces classes rurales de leurs exploités, les propriétaires fonciers et les capitalistes, ainsi que les demi-prolétaires et les paysans pauvres des paysans aisés; 2) cette opinion persiste grâce à la maladie des héros de la II^e Internationale jaune et de «l'aristocratie ouvrière» dépravée par les privilèges impérialistes, et à la mauvaise volonté qu'ils mettent à faire, parmi les paysans pauvres, une propagande prolétarienne et révolutionnaire vigoureuse et un bon travail d'organisation; les opportunistes employaient et emploient toujours leurs efforts à imaginer diverses variétés d'accord pratiques et théoriques avec la bourgeoisie, y compris les paysans riches et aisés, et ne pensent nullement au renversement révolutionnaire du gouvernement bourgeois et de la bourgeoisie elle-même; 3) enfin, l'opinion dont il s'agit se maintient jusqu'ici grâce à un préjugé opiniâtre et, pour ainsi dire, inébranlable, parce qu'il se trouve étroitement uni à tous les autres préjugés du parlementarisme et de la bourgeoisie démocratique; ce préjugé consiste dans la non-compréhension d'une vérité parfaitement démontrée par le marxisme théorique et suffisamment prouvée par l'expérience de la révolution prolétarienne russe; cette vérité est que les trois catégories de la population rurale dont nous avons parlé, abruties, désunies, opprimées et vouées, dans les pays mêmes les plus civilisés, à une existence demi-barbare, ont, par conséquent, un intérêt économique, social et intel-

lectuel à la victoire du socialisme, mais ne peuvent néanmoins appuyer vigoureusement le prolétariat révolutionnaire qu'après avoir conquis le pouvoir politique et fait justice des gros propriétaires fonciers et capitalistes et qu'après avoir constaté pratiquement qu'elles ont un chef et défenseur organisé, assez puissant pour les diriger et leur montrer la bonne voie.

4. Les «paysans moyens» sont au point de vue économique, de petits propriétaires ruraux qui possèdent ou prennent à ferme, eux aussi, des lopins de terre peu considérables sans doute, mais leur permettant quand même, sous le régime capitaliste, non seulement de nourrir leur famille et d'entretenir en bon état leur petite propriété rurale, mais de réaliser encore un excédent de bénéfices, pouvant, tout au moins dans les années de bonne récolte, être transformés en économies relativement importantes; ces paysans embauchent assez souvent des ouvriers (par exemple, deux ou trois ouvriers par entreprise) dont ils ont besoin pour toutes sortes de travaux. On pourrait citer ici l'exemple concret de «paysans moyens» d'un pays capitaliste avancé: ceux de l'Allemagne; il y avait, en Allemagne, d'après le recensement de 1907, une catégorie de propriétaires ruraux possédant chacun de 5 à 10 hectares, dans les propriétés desquels le nombre des ouvriers embauchés s'élevait presque au tiers du chiffre total des travailleurs des champs (1). En France, où les cultures spéciales, comme la viticulture, sont plus développées, et où la terre demande beaucoup plus d'effort et de soins, les propriétés rurales de cette catégorie emploient probablement un nombre plus important de travailleurs salariés.

Pour son avenir le plus rapproché et pour toute la première période de sa dictature, le prolétariat révolutionnaire ne peut pas se donner comme tâche la conquête politique de cette catégorie rurale et doit se borner à sa neutralisation, dans la lutte qui se livre entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le penchant de cette couche de la population tantôt vers un parti politique, tantôt vers un autre, est inévitable et, probablement, scra-t-il au commencement de la nouvelle époque et dans les pays foncièrement capitalistes, favorable à la bourgeoisie. Tendance d'ailleurs fort naturelle, l'esprit de propriété privée jouant chez elle un rôle prépondérant. Le prolétariat vainqueur améliorera immédiatement la situation économique de cette couche de la population en supprimant le système du bail, les dettes hypothécaires et en introduisant dans l'agriculture l'usage des machines et l'emploi de l'électricité. Cependant, dans la plupart des pays capitalistes, le pouvoir prolétarien ne devra pas abolir sur-le-champ et complètement le droit de propriété privée, mais il devra affranchir cette classe de toutes les obligations et impositions auxquelles elle est sujette

(1) Voici quelques chiffres exacts: Allemagne: propriétés rurales de 5 à 10 hectares, se servant d'ouvriers embauchés—652.798 (sur 5.736.082), ouvriers salariés—487.764, ouvriers mariés—2.003.633. Autriche (recensement de 1910)—383.351 propriétés rurales dont 126.136 se servant de travailleurs embauchés; ouvriers salariés—146.044, ouvriers mariés—1.265.969. Le nombre total des fermes en Autriche s'élève à 2.856.349.

de la part des propriétaires fonciers; le pouvoir soviétiste assurera aux paysans pauvres et d'aisance moyenne la possession de leurs terres, dont il cherchera même à augmenter la superficie, en mettant les paysans en possession de terres qu'ils affermaient autrefois (abolition du fermage).

Toutes ces mesures, suivies d'une lutte sans merci contre la bourgeoisie, assureront le succès complet de la politique de neutralisation. C'est avec la plus grande circonspection que le pouvoir prolétarien doit passer à l'agriculture collectiviste, progressivement, à force d'exemples, et sans la moindre coercition à l'égard des paysans «moyens».

5. Les paysans riches et aisés sont les entrepreneurs capitalistes de l'agriculture; ils cultivent habituellement leurs terres avec le concours des travailleurs salariés et ne sont rattachés à la classe paysanne que par leur développement intellectuel très restreint, par leur vie rustique et par le travail personnel qu'ils font en commun avec les ouvriers qu'ils embauchent. Cette couche de la population rurale est très nombreuse et représente en même temps l'adversaire le plus invétéré du prolétariat révolutionnaire. Aussi, tout le travail politique des partis communistes dans les campagnes doit-il se concentrer sur la lutte contre cet élément, sur l'émancipation de la majorité de la population rurale laborieuse et exploitée de l'influence si pernicieuse, morale et politique, de ces exploités ruraux.

Il est bien possible que, dès la victoire du prolétariat dans les villes, ces éléments aient recours à des actes de sabotage et même à des prises d'armes, manifestement contre-révolutionnaires. Aussi le prolétariat révolutionnaire devra-t-il commencer sur-le-champ la préparation intellectuelle et organisatrice de toutes les forces, dont il aura besoin pour les désarmer et pour leur porter, tandis qu'il renversera le régime capitaliste et industriel, le coup de grâce. A cet effet, le prolétariat révolutionnaire des villes devra armer ses alliés ruraux et organiser, dans tous les villages, des soviets où nul exploiteur ne sera admis et où les prolétaires et les demi-prolétaires seront appelés à jouer le rôle prépondérant. Même dans ce cas cependant, la tâche immédiate du prolétariat vainqueur ne devra pas comporter l'expropriation des grandes propriétés paysannes, parce qu'à ce moment même les conditions matérielles et, en partie, techniques et sociales, nécessaires à la socialisation des grandes propriétés, ne seront pas encore réalisées. Tout porte à croire que, dans certains cas isolés, des terres affermées ou strictement nécessaires aux paysans pauvres du voisinage seront confisquées; on accordera également à ces derniers, les âges gratuits, à certaines conditions toutefois, d'une partie de l'ouillage agricole des propriétaires ruraux riches ou aisés. Mais, en règle générale, le pouvoir prolétarien devra laisser leurs terres aux paysans riches et aisés et ne s'en emparer que dans le cas d'une opposition manifeste à la politique et aux prescriptions du pouvoir des travailleurs. Cette ligne de conduite est nécessaire, l'expérience de la révolution prolétarienne russe,

où la lutte contre les paysans riches et aisés traîne en longueur dans des conditions très complexes, ayant démontré que ces éléments de la population rurale, douloureusement frappés pour toutes leurs tentatives de résistance, même les moindres, sont pourtant capables de s'acquitter loyalement des travaux que leur confie l'Etat prolétarien et commencent même, quoique très lentement, à se pénétrer de respect envers le pouvoir qui défend tout travailleur et écrase impitoyablement le riche oisif.

Les conditions spéciales qui ont compliqué et retardé la lutte du prolétariat russe, vainqueur de la bourgeoisie, contre les paysans riches, dérivait uniquement du fait qu'après l'événement du 25 octobre 1917, la révolution russe avait traversé une phase «démocratique»—c'est-à-dire, au fond, bourgeoisie démocratique—de lutte des paysans contre les propriétaires fonciers; on doit encore ces conditions spéciales à la faiblesse numérique et à l'état arriéré du prolétariat des villes et, enfin, à l'immensité du pays et au débâtement de ces voies de communication. Mais les pays avancés de l'Europe et de l'Amérique ignorent toutes ces causes de retard, et c'est pourquoi leur prolétariat révolutionnaire doit briser plus énergiquement, plus rapidement, avec plus de décision et beaucoup plus de succès, la résistance des paysans riches et aisés et leur ôter, à l'avenir, toute possibilité d'opposition. Cette victoire de la masse des prolétaires, des demi-prolétaires et des paysans est absolument indispensable, et tant qu'elle n'aura pas été remportée, le pouvoir prolétarien ne pourra se considérer comme une autorité stable et ferme.

6. Le prolétariat révolutionnaire doit confisquer immédiatement et sans réserve toutes les terres appartenant aux grands propriétaires fonciers, c'est-à-dire à toutes les personnes exploitant systématiquement, dans les pays capitalistes, que ce soit de façon directe ou par l'entremise de leurs fermiers, les travailleurs salariés, les paysans pauvres et même, assez souvent, les paysans moyens de la région, à tous les propriétaires qui ne participent aucunement au travail physique, dans la plupart des cas, descendants des barons féodaux (nobles de Russie, d'Allemagne et de Hongrie, seigneurs restaurés de France, lords anglais, anciens possesseurs d'esclaves en Amérique), magnats de la haute finance ou, enfin, ceux qui sont issus de ces deux catégories d'exploiteurs et de fainéants.

Les partis communistes doivent s'opposer énergiquement à l'idée d'accorder une indemnité aux grands propriétaires fonciers expropriés et lutter contre toute propagande en ce sens; les partis communistes ne doivent pas oublier que le versement d'une semblable indemnité serait une trahison envers le socialisme et une contribution nouvelle imposée aux masses exploitées, accablées par le fardeau de la guerre qui a multiplié le nombre des millionnaires et a accru leurs fortunes.

Dans les partis capitalistes avancés, l'Internationale Communiste estime qu'il serait bon et pratique de maintenir intactes les grandes propriétés

agricoles et de les exploiter de la même façon que les «propriétés soviétistes» russes (1).

Quant à la culture des terres enlevées par le prolétariat vainqueur aux grands propriétaires fonciers, en Russie, elles étaient jusqu'à présent partagées entre les paysans; c'est que le pays est très arriéré au point de vue économique. Dans des cas très rares, le gouvernement prolétarien russe a maintenu en son pouvoir des propriétés rurales dites «soviétistes» et que l'Etat prolétarien exploite lui-même, en transformant les anciens ouvriers salariés en «délégués de travail» ou en membres de soviets.

La conservation des grands domaines sert mieux les intérêts des éléments révolutionnaires de la population, surtout des agriculteurs qui ne possèdent point de terres, des demi-prolétaires et des petits propriétaires qui vivent souvent de leur travail dans les grandes entreprises. En outre, la nationalisation des grands domaines rend la population urbaine moins dépendante à l'égard des campagnes au point de vue du ravitaillement.

Là où subsistent encore des vestiges du système féodal, où les privilèges des propriétaires fonciers engendrent des formes spéciales d'exploitation, où l'on voit encore le «servage» et le «métayage», il est nécessaire de remettre aux paysans une partie du sol des grands domaines.

Dans les pays où les grands domaines sont en nombre insignifiant, où un grand nombre de petits tenanciers demandent des terres, la distribution des grands domaines en lots peut être un sûr moyen pour gagner les paysans à la révolution, alors que la conservation de ces quelques grands domaines ne serait d'aucun intérêt pour les villes, au point de vue du ravitaillement.

La première et la plus importante page du prolétariat est de s'assurer une victoire durable. Le prolétariat ne doit pas redouter une baisse de la production, si cela est nécessaire pour le succès de la révolution. Ce n'est qu'en maintenant la classe moyenne des paysans dans la neutralité et en s'assurant l'appui de la majorité, si ce n'est de la totalité, des prolétaires des campagnes, que l'on pourra assurer au pouvoir prolétarien une existence durable.

Toutes les fois que les terres des grands propriétaires fonciers seront distribuées, les intérêts du prolétariat agricole devront passer avant tout.

Tout l'outillage agricole et technique des grandes propriétés foncières et rurales doit être confisqué et remis à l'Etat, à condition toutefois, qu'après la distribution de cet outillage, en quantité suffisante, aux grandes propriétés rurales de l'Etat, les petits paysans en puissent profiter gratuitement, en se conformant aux règlements élaborés à ce sujet par le pouvoir prolétarien.

Si, tout au commencement de la révolution prolétarienne, la confiscation immédiate des grandes propriétés foncières ainsi que l'expulsion ou l'internement de leurs propriétaires, leaders de la contre-révolution et oppresseurs impitoyables de toute la population rurale, sont absolument nécessaires,—le pouvoir prolétarien doit tendre systé-

matiquement, au fur et à mesure de la consolidation de sa position dans les villes et les campagnes, à l'utilisation des forces de cette classe, qui possède une expérience précieuse des connaissances et des capacités organisatrices, pour créer avec concours, et sous le contrôle de communistes éprouvés, une vaste agriculture soviétiste.

7. Le socialisme ne vaincra définitivement le capitalisme et ne sera à jamais affermi qu'au moment où le pouvoir gouvernemental prolétarien, ayant réprimé toute résistance des exploiters et assuré son autorité, aura réorganisé toute l'industrie sur la base d'une nouvelle production collectiviste et sur un nouveau fondement technique (application générale de l'énergie électrique dans toutes les branches de l'agriculture et de l'économie rurale). Cette réorganisation seule peut donner aux villes la possibilité d'offrir aux campagnes arriérées une aide technique et sociale susceptible de déterminer un accroissement extraordinaire de la productivité du travail agricole et rural et d'engager, par l'exemple, les petits laboureurs à passer, dans leur propre intérêt, progressivement, à une culture collectiviste mécanique.

C'est précisément dans les campagnes que la possibilité d'une lutte victorieuse pour la cause socialiste exige de la part de tous les partis communistes un effort pour susciter parmi le prolétariat industriel le sentiment de la nécessité des sacrifices à consentir pour le renversement de la bourgeoisie et pour la consolidation du pouvoir prolétarien; chose absolument nécessaire parce que la dictature du prolétariat signifie qu'il sait organiser et conduire les travailleurs exploités et que son avant-garde est toujours prête, pour atteindre ce but, au maximum d'efforts héroïques et de sacrifices; en outre, pour remporter la victoire définitive, le socialisme exige que les masses laborieuses les plus exploitées des campagnes puissent voir, dès la victoire des ouvriers, leur situation presque immédiatement améliorée aux dépens des exploiters; s'il n'en était pas ainsi, le prolétariat industriel ne pourrait pas compter sur l'appui des campagnes et ne pourrait pas, de ce fait, assurer le ravitaillement des villes.

8. Les difficultés énormes que présentent l'organisation et la préparation à la lutte révolutionnaire de la masse des travailleurs ruraux que le régime capitaliste avait abrutis, éparpillés et asservis, à peu près autant qu'au moyen âge, exigent de la part des partis communistes, la plus grande attention envers le mouvement gréviste rural, l'appui vigoureux et le développement intense des grèves de masses, des prolétaires et des demi-prolétaires ruraux. L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917, confirmée et complétée actuellement par celle de la révolution allemande et d'autres pays avancés, prouve que seul le mouvement gréviste, progressant sans cesse (avec la participation, dans certaines conditions, de «petits-paysans») peut tirer les villages de leur léthargie, réveiller chez les paysans la conscience de classe et le sentiment de la nécessité d'une organisation de classes des masses rurales exploitées et montrer clairement aux habitants de la

(1) Il sera bon de favoriser la création de domaines administrés par des collectivités (Communes).

campagne l'importance pratique de leur union avec les travailleurs des villes, à ce point de vue, la création de syndicats ouvriers agricoles et la collaboration des communistes dans les organisations d'ouvriers agricoles et forestiers sont de la plus haute importance. Les communistes doivent particulièrement soutenir les organisations formées par la population agricole étroitement liée au mouvement ouvrier révolutionnaire. Une propagande énergique doit être faite parmi les paysans prolétaires.

Le Congrès de l'Internationale Communiste flétrit et condamne sévèrement les socialistes félons et traîtres que l'on trouve malheureusement, non seulement au sein de la II-e Internationale jaune, mais aussi parmi les trois partis européens les plus importants, sortis de cette Internationale; le congrès voue à la honte les socialistes capables non seulement de considérer d'un œil indifférent le mouvement gréviste rural, mais encore de lui résister (comme K. Kautsky), de peur qu'il n'en prenne une réduction du ravitaillement. Tous les programmes et toutes les déclarations les plus solennels n'ont aucune valeur, s'il n'est possible de prouver pratiquement, que les communistes et les leaders ouvriers savent mettre au-dessus de toutes choses le développement de la révolution prolétarienne et sa victoire, savent consentir pour elle aux sacrifices les plus pénibles parce qu'il n'est pas d'autres issues, pas d'autres moyens

pour vaincre la famine et la désorganisation économique et pour conjurer de nouvelles guerres impérialistes.

9. Les partis communistes doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour commencer au plus tôt l'organisation des soviets dans les campagnes et en premier lieu, des soviets qui représenteraient des travailleurs salariés et les demi-prolétaires. Ce n'est qu'en coopération étroite avec le mouvement gréviste des masses et avec la classe la plus opprimée que les soviets seront à même de s'acquitter de leur mission et deviendront assez forts pour soumettre à leur influence (et les incorporer par la suite) les «petits paysans». Si cependant le mouvement gréviste n'est pas encore assez développé et la capacité d'organisation du prolétariat rural est encore trop faible, tant à cause de l'oppression des propriétaires fonciers et des paysans riches, que de l'insuffisance de l'appui fourni par les ouvriers industriels et par leurs syndicats, la création des soviets dans les campagnes demande une longue préparation; elle doit être faite par la création des foyers communistes, par une propagande active, en termes clairs et nets, des aspirations communistes que l'on expliquera à force d'exemples illustrant les diverses méthodes d'exploitation et d'oppression, et enfin, au moyen de tournées de propagande systématiques des travailleurs industriels dans les campagnes.





LES TÂCHES PRINCIPALES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(Thèses adoptées par le II-e Congrès).

1. Le moment actuel du développement du mouvement communiste international est caractérisé par le fait que, dans tous les pays capitalistes, les meilleurs représentants du mouvement prolétarien ont parfaitement compris les principes fondamentaux de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire: la dictature du prolétariat et le gouvernement des Soviets, et se sont rangés à ses côtés avec un dévouement enthousiaste. Plus important encore est le fait que les plus larges masses du prolétariat des villes et des travailleurs avancés des campagnes manifestent leurs sympathies sans réserve pour ces principes essentiels. C'est là un grand pas en avant.

D'autre part deux fautes ou deux faiblesses du mouvement communiste international qui croît avec une rapidité extraordinaire se sont fait remarquer. L'une, très grave et qui présente un grand danger immédiat pour la cause, la libération du prolétariat consiste en ce que certains anciens leaders, certains vieux partis de la II-e Internationale, en partie inconsciemment sous la pression des masses, en partie consciemment—et alors les trompant pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier—annoncent leur adhésion conditionnelle ou sans réserve à la III-e Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique quotidien, au niveau de la II-e Internationale. Cet état de choses est absolument inadmissible. Il introduit parmi les masses un élément de corruption, il empêche la formation ou le développement d'un parti communiste ouvrier, il met en cause le respect dû à la III-e Internationale, en la menaçant du recommencement des trahisons semblables à celle des social-démocrates hongrois hâtivement travestis en communistes. Une autre faute, beaucoup moins importante et qui est bien plutôt une maladie de croissance du mouvement, est la tendance à gauche, qui conduit à une appréciation erronée du rôle et de la mission du parti par rapport à la classe et à la masse et de l'obligation pour les révolutionnaires communistes de militer dans les parlements bourgeois et dans les syndicats réactionnaires.

Le devoir des communistes n'est pas de taire les faiblesses de leur mouvement, mais d'en faire ouvertement la critique afin de s'en débarrasser promptement et radicalement. A cette fin, il importe tout d'abord de définir, selon notre expérience pratique, le contenu des notions de *dictature du prolétariat et de pouvoir des soviets*; en second lieu, en quoi peut et doit consister dans tous les pays le travail préparatoire, immédiat et

systématique, en vue de la réalisation de ces mots d'ordre; et en troisième lieu, quels voies et moyens nous permettent de guérir notre mouvement de ses faiblesses.

1. L'Essence de la dictature du prolétariat et du pouvoir des soviets.

2. La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige l'accomplissement par le prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, des trois tâches suivantes: La première consiste à renverser les exploités et en premier lieu la bourgeoisie, leur représentant économique et politique principal, il s'agit de leur infliger une défaite totale, de briser leur résistance, de rendre impossible de leur part toute tentative de restauration du capital et de l'esclavage salarié.—La deuxième consiste à entraîner à la suite de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat, mais aussi toute la masse des travailleurs exploités par le capital, à les éclairer, à les organiser, à les éduquer, à les discipliner au cours même de la lutte impitoyable et téméraire contre les exploités.—à arracher dans tous les pays capitalistes, cette écrasante majorité de la population à la bourgeoisie, à lui inspirer pratiquement confiance en le rôle de directeur du prolétariat de son avant-garde révolutionnaire.— La troisième, de neutraliser ou de réduire à l'impuissance, de nuire les inévitables hésitants entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des soviets, de la classe de petits propriétaires ruraux, industriels et négociants, encore assez nombreux bien que ne formant qu'une minorité de la population, et des catégories d'intellectuels d'employés, etc., gravitant de cette classe.

La première et la deuxième tâches exigent chacune des méthodes d'action particulières à l'égard des exploités et des exploités. La troisième découle des deux premières; elle n'exige qu'une application habile souple et opportune des méthodes appliquées aux premières et qu'il s'agit d'adapter aux circonstances concrètes.

3. Dans la conjoncture actuelle, créée dans le monde entier et surtout dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus éclairés, les plus libres, par le militarisme, l'impérialisme, l'oppression des colonies et des pays faibles, la tuerie impérialiste mondiale et la «paix» de Versailles, la pensée d'une paisible soumission de la majorité des exploités aux capitalistes, et

d'une évolution pacifique vers le socialisme, n'est pas seulement un signe de médiocrité petite-bourgeoise, c'est aussi une duperie, la dissimulation de l'esclavage du salarial, la déformation de la vérité aux yeux des travailleurs. La vérité est que la bourgeoisie, la plus éclairée, la plus démocratique, ne recule devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans à seule fin de sauver la propriété privée des moyens de production. Le renversement de la bourgeoisie par la violence, la confiscation de ses propriétés, la destruction de son mécanisme d'état, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc., jusqu'à l'exil ou l'internement de tous les exploités les plus dangereux et les plus obstinés, sans exception, l'exercice sur leurs milieux d'une stricte surveillance pour la répression des tentatives qu'ils ne manqueront pas de faire dans l'espoir de restaurer l'esclavage capitaliste, telles sont les mesures qui peuvent seules assurer la soumission réelle de la classe entière des exploités.

D'autre part, l'idée coutumière aux vieux partis et aux vieux leaders de la II^e Internationale, que la majorité des travailleurs et des exploités peut en régime capitaliste sous le joug esclavagiste de la bourgeoisie—qui revêt des formes infiniment variées, d'autant plus raffinées et, à la fois, plus cruelles et plus impitoyables que le pays capitaliste est plus cultivé—acquérir une pleine conscience socialiste, la fermeté socialiste, des convictions et du caractère, cette idée, disons-nous, trompe aussi les travailleurs. En fait, ce n'est qu'après que l'avant-garde prolétarienne, soutenue par la seule classe révolutionnaire ou par sa majorité, aura renversé les exploités, les aura brisés, aura libéré les exploités de leurs servitudes et immédiatement amélioré leurs conditions d'existence au détriment des capitalistes exploités,—ce n'est qu'alors, et au prix de la plus âpre guerre civile, que l'éducation, l'instruction, l'organisation des plus grandes masses exploitées autour du prolétariat sous son influence et sa direction, pourra se faire, et qu'il sera possible de vaincre leur égoïsme, leurs vices, leurs faiblesses, leur manque de cohésion, entretenus par le régime de la propriété privée, et de les transformer en une vaste et libre association de libres travailleurs.

4. Le succès de la lutte contre le capitalisme exige un juste rapport des forces entre le parti communiste comme guide, le prolétariat, la classe révolutionnaire et la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités. Le parti communiste, s'il est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il s'assimile tous ses meilleurs représentants, s'il est composé de communistes conscients et dévoués, éclairés et éprouvés par l'expérience d'une longue lutte révolutionnaire, s'il a su se lier indissolublement à toute l'existence de la classe ouvrière et par son intermédiaire à celle de toute la masse exploitée et leur inspirer une pleine confiance, ce parti seul est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale, la plus acharnée, contre toutes les forces du capitalisme. Et ce n'est que sous la direction d'un parti semblable que le prolétariat peut

annihiler l'apathie et la résistance de la petite aristocratie ouvrière, composée des leaders du mouvement syndical et coopératif, corrompus par le capitalisme et développer toutes ses énergies, infiniment plus grandes que sa force numérique parmi la population, par suite de la structure économique du capitalisme lui-même. Enfin, ce n'est que libérée effectivement du joug du capital et de l'appareil gouvernemental de l'Etat, ce n'est qu'après avoir obtenu la possibilité d'agir librement que la masse, c'est-à-dire la totalité des travailleurs et des exploités organisés dans les soviets, pourra développer pour la première fois dans l'histoire l'initiative et l'énergie de dizaines de millions d'hommes étouffés par le capitalisme. Ce n'est que lorsque les soviets seront devenus l'unique mécanisme de l'Etat, que pourra être assurée la participation effective des masses autrefois exploitées à toute l'administration du pays, participation qui, dans les démocraties bourgeoises les plus éclairées et les plus libres était impossible quatre-vingt quinze fois sur cent. Dans les soviets seuls la masse des exploités commence à apprendre, non des livres, mais de son expérience pratique, ce qu'est l'édification socialiste, la création d'une nouvelle discipline sociale et de la libre association des travailleurs libres.

II. En quoi doit consister la préparation immédiate de la dictature prolétarienne.

5. Le développement actuel du mouvement communiste international est caractérisé par ce fait que dans nombre de pays capitalistes, le travail de préparation du prolétariat à l'exercice de la dictature n'est pas achevé et très souvent n'a pas encore été commencé de façon systématique. Il ne s'ensuit pas que la révolution prolétarienne soit impossible dans un avenir très prochain: elle est au contraire tout ce qu'il y a de plus possible, la situation politique et économique étant extraordinairement riche en matières inflammables et en causes susceptibles de provoquer son embrasement inopiné; un autre facteur de la révolution en dehors de l'état de préparation du prolétariat, est notamment la crise générale en présence de laquelle se trouvent tous les partis gouvernants et tous les partis bourgeois. Mais il résulte de ce qui a été dit que la tâche actuelle des partis communistes consiste à hâter la révolution, sans toutefois la provoquer artificiellement avant une préparation suffisante; la préparation du prolétariat à la révolution doit être intensifiée par l'action. D'autre part les cas signalés plus haut dans l'histoire de beaucoup de partis socialistes obligent à bien veiller à ce que la reconnaissance de la dictature du prolétariat ne puisse pas rester purement verbale.

Pour ces raisons la tâche principale du parti communiste, du point de vue du mouvement international prolétarien, est à l'heure présente le groupement de toutes les forces communistes éparses, la formation dans chaque pays d'un parti communiste unique (ou le renforcement et le renouvellement des partis déjà existants) afin de découpler le travail de préparation du prolétariat

à la conquête du pouvoir sous forme de dictature du prolétariat. L'action socialiste habituelle des groupes et des partis, qui reconnaissent la dictature du prolétariat est loin d'avoir subi cette modification fondamentale, ce renouvellement radical, qui est nécessaire pour qu'on en reconnaisse l'action comme étant bien communiste et comme correspondante aux tâches de la veille de la dictature prolétarienne.

6. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat n'interrompt pas la lutte de classe de celui-ci contre la bourgeoisie, mais au contraire ne fait que la rendre plus large, plus acerbe, plus impitoyable. Tous les groupes, partis militants du mouvement ouvrier qui adoptent en totalité ou en partie le point de vue du réformisme, du «centre», etc., se placeront inévitablement, par suite de l'extrême exacerbation de la lutte, soit du côté de la bourgeoisie, soit du côté des hésitants ou (ce qui est plus dangereux) tomberont dans le nombre des amis indésirables du prolétariat victorieux. C'est pourquoi la préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement le renforcement de la lutte contre la tendance des réformistes et des «centristes», mais aussi la modification du caractère de cette lutte. Celle-ci ne peut pas se limiter à la démonstration du caractère erroné de ces tendances, mais elle doit aussi démasquer inlassablement et impitoyablement tout militant du mouvement ouvrier qui manifestera ces tendances, le prolétariat ne pouvant pas savoir sans cela avec qui il marche à la lutte finale contre la bourgeoisie. Cette lutte est telle, qu'elle peut changer à tout instant et transformer, comme l'a déjà démontré l'expérience—l'arme de la critique en critique par les armes. Tout manque d'esprit de suite, ou toute faiblesse dans la lutte contre ceux qui se conduisent comme des réformistes ou des «centristes» a pour conséquence un accroissement direct du danger de renversement du pouvoir du prolétariat par la bourgeoisie, qui utilisera demain pour la contre-révolution ce qui ne paraît aux bornés qu'un «désaccord théorique» d'aujourd'hui.

7. Il est impossible de se limiter à la négation habituelle de principe de toute collaboration avec la bourgeoisie, de tout «coalitionnisme». Une simple défense de la «liberté» et de «l'égalité» avec le maintien de la propriété privée sur les moyens de production, se transforme dans les conditions de la dictature du prolétariat, qui ne sera jamais en état d'abolir d'un coup la propriété privée en entier, en «collaboration» avec la bourgeoisie qui s'appropriera directement le pouvoir de la classe ouvrière. Car la dictature du prolétariat signifie l'affermissement gouvernemental et la défense, par tout le système d'Etat, non pas de «la liberté» pour les exploités de continuer leur œuvre d'oppression et d'exploitation, non pas de «l'égalité» du propriétaire (c'est-à-dire de celui qui conserve pour sa jouissance personnelle certains moyens de production créés, par le travail de la collectivité) et du pauvre. Ce qui nous paraît jusqu'à la victoire du prolétariat n'être qu'un désaccord sur la question de la «démocratie» deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question qu'il faudra franchir par

les armes. Sans transformation radicale de tout le caractère de la lutte avec les «centristes» et les «défenseurs de la démocratie» la préparation même préalable des masses à la réalisation de la dictature du prolétariat est donc impossible.

8. La dictature du prolétariat est la forme la plus décisive et la plus révolutionnaire de la lutte de classes du prolétariat et de la bourgeoisie. Pareille lutte ne peut être victorieuse que lorsque l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat entraîne derrière elle l'écrasante majorité ouvrière. La préparation de la dictature du prolétariat exige pour ces raisons non seulement la divulgation du caractère bourgeois du réformisme et de toute défense de la démocratie impliquant le maintien de la propriété privée sur les moyens de production; non seulement la divulgation des manifestations de tendances, qui signifient en fait la défense de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier; mais elle exige aussi le remplacement des anciens leaders par des communistes dans toutes les formes d'organisation prolétarienne, politiques, syndicales, coopératives, d'éducation, etc...

Plus la domination de la démocratie bourgeoise a été longue et ferme, dans un pays donné, plus la bourgeoisie a réussi à amener aux postes importants du mouvement ouvrier, des hommes éduqués par elle, par ses conceptions, par ses préjugés, très souvent directement ou indirectement achetés par elle. Il est indispensable, et il faut le faire avec cent fois plus de hardiesse qu'on ne l'a fait jusqu'ici, de rejeter ces représentants de l'aristocratie ouvrière ou des travailleurs même inexpérimentés, proches de la masse exploitée et jouissant de sa confiance dans sa lutte avec les exploités. La dictature du prolétariat exigera la désignation de tels travailleurs inexpérimentés aux postes les plus importants du gouvernement, sans quoi le pouvoir de la classe ouvrière restera impuissant et ne sera pas soutenu par la masse.

9. La dictature du prolétariat est la réalisation la plus complète de la domination de tous les travailleurs et de tous les exploités, opprimés, abrutis, terrorisés, éparpillés, trompés par la classe capitaliste, mais conduits par la seule classe sociale préparée à cette mission dirigeante par toute l'histoire du capitalisme. C'est pourquoi la préparation de la dictature prolétarienne doit être partout et immédiatement commencée, entre autres, par les moyens que voici:

Dans toutes les organisations sans exception, — syndicats, unions, etc.—prolétariennes d'abord et ensuite non-prolétariennes, des masses laborieuses exploitées (qu'elles soient politiques, syndicales, militaires, coopératives, post-scolaires, sportives, etc.) des groupes ou des noyaux communistes doivent être formés, de préférence ouvertement, mais s'il le faut clandestinement—ce qui devient obligatoire toutes les fois que leur mise hors la loi et l'arrestation de leurs membres, sont à craindre; ces groupes, rattachés les uns aux autres et rattachés au centre du parti, échangeant le résultat de leur expérience, s'occupant d'agitation, de propagande et d'organisation, s'adaptent à tous les domaines de la vie sociale, à

tous les aspects et à toutes les catégories de la masse laborieuse, doivent procéder par leur travail multiple, à leur propre éducation, à celle du parti, de la classe et de la masse.

Il est, cependant, de la plus haute importance d'élaborer pratiquement—dans leur développement nécessaire—des méthodes d'action,—d'une part, à l'encontre des leaders ou des représentants autorisés des organisations, complètement corrompus par les préjugés impérialistes et petits-bourgeois (ces leaders, il faut impitoyablement les démasquer et les exclure du mouvement ouvrier) et d'autre part, à l'encontre des masses qui, surtout depuis la tuerie impérialiste, sont disposées à prêter l'oreille à l'enseignement de la nécessité de suivre le prolétariat, seul capable de les tirer de l'esclavage capitaliste. Il convient de savoir aborder les masses avec patience et circonspection, afin de comprendre les particularités psychologiques de chaque catégorie, de chaque profession, de chaque groupe au sein de cette masse.

10. Il est un groupe ou fraction de communistes qui mérite tout particulièrement l'attention et la surveillance du parti: c'est la fraction parlementaire, autrement dit le groupe des membres du parti élus au Parlement (ou aux municipalités, etc.). D'une part, ces tribunes sont, aux yeux des couches profondes de la classe laborieuse retardataire ou farcie de préjugés petits-bourgeois, d'une importance capitale; c'est d'ailleurs la raison qui fait que les communistes doivent du haut de ces tribunes mener une action de propagande, d'agitation, d'organisation, et expliquer aux masses pourquoi était nécessaire en Russie (comme il le sera le cas échéant dans tous les pays) la dissolution du Parlement bourgeois par le congrès pan-russe des Soviets. D'autre part, toute l'histoire de la démocratie bourgeoise a fait de la tribune parlementaire, notamment dans les pays avancés, la principale ou l'une des principales arènes des duperies financières et politiques, de l'arrivisme, de l'hypocrisie, de l'oppression des travailleurs. C'est pourquoi la haine vivace nourrie à l'égard des parlements par les meilleurs représentants du prolétariat est pleinement justifiée. C'est pourquoi les partis communistes et tous les partis adhérant à la III-e Internationale (dans les cas surtout où ces partis n'ont pas été créés par suite d'une scission avec les anciens partis après une lutte longue et acharnée, mais se sont formés par l'adoption souvent nominale d'une nouvelle position par les anciens partis) doivent observer une attitude très rigoureuse à l'égard de leurs fractions parlementaires, c'est-à-dire exiger: leur subordination complète au Comité Central du Parti; l'introduction de préférence dans leur composition d'ouvriers révolutionnaires; l'analyse la plus attentive dans la presse du parti et aux réunions de celui-ci, des discours des parlementaires du point de vue de leur attitude communiste; la désignation des parlementaires pour l'action de propagande parmi les masses, l'exclusion immédiate de tous ceux qui manifesteraient une tendance vers la II-e Internationale, etc.

11. Un des obstacles les plus graves du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes développés dérive du fait que grâce aux possessions coloniales et à la plus-value du capital financier, etc. le capital a réussi à y créer une petite aristocratie ouvrière relativement imposante et stable. Elle bénéficie des meilleures conditions de rétribution; elle est par-dessus tout, pénétrée d'un esprit de corporatisme étroit, de petite bourgeoisie et de préjugés capitalistes. Elle constitue le véritable «point d'appui» social de la II-e Internationale des réformistes et des «centristes» et elle est bien près à l'heure actuelle d'être le point d'appui principal de la bourgeoisie. Aucune préparation, même préalable du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est possible sans une lutte directe, systématique, large, déclarée, avec cette petite minorité, qui, sans aucun doute (comme l'a pleinement prouvé l'expérience) donnera nombre des siens à la garde blanche de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat. Tous les partis adhérant à la III-e Internationale doivent coûte que coûte donner corps dans la vie à ce mot d'ordre, «plus profondément dans les masses»,—«plus étroitement avec les masses» en comprenant par masse tout l'ensemble des travailleurs et des exploités par le capital, et surtout les moins organisés et les moins éclairés, les plus opprimés et les moins accessibles à l'organisation.

Le prolétariat ne devient révolutionnaire qu'autant qu'il ne s'enferme pas dans les cadres d'un étroit corporatisme et que pour autant qu'il s'agit dans toutes les manifestations et tous les domaines de la vie sociale, comme le chef de toute la masse laborieuse et exploitée. La réalisation de sa dictature est impossible sans préparation et sans la résolution de consentir aux pertes les plus grandes au nom de la victoire sur la bourgeoisie. Et sous ce rapport, l'expérience de la Russie a une importance pratique de principe. Le prolétariat russe n'aurait pas pu réaliser sa dictature, n'aurait pas pu conquérir la sympathie et la confiance générales de toute la masse ouvrière, s'il n'avait pas fait preuve de plus d'esprit de sacrifice et s'il n'avait pas plus profondément souffert de la faim que toutes les autres couches de cette masse, aux heures les plus difficiles des attaques, des guerres, du blocus de la bourgeoisie mondiale.

L'appui le plus complet et le plus dévoué du parti communiste et du prolétariat d'avant-garde est tout particulièrement nécessaire à l'égard de tout mouvement gréviste large, violent, considérable, qui est seul en état, sous l'oppression du capital, de réveiller véritablement, d'ébranler et d'organiser les masses, de leur inspirer une confiance pleine et entière en le rôle directeur du prolétariat révolutionnaire. Sans une semblable préparation, aucune dictature du prolétariat n'est possible, et les hommes capables de prendre fait et cause contre les grèves comme le font Kautsky en Allemagne et Turatti en Italie, ne doivent pas être tolérés au sein de partis qui se rattachent à la III-e Internationale. Ceci concerne certainement plus encore les leaders parlementaires et trade-unionistes qui, à tout moment, tra-

hissent les ouvriers, en leur enseignant par la grève le réformisme et non la révolution (exemples: Jouhaux en France, Gompers en Amérique, G. H. Thomas en Angleterre).

12. Pour tous les pays, même pour les plus «libres», les plus «légaux», les plus «spécifiques» au sens de la plus faible exacerbation de la lutte de classe, le moment est venu où il est d'une nécessité absolue pour tout parti communiste, d'unir l'action légale et illégale, l'organisation légale et l'organisation clandestine. Car dans les pays les plus cultivés et les plus libres, ceux du régime bourgeois-démocratique le plus «stable», les gouvernements, en dépit de leurs déclarations mensongères et cyniques, établissent déjà de secrètes listes noires de communistes, violent à tout instant leur propre constitution en soutenant plus ou moins secrètement les gardes-blancs et l'assassinat des communistes dans tous les pays, préparent dans l'ombre les arrestations des communistes, introduisant parmi eux des provocateurs, etc., etc...

Il n'est que le plus réactionnaire esprit petit-bourgeois, quelle que soit la beauté des phrases «démocratiques» et pacifistes dont il se pare, qui puisse nier ce fait et la conclusion obligatoire qui en découle: la formation immédiate par tous les partis communistes légaux d'organisations clandestines en vue de l'action illégale, organisations qui seront prêtes pour le jour où la bourgeoisie se mettra à traquer les communistes. Une action illégale dans l'armée, dans la flotte, dans la police est de la plus haute importance; depuis la grande guerre impérialiste, tous les gouvernements du monde ont pris peur de l'armée populaire et ont eu recours à tous les procédés imaginables pour constituer des unités militaires avec des éléments spécialement triés parmi la bourgeoisie et armés des engins meurtriers les plus perfectionnés.

Il est d'autre part également nécessaire dans tous les cas, sans exception, de ne pas se borner à une action illégale, mais aussi de poursuivre l'action légale en surmontant à cet effet toutes les difficultés en fondant des journaux légaux et des organisations légales sous les désignations les plus différentes, et le cas échéant en changeant fréquemment leurs dénominations. Ainsi agissent les partis communistes illégaux en Finlande, en Hongrie, en Allemagne et dans une certaine mesure, en Pologne, Lituanie, etc. Ainsi doivent agir les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) en Amérique, et devront agir tous les autres partis communistes légaux, au cas où il plairait aux procureurs de leur interdire des poursuites pour la seule acception des résolutions des Congrès de l'Internationale Communiste, etc...

L'absolue nécessité d'unir l'action légale et illégale n'est pas déterminée en principe par l'ensemble des conditions de l'époque que nous traversons, période de veille de dictature prolétarienne, mais par le besoin de montrer à la bourgeoisie qu'il n'y a pas et qu'il ne peut pas y avoir de domaines et de champ d'action, que n'aient pas conquis les communistes, et aussi parce qu'il existe encore partout de profondes couches du prolétariat, et dans des proportions

plus vastes encore une masse laborieuse et exploitée non prolétarienne, qui font toujours confiance à la légalité bourgeoise démocratique, et qu'il est très important pour nous de dissuader.

13. L'état de la presse ouvrière dans les pays capitalistes les plus avancés montre de façon éclatante le mensonge de la liberté et de l'égalité en démocratie bourgeoise, de même que la nécessité d'unir systématiquement l'action légale et illégale. Tant dans l'Allemagne vaincue que dans l'Amérique victorieuse, toutes les forces de l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie et toute l'astuce des rois de l'or sont mises en mouvement pour dépouiller les ouvriers de leur presse: poursuites judiciaires et arrestations (ou assassinat commis par des spadassins) des rédacteurs, confiscation des envois postaux, confiscation du papier, etc., etc. Et tout ce qui est nécessaire à un journal quotidien en fait d'information se trouve entre les mains des agences télégraphiques bourgeoises; les annonces sans lesquelles un grand journal ne peut pas couvrir ses frais sont à la «libre» disposition des capitalistes. En résumé la bourgeoisie par le mensonge, par la pression du capital et de l'Etat bourgeois dépouille le prolétariat révolutionnaire de sa presse.

Pour lutter contre cet état de choses les partis communistes doivent créer un nouveau type de presse périodique destiné à la diffusion en masse parmi les ouvriers, comportant: 1) Des publications légales qui apprendraient, sans se déclarer communistes et sans parler de leur dépendance du parti, à tirer parti des moindres possibilités légales, comme les bolchéviks l'ont fait sous le tsarisme après 1905; 2) des tracts illégaux, ne fût-ce que d'un format minime, paraissant irrégulièrement, mais imprimés par les ouvriers dans un grand nombre de typographies (clandestinement, ou si le mouvement s'est renforcé, par la main-mise sur les typographies) donnant au prolétariat une information libre, révolutionnaire, et des mots d'ordre révolutionnaires.

Sans une bataille révolutionnaire, qui entraînera les masses, pour la liberté de presse communiste la préparation de la dictature du prolétariat est impossible.

III. Modification de la ligne de conduite, et partiellement, de la composition sociale des partis adhérant et désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste.

14. Le degré de préparation du prolétariat des pays les plus importants, au point de vue de l'économie et de la politique mondiales, à la réalisation de la dictature ouvrière se caractérise avec le plus d'objectivité et d'exactitude, par le fait que les partis les plus influents de la II-e Internationale, tels que le Parti Socialiste Français, le Parti Social-Démocrate Indépendant Allemand, le Parti Ouvrier Indépendant Anglais, le Parti Socialiste Américain sont sortis de cette Internationale jaune et ont décidé, sous condition, d'adhérer à la III-e Internationale. Il est ainsi prouvé que l'avant-garde n'est pas seule, que la

majorité du prolétariat révolutionnaire a commencé, persuadée par toute la marche des événements, à passer de notre côté. L'essentiel maintenant est de savoir achever ce passage et solidement affermir par l'organisation ce qui a été obtenu, afin qu'il soit possible d'aller de l'avant sur toute la ligne sans la moindre hésitation.

15. Toute l'activité des partis précités (auxquels il faut encore ajouter le Parti Socialiste Suisse si le télégramme nous informant de sa décision d'adhésion à la III-e Internationale est exact) prouve (et n'importe quelle publication de ces partis le confirme indubitablement), qu'elle n'est pas encore communiste et va fréquemment à l'encontre des principes fondamentaux de la III-e Internationale en reconnaissant la démocratie bourgeoise au lieu de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste.

Pour ces raisons le II-e Congrès de l'Internationale Communiste déclare qu'il ne considère pas comme possible de reconnaître immédiatement ces partis; qu'il confirme la réponse faite par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux indépendants allemands; qu'il confirme son consentement d'entrer en pourparlers avec tout parti qui sortira de la II-e Internationale et qui exprimera le désir de se rapprocher de la III-e Internationale; qu'il accorde voix consultative aux délégués de ces partis à tous ses Congrès et Conférences; qu'il pose les conditions suivantes pour l'union complète de ces partis (et partis similaires) avec l'Internationale Communiste:

1. Publication de toutes les décisions de tous les Congrès de l'Internationale Communiste et du Comité Exécutif dans toutes les éditions périodiques du Parti.

2. Examen de ces dernières à des réunions spéciales de toutes les organisations locales du parti.

3. Convocation, après cet examen, d'un congrès spécial du parti afin d'en exclure les éléments qui continuent à agir dans l'esprit de la II-e Internationale.

Ce Congrès devra être convoqué aussi vite que possible et dans un délai maximum de quatre mois après le II-e Congrès de l'Internationale Communiste.

4. Expulsion du parti de tous les éléments qui continuent à agir dans l'esprit de la II-e Internationale.

5. Passage de tous les organes périodiques du parti aux mains de rédacteurs exclusivement communistes.

6. Les partis qui voudraient adhérer maintenant à la III-e Internationale mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique doivent préalablement veiller à ce que les deux tiers des membres de leur comité central et des institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades qui, déjà avant le II-e Congrès, s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du parti à la III-e Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve aussi le droit de faire des exceptions en ce qui concerne les représentants de la tendance centriste mentionnés au paragraphe 7.

7. Les membres du parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du parti. Il est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

Le II-e Congrès de la III-e Internationale doit charger son Comité Exécutif d'accepter formellement les partis précités et similaires en ayant soin de vérifier au préalable l'exécution en fait de ces clauses et le caractère communiste de l'activité du parti.

16. En ce qui concerne l'attitude des communistes qui forment la minorité actuelle parmi les militants responsables des partis précités et similaires, le II-e Congrès de l'Internationale Communiste décide que par suite de l'allure rapide du développement actuel de l'esprit révolutionnaire des masses, la sortie des communistes de ces partis n'est pas désirable, aussi longtemps qu'ils auront la possibilité d'y mener une action dans le sens de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste, de critiquer les opportunistes et les centristes qui y demeurent encore.

Toutefois lorsque l'aile gauche d'un parti centriste aura acquis une force suffisante, elle pourra, si elle le juge utile au développement du communisme, quitter le parti en bloc et former un parti communiste.

En même temps le II-e Congrès de la III-e Internationale approuve également l'adhésion des groupes et organisations communistes ou sympathisant au communisme au Labour Party Anglais, bien que ce dernier ne soit pas encore sorti de la II-e Internationale. Aussi longtemps que ce parti laissera à ses organisations leur liberté actuelle de critique, d'action, de propagande, d'agitation et d'organisation pour la dictature du prolétariat et pour le pouvoir soviétiste, aussi longtemps qu'il conservera son caractère d'union de toutes les organisations syndicales de la classe ouvrière, les communistes doivent faire toutes les tentatives et aller jusqu'à certains compromis afin d'avoir la possibilité d'exercer une influence sur les grandes masses des travailleurs, de dénoncer leurs chefs opportunistes du haut des tribunes en vue des masses, de hâter le passage du pouvoir politique des mains des représentants directs de la bourgeoisie aux mains des lieutenants ouvriers de la classe ouvrière capitaliste pour délivrer au plus tôt les masses des dernières illusions à ce sujet.

17. En ce qui concerne le Parti Socialiste Italien le II-e Congrès de la III-e Internationale, reconnaissant que la révision du programme voté l'année dernière par ce parti dans son Congrès de Bologne marque une étape très importante dans sa transformation vers le communisme, et que les propositions présentées par la Section de Turin au conseil général du parti publiées dans le journal *L'Ordine Nuovo* du 8 mai 1920 correspondent à tous les principes fondamentaux de la III-e Internationale, prie le Parti Socialiste Italien d'examiner, dans le prochain Congrès qui doit être convoqué en vertu des statuts du parti et des dispositions générales sur l'admission à la III-e Internationale, les sus-dites propositions

et toutes les décisions de deux Congrès de l'Internationale Communiste, particulièrement au sujet de la fraction parlementaire, des Syndicats et des éléments non communistes du parti.

18. Le II-e Congrès de la III-e Internationale considère comme inadéquates les conceptions sur les rapports du parti avec la classe ouvrière et avec la masse, sur la participation facultative des partis communistes à l'action parlementaire et à l'action des syndicats réactionnaires, qui ont été amplement réfutées dans les résolutions spéciales du présent congrès, après avoir été surtout défendues par «le Parti Ouvrier Communiste Allemand», et quelque peu par «le Parti Communiste Suisse», par l'organe du bureau viennois de l'Internationale Communiste pour l'Europe Orientale *Le Communismus*, par quelques camarades hollandais, par certaines organisations communistes d'Angleterre, — dont la «Fédération Ouvrière Socialiste», etc., ainsi que par les «I. W. W.» d'Amérique et par les «Shop Stewards Committees» d'Angleterre, etc., etc.

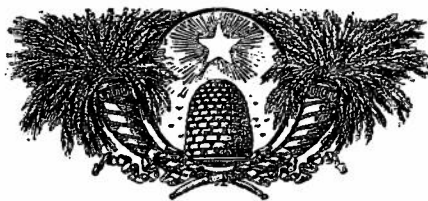
Néanmoins le II-e Congrès de la III-e Internationale croit possible et désirable la réunion à la III-e Internationale de celles de ces organisations qui n'y ont pas encore officiellement adhéré, car dans le cas présent, et surtout à l'égard des «Shop Stewards Committees» anglais nous nous trouvons en présence d'un profond mouvement prolétarien, qui se tient en fait sur le terrain des principes fondamentaux de l'Internationale Communiste. Dans de telles organisations, les conceptions erronées sur la participation à l'action des parlements bourgeois s'expliquent moins par le rôle des éléments issus de la bourgeoisie qui apportent leurs conceptions, d'un esprit, au fond petit-bourgeois, telles que le sont souvent celles des anarchistes, que par l'inexpérience politique des prolétaires vraiment révolutionnaires et liés avec la masse.

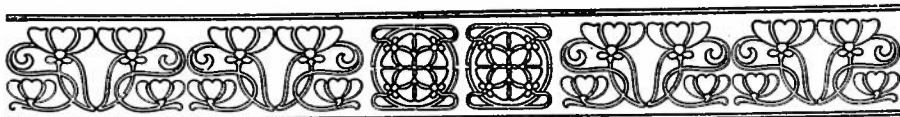
Le II-e Congrès de la III-e Internationale prie pour ces raisons toutes les organisations et tous les groupes communistes des pays anglo-saxons de poursuivre même au cas où les «I. W. W.» et les «Shop Stewards Committees» ne se rattacheraient pas immédiatement à la III-e Internationale, une politique de relations plus amicales avec ces organisations, de rapprochement avec elles et avec les masses qui sympathisent avec elles, en leur faisant comprendre amicalement du point de vue de l'expérience de toutes les révolutions et surtout des trois révolutions russes du XX-e siècle, le caractère erroné de leurs conceptions, et en réitérant les tentatives de fusion avec ces organisations dans un parti communiste unique.

19. Le Congrès attire l'attention de tous les camarades, surtout des pays romans et anglo-saxons sur ce fait: depuis la guerre une profonde division d'idées se produit parmi les anarchistes du monde entier au sujet de l'attitude à observer vis-à-vis de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste. Dans ces conditions parmi les éléments prolétariens qui ont souvent été poussés à l'anarchisme par la haine pleinement justifiée de l'opportuniste et du réformisme de la II-e Internationale, on observe une compréhension particulièrement exacte de ces principes, et qui ne fait que s'étendre davantage au fur et à mesure que l'expérience de la Russie, de la Finlande, de la Hongrie, de la Lituanie, de la Pologne et de l'Allemagne est mieux connue.

Pour ces raisons le Congrès croit du devoir de tous les camarades de soutenir par tous les moyens le passage de tous les éléments prolétariens de masses de l'anarchisme à la III-e Internationale.

Le Congrès considère que le succès de l'action des partis vraiment communistes doit être apprécié entre autres, dans la mesure où ils auront réussi à attirer à eux tous les éléments vraiment prolétariens de l'anarchisme.





LE DEUXIÈME CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(Discours du camarade Zinoviev à la séance du Soviet de Pétrograd, du 12 août 1920).

Camarades!

Permettez-moi maintenant de vous mettre au courant des travaux de notre II^e Congrès de l'Internationale Communiste. Je dois dire cependant que je n'ai pas eu la possibilité de préparer tous les matériaux nécessaires pour ce rapport. Dans ces conditions, je ne pourrai vous donner qu'un aperçu général des travaux du Congrès.

Camarades, nous avons donné à notre Congrès le qualificatif de mondial. Aujourd'hui que vous avez la possibilité d'entendre le récit d'un des délégués au Congrès, vous verrez que ce n'est pas une simple fanfaronnade de notre part, et que le Congrès fut bien par sa composition, un Congrès mondial.

J'ai en mains la liste de toutes les délégations qui y participèrent. Je me bornerai à vous énumérer les pays représentés: Angleterre, Allemagne, France, Suède, Espagne, Hongrie, Portugal, Italie, Mexique, Suisse, Turquie, Pologne, Galicie Orientale, Lithuanie, Russie Blanche, Géorgie, Lettonie Perse, Corée, Amérique, Hollande, Indes, Norvège, Danemark, Finlande, Esthonie, Tcheco-Slovaquie, Arménie, Belgique, Azerbeïdjan, et, cela va sans dire, Russie. Comme vous voyez, tous les pays de quelque importance au point de vue du mouvement ouvrier, voire du mouvement révolutionnaire en général, étaient donc représentés. Ainsi, nous étions bien en droit de donner à notre Congrès le qualificatif de mondial.

Pendant que nous étions réunis à Moscou, la II^e Internationale jaune tenait son Congrès et peut-être le tient encore à Genève. Nous ne savons pas quels sont les partis représentés à ce Congrès, mais si nous déduisons du nombre total des partis ouvriers, les partis qui étaient à Genève, et non à Moscou, nous obtenons un nombre qui voisine fort avec zéro. Aussi, pouvons-nous dire sans crainte que les partis qui participent au Congrès de Genève, sont, ou des partis socialistes jaunes avérés, devenus depuis longtemps des agences politiques bourgeoises ou des groupements fictifs. Au nombre des premiers, il faut citer le Parti social-démocrate allemand de Noske et de Scheidemann; la Hongrie a deux partis représentés, dont j'ai le regret de n'avoir pas retenu les noms. Mais il me suffira de vous

dire que l'un des deux avait été démasqué sous la République bourgeoise, comme provocateur, et que l'autre continue à être au service de l'amiral Horthy, ce qui ne l'empêche pas de se rendre au Congrès «socialiste» International de Genève. D'où ce contraste saisissant: d'une part nous voyons réuni à Moscou, tout ce que la classe ouvrière mondiale a de révolutionnaire et de combatif, et de l'autre, nous voyons réuni à Genève, capitale d'une petite république «démocratique» de petite bourgeoisie, les représentants de la vieille social-démocratie corrompue. En la personne de ces frères, nous avons une évocation complète du royaume des ombres: nous y voyons M. Vandervelde, nous y voyons les spadassins «socialistes», ces auxiliaires des bourreaux de Budapest, etc... Et cette vénérable compagnie s'intitule l'Internationale.

Nous n'avons pas la possibilité de vous faire connaître les décisions prises à Genève. Le seul détail dont les journaux aient fait mention c'est que l'opportuniste hollandais bien connu, Troelstra, y a fait accepter une résolution où il est dit que la classe ouvrière, pour vaincre, a le droit de recourir le cas échéant à la grève générale. Troelstra cherche à redorer ainsi le blason de son Internationale jaune afin de la présenter à la classe ouvrière comme une organisation tant soit peu acceptable pour le prolétariat. Il s'efforce à faire entendre sa voix derrière le mouvement international, et d'un geste magnanime accorde au travailleur le droit de recourir à la grève générale. C'est là ce qu'on nous dit au moment où la classe ouvrière a laissé depuis longtemps derrière elle la grève générale pour passer à l'insurrection. Car la classe ouvrière (je ne parle pas de celle de Russie) de Hongrie, de Finlande, de Lithuanie, d'Allemagne n'en est déjà plus à sa première insurrection. Aussi dire aujourd'hui que la grève générale est le suprême recours, c'est bien soutenir en fait la bourgeoisie. Il est vrai que la bourgeoisie n'a aucune sympathie pour la grève générale, mais point n'est besoin de dire qu'elle préfère la grève des bras croisés à l'insurrection. Ceux qui restent dans la II^e Internationale, font ainsi rétrograder le prolétariat mondial à la théorie des bras croisés. Tandis que ce qui s'est uni sous le

drapeau de la III-e Internationale, mène de l'avant le prolétariat en lui prouvant que l'arme éprouvée de l'insurrection, doit être employée aussi souvent et aussi longtemps que l'avant-garde du prolétariat mondial n'aura pas affranchi par le fer et par le feu l'humanité du joug capitaliste.

Camarades, tous les partis et groupements représentés à notre Congrès n'offraient pas une complète uniformité. Tout travailleur conscient comprend qu'après la crise qu'a dû traverser la classe ouvrière mondiale par suite de la guerre impérialiste, après la faillite de la II-e Internationale qui a enterré les meilleures espérances des prolétaires avancés de tous les pays, après tout ce qu'il nous a été donné de voir depuis 4 ou 5 ans: des dizaines et des centaines d'anciens leaders du socialisme faisant cause commune avec la bourgeoisie, toutes les conceptions rendues méconnaissables par la II-e Internationale au point de vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes, il est tout naturel, dis-je, que la classe ouvrière doive traverser après cela une grave crise idéologique. C'eût été chose bien étonnante si tout le monde avait compris d'emblée la nouvelle situation. La classe ouvrière devait elle-même trouver sa voie, faire sortir de son sein de nouveaux chefs, et reconstruire d'un bout à l'autre ses organisations contre la bourgeoisie et les social-traitres. La guerre terminée, il lui a fallu s'orienter de nouveau dans une situation d'une complexité inconnue jusqu'alors. Dès lors, c'est l'évidence même que dans la classe ouvrière devaient surgir quelques nouveaux groupements et un nouvel état d'esprit. Et ces nouveaux groupements et ce nouvel état d'esprit étaient représentés au II-e Congrès de l'Internationale Communiste. Nous y avons vu nombre de groupements dont la majeure partie par leurs tradition, histoire et organisation sont purement communistes. Étaient aussi représentées des organisations, des opinions et des tendances de la pensée ouvrière encore en voie d'évolution et qui ont surgi de la débâcle de la II-e Internationale au sein de la crise effroyable de la société capitaliste. Il y avait aussi des représentants de la fraction la plus consciente du mouvement anglais, connue en Angleterre et en Australie, sous le nom de Shop Steward Committees et en Amérique et dans les autres pays sous le nom d'I. W. W. (travailleurs industriels du monde). Par leur programme, ces derniers ne sont pas purement communistes. Ils ont derrière eux une histoire tout autre que nous, Russes, ou que nos camarades hongrois. Tels de leurs groupes sont nés de la guerre mondiale. Comme je l'ai déjà dit dans un de mes articles, leur poing est levé sur le régime capitaliste, mais ils n'ont pas de programme net et précis. Ces militants n'ont pas encore d'idées claires. Ils sont farcis de préjugés syndicalistes et anarchistes. Quelques-uns des partisans de ces organisations sont en désaccord avec nous sur cette question: Pouvons-nous oui ou non, utiliser la tribune parlementaire pour l'agitation communiste révolutionnaire? Certains ne comprennent pas le rôle du parti. D'autres, ayant des vues particulières sur les syndicats, estiment que le syndical peut remplacer le parti.

Et sur de nombreux autres points nous ne pouvons tomber d'accord avec ces groupes.

Devant nous, communistes, se posait cette question: devons-nous accepter dans notre sein ces nouveaux groupements assez vastes, qui, je le répète, n'ont aucune organisation bien définie, mais dont les idées exercent une influence sur des centaines de milliers d'ouvriers des divers pays. Nous devons choisir: nous séparer d'eux parce qu'ils n'ont pas atteint une complète maturité communiste, ou les attirer dans nos rangs afin qu'ils s'instruisent dans l'enceinte de la III-e Internationale, ils fassent parmi nous abandon de leurs préjugés et deviennent des communistes consommés.

La II-e Internationale avait une coutume bien établie. Tout homme qui connaît son histoire sait ce qu'il en coûtait chez elle à un groupement ouvrier d'avoir sur un point quelconque une opinion différente du point de vue officiel de la II-e Internationale. Il était aussitôt frappé d'ostracisme, l'objet de sarcasmes, exclu des congrès, montré du doigt. Ce sont des «syndicalistes», disait-on, et nous n'avons rien de commun avec ces fauteurs de troubles et ces girouettes. Nous avons combattu et nous combattons l'erreur syndicaliste, la confusion et les préjugés que l'on trouve dans les organisations dont nous avons parlé plus haut. Mais nous n'oublions pas qu'au sein de ces organisations luttent des dizaines et des centaines de milliers de prolétaires qui veulent sincèrement le renversement du régime capitaliste, qui seront à nos côtés sur les barricades contre le capital international, et qui sont tout autant que nous les ennemis mortels de la société bourgeoise. Et pour nous, c'est en ce moment l'essentiel. Avec de tels groupements qui bien que n'adhérant pas en Angleterre, en Amérique, en Australie, en France, à notre parti, sont résolument partisans de la dictature du prolétariat, soutiennent sincèrement la forme de gouvernement soviétiste, veulent entrer dans les rangs de la III-e Internationale et prennent l'engagement d'exécuter ses décisions, avec de tels travailleurs, dis-je, nous devons aller la main dans la main. Et nous les invitons à prendre place parmi nous afin qu'ils puissent se débarrasser plus facilement de leurs préjugés.

Je dois dire que cette décision ne fut pas prise sans quelques tiraillements. Certains délégués de partis communistes, et en premier lieu l'éminent représentant du Parti Communiste Allemand—j'ai déjà parlé de ce fait dans les journaux—déclaraient: «Nous avons été envoyés à un Congrès communiste et vous voulez l'inonder des représentants du mouvement des Shop Stewards Committees, des I. W. W., etc... Vous modifiez l'aspect du II-e Congrès de l'Internationale Communiste; ce n'est pas ce que nous voulions». On nous parlait de la nécessité de former avant tout un groupe d'hommes adhérent sans réserves à nos principes sans courir derrière une multitude de délégués. Et lorsque nous eûmes décidé, au Comité Exécutif, par une écrasante majorité, de faire appel à ces groupements, ce même représentant allemand de la tendance doctrinaire nous déclara

que nous venions, par cet acte, «d'enterrer» la III-e Internationale!

Je vous fait part de cet épisode parce qu'il a une portée internationale et que nous devons nous demander si la route prise par notre parti et après lui par le Congrès est la bonne. Mais nous avons ri un bon coup lorsque nous avons entendu dire que l'Internationale Communiste venait de périr. Nous avons admis parmi nous les représentants des organisations ouvrières, des syndicats *ouvriers*, de ces partis qui veulent sincèrement se rattacher à la III-e Internationale, qui, comme fascinés par la lumière, accourent vers Moscou pour recevoir les directives de l'Internationale Communiste et qui, dans leur pays, pendant et après la guerre ont montré en fait qu'ils sont les adversaires implacables du capitalisme. Pouvons-nous fermer les portes de l'Internationale Communiste à ces groupements ouvriers venant à nous, au moment où la classe ouvrière se ressaisit de nouveau, où elle commence à s'organiser sur une échelle internationale et s'appête à livrer le combat final? Fermer les portes au moment où l'autorité idéologique du communisme est reconnue de tous, au moment où la principale force révolutionnaire est constituée par le prolétariat russe, dirigé par le parti communiste? Pouvons-nous fermer nos portes aux groupements *prolétariens*, qui n'ont pu se débarrasser définitivement des préjugés, engendrés par la vieille histoire de la II-e Internationale, et en partie par l'état actuel de l'Europe?

N'y a-t-il pas aussi des partis, regardés comme communistes, et qui en fait ne le sont pas? Je prendrai pour exemple, le parti *italien*. Ce parti est un des meilleurs. L'état d'esprit des travailleurs italiens est des plus révolutionnaires. Là-bas, la révolution prolétarienne est parvenue à maturité. Et dans ce parti il y a néanmoins un groupe réformiste très important. Dans la fraction parlementaire socialiste d'Italie, on compte près d'une centaine d'avocats petits - bourgeois prêts à saboter à tout moment la révolution ouvrière. Tout vieux fonctionnaire du mouvement syndical italien, est un réformiste incorrigible. Et s'il fait mine de soutenir les idées communistes, soyez sûrs que c'est à contre-cœur et parce que les ouvriers lui donnent de bonnes bourrades dans le dos.

Comment s'étonner dès lors qu'il y ait en Italie deux ou trois milliers de travailleurs révolutionnaires se tenant à l'écart du parti communiste et professant des idées anarchistes-syndicalistes? Il est parfaitement compréhensible que des travailleurs révolutionnaires brûlant du désir d'en finir une fois pour toutes avec la bourgeoisie, n'aient aucune sympathie pour un parti qui souffre en son sein des réformistes. C'est ce qui a fait surgir un groupement de travailleurs révolutionnaires, en dehors du parti communiste. En Italie, s'est fondée une union syndicale ayant à sa tête des syndicalistes et des anarchistes, le plus souvent des brouillons révolutionnaires, mais qui se compose en majeure partie de travailleurs prêts à engager la lutte finale avec la bourgeoisie.

Nous voyons la même chose se répéter en Angleterre et en Amérique. Vous savez tous que dans ces deux pays il n'y a pas encore de parti communiste représentant vraiment une force. Ici, l'opportunisme a tellement maîtrisé le mouvement ouvrier, qu'on n'est pas encore arrivé à former un fort parti communiste. Tout ce qu'il y a de révolutionnaire, d'antiopportunisme en Amérique et en Angleterre, cherche une issue ailleurs. Ces éléments se réunissent dans des groupements divers, tels que les Shop Stewards Committees, les I. W. W., etc... Et par une voie détournée, ce mouvement va vers la formation d'un parti communiste. Ici, l'histoire a suivi des chemins tortueux. Du point de vue de l'Internationale, nous sommes obligés de compter avec ce fait que dans des pays comme l'Angleterre et l'Amérique il n'y a toujours pas de fort parti communiste ouvrier, mais que par contre, nous y voyons un mouvement, encore imprécis et flottant, mais manifestement révolutionnaire et prolétarien qui se développe vers le communisme. Notre devoir est de nous fondre avec ce mouvement, de l'organiser, de l'instruire, de lui donner une forme d'organisation précise et des mots d'ordre.

Parlant de ce point de vue, nous pensions que ce nouveau mouvement, encore en évolution, est le résultat évident de l'époque de transition d'après-guerre et que nous devons le prendre en remorque, ces éléments voulant venir à l'Internationale Communiste et nous donner la main pour combattre la bourgeoisie. A certains groupes que je qualifie doctrinaires ont répondu: que nous sommes obligés de lutter dans la même mesure contre les digressions de droite et de gauche du communisme. Nous avons répondu: Non, mille fois non. Nous sommes obligés de lutter contre les digressions de droite et de gauche, c'est vrai. Mais en aucun cas, dans la même mesure et par les mêmes moyens. Nous devons lutter contre le réformisme et le social-pacifisme. A ces mouvements nous devons faire une guerre à mort. Ce sont des ennemis de classe. Il se peut que quelques réformistes, en tant qu'individus, soient dignes de respect, mais à l'heure actuelle ils servent de frein au mouvement communiste. Nous devons mener contre eux une lutte implacable. Nous posons en ultimatum l'expulsion de ces éléments des rangs de l'Internationale Communiste. Contre l'opposition de «gauche»-gauche entre guillemets, parce qu'il ne peut pas y avoir plus gauche que le communisme—on doit appliquer un autre système. Ici, nous nous trouvons en présence d'hommes qui sont des communistes d'hier. C'est un noyau de travailleurs révolutionnaires, désireux de marcher avec nous. Nous sommes tombés d'accord avec la *tendance* doctrinaire. Lorsqu'au Comité Exécutif on passa au vote nominal, tous contre trois ou quatre camarades, partagèrent les vues de notre parti, à savoir, que ces nouveaux groupements de l'époque de transition *doivent* être attirés dans nos rangs. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait.

Après deux semaines de travaux (un Congrès est toujours une bonne école pour chacun de nous) nous pouvons dire avec satisfaction que nous avons pris la bonne voie. Nous nous som-

mes séparés avec les représentants de cette «gauche»—en bons amis. Ils s'en iront en Angleterre, en Amérique et dans les autres pays défendre notre point de vue, et aider leurs adeptes à se débarrasser des préjugés qu'ils ont gardés jus'ici. Et je considère que c'est là un des principaux résultats de notre Congrès. Nous avons amené à notre point de vue bon nombre d'honnêtes et sincères militants prolétariens, représentants de dizaines, de centaines, de milliers et demain peut-être de millions de travailleurs, mûrs pour la révolution au point de souhaiter la mêlée finale avec la bourgeoisie, mais qui ne savent pas comment s'organiser à cet effet, et qui n'ont pas de programme précis. Ce programme l'Internationale Communiste le leur donnera. Avec notre appui ces organisations élaboreront une bonne tactique de lutte. En un mot, nous n'avons pas rejeté ces groupements de transition, mais nous les avons admis dans la III-e Internationale afin d'aider les travailleurs des autres pays à consolider leurs organisations.

Camarades, un autre groupement particulier était aussi représenté au Congrès. Un groupe de repentis: les délégués du Parti Socialiste Français et du Parti Indépendant Allemand. Le parti français est ce parti officiel de socialistes qui pendant la guerre fit cause commune avec la bourgeoisie et qui aujourd'hui, grâce aux efforts d'une de ses fractions, cherche à réparer ses fautes, vote contre les crédits de guerre, contre le traité de Versailles, et exprime le désir d'entrer dans la III-e Internationale. Le parti allemand a dans son sein des millions de travailleurs organisés et par le nombre il apparaît incontestablement comme le plus fort parti ouvrier d'Allemagne. Ces deux groupes étaient représentés par leurs délégués officiels à notre Congrès, et la question la plus importante était de savoir quelle serait notre attitude à l'égard de ces deux partis. Marcel Cachin et l'rossard représentaient le parti socialiste français. Le premier est rédacteur de l'organe officiel du parti; le deuxième est secrétaire du parti. Cachin est de ceux qui au début de la révolution russe, soutinrent la prolongation de la guerre, l'offensive voulue par Kérensky, mais qui aujourd'hui s'en repentent sincèrement. Cachin est un ami sincère de la classe ouvrière et un homme tout à fait désintéressé. Pendant la guerre, il causa néanmoins par sa tactique, un préjudice considérable à la classe ouvrière. Cachin dès avant le Congrès, avait déclaré ouvertement à une séance du Soviet de Moscou reconnaître ses fautes; et, au nom de ses amis il s'en était excusé devant le prolétariat russe. Il a dit textuellement: «Je vous demande pardon». Certes, camarades, on ne tranche pas une tête parce qu'elle est fautive, et il ne nous restait plus qu'à accepter ses excuses. Mais ici l'important est le côté politique. Car s'ils sont nombreux dans le parti socialiste français ceux qui, comme Cachin, se repentent sincèrement et sollicitent le pardon de leurs péchés, il y en a beaucoup aussi, qui viennent à nous par diplomatie; ils sentent le terrain glisser sous leurs pieds et ils se rendent compte que l'unique force est la III-e Internationale. Ces hommes sont habitués à être de toutes les fêtes. Ils ne sont pas

habitués à lutter pour leurs opinions. Du moment que la III-e Internationale a vaincu, ils veulent bien s'en rapprocher, pour d'une manière ou d'une autre temporiser: Peut-être, ce nuage s'en ira-t-il, pensent-ils, et le soleil brillant de nouveau pour la bourgeoisie viendra réchauffer les vieux os de l'opportunisme international. X

Beaucoup de ces «diplomates» déclarent aujourd'hui qu'ils se placent sur la plate-forme de l'Internationale Communiste. L'an dernier, camarades, à Moscou et à Pétrograd nombre de représentants de la bourgeoisie se disaient ainsi partisans du pouvoir soviétique. En fait ils en ont été les partisans à partir du moment où il n'y a plus eu moyen de faire autrement. Il en est une fois de plus ainsi aujourd'hui des chefs de l'opportunisme international lorsqu'ils déclarent se placer sur la plate-forme de l'Internationale Communiste.

X Nous les avons invités à notre congrès afin de donner la possibilité au prolétariat russe et international de les voir à l'œuvre, afin que les travailleurs apprennent à les connaître et à les juger. Ils ont assisté au Congrès et aux travaux de ses commissions presque jusqu'à la fin. Nous leur avons donné une réponse nette et précise: les 21 conditions d'affiliation à l'Internationale Communiste. Nous avons vainement cherché 10 conditions de plus afin de rendre leur adhésion plus difficile encore; mais toute notre imagination n'a rien pu trouver de plus. Nous avons de bonnes raisons de croire que ces 21 points hérissés leur suffiront. Si comme on le dit, il est difficile au chameau de passer par le trou d'une aiguille, il en sera de même aux opportunistes pour passer par ces 21 conditions. La première condition exige que tous les journaux du parti soient rédigés par des communistes connus. Cette condition est pour eux inacceptable parce qu'ils sont tous ou avocats ou écrivains et vivent tous de leur plume. En outre, nous exigeons qu'on les remplace par des communistes, fermes et sûrs, ayant adhéré à la III-e Internationale avant le Congrès. Nous exigeons que tous ceux qui voteront contre ces 21 conditions soient expulsés du parti ainsi que tous les éléments douteux, et ainsi de suite.

Nous avons remis à Cachin une lettre ouverte aux travailleurs français dans laquelle nous démasquons toute la corruption du Parti Socialiste Français. Nous y avons démontré que ce parti est contre-révolutionnaire dans son ensemble, que ses journaux sont conçus dans un esprit petit-bourgeois et anti-révolutionnaire. Nous avons désigné par leurs noms tous les «socialistes» qui tiennent le parti entre leurs mains, qui hier menaient le prolétariat à la boucherie sur un geste de la bourgeoisie et qui aujourd'hui mettent à la voile vers la III-e Internationale sous le prétexte que le vent souffle de ce côté. Cette lettre ils ont promis de la publier dans tous les organes du parti.

Il faudra donc que certains repentis se blâment eux-mêmes publiquement. Nous avons rédigé cette lettre de telle sorte qu'à sa lecture tout travailleur conscient ne manquera pas de dire: Oui, toutes ces figures nous sont familières. X Nous l'avons fait afin que le Parti Socialiste Français se désagrège plus encore et que tout ce

qu'il y reste d'éléments honnêtes et révolutionnaires en sorte. Nous n'avons pas incorporé ce parti dans l'Internationale Communiste et nous ne le ferons pas aussi longtemps qu'il n'aura pas purgé ses rangs des opportunistes. Car, il a fort été question, au Congrès, «d'épuration». Et il est des partis qui ont grand besoin d'être épurés. Oui, camarades, nous exigeons un nettoyage en règle de toutes les organisations qui ont si fortement compromis la cause de la révolution mondiale prolétarienne. Nous n'avons pas admis dans notre sein le parti français, mais nous avons agi de manière à ce que le travailleur français comprenne bien qu'on peut entrer dans la III-e Internationale, mais qu'il est nécessaire au préalable de nettoyer le parti, d'en rejeter tous ceux qui l'acheminent dans les eaux de la bourgeoisie. ✘

C'est aussi la tactique que nous avons adoptée à l'égard du Parti Indépendant Allemand, qui est le plus grand parti qui soit. Il groupe un million de membres. Par sa composition, il représente sans contredit un parti prolétarien. A l'heure actuelle, bien que la situation en Allemagne soit relativement calme, des milliers de travailleurs membres de ce parti sont emprisonnés. Pareil fait mérite que nous nous découvrons avec respect devant ces milliers de travailleurs emmurés dans les prisons bourgeoises de l'Allemagne et que nous disions: du moment qu'il y a là une telle quantité de militants, il est évident que beaucoup d'entre eux veulent décidément soutenir la lutte révolutionnaire.

Nos amis revenus d'Allemagne, affirment à l'unisson qu'aux heures d'action révolutionnaire, la majeure partie des membres de ce parti marche avec nous et qu'il est difficile de faire une distinction entre le travailleur communiste et le travailleur «indépendant», surtout en ce qui concerne l'indépendant de gauche. C'est un fait avec lequel nous devons compter.

Eu égard à cette situation, nous avons manœuvré de façon à diviser les deux ailes du Parti Indépendant Allemand. Malheureusement, les socialistes indépendants de gauche n'ont pas encore créé d'organisation. Ils n'ont su ni s'organiser, ni former une fraction centralisée. Néanmoins, ils commencent à se grouper idéologiquement, et tiennent résolument tête aux éléments de droite obligés de céder de plus en plus de terrain sous les coups de la lutte de classe. Deux représentants de gauche et deux représentants de droite, c'est-à-dire centristes, étaient venus à notre Congrès. Nous les y avons admis, bien que certains eussent dit que c'était là profaner notre Congrès. Mais nous pensions qu'au nom des travailleurs allemands, il fallait devant l'auditoire que constituait notre Congrès mondial montrer les dessous du Parti Socialiste Indépendant, révéler cette lutte sourde de deux tendances et poser toutes nos questions avec netteté.

Je ne peux m'arrêter en détails sur toutes les péripéties de la lutte, mais je constate qu'à la dernière séance de l'Internationale Communiste qui eut lieu après la clôture du Congrès, nous avons vu la délégation du Parti des Indépendants Allemands se scinder en présence de tout le Congrès. Les centristes Dittmann et Crispian-

déclaraient qu'ils ne pouvaient reconnaître leurs torts et qu'ils étaient «bien obligés de dire» que nous leur en demandions trop.

Daümig et de Steker pourtant déclaraient franchement et sincèrement qu'ils acceptaient toutes les conditions élaborées par le Congrès et exigeraient de leur parti l'adhésion à l'Internationale Communiste. Ils acceptaient nos conditions; et parmi ces dernières, soit dit entre parenthèses, nous exigeons l'expulsion de Kautsky et de Hillerding.

Camarades, cette scission est significative parce qu'elle ira indubitablement dans le très-fonds des masses où, nous en avons la certitude, la grande majorité des travailleurs, membres du Parti Social-Démocrate Indépendant, c'est-à-dire tous ceux qui vont avec les communistes aux démonstrations et sur les barricades, sera avec nous. Nous sommes sûrs que la scission dans les hautes sphères du parti aura pour effet une scission bien plus rapide dans les couches inférieures. Nous sommes certains que nous réussirons à créer en Allemagne un grand parti communiste dans lequel entreront à la fois les spartakistes et le parti communiste ouvrier actuel (nous l'avions instamment invité à notre Congrès et lui avons donné voix délibérative, mais ses représentants n'y ont pas assisté. Ces communistes de «gauche» nous avaient envoyé deux délégués Polia et Mergués qui ont pris la fuite au dernier moment par crainte d'avoir à opposer leurs idées aux nôtres). Nous avons bon espoir que l'élite des spartakistes et des indépendants, sous la conduite de l'Internationale Communiste, saura organiser prochainement un grand parti communiste, qui s'appuiera sur des centaines de milliers de prolétaires organisés, issus de la gauche du Parti Socialiste Indépendant et qui aura pour programme celui du II-e Congrès de l'Internationale Communiste. Voilà ce que j'avais à vous dire au sujet des divers groupements représentés au Congrès et de la lutte de principes qui s'y est déroulée.

Quant à ses travaux, les journaux en ont donné un compte-rendu d'ensemble. La première question à l'ordre du jour, de même que par son importance fut celle du rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne. Cette question est en Russie tout ce qu'il y a de plus claire parce que nous avons eu la possibilité de voir par l'expérience même, combien le parti nous est nécessaire. Mais à l'échelle internationale elle reste encore à solutionner. Il est des groupements qui considèrent qu'un parti communiste n'est pas nécessaire. De bons amis, les syndicalistes de gauche français, publient un article sous le titre: «Tout le pouvoir aux syndicats». Oui, disent-ils, le pouvoir soviétiste est nécessaire, tout ce qu'il a fait l'est aussi; mais pour réaliser cela est-il besoin d'avoir un parti communiste? Le syndicat pourra s'acquitter de cette tâche. Et après eux, les I. W. W. d'Amérique, les Shop Stewards Committees d'Angleterre et d'autres organisations nous tiennent le même langage.

Ce point de vue erroné s'explique bien simplement: chat échaudé craint l'eau froide. Les camarades français, anglais et américains ont été échaudés par leurs partis «socialistes», devenus

des auxiliaires des capitalistes. Maintenant ils pensent qu'il ne peut pas y avoir de parti qui ne les dupera pas et qui, une fois au Parlement, resterait fidèle au drapeau rouge. Ils craignent le Parlement comme le feu. A leur avis, du moment qu'on entre au Parlement, la glissade est inévitable.

Il est facile de comprendre cet état d'esprit et on ne peut le combattre aujourd'hui que par la propagande et l'action. Nous devons montrer *en fait* qu'il existe de vrais partis communistes caulés d'une seule pièce, ayant une discipline de fer, des chefs prolétariens sachant se tenir à la tête de notre classe et la diriger dans toutes les circonstances de la vie. Aujourd'hui, on ne peut plus convaincre les travailleurs que par des actes. Au Congrès nous disions à ces communistes «de gauche»: Vous ne pouvez croire à l'existence de partis ouvriers autres que ceux des Scheidemann et des Henderson. Mais donnez-vous la peine de regarder: voyez le parti communiste russe, considérez son attitude à l'égard de la classe ouvrière et son poids dans la mêlée mondiale: Mais regardez le parti communiste allemand, son leader parlementaire Karl Liebknecht qui a su si bien tenir et mourir pour le drapeau rouge; voyez ce parti qui a trouvé moyen de renaitre après des défaites aussi douloureuses! Vous ne croyez pas qu'il puisse y avoir de partis d'un autre calibre que les vieux partis officiels social-démocrates? Mais prenez le parti communiste hongrois, qui a su, dans un moment des plus difficiles s'emparer du pouvoir, puis reprendre de nouveau une existence clandestine et qui s'apprete aujourd'hui, en qualité de parti illégal, à entreprendre une nouvelle lutte. Nous leur avons signalé la naissance de nouveaux partis communistes dans les petits pays. La nouvelle époque, leur disions-nous, enfante des parlementaires nouveaux qui nous resteront fidèles aussi bien au Parlement que partout où les enverra la classe ouvrière, qui n'hésiteront pas ensuite à prendre le fusil, à se faire soldats de la révolution, à se mettre à la tête des services de l'approvisionnement, etc., etc... tout en gardant fidélité à leur classe ouvrière et à mourir s'il le faut pour elle. Et, je vous assure, camarades, que c'est un argument qui a porté. Si nous leur avions dit en fermant les portes devant eux: «Nous sommes des communistes «purs» et vous ne l'êtes pas; dépêchez-vous de prendre la fuite et attendez jusqu'au jour où vous serez aussi sensés que nous», nous aurions rendu un grand service à la bourgeoisie.

Mais lorsque nous leur avons ouvert les portes de l'Internationale Communiste, que nous les avons invités dans nos commissions, que nous leur avons fait l'historique de notre lutte titanique, de notre action militante dans le mouvement syndical russe, que nous leur avons dit combien les syndicats étaient d'abord menchéviks, quel était le rôle des soviets sous Kérénsky et quel rôle formidable a joué la minorité de travailleurs communistes, qui a aidé les soviets à s'engager dans la bonne voie; quand nous leur avons montré sur le vif le rôle d'un vrai parti communiste, l'avant-garde de la révolution prolétarienne,

avant, pendant l'insurrection et après la victoire, c'est-à-dire au moment où il faut organiser le pouvoir et l'armée, ils ont compris notre point de vue.

Vous pensez, leur disions-nous, que les syndicats peuvent assumer cette grande tâche et qu'ils y suffisent? Dites-nous dans ces conditions comment on organisera l'armée rouge? Sera-ce par profession, c'est-à-dire une armée d'ouvriers textiles, une autre de peaussiers, une troisième de métallurgistes, etc.? Eh bien! non, il ne faut qu'une *seule et unique armée rouge*. Et du moment qu'il en est ainsi, il ne peut y avoir qu'une seule force pour l'organiser: le parti communiste.

Notre argumentation découlait de l'expérience de la révolution prolétarienne la plus grandiose, qui a déjà embrassé la moitié du monde et ces arguments ne pouvaient pas être négligés par des camarades voulant sincèrement la révolution prolétarienne. Comme nous nous y attendions, la majorité de ces camarades se sont rangés à notre avis. La commission avait élaboré une résolution sur le rôle du parti communiste prolétarien: elle a été adoptée à l'unanimité. Elle a recueilli les suffrages du camarade Rosmer, délégué des syndicalistes révolutionnaires français et du camarade Ramsay, délégué des Shop Stewards Committees, qui reflétait l'état d'esprit de tout le groupe anglo-américain. Ce fut le plus rude coup porté à la vieille idéologie et à la II-e Internationale. Nous nous sommes ainsi prémunis contre le danger de voir se créer de nouveaux groupements qui auraient très bien pu devenir de simples jouets dans les mains de la bourgeoisie.

Sur cette question nous avons obtenu une très grande victoire morale au communisme. Et je vois là un des résultats essentiels du Congrès. Nous y avons aussi discuté dans le même esprit la question du parlementarisme et sur ces débats je m'arrêterai succinctement. Nous avons proposé de reconnaître le parlementarisme révolutionnaire comme un de nos méthodes de lutte. Quand on nous a répondu qu'il ne peut pas y avoir de parlementarisme révolutionnaire, nous avons rappelé les exemples de Karl Liebknecht et des bolchéviks russes à la Douma tsariste.

«C'est vrai, nous a-t-on répliqué, mais en Russie, la situation était tout autre, elle était révolutionnaire». Mais aujourd'hui, demandons-nous, la révolution ne gronde-t-elle pas partout? l'heure de la révolution mondiale n'a-t-elle pas donné dans le monde entier? La nouvelle époque révolutionnaire enfante maintenant de nouveaux parlementaires révolutionnaires. La révolution mondiale est un fait. Sous ce rapport il n'y a plus à l'heure actuelle de différence entre vous et la Russie. L'ère de la révolution est venue. Partout une situation nouvelle se crée, dans les parlements on entend des discours d'un esprit tout nouveau; un large horizon s'ouvre aux grandes tempêtes révolutionnaires qui s'annoncent.

Sur cette question nous avons aussi réussi à créer l'unité de vues. Nous avons obtenu que les travailleurs de tous les pays se missent d'accord avec nous et reconnussent que nous ne devons négliger aucun moyen. Certes, la grève générale

et l'insurrection sont nos méthodes principales. Ce sont les armes qui décideront de la lutte. Mais au moment où la classe ouvrière en est réduite aux limites de la «légalité» bourgeoise, ce serait le comble du ridicule que de renoncer à la possibilité de convier du haut de la tribune les travailleurs à s'organiser et à se préparer à la lutte. Notre rapporteur, le camarade Boukharine a comparé le rôle des députés révolutionnaires dans un parlement bourgeois à celui des espions pendant la guerre. A mon avis, la comparaison est juste, bien qu'elle soit de nature à choquer l'oreille de tout vieux parlementaire dévot. Oui, il nous faut envoyer nos espions, nos hommes dans le camp ennemi de la bourgeoisie. Ils apporteront une aide efficace à l'action ouvrière, comme l'a fait Liebknecht. La classe ouvrière ne doit pas négliger la moindre possibilité d'organiser ses forces. Car le malheur de notre classe consiste en ce que nous ne sommes pas organisés, que nous n'agissons pas toujours comme une masse compacte, et que bien souvent nous ignorons notre itinéraire.

Nous avons également examiné la question agraire. A un moment donné, les débats sur cette question prirent une tournure des plus intéressantes. Les délégués de la droite du parti socialiste indépendant allemand essayèrent par l'organe de Crispian d'accuser notre programme agraire d'être conçu dans un esprit petit-bourgeois. Il est dit dans ce programme que lorsque la classe ouvrière est au pouvoir, elle doit prendre une série de mesures de nature à faire sentir d'emblée au paysan petit et moyen qu'il a gagné quelque chose à la révolution. Nous ne pouvons donc pas renoncer au partage de quelques lopins de terre, etc... Nous nous en référons à l'exemple hongrois. Les camarades de la Hongrie nous ont dit qu'au lendemain de la révolution on ne sentait aucun changement dans les campagnes. Le paysan hongrois ne voyant pas les changements qui venaient de se produire, voyant le gros propriétaire demeurer tel qu'il était auparavant, ne crut pas à la révolution. Ce fut là un des principaux freins de la révolution prolétarienne. La révolution hongroise ne reçut aucun secours du paysan. Imaginez-vous qu'en Russie, après la Révolution d'octobre les campagnes fussent restées telles qu'autrefois et qu'au lendemain d'octobre, le paysan russe ait encore retrouvé à son réveil le gros propriétaire et le gendarme, croyez-vous qu'il nous aurait soutenu?

La campagne fournit de gros contingents à l'armée rouge, elle est l'armée du front et sans elle le prolétariat ne peut pas vaincre.

Nous avons donné en exemple aux travailleurs des autres pays notre révolution agraire pour leur montrer la nécessité de suivre notre voie. A ce propos, quelques doctrinaires «marxistes» ont fait entendre leur son de cloche: la grosse exploitation agricole est plus avantageuse que la petite; un marxiste peut-il consentir au partage de la terre? Le doctrinarisme obsus ne comprend pas que c'est là une question qui se subordonne entièrement aux intérêts généraux de la révolution. Partout, où le groupement des terres s'est fait réellement, où nous avons de vastes exploitations

agricoles, nous ne sommes pas obligés de partager la terre car il y a déjà là une quantité d'ouvriers agricoles et on y peut créer une exploitation soviétiste. La révolution prolétarienne a besoin de bonnes réserves et c'est la classe paysanne moyenne qui les lui fournit.

Le prolétaire doit entraîner à sa suite une partie de la classe paysane et neutraliser tout au moins l'autre partie. Le professeur communiste italien Gradziadéi a déclaré au Congrès que les théories de Marx concernant la question agraire n'étaient pas justifiées. Nous avons démontré l'inexactitude de cette assertion. Dans le nouvel état de choses, dans la période révolutionnaire que nous traversons, nous appliquons précisément à la question agraire les théories de Marx.

Presque à l'unanimité, le Congrès a adopté notre résolution sur la question agraire; seuls quelques délégués se sont abstenus du vote. Nous avons rendu un service considérable au prolétariat international, en lui donnant une réponse à la question la plus difficile: comment devons-nous, partis prolétariens des villes, manœuvrer afin d'obtenir dès le premier jour de la révolution le concours des campagnes?

Nous avons examiné ensuite la question nationale et coloniale. Aujourd'hui l'Orient se réveille, et ses centaines de millions d'hommes n'ont confiance que dans la III^e Internationale. On les a trop fortement et trop souvent dupés, on les a regardés toujours comme une race inférieure, et en ces hommes jaunes ou noirs on a voulu ne voir que des humains de deuxième qualité. Nous avons eu à notre Congrès, les premiers représentants communistes de l'Orient, côte à côte avec les délégués de l'Irlande où, de front avec le mouvement national commence aussi le mouvement communiste; nous avons eu les représentants du mouvement national hindou, turc, persan, coréen et beaucoup d'autres représentants de pays opprimés. Nous avons élaboré avec eux des thèses, pour nous guider dans la lutte que nous entreprenons ensemble. Ces peuples opprimés ont été réveillés par la révolution russe. Lorsqu'ils se soulèveront, toute la terre tremblera et le monde comprendra que la dernière heure du capitalisme a sonné. Nous avons gagné l'entière confiance des groupes d'avant-garde de l'Orient en voie de réveil. Le noyau des prolétaires organisés de l'Occident entrainera à sa suite les masses innombrables de l'Orient. Sur l'initiative du camarade Lénine, nous avons déclaré dans ces thèses que le régime soviétiste est également possible dans les pays où il n'y a pas de prolétariat, mais où la majeure partie des habitants sont des paysans. Au fait, pourquoi le système des Soviets paysans serait-il impossible dans des pays comme la Perse, les Indes, la Turquie? Pourquoi serait-il impossible dans de tels pays, au moment où l'impérialisme international s'effondre et où les masses populaires sont obligées de trouver d'elles-mêmes un nouveau mode de gouvernement?

Le pouvoir soviétiste est également possible dans les pays coloniaux, paysans et retardataires. Et je suis convaincu que tout progrès du développement révolutionnaire dans ces pays le prouvera.

Enfin, nous avons examiné la question des syndicats et des comités de fabrique et d'usine. A ce sujet, nous nous sommes heurtés par moments à l'opposition acharnée de quelques groupes de délégués anglo-américains, opposition qui s'explique par la faiblesse de développement du mouvement communiste en Angleterre et en Amérique. Ces délégués ne comprenaient pas qu'il est impossible d'opposer le Comité de fabrique et d'usine au syndical; ils ne comprenaient pas qu'à un certain moment les comités de fabrique et d'usine doivent nous aider à s'emparer du pouvoir, et constituer ensuite les bases des syndicats; ils ne comprenaient pas que le parti doit diriger les syndicats; que le parti, dans lequel est organisée la fraction *d'avant-garde* de la classe ouvrière, doit entraîner à sa suite *tous* les travailleurs des organisations ouvrières, quelle que soit la branche où ils travaillent. A ce sujet, les débats, prenant parfois un caractère passionné, ne faisaient que refléter les différentes phases du mouvement ouvrier dans les divers pays. En définitive, nous avons totalisé l'expérience de tous les pays afin de donner des directives aux travailleurs du monde entier. En Russie, il y a des camarades qui considèrent qu'à l'heure actuelle les syndicats ne sont déjà plus nécessaires. C'est un point de vue dangereux. J'ai eu une conversation privée très édifiante avec le camarade Bela-Kun. Il m'a déclaré qu'au début de la révolution, il y avait eu en Hongrie, des discussions de ce genre. Certains communistes hongrois considéraient que les syndicats n'étaient pas nécessaires, et par cela même affaiblissent fortement notre position dans le mouvement ouvrier.

Je pense que la voix du Congrès international doit retentir avec assez de force pour les esprits peu nombreux, qui ont hésité jusqu'ici.

✓ Nous avons aussi adopté les statuts de l'Internationale Communiste; l'essentiel consiste en ce que nous formions dans le monde entier un *Parti Communiste International unique* qui ait ses sections en Russie, en Allemagne, en France, en Italie, etc... Nous devons établir une discipline de fer à l'échelle internationale. Nous avons adopté des statuts qui donnent le droit au Comité Exécutif d'exclure les partis et les groupes de partis au cas d'infraction à la discipline internationale. Nous avons déclaré avoir besoin non d'une organisation amorphe, mais d'une organisation internationale unique et centralisée de la classe ouvrière. La lutte pour la centralisation, pour la création de l'unité internationale complète est une lutte qui en vaut la peine. La Deuxième Internationale était une boîte aux lettres vide, où l'on jetait tous les papiers, déclarations diverses de partis, et que le secrétaire se contentait de résumer. Nous avons dit aux adversaires du centralisme: Vous voulez de nouveau une boîte aux lettres de ce genre, seulement de dimensions plus grandes et badigeonnée de rouge. Mais nous avons besoin d'une internationale de l'action véritable, concertée et unifiée. Nous savons que

nous commençons une lutte avec la bourgeoisie, qui va se cramponner au pouvoir de toutes ses forces, aussi longtemps que nous ne l'aurons pas terrassée. A l'heure où nous entamons cette lutte, nous devons être organisés et connaître nos forces. Nous devons avoir une discipline de fer. Nous savons ce qu'est la guerre civile. En Russie sans cette vigoureuse discipline, nous aurions succombé cent fois. Dans cette discipline de fer réside le premier précepte du communisme. Vous idolâtriez souvent la révolution russe, leur avons-nous dit, nous vous proposons maintenant de vous instruire de son expérience. Créons à l'échelle internationale une organisation qui pourrait à tout moment de façon régulière et organisée, mener ses phalanges au combat, qui connaîtrait les forces qu'elle a en mains et qui, à un moment donné, pourrait accorder à n'importe laquelle de ses phalanges tombée dans une situation difficile, le maximum de soutien.

En fin de compte, le Congrès s'est rangé à notre point de vue et les voix isolées qui s'efforçaient de parler «d'indépendance», «d'autonomie», de l'impossibilité pour les divers partis d'admettre une pareille «dépendance» du Comité Exécutif, résonnèrent dans le vide. Le Congrès adopta la ligne de conduite proposée par la révolution prolétarienne de Russie.

Tels sont les résultats des travaux du deuxième Congrès. Ils se sont déroulés sur un fond des plus intéressants. Nous y avons vu des partis comprenant des millions de membres, affiliés autrefois à la II-e Internationale, venir à notre Congrès, nous dire chapeau bas: Nous sommes des repentis, et nous ne vous demandons que votre indulgence. Nos jeunes partis communistes, qui vont vers le pouvoir, et qui reflètent la vive protestation des travailleurs révolutionnaires, tempêtaient, couvraient de leur juste indignation ces représentants de la vieille social-démocratie que les masses ouvrières poussent aujourd'hui vers nous. Tel était le fond dans l'enceinte du Congrès. Et derrière cette enceinte la lutte faisait rage sur le front, lutte qui se fait de plus en plus décisive. La Ligue des Nations s'écroule. La bourgeoisie de l'Entente intrigue. Les bourgeoisies anglaise et française s'épient. Et pendant ce temps qu'avons-nous fait? Nous avons siégé au Congrès mondial des ouvriers et des paysans éclairés, et nous nous sommes fondé un programme et une tactique uniques. D'heure en heure, nous avons senti se consolider le lien fraternel entre les prolétaires de tous les pays et nous, tandis que les liens de la bourgeoisie internationale s'affaiblissaient de plus en plus. De jour en jour la bourgeoisie devient de plus en plus impotente; elle débilite des adonisants. Telle était l'atmosphère dans laquelle se déroulait le Congrès international. Et je pense avoir raison en exprimant la certitude que ce II-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste a été le prélude du grand Congrès mondial des républiques soviétistes internationales (*Vifs applaudissements*).



A PROPOS D'UN PARTI COMMUNISTE

Lettre à un Syndicaliste français.

Cher ami,

Le caractère politique et la constitution de ses partis, vous font douter de la III^e Internationale. Votre crainte est de voir le mouvement syndicaliste français tomber à la remorque d'un parti politique. Laissez-moi vous faire part de mes idées à ce sujet.

Avant tout, je dois vous dire que le mouvement syndicaliste français dont l'indépendance vous préoccupe, se trouve d'ores et déjà à la remorque d'un parti politique. Certes, ni Jouhaux, ni ses plus proches lieutenants, Dumoulin, Merrheim et autres ne sont encore députés, ils n'appartiennent encore à aucun des partis parlementaires. Mais c'est affaire tout simplement de division du travail. Au fond, Jouhaux mène dans le domaine syndicaliste une politique d'accord avec la bourgeoisie absolument identique à celle que mène le socialisme français, type Renaudel-Longuet dans le domaine parlementaire. Si on exigeait de la direction actuelle du parti socialiste français qu'elle traçât un programme à la Confédération Générale du Travail et qu'elle nommât son personnel directeur, il ne saurait y avoir l'ombre d'un doute, le parti socialiste français sanctionnerait le programme actuel Jouhaux-Dumoulin-Merrheim et laisserait ces Messieurs aux postes qu'ils occupent. Si l'on envoyait Jouhaux et consorts siéger au Parlement et si l'on plaçait Renaudel et Longuet à la tête de la C. G. T., ce déplacement ne modifierait en rien la vie intérieure de la France, ni le sort de la classe ouvrière française. Vous êtes obligés vous-mêmes d'en convenir. Le tableau qui vient d'être esquissé prouve précisément qu'il ne s'agit pas de parlementarisme ou d'antimilitarisme, ni non plus d'adhésion formelle à un parti. Les vieilles étiquettes se sont effacées et ne répondent plus au contenu nouveau. L'antimilitarisme de Jouhaux ressemble comme deux gouttes d'eau au crétinisme parlementaire de Renaudel. Le syndicalisme officiel d'aujourd'hui a beau renier—par tradition—tout parti, la politique de parti, etc., le fait est que les partis bourgeois de France ne peuvent souhaiter de meilleurs représentants à la tête du mouvement syndicaliste français que Jouhaux, de même qu'ils ne peuvent souhaiter de meilleurs parlementaires «socialistes» que Renaudel et Longuet. Certes, ces partis bourgeois ne leur ménagent pas les injures. Mais c'est uniquement

pour ne pas ébranler définitivement leur crédit dans le mouvement ouvrier. L'essentiel n'est ni le parlementarisme, ni le syndicalisme—car ce ne sont là que des formes—l'essentiel, c'est le caractère de la politique suivie par l'avant-garde de la classe ouvrière, tant au Parlement que par l'organe des syndicats. Une politique vraiment communiste, c'est-à-dire une politique ayant comme but de renverser la domination de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois, trouvera son expression révolutionnaire dans toutes les manifestations vitales de la classe ouvrière, dans toutes les associations, institutions et organes où pénétrèrent les représentants de cette classe: syndicats, meetings, presse, partis communistes, sociétés révolutionnaires secrètes travaillant l'armée ou préparant l'insurrection, tribune parlementaire même, si les travailleurs avancés envoient au Parlement d'authentiques représentants révolutionnaires. Le but de la classe ouvrière c'est de chasser du pouvoir la bourgeoisie, de détruire ses instruments d'oppression et de contrainte, de créer ses propres organes de dictature ouvrière, afin d'écraser la résistance de la bourgeoisie et de transformer le plus rapidement possible tous les rapports sociaux dans le sens communiste. Celui qui, sous prétexte d'anarchisme, n'admet pas ce but—*la dictature du prolétariat*—n'est pas un révolutionnaire, mais un petit bourgeois grognon. Pour celui-là, pas de place parmi nous. D'ailleurs, nous aurons à revenir plus tard sur ce sujet.

Ainsi, la tâche du prolétariat consiste à détruire le régime bourgeois au moyen de la dictature révolutionnaire. Mais, comme vous le savez, au sein même de la classe ouvrière tous les éléments ne sont pas également conscients. Le but à atteindre par la révolution n'apparaît clairement dans toute son ampleur qu'à la minorité révolutionnaire la plus consciente du prolétariat. Ce qui fait la force de cette minorité c'est que plus elle agit avec fermeté, résolution et assurance, plus elle trouve de soutien dans la masse ouvrière innombrable demeurée en arrière. Mais pour que ces millions d'ouvriers retenus artificiellement par le capitalisme, l'église, la démocratie, etc... dans la vase des préjugés, ne dévient pas de la route et trouvent l'expression qui convient vraiment à leurs aspirations intégrales, il est indispensable que la classe ouvrière aie à sa tête, dans toutes les manifestations de sa vie les meil-

leurs et les plus conscients de ses membres et que ces derniers demeurent inébranlablement fidèles à leur drapeau, prêts s'il le faut à donner leur vie pour la cause. X

Syndicalistes révolutionnaires de France, votre point de départ était bon, quand vous constatiez que seuls les syndicats embrassant les grandes masses ouvrières ne suffisaient pas pour faire la révolution et qu'il faut une minorité directrice pour éduquer cette masse et lui fournir dans chaque cas un programme d'action concret, net et précis.

Comment doit être composé ce groupe d'initiative? Il est clair qu'il ne peut être constitué par groupement professionnel ou territorial. Il ne s'agit pas de métallurgistes, de cheminots, ni de menuisiers avancés, mais des membres les plus conscients du prolétariat de tout un pays. Ils doivent se grouper, élaborer un programme d'action bien défini, cimenter leur unité par une rigoureuse discipline intérieure et s'assurer ainsi une influence directrice sur toute l'action militante de la classe ouvrière, sur tous les organes de cette classe, et avant tout sur les syndicats.

Comment appellerez-vous cette minorité directrice du prolétariat groupée en un bloc homogène par le programme communiste et brûlant d'entraîner la classe ouvrière à l'assaut décisif de la citadelle capitaliste? Nous l'appelons le *parti communiste*.

Mais alors, direz-vous, ce parti n'a rien de commun avec le parti socialiste français actuel? C'est absolument vrai. Et c'est précisément pour établir bien nettement la différence que nous ne parlons pas de parti socialiste, mais de parti communiste. X

— Néanmoins, vous parlez de *parti*?

— Oui, nous parlons de parti. Bien sûr, on peut démontrer, non sans succès, que le mot même de parti est fortement compromis par les parlementaires, les bavards professionnels, les charlatans petits-bourgeois et autres du même accabit.

Mais ces inconvénients n'affectent pas seulement les partis politiques.

Nous avons déjà reconnu ensemble que les organisations professionnelles (syndicats français, trade-unions anglaises, Gewerkschaften allemands) se sont passablement compromises, elles aussi, par suite du rôle honteux que leurs leaders ont joué pendant la guerre, et continuent pour la plupart à jouer. Et pourtant ce n'est pas encore une raison suffisante pour renoncer à l'emploi du mot «syndicat». D'ailleurs vous en conviendrez, ce qui importe n'est pas la terminologie, mais la nature des choses. Sous le nom de parti communiste, nous comprenons l'union de l'avant-garde du prolétariat en vue de la dictature du prolétariat et de la révolution communiste.

Les arguments invoqués contre la politique et contre le parti cachent très souvent une méconnaissance anarchiste du rôle de l'Etat dans la lutte des classes. Proudhon disait que l'atelier ferait disparaître l'Etat. Ce n'est vrai qu'en un sens: La société future sera un formidable atelier libéré du principe gouvernemental, puisque le gouvernement ou l'Etat n'est que l'appareil de

contrainte de la classe dominante et que dans la société communiste il n'y aura plus de classes. Mais toute la question est de savoir par *quel chemin* nous arriverons à la société communiste. Proudhon pensait que nous y arriverions par la voie de l'association. L'atelier ferait disparaître peu à peu le capitalisme et l'Etat. Or, l'événement l'a montré, c'est la plus pure des utopies: c'est l'atelier qui a disparu devant l'usine monstre et par-dessus ses ruines s'est élevé le trust monopolisateur. Les syndicalistes français croyaient et nombre d'entre eux le croient encore, que les syndicats supprimeront la propriété capitaliste et détruiront l'Etat bourgeois. C'est faux. Les syndicats apparaissent comme un puissant appareil de grève générale parce que les méthodes et procédés de la grève générale coïncident avec les méthodes et procédés des organisations syndicales. Mais pour que la grève devienne vraiment générale, il est nécessaire d'avoir une «minorité directrice» qui de jour en jour, d'heure en heure, fasse l'éducation révolutionnaire des masses. Il est évident que cette minorité ne doit se grouper ni par métier, ni par profession, mais sur la base d'un programme déterminé d'action révolutionnaire prolétarienne. Or, comme nous l'avons déjà dit, ce n'est là autre chose que le parti communiste.

Mais pour renverser la domination de la bourgeoisie, la grève générale, qu'il est tout indiqué de réaliser par l'appareil des syndicats, ne suffit pas (*). La grève générale est une arme bonne pour la défense et non pour l'attaque. Or, ce que nous voulons, c'est renverser la bourgeoisie et lui arracher des mains la machine gouvernementale. La bourgeoisie, représentée par son Etat, s'appuie sur l'armée. Seule l'insurrection armée mettant le prolétariat face à face avec l'armée, porte à ses éléments contre-révolutionnaires des coups mortels et gagne à sa cause la meilleure partie de cette armée, seule l'insurrection armée du prolétariat est en mesure de le rendre maître de la situation dans le pays. Mais pour la réussite de l'insurrection, il faut une préparation énergique et acharnée: propagande, organisation, préparation technique. Il faut à tout moment dénoncer les crimes et les vilenies de la bourgeoisie dans tous les domaines de la vie sociale: politique internationale, atrocités coloniales, despotisme intérieur de l'oligarchie capitaliste, bassesse de la presse bourgeoise, voilà les matériaux d'un réquisitoire vraiment révolutionnaire dont il faut savoir tirer toutes les conséquences révolutionnaires qui en découlent. Or, ces thèmes sortent des cadres de l'organisation syndicale et de son rôle. Parallèlement à cette préparation, on devra procéder à la création de

(*) Il faut bien dire cependant que l'histoire a connu des grèves générales déclanchées en l'absence presque totale d'organisations professionnelles, comme la grève d'octobre 1905. Et par contre, les tentatives de grève générale faites par les syndicalistes français ont toujours jusqu'à présent abouti à des échecs. Justement à cause de l'absence en France d'une organisation révolutionnaire directrice (parti communiste), préparant quotidiennement, systématiquement l'insurrection du prolétariat, au lieu de s'essayer de temps en temps à improviser quelque manifestation purement décorative.

points d'appui organisés pour l'insurrection du prolétariat. Il faut que dans tout syndicat local, dans chaque usine, chaque atelier, il y ait un groupe d'ouvriers liés indissolublement par une idée commune et capables au moment décisif, par leur action unanime, d'entraîner la masse avec eux, de lui montrer la bonne route, de la préserver des erreurs et de lui assurer la victoire. Il faut pénétrer dans l'armée. Dans chaque régiment doit exister un groupe solide et cohérent de soldats révolutionnaires prêts et résolus, au jour de la rencontre avec le peuple, à passer eux-mêmes du côté des ouvriers et à entraîner tout le régiment avec eux. Ces groupes de prolétaires révolutionnaires, cimentés par l'idée, liés par l'organisation ne pourront agir avec plein succès que s'ils sont les cellules d'un parti communiste unifié et centralisé. Si nous réussissons à avoir dans les diverses institutions gouvernementales et notamment dans les institutions militaires des amis sûrs, avoués ou secrets, au courant de toutes les affaires, intentions et machinations des cliques dirigeantes, nous renseignant à temps sur tout, il est manifeste que nous ne pourrions qu'y gagner. De même, ce ne sera pour nous qu'une force de plus si nous réussissons à envoyer au Parlement bourgeois ne fût-ce qu'une poignée de militants fidèles et dévoués à la cause de la révolution communiste, en contact étroit avec les organes légaux et illégaux de notre parti, strictement subordonnés à la discipline du parti, jouant le rôle d'éclaireurs du prolétariat révolutionnaire au Parlement, cet état-major politique de la bourgeoisie, et prêts à tout moment à quitter la tribune parlementaire pour la barricade.

Bien sûr, cher ami, ces ouvriers, ce ne sont ni Renaudel, ni Sembat, ni Varennes. Mais n'avons-nous pas connu Karl Liebknecht? Lui aussi était membre du Parlement. La canaille capitaliste et social-patriote étouffait sa voix. Mais les quelques paroles d'accusation et d'appel qu'il put lancer par-dessus la tête des fonctionnaires du peuple allemand, secouèrent les sentiments et la conscience de centaines de milliers d'ouvriers allemands. Karl Liebknecht descendit du Parlement sur la place de Potsdam pour appeler les masses prolétariennes à la lutte. Il quitta la place pour le bain et le bain pour les barricades de la Révolution. Lui, l'ardent partisan des soviets et de la dictature du prolétariat, il estima ensuite qu'il était nécessaire de participer aux élections à l'Assemblée Constituante allemande. En même temps il organisait les soldats communistes. Il est tombé à son poste révolutionnaire. Qui était Karl Liebknecht? Syndicaliste? Parlementaire? Journaliste? Non, c'était le révolutionnaire communiste qui se frayait sa route vers les masses à travers tous les obstacles. Il s'adresse aux syndicats en leur démasquant les Jouhaux et les Merrheim d'Allemagne. Il dirige l'action du parti dans l'armée en préparant l'insurrection. Il publie des journaux révolutionnaires et des appels légaux et illégaux. Il pénètre dans le Parlement pour servir là aussi la cause qu'aux autres heures de la journée il servait dans les organisations clandestines.

Aussi longtemps que l'élite du prolétariat français n'aura pas fondé un parti communiste centralisé, elle ne s'emparera pas du pouvoir, elle ne supprimera pas la police bourgeoise, le militarisme bourgeois, ni la propriété privée sur les moyens de production. Or, sans ces conditions... l'atelier ne supprimera pas l'Etat. Celui qui après l'expérience de la Révolution russe ne l'a pas compris, est perdu sans espoir. Mais, même après que l'insurrection triomphante aura fait tomber le pouvoir entre les mains du prolétariat, celui-ci ne pourra pas immédiatement liquider l'Etat en remettant l'autorité aux syndicats. Les syndicats organisent les couches supérieures de la classe ouvrière par professions et par industrie. Le pouvoir, lui, doit refléter les intérêts et les exigences révolutionnaires de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est pourquoi l'organe de la dictature du prolétariat, ce n'est pas les syndicats, mais les soviets élus par tous les travailleurs et, dans le nombre, par des millions d'ouvriers qui n'ont jamais appartenu à aucun syndicat et qui sont pour la première fois réveillés par la Révolution. Mais ce n'est pas tout que former des soviets. Il faut encore que ces soviets aient une politique révolutionnaire déterminée. Il faut qu'ils distinguent nettement les amis des ennemis, il faut qu'ils soient capables d'action décisive et si les circonstances l'exigent, d'action impitoyable. L'exemple de la Révolution russe et celui des révolutions hongroise et bavaroise démontre que la bourgeoisie ne dépose jamais les armes après sa première défaite. Bien au contraire. Dès qu'elle se rend compte de tout ce qu'elle a perdu, son désespoir ne fait que doubler et tripler son énergie. Régime des soviets, veut dire régime de lutte implacable avec la contre-révolution indigène et étrangère. Qui donc donnera aux soviets élus par les ouvriers de différent niveau de conscience un programme d'action clair et précis? Qui les aidera à s'orienter dans le dédale de la situation internationale et à trouver la bonne voie? A coup sûr, ce ne peut être que les prolétaires les plus conscients et les plus expérimentés, liés indissolublement par l'unité du programme. Et c'est encore une fois le parti communiste.

Quelques simples d'esprit (ou peut-être au contraire quelques fins matois) dénoncent avec horreur que chez nous en Russie, le parti «dirige les soviets et les organisations professionnelles».

Les syndicats français, disent certains syndicalistes, «réclament leur indépendance et ne souffriront pas que le parti les commande». Mais comment donc, cher ami, — je le répète encore — les syndicats français souffrent-ils la direction de Jouhaux, autrement dit d'un agent manifeste du capital franco-américain? Leur indépendance formelle ne préserve pas les syndicats français de l'influence de la bourgeoisie. Les syndicats russes ont répudié pareille indépendance. Ils ont renversé la bourgeoisie. Et ils y sont parvenus parce qu'ils ont chassé de leurs rangs les sieurs Jouhaux, Merrheim, Dumoulin et les ont remplacés par des combattants fidèles, éprouvés, sûrs, c'est-à-dire par des communistes. Ce faisant, ils n'ont pas assuré seulement leur indépendance contre la bourgeoisie, mais encore leur victoire sur elle.

C'est vrai, notre parti dirige les organisations professionnelles et les soviets. En a-t-il toujours été ainsi? Pas du tout. Ce poste directeur, le parti du prolétariat l'a conquis au prix d'une lutte incessante contre les partis petits-bourgeois—menchéviks, socialistes révolutionnaires et contre les neutres, c'est-à-dire les éléments retardataires ou sans principe. Il est vrai, les menchéviks défaits par nous, disent que nous nous assurons la majorité par la «violence». Mais comment se fait-il que les masses laborieuses, qui ont renversé le pouvoir du tsar, puis celui de la bourgeoisie, celui des conciliateurs, qui cependant détenaient l'appareil de contrainte gouvernemental, non seulement tolèrent présentement le pouvoir et la «contrainte» du parti communiste dirigeant les soviets, mais entrent encore dans nos rangs en nombre toujours plus grand? Cela s'explique exclusivement par ce fait qu'au cours de ces dernières années, la classe ouvrière russe a acquis une énorme expérience. Elle a eu la possibilité de vérifier par la pratique la politique des divers partis, groupes ou cliques, de comparer leurs paroles avec leurs actes et d'en arriver ainsi en fin de compte, à cette conclusion que le seul parti demeuré fidèle à lui-même à tous les moments de la révolution, dans les échecs comme dans la victoire, a été et reste encore le parti communiste. Aussi quoi de plus naturel, si chaque réunion électorale d'ouvriers et d'ouvrières, chaque conférence syndicale élit des communistes aux postes les plus importants. C'est la définition même du rôle directeur du parti communiste.

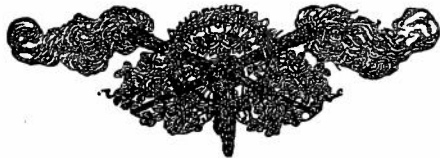
A l'heure actuelle, les syndicalistes révolutionnaires, ou plus exactement, les communistes, tels que Monatte, Rosmer et autres, constituent une *minorité* dans le cadre des organisations syndicales. Ils y sont dans l'opposition, ils y critiquent et dénoncent les machinations de la majorité dirigeante qui exprime les tendances réformistes, autrement dit les tendances purement bourgeoises. C'est dans une situation identique

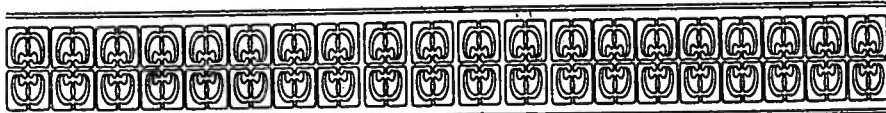
le cadre du parti socialiste qui défend les idées du réformisme petit-bourgeois. Monatte et Jouhaux ont-ils une politique syndicaliste commune? Non pas: ils sont ennemis. L'un est au service du prolétariat, l'autre défend sous une forme déguisée les tendances bourgeoises. Lorient et Renaudel-Longuet ont-ils une politique commune? Non pas: l'un conduit le prolétariat à la dictature révolutionnaire, l'autre assujettit les masses laborieuses à sa démocratie bourgeoise. Maintenant, qu'est-ce qui distingue la politique de Monatte de celle de Lorient? C'est uniquement que Monatte opère de préférence sur le terrain syndical, et Lorient, dans les organisations politiques. Mais il ne fait voir là que la division du travail. Un syndicaliste vraiment révolutionnaire, de même qu'un socialiste vraiment révolutionnaire, doivent se grouper dans un même parti communiste. Ils doivent cesser d'être l'opposition au sein de partis qui, au fond, leur sont étrangers. Ils doivent sous la forme d'une organisation indépendante, sous le drapeau de la III^e Internationale, se présenter devant les grandes masses, donner des réponses claires et précises à toutes leurs questions, diriger leur lutte et l'orienter sur la voie de la révolution communiste. Les organisations syndicales, coopératives, politiques, la presse, les cercles clandestins dans l'armée, la tribune parlementaire, les municipalités, etc... etc... ne sont que des variétés d'organisation extérieure, de méthodes pratiques ou de points d'appui. La lutte reste une par son contenu, quel que soit le domaine dans lequel elle se produit. L'élément actif dans cette lutte, c'est la classe ouvrière. Son avant-garde directrice, c'est le parti communiste, dans lequel les syndicalistes vraiment révolutionnaires doivent occuper la place d'honneur.

Votre

L. TROTSKY

Moscou, 31 juillet 1920.





COMMUNISME ET PRODUCTION

En général, les théoriciens du communisme ne l'ont guère envisagé sous son aspect positif. Ils l'ont présenté comme un principe de lutte des exploités contre les exploités, dans le but de détruire les privilèges du capital et d'instaurer un régime social plus équitable où, tous les parasites en étant exclus, les travailleurs se répartissent la totalité de la production par eux créée. C'est surtout dans l'élimination des profits capitalistes, dans la justice qui préside au partage des fruits du travail entre les ayants droit, qu'ils ont montré la supériorité du communisme. Cette supériorité est indéniable, mais il en possède une autre, à laquelle on ne s'est pas assez arrêté, à qui égale au moins la première en importance, c'est qu'il constitue une organisation économique perfectionnée, scientifique, douée d'une formidable pérfiance, capable de développer la production industrielle et agricole, dans des proportions insoupçonnées, et cela non seulement sans exiger un effort humain plus grand, mais en réduisant graduellement la durée et l'intensité du travail.

Il est facile de le démontrer :

En premier lieu, le communisme transformera en producteurs non seulement les oisifs qui vivent de leurs revenus, mais la foule des intermédiaires rendus nécessaires par l'anarchie individualiste et qui travaillent sans produire, ainsi que le personnel des banques, des compagnies d'assurances, les hommes d'affaires de diverses catégories, etc. Par une organisation méthodique du travail il fera disparaître le chômage. Le total des forces aujourd'hui gaspillées et qu'il récupérera est considérable. Me basant sur des statistiques et documents officiels, je l'ai évalué pour la France, à quarante pour cent de la population active, et ce chiffre depuis longtemps publié, n'a jamais été contesté. La proportion pour les autres pays ne doit pas être sensiblement différente. C'est donc environ de quarante pour cent que le communisme accroîtra, sinon immédiatement, du moins après une génération, l'effectif des producteurs, et par conséquent le quantum de la production. Ce résultat n'est pas médiocre; il ne représente pourtant qu'une faible partie du progrès que réalisera le communisme.

En effet, sous le régime bourgeois, la production industrielle et agricole et les transports sont confiés à des entreprises privées petites, moyennes ou grandes. Or, la totalité des petites et des moyennes entreprises et même une partie des grandes emploient un matériel, un outillage et des procédés techniques tout à fait attardés, absor-

bant une forte quantité de travail humain pour ne donner que des rendements minimes, par rapport à ceux de la technique moderne. Ce serait une erreur de croire que la concentration capitaliste a déjà eu pour effet de faire disparaître la plus grande partie des petits et moyens établissements. En France, sur 278.000 ateliers ou usines, 272.000 appartiennent encore à ces deux catégories; environ 6.000 usines seulement occupent plus de 10.000 ouvriers. Et une usine de 1.000 à 2.000 ouvriers ne peut guère utiliser le matériel à grande puissance des usines géantes.

Or le communisme supprimera dans l'agriculture, dans l'industrie, dans les transports, non seulement toutes les entreprises petites et moyennes, mais presque toutes les grandes et les remplacera par de vastes exploitations communistes pourvues de l'outillage le plus perfectionné, qui atteindront le maximum de productivité que permettront les progrès de la science. On a peine à s'imaginer l'accroissement de production qui résultera de cette transformation. Dans beaucoup d'industries, un ouvrier actionnant des machines et outils modernes produit cinquante fois, cent fois plus qu'un ouvrier employant des outils manuels. De plus, en agriculture on utilisera la totalité des terres laissées incultes par l'incurie individuelle, les unes parce qu'on croit qu'il faut qu'elles restent en friche un an ou deux après avoir donné une récolte—ce qui est faux si on peut leur restituer par des engrais appropriés les éléments de fertilité qu'elles ont perdus—les autres parce qu'elles nécessiteraient des travaux préalables: défrichements, drainages, irrigations, etc.

Un économiste américain, qui écrivait il y a vingt-cinq ans en se basant sur la technique d'alors très améliorée depuis, a établi que si tous les hommes solides se livraient au travail et employaient un matériel et des procédés techniques perfectionnés, il suffirait de trois heures de travail par jour pour faire vivre l'humanité dans l'abondance. Cela a paru paradoxal aux cerveaux étriqués de notre bourgeoisie; c'est pourtant ce que réalisera facilement le communisme.

Il y parviendra d'autant mieux qu'il mettra au service de l'homme, toutes les forces qu'on peut emprunter à la nature: houille blanche (force des chutes d'eau), houille bleue (force des marées et des vagues), force des vents, gisements de tourbe, de naphte, de charbon pouvant donner de l'énergie électrique transportable à longue distance, il viendra un moment où l'homme sera entièrement déchargé de tous les travaux pénibles, où

il n'aura plus qu'à surveiller les machines qui les exécuteront pour lui.

Un aussi magnifique résultat est impossible en régime capitaliste où tous les perfectionnements techniques ne servent qu'à augmenter les bénéfices patronaux sans profiter aux ouvriers, ou ne leur profitant que dans une faible mesure, ou parfois même leur étant grandement nuisibles, ce qui est le cas lorsque l'introduction d'un matériel perfectionné réduit au chômage une partie des travailleurs. Ce n'est donc qu'après s'être emparé de tous les moyens de production et d'échange que le prolétariat peut en jouir de ces avantages.

En régime communiste ce ne sont pas seulement les travailleurs solides qui bénéficient de l'abondance créée; tous les incapables de travail: enfants, vieillards, malades, infirmes, femmes en couche, etc. en ont leur part en vertu du principe communiste fondamental de la solidarité humaine. Ils sont à la charge de la société qui pourvoit à leurs besoins aussi bien que s'ils participaient à l'œuvre commune.

Déjà ce régime capitaliste, dans les pays où les diverses branches de la production ont reçu un grand développement, il suffirait de supprimer les bénéfices du capital parasite et de répartir aux ouvriers et paysans la totalité des fruits de leur travail pour abolir la misère, cette hideuse plaie sociale, qui traîne derrière elle un cortège de maux. Avec la formidable augmentation de la production qui sera la conséquence du com-

munisme, on ne se bornera pas à assurer à tous les êtres humains, sans exception, le strict nécessaire, on y ajoutera le superflu qui fait la joie de la vie. Les plus pauvres prolétaires d'aujourd'hui auront une existence aussi large et plus agréable que celle de nos bourgeois.

Nos ennemis ricanent en comparant ce tableau riant de l'avenir au dénuement où se débat la Russie des Soviets. Et ils taxent de chimères ce qui est pour nous une absolue certitude, basée sur des données scientifiques. Ils ne voient pas, ou feignent de ne pas voir, que ce n'est pas du jour au lendemain, dans un pays ruiné par six ans de guerre et écrasé par un impitoyable blocus que le meilleur des régimes peut faire renaître la prospérité. — Laissons les rire et trailler lourdement. Déjà, par la puissance souveraine de l'organisation communiste, et en dépit de difficultés qui seraient insurmontables pour tout autre régime, le relèvement économique se manifeste avec une indéniable ampleur.

La période la plus critique est franchie; chaque jour apporte une amélioration. Viennent la fin de la guerre contre la noblesse polonaise et la détente sinon complète du blocus qui en sera la conséquence inéluctable, et les progrès déjà acquis s'accroîtront avec une extrême rapidité. Bientôt les ouvriers et paysans de la République des Soviets recueilleront les fruits de leur admirable ténacité et de leurs héroïques efforts.

Lucien DESLINÈRES.





LES TRAVAILLEURS HONGROIS SOUS LA TERREUR BLANCHE

Le mouvement ouvrier de Hongrie écrasé par la terreur blanche en est actuellement à sa période d'autocritique et fait ses premiers pas sur le chemin d'une nouvelle concentration des forces révolutionnaires. En face de la révolution permanente se dresse actuellement la contre-révolution permanente. Comme la terreur blanche tend continuellement à s'accroître, l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière réduite à l'impuissance se manifeste par une foi spécifique en la venue d'un avenir meilleur. Cependant cet espoir quelque peu messianique en la révolution ne ressemble qu'en l'absence de signes visibles à la tactique contre-révolutionnaire des social-démocrates qui attendent la venue du Messie. Les masses ont soif de la révolution et ce ne sont que les obstacles sur le chemin de l'organisation révolutionnaire qui s'opposent à la manifestation des actes révolutionnaires.

L'avenir prochain montrera que les quatre mois de la dictature du prolétariat hongrois méritent l'estime reconnaissante du prolétariat mondial. — Et cela, non seulement parce que le prolétariat hongrois est pour la Russie soviétiste un allié utile et toujours prêt au sacrifice et qu'il a accompli un travail immense dans l'organisation de l'économie socialiste en général et de l'agriculture en particulier, mais aussi à cause de son travail révolutionnaire dont le prolétariat international tout entier recueillera les fruits.

Quelque considérable que soit le nombre des victimes de la terreur blanche, quelque incroyable que soit l'augmentation des souffrances du prolétariat pendant cette terreur, il est certain que les prolétariats des autres pays, en suivant une tactique révolutionnaire «rationnellement progressive» n'auraient pu attirer à la dictature et au socialisme les masses populaires à meilleur compte que ne le fit la classe ouvrière hongroise guérie de tout sentimentalisme.

Et là, où la forêt des potences projette son ombre sinistre, là, où la terreur étend sa main sanglante qui fouille les entrailles de nos frères, nous, riches de l'expérience de la bataille perdue, au seuil d'une nouvelle lutte, nous affirmons que nous avons raison de penser, qu'à n'importe quel prix nous devons prendre le pouvoir, car ce n'est que par ce moyen que nous avons pu écarter rapidement et radicalement du chemin de la révolution le plus grand obstacle qui nous barrait la voie: la non-préparation de la classe ouvrière à la révolution sociale et le parti social-démocrate qui en était l'expression idéologique et la forme d'organisation.

Actuellement la dictature et la terreur blanche ont accompli pour nous ce travail. La classe ouvrière hongroise, riche de son expérience révolutionnaire et de son passé, conservant précieusement la mémoire de ses grands martyrs, entre dans une nouvelle phase de sa lutte; elle ne se contentera pas de ce que «l'histoire a déjà cloué au pilori ses bourreaux», elle s'occupera de continuer sa tâche devant ce pilori.

Les bases sociales de la terreur blanche.

La terreur blanche en Hongrie a pris de telles proportions qu'elle laisse loin derrière elle les horreurs des gardes-blancs en Finlande. Le parti communiste hongrois donnera sur l'œuvre de la terreur blanche un rapport spécial, entièrement basé sur les faits; nous nous contenterons d'en indiquer ici les bases sociales.

Au début, la contre-révolution hongroise fut l'œuvre commune du parti social-démocrate et de la bureaucratie syndicaliste, associés au corps d'officiers et à la haute bureaucratie d'Etat; plus tard, ces divers partis et castes se séparèrent et agirent pour leur propre compte. Après la chute de la dictature, un gouvernement, composé des représentants des syndicats fut formé. Il avait à sa tête le chef de la social-démocratie, Joly Païdle qui, pendant la dictature, s'était retiré de la vie politique. Pendant les trois jours et demi qu'il dura, ce gouvernement n'essaya même pas d'entrer en contact avec les syndicats; toute son activité se borna au désarmement des ouvriers et à l'abolition des décrets soviétistes.

Dans ce travail, il fut secondé par le corps d'officiers, la bureaucratie et la soldatesque ignorante.

Déjà pendant le gouvernement social-démocrate de Païdle, on commença à arrêter les communistes qui n'avaient pas pris la fuite ou ne s'étaient pas cachés. C'est alors que Joly Païdle était président du conseil des ministres et Karl Payer, ministre de l'Intérieur, qu'Otto Korvin, une des figures les plus nobles de la révolution prolétarienne, fut jeté en prison, ainsi que le métallurgiste Franz Jantchik, à qui les blancs réservent le même sort qu'à Korvin. Cependant le corps d'officiers, la bureaucratie et la soldatesque inconsciente voulaient faire eux-mêmes leur propre terreur blanche, agir en dehors du gouvernement syndicaliste qui, n'ayant aucune force, n'était pour eux qu'un poids mort.

Depuis lors, la terreur blanche a revêtu différentes formes: il se constituèrent divers gouvernements de coalition avec ou sans la participation des social-démocrates, et elle fut parlementaire, puis elle rétablit en principe la monarchie, mais ses chefs ont conservé jusqu'à présent leur autonomie par rapport à toutes les classes sociales et à la bourgeoisie.

Cette longue dictature du corps d'officiers, de la bureaucratie et de la force brutale a son fondement social dans le besoin ressenti par toutes les classes possédantes de soutenir la contre-révolution permanente dans le but de défendre la propriété privée.

La terreur blanche ne s'exerce pas seulement contre les ouvriers, mais aussi contre les capitalistes; elle mène, en général, une politique anti-industrielle. Néanmoins, les banques intéressées au régime capitaliste de la propriété privée, les représentants de la grande industrie appuient fortement la dictature militariste, car la propriété privée, comme toute institution sociale, en général, est défendue par la force physique brutale des blancs quoique ces derniers, pour subvenir à leurs propres besoins, procèdent à de véritables expropriations sous forme de pillages.

Au début, la terreur blanche s'appuyait sur la petite bourgeoisie des villes et sur la classe de paysans riches ou aisés. Mais il est impossible d'associer pour longtemps les intérêts de ces deux classes, car la première consomme surtout, tandis que la seconde produit. C'est pourquoi le rôle de la petite bourgeoisie devient de plus en plus effacé et par suite, le faible contrôle politique sur les auteurs de la terreur blanche dont cette classe politiquement et économiquement insignifiante était capable, cesse complètement.

A fur et à mesure que la petite bourgeoisie se retire, le caractère spécialement paysan que revêt le fondement paysan social de la terreur blanche, disparaît également. La classe des grands propriétaires à peine touchés par l'évolution capitaliste et qui, grâce à la ruine économique du pays, redevennent de véritables seigneurs féodaux, réussit de plus en plus à atteler la classe paysanne à son char.

Cependant cette circonstance ne fait que restreindre encore plus les couches de la population qui soutiennent activement la terreur blanche, car, du bloc jusqu'ici compact des paysans, se détachent ceux d'entre eux qui possèdent peu ou pas du tout de terre et dont on détruit complètement les illusions sur la réforme agraire. Au prolétariat industriel et paysan s'opposent encore les classes fortunées qui serrent les rangs derrière la dictature militariste. Même la bourgeoisie juive, quoiqu'il lui soit pénible de renoncer au pouvoir, soutient volontiers la terreur blanche car en Hongrie, la seule forme possible de défense de la propriété privée est la terreur. Cependant le fondement social sur lequel repose la dictature militaire et bureaucrate émancipée se retrécit de plus en plus. La ruine économique est complète: on le voit par les difficultés incroyables auxquelles se heurte l'organisation de l'alimentation. En Hongrie, en général, la population urbaine n'a pas une ration de pain assurée; la base chance-

lante de la contre-révolution exige «un parti d'ordre», et le réclame à la contre-révolution, comme elle le réclamait auparavant à la révolution. La bureaucratie et la force brutale, sans dédaigner l'application d'une terreur impitoyable, s'efforcent également de maintenir leur existence parasitaire par les moyens politiques. Ces moyens sont: «le socialisme hongrois» dont le but est la défense de la soi-disant intégralité du territoire hongrois et qui brandit les armes contre les nations voisines, ensuite l'antisémitisme qui se manifeste par des pogroms fréquents, et enfin l'éveil des illusions sur l'importance internationale du rôle de la Hongrie et la possibilité pour elle en qualité d'Etat anti-bolchéviste (en alliance avec la Pologne) d'obtenir de l'Entente une paix plus avantageuse ou tout au moins la révision des conditions du traité de paix.

A mesure que la base sociale de la contre-révolution se fait plus étroite, il devient de plus en plus nécessaire d'avoir recours aux moyens politiques. Et à mesure que l'arme politique s'ébrèche, le champ d'action de la terreur blanche s'élargit. On s'en prend tout d'abord au prolétariat des villes et des campagnes, par l'oppression totale duquel la terreur blanche tâche de donner aux grands industriels et aux banquiers une compensation pour sa politique anti-capitaliste.

L'évolution de l'idéologie ouvrière.

Quoique la dictature du prolétariat pendant ses quatre mois et demi d'existence ait beaucoup consolidé dans la classe ouvrière l'idéologie révolutionnaire, elle n'a pas su—comme le prouve sa chute—accomplir cette tâche dans la mesure nécessaire. Elle en a été empêchée par le sabotage du parti social-démocrate qui s'était installé en la République Soviétique comme en un logement provisoire, par la bureaucratie syndicaliste et par le manque de forces du parti communiste.

Pour ce qui concerne le sabotage de la social-démocratie, il y a un fait remarquable qui le prouve bien: c'est qu'à chaque séance du Soviet des ouvriers, les communistes avaient à démontrer que, malgré l'expropriation radicale accomplie dès le début de la révolution des moyens de production, la bourgeoisie n'avait cessé d'exister.

On menait en faveur de la bourgeoisie qu'il fallait—disait-on—épargner, une campagne qui avait du succès et nous n'arrivions pas à prouver qu'une semblable agitation non seulement fortifierait la contre-révolution bourgeoise, mais encore affaiblirait l'esprit combattif et la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. L'avant-garde des communistes conscients n'était formée que d'une couche très mince de la classe ouvrière et n'avait à sa disposition que très peu d'agitateurs et d'organisateur. L'habile parti social-démocrate et la bureaucratie syndicaliste souvent et même avec succès devant les masses, entraient en lutte avec les agitateurs-communistes pleins de bonne volonté, mais peu expérimentés. Grâce à notre faute de tactique qui, selon moi, ne consistait pas dans le fait même de la conciliation, grâce à

l'expérience des social-démocrates et à la complète inexpérience de la plupart des chefs communistes et aussi à la confiance que les masses avaient en le parti social-démocrate, ses membres et les représentants de la bureaucratie syndicaliste ont pu occuper des postes qui leur permettaient de saboter non seulement les mesures de la dictature, mais encore le travail révolutionnaire au sein du prolétariat. C'est ce que Marx avait déjà signalé dans la Commune de Paris: «Selon leurs moyens, ils faisaient obstacle à la véritable activité de la classe ouvrière, de même qu'autrefois ils s'étaient opposés au complet développement de chacune des révolutions précédentes. L'on aurait pu avec le temps se débarrasser d'eux, mais justement le temps nécessaire manqua à la Commune».

La Commune fut une révolution isolée, tandis que la révolution hongroise a été un épisode de la révolution prolétarienne internationale. Ce que nous n'avions pu accomplir pendant la dictature du prolétariat, la terreur blanche l'a fait, tant en ce qui concerne l'idéologie révolutionnaire qu'en ce qui a trait à «l'élimination du mal inévitable» c'est-à-dire des chefs saboteurs.

La chute de la dictature provoqua un affaissement moral dans la classe ouvrière, ce qui prouve que la révolution n'avait pas été assez profonde (et c'est justement par la mélancolie que se terminent, selon Marx, les révolutions bourgeoises). Et cependant la révolution a atteint un tel degré de profondeur que la mélancolie des ouvriers hongrois a été de courte durée et a été plutôt le propre des déclassés de la bourgeoisie intellectuelle qui s'étaient faufilés dans le parti. Cette mélancolie a été artificiellement entretenue par le parti social-démocrate qui n'a pas cessé de calomnier la dictature, mais qui néanmoins n'a pas réussi à attirer dans ses rangs les masses prolétariennes. Il est exact que les ouvriers se sont écartés pour un temps très court du communisme, mais ils n'ont pas pour cela adhéré à l'idéologie social-démocrate. Un très petit nombre d'entre eux en union avec les rebuts de la bourgeoisie sous le drapeau du socialisme chrétien, forme l'armée des faiseurs de pogroms, mais tout le reste de la masse ouvrière non organisée, qui chaque jour devient plus révolutionnaire, se dresse contre la bureaucratie des syndicats et des partis.

Les social-démocrates ouvriers sont peu nombreux en Hongrie. La situation catastrophique de l'industrie et le chômage colossal (sur 100.000 métallurgistes il n'y en a que 21.000 qui aient du travail) ont considérablement abaissé le nombre des ouvriers, amoindri en eux la conscience de classe et surtout la confiance en soi. Mais par contre, les ouvriers qui prennent part à la vie politique se sont complètement guéris des illusions démocratiques et même le prolétariat apolitique, sous l'influence de la dictature et des événements qui l'ont suivie, n'est nullement enclin à accepter la doctrine social-démocratique. L'œuvre économique de la dictature du prolétariat avait déjà été abolie par les social-démocrates; quant à la terreur blanche, par sa politique économique, elle annula les timides réformes politiques de la révolution de novembre 1917.

Les mineurs, par le fait de l'abolition du droit de rompre le contrat, ont été attachés comme des serfs aux entreprises minières; la grève est regardée comme une trahison envers l'Etat et malgré cela la masse ouvrière est loin de l'idée de la restauration «démocratique»; il n'y a que l'idée de la dictature qui trouve chez elle un accueil favorable.

Ce qui est très caractéristique de l'idéologie des ouvriers, c'est l'attitude de ces derniers dans la question de l'emploi de la force armée. Si le pacifisme et l'aversion de la classe ouvrière pour les armes pendant sa dictature à la fin de la guerre est tout à fait compréhensible, on remarque actuellement le phénomène contraire. Le point de vue qui domine est beaucoup plus pratique: il ne s'agit plus de faire les choses en douceur et ce n'est que de la force et des armes qu'on attend la réalisation de ses désirs. C'est pourquoi l'influence des syndicats diminue sans cesse malgré l'insuffisance de l'organisation communiste révolutionnaire. De même que la tyrannie de la terreur blanche, cette transformation de l'idéologie contribue à éloigner les ouvriers de l'idée d'une lutte partielle, dont le but serait l'obtention de quelques réformes sociales, politiques ou d'intérêt privé.

L'action armée, le souvenir de la dictature et l'espoir de la dictature future n'ont pas disparu, en dépit de la terreur, du tréfond soigneusement caché de l'âme des ouvriers. L'insuffisance de la productivité et de la discipline causée par la fatigue de la guerre et observée pendant la révolution continue à présent en vertu d'une résolution consciemment prise: elle a revêtu la forme d'un sabotage immense, quoique non organisé et grâce auquel les masses considérables des ouvriers comptent empêcher le relèvement des capitalistes. Dans les grandes entreprises industrielles il ne reste que très peu d'ouvriers; la plupart ont été jetés à la rue, mais ce n'est que par la force brutale que l'on réussit à peu près à maintenir à un niveau normal la productivité de ceux qui travaillent.

Cependant il est très regrettable qu'une grande partie des ouvriers se trouvent déclassés. Le chômage, les persécutions, l'émigration ont abaissé non seulement le niveau de la vie matérielle mais aussi, jusqu'à un certain point, le niveau moral qui est le fondement de la discipline révolutionnaire. Il est un fait caractéristique: c'est que la déchéance jusqu'aux rangs du prolétariat vagabond se remarque surtout chez l'aristocratie ouvrière, chez les ouvriers de la grande industrie. Par suite de la ruine économique qui a arrêté presque toutes les grandes entreprises, l'idéologie révolutionnaire se conserve vivace surtout chez les ouvriers occupés dans les entreprises moyennes. Cependant, on peut dire qu'en général, le déclassement de l'aristocratie ouvrière a presque fait disparaître la différence d'idéologie qui existait auparavant entre les diverses couches de la classe ouvrière.

Le résultat de cette transformation de l'idéologie, provoquée par la terreur blanche est le développement croissant de l'esprit individuel d'abnégation et de sacrifice dont les exemples

se multiplient: et c'était là ce qui manquait le plus à la classe ouvrière à laquelle le passage à la dictature avait coûté trop peu d'efforts.

Tels sont les grands traits de l'idéologie de la classe ouvrière après la défaite de la révolution, pendant la terreur blanche.

La division de la classe ouvrière.

Par suite de la terreur blanche, il n'existe actuellement pas en Hongrie de mouvement ouvrier organisé. Le parti social-démocrate à la solde de Horti qui voudrait être considéré comme un parti des masses ouvrières qu'il s'efforce d'organiser, peut encore moins être considéré comme un parti politique organisé que le parti communiste qui s'affaire les répressions les plus sanglantes chaque fois qu'il donne signe de vie, même sous forme de la plus petite déclaration individuelle. Tous les chefs du mouvement ouvrier hongrois ont été forcés d'émigrer, à l'exception de quelques-uns, les plus réactionnaires, et de la social-démocratie et de la bureaucratie syndicaliste qui sont ouvertement passées au service de la contre-révolution monarchique. Cependant même les «chefs ouvriers» dans le genre de Paidle, Buchenger et Harami, ont dû prendre la fuite quoiqu'ils ne se fussent pas compromis pendant la dictature et qu'après sa chute ils eussent personnellement aidé à l'établissement de la terreur blanche par l'adoption au congrès de la résolution qui réclamait au nom du parti social-démocrate «la punition des coupables».

Siôt la dictature tombée, le parti qui s'était unifié le 21 mars se fractionna de nouveau. Les chefs de la social-démocratie, après un court séjour au sein de la République Soviétiste et de la III^e Internationale s'empressèrent, sous la direction de Bem Veltner et Kunfi, de renier leur court, mais honnête passé révolutionnaire. Dans les périodiques de la social-démocratie, la *Gazette Ouvrière* et la *Semaine Hongroise de Vienne* auxquels ils collaborent, ils sont retournés repentants au sein de la II^e Internationale; bien plus, ils ont mêlé leurs voix au concert de calomnies contre la dictature et les camarades qui languissaient dans les prisons et les camps de concentration.

L'aile gauche du parti social-démocrate resta fidèle au parti communiste. Mais l'aile droite, après des pourparlers conduits par Harami, se permit d'envoyer deux représentants dans le gouvernement de la terreur blanche. Bientôt aussi elle se scinda elle-même en deux partis: le groupe Bantchouk qui continua à servir la terreur blanche même sous Horti; et le groupe Harami-Buchenger qui, enclin à accepter la monarchie, ne réclame pas la dissolution des compagnies militaires sur lesquelles s'appuie la terreur blanche. Ce dernier groupe est en pourparlers avec Horti. Les syndicats appartiennent formellement au parti, mais leurs membres ne veulent rien savoir.

Le groupe Bem-Kunfi, à la suite du changement de la conjoncture révolutionnaire a oublié les mots d'ordre internationalistes et socialistes indépendants et même des pourparlers avec Masarik, les socialistes-chauvins tchèques et les

bourgeois radicaux hongrois à propos de l'organisation d'une révolution bourgeoise démocratique et des portefeuilles ministériels à répartir.

Le parti communiste hongrois, la section hongroise de la III^e Internationale se trouvent dans la nécessité de se borner presque exclusivement au travail illégal non seulement en Hongrie, mais dans les Etats voisins. Les rangs du parti s'éclaircissent grâce aux exécutions effectuées en vertu des jugements des tribunaux légaux et des soi-disant «Tribunaux du Peuple» qui, même à présent, réclament encore de nouvelles victimes. Bien des chefs et de glorieux militants émigrent dans les prisons. Néanmoins les émigrés ont, assez vite, commencé à s'organiser et ont tâché de renouer la liaison avec les masses.

En Hongrie, le parti communiste ne peut avoir aucune autre organisation que l'organisation illégale. Les tâches immédiates qui incombent à cette organisation sont les suivantes:

1) L'achèvement de l'organisation illégale et la centralisation des groupes existants.

2) Parallèlement à ce travail, le développement de l'esprit révolutionnaire des ouvriers dans le but de réveiller chez eux la conscience de classe et leur activité.

3) La rupture définitive avec la social-démocratie laquelle, grâce à la collaboration susmentionnée a échappé au «jugement dernier». La lutte contre la terreur blanche est à ce moment possible surtout sous forme de collaboration avec le prolétariat international.

L'achèvement du travail d'organisation, l'éveil de l'activité révolutionnaire rendront possible l'action des masses qui se terminera par l'insurrection armée. Malgré les symptômes d'affaiblissement, l'organisation de la terreur blanche est encore assez forte pour paralyser presque complètement tout travail d'organisation et de propagande. A côté de ces obstacles «objectifs», il existe des obstacles «subjectifs». C'est tout d'abord l'inexpérience dans la conduite du mouvement clandestin de la part de ceux qui sont habitués aux formes légales, puis l'impatience révolutionnaire, qui, quoique très respectable, revêt souvent la forme d'un désespoir, causé par la lenteur avec laquelle mûrissent les fruits du travail illégal. Dans son œuvre révolutionnaire, le parti communiste hongrois doit, avant tout, tenir compte de l'organisation internationale de la police et aussi du parti social-démocrate qui figure tantôt comme maître, tantôt comme domestique de ces organisations policières. Néanmoins, le succès de cette lutte commence déjà à se manifester.

L'organe central du parti *La Gazette Rouge* paraît actuellement à Vienne comme supplément à son confrère *Le Drapeau Rouge*. Bientôt il va paraître tous les jours et en grand format. La littérature de propagande a toujours été éditée en grande quantité et elle ne fera que s'accroître à mesure que diminueront les obstacles à sa diffusion.

Quant au mouvement syndicaliste hongrois, il y a aussi peu à en dire que de la situation économique de la classe ouvrière. De même que le niveau de la vie ouvrière dans tous les pays capitalistes et surtout dans les pays vaincus est

tombé incroyablement bas, de même le mouvement syndicaliste, en Hongrie, présente un tableau analogue à celui de tous les syndicats européens, mais encore plus piteux. Les syndicats jouent encore un certain rôle parce qu'ils sont le seul endroit légal où les ouvriers puissent se réunir. Ils se trouvent d'ailleurs dans les mains de la bureaucratie syndicaliste et il en sera ainsi tant que la terreur blanche protégera cette bureaucratie de l'indignation des ouvriers.

La Question Agraire.

L'on sait qu'en Hongrie, il n'y eut pas, pendant la dictature, de partage des terres. La République Soviétiste socialisa les grands domaines agricoles et commença avec l'aide du prolétariat agricole à introduire l'économie collectiviste. Par suite de l'inactivité du prolétariat agricole et aussi de la prudence extrême déployée pour ne pas interrompre la continuité de la production agricole, l'expropriation des grandes entreprises agricoles, sauf quelques cas isolés, ne fut que nominale, juridique et n'eut pas de caractère révolutionnaire nécessaire. Néanmoins les unions de prolétaires agricoles occupés dans les grands domaines furent presque au même degré que les ouvriers dans les fabriques, l'appui de la dictature. Les avantages les plus immédiats et les plus palpables de la dictature étaient ressentis surtout par les ouvriers agricoles; c'est pourquoi avec la chute de la dictature, leur situation empira beaucoup. La population prolétarienne ou mi-prolétarienne fut pendant longtemps après la chute de la dictature, entre les mains des paysans aisés. Cependant, par suite de l'entente des paysans aisés avec les grands agriculteurs, de l'enrôlement forcé dans les rangs de l'armée contre-révolutionnaire et de l'œuvre odieuse des soldats rouges disséminés par tout le pays, un mouvement révolutionnaire d'une assez grande ampleur commença à se manifester parmi les paysans possédant peu ou pas de terre.

Ce mouvement devient encore plus intense grâce au fait que les contrats collectifs conclus par les ouvriers agricoles immédiatement avant la dictature ainsi que les barèmes des salaires en vigueur pendant la dictature dans les domaines socialisés furent abolis; bien plus, les villageois pauvres furent réduits au servage pour expier «leurs péchés passés».

Le prolétariat agricole se trouvant dans le même camp que les petits propriétaires paysans, n'a pas encore son programme à lui. Pour le moment, le mot d'ordre du partage des terres, qui correspond aux désirs de nombreux minuscules propriétaires, jouit d'une grande popularité.

Voici le but immédiat que doivent poursuivre les communistes dans la question agraire: sans s'opposer au mouvement paysan pour le partage des terres, propager sans cesse parmi les campagnards pauvres, en tirant parti de l'insuffisance de toute réforme agraire légale, l'ancien mot d'ordre communiste: la reprise révolutionnaire, organisée des terres. Grâce à cela, il sera possible de sauver une partie considérable des grands domaines pour la future économie sociale.

Il est très peu probable que la révolution paysanne commence un nouveau chapitre de la révolution prolétarienne; mais il est certain que l'échec qu'elle trouvera dans les masses ouvrières sera plus fort que sa propre voix.

Il est très difficile de donner un pronostic exact de l'avenir de la révolution hongroise. Le fait est, qu'en Hongrie, il se livre une lutte à mort pour le droit de la propriété privée et cette lutte qui touche les bases immédiates de la production capitaliste, ne permet pas aux classes possédantes de se passer de la terreur. — Elles ne le pourraient même pas, dans le cas improbable, où la classe militaire indépendante consentirait à laisser échapper l'arme de ses mains.

Si le régime de Horti s'engageait dans une aventure militaire quelconque, la révolution prolétarienne éclaterait en Hongrie et rétablirait de nouveau la dictature. La plus faible étincelle révolutionnaire dans l'Europe Centrale entraînera immédiatement à sa suite le prolétariat industriel et agricole de Hongrie.

Cependant c'est seulement la révolution prolétarienne qui pourra mettre fin à la terreur blanche, même dans le cas où cette terreur revêtirait la forme parlementaire et la couleur constitutionnelle.

Maintenant, le prolétariat hongrois, qui, pendant 4 mois et demi a lutté dans les tranchées avancées de la révolution internationale, en est réduit à attendre le soutien du prolétariat international.

Ce soutien (dont nos camarades russes et italiens nous donnent un magnifique exemple) nous l'attendons des autres sections et groupes de la III-e Internationale.

B. K.



L'ÂME DE LA VICTOIRE

Il y aura bientôt trois ans que l'ère des guerres révolutionnaires est commencée, trois ans que la Fédération Soviétiste Russe repousse les assauts furieux de ses mortels ennemis du dedans et du dehors. Quand cette période de lutte se terminera-t-elle, il est difficile de le dire. Cela dépendra en premier lieu du développement de la révolution dans les autres pays. Mais d'ores et déjà on peut affirmer que, pendant ce triennat, la Fédération Soviétiste a été victorieuse et que l'Armée Rouge est pour elle le sûr garant du succès définitif dans la guerre qui lui a été imposée.

L'existence de l'Armée Rouge est la meilleure preuve de la maturité politique des masses ouvrières et paysannes. Ce que Saint-Simon, en 1808, dans ses fameuses *Lettres d'un habitant de Genève*, disait du prolétariat français—qu'il accusait de n'avoir, au temps où il détenait indiscutablement le pouvoir, pendant la première commune de Chaumette, rien su créer sinon la famine—ne saurait s'appliquer au prolétariat de nos jours. Dans le plus arriéré des États capitalistes, en Russie, la classe ouvrière a su, malgré des difficultés incroyables, créer un puissant appareil de combat qui porte l'effroi dans le camp de tous les gouvernements impérialistes.

L'Armée Rouge s'est formée progressivement et, à l'heure actuelle même le processus de son organisation n'est pas encore terminé. Elle laisse beaucoup à désirer dans le domaine de la direction, ainsi que dans ceux du ravitaillement et de la préparation technique. Mais ce qui la distingue précisément des armées permanentes des États capitalistes, c'est que celles-ci formées pendant des décades de travail organisateur, donnaient, au début de la guerre, un rendement maximum qui par la suite allait s'abaissant constamment tandis que l'Armée Rouge, se formant au cours même de la guerre, ne fait que se perfectionner sous tous les rapports.

Le premier problème que le pouvoir soviétiste eut à résoudre dans la création de l'Armée Rouge, fut la formation des cadres des troupes et l'organisation de l'appareil administratif et économique. Comme on ne disposait pas de cadres tout prêts, il fallut, dans la composition des nouveaux, utiliser les éléments les plus capables et les moins compromis de l'ancienne armée isariste. Pour les souder avec le pouvoir soviétiste on créa l'institution des Commissaires. D'autre part, l'Armée Rouge elle-même, dont le volontariat seul ne suffisait point à assurer le recrutement et qui, au fur et à mesure que le théâtre de la guerre allait s'élargissant, était obligée de recourir, sur une échelle de plus en plus vaste, à la mobilisation

des masses ouvrières et paysannes, devait nécessairement être soudée au pouvoir soviétiste et pénétrée d'une conscience véritablement révolutionnaire. Pour y arriver, on créa progressivement une immense institution d'État qui devint le Commissariat appelé actuellement: Direction Politique de la République (D. P. R.). Comme les fonctions de la D. P. R. sont par excellence des fonctions politiques, celle-ci, tout en ressortissant du Commissariat de la Guerre, reste néanmoins sous la direction immédiate du Comité Central du Parti Communiste. Le chef de la D. P. R. est ordinairement un camarade, membre du Comité Central du Parti Communiste, en même temps que du Conseil Révolutionnaire de Guerre de la République.

La Direction Politique de la République est sans conteste une institution propre à la seule Armée Rouge. Toutes les tentatives des gardes-blanches de créer, à notre exemple, des institutions analogues ont subi—comme il fallait s'y attendre—un échec complet. L'Armée Rouge est, en effet, la seule où le soldat qui y est incorporé ne cesse point d'être un citoyen; car l'État soviétiste est un État dans lequel les tâches de l'armée ne sont point en opposition avec les intérêts des masses laborieuses. Alors que, dans l'Armée Rouge, la discipline militaire est fondée sur le développement, dans chaque soldat, de la conscience de ses droits, dans les armées des États capitalistes bourgeois, elle se base exclusivement sur l'obéissance aveugle aux ordres des chefs. Les armées capitalistes bourgeoises ne seront donc fortes qu'autant que l'ouvrier et le paysan qui les composent exécuteront «sans raisonner» tous les ordres, quels qu'ils soient. Au contraire, dans l'Armée Rouge, plus l'ouvrier et le paysan «raisonneront» sur leurs intérêts, mieux ils verront pour eux la nécessité d'être des soldats honnêtes et actifs.

Si la guerre avec la contre-révolution russe et étrangère, guerre qui dure déjà presque trois ans, n'a pas été sans ralentir l'œuvre d'édification de l'économie socialiste et, du même coup, accroître la désorganisation léguée par l'ancien régime, elle n'en a pas moins eu un avantage immense. Elle a été la grande école révolutionnaire, elle a soudé l'une à l'autre, la population urbaine et la population rurale. Des millions de paysans dont il eût fallu sans cela parcourir tous les villages pour les éclairer, se sont trouvés du fait de la guerre dans les casernes, bivouacs, tranchées, ambulances et hôpitaux, sous l'action directe de notre propagande communiste.

La Direction Politique de la République est une immense organisation employant environ 600 collaborateurs à la Direction centrale et 16.000 dans les sections et sous-sections répandues dans toute l'armée. Sous le rapport de l'organisation, la D. P. R. est une institution hiérarchisée ayant une place déterminée dans la hiérarchie militaire. De même que les soviets militaires révolutionnaires de fronts sont soumis au Soviet Militaire Révolutionnaire de la République, les soviets d'armée aux soviets de fronts, les divisions aux soviets d'armées et ainsi de suite; de même, à la D. P. R. sont soumises les directions politiques de fronts, aux directions politiques de fronts, les directions politiques d'armées, aux directions d'armées les sections politiques de divisions, aux sections politiques de divisions les commissaires de brigades et à ces derniers les commissaires politiques de régiments. A la suite du congrès de tous les travailleurs politiques du front qui se tint en décembre dernier, on décida et on mit en exécution la création de commissaires politiques de compagnies, ou, comme on les appelle, d'instructeurs politiques de compagnies. Ces derniers ont la direction immédiate des noyaux communistes de compagnies. Telle est l'organisation pour les armées du front.

La structure des armées de l'arrière est analogue. Il y a, près les commissariats militaires régionaux, des sections politiques régionales de propagande qui dépendent directement de la D. P. R. A ces sections régionales sont soumises les sections de gouvernements qui avaient autrefois sous leur dépendance des sous-sections d'arrondissements actuellement supprimées partout, sauf en Ukraine.

Les sections politiques des armées ne se bornent pas à une œuvre de propagande et d'agitation exclusivement parmi les soldats rouges. Elles travaillent également parmi la population civile des territoires entrant dans la zone des opérations militaires. C'est à elles qu'incombe la tâche, dans les régions libérées des gardes-blanches, de créer l'appareil administratif et économique local qui fonctionnera jusqu'au moment où il sera possible de la remplacer par des soviets élus. Ces organes administratifs et économiques temporaires portent le nom de comités révolutionnaires. Ils peuvent être institués, non seulement dans les régions proches du front, mais encore à l'arrière, si des raisons d'ordre militaire l'exigent. Les comités révolutionnaires dépendent de la section politique correspondante du soviets militaire révolutionnaire en même temps que — en suivant la voie hiérarchique — de l'appareil administratif supérieur qui est, dans ce cas, le soviets des députés du gouvernement. Pourtant, si le comité révolutionnaire est formé pour les besoins spéciaux d'un gouvernement donné, il est rattaché directement au Commissariat de l'Intérieur. Les sections d'armées sont des organisations de parti, mais spécialement militaires; elles doivent néanmoins être rattachées aux organisations locales du parti. Aussi le statut des comités du parti et des sections politiques de fronts, d'armées et de divisions porte-t-il que tout chef de section politique entre

de droit dans le comité local du parti avec voix prépondérante.

Pour donner une idée de l'activité de la D. P. R., nous citerons quelques chiffres du dernier compte-rendu qu'elle a présenté au congrès de tous les travailleurs politiques tenu en décembre 1919.

Le budget de la D. P. R., pour le deuxième semestre de 1919, s'est élevé à 664.217.000 roubles. De cette somme, 215.000.000 roubles ont été assignés aux sections politiques de fronts et 106.000.000 roubles aux régions militaires. 47 millions ont été affectés exclusivement à l'entretien des écoles primaires (33 millions pour les écoles déjà existantes et 14 millions pour la fondation de nouvelles). Le troisième paragraphe important des dépenses dans le budget de la D. P. R. est fourni par l'approvisionnement des soldats rouges et de la population des régions proches du front en bibliothèques d'agitation, littérature de propagande et journaux. La somme assignée est de 159.000.000 roubles dont 18.000.000 pour l'entretien de l'appareil central. Pendant les trois mois d'août, septembre, octobre il a été envoyé aux fronts, armées et différentes unités 6.519.000 exemplaires de livres, brochures diverses, 153.854 accessoires pour l'étude ou le sport et 24.000 accessoires pour le théâtre, la musique et les cinémas.

Le 1-er novembre, la D. P. R. avait dans ses dépôts 7.280.000 exemplaires de livres et brochures, 167.000 accessoires pour l'enseignement général et le sport et 25.000 accessoires pour le théâtre, la musique et le cinéma. Le poids de la littérature de propagande et autre expédiée pendant le trimestre août-novembre se monte à 60.000 pouds. Dans cette quantité sont comprises 3.700 bibliothèques de 140 volumes chacune en moyenne, c'est-à-dire au total 518.000 exemplaires, ainsi que tous les tracts, manifestes, placards envoyés directement par le service d'expédition de la D. P. R. Outre cette littérature, on expédiait chaque jour, de Moscou, aux armées et dans les circonscriptions militaires, 520.000 journaux qui étaient répartis entre les soldats rouges et la population des régions proches du front. C'est au *Centropetchat* qu'est confiée l'expédition de ces journaux qui n'entrent pas dans les 60.000 pouds sus-mentionnés. Le quotidien *Bednota* (Pauvreté) est celui dont on expédie le plus grand nombre d'exemplaires (383.000), ensuite viennent la *Pravda* (70.000 ex.), les *Izvestia* du Comité Exécutif Central (40.000 ex.), etc. En outre, on édite à l'armée même, environ 25 quotidiens dont le tirage total atteint 250.000 exemplaires. Et pourtant tout cela n'est pas suffisant. Parallèlement aux journaux, les sections politiques de fronts et d'armées éditent une énorme quantité de feuilles volantes, brochures, placards, dont le total est de beaucoup supérieur à celui des éditions de la D. P. R.

Le budget de 664 millions de la D. P. R. que nous avons cité plus haut s'est trouvé insuffisant par la suite: pour le premier semestre de 1920 il a fallu l'élever à 4 milliards.

L'œuvre d'enseignement et de culture générale de la D. P. R. se manifeste dans la création d'écoles, cours et universités pour les soldats rouges et de clubs, théâtres, cercles dramatiques

et musicaux, bibliothèques et maisons de lecture pour les paysans. Le nombre des écoles, du 1-er mai 1919 au 1-er octobre de la même année, a passé de 674 à 3.800; celui des théâtres de 642 à 1.415; celui des cinémas de 133 à 250; le nombre des cercles dramatiques a monté, de 12 à 161 et celui des bibliothèques de 1.614 à 2.492. On comptait en outre, au 1-er octobre, trois universités pour soldats rouges, 8 cours et 400 maisons de lecture. Il ne s'agit ici que de cours d'instruction générale (dans le chiffre précité n'entrent point les cours pour la formation des instructeurs, qui existent près les sections politiques de fronts et d'armées).

Comme nous l'avons dit plus haut, les sections politiques d'armées dirigent le travail des noyaux communistes. Le nombre des communistes dans l'armée du front, était, au 1-er octobre, de 60.000; il était le même pour l'arrière. Pendant les mois d'octobre, novembre et décembre on organisa dans toutes les armées «la semaine du parti» au cours de laquelle les soldats rouges s'inscrivirent dans le parti communiste, non par dizaines mais par centaines de milliers. La quantité des membres nouvellement inscrits varie entre 20% et 25% du total de la masse des soldats rouges. Quelques régiments, comme celui de Taman, se sont inscrits en bloc dans le parti communiste. Si l'on considère que «la semaine du parti» a eu lieu surtout en octobre, au moment le plus pénible pour le pouvoir soviétiste et l'armée rouge, alors que les gardes-blanches se trouvaient au nord d'Orel et marchaient sur Toula, on peut affirmer sans crainte que ce sont les meilleurs éléments de l'Armée Rouge qui sont entrés dans le parti communiste.

La D. P. R. et les sections politiques pénètrent dans toutes les institutions militaires, à commencer par le Grand Etat-Major de toute la Russie, pour finir par les hôpitaux et ambulances. L'armée, la

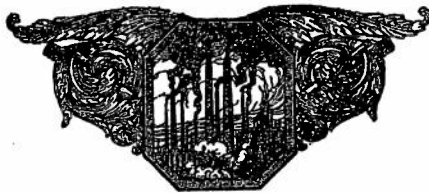
flotte (marine, fluviale et aérienne), le service de liaison, les usines de guerre, le service du ravitaillement: tout cela se trouve dans la sphère d'action et de contrôle politique de la D. P. R. et de ses organes.

La D. P. R. a à sa disposition des trains spéciaux pour son œuvre d'agitation. A tous les nœuds importants de chemins de fer il y a en outre des «points d'agitation» qui, tout en travaillant parmi la population locale, munissent de littérature de propagande les échelons de troupes de passage, leur fournissent des renseignements, etc. La D. P. R. partage la direction de ces «points d'agitation» avec le Commissariat de l'Instruction Publique et la Direction Politique des Chemins de Fer (1).

Cette immense armée des «travailleurs politiques» — c'est de ce nom qu'ils aiment, qu'on appelle tous les collaborateurs des sections politiques — constituée avec les noyaux communistes et les commissaires l'âme même de l'Armée Rouge. Son rôle décisif dans les victoires de l'Armée Rouge est confirmé par nos ennemis qui s'efforcent, sans succès d'ailleurs, de créer chez eux des institutions analogues. L'officier transfuge, Kotomine passé aux blancs, dans un rapport adressé à l'Etat-Major de Koltchak et intercepté par nous lors de notre marche sur Tobolsk, attribue nos victoires au «fanatisme» de nos commissaires, c'est-à-dire de nos travailleurs politiques, et, en cela, il a raison. Ce qui a rendu l'Armée Rouge invincible, c'est la forte organisation communiste.

RAKOVSKY.

(1) La Direction Politique des Chemins de Fer est une institution analogue à la D. P. R. Actuellement, en raison de la militarisation de l'industrie, on crée des sections politiques dans les différentes branches de l'industrie. Ainsi, il existe déjà une section politique de l'industrie militarisée qui est celle de la houille, dans le bassin du Donetz.





LE COMMUNISME ET LE THÉÂTRE

I.

De même que la société capitaliste ne peut devenir une association pénétrée de nobles aspirations, composée d'individualités puissamment développées, vivant en une fraternelle harmonie, le théâtre ne peut y devenir le sanctuaire où chaque unité humaine ne sera qu'une noble parcelle de l'âme commune, rattachée à l'œuvre par l'idéal de l'art. Les créations du théâtre furent de tout temps, le reflet du caractère de l'époque, et qui voudrait éclairer et élever le théâtre actuel sans se préoccuper de la base sur laquelle il est fondé, agirait comme un médecin, qui rêverait de donner à son malade une mine florissante, une chevelure abondante et lustrée, un regard vif, sans se préoccuper d'abord de lui purifier le sang et de renouveler les sèves de son corps. Ce médecin va employer dans sa folle tentative les moyens artificiels les plus variés; il obtiendra tout, au plus, une apparence trompeuse de santé.

De même chaque réforme de la scène sous le règne du capitalisme est condamnée à rester un semblant de réforme. Le théâtre réformé présentera des qualités que la société ne possède pas. Tel quel il doit, considéré objectivement, devenir indispensable à un plus grand mensonge, et s'écarter radicalement des intentions objectives du réformateur; alors que la scène non réformée a l'intention à augmenter le lustre du vide de la vie et à montrer comment on le trompe.

Tous ceux qui dans le courant de la dernière moitié du siècle, poussés par l'idéalisme et le sentiment de l'honneur ont essayé d'innover au théâtre et d'en faire un temple où l'homme fatigué du bruit et de l'activité sans trône de la vie, renaitrait à une paix profonde et noble, tous ceux-là sont restés anonymes, tous ces créateurs, qu'ils soient artistes, acteurs ou organisateurs, se sont sacrifiés à leurs illusions. Depuis Wagner jusqu'aux réformateurs du théâtre de nos jours, les hommes de talent et d'énergie se succèdent sans interruption, visant haut; et tous, parce qu'ils n'ont pas assez reconnu l'essence du capitalisme et la liaison, la cohésion nécessaire qui existe entre l'élément rituel et l'élément social, ont vu l'or de leur idéal se ternir entre leurs doigts et n'être plus bientôt qu'un vulgaire clinquant. Le succès leur fut plus funeste que la malchance l'aurait été, car le succès n'était possible que par leur renoncement à tout ce qu'ils avaient cru atteindre. Ce n'était pas le besoin, chez un public attentif, de renaitre dans la haute sérénité du

travail artistique, mais l'engouement de la mode qui remplissait leurs salles. Et, au lieu du recueillement religieux qu'ils avaient espéré, les salles qu'ils voulaient animer étaient envahies par le snobisme qui s'introduit partout pour tout salir et tout souiller de son haleine nouséabonde.

II.

L'argent peut tout, dit-on. Il procure à celui qui le possède, tous les trésors de la terre et un pouvoir illimité sur les hommes.

Il est vrai. Mais il est également vrai que l'argent ne peut rien dans certains cas. Il ne peut pas allumer la plus fugace étincelle d'amour, il ne peut pas faire rayonner la plus petite étoile de beauté; il ne peut faire naître ni un véritable sentiment, ni une émotion; il ne peut pas produire une action noble. Les étonnantes forces créatrices, qui soutiennent et enrichissent le monde entier se manifestent au dehors de la sphère aride et infructueuse où règne l'argent. Il ne peut qu'acheter la contrefaçon de ces forces précieuses: l'amour vénal, l'abandon vénal, la fausse beauté, le faux sacrifice, l'enthousiasme simulé.

La Scène est une parcelle, une institution solide de la société bourgeoise, aussi bien que la Banque et la Bourse, l'Eglise et l'Ecole, les maisons de commerce et les bordels. Qui veut consacrer son activité à la réforme du théâtre doit se mouvoir dans la sphère du capitalisme, et plus il sera protégé par ce dernier, plus il pourra user de son influence, dans les limites où l'argent délient le pouvoir. Il pourra construire des salles bien aérées, richement ornées, il pourra disposer de la main-d'œuvre, des talents, du goût et de l'intelligence des milliers de travailleurs qui peinent pour le capitalisme: poètes, musiciens, chanteurs, acteurs, écrivains, danseurs, régisseurs et décorateurs. Tous se peuvent acheter. Mais le sentiment doux et pur, qui confère à la parole et à la musique, à la danse et au mouvement, à la mimique et à la plastique, une signification essentielle, qui s'en sert pour former le tableau le plus élevé et le plus noble que l'esprit humain puisse concevoir, l'argent ne le peut pas acheter. Il ne peut pas non plus acheter le dévouement sans bornes, la fusion, l'unanimité d'une foule, ni atteindre aux plus hautes manifestations de la communauté d'âmes.

Tout l'argent du monde ne peut donner une seule ligne de vraie poésie et ne peut animer une statue. Où le capitalisme pourrait-il trouver la

force de créer, d'engendrer la tragédie qui est la plus haute forme de l'art, qui ne peut naître que lorsque l'humanité perçoit profondément son unité, lorsque chacun y connaît sa force et aussi les limites de cette force d'une manière à la fois fière et humble, telle que le génie créateur trouve tous les éléments de la tragédie, déjà noués et ordonnés harmonieusement, qu'il lui appartient de grouper en un tableau de vie épurée. Tout l'argent du monde ne peut pas donner à une seule âme un pur recueillement. Comment le capitalisme pouvait-il donc posséder le pouvoir, d'éveiller dans la masse machinale et sans âme, les tristesses rédemptrices, de susciter en elle le noble état d'âme qui se mire dans l'œuvre d'art idéale, comme le paysage dans la rivière, avec un éclat tranquille, lumineux, spirituel. La transformation réelle du théâtre ne peut s'accomplir que de l'intérieur, c'est-à-dire par l'influence profonde des forces sociales-idéalistes. Ni l'argent, ni le zèle, ni le talent, ni l'énergie ne peuvent éveiller la tragédie de son sommeil de mort. Il n'est que l'aube, la renaissance d'un nouveau sentiment de l'unité de l'humanité, une nouvelle reconnaissance du sérieux et de la sainteté de la vie, qui puisse opérer ce miracle.

Ce sentiment et cette reconnaissance s'élèvent à présent au-dessus du monde entier dans l'idéal social-religieux du prolétariat qui lutte, pour l'unité de l'humanité, sur la base de socialisme.

III.

Depuis des dizaines d'années, le socialisme plane sur le monde du travail comme une idée lumineuse, donne aux travailleurs de claires pensées, reconforte leurs cœurs. Les temps sont enfin venus où cet idéal — qui a nom communisme — commence à se traduire dans les actes des prolétaires. Et à mesure qu'il marquera les actes des masses, elles en seront plus conscientes. Alors seulement ce que nous faisons, nous satisfera entièrement. Sous le règne du capitalisme, la classe ouvrière est complètement dépendante de ses maîtres, non seulement économiquement et socialement, mais aussi spirituellement. Elle ne peut secouer le joug de cette dépendance spirituelle que par la lutte révolutionnaire et en engageant par cette lutte un nouveau milieu social. La classe ouvrière peut ainsi créer véritablement aux heures de la révolution sociale de nouvelles valeurs.

Jusqu'à ces temps derniers, dans aucun domaine, peut-être, le prolétariat n'était aussi complètement engeôlé par la bourgeoisie que dans celui de l'art. Il ne pouvait créer aucun art personnel, il ne trouvait aucune expression personnelle pour les tableaux de sa vie, il ne possédait aucun goût personnel et vivait des déchets artistiques de la bourgeoisie. Il voyait par les yeux de la bourgeoisie, il écoutait par ses oreilles et n'entendait en général que les choses les plus vulgaires, le plus triviales, comme il ne voyait que les plus criardes, les plus barlofées. Le mouvement ouvrier, depuis la guerre s'est essayé à éduquer les ouvriers organisés en matière d'art, com-

me il les a éduqués politiquement et économiquement. C'est ainsi que furent fondés en plusieurs pays les théâtres populaires. Ces théâtres n'ont créé aucun art prolétarien, mais ont seulement appris aux travailleurs les plus développés, les plus conscients, à apprécier l'art bourgeois le meilleur, au lieu des falsifications sans valeur qui, pendant longtemps, furent leur seule nourriture spirituelle; — de même que les fabricants de comestibles remplaçaient les meilleures denrées par d'épouvantables succédanés dont se nourrissait le prolétariat. Mais pour la même raison que les coopératives ne peuvent remplacer l'entretien privé d'une maison par l'entretien communiste, l'art prolétarien communiste ne peut naître de la scène populaire. Le prolétariat absorba passivement quelques éléments de la culture bourgeoise, ceux surtout, il va de soi, qui lui apportaient un écho de la grande lutte du tiers-état pour la liberté contre l'absolutisme.

La tendance générale de ces théâtres populaires, comme de la plupart des institutions de culture prolétarienne, qui se donnent un autre but que l'initiation des travailleurs à l'économie marxiste, et au déterminisme historique, tendait véritablement à augmenter la dépendance spirituelle de la classe ouvrière vis-à-vis de la bourgeoisie. Ces théâtres ne pouvaient faire autre chose. La lutte pour le communisme, qui abolit rapidement et complètement cette dépendance spirituelle, crée enfin les conditions nécessaires à la naissance d'un art prolétarien et au renouvellement du drame.

IV.

Le communisme est l'idéal commun des hommes, l'idéal de l'unité, de la fraternité humaine. Il est le fondement d'un culte, le signe d'un élan unanime des hommes vers la joie et le bonheur. La reconnaissance de l'amour, la force vitale de l'humanité. Mais la lutte du communisme contre tout obstacle à l'unité de l'humanité est aussi la plus dure, la plus implacable; partant contre la bourgeoisie et contre tous ceux qui ont encore sur les yeux le bandeau de l'idéologie bourgeoise. Avant que l'unité humaine puisse devenir un fait accompli, toute l'amertume de la haine couve et jaillit encore, en lave ardente. D'homme à homme, de classe à classe, comme le froid et le gel mordent la terre avant que le soleil levant la réchauffe, la vivifie, la lutte embrasse l'humanité.

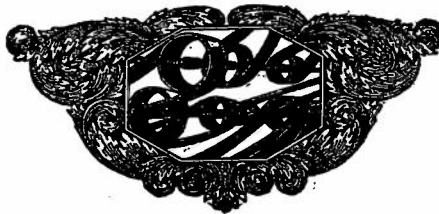
La contradiction entre le but et le moyen, entre l'essence du communisme comme idéal et sa forme comme lutte, c'est-à-dire entre son aspect d'église triomphante et d'église militante, ne doit pas tromper le prolétariat. Il porta toujours en lui cette contradiction, mais le début de la révolution mondiale l'a rendue brûlante et rien ne pourra l'étouffer ni la diminuer jusqu'à ce que la révolution ait terminé sa course victorieuse autour du monde. Mais dit-on que la masse qui souffre et qui lutte, qui attend impatiemment la nouvelle beauté, doit attendre jusqu'à ce que tout le long chemin ait été achevé? que le prolétariat doit demeurer muet, doit se priver de tout bonheur, pour créer par ses violents efforts une harmonie idéale?

Point. Nous voulons seulement dire que l'art du militant communiste, n'atteint pas encore à l'harmonie, irréalisée à ce jour, qui embrassera tout, et qui n'élèvera ses contradictions véritablement tragiques, incarnées en des formes idéales, sur le pathos des tableaux actuels de la souffrance et du martyre, de la douleur et de l'humiliation, que quand ils appartiendront à un passé récent. La lutte révolutionnaire, par les sacrifices sans bornes qu'elle exige, par l'inquiétude sans fin qu'elle éveille, par le débordement de haine et d'amour, qu'elle fait couler sur le monde comme une lave, sauve le prolétariat de la lâcheté et de l'égoïsme, de la bourgeoise et mesquine étroitesse, et des hésitations piétreuses. Ainsi vivra grâce à elle dans le prolétariat le vœu d'épurer la souffrance, la passion et le spleen ranimés par la beauté.—Le créateur des jours nouveaux sentira le besoin d'apaiser son cœur brûlant de haine et d'amour, de soulager sa grande douleur par le jeu de ses forces et de ses actions épurées. Il voudra éclairer la fantasmagorie et sauvage sublimité de ses souffrances, par la beauté, revivre une fois encore et prendre sa part aux actions les plus nobles de l'âme commune, et se fondre en esprit avec l'idée du prolétariat mondial.

L'extension sociale et l'élévation spirituelle, la conscience des possibilités sans limites qui sont en l'homme et de la sainteté de la vie, le besoin de se purifier par l'art,—seront les forces qui après la révolution prolétarienne, rénoveront le théâtre.

Pour le développement de ces forces, un commencement de victoire est indispensable. Seule la victoire garantit le loisir et l'indépendance spirituelle, comme seule elle peut ranimer le théâtre, et mettre les matériaux qui lui sont nécessaires à la disposition de la classe ouvrière. Par cette raison, la rénovation du théâtre commence dans les pays où le communisme a remporté ses premières victoires. Le zèle fiévreux avec lequel les travailleurs de la Russie des Soviets, se sont adonnés au théâtre, leur laborieuse activité comme auteurs, régisseurs et acteurs, sont les signes précurseurs de cette rénovation. Elle surgira de l'action d'ensemble des foules, avec le concours d'esprits d'élite, dans la société communiste, œuvre de l'activité unanime des masses.

Henriette ROLAND-HOLST





LE MOUVEMENT PROFESSIONNEL EN RUSSIE

Dès mai-juin 1917, les ouvriers russes et leurs syndicats furent obligés de par le processus de la lutte économique de déplacer le centre de gravité dans le domaine du contrôle de l'industrie et de sa régularisation. Vers le mois d'octobre, ils se rendirent exactement compte qu'il ne pouvait être question de contrôle et de régularisation de l'industrie; tant que le pouvoir était aux mains des capitalistes; que la tactique de lutte économique dans l'atmosphère de débâcle et de sabotage par les entrepreneurs devait être modifiée du tout au tout et qu'on entraînait dans la sphère des luttes politiques, des luttes pour le pouvoir.

La motion des métallurgistes de Moscou du 15-22 octobre, que nous avons déjà citée fut la conséquence logique de ces prémisses; elle acheva le développement de la nouvelle idéologie, à son premier stade. La déduction pratique de ces prémisses, fut la résolution adoptée le 26 octobre 1917, par le Bureau du Syndicat des ouvriers métallurgistes de Pétrograd, réuni en séance extraordinaire en vue des événements de Pétrograd, que venait de couronner le renversement du gouvernement de coalition.

Cette résolution porte:

«L'unique issue de la position qui s'est créée, est la prise du pouvoir par le Congrès des Soviets des Députés Soldats et Ouvriers et par le Soviet de Pétrograd des Députés Soldats et Ouvriers. Le syndicat des ouvriers métallurgistes ouvre au Soviet un crédit de 50.000 roubles et met à sa disposition tout son appareil technique» (Souligné par nous. M. T.)

Les syndicats ayant reconnu que le pouvoir devait nécessairement passer dans les mains des Soviets des Députés Ouvriers et Soldats, forcèrent non seulement le coup d'état au point de vue moral, mais au point de vue matériel. Ils prirent part à la lutte avec *tout leur appareil d'organisation*. Ils combattirent pour le pouvoir aux côtés des Soviets.

La révolution d'octobre modifia brusquement les rapports des forces dans la lutte économique entre le travail et le capital. Les entrepreneurs passèrent à l'action clandestine, au lock-out et au sabotage; mais, ayant perdu l'appui de l'Etat et voyant au contraire en lui leur ennemi de classe, ils durent satisfaire à toutes les exigences des syndicats.

Il suffit de comparer les deux comptes-rendus (insérés dans les N^{os} 5 et 7 du *Métallurgiste de Moscou*)⁽¹⁾ de la Commission des Conflits du Syn-

dicat des Métallurgistes de Moscou. Dans un article intitulé «Nos conflits» (N^o 5), écrit avant la révolution d'octobre, l'auteur, qui dirigeait la Commission des Conflits⁽¹⁾—dit: «La Commission des Conflits assiste à l'offensive clandestine et à l'offensive ouverte des usiniers et des fabricants... «La Commission des Conflits ne fut pas toujours à même de venir à bout des conflits locaux... «Messieurs les usiniers ne se soumettaient pas toujours aux décisions de la chambre de conciliation»...

Le même auteur⁽²⁾ écrit dans le N^o 7 (après la révolution d'octobre):

«Notre Commission des Conflits commence à vivre d'une tout autre vie»...

«... Notre voix résonne énergique et ferme; nous sommes à la hauteur des circonstances»...

«... Ils (les entrepreneurs) sont devenus souples comme de la soie»...

«... A peine a-t-on le temps d'enregistrer le conflit, que monsieur l'entrepreneur se présente humblement devant nous. Il est caressant et complaisant et semble sur le point de nous faire une déclaration d'amour»...

Le ton des entrepreneurs changea ainsi brusquement. Ils considérèrent comme un bonheur que les conflits fussent tranchés au syndicat par des travailleurs expérimentés et compétents, habitués à les traiter avec sérieux. Ces mêmes conflits se résolvèrent tout autrement si on les portait devant les soviets régionaux, organes de la guerre des classes. Ils les tranchaient militairement «à la façon des gardes rouges», disait-on. Ils envoyaient au patron deux messagers qui lui enjoignaient de satisfaire les ouvriers, sous peine d'arrestation immédiate.

L'atmosphère de cette période pendant laquelle tout le monde sentait que les assises mêmes de la société capitaliste avec ses normes juridiques s'effondraient, tandis que les principes du nouveau régime transitoire s'ébauchaient à peine, alors qu'il n'y avait pas de règles fixant les relations mutuelles entre les différents organes locaux ou de l'Etat, alors que ces organes se trouvaient encore dans la période de construction,—cette atmosphère créait des conditions favorables au développement des méthodes de solution des conflits entre le travail et le capital les plus anormales. L'autonomie des organisations ouvrières de cette période avait un caractère décentralisé, en quelque sorte élémentaire et spontané qui se traduisait parfois de façon plutôt fâcheuse par

(1) G. Bélinky.

(1) Organe du Syndicat des Métallurgistes de Moscou, journal populaire édité à la fin de 1917 et pendant les premiers mois de 1918 sous ma rédaction. M. T.

(2) *Nouvelles tendances de la Commission des Conflits*. O. Bélinky.

des arrestations arbitraires de patrons, par la confiscation violente des entreprises et des marchandises, par l'application de tarifs arbitraires, etc.

Le Pouvoir Soviétique n'ayant pas encore à sa disposition de mécanisme d'Etat, en présence d'une foule ennemie, compacte, formée non seulement de gens appartenant aux classes possédantes, mais aussi de personnes de condition moyenne (employés, fonctionnaires supérieurs et moyens), mettant largement en pratique le sabotage, le pouvoir des Soviets, disons-nous, dans sa lutte pour la conquête de la machine de l'Etat et pour l'affermissement de ses positions, ne pouvait s'appuyer que sur l'appareil des Soviets et des Députés Ouvriers et sur celui des syndicats et des comités de fabriques et usines.

Dans ces conditions, l'activité autonome même inorganisée des organisations ouvrières, était la meilleure méthode de lutte contre le sabotage organisé des capitalistes. L'appropriation par les syndicats des fonctions des organes de l'Etat, étant un fait, il fallut bien l'admettre et la considérer comme le résultat historiquement inévitable du développement du mouvement syndical, comme la phase finale de leur existence en période de dictature prolétarienne.

Cela menait à l'idée de la proclamation des syndicats comme organes du pouvoir de l'Etat. Mais, les préventions existant contre les syndicats, préventions découlant de l'idée erronée de leur rôle exclusif de groupement de lutte pour l'amélioration de la situation économique des travailleurs dans les cadres du régime capitaliste (formule des opportunistes et, à leur suite, de quelques camarades très orthodoxes qui avaient perdu leur latin dans cette question), conduisaient à d'autres conclusions:—Si le régime capitaliste est aboli et si la lutte du pouvoir ouvrier consiste précisément dans la défense de tous les intérêts du prolétariat et également dans l'amélioration de toutes les conditions de son existence... on n'a plus besoin de syndicats...

Il faut cependant reconnaître que ce point de vue n'eut pas de succès en Russie et il ne faut s'en souvenir que comme d'une idée éphémère qui ne fut populaire dans aucun milieu. On préconisait habituellement l'abolition des syndicats en les opposant aux comités des fabriques et usines, en les remplaçant par ces derniers, naturellement sous une forme centralisée. Mais pour tout observateur du développement de nos organisations ouvrières, il fut évident que les comités des fabriques et usines n'excluaient pas les syndicats, s'ils les suppléaient quelquefois, et qu'en unifiant et centralisant les comités des fabriques et usines,—nous obtenions des syndicats basés sur le principe de production par industrie.

Quant à l'aspect économique de l'activité des comités des fabriques et usines,—la nécessité de leur centralisation, afin de subordonner les intérêts de groupe d'une entreprise donnée aux intérêts généraux, apparut avec évidence dans toutes les industries. On y arrivait d'ailleurs, non par l'abolition de quelques organisations, mais par le fusionnement de diverses organisations (qui fut réalisé dans le premier semestre après la révolution d'octobre).

Mais si la révolution d'octobre posa devant la gauche la question de nouvelles tâches incombant aux syndicats, provoquant de vifs débats et quelques désaccords, l'aile droite partant du principe fondamental de l'illégitimité du coup d'Etat et de l'immuabilité de la révolution, en tant que révolution bourgeoise, garda opiniâtrément son ancienne position, mettant en avant certaines thèses qu'elle évitait prudemment elle-même dans la période de la coalition.

Les représentants du menchévisme dans le mouvement professionnel jugeaient nécessaire, pendant la période de coalition, d'éviter diplomatiquement la question dangereuse des désaccords politiques, mais la révolution d'octobre les guérit du coup de leur prétendu «apoliticisme».

Dans le N° 11 du «Petchnoë Dielo» (organe du Syndicat des ouvriers de l'imprimerie) du 7 octobre 1917, le Bureau du Syndicat, dans un article au sujet de la liste indépendante des internationalistes candidats au Bureau écrivait:

«Le Bureau ne peut, dans une question purement politique, prendre une attitude qui poserait devant des milliers de syndiqués la question de leur appartenance ultérieure au syndicat.

Le Bureau actuel, fidèle aux traditions des ouvriers de l'imprimerie ne s'est pas cru en droit d'entraîner le syndicat soit à la théorie de la défense à outrance, soit à l'internationalisme; nous abandonnons le luxe d'une scission aux partis. Quant à nous, nous voulons être unis. D'autant plus que cette unité est chose tout à fait possible, les partisans de la défense et les bolchéviks pouvant mener avec un égal succès la lutte économique. Il suffit de savoir organiser convenablement la chose».

Mais, à peine deux semaines s'étaient-elles écoulées que l'attitude du Bureau changea brusquement. Le numéro suivant du même journal (N° 12) inséra en première page un appel, sur «les poursuites contre la presse», appel signé par le Comité de la lutte pour la liberté de la presse, le Syndicat des ouvriers de l'imprimerie, le Comité Central du Parti Social-Démocrate Russe (unifié), le Comité Central des S.-R., le Conseil Municipal de Pétrograd... etc.

Et enfin, dans le même numéro nous lisons: «La motion suivante a été votée à la séance du Bureau du Syndicat des ouvriers de l'imprimerie du 30 octobre:

Le Bureau du Syndicat des ouvriers de l'imprimerie après avoir délibéré sur la situation nouvelle créée par le coup d'Etat:

1) exige la cessation immédiate de la tuerie fraticide;

2) exige du comité révolutionnaire de la guerre, le rétablissement immédiat de la liberté de la presse;

3) exige que tous les partis politiques arrivent à une entente sur la question de l'organisation du pouvoir, et

4) déclare, au cas où ces demandes ne recevraient pas satisfaction, que le Bureau emploiera tous les moyens à sa disposition pour exercer une pression sur les partis».

La Révolution d'octobre força ainsi le Bureau menchéviste des ouvriers de l'imprimerie à jeter

bas le masque de l'abstention en matière politique et à prendre ouvertement parti dans le conflit sans s'arrêter à la considération que cela pourrait amener une scission dans les rangs des syndiqués. Mais, c'est au 1-er Congrès Panrusse des Syndicats que les désaccords entre la droite et la gauche se manifestèrent de la façon la plus éclatante.

Malgré «l'apoliticisme» apparent prôné par les menchéviks au sein des syndicats, dans la crainte d'une scission des masses sur les questions politiques, les désaccords de principe entre la droite et la gauche—et cela précisément dans le domaine politique—apparurent dans tous les travaux du 1-er Congrès Panrusse des Syndicats. Le désaccord fondamental entre la majorité et la minorité du Congrès, désaccord sur la compréhension et la définition de la révolution, se révèle dans toutes les discussions, dans toutes les questions, depuis les discours d'ouverture jusques et y compris les résolutions essentielles. Ce ne fut pas sur la structure des syndicats ou sur leurs tâches concrètes que porta la discussion; la question importante, fondamentale qui donna lieu à tous les désaccords fut celle du caractère du coup d'État d'octobre et des perspectives de la révolution.

L'opposition générale de la droite socialiste au pouvoir des Soviets se manifesta au 1-er Congrès des Syndicats par le mot d'ordre «Unité et indépendance» du mouvement ouvrier. Laissons les représentants de ce bloc caractériser leur plate-forme.

«Je répète que noire révolution est une révolution bourgeoise, et je pense, j'affirme que le capitalisme n'est pas aboli par les décrets qui ces derniers mois, ces dernières semaines, tombent dru comme grêle de l'institut Smolny. Je crois que, par malheur, le capitalisme se révélera rapidement dans toute sa force, dans toute sa puissance; c'est pourquoi je dis que tant que le capitalisme reste intact, les problèmes que la réalité capitaliste pose au mouvement professionnel resteront intacts aussi, et que les syndicats doivent continuer d'être ce qu'ils étaient jusqu'à présent, des organes indépendants de la lutte de classe du prolétariat... (Discours d'ouverture de Maisky, représentant du Comité Central du Parti S.-D. Russe Ouvrier Unifié).

Cette plate-forme reçut son expression définitive dans la résolution que la fraction des menchéviks proposa au 1-er Congrès mais que celui-ci rejeta, «considérant: 1) que la révolution actuelle, à la considérer strictement objectivement, n'est pas socialiste, mais bourgeoise et que tout ce que les masses ouvrières y peuvent gagner dans le domaine social ne peut changer les bases du régime capitaliste; 2) que, par suite les expériences socialistes que l'on fait actuellement, loin d'ébranler les bases du régime capitaliste, ne font, en réalité, que contribuer à la complète désorganisation de l'économie nationale, ce qui aggrave considérablement pour le prolétariat les conditions de la vie dans la lutte qu'il a à soutenir; 3) que, parant, le prolétariat russe, à l'avenir, devra mener une lutte opiniâtre contre le capital sous toutes ses formes, lutte pour l'amélioration

de sa situation économique dans les cadres de la société bourgeoise ainsi que pour son émancipation définitive à l'aide du socialisme; 4) que, dans cette lutte, les syndicats libres conservant leur complète indépendance dans la lutte de classes, qui va s'accroissant systématiquement et pendant laquelle ils fonctionnent en contact de plus en plus étroit avec le parti de classe du prolétariat, sont et seront le plus puissant appui du prolétariat,—le 1-er Congrès Panrusse des Syndicats, confirmant la résolution de la 3-me Conférence Panrusse sur les tâches des syndicats, repousse énergiquement la tentative du Soviet des Commissaires du Peuple de transformer les Syndicats en organes auxiliaires du soi-disant gouvernement ouvrier et paysan et proclame ouvertement que les syndicats doivent, comme par le passé, rester des fédérations libres et indépendantes de la lutte de classe du prolétariat».

Cette attitude devant le coup d'État d'octobre et les combats sanglants qui eurent lieu dans les rues de Pétrograd et de Moscou, entre les ouvriers et paysans d'une part et les propriétaires et capitalistes de l'autre, se manifeste avec un relief saisissant dans la déclaration personnelle faite au même Congrès par un syndicaliste—menchévik des plus en vue, Grinévitich:

«Je suis resté au secrétariat jusqu'aux journées d'octobre, mais après ces journées, au lendemain de la tuerie qui a eu lieu à Moscou, j'ai envoyé au Soviet (!) une lettre dans laquelle j'ai déclaré que, puisque le Soviet de Moscou en la personne du comité révolutionnaire de la guerre (le secrétaire du Conseil des Syndicats de Moscou était le chef de la garde rouge) a délégué comme membres du comité révolutionnaire des personnes n'ayant jusqu'alors pris aucune part au mouvement professionnel et qui, maintenant, viennent de participer aux violences d'une organisation de conjurés avec lesquels elles ont organisé une insurrection,—moi, comme champion du mouvement professionnel, je n'ai pas pris et ne prendrai point part à l'action d'une organisation de conjurés (!)».

Si, à cette résolution (citée tout entière) des partisans de «l'unité et de l'indépendance» du mouvement professionnel, ainsi qu'à l'attitude de ces derniers devant la lutte sanglante des ouvriers pour leur émancipation, attitude clairement définie dans la déclaration personnelle précitée d'un des leaders du menchévisme, on oppose la résolution proposée par la fraction des bolchéviks et acceptée par le Congrès, on peut mesurer l'abîme qui s'était creusé entre les deux ailes du mouvement professionnel au 1-er Congrès Panrusse des Syndicats.

1) La victoire politique des ouvriers et des paysans pauvres sur les impérialistes et sur leurs agents petits-bourgeois en Russie, est le commencement de la révolution socialiste internationale et de la victoire sur le mode de production ca-

(!) Il s'agit du Soviet des Syndicats de Moscou.

(*) Je cite les extraits des discours et des résolutions d'après le compte-rendu sténographique: «Premier Congrès Panrusse des Syndicats». Edition du Soviet Panrusse Central des Syndicats, Moscou 1918, avec ma préface. M. T.

pitaliste. Les Soviets des Députés ouvriers, soldats et paysans sont devenus les organes du pouvoir; la politique du gouvernement ouvrier et paysan est devenue la politique de la réédification socialiste de la société.

2) La révolution d'octobre, par le fait de la transmission du pouvoir, des mains de la bourgeoisie aux mains de la classe ouvrière et paysanne pauvre a créé des conditions tout à fait nouvelles d'activité pour toutes les organisations ouvrières en général et pour les syndicats en particulier.

3) Les socialistes révolutionnaires n'ont jamais considéré les syndicats exclusivement comme des organes de la lutte économique du prolétariat pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière dans les cadres de la société capitaliste. Ils les ont considéré comme des organisations appelées à lutter la main dans la main avec les autres organisations de guerre de la classe ouvrière pour la dictature du prolétariat et la réalisation du socialisme. A plus forte raison, le rôle incombant aux syndicats dans la lutte pour la réalisation du socialisme est-il d'une importance capitale, maintenant que la lutte de classes a mis le prolétariat russe face à face avec la révolution socialiste et la réalisation pratique de toute une série de mesures socialistes des plus importantes.

Ayant ainsi défini le caractère du coup d'Etat d'octobre et sa propre attitude devant la situation nouvelle, le Congrès donna les grands traits de la ligne générale du mouvement professionnel:

«6) Le centre de gravité de l'activité des syndicats au moment actuel doit être transféré dans le domaine de l'organisation de l'économie. Les syndicats, comme organisations de classe du prolétariat, fondés sur le principe de la production, doivent se charger du travail principal dans l'organisation de l'industrie et la reconstruction des forces productives désorganisées du pays. La participation la plus énergique aux travaux de toutes les institutions centrales, l'organisation du contrôle ouvrier, l'enregistrement et la répartition de la main-d'œuvre, l'organisation de l'échange entre la ville et la campagne, la participation la plus active à la démobilisation de l'industrie, la lutte contre le sabotage, la mise en pratique du travail général obligatoire, etc.: tels sont les problèmes à l'ordre du jour. Il convient de prêter une attention spéciale à la centralisation du mouvement professionnel pour toute la Russie et à l'organisation de puissants syndicats d'ouvriers agricoles.

7) Dans leur forme perfectionnée, les syndicats doivent devenir dans le processus de la révolution socialiste qui se poursuit, des organes du pouvoir socialiste, organes travaillant comme tels en coordination avec les autres organisations à mettre en pratique les nouveaux principes d'organisation de la vie économique.

8) Les mesures transitoires pour la transformation des syndicats en organes de ce genre et le fusionnement de toutes les organisations économiques de la classe ouvrière (particulièrement des comités de fabriques et d'usines) sont: la

coopération la plus étroite et la liaison indissoluble (liaison d'organisation) des syndicats avec les Soviets des Députés Ouvriers et Soldats».

La plate-forme qui devint la base du mouvement professionnel, quoique grossièrement et d'une façon très abstraite, est néanmoins ébauchée en substance dans cette résolution votée par le Congrès. Il est vrai qu'alors les bolchéviks eux-mêmes s'exagéraient quelque peu la rapidité de l'étatisation des syndicats. On se représentait le processus lui-même de cette étatisation comme très court, comme une question de mois. L'expression: étatisation était, en elle-même, trop abstraite et quoiqu'elle fût entendue dans le sens de processus, ce processus dont on ne se faisait pas une idée claire de la direction et de la marche, provoquait, dans les rangs des bolchéviks et des groupes sympathisants, de vifs désaccords précisément sur la question de la rapidité de son développement.

Pendant qu'une partie des camarades se représentait l'étatisation, en tant que résultat d'un fusionnement graduel des syndicats avec les organes du pouvoir gouvernemental, comme un processus bien long, l'autre partie estimait que les syndicats pouvaient à ce moment-là même, c'est-à-dire à l'époque du premier Congrès, être transformés immédiatement en organes du pouvoir d'Etat. Mais ni les uns, ni les autres n'avaient une idée suffisamment nette du rôle qu'auraient dû assumer, dans le système général du régime des Soviets, ces nouveaux syndicats immédiatement transformés en organes du pouvoir d'Etat. Il était difficile, d'ailleurs, trois mois seulement après la Révolution d'octobre, d'assigner aux syndicats leur plate-forme, leur rôle définitif dans la période de dictature du prolétariat. Il fallut une année entière de collaboration des syndicats avec le pouvoir des Soviets, une année entière de vie et de travail intenses, année équivalant par la tension des efforts et la marche précipitée des événements à toute une période historique, pour que la ligne générale tracée par le premier Congrès des syndicats pût recevoir au deuxième Congrès une expression plus achevée. Mais le premier Congrès Panrusse avait montré la seule voie propre au développement du mouvement professionnel pendant la dictature du prolétariat et c'est là son plus grand mérite.

La tactique de l'indépendance du mouvement professionnel, au cours de la lutte intensive que le prolétariat eut à soutenir pour le développement ultérieur de la révolution, eut pour résultat réel l'opposition des syndicats, comme organisations économiques du prolétariat, aux Soviets, ses organisations politiques. Et l'histoire ultérieure du développement du mouvement professionnel en Russie confirme d'une façon éclatante la justesse de la position occupée par le premier Congrès Panrusse des syndicats, car la théorie de l'indépendance subit, dans la pratique, un krach complet.

Trois mois s'étaient écoulés depuis le premier Congrès Panrusse des syndicats et au mois de mars déjà, à la 4^{me} conférence extraordinaire des syndicats, les premiers indices d'hésitation se manifestèrent chez les partisans de l'unité et de

l'indépendance. Ceux-ci continuaient à s'en tenir à leur façon précédente de voir et à prédire un soi-disant revirement inévitable. Comme par le passé, ils étaient persuadés que la restauration capitaliste aurait lieu, mais cette restauration même se présentait déjà à eux sous des formes excessivement vagues. Le mot d'ordre «Assemblée Constituante», dans leurs bouches sonnait moins énergiquement. Toute une année d'incertitude s'écoula pour le bloc des partisans de l'indépendance, incertitude qui s'exprima par une série de changements de tactique, depuis la critique passive du régime des Soviets jusqu'à la lutte active, jusqu'à la participation au gouvernement de Samara et aux tentatives de renversement du pouvoir des Soviets au moyen de la grève générale. Le régime des Soviets était, pour ces gens, tantôt une dictature des soldats et paysans, tantôt un véritable système de capitalisme d'Etat, mais, en ce qui concerne le mouvement professionnel, ils ne voulaient pas démolir de leur théorie de «l'indépendance» des syndicats, malgré le krach complet de leurs prédictions.

Laissons de côté ces politiciens dont la vie et l'histoire ont déjà fait justice pour jeter un bref coup d'œil sur le développement ultérieur de l'idéologie du mouvement professionnel russe et les formes pratiques de sa réalisation.

L'année 1918 amena des changements immenses dans la structure économique de la république. Six mois après le premier Congrès Panrusse des syndicats, toute la grande industrie fut nationalisée, non par la voie régulière de la syndicalisation étatique graduelle qui aurait été la forme préparatoire à la nationalisation définitive de l'industrie, mais par un seul acte du pouvoir soviétique, acte déterminé par les exigences de la paix de Brest. Vers la fin de l'année, après la chute de l'impérialisme allemand et l'annulation de la paix de Brest, le reste des entreprises industrielles et commerciales de quelque importance furent nationalisées. Les organes de l'Etat se constituèrent dans leurs grandes lignes et le Conseil supérieur de l'Economie Nationale revêtit sa forme définitive. Les petits conflits avec les entrepreneurs prirent fin et les syndicats se trouvèrent face à face avec le problème le plus important de l'organisation de l'industrie. Ce ne fut que grâce au concours des syndicats et des comités

de fabriques et d'usines et à l'appui des organisations économiques ouvrières que le pouvoir soviétique put réaliser la nationalisation de l'industrie malgré le sabotage des intellectuels et des techniciens; c'est seulement sur la base des syndicats ouvriers que purent être construits le Soviet Supérieur de l'Economie Nationale ainsi que le Commissariat Populaire du Travail avec leurs organes sur les lieux. La vague de chômage qui sévit pendant le premier semestre de l'année 1918 fut liquidée, grâce à la création par les syndicats de bourses de travail et de caisses d'assurance contre le chômage. Les syndicats prirent la part la plus active aux côtés du pouvoir soviétique à la réalisation de toutes les tâches qui, cette année-là, se dressèrent devant le pouvoir des Soviets, à commencer par l'assurance sociale et par la répartition de la main-d'œuvre jusques et y compris la lutte contre la famine (l'appareil de ravitaillement fut reconstruit et des éléments prolétariens y furent installés) et la participation à la réorganisation de l'armée. Mais dans ce travail fiévreux d'édification de l'Etat, dans cette œuvre de réalisation des tâches concrètes imposées par la révolution, on continua sans relâche l'œuvre syndicale fondamentale de la reconstruction des syndicats sur le principe de production, l'œuvre du fusionnement des syndicats avec les comités de fabriques et d'usines ou plus exactement l'œuvre de transformation de ces derniers en noyaux de syndicats locaux pour arriver au fusionnement des syndicats locaux en une gigantesque et puissante fédération destinée à la régularisation du travail pour toute la Russie. En 1919, les principaux syndicats du prolétariat industriel étaient déjà réorganisés sur le principe de production et reliés entre eux dans toute la Russie. Une année de travail en commun des syndicats avec le pouvoir soviétique dans les différents domaines de l'activité de l'Etat et surtout dans le domaine économique donna un matériel suffisant pour que le deuxième Congrès Panrusse des syndicats pût enfin déterminer d'une façon concrète et précise la ligne du développement du mouvement professionnel et donner un schéma général de l'œuvre d'édification organisatrice des syndicats.

M. TOMSKY.





LES „INDUSTRIAL WORKERS OF THE WORLD“ (I. W. W.) D'AMERIQUE ET LEURS LUTTES

I.

Aux Etats-Unis, l'industrie est un terrain de guerre civile. Presque chaque grève y est une bataille au cours de laquelle les ouvriers ont à combattre tout le mécanisme gouvernemental de l'Etat et les milices privées, composées d'apaches et munies de fusils et de mitrailleuses. Tout citoyen américain, qui a l'argent nécessaire, peut acheter ces milices, dont les opérations sont autorisées par le gouvernement. Plus même: leurs membres sont nommés, par les autorités supérieures, aux postes de shérifs aux comtés où les grèves éclatent et y représentent, par conséquent, des organes gouvernementaux.

Les tribunaux, la police municipale, la police spéciale (tels que les détachements de gardes des états de Pensylvanie et de New-York que l'on a formés nominalement pour le maintien de l'ordre dans les districts ruraux, mais que l'on emploie presque exclusivement à la répression des grèves) et les autorités judiciaires, aux villes et en province, sont mobilisés pour combattre le mouvement ouvrier. De même, les forces légales et spéciales des capitalistes—la presse, les églises, les chambres de commerce, les comités de citoyens et même des bandes de bourgeois armés, telles que les organisations créées pendant la guerre dans le but problématique de préserver le pays contre les espions allemands: *La Ligue de Sécurité Nationale*, *Les Chevaliers de la Liberté*, *La Société de Défense de l'Amérique*, ainsi que les organisations qui se sont constituées depuis la campagne ouverte contre le bolchévisme, telle que *La Légion Américaine*, composée principalement d'officiers mobilisés,—tout est mis en action contre les ouvriers.

A part ces ennemis, les ouvriers ont encore d'autres adversaires, moins tangibles: la liste noire qui rend impossible à tout gréviste militant de se retrouver un emploi ou du travail; la concentration dans une seule entreprise des groupes d'ouvriers de nationalités et de religions diverses et l'excitation parmi eux des préjugés de race et de religion, ce qui entraîne assez souvent des massacres de nègres, et, tout particulièrement, le maintien du système de syndicats de métiers et la corruption ouverte de leurs chefs.

Bien que les gouvernements locaux aient toujours secouru, et sans façon, les briseurs de grèves, le gouvernement fédéral avait eu soin de maintenir, avant la guerre, une apparence d'impartialité dans ses rapports avec les ouvriers, ce

qui n'empêcha d'ailleurs pas, en 1894, le président Cleveland d'envoyer des troupes pour briser en Illinois, la grève du rail.

Mais la guerre a fourni au gouvernement un prétexte spécieux pour prendre entre ses mains le contrôle de l'industrie qu'il exerça par l'organe du Conseil de la Défense Nationale, organe formé de gros manufacturiers et de banquiers, qui s'empara ouvertement du pouvoir. La fin de la guerre a débarrassé les capitalistes—mais non le travail—de toute surveillance de l'Etat. C'est ainsi, par exemple, que le *Lever Act*, promulgué pendant la guerre pour assurer le ravitaillement de la population, est maintenu en vigueur jusqu'ici et est interprété de façon que les ouvriers fabriquant les produits alimentaires ne peuvent aucunement se mettre en grève. La grève des cheminots, l'automne dernier, provoqua de la part du gouvernement la menace d'avoir recours à la force armée. La grève des mineurs fut déclarée formellement, par la justice fédérale, comme constituant «un acte criminel», et des centaines d'ouvriers sont encore en prison pour avoir enfreint les dispositions gouvernementales qui interdisaient toute participation et tout concours à cette grève. L'Attorney General des Etats-Unis a fait publier un ordre portant que toute grève éclatant dans une industrie «dont dépend la prospérité nationale», est un acte criminel et illégal. En présence de cet état de choses, il n'y a pas d'ouvrier qui puisse prêter foi à l'impartialité et à la neutralité du gouvernement fédéral dans les conflits qui éclatent entre le travail et le capital.

Les ouvriers qui se mettent en grève aux Etats-Unis risquent leur vie et celle de leurs familles. On y massacre impunément les travailleurs à coups de fusil et l'on accuse ensuite d'assassinat les leaders du mouvement gréviste. Ce fut précisément le cas de Joe Lawson, organisateur de la grève des mineurs du Colorado en 1913, qui fut accusé d'assassinat après que la milice de l'Etat eût mis le feu à un coron et brûlé vifs plusieurs femmes et des enfants; tel fut aussi le cas de Giovannetti et d'Effore à Lawrence (Massachusetts) pendant la grève des textiles, au cours de laquelle un milicien avait tué un gréviste; ce fut aussi le sort de Carlo Tresca et d'autres ouvriers aux mines de Mesaba Range où le shérif de la région avait tué un gréviste. Dans toute la République d'Outre-Océan des centaines d'hommes, ayant participé à diverses grèves, pourrissent aujourd'hui dans les prisons,

condamnés pour des assassinats qu'ils n'ont point commis.

Nommons quelques-uns des innombrables martyrs du mouvement ouvrier américain :

Les frères Mac Namara, Schmidt et Kaplan, condamnés pour avoir provoqué une explosion dans les bureaux du *Los Angeles Times*, qui poursuivait les ouvriers de sa haine.

Tom Mooney, enfermé à perpétuité sous l'inculpation d'avoir fait exploser une bombe au cours d'une manifestation militante à San Francisco, inculpation qui n'a jamais été prouvée.

Ford et Suhr, condamnés à la réclusion perpétuelle pour avoir commis un assassinat pendant la grève des travailleurs des plantations de houblon, assassinat commis en réalité par les shérifs de cet état.

Joe Hill, poète, organisateur des I. W. W. condamné et mis à mort pour avoir commis un assassinat dont il était complètement innocent.

Frank Little, membre de la Commission d'Administration des I. W. W., enlevé la nuit à son domicile, pendant la grève des ouvriers des mines de cuivre de Butte et pendu sur les instances des chefs du «Trust du Cuivre».

Une centaine de leaders des I. W. W., condamnés à Chicago en 1918, sous l'inculpation d'avoir cherché à entraver la marche des opérations de guerre, à des peines de travaux forcés variant de 10 à 25 ans.

Cette liste n'a pas de fin. La réclusion la plus barbare, le lynchage et la déportation, voilà le sort des ouvriers américains qui tentent d'organiser leur classe. Des centaines de travailleurs ont succombé en prison à diverses maladies; des centaines ont perdu la raison; des centaines se sont suicidés. Dans la plupart des prisons américaines la torture est en usage.

Sur le front avancé où le travail lutte contre toutes ces forces malveillantes, les I. W. W. soutiennent une guérilla véritable, en se servant de toutes les armes dont ils disposent — fusils, sabotage, propagande, grève et combats à main armée, et leurs militants, à la fois héroïques et humbles, bien qu'on les tue et les emprisonne par centaines, poursuivent inébranlablement leur tâche, en faisant résonner leurs chants de combat pleins d'un ironique défi.

II.

Comme dans tous les pays, le mouvement ouvrier n'a pu se maintenir, en Amérique, à la hauteur du développement presque formidable, de l'industrie qui caractérise la fin du dix-neuvième siècle. Aux Etats-Unis, ce développement est devenu particulièrement intense après la guerre hispano-américaine qui marqua l'avènement de l'Amérique dans la voie mondiale de l'impérialisme capitaliste et y inaugura la grande ère de vastes monopoles industriels et commerciaux. Le mouvement trade-unioniste américain, qui a désagrégé chaque branche de l'industrie en nombreux syndicats, rivaux et concurrents, n'a pas été de nature à aider les ouvriers dans leur lutte pour le pain quotidien, et ne correspond même

pas à la structure même de l'industrie du pays.

«L'Association des Travailleurs Industriels du Monde» (Industrial Workers of the World) a été fondée à Chicago, en 1905, au cours d'un congrès général, convoqué par une conférence où s'étaient réunis plusieurs travailleurs révolutionnaires. Il est intéressant de signaler que deux hommes seulement avaient décliné l'invitation à cette conférence: Victor Berger, leader du Parti Socialiste et social-traitre, et Max Hayes, leader du Parti Ouvrier Socialiste, devenu plus tard un des militants les plus réactionnaires du mouvement trade-unioniste.

Toutes les unions et organisations révolutionnaires et industrielles de cette époque furent représentées à ce congrès: le Syndicat des Chemins de fer Américains, l'organisation de Debbbs, qui n'était à cette date que de peu d'importance, après sa débâcle déterminée par la grève de 1894; l'Union Américaine du Travail (*American Labour Union*) de l'Ouest assez diffuse et plutôt vague; le Syndicat des Brasseurs, puissante organisation industrielle, mais à peu près sans esprit révolutionnaire; l'Alliance Socialiste du Commerce et du Travail, tentative avortée de Daniel De Leon pour créer une organisation rivale à l'*American Federation of Labour*; plusieurs syndicats de l'Union Générale des Mineurs; plusieurs syndicats des houilleurs, et enfin le groupement le plus important, la Fédération des Mineurs de l'Ouest, qui fut le corps et l'âme de la nouvelle organisation et que représentaient Haywood, St. John, Ryan, George Speed, Hazlewood et Frank Little.

Les I. W. W. se prononçaient pour les unions industrielles, pour la fusion des petites unions par branches d'industrie et pour l'union de tous les Syndicats industriels en une seule organisation. Cette méthode d'organisation présentait des avantages non seulement pour la lutte économique quotidienne des ouvriers, mais permettrait aussi de créer une arme qui assurerait plus tard aux ouvriers le contrôle de l'industrie.

Daniel De Leon, leader du Socialist Labour Party, formula la théorie de l'unionisme industriel, qui devrait conduire à la chute de l'Etat capitaliste auquel devait être substituée une administration industrielle basée sur les Syndicats industriels.

«L'Association des Travailleurs—déclarait De Leon—est l'embryon de la Société future». Et il ajoutait, en caractérisant les buts de la nouvelle organisation «Le gouvernement du monde siégera là où se trouvera le Conseil Général des I. W. W.».

La lutte révolutionnaire, à soutenir contre l'ancien régime, devait se développer également «dans les domaines politique et industriel». Une autre déclaration des I. W. W. portait qu'il faut «édifier la nouvelle société au sein de l'ancienne». Autrement dit, il s'agissait d'organiser les ouvriers en syndicats industriels, de prendre le pouvoir, probablement par la grève générale, qui devait briser le moule de la société capitaliste, et de remplacer celle-ci par une administration industrielle.

Les statuts d'organisation des unions industrielles furent rédigés par W. E. Trautmann, du Syndicat des Brasseurs. La préface de cette consti-

tution, qui donne la plus claire définition de la lutte de classe, fut composée par un ancien prêtre catholique T. I. Haggerty. On y pouvait lire entre autres: «La lutte des classes est à poursuivre jusqu'au jour où les travailleurs du monde, *organisés en une seule classe*, auront pris entre leurs mains le pouvoir et le mécanisme de l'industrie et aboli le système des salaires».

Ceci se passait à l'époque où la Fédération Américaine du Travail déclarait hautement par l'organe de John Mitchell, que les intérêts des capitalistes et des travailleurs étaient identiques ou, tout au moins «réciproques».

III.

Il est à remarquer que l'initiative de la constitution des I. W. W. n'appartenait pas aux régions de l'Est dont le grand développement capitaliste était déjà vieux, mais aux nouvelles industries de l'Ouest. C'est d'ailleurs le cas de presque tout le mouvement ouvrier aux Etats-Unis. La lutte de classe est beaucoup plus âpre dans l'Est qu'elle ne l'est dans l'Est; les I. W. W. y sont beaucoup plus forts, tandis que l'American Federation of Labour est surtout forte dans l'Est.

Ces faits sont dus à des causes spéciales agissant sur le développement de l'industrie aux Etats-Unis.

Ceux qui pensent que l'Ouest américain est un pays nouveau, se trompent. Le régime capitaliste qui l'exploite est un vieux, expert et cruel, parce qu'il bénéficie de l'expérience acquise dans l'Est bien organisé. Les entreprises capitalistes de l'Ouest, — mines, chemins de fer, industrie forestière, élevage et basses cours, agriculture puissamment développée — disséminées dans un pays faiblement peuplé et très éloignées des grandes villes, loin d'être imprégnées du libéralisme et de l'humanitarisme des grands centres, réunissent au contraire toutes les conditions nécessaires au développement de la lutte des classes la plus cruelle et la plus franche. Dans ces régions éloignées, échappant plus ou moins au contrôle de l'opinion publique, le régime capitaliste se développa sans empêchement; des trusts formidables surgirent, dont les sièges sociaux étaient dans l'Est, mais qui tenaient sous le joug le pays entier, épuisant ses ressources nationales et s'appropriant les richesses publiques; ces trusts formaient des armées privées, transformaient en forteresses inexpugnables les villes et les bourgades qu'ils édifièrent sur leurs propres terres dans des enceintes closes.

Ce serait tomber dans une erreur profonde que de prendre l'Ouest pour un pays où le capitalisme n'a pas encore atteint son plein développement; au contraire, les mines, les grandes propriétés foncières, l'industrie forestière et le réseau de chemins de fer y constituent des entreprises capitalistes hautement développées.

De même, les travailleurs qui y sont occupés ne représentent pas une masse ouvrière «inculte», mais sont de vrais prolétaires, venus pour la plupart de l'Est depuis deux générations. Il y a long-

temps que la main-d'œuvre non qualifiée des émigrants fut poussée de l'Est à l'Ouest. En même temps, et c'est là un fait très important, de nombreux révolutionnaires et militants ouvriers que l'on boycottait et expulsait avec facilité des centres industriels de l'Est, allaient eux aussi s'installer dans l'Ouest et, changeant de nom, y trouvaient dans l'Ouest les champs, dans les mines et dans l'industrie forestière. Dans l'Est, les ouvriers américains constituent l'aristocratie qualifiée ou à demi-qualifiée du travail parmi les émigrés étrangers non-spécialistes. Dans l'Ouest, la masse des ouvriers est formée d'Américains ou d'émigrés américanisés, ayant travaillé et vécu parmi les Américains au lieu de se fixer dans les colonies des différentes nationalités.

Ce qui ne veut point dire que les I. W. W. forment une organisation nationaliste. La vérité est plutôt contraire. L'organisation des I. W. W. est la seule qui organise les ouvriers étrangers non qualifiés. Elle compte plus d'émigrés que toute autre association ouvrière. Elle ne fait pas de distinction de la race ou de couleur. Les I. W. W. possèdent de nombreux organes de presse et publient des journaux et des brochures en une douzaine de langues au bas mot. Ce sont les ouvriers révolutionnaires américains qui ont créé et ce sont eux qui gouvernent et dirigent le mouvement; il est l'expression exacte de la classe ouvrière américaine.

Ces ouvriers, dont la plupart se déplacent sans cesse selon les saisons et les conditions de leur travail, et qui n'ont ni droit de vote, ni foyers domestiques, ni familles, représentant les éléments les plus révolutionnaires du mouvement ouvrier; victimes d'une vieille injustice, trempés au feu de luttes, capables des plus terribles violences sans préjugés de nationalité ou de race, ils forment un bloc solide et compact qui se donne pour but la destruction du système capitaliste.

L'expérience qu'ils ont tirée de leur commerce avec les leaders qui les ont trahis et avec les politiciens de mauvais aloi, expérience qui les met en garde contre tous les leaders en général et leur ôte l'envie de participer au fonctionnement de la machine politique capitaliste; le fait que les traditions et les conditions spéciales de la vie américaine les ont poussés à un individualisme très prononcé et ont fait naître chez eux la volonté instinctive de garder le pouvoir entre les mains des masses elles-mêmes, pour empêcher toute centralisation, — rien de tout cela ne diminue la vérité de notre assertion que le gros des I. W. W. est la meilleure matière révolutionnaire de l'Amérique.

IV.

Les trois premières années de l'existence des I. W. W. ont été une période de croissance rapide et de grèves gagnées ou perdues, mais toutes portant les marques d'une nouvelle tactique des masses et de leur tendance vers la guerre de classe ouverte. Les grèves de cette période embrassaient les larges couches ouvrières, et surtout les éléments non-qualifiés ou émigrés. C'est en 1907 qu'éclata la grande grève de Goldfield,

qui s'étendit à toute la ville et fut la première grève générale la plus importante en Amérique.

La même année eut lieu la grève des aciéries à Mac Kee's Rocks. Ce fut la première tentative gréviste des I. W. W. dans l'Est et leur première expérience d'organisation des ouvriers d'origine étrangère; il s'agissait de faire quitter les fabriques et les usines à des blancs et à des hommes de couleur, ainsi qu'à des travailleurs parlant différentes langues. Sur ces entrefaites la Fédération du Travail fut éliminée de l'industrie de l'acier. Mais les I. W. W., quoique sévèrement combattus par la A. F. of L., ne tentaient pas de rivaliser avec les syndicats de métier, les I. W. W. n'organisaient que des travailleurs — des émigrés étrangers — que l'A. F. of L. se refusait à recevoir. En outre, les I. W. W. ne faisaient pas (et ne font pas) de distinction pendant les grèves entre les ouvriers organisés ou non organisés; en cette occurrence, ils considèrent tous les ouvriers comme des prolétaires et des compagnons d'armes dans la guerre de classe.

La grève à Mac Kee's Rocks fut la première grande grève industrielle en Amérique, qui groupe les étrangers de toutes les nationalités. Elle se heurta à la résistance violente du Trust des Acieries qui, soutenu par l'administration civile de Pensylvanie, fit attaquer les ouvriers à coups de fusils. Les I. W. W. déclarèrent alors qu'ils « tueraient trois agents de police pour chaque ouvrier tué » et mirent cette menace à exécution. Bien que perdue, la grève produisit un effet considérable et réveilla les ouvriers du pays. C'est dans ces conditions dramatiques que les I. W. W. proclamèrent que les ouvriers non qualifiés avaient à leurs yeux autant d'importance que les ouvriers qualifiés.

Mais au sein de l'organisation une lutte intérieure se livrait entre les partisans de l'action industrielle et ceux de l'action politique, c'est-à-dire parlementaire. Le différend se manifesta à la convention de 1908, quand on supprima des statuts de l'organisation le passage qui recommandait aux ouvriers l'unité tant dans le domaine « politique » que dans le domaine industriel. Daniel de Leon fut exclu du Conseil National à la suite du refus de la Commission des mandats de siéger avec lui. Lors de cette convention, la doctrine fondamentale des I. W. W. portant que le régime capitaliste doit être renversé par les ouvriers organisés devenus maîtres de l'industrie, revêtit sa forme définitive.

A aucune date cependant, les I. W. W. n'ont jamais condamné formellement « l'action politique »; il y eut toujours, dans leur organisation, des militants qui étaient aussi membres plus ou moins actifs, de divers partis politiques; citons parmi eux Haywood, élu en 1912 membre du Comité Exécutif National du Parti Socialiste.

Il restait au Parti Socialiste à pousser définitivement les I. W. W. vers l'industrialisme en déclarant en 1912, que l'unionisme industriel et l'action extra-parlementaire ne sont pas susceptibles de renverser le régime capitaliste. Le Parti Socialiste repoussa coup sur coup, les résolutions proposées en faveur des I. W. W. et de l'unionisme industriel. Le Parti soutint l'American Fe-

deration of Labour et les syndicats de métier; il basa son action sur un programme qui avait pour but de s'emparer en faisant élire des socialistes à tous les postes responsables de ces organisations, programme dont la mise en pratique eut pour conséquence l'absorption du Parti Socialiste par l'A. F. of L.

Après la victoire des industrialistes, certains éléments se séparèrent des I. W. W. De Leon et ses partisans (la fraction de Détroit), qui défendaient les principes adoptés lors de la fondation, formèrent un groupe qui s'affaiblissant de plus en plus, constitua finalement l'Union Internationale des Ouvriers Industriels (Workers' International Industrial Union) de peu d'importance dans le mouvement ouvrier. Debs finit par se pénétrer des idées du Parti Socialiste. La droite de la Fédération des Mineurs de l'Ouest, conduite par Mayer, retira l'année suivante son appui à la fraction de Détroit et adhéra finalement à la A. F. of L., bien que les meilleurs éléments de la masse des mineurs fussent restés au sein des I. W. W. qui exercent aujourd'hui un contrôle réel sur l'industrie métallurgiste minière.

Cette scission produisit sur les I. W. W. l'effet d'un coup de massue, mais leur situation fut sauvée par la venue de quelques personnalités nouvelles: Vincent St. Hohn, qui devait être le secrétaire général des I. W. W. pendant nombre d'années, et l'Italien Joe Ettor, organisateur et leader de maintes grèves.

Pendant les deux années qui suivirent ces événements, les I. W. W. n'organisèrent pas de grèves plus ou moins importantes. Mais ils manifestèrent leur activité dans un domaine nouveau, celui du « combat par la parole libre ». Cette méthode, les autres pays l'ignorent complètement. En voici les grandes lignes. Supposons qu'un partisan ou un militant des I. W. W. est arrêté pour avoir tenu un discours en pleine rue. Il fait téléphoner aussitôt à la filiale la plus proche de l'organisation, qui transmet la nouvelle aux autres filiales, plus ou moins éloignées; celles-ci désignent chacune sur-le-champ un ou plusieurs camarades qui par le premier train de voyageurs ou de marchandises se rendent dans la localité désignée, et l'envahissent comme une horde de barbares. Un des nouveaux-venus se met, lui aussi, à parler dans la rue et sitôt qu'il est arrêté, un autre le remplace. Ce jeu continue sans un moment de répit. Sans opposer la moindre résistance, les orateurs I. W. W. se suivent, parlent, se laissent arrêter, remplissent les prisons de la ville, jusqu'au moment où les autorités, en désespoir de cause, abandonnent la partie. Demeurés ainsi maîtres du terrain, ayant consolidé dans la ville la « liberté de la parole », les militants I. W. W. s'évanouissent avec la même célérité, pour se précipiter dans la plupart des cas vers une autre ville, à deux mille kilomètres de la première, et continuer à y défendre « la liberté de la parole ».

Cette guérilla peu banale, commencée en 1907 à Spokane, dans l'Etat de Washington, se poursuivit jusqu'à 1917. L'on compte par centaines ces batailles extraordinaires, enregistrées à Missola et Montana, à Portland et Oregon, à Denver et Kansas-City, à Sioux-City et Tacoma et dans un

grand nombre d'autres villes de l'Ouest américain. Partout dans l'Ouest, la nouvelle seule de l'arrivée des militants I. W. W. jetait la panique et le désarroi parmi les habitants et les autorités. Cependant, ces joutes oratoires n'allaient pas sans effusion de sang: les orateurs arrêtés étaient fréquemment passés à tabac et succombaient quelque fois; à San-Diego la police, les sapeurs-pompiers et les volontaires bourgeois criblèrent de coups de feu les agents I. W. W., en tuèrent plusieurs, et en brûlèrent quelques autres au fer rouge. Lors de la dernière manifestation de «la libre parole» qui eut lieu à Everett, dans l'Etat de Washington, où les propagandistes des I. W. W. organisèrent les ouvriers forestiers, le shérif de cette ville et une bande de gens armés au service du Trust Forestier, canonèrent un bateau à vapeur, à bord duquel se trouvaient les militants I. W. W. qui allaient débarquer, en tuant cinq et en blessant beaucoup d'autres; le reste du détachement fut arrêté sous l'inculpation d'assassinat.

En 1911, les I. W. W. organisèrent une grève très mouvementée des ouvriers de l'industrie forestière du Sud. Le mouvement commença dans les régions forestières de la Louisiane où les travailleurs blancs et noirs, odieusement exploités, subissent un régime despotique dans des villes closes (qui appartiennent entièrement aux compagnies, et sont entourées d'enceintes gardées par des hommes armés). Ce fut, cette fois, une guerre formelle, accompagnée d'attaques et d'escarmouches; nombre d'ouvriers furent tués et trente-sept poursuivis en justice, accusés de tentatives de meurtre. La grève échoua complètement et l'organisation ouvrière des forêts du Sud fut détruite. C'avait été la première grande grève où les blancs et les noirs avaient agi en commun.

En 1912, les ouvriers affamés et insuffisamment rétribués de l'industrie textile de Lawrence (Massachusetts) se mirent en grève, et demandèrent aux I. W. W. de diriger leur mouvement. L'A. F. of L. proposa aussitôt ses services à la police pour l'aider à chasser les agents I. W. W. de la ville. Dans cette grève de Lawrence, trente et une nationalités s'unirent pour une action unanime. Des organisateurs parcoururent toute la Nouvelle Angleterre, arrêtant les travaux et semant le désarroi dans l'industrie. Il y eut des épisodes dramatiques que les I. W. W. avaient soigneusement mis en scène, tels que l'envoi à Boston et à New-York des enfants affamés des grévistes. Ces méthodes de lutte, employées par les grévistes troublèrent l'opinion publique et gagnèrent les sympathies aux ouvriers du monde entier. La tactique des I. W. W. suscita un intérêt très vif. Les grévistes remportèrent une brillante victoire et obtinrent la plus grande augmentation de salaires qu'une grève ait jamais rapportée en Amérique.

L'année suivante (1913) ce fut le tour de la grève des soieries de Paterson, organisée et conduite sur une échelle non moins grande. Mais cette fois les patrons avaient fait tous leurs préparatifs de résistance. Après avoir tenu pendant sept mois, les vingt-cinq mille grévistes furent forcés par la faim de reprendre le travail; mais

ici encore, la solidarité des travailleurs de diverses nationalités et la puissance de la tactique de masses des I. W. W. s'étaient manifestées avec vigueur.

Indiquons les traits caractéristiques d'une grève faite d'après les méthodes des I. W. W.:

Les ouvriers sont mécontents; ils ne sont pas organisés ou leur syndicat ne veut pas appuyer leurs revendications. Une grève éclate spontanément et les I. W. W. sont appelés à la conduire. Ils ne font pas de distinction entre les ouvriers syndiqués et non-syndiqués, leur but étant de paralyser complètement l'industrie en question. Les I. W. W. font appel à la sympathie de tous les ouvriers. A force de discours, de manifestations et d'excitations, les masses sont maintenues en état d'agitation permanente. Les leaders cherchent cependant à révolutionner les grévistes, leur expliquant la nécessité de renverser le régime capitaliste et préconisent la «grève perpétuelle», c'est-à-dire, leur déclarent en d'autres termes: «Ce n'est pas pour l'augmentation des salaires que vous faites cette grève. Si nous la gagnons, nous allons faire aussitôt une deuxième grève, puis une troisième, puis une quatrième et ainsi de suite, jusqu'à ce que les capitalistes soient définitivement ruinés et que toute l'industrie passe entre les mains des ouvriers».

Les I. W. W. ne se fient ni aux caisses de grèves, ni aux actions déclanchées d'après un programme préalablement élaboré. Ils se prononcent aussi contre tout contrat ou accord à signer avec les patrons; la classe ouvrière doit être libre de se mettre en grève quand elle le veut et le moment lui paraît opportun.

Cependant, malgré les grandes grèves qu'ils ont organisées et dont plusieurs leur ont valu d'importantes victoires, les I. W. W. n'ont pu se maintenir, comme force organisatrice, dans l'industrie de l'Est.

C'est ainsi, par exemple, qu'au bout des six mois qui suivirent la grève victorieuse de Lawrence, l'organisation des I. W. W. qui fonctionnait dans cette ville, disparut sans laisser de traces. Ce fut aussi le cas à Paterson. De tous les grands assauts que les I. W. W. ont donnés aux fabriques et usines de l'Est, de toutes les grandes grèves qu'ils y ont déclanchées, il ne reste, à l'heure présente, que le squelette d'une organisation à peine suffisant pour évoquer le souvenir des hauts-faits des jours passés.

Quelle est la cause de cette situation? L'organisation des I. W. W. a-t-elle un défaut fondamental? Les I. W. W. sont-ils incapables d'organiser le prolétariat industriel? Les I. W. W. forment-ils une organisation de combat incapable de créer? Les capitalistes haïssent et redoutent cette armée de perturbateurs implacables qui a juré leur destruction et qui leur fait sans répit et sans fatigue une guerre de classe sans merci. Dans un Etat industriel bien développé, il est relativement aisé d'avoir raison d'une pareille organisation, de rendre inoffensifs ses membres et de les porter tous sur des «listes noires». En outre, les grèves organisées par les I. W. W. sont le fait de masses ouvrières peu développées au

sens politique, qui, si elles ne sont pas entraînées par la fougue d'un mouvement de masses, retombent bien vite dans leur ancienne apathie.

V.

Au cours de la Convention (Conférence) de 1912, une nouvelle crise se produisit parmi les I. W. W. et se dénoua pendant un temps assez long; nous voulons parler de la lutte qui s'engagea entre les partisans de la «centralisation» et de la «décentralisation». Cette crise se produisit juste au moment où l'organisation se remettait des effets de la scission de 1908, déterminée par le conflit surgi entre les «industrialistes» et les «politiques» et qui avait mis en pièces presque tout l'édifice des I. W. W.

Les tendances individualistes des filiales occidentales, disséminées par un vaste pays et n'ayant pas de confiance dans leurs centres officiels éloignés, se trouvèrent considérablement renforcées par l'entrée dans l'organisation d'un grand nombre d'anarchistes et par la propagation en Amérique des idées syndicalistes. Les partisans de la décentralisation réclamaient la dissolution des quartiers généraux et l'établissement d'un système d'unions locales formant des fédérations et laissant aux ouvriers de chaque région toute liberté d'action, de presse, d'organisation et d'action financière.

Les conséquences de cette politique furent désastreuses: des centaines de membres de l'organisation, les meilleurs et les plus expérimentés, furent écœurés pas la lutte intestine, et les grandes unions industrielles en subirent une forte commotion. Les décentralisateurs furent cependant défaits à la convention après une lutte acharnée; ils quittèrent par centaines les I. W. W. et n'y revinrent que vers la période des grands combats qui précéderent la guerre.

La convention de 1916, qui se tint à une époque où les meilleurs membres de l'organisation et ses leaders les plus actifs se trouvaient en prison, leur donna la victoire, mais ses décisions n'eurent pas de conséquences pratiques, et sont encore actuellement en minorité.

C'est la convention de 1916 qui établit les formes et la structure définitives de l'organisation des I. W. W., telle qu'elle est encore à l'heure présente.

L'association des I. W. W. est composée d'unions, organisées par industries. Indépendamment de leurs métiers ou de leurs emplois, tous ses membres font partie des unions industrielles qui composent l'organisation.

Ces unions industrielles sont actuellement au nombre de 16. Soit:

Mineurs métallurgistes.
Travailleurs du bâtiment.
» agricoles.

Textiles.
Travailleurs du transport maritime.

(1) Travailleurs de chantiers maritimes.

(1) Syndicat local, dont le siège central est à Philadelphie.

Cheminots.

Houilleurs.

Imprimeurs et ouvriers typographes.

Garçons de restaurants et d'hôtels et autres domestiques.

Industrie du caoutchouc.

Industrie pétrolière.

(1) Ameublement.

(1) Construction d'automobiles.

Dêcheurs.

Outils et machines.

(1) Ouvriers d'usines mécaniques.

Le nombre total des membres des I. W. W., versant régulièrement leurs cotisations, s'élève à 125.000 hommes environ mais ce chiffre augmente sans cesse. Les données numériques des diverses unions industrielles mises ensemble accusent cependant un chiffre qui double presque le nombre ci-dessus. Ce fait est dû au caractère provisoire du travail de la majorité des membres I. W. W., dont les occupations varient selon les saisons. C'est ainsi, par exemple, que les syndicats des ouvriers agricoles et des ouvriers de l'industrie forestière, qui sont les deux unions les plus puissantes de l'organisation, comptent environ 45.000 hommes chacune. Or, en réalité, ce chiffre présente le total des membres de ces deux syndicats pris ensemble, les hommes qui travaillent l'été aux champs, étant occupés dans les bois pendant l'hiver. C'est aussi le cas des ouvriers des puits de naphte qui se transforment, pour une bonne part, pendant la saison d'été, en ouvriers agricoles. Le même phénomène est à constater dans d'autres branches d'industrie.

Tout au commencement, les I. W. W. avaient des formes d'organisation très lâches. Les unions industrielles locales étaient presque autonomes. A cette époque, si une grève générale s'imposait, on n'y pouvait sans recourir à un référendum. Les unions locales administraient elles-mêmes toutes leurs affaires et résolvaient à leur guise toutes les questions courantes.

A l'heure qu'il est, les unions locales n'existent plus. Elles sont remplacées par des branches des unions industrielles dont les sièges centraux sont tous concentrés au quartier général à Chicago, exception faite du comité exécutif du syndicat des mineurs et des ouvriers métallurgistes qui se trouve à Butte (Montana). Toutes les branches sont tenues à administrer leurs affaires par l'organe du quartier général. Les branches peuvent faire grève dans leurs localités respectives, mais une grève générale de toute l'industrie ne peut être décidée que par le Conseil Industriel, composé de représentants de toutes les branches et qui

(1) Ce ne sont pas des unions industrielles proprement dites. Le syndicat des travailleurs de l'outillage est assez hétérogène; il comprend des ouvriers travaillant dans diverses branches de l'industrie mécanique, et particulièrement des mécaniciens; aussi cette union rivalise-t-elle avec l'Union des Mécaniciens de l'A. F. of L. On tente maintenant de la classer parmi les branches de l'industrie des métaux; c'est ainsi par exemple, que cette union organise actuellement les ouvriers des aciéries.

Les travailleurs de l'industrie automobile se classent sans doute parmi les ouvriers des usines mécaniques et ceux du meuble doivent entrer dans l'industrie du bois.

est leur organe de gouvernement. Tous les membres de ce Conseil Industriel sont, en même temps, des organisateurs et des militants et se trouvent en contact permanent avec les ouvriers.

Chaque district a son conseil spécial, composé de représentants de toutes les branches de l'industrie de ce district; ce conseil peut décréter la grève générale de toute l'industrie du district.

L'organe central des I. W. W. est le Comité Exécutif Général qui comprend cinq membres nommés par la convention et élus par voie de referendum. Ce Conseil peut décider la grève de n'importe quelle industrie ou de toutes les branches de l'industrie du pays. Si une branche d'industrie se met en grève, le Conseil peut prescrire à une autre branche d'industrie de se courir la première. Les membres du Comité Exécutif Général ont les organisateurs chefs des I. W. W. et doivent, de ce fait, parcourir le pays, lançant et conduisant les grèves.

Pendant les grèves, aucun personnage officiel des I. W. W. ne peut cependant exercer le pouvoir. Celui-ci appartient au Comité de Grève élu par la masse des ouvriers. De même, aucun chef et même aucun Comité de Grève ne peut liquider une grève. Ceci ne peut se faire que par un vote de tous les grévistes.

Somme toute, les I. W. W. forment plutôt un comité de propagande qu'une union ouvrière régulière. Chaque année, des milliers d'ouvriers y font leur entrée et chaque année des milliers de travailleurs en sortent. Mais les I. W. W. s'enfilrent partout et pénètrent dans toutes les unions professionnelles et dans toutes les usines et fabriques, prêchant sans fatigue et préconisant l'unionisme industriel et le contrôle ouvrier. Si, comme cela se passe à présent en Amérique, les anciennes unions professionnelles sont défaites et dispersées par les ouvriers qui s'insurgent contre leurs leaders corrompus et l'étroussée intolérable de leurs organisations, les mécontents ne vont pas aux I. W. W. qui ont la renommée d'être «trop révolutionnaires». Mais les nouvelles organisations ouvrières qui surgissent portent toutes la marque indélébile des I. W. W. Telle est, par exemple, la «Grande Union Unique du Canada» (*One Big Union*).

Comme organisation, les I. W. W. ne sauront jamais obtenir la majorité des ouvriers ou arrêter la vie économique de la nation. Mais comme centre de propagande et comme force révolutionnaire subversive, ils ont le plus grand mérite dans la défaite de l'American Federation of Labour et dans le réveil de la conscience de classe de vastes masses prolétariennes; voilà quinze ans qu'ils combattent avec un héroïsme inflexible pour la destruction de la société capitaliste et donnent un exemple sans pareil aux travailleurs d'Amérique.

VI.

La guerre européenne éclata au moment où les I. W. W. se remettaient de la lutte entre «centralisateurs» et «décentralisateurs» et faisait des progrès rapides dans toutes les industries—mines, chemins de fer, aciéries, marine marchande.

Ils organisaient les dockers en 1913; ils exercent aujourd'hui le contrôle sur le port de Philadelphie. Ils posaient en 1914 et 1915, le fondement de l'Union des Ouvriers Agricoles et constituèrent en 1915, l'Union des Ouvriers Forestiers.

Bien avant cette date, en 1912 et 1913, des tentatives isolées furent faites par les unions locales pour organiser les nombreuses équipes d'ouvriers travaillant l'été dans les champs. Mais comme chaque union locale présentait à cette époque une organisation autonome, ayant ses propres organisateurs et ses propres cotisations, l'action dans ce sens fut très faible. Frank Little, membre du Comité Exécutif Général assassiné plus tard aux mines de cuivre à Butte, avait élaboré un projet tendant à la centralisation de toutes les opérations, qui fut mis en exécution quelque temps après. En 1915, à Kansas-City, la conférence, de représentants des unions locales de l'Ouest créa l'Union Industrielle des Ouvriers Agricoles, constitua son quartier général, nivela les cotisations et lança des organisateurs. Les leaders du mouvement étaient des militants qui venaient d'être remis en liberté après une «lutte pour la parole libre» à Sioux-City; c'étaient des militants intrépides.

Ils assumaient vraiment une tâche de guerre. Les conditions dans laquelle la moisson se fait en Amérique n'existent dans aucun autre pays du monde. La moisson commence dans l'état méridional de Texas et, au fur et à mesure que la saison d'été s'avance, les travaux remontent vers le Nord, chassant devant eux une puissante vague de milliers d'ouvriers qui traversent les grands états industriels du Centre, la frontière du Canada et pénètrent dans les vastes champs de froment de Manitoba. Les ouvriers émigrants qui se chargent des travaux de la campagne arrivent aux champs sans le moindre bagage, n'ayant que leurs vêtements et leurs chaussures. Ils vivent en rase campagne, voyagent dans des trains de marchandises et même sous des wagons, mendient leur nourriture ou la volent aux fermiers dont ils visitent clandestinement les jardins et les potagers, et passent des journées entières dans les «jungles», dans les recoins écartés des champs ou de forêts, logeant à la belle étoile et se partageant fraternellement les biens terrestres qui leurs sont dévolus.

C'est là une foule extrêmement grossière et inculte, composée pour la plupart, d'émigrants sans expérience ni profession; ils deviennent la proie de tout exploiteur et s'exaspèrent sous le fouet du capitaliste américain; ils ignorent les préjugés de race ou de nationalité; ils ne craignent rien, aguerris dans leur lutte incessante contre les employés des chemins de fer qui les jettent bas des trains de marchandises où ils se fauflent, contre la police et les autorités locales, qui les persécutent comme vagabonds et hors-la-loi, contre les fermiers qui les exploitent. Ils n'ont rien:—ni propriété, ni famille, ni droit de vote!

C'est cette masse d'hommes que les I. W. W. se proposaient d'organiser et de révolutionner. La lutte engagée revêtit bientôt le caractère et les proportions d'une guerre civile, âpre et sanglante. Les fermiers, grandis eux-mêmes, mi-ouvriers et mi-

propriétaires, mobilisèrent tous les organes de l'Etat, légaux et illégaux, pour combattre les I. W. W. dont les organisateurs et les membres furent par milliers arrêtés, mutilés, blessés et tués. Mais les I. W. W. tenaient ferme, cherchant à gagner à leur cause les vagabonds hors-la-loi qui avaient déclaré la guerre à toutes les autres classes; la première année de lutte valut aux I. W. W. quinze mille adhésions de cette sorte. Tous ces hommes étaient armés; ils ripostèrent aux représailles des fermiers, et bientôt de mystérieux incendies réduisirent en cendres des champs couverts de froment; d'explicables accidents abimèrent irréparablement l'outillage agricole de certains fermiers. Ce fut une guerre formelle, où l'on se servit de tous, des batailles en règle aux actes de sabotage.

Même pendant la guerre mondiale, quand les représailles contre les I. W. W. devinrent terribles, l'Union des Ouvriers Agricoles continua de s'accroître et de lutter. Depuis, d'année en année ce drame sanglant recommence de plus belle.

En 1915, quand la moisson eut pris fin, plusieurs militants frénétiques des I. W. W. se rendirent aux exploitations forestières du Nord et y inaugurèrent une campagne de propagande parmi les ouvriers qui vivaient là-bas dans des conditions terribles, exploités et maltraités comme des bêtes de somme. Un combat «pour la liberté de parole» se produisit à Everett et coûta la vie à de nombreux membres des I. W. W. fusillés par les agents du Trust Forestier. Ce trust avait mis tous les moyens en œuvre pour entraver la propagande que les I. W. W. poursuivaient avec une énergie inlassable parmi les ouvriers forestiers.

En 1917, quand chaque pouce de bois fut devenu précieux au gouvernement des États-Unis pour les nécessités de guerre, l'Union des Ouvriers de l'Industrie Forestière se sentit assez forte pour commencer une grève, demeurée fameuse comme la plus acharnée et la plus violente dans l'histoire du mouvement ouvrier américain. Le Trust Forestier fit venir sur les lieux des gens armés grassement rétribués qui tuèrent à tort et à travers; il envoya des agents-provocateurs dans les organisations pour y faire accuser, par des faux procédés les militants les plus actifs d'opposition à la guerre; il fit remettre en vigueur la loi relative à la déportation et expulsa du pays ou emprisonna pour des années des centaines d'ouvriers d'origine étrangère, détenus administrativement sans avoir subi un interrogatoire ou un procès. Soutenus par la menace des ouvriers agricoles de se mettre également en grève—ce qui aurait compromis la moisson,—les ouvriers forestiers eurent recours à la grève intermittente. Le Trust Forestier finit par se rendre et abandonna aux I. W. W. le contrôle des forêts.

Jamais encore une victoire pareille n'avait couronné aucune des grèves des ouvriers américains. De 40 shillings par mois, les salaires montèrent d'un seul coup à 5 shillings par jour; au lieu de conditions d'existence indignes des bêtes de somme, les ouvriers se virent octroyer des flots de lumière électrique, des bains, de bons

lits, blancs et propres, une nourriture fraîche et abondante; de dix et même de douze heures, leur journée de travail se réduisit à 8 heures.

En 1916, éclata la grève aux mines de fer de Mesaba Range où les I. W. W. défierent une nouvelle fois le Trust de l'Acier. Après une lutte dramatique et cruelle qui dura sept mois et à laquelle participèrent vingt-cinq mille ouvriers non-organisés de diverses nationalités, les ouvriers gagnèrent la bataille, ayant défait les forces combinées, pourtant implacables du Trust de l'Acier et du gouvernement.

En 1917, les ouvriers des mines de cuivre de l'Ouest se mirent en grève dans les deux centres les plus importants de cette industrie, Montana et Arizona. Le Trust du Cuivre mit en action ses machines de guerre; ses fusiliers, ses tribunaux, sa presse. Les États-Unis faisaient, à cette date, la guerre aux États germaniques et sous prétexte de défendre le patriotisme menacé, le gouvernement américain usa des représailles d'une férocité encore inconnue jusqu'à ce jour. C'est au cours de cette grève que Frank Little fut tiré de son lit et assassiné par une bande d'égorgeurs. A Bisbee (Arizona), la bourgeoisie de la ville et les fonctionnaires du Trust du Cuivre donnèrent la chasse aux grévistes et à leurs partisans, s'en emparèrent, les arrachèrent à leurs familles, les mirent de vive force dans un train destiné au transport du bétail et les transportèrent dans une région déserte pour les y faire périr de faim et de soif; le gouvernement délivra, il est vrai, les victimes de ce terrorisme bourgeois, mais il ne prit aucune mesure sérieuse contre les fauteurs de ce crime.

Les I. W. W. organisèrent et conduisirent maintes autres grèves. Celle des ouvriers des fabriques de caoutchouc montra, une fois de plus leur indomptable courage et de l'autre quelle était la rage implacable des capitalistes.

/ VII.

Les représailles devinrent de plus en plus furieuses, au fur et à mesure que le gouvernement américain plongeait dans le remous de la guerre mondiale. La participation des États-Unis au conflit européen et le contrôle exercé depuis l'ouverture des hostilités par les grandes compagnies et les trusts sur la politique du gouvernement, provoquèrent une tempête de violences qui s'abattit tout particulièrement sur les I. W. W.

Fidèles à leur tradition de n'être pas une organisation politique, les I. W. W. n'avaient adopté aucune attitude officielle à l'égard de la guerre. Ce ne fut que plus tard au cours d'un procès en justice militaire, que plusieurs leaders des I. W. W. cherchèrent à démontrer que leur organisation était plus patriotique que l'American Federation of Labour.

Mais le gros des membres des I. W. W. était tout autre. Ces jeunes militants forts et intrépides, sans préparation ni direction politique, s'opposaient d'instinct à la guerre capitaliste. La presse

des I. W. W. dénonçait d'ailleurs avec unanimité le caractère véritable de la conflagration mondiale. Par milliers, les membres de l'organisation s'abstinrent de s'inscrire aux bureaux d'enregistrement du ministère de la guerre. On sait maintenant que vingt à trente mille I. W. W. se trouvent actuellement dans les prisons pour s'être opposé à la guerre.

La bourgeoisie américaine eut cependant l'idée de profiter de la guerre pour anéantir à jamais les I. W. W. Aussitôt la guerre déclarée, les états commencèrent à décréter des mesures de rigueur contre les «syndicalistes criminels»; un règlement spécial fut publié pour mettre hors la loi les I. W. W.; des peines sévères furent établies contre divers «crimes» tendant au «renversement du pouvoir établi» ou à la «destruction illégale de la propriété»; cette dernière clause permet des poursuites judiciaires très variées et touchant toutes sortes d'affaires, depuis l'impôt sur le revenu, jusqu'au sabotage. En même temps, le gouvernement usa de la nouvelle loi sur l'immigration qui condamnait à l'expulsion pure et simple, sans autre forme de procès, tout étranger déplaçant à l'inspecteur d'immigration, presque toujours grassement payé par telle ou telle grande compagnie industrielle; cette loi permit au gouvernement de se saisir de centaines de militants actifs et de les chasser du pays avec une brutalité révoltante.

Mais la loi relative à l'espionnage de guerre fournit aux capitalistes une arme extrêmement puissante; elle avait pour but, assurait le gouvernement, de faciliter la capture et le châtiement des espions allemands; mais pendant toute la durée de la guerre une douzaine d'agents allemands tout au plus, tomba sous le coup de cette loi, alors que des milliers de prolétaires américains pourrissent, jusqu'à ce jour, dans les prisons du gouvernement, sous l'inculpation d'espionnage de guerre. Le gouvernement ayant accusé les I. W. W. d'opposition à la guerre, les décima. Cent-dix des meilleurs militants, tous leaders, éditeurs, orateurs, organisateurs connus, furent arrêtés, en vertu de cette loi, et, après avoir passé plus de douze mois en prison, jugés et condamnés à des peines de réclusion, variant de dix à vingt ans. A Wichita (Kansas) au centre du domaine d'action de l'Union des Ouvriers Agricoles, trente-cinq I. W. W. furent en outre arrêtés en vertu du même texte légal; trois actes d'accusation furent dressés contre eux, et chaque fois rejetés par les juges; enfin une quatrième accusation eut plus de chance, et les «criminels», après deux années d'emprisonnement préventif, furent condamnés à diverses peines de réclusion, dont la plus forte s'éleva à dix-sept ans (de ces hommes plusieurs sont devenus fous; l'un s'est suicidé).

A Sacramento (Californie) quarante-trois militants des I. W. W. furent arrêtés, retenus en prison jusqu'à ce qu'on eût pu inventer contre eux une accusation plus ou moins plausible et jugés ensuite sous l'inculpation d'opposition à la guerre... inculpation surtout justifiée par des faits qui s'étaient produits depuis leur arrestation. Et ces exemples abondent.

Mais ce qui fut vraiment terrible, c'est la violence armée de la bourgeoisie exaspérée et de ses mercenaires. Des bandes armées envahirent le quartier général des I. W. W., tuèrent plusieurs des membres présents, en torturèrent plusieurs autres et saccagèrent complètement les locaux de l'organisation. A Tulsa (Oklahoma), au centre de l'industrie de naphthé, les mercenaires du Trust du Naphthé enduisirent de poix et roulèrent dans les plumes tous les I. W. W. parce que leur organisation avait refusé de participer à l'achat d'un énorme drapeau américain et de prendre part à un cortège patriotique. Viennent ensuite les massacres d'Everett et, en automne dernier, ceux de Centralia, commis par les bandits du Trust Forestier. Ici, au cours d'une parade organisée par les anciens soldats à l'occasion de l'anniversaire de la victoire, un coup de feu part subitement d'une fenêtre que l'on croit être celle du quartier général des I. W. W. C'est là un des procédés assez communs des provocateurs américains. Ce coup de feu déclenche la rage de la foule qui se précipite dans les locaux, les pille, tue deux ou trois jeunes gens désarmés et en fait juger plusieurs autres.—Ce régime de terreur n'a pas de fin.

De si violentes représailles auraient complètement détruit toute autre organisation, moins rude et moins révolutionnaire que celle des I. W. W. La tempête ayant emporté les leaders de l'organisation, fait emprisonné ses meilleurs membres, désorganisé sa presse et expulsé ses sièges centraux de la plupart des villes, des sceptiques ne croyaient que les I. W. W. puissent survivre à cette avalanche de malheurs. Les sceptiques se sont trompés: non seulement l'organisation vit toujours, mais elle est devenue plus importante qu'avant la guerre.

Toutefois, les tristes effets de cette lutte se font sentir un peu partout. Les combattants expérimentés faisant défaut, les meilleurs esprits, les théoriciens les plus sérieux se trouvant éloignés de tout contact avec les masses, l'organisation étant dirigée par des hommes plus jeunes et moins éprouvés, l'idéologie des I. W. W., qui furent toujours plus ou moins vagues en ce qui concerne les détails de leur programme révolutionnaire, est devenue, en général, encore plus vague et plus diffuse.

Les orateurs, les éditeurs et les écrivains de l'organisation, qui agissent encore, sont, pour la plupart, de vieilles gens aux idées figées; des gens à qui ni la guerre, ni la révolution russe n'ont rien appris; des gens qui pensent encore qu'il est possible de «construire une société nouvelle dans les cadres de la vieille», qui admettent toujours que seule l'action industrielle renversera le capitalisme et mettra immédiatement l'administration du monde entre les mains des unions ouvrières; des gens enfin, qui nient la dictature du prolétariat et qui ne comprennent pas qu'ils traversent une époque essentiellement révolutionnaire.

Une phrase tirée de la résolution de la Convention de 1919 va démontrer ma pensée et prouver que les gens qui l'ont écrite n'admettaient

aucune période transitoire entre le capitalisme et le communisme.

... nous affirmons par la présente notre adhésion à la cause du prolétariat international et nous réitérons notre ferme conviction que le programme de l'unionisme industriel fournit non seulement une méthode de résistance réussie aux attaques d'une classe dominante exaspérée, mais fournit aussi la base nécessaire à la reconstruction de la société quand le capitalisme épuisé se sera effondré...

VIII.

La plupart des membres de l'organisation ne sont cependant pas des dogmatiques aussi nets et catégoriques. Le gros des I. W. W.—l'organisation de l'Ouest, la seule organisation véritable—n'a pas d'idées assez claires sur la révolution et sur tout ce qui se pourrait passer aussitôt après la conquête du pouvoir. La majorité des membres disent que le pouvoir gouvernemental doit être anéanti et ils ajoutent habituellement que ce sera par une grève générale. La nouvelle société ne sera pas un Etat, mais une administration industrielle.

Mais toutes ces choses ne leur paraissent pas encore réelles. A l'heure qu'il est, ils ne peuvent se représenter assez précisément la révolution. Si vous les interrogez, ils vous déclareront, en effet, que la bourgeoisie doit être supprimée de vive force; étant, en général, très versés dans des matières, telles que grèves et mouvements des masses, ils connaissent la valeur de la centralisation, et la dictature de la minorité révolutionnaire ne leur fait pas peur.

Mais ils se sauvent dès que vous prononcez les mots «politique» ou «parti politique». Ils n'ont jamais entendu parler de partis politiques. Toute «politique» évoque à leurs yeux les mauvais tours que jouent les politiciens. Ils ne comprennent pas le parlementarisme révolutionnaire et ne se rendent pas compte de la signification, véritable au point de vue marxiste, du mot «politique». Ils diraient, comme l'un d'eux m'a dit avant mon départ d'Amérique: «Je suis bolchévik, mais je ne suis pas communiste! Un communiste, c'est un membre d'un parti politique».

Ils sympathisent de tout cœur avec la République des Soviets de Russie, tant qu'ils pensent que ces derniers sont des conseils locaux ou régionaux qui administrent l'industrie. Mais quand ils apprennent que le parti communiste est la plus haute instance gouvernementale de la Russie,

ils semblent désappointés et murmurent: «Politiciens!» Il est bien difficile de leur faire comprendre que le parti révolutionnaire-politique qui dirige la révolution n'est pas composé d'intellectuels, mais d'ouvriers de la minorité révolutionnaire qui font aussi partie des grandes associations du travail.

Mais il n'est pas étonnant qu'ils ignorent combien ont vieilli les formules que des «intellectuels» et théoriciens des I. W. W. répètent encore dans leur presse; telles que celle de Justus Ebert, qui, bien au courant de la doctrine de Marx, continue à parler de «la construction d'une société nouvelle dans les cadres de la vieille», comme si la vieille société devait durer toujours ou bien celle de John Sandgreen qui explique solennellement que la révolution bolchéviste n'a apporté au peuple russe que le droit de vote...

Le fait est que les I. W. W. toujours absorbés par la guerre des classes qui se livre dans leur pays sont déplorablement informés sur tout ce qui concerne le mouvement ouvrier mondial, comme le sont d'ailleurs aussi les autres organisations politiques d'Amérique, moins actives et moins révolutionnaires. C'est pourquoi, tout en étant une organisation de combattants et de militants, pénétrés d'un véritable tempérament révolutionnaire, tout en ayant subi des persécutions telles qu'aucun autre groupe politique au monde n'en a jamais endurées, sauf peut-être les révolutionnaires russes, les I. W. W. nourrissent envers leur organisation un attachement irraisonné, un sentiment de patriotisme qui abolit parfois leur esprit critique et leur faculté d'analyse jusqu'à les empêcher de comprendre que la doctrine de John Sandgreen n'a rien de révolutionnaire...

Mais quand on réussit à produire sur eux une impression et à leur expliquer dans leur propre langue, la position politique des communistes, leur bon sens inné leur dit tout de suite que nous avons raison. Et il le faut faire, parce que les I. W. W. constituent l'avant-garde du prolétariat américain et que ce sont eux qui conduiront la lutte finale contre le capitalisme américain.

Pénétrés d'un sentiment de classe, profond et jaloux, n'ayant de confiance que dans les masses, sans préjugés de race, de nationalité ou de langue, se rendant parfaitement compte que toute lutte de la classe ouvrière est leur propre lutte et s'y jettent immédiatement, — voilà, comment les Industrials Workers of the World se présentent à mon esprit.

PHILIPP IDEN.



LE COMMUNISME EN ARMÉNIE

Situation générale.

Parmi les trois républiques transcaucasiennes, l'Arménie est peut-être la plus retardataire au point de vue économique, et cette fâcheuse situation se trouve en parfait accord avec la situation politique de ce pays. Du jour où l'Arménie a été proclamée Etat indépendant, elle s'est trouvée politiquement et économiquement isolée dans les cadres de sa vie nationale. Certes, sans cet isolement de la Transcaucasie, sans sa séparation de la Russie soviétique et sans son morcellement en trois républiques petites-bourgeoises, le parti de la bourgeoisie arménienne nommé «dachnaktzioun» ne serait jamais parvenu à dominer complètement les masses ouvrières et paysannes d'Arménie.

Cette isolation poursuivait deux buts : d'une part, la lutte entre la révolution prolétarienne arrivant du nord, et de l'autre, celle contre les ouvriers et paysans d'Arménie prêts à se rallier à ce mouvement. Et, à peine cet Etat national bourgeois fut-il créé que d'interminables guerres nationales éclatèrent qui réduisirent des régions entières, peuplées de masses laborieuses arméniennes et musulmanes, à des amas de ruines. Zanghezur, Karabach, Akulis, Agbaba et Zanghissar : tels sont les témoins vivants de cette sanglante politique impérialiste du parti «dachnaktzioun» et de deux partis frères «Mussoval» et «Aserbeidjan».

«L'Arménie indépendante et unifiée d'une mer à l'autre», cet idéal rêvé de la bourgeoisie arménienne est actuellement réalisé par le gouvernement contre-révolutionnaire du pays qui, désencombrant son territoire des paysans mahométans exécrés, met à feu et à sang les campagnes et villages musulmans.

Mais, si aux mains du gouvernement et de son parti, les guerres nationales ne servaient qu'à raffermir la domination sur les masses ouvrières et paysannes d'Arménie, ces mêmes guerres, avec leurs conséquences destructrices et leurs buts impérialistes si évidents pour la classe laborieuse, minaient profondément le pays très retardataire au point de vue économique et déjà faible sans cela.

La classe paysanne arménienne relativement favorisée sous le rapport économique était ruinée par la guerre russo-turque et principalement par le triomphe de la réaction des «dachnaks», ainsi que par les collisions sanguinaires qui avaient eu lieu entre l'Arménie et l'Aserbeidjan. Comme partout ailleurs, la guerre englobait les der-

nières ressources de ce pays pauvre par sa nature, ruinant ses forces productrices et réduisant les paysans de différentes régions à l'état misérable de réfugiés. Les épreuves que les masses ouvrières et paysannes d'Arménie ont à endurer grâce aux luttes sanglantes, provoquées et soutenues par les gouvernements d'Arménie et d'Aserbeidjan, sont encore accrues par le régime sanguinaire qui pèse de tout son poids sur la population laborieuse. L'Arménie «affranchie et indépendante» est devenue entre les mains des dachnaks un pays de liberté pour les spéculateurs, les exploités, les terroristes et les officiers de Dénikine et Cie, mais où les ouvriers et les paysans n'ont pas voix au chapitre.

L'attitude éhontée des impérialistes internationaux à l'égard des masses ouvrières et paysannes d'Arménie s'est manifestée avec éclat dans la question du mandat spécial qu'une grande puissance devait recevoir sur ce pays; jusqu'à présent les négociations des impérialistes continuent à ce sujet. Ces messieurs ne veulent point lâcher l'Arménie qui leur est nécessaire pour la lutte contre le bolchévisme. C'est pourquoi l'Amérique la ravitailla en blé et lui prend en échange toutes ses matières premières, laine, coton, etc...

Peu à peu ce blé américain s'est transformé en arme contre la révolution. Le gouvernement qui, à son début, opprimait les paysans et les ouvriers, en exploitant la menace d'une invasion aserbeidjanaise, se servit, lorsque les masses eurent compris le sens impérialiste des guerres, du blé d'Amérique et de la menace d'une famine au cas où la classe paysanne ne lui prêterait pas son appui. Et comme tout le blé tombait entre les mains des spéculateurs et des exploités ruraux, le petit paysan pourvu d'un lot de terre insuffisant et privé du blé qui lui était nécessaire devait inévitablement s'endetter chez les exploités qui lui afferment la terre.

Dans toute l'Arménie, ce processus se termina dans les campagnes par la formation d'une puissante armée de prolétaires-paysans. Ainsi se créa une foule affamée malgré le blé importé d'Amérique, à cause uniquement de la politique de spéculation du gouvernement.

Sous le régime isariste, en Arménie la question agraire ne se posait presque pas en dehors du problème de l'affranchissement des terres monastiques de l'empire des czars qui aspirait à s'en emparer, circonstance qui permit aux nationalistes arméniens de renforcer, de concert avec le clergé, leur influence sur la classe paysanne. En revanche, sous le régime des dachnaks, la question agraire se

posa dans toute son acuité, car les exploités ayant réussi grâce au trafic du blé à priver de leurs terres les paysans qui finirent par comprendre que ce n'était point dans les intérêts de leur classe, que l'assemblée d'Eichmiadzin avec son prodigieux personnel et ses immenses propriétés foncières les avait autrefois engagés à résister aux exigences du gouvernement tsariste. En Arménie, la question agraire est en plus accentuée par la création facile d'une classe de propriétaires recrutés parmi les membres du gouvernement et du parlement auxquels on a distribué des terres enlevées de force aux paysans musulmans. En plus de fins économiques, voire de l'enrichissement de ces profiteurs, ce massacre systématique de musulmans poursuivait un but politique important. Il s'agissait de peupler de réfugiés turco-arméniens les régions épurées de mahométans, afin d'y fonder une caste de cosaques arméniens qui fussent devenus des alliés contre la classe paysanne misérable et révolutionnaire.

Presque tout le négoce des arméniens turcs est concentré dans la ville d'Erivan et le gouvernement leur est entièrement soumis.

Plus opprimée encore que les paysans est la classe ouvrière, disséminée le long des lignes de chemins de fer. Le centre du mouvement ouvrier est la ville d'Alexandropol. Aussitôt après la chute du pouvoir soviétiste à Bakou en 1918, une foule d'ouvriers débarquèrent en Arménie où ils obtinrent des postes responsables dans les chemins de fer. La tragique situation des masses laborieuses en Arménie est due principalement à l'absence totale d'une classe de travailleurs organisés qui puisse opposer sa volonté aux exigences gouvernementales. Le parti des dachnaks pouvait imposer au pays son autocratie tant que la voix des masses laborieuses ne se faisait entendre, tant que les paysans relativement aisés, que la guerre n'avait pas encore entièrement ruinés, unissaient leur destinée à celle de la grosse bourgeoisie arménienne. Mais dès que l'Etat indépendant d'Arménie fut fondé, les ouvriers se concentrèrent sur tout le réseau des chemins de fer de Transcaucasie, et le gouvernement tendit tous ses efforts afin de les organiser en un parti gouvernemental et de s'en faire un rempart.

Mais le régime terroriste qui avait écarté la masse paysanne réussit à provoquer plus d'éloignement encore dans la classe ouvrière. La création de syndicats gouvernementaux défendant uniquement les intérêts de l'administration des chemins de fer, la transformation du Comité Central des Syndicats de cheminots en une institution policière, traquant les travailleurs et, enfin la lutte acharnée des syndicats contre les masses ouvrières, ont fait comprendre aux travailleurs la nécessité de fonder leurs propres syndicats, vraiment ouvriers et capables de soutenir la lutte de classe contre le gouvernement.

Sur ce terrain de lutte contre les syndicats gouvernementaux et par suite des arrestations d'ouvriers communistes, en janvier 1920, une grève éclata dont la répression fut brutale: arrestations en masses, assomades, etc. Au congrès des cheminots qui eut lieu au mois d'avril de cette année,

le parti communiste remporta une victoire décisive sur celui du gouvernement qui, ayant emprisonné et outragé les délégués bolchéviques, réussit pourtant à former un nouveau comité central qui prit pour tâche d'extirper le communisme parmi les cheminots. Jusqu'à la veille de la révolte, une foule d'ouvriers languissait dans les prisons d'Alexandropol. Partout en Arménie, sous prétexte de crimes et de vols, on arrêtait les meilleurs militants communistes. Privée de tout droit, la classe laborieuse vivait de salaires dérisoires. Il n'est donc pas étonnant que l'activité intense des communistes étant donnée, la masse ouvrière soit devenue l'avant-garde de la révolution arménienne.

Ces conditions d'existence furent particulièrement douloureuses pour l'armée, généralement composée de travailleurs et de paysans. Accablée par une discipline qui ne cède en rien à l'ancien régime tsariste, versant généreusement son sang dans des guerres nationalistes, le soldat arménien affamé, sans souliers, se pénétra de haine contre les dachnaks bien plus tôt que ses proches travaillant à la charrue et son frère de l'atelier. C'est pourquoi, bien avant le soulèvement et dès les premiers jours d'avril de cette année, la garnison de Sarykamysch se mitina à deux reprises pour faire libérer les soldats communistes emprisonnés. Le gouvernement s'étant révélé impuissant à lutter contre la garnison de Sarykamysch, l'armée entière réussit à rompre ses chaînes.

Telles sont les conditions objectives qui, indépendamment de la volonté de partis et de personnalités séparées, ont engendré le mouvement révolutionnaire en Arménie: les guerres nationales ininterrompues, la ruine de l'économie rurale, le paupérisme des masses, la spéculation, la rapine et la concussion, les misères des ouvriers privés de tous droits, les rigueurs du régime de l'armée — en un mot, toute cette politique absurde du gouvernement des dachnaks, des spéculateurs et des terroristes.

Quel est donc en Arménie le parti qui saura utiliser toutes ces conditions et, se conformant à la conjoncture internationale, se placer à la tête du mouvement ouvrier paysan? Ce ne sont certes pas les menchéviques de Dénikine ni les socialistes révolutionnaires, ces généraux sans troupes, car ce qu'ils avaient pu faire en Arménie a été accompli par les dachnaks qui ne diffèrent en rien des menchéviques géorgiens ou russes. Seul le parti communiste s'est trouvé face à face avec le gouvernement et le parti dirigeant. Les bolchéviques ou bien les dachnaks — tel est le dilemme qui se pose en Arménie.

Les débuts du parti communiste arménien remontent aux premiers jours de la révolution; mais il y a à peine un an que son activité a gagné les masses. Au cours de cette période, les organisations du Parti Communiste Russe en Arménie ont convoqué deux conférences. Il est à noter que jusqu'à ces derniers temps, les formations arméniennes communistes militaient sous l'étendard du Parti Communiste Russe. Au bout d'une activité de six mois, le parti comptait environ 3.000 membres, sans compter ceux de l'armée où l'organisation est non moins forte. L'attention

principale était portée sur l'organisation de la classe laborieuse, ainsi que sur la propagande dans les syndicats, qui peu à peu passèrent aux mains des communistes, adoptant la tactique et les principes du bolchévisme. A la dernière conférence du parti, une résolution détaillée fut prise sur tous les points concernant la situation intérieure et extérieure de l'Arménie.

Dans la résolution sur la situation extérieure, nous lisons les lignes ci-après:

«La révolution russe a proclamé l'affranchissement de tous les peuples opprimés de l'Orient du joug des capitalistes mondiaux. L'Orient s'est réveillé; ses sympathies sont avec la Russie soviétique contre l'impérialisme mondial. Il est hors de doute que dans sa première période ce mouvement tendra à l'affranchissement national. La question se pose dans toute son acuité en Arménie, où les classes dominantes ont définitivement et irrévocablement lié la destinée du pays aux intérêts de l'impérialisme international. Le problème national n'existe pas en Arménie, où il n'y a guère que la question sociale. Le jour du soulèvement général en Orient, le P. C. R. en Arménie doit être prêt à renverser le pouvoir du parti «dachnakstsioun», à faire front contre l'impérialisme mondial et, à créer en groupant les peuples insurgés de l'Orient, un front commun contre les impérialistes internationaux.»

Dans les conditions les plus pénibles, alors que le parlement sanctionnait la lutte sans merci du gouvernement contre les bolchéviques, le parti ne suspendit pas un instant son activité, ne cessant pas de publier feuilles volantes, journaux, revues, etc...

(Parurent notamment en langue arménienne les journaux suivants: *Alék, Le Communiste, La Voix du Paysan, Les Nouvelles, La Voie nouvelle*, etc...)

Les syndicats, le Comité des syndicats d'Alexandropol, tous les syndicats des cheminots, se sont transformés depuis le 1-er Mai de cette année en organes révolutionnaires combattifs de la classe ouvrière, dirigés par le parti communiste.

L'insurrection d'Arménie.

Deux semaines avant le 1-er Mai, le Comité du P. C. R. en Arménie envoya à toutes les organisations des circulaires les engageant à se tenir prêtes à fêter le 1-er Mai. Toutes les institutions communistes furent mises sur pied. Des feuilles spéciales consacrées au 1-er Mai circulèrent. La veille du 1-er Mai, on apprit que Bakou était occupé par les troupes soviétiques. Ce communiqué se répandit dans l'Arménie entière avec la rapidité d'un éclair, et, prêts à marcher sous le drapeau du parti communiste, ouvriers et paysans se préparèrent à l'action.

La fête du 1-er Mai fut exclusivement dirigée par les communistes. Sans exemple dans l'histoire des masses ouvrières et paysannes d'Arménie, la célébration solennelle du jour prolétarien dans toutes les villes et tous les hameaux du pays les fit penser à la révolution sociale et à l'institution du pouvoir soviétique. Le parti gouvernemental ne se montra pas dans les rues d'Erivan, d'Alexandropol, de Kars et de Sarykamysch où sous leurs drapeaux couleur de sang, aux sons de l'Internationale, des milliers de travailleurs et paysans acclamèrent les orateurs communistes, invitent la

population à renverser le pouvoir odieux des dachnaks et à établir le pouvoir des soviets. Les officiers dachnaks qui ne pouvaient supporter d'un œil indifférent la vue des portraits de Lénine et de Troïsky, se montrèrent particulièrement indignés. A Alexandropol, les dachnaks ouvrirent le feu sur une foule considérable d'ouvriers et de paysans qui répondit en saccageant leur club. L'armée, ce jour-là, sympathisa avec le parti communiste. La station de radio-télégraphie d'Erivan fut mise à la disposition de notre groupe. A midi, le Comité arménien adressa un radio de félicitations à Moscou et à Bakou, et d'autres télégrammes spéciaux furent envoyés d'Alexandropol à Bakou. Dans les campagnes, le 1-er Mai fut célébré avec non moins de solennité.

A partir du 1-er Mai, à Alexandropol le pouvoir se trouva de fait, entre les mains du Comité du P. C. R. de cette ville. Le 1-er Mai, le parti fit défiler dans les rues d'Alexandropol et par toute l'Arménie ses forces clandestinement organisées et se trouva ainsi à la tête des ouvriers, paysans et soldats en rébellion ouverte contre le gouvernement. Ce dernier perdant la tête et pressentant sa ruine imminente, se mit, afin de provoquer la disette, à piller les stocks d'approvisionnement. Le Comité du P. C. R. d'Alexandropol ne voulant nullement abandonner la direction, eut recours à ses risques et périls à des mesures rigoureuses. Sous forme de circulaires on envoya au représentant des Etats-Unis ainsi qu'à toutes les institutions soviétiques d'approvisionnement des instructions spéciales, exigeant la cessation immédiate du pillage des produits: le Tribunal Révolutionnaire de l'Arménie soviétique de demain devant dans le cas contraire appliquer des sanctions. Vers cette époque, la mission américaine intimidée par les fêtes du 1-er Mai et par la révolution, voulut se transporter d'Erivan à Tiflis. Le Comité d'Alexandropol fit arrêter son train et déclara tout le personnel de la mission en état d'arrestation jusqu'à l'arrivée d'une cargaison d'approvisionnement destinée à l'Arménie, partie de Batoum et qui justement se dirigeait vers Alexandropol (1).

Le 3 mai, la gare et la forteresse se trouvaient de fait aux mains des bolchéviques. Le 8 du même mois, il se forma un Comité Militaire Révolutionnaire, dans lequel entrèrent, ouvriers, soldats et membres du Comité de parti local; et depuis ce jour à Alexandropol et dans la région, tout le pouvoir fut concentré de fait entre les mains de ce Comité militaire.

Le 10 mai, vers cinq heures du soir, sur l'ordre du Comité révolutionnaire, l'Arménie fut proclamée soviétique et son gouvernement contre-révolutionnaire, déclaré traître au pays. Toute la

(1) Le texte original de la déclaration remise par la mission américaine au Comité du P. C. R. de la ville d'Alexandropol porte: «Nous, soussignés, représentants de la Mission Américaine, prenons envers le Comité d'Alexandropol du Parti Communiste russe, l'engagement de faire diriger sur l'Arménie tous les moyens de ravitaillement qui se trouvent en ce moment entre Batoum et Alexandropol, quel que soit le régime gouvernemental de ce pays, impérialiste comme il l'est à présent, ou soviétique socialiste». Suivent les signatures des représentants de la mission.

milice cantonale fut désarmée. Les dachnaks terroristes qui déjà le 1-er mai, avaient pu pressentir la ruine de l'ancien pouvoir, se réfugièrent dans les campagnes reculées, où ils réussirent à grouper autour d'eux des bandes contre-révolutionnaires de Turcs et d'Arméniens déclassés. Dans la ville l'ordre fut parfait: la population se montra satisfaite de la disparition des dachnaks; on voyait des réfugiés musulmans, complimenter les yeux pleins de larmes, les ouvriers et les soldats d'Alexandropol, promettant de les ravitailler autant que possible. Non seulement les ouvriers et paysans, mais même un grand nombre de citoyens modérés, dégoutés du régime sanguinaire des dachnaks, se réjouissaient du coup d'état. Signalons ce fait caractéristique: aussitôt après la ruine du pouvoir des dachnaks, le prix du blé baissa de 150 à 60 roubles.

Seuls restèrent fidèles à l'ancien gouvernement les officiers contre-révolutionnaires qui se cachaient en ville, les terroristes et quelques milliers d'Arméniens, sujets turcs, exploitateurs et spéculateurs dont la vie avait été épargnée lors des massacres en Arménie turque grâce à leur fortune, qui avaient été établis par le gouvernement dans les villages épurés de musulmans et se trouvaient par conséquent prêts à tout instant à agir contre les bolchéviks. Au moment même où l'Arménie était proclamée soviétiste, les villes de Kars et de Sarykamysch se soulevaient et établissaient le pouvoir des soviets. Le Comité révolutionnaire d'Arménie nourrissait le projet de se rallier aux troupes rouges situées à Akstaf, mais ne put le faire. Le Comité eut à concentrer toute son attention sur la lutte contre les troupes gouvernementales, envoyées d'Erivan, et comptant environ 1500 baïonnettes, sans compter un grand nombre de bandits recrutés parmi les spéculateurs arméniens-turcs. A la tête de cette armée, il se trouvait un khombalét arménien turc, le fameux bourreau Sépou, qui, aujourd'hui général, parode sur un cheval blanc. Lorsque les soldats rouges prirent contact avec ces hommes, les «blancs» furent surpris de voir devant eux des Arméniens. Il se trouva que leur gouvernement les avait dupés en les assurant qu'ils marcheraient contre les Turcs. Dix hommes passèrent de notre côté, les autres menacés par les terroristes durent regagner leurs positions.

Le 13 mai au matin, on apprit que tout le district était réduit par les terroristes qui avaient réussi à grouper autour d'eux des détachements spéciaux de réfugiés arméniens-turcs. La ligne de chemin de fer avait été démolie par une de leurs escouades qui se dirigeait du côté de la station de Djampur. Les troupes gouvernementales ne se trouvaient plus qu'à une journée de marche de la ville. Contrairement au désir du Comité révolutionnaire militaire, des groupes de menchéviks et de socialistes révolutionnaires formèrent une délégation pour, au nom de la population, entrer en pourparlers avec le chef du détachement gouvernemental en vue de la cessation des hostilités. Les membres de cette délégation donnèrent leur parole au Comité révolutionnaire de ne soulever aucune autre question lors des négociations.

Voici mot à mot, le texte de la déclaration, remise au nom du gouvernement par le chef du détachement: «Au nom du gouvernement, j'exige que la ville d'Alexandropol soit livrée aux troupes gouvernementales, et déclare qu'en territoire arménien il ne peut exister d'autre pouvoir que celui de l'ancien gouvernement. Après les pertes de Van, de Mousch, d'Erzéroum en Arménie turque, la perte d'Alexandropol n'a plus pour nous aucune importance. Je n'en laisserai pas pierre sur pierre. J'exige la livraison immédiate des meneurs du mouvement: le capitaine Mousaliam, commandant l'armée rouge et Avis Melkonian, tous deux membres du Comité révolutionnaire militaire de l'Arménie soviétiste».

Le 13 mai dans la nuit, étant donné la progression des troupes gouvernementales et la victoire de la contre-révolution dans le district d'Alexandropol, étant donnée aussi l'avance du détachement des terroristes du côté de la station de Djadjour, le Comité Révolutionnaire Militaire reconnut la situation désespérée. Le lendemain matin, Sépou, chef des troupes gouvernementales, engagea la bataille; après une courte résistance, les troupes soviétistes abandonnèrent la ville et se retirèrent du territoire arménien. Les forces du gouvernement entrèrent dans la ville; dans la matinée du 14 mai, le pouvoir soviétiste arménien n'était plus.

La contre-révolution n'épargna personne: tout ceux qui avaient été en rapports avec le pouvoir soviétiste furent arrêtés; c'est ainsi que les dachnaks mirent à mort le général Khatchatouroff qui était passé du côté des troupes soviétistes. Les forces dachnaks n'épargnèrent pas même Iberik Tcholakian, membre de leur propre Conseil central qui s'était recréé contre un crime odieux perpétré sous ses yeux: l'assassinat du citoyen Kondareff.

En même temps qu'Alexandropol, la ville de Kars tomba; et le 19 mai après une lutte acharnée, les troupes gouvernementales s'emparèrent de Sarykamysch. Mais peu après, bien que le centre du mouvement eût été anéanti, s'insurgèrent à leur tour les villes de Khasakh et Bajazeth. Après quatre jours de lutte opiniâtre, cette insurrection fut impitoyablement écrasée.

Le district de Khasakh, ayant été appuyé par Azerbeïdjan et l'armée rouge, put se maintenir jusqu'à ces derniers jours au prix d'une lutte acharnée.

Dans cette région, plus de 4.000 paysans arméniens alliés à leurs frères musulmans firent la guerre aux dachnaks et moussavattistes. Les dachnaks brûlèrent des districts entiers fusillant et pillant les paysans. Au début de l'insurrection de Khasakh, les troupes soviétistes vinrent en aide aux mutinés et occupèrent la ville de Dilijan. Mais bientôt, sur l'ordre du Comité Central, l'armée rouge et les paysans insurgés durent se replier, et le mouvement ouvrier et paysan en Arménie fut cruellement réprimé.

A. N.



LE PREMIER PARTI COMMUNISTE DE L'ORIENT

Le 23 juillet à Enzeli, s'est ouvert le premier congrès du parti communiste de l'Iran. Ce n'est pas là qu'un jour historique pour le mouvement révolutionnaire de la Perse, c'en est un aussi pour celui de tout l'Orient. Malgré tous les efforts des espions anglais, 48 délégués de tous les coins de la Perse, se sont réunis à Enzeli. En outre, les communistes persans du Turkestan et du Caucase, y avaient délégué leurs représentants.

L'attention soutenue dont on fit preuve dans l'examen de toutes les questions à l'ordre du jour, la complète unanimité et l'attitude consciencieuse à l'égard des élections, ont démontré que l'œuvre de la libération des travailleurs de la Perse se trouve entre bonnes mains. Les délégués pour la plupart étaient des ouvriers et des paysans. Et si le congrès ne brilla pas par la présence des intellectuels, en revanche la majeure partie de ses délégués étaient de ceux qui depuis 10 ou 15 ans participent activement au mouvement révolutionnaire persan.

Déjà en 1914 à Bakou, les ouvriers persans étaient descendus dans la rue pour protester contre la guerre impérialiste. En 1916, un groupe d'ouvriers persans pénétrés d'idées bolchéviques, se séparait du parti social-démocrate pour mener pendant longtemps une action indépendante parmi les masses prolétariennes de Bakou où les ouvriers persans constituent la majorité de la population. Après la révolution de février, ce groupe s'accrut fortement en même temps que son influence sur les masses ouvrières grandissait constamment. Ce groupe mena une action intensive en Perse, y envoyant périodiquement pour l'agitation et pour l'organisation les meilleurs ouvriers de Bakou. Beaucoup d'entre eux sont encore aujourd'hui enfermés dans les prisons de l'Éhéran, de Tauris, de Kasvine et autres lieux. Beaucoup ont été envoyés dans l'Inde par les Anglais, ou fusillés sur place lors de leur arrestation. L'an dernier le camarade Kalarafzé, un de nos meilleurs chefs, inspirateur et organisateur du parti communiste persan, fut traîtreusement assassiné à Rescht. Depuis deux mois, dix-sept de nos militants ont été libérés de la prison d'Ardebil. Lors de l'occupation de la ville d'Ardebil, dix-sept de nos militants emprisonnés ont été libérés par les troupes persanes révolutionnaires. Plusieurs d'entre eux étaient enfermés depuis plus d'une année.

Pas une seule action révolutionnaire importante n'a eu lieu à Bakou, à laquelle notre parti n'ait pris une part active.

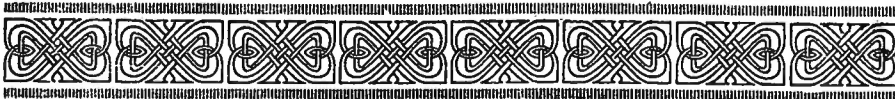
Aux plus sombres jours de la réaction, le parti communiste persan comptait plus de 6.000 membres dans les organisations secrètes. Il y a de cela deux mois, nous avons annoncé l'enrôlement des volontaires pour l'armée rouge persane; le nombre des volontaires fut si grand, que nous dûmes suspendre les inscriptions, vu l'impossibilité technique d'armer et d'équiper tous ces volontaires.

Aussitôt après le congrès, qui décida notamment, d'abandonner l'ancien nom «Adelet» pour prendre celui de «Parti Communiste de l'Iran», le nouveau comité central décida que chacun de ses membres devait obligatoirement accomplir un travail d'agitation clandestine de 2 à 3 mois dans les pays occupés par les impérialistes anglais. Une semaine après cette révolution, 6 membres du Comité Central parlaient accomplir leur mission.

Maintenant, l'organisation et la création des organes du parti se poursuit énergiquement dans toute la Perse. Peu à peu, on reconstitue les comités de parti détruits par les agents anglais, on rétablit la liaison entre le centre et les organisations subalternes. Notre parti rencontre de vives sympathies dans l'armée, c'est-à-dire auprès des gendarmes et des cosaques. Mais on ne peut les comparer à ce qu'étaient les cosaques et les gendarmes russes. Ceux de la Perse sont pour la plupart des paysans et bien souvent des paysans misérables. C'est pourquoi notre agitation se développe si favorablement parmi eux. En Perse, notre parti compte environ 10.000 membres disséminés dans tout le pays.

En plus de l'action que nous menons en Perse, notre parti en poursuit une autre parmi les ouvriers persans de l'Azerbeïdjan, du Daghestan et du Turkestan. En organisant les ouvriers persans nous poursuivons un double but: d'un côté nous préparons des militants dans des écoles de parti, et de l'autre nous enrôlons des volontaires et nous mobilisons des membres du parti pour des buts militaires. Nos organisations travaillent dans ces pays, en pleine harmonie avec les organisations du Parti Communiste Russe. Elles ont même fusionné avec ces dernières en Azerbeïdjan. Le Parti Communiste de l'Iran devra jouer et jouera un rôle décisif dans le mouvement révolutionnaire persan.

Sultan ZADÉ.



LA SITUATION EN ASIE ORIENTALE

CHINE.

La guerre entre le Nord et le Sud de la Chine se prolonge indéfiniment. Les conférences convoquées à maintes reprises, dans le but d'établir un modus vivendi entre les deux parties de la Chine, n'ont donné aucun résultat positif. Cependant, par suite d'embarras financiers, les deux gouvernements belligérants ne sont pas en état de développer des opérations militaires de grande envergure, susceptibles d'amener rapidement à un résultat décisif et de mettre ainsi fin à la situation intolérable du malheureux peuple chinois. De plus, le Japon et les puissances européennes intéressées aux dissensions intérieures de la Chine fournissent un appui aux deux partis et sont ainsi la cause principale de la continuation de la guerre. La scission entre le Nord et le Sud s'aggrave encore du fait que les milieux militaires du gouvernement de Pékin, contre la volonté de la majorité de la population, exercent à l'intérieur du pays leur dictature militaire et continuent de mener leur politique en accord étroit avec le Japon, dont le but est d'opprimer et d'affaiblir le peuple chinois. La question du Chândoun a donné lieu à une recrudescence d'indignation populaire contre le gouvernement de Pékin; la haine contre les Japonais s'est accrue et a envahi toutes les classes de la société, sauf les fonctionnaires et les militaires qui se sont unis en le groupe «An-Fu». C'est la jeunesse intellectuelle et libérale chinoise qui est à la tête du mouvement anti-gouvernemental et anti-japonais. Le boycottage par les commerçants chinois des marchandises japonaises dure déjà depuis deux ans et s'exerce d'une façon particulièrement rigoureuse dans la Chine méridionale. Le Japon s'est efforcé, par tous les moyens, de venir à bout de ce mouvement contre lequel, menaçant d'employer la force armée, il a exigé que le gouvernement de Pékin prit des mesures radicales. Mais, après s'être convaincu de l'impuissance de ce dernier à réprimer ledit mouvement, il résolut d'employer d'autres moyens de lutte. Il exploita habilement l'ambition de l'hetman cosaque, Sémenoff, dont il posa la candidature au titre de «prince de la Mongolie indépendante». D'un autre côté, il se mit à agiter l'épouvantail de «l'invasion russe en Mongolie» devant le gouvernement de Pékin auquel il conseilla de prendre des mesures de défense contre l'invasion bolchéviste russe», promettant, dans ce cas, de fournir des finances à la Chine, pour l'aider à lutter contre les tentatives soi-disant soutenues par la Russie, d'indépendance de la

Mongolie et lui permettre de construire une ligne de chemin de fer entre Kolgan et Ourga. Le Gouvernement de Pékin envoya en Mongolie un détachement, sous les ordres du général Sou-Sou-Tzian, qui occupa Ourga et, par décision de Pékin, retira à la Mongolie le droit d'administration autonome. Mais lorsque les troupes chinoises eurent occupé la Mongolie, le Japon le prit sur un tout autre ton avec le gouvernement de Pékin. Il remit à une époque indéterminée l'exécution de ses promesses d'aide financière qu'il n'avait faites en réalité que pour détourner l'attention du peuple chinois du Chândoun en la fixant sur la Mongolie. Son habile diplomatie fut d'ailleurs couronnée de succès. Les «semenovtsi» et les milieux chinois du «An-Fu», dans leur course à un pouvoir éphémère, ne sont souvent que des pantins dont la diplomatie japonaise tire les ficelles. Le Japon avait posé au gouvernement de Pékin les trois conditions suivantes à l'emprunt pour la construction de la voie ferrée dont nous avons parlé plus haut :

1) Toute mesure politique ayant également un caractère économique ne devra être appliquée en Mongolie et en Mandchourie qu'avec l'assentiment du Japon.

2) Toutes les voies ferrées, terminées ou non, se trouvant actuellement sous le contrôle temporaire du Japon, lui seront remises aux fins de directions de l'exploitation.

3) Le gouvernement chinois s'engage à ne jamais procéder à la construction d'une ligne de chemin de fer entre les villes de Khio-Nam et Jrié-Hé, dans la direction nord-ouest de la ligne Kolgan-Ourga.

La Chine méridionale qui veut, comme forme de gouvernement, une république démocratique, a à lutter contre la contrainte étrangère, et, en premier lieu, contre celle du Japon. Le chef du gouvernement du Sud est Tian-Tchoun-Sian. Ne disposant pas d'une force réelle suffisante, n'ayant pu encore obtenir sa reconnaissance par les grandes puissances et rongé par des intrigues intérieures, le gouvernement du Sud s'épuise en une lutte vaine. Pourtant, d'après les derniers renseignements, ses troupes ont commencé à remporter quelques succès sur celles de Pékin. Ou-Din-Fan a abandonné le pouvoir et Lou-Young-Din serait disposé à suivre son exemple. Ils jouissent tous deux, au Sud, d'une réputation d'idéalistes désintéressés en même temps que d'hommes d'action. Par suite de la retraite de ces deux membres du gouvernement et des violentes discussions entre les deux généraux qui commandent ses

armées, le gouvernement du Sud a perdu de son autorité auprès des milieux démocratiques et socialistes.

Au Thibet, la situation est assez tendue, par suite des intrigues du gouvernement britannique qui excite les indigènes à l'insoumission envers le gouvernement de Pékin. Actuellement la question tibétaine est une des principales pour la politique en Extrême-Orient.

Shang-Hai joue maintenant le rôle de centre politique de l'Asie Orientale et par suite, de centre du mouvement socialiste chinois. C'est là que travaille Sun-Yat-tsen, qui est en fait l'âme de la jeunesse chinoise dont l'évolution à gauche est de plus en plus marquée. Il incarne en lui la force intellectuelle du mouvement révolutionnaire chinois et surtout, du mouvement anti-japonais. Il nous est d'autant plus précieux que, le premier, il a compris l'impossibilité complète d'utiliser, dans l'œuvre d'édification sociale, la vieille aristocratie courtisane chinoise infectée jusqu'à la moelle de la duplicité asiatique et des traditions féodales et a renoncé à tout espoir d'effectuer l'œuvre révolutionnaire créatrice au moyen des éléments du vieux monde. Mais, comme intellectuel, il ne peut rompre brusquement et sans retour avec son passé, tant que les contours du monde nouveau ne font encore que s'ébaucher, dans les brumes de l'avenir. Malgré tout son génie personnel et son talent d'homme d'Etat et de réformateur, il n'est pas capable de diriger sans dévier pour un instant de la droite ligne, son navire politique contre la vague qui déferle, il ne saura surmonter les difficultés et éviter les écueils dont est armée la longue voie révolutionnaire qui mène à l'idéal lumineux de la libération de l'humanité. L'horizon politique de la Chine n'est pas encore éclairci, et le flambeau éclatant nécessaire à la révolution, le flambeau qui dissiperait les ténèbres et serait pour la pensée révolutionnaire chinoise l'étoile indicatrice, n'est pas encore allumé. La Russie Soviétiste et l'Internationale Communiste doivent venir en aide à l'intellectuel révolutionnaire chinois en lui montrant clairement la tactique prolétarienne dans la lutte politique intérieure, afin qu'il puisse rompre complètement non seulement avec tout le vieux passé de son pays, mais encore avec tout le monde bourgeois et adopter sans réserve le point de vue de l'Internationale Communiste. Il faut lui faire comprendre cette vérité — dont nous sommes profondément convaincus — que l'émancipation de la Chine et de toute l'Asie asservie n'est possible que par le triomphe des idéals du prolétariat. Et il faut, tout en maintenant en Orient notre politique révolutionnaire, tenir compte des caractères particuliers de la culture chinoise.

Il paraît actuellement en Chine 4 ou 5 journaux socialistes dont les deux principaux sont le *Y-Chi-Bo* à Pékin et le *Dui-Goussin-Boo* à Shanghai.

Dans la situation politique actuelle de la Chine, il est évident que le Sud est plus proche du camp radical Sun-Yat-tsen que le Nord réactionnaire. Pourtant si l'on suit attentivement le travail de Sun-Yat-tsen pendant les derniers temps, il est facile de se convaincre que son but, en dirigeant, au moyen des étudiants le mouvement anti-japo-

nais, est de gagner les sympathies et la confiance des masses populaires pour faire ensuite une troisième révolution destinée à renverser le pouvoir des grands seigneurs et des fonctionnaires. Il faut profiter du moment, il faut prêter une aide morale et matérielle au chef de la révolution chinoise et approcher ainsi le jour heureux du triomphe de la Troisième Révolution Chinoise.

JAPON.

Ce qui frappe en premier lieu tout observateur impartial de la vie sociale du Japon, c'est que, malgré le développement triomphal du chauvinisme qui a envahi une partie considérable du peuple japonais grâce aux trois victoires consécutives remportées sur l'ennemi extérieur, l'ardeur belliqueuse a néanmoins baissé. Le nombre des candidats aux écoles militaires a tellement diminué que bientôt l'état-major japonais, par suite de l'insuffisance de nouveaux officiers, se trouvera dans l'embarras pour assurer le remplacement de ceux qui seront mis à la retraite. La situation deviendra critique si l'on n'améliore pas la situation matérielle des jeunes officiers dont le traitement n'est que de 25-30 yen par mois, ce qui, par la cherté actuelle, ne saurait suffire aux exigences les plus modestes d'un officier marié. Par suite de la mauvaise récolte de riz et de l'insuffisance des autres produits alimentaires, la ration du soldat dont la solde est encore à l'heure actuelle de 1 yen 50 sen par mois, a non seulement été réduite, mais est devenue de qualité inférieure. Les invalides de la guerre européenne (ceux qui ont pris part aux opérations de Kiao-Tchao et de Tsin-Do) reçoivent une somme unique de 100 yen, naturellement insuffisante pour assurer le reste de leur existence; quant aux familles des combattants péris à la guerre, on leur alloue une pension mensuelle de deux à trois yen. Telle est la générosité de l'assistance sociale envers les «glorieux défenseurs de la patrie».

Cependant, le capital japonais insatiable pousse continuellement au renforcement de la flotte et de l'armée, ce qui en fin de compte amènera un conflit entre le Japon et une autre grande puissance impérialiste, l'Amérique. De ce conflit, il est douteux que le Japon, économiquement plus faible, sorte vainqueur et, pour lui, la défaite dans cette «quatrième guerre» sera le prologue de la révolution qui portera le coup mortel au capitalisme national. L'impossibilité de la victoire définitive du Japon dans sa politique continentale est comprise des représentants les plus sensés de la bourgeoisie japonaise. Ceux-ci forment ce qu'on appelle le «parti maritime». Mais les adversaires de ce parti, grâce à leur «heureuse politique» et aux succès qu'ils ont remportés, ont réussi à annihiler presque complètement l'influence des «annexionnistes modérés» qui ne représentent plus aucune force réelle dans la vie politique actuelle du Japon.

L'opposition parlementaire «démocratique» japonaise est en principe pour la politique annexionniste du gouvernement, car, comme la clique militaire, les milieux libéraux carenaient depuis

longtemps l'espoir de s'emparer de la Sibérie. L'opposition n'accuse le gouvernement que de continuer en Sibérie une politique d'intervention qui n'a plus sa raison d'être. A son avis, dans la conjoncture politique actuelle en Asie Orientale, quand la flamme révolutionnaire ne fait que s'étendre en Corée, quand le mouvement anti-japonais prend des proportions considérables par toute la Chine, où le boycottage des marchandises japonaises se pratique sur une échelle de plus en plus vaste, causant ainsi des préjudices considérables à l'industrie du Japon, quand la question mongolo-mandchoue et celle de Chantoung ne sont pas encore définitivement résolues, le centre de gravité de la politique japonaise doit être situé sur la côte occidentale de l'Océan Pacifique, région ouvrant de larges perspectives de gain facile et non dans la Sibérie, morceau affriolant, mais impossible à avaler. Selon le groupe d'opposition, les soldats japonais, par leurs cruautés en Sibérie contre la population russe, qui organisée en détachements de partisans, oppose une résistance désespérée à l'invasion des oppresseurs étrangers, ont provoqué parmi cette population une haine atroce envers les japonais; aussi le gouvernement japonais sera-t-il à peine en état de remplir sa véritable tâche qui est d'assurer la défense des intérêts matériels des sujets japonais en Sibérie ainsi que leur sécurité personnelle. Pour retirer un véritable profit de l'intervention en Sibérie, ce n'est pas 60.000 soldats qu'il faudrait, mais 200.000—et, comme on le sait, le gouvernement ne dispose pas de telles forces. Pour lutter contre la pénétration du bolchévisme au Japon, il suffit de renforcer le «cordon sanitaire» tout le long de la frontière de l'empire. Voilà les véritables motifs de l'attitude de «l'opposition» démocratique japonaise dans la question de l'intervention en Sibérie.

L'automne dernier permit de constater une augmentation considérable d'activité dans le mouvement ouvrier au Japon. La grève générale fut déclarée par les ouvriers de la manufacture d'armes et de la fonderie de canons de Tokio, ainsi que par ceux des usines textiles de Kobé et de Kaouçaki et des mines de cuivre du rayon de Kacio-Doosen. Ces derniers temps, la vague gréviste s'est étendue aux ouvriers des usines métallurgiques de «Haia-Dès-Kadé» et aux employés des tramways de Tokio. Toutes ces grèves ont jusqu'à présent un caractère économique: les ouvriers réclament des augmentations de salaire et une réduction de la journée de travail. Ces grèves isolées, par l'impression produite et par les résultats obtenus, sont loin d'égalier les «émeutes pour le riz» de 1918. Le jeune mouvement ouvrier encore inexpérimenté se développe sous les mots d'ordre nationaux-démocratiques. Il est dirigé contre le monarchisme qui est le fondement du régime japonais réactionnaire et militariste. Mais de véritables chefs ouvriers apparaissent qui prennent la place du groupement intellectuel maintenant disparu, connu sous le nom de «groupe pour l'étude de Marx». Les organisations ouvrières, dans leurs grèves isolées, acquièrent de plus en plus d'expérience.

La «délégation ouvrière gouvernementale» envoyée à la conférence d'Amérique pour déclarer, entre autres, que les ouvriers japonais étaient pour l'évolution et la collaboration du travail avec le capital, fit beaucoup de bruit. Mais les ouvriers japonais ont démontré par la suite d'une façon suffisamment éclatante et catégorique le cas qu'ils faisaient de cette prétendue délégation ouvrière.

La fermentation révolutionnaire se fait sentir dans l'armée. Les infractions à la discipline et les meurtres d'officiers deviennent de plus en plus fréquents chez les soldats. Les actes de terrorisme ne sont pas rares. La cause de tous ces «malheurs» est attribuée au bolchévisme russe importé au Nippon par les soldats revenus de Sibérie: c'est pourquoi on envoie maintenant les troupes qui arrivent de Sibérie dans l'île de Sakhaline ou dans le rayon de la ville de Hakudazé.

Aux masses ouvrières qui réclamaient le suffrage universel le gouvernement a répondu que la loi serait promulguée dans cinq ans. Cette réponse a provoqué une vive indignation parmi la population. Le mécontentement contre le régime actuel ne cesse de croître. Mais le mouvement politique au Japon est loin d'être mûr pour l'application des principes et de l'internationalisme et du communisme.

CORÉE.

Les troubles populaires de 1919 en Corée éclatèrent d'une façon tout à fait inattendue pour les milieux d'émigrés. En effet, aucun parti politique ne préconisait l'insurrection immédiate, ce qui explique le caractère entièrement spontané du mouvement les premiers temps. Bientôt, quand ce mouvement révolutionnaire se fut étendu à tout le pays, les partis politiques illégaux et les communautés religieuses se trouvèrent peu à peu entraînés dans le courant général. Après l'arrestation, à Séoul, de presque tous les membres du Comité Central Révolutionnaire Provisoire, le besoin d'un organe autorisé qui eût en mains toute la direction du mouvement se fit vivement sentir. C'est pourquoi, en avril 1919, un congrès illégal des représentants des 13 provinces de la Corée fut convoqué. Les chefs des partis politiques ne purent y prendre part car, en raison de la réaction féroce qui sévissait en ce moment là, tous les comités centraux des partis politiques suivants: 1) Bloc National Unifié; 2) Parti Socialiste Coréen; 3) Union de la Libération; 4) Union des citoyens nouveaux (actuellement réunie au Parti Socialiste Coréen) et 5) Union des terroristes, se trouvaient à l'étranger: en Russie, en Chine ou en Amérique. Le congrès fut dirigé par ceux qui étaient restés au pays, c'est-à-dire par les chefs des organisations légales: les Communautés Chrétiennes, la communauté religieuse «Tchen-Do-Guio» et l'Union des Femmes. Mais le moment politique leur parut si difficile et si gros de conséquences qu'ils ne voulurent pas, en l'absence des représentants—alors à l'étranger—des grandes organisations politiques, prendre

la responsabilité de la création d'un organe révolutionnaire suprême. Aussi se bornèrent-ils à former, des représentants de tous les partis politiques, un collège qu'ils chargèrent de prendre en mains la direction de tout le mouvement révolutionnaire. Ce collège, c'est le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire Coréen.

En Sibérie et en Amérique, il existait des conseils nationaux coréens qui étaient les organes suprêmes des organisations coréennes à l'étranger. Mais en Chine, à Shanghai, du groupe d'opposition de droite du Conseil National Coréen de Sibérie, il se forma un gouvernement provisoire, appelé dans la suite «Gouvernement de Shanghai» ce qui amena naturellement une lutte pour le pouvoir entre le Conseil National Coréen de Sibérie et le «Gouvernement de Shanghai». Les chefs des deux partis belligérants se trouveront bientôt dans une situation ridicule, car le mouvement révolutionnaire, en Corée même, suivait son cours sans s'inquiéter d'eux le moins du monde. En septembre enfin, l'inutilité de la lutte leur apparut par trop évidente et les deux organisations après avoir transmis leurs fonctions au Gouvernement Révolutionnaire Provisoire Coréen se déclarèrent solennellement dissoutes.

Ce fut dans ces circonstances que le Comité Central de notre parti eut à élaborer sa tactique. Le Bureau Politique du Comité Central, sous la direction d'un camarade éprouvé, déploya la plus grande activité révolutionnaire conformément à la résolution du congrès du parti qui avait eu lieu à Vladivostok, en avril 1919. Le Comité Central proposa aux membres du parti de n'accepter aucun poste important dans le Comité National Coréen et ordonna au camarade L... de refuser le poste de Ministre de la guerre que lui offrait le «Gouvernement de Shanghai». Des délégations furent envoyées au Japon, en Chine méridionale et en Russie soviétique.

Pak Lonvouon (actuellement décédé) qui remplaça à son poste le camarade parti avec la délégation se rendant en Russie soviétique continua à travailler dans l'esprit de son prédécesseur. Cependant le Comité Central de notre parti, par suite de son isolement de la Russie soviétique et de la situation politique générale en Corée, dut provisoirement renoncer à sa tactique révolutionnaire antérieure. Nos camarades au Japon, les socialistes japonais, auxquels le gouvernement du mikado ne permet même pas d'avoir leur presse, sont hors la loi et n'ayant pas même le droit de manifestation, ne peuvent être d'un secours réel pour le mouvement révolutionnaire coréen. Quant au parti démocratique parlementaire japonais, il ne lui vient même pas à l'esprit de militer pour la liberté et l'indépendance de la Corée (le chef de ce parti, M. Hara, est actuellement président du Conseil des ministres). Dans un temps, où même l'intervention en Sibérie ne provoque aucune protestation sérieuse de la part de l'opinion publique japonaise (car les criailles des feuilles d'opposition ne sauraient entrer en ligne de compte), dans un temps où l'annexion de nouveaux territoires étrangers (Chantoung et la politique impérialiste du gouvernement japonais

en Mandchourie ne rencontrent aucune opposition dans le pays, il est évident qu'il est inutile pour nous d'espérer une aide quelconque de la «démocratie japonaise».

En ce qui concerne l'état d'esprit général des masses en Corée, il est à remarquer que, jusqu'à l'explosion de la révolution sociale au Japon, il est impossible de canaliser dans le lit du mouvement socialiste international, la révolution pour l'indépendance nationale qui se déroule sous le mot d'ordre: «A bas le Japon!» Certaines conditions sociales et politiques spéciales à la Corée où le capitalisme, successeur de la féodalité expirante, est en pleine croissance, font que la bourgeoisie est extrêmement révolutionnaire et marche de concert avec le prolétariat. Notre bourgeoisie souffrirait très peu d'une révolution sociale qui s'effectuerait seulement en Corée, car tous ses capitaux sont placés en valeurs financières à l'étranger; notre capital ne peut trouver son application en Corée même, car la politique économique du Japon ne tend qu'à exploiter notre pays comme une colonie et à ne pas laisser se développer librement notre bourgeoisie. La fondation de fabriques et d'usines sans la participation du capital japonais, est chose impossible par suite de la concurrence implacable des sociétés anonymes japonaises et de la politique chauviniste du gouvernement japonais qui ne permet la création d'aucune grande entreprise industrielle en Corée et révolutionne par là notre bourgeoisie. C'est pourquoi le centre de notre propagande n'est pas la lutte contre la bourgeoisie, mais la révolution agraire. L'aristocratie féodale et courtisane conserve une attitude extrêmement hostile à l'égard du mouvement en faveur de l'émancipation, car elle sait très bien qu'après avoir secoué le joug du Japon, les masses laborieuses exigent une réforme agraire radicale.

Comment les masses populaires se comporteraient-elles à l'égard du Parti socialiste Coréen si, ne nous soumettant pas aux décisions du congrès d'avril, nous refusions de participer au Gouvernement Révolutionnaire Provisoire? Certes, si notre parti ne se soumettait pas aux décisions du congrès, ce serait pour des raisons de principes, dans la prévision que la minorité socialiste du gouvernement ne sera pas en état de réaliser, en manière de politique intérieure, son programme qui consiste dans la révolution sociale. A l'heure actuelle, notre tâche est de diriger le mouvement pour l'émancipation nationale dans la voie de la révolution agraire et, en politique extérieure, de rompre complètement avec la Ligue des Nations et d'adhérer à la III^e Internationale. Mais les masses ne comprendraient pas notre conduite: elles nous confondraient avec les intrigants qui rêvent de relever le Conseil National Coréen et se détourneraient de nous. Notre parti deviendrait un général sans armée et l'Union de la Libération, dont l'extrême gauche a formé le Parti Socialiste Coréen profiterait de l'antipathie des masses à notre égard pour attirer à elle ceux qui jusqu'alors ont marché avec nous. Il ne déplairait pas en effet à nos libéraux de faire parade d'une certaine phraséologie socialiste, car le mot «socia-

lisme» est devenu à la mode chez les intellectuels en Extrême-Orient.

Le Comité Central de notre parti a décidé d'entrer dans le Gouvernement Provisoire à condition d'avoir la direction de l'imprimerie gouvernementale dans le but de faire de l'agitation et de la propagande révolutionnaire. On a fait droit à cette exigence et deux de nos camarades sont entrés dans le Gouvernement. Le rédacteur de l'organe officiel du gouvernement est un écrivain bien connu, membre de notre parti.

Il n'y a, en Corée, que la féodalité japonophile qui ne soutienne pas le Gouvernement Révolutionnaire Coréen, et, dans les milieux d'émigrants, que les partisans du Conseil National Coréen. Ceux-ci d'ailleurs ne jouissent d'aucune autorité en Corée et ne forment pas un groupe politique homogène, car leur opposition n'est pas basée sur des principes, mais est motivée par des ambitions personnelles. Ce groupe est composé des membres de l'Union des Terroristes, de l'Union de la Libération et du Bloc National Unifié dont les représentants forment la majorité gouvernementale. L'explication de ce fait étrange est dans l'indiscipline régnant au sein de ces partis qui ne sont pas encore tout à fait dégagés de l'esprit de cénacle.

Le Gouvernement Provisoire a vécu jusqu'à présent d'offrandes volontaires. Jusqu'en mars de l'année courante, il avait reçu les sommes suivantes: 145.000 dollars du fonds de réserve (fonds de l'indépendance) des organisations américaines; 250.000 law de Mandchourie; quelques 50.000 roubles de Sibérie et environ 1.300.000 yen de Corée.

Le mouvement révolutionnaire coréen rencontre dans les masses populaires chinoises une sympathie et un appui précieux. L'Union de la Jeunesse Chinoise y prend une part active: elle a rendu notamment d'immenses services en faisant passer en Corée par la Mandchourie de la littérature de propagande. Les milieux dirigeants du Gouvernement Méridional, certes, sympathisent à notre cause, mais à l'heure actuelle, malgré toute leur bonne volonté ils ne peuvent nous donner une aide réelle. Quant aux cercles du Gouvernement de Pékin, ils sont contre nous, car l'orientation du parti dirigeant de Pékin «An-Fu» est entièrement japonaise. De tous les États occidentaux, c'est l'Amérique qui sympathise le plus à

notre mouvement, parce qu'elle voit en lui une force susceptible, jusqu'à un certain point, d'affaiblir la puissance japonaise. Le Parlement américain a invité le Gouvernement à soutenir le mouvement émancipateur en Irlande et en Corée, et, s'il le faut, à ne pas s'arrêter même devant une aide matérielle. Mais cette aide matérielle, le gouvernement de Washington ne paraît pas disposé à vouloir l'accorder de si tôt. D'ailleurs nous ne pouvons compter sur la bonté et croire au désintéressement de l'Amérique impérialiste et le peuple coréen n'a aucune envie de passer du joug japonais à la sujétion économique dans laquelle l'Amérique voudrait le tenir. Voilà pourquoi le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire Coréen, quoique fortement entaché d'esprit bourgeois, attend avec impatience l'arrivée de l'Armée Rouge à ses frontières; voilà pourquoi nos libéraux, quoique formant la majorité dans le gouvernement et le pré-parlement ont cru devoir m'envoyer, moi, socialiste, en qualité de représentant plénipotentiaire en Russie soviétique, pensant que, seuls, les membres du Parti socialiste coréen sauront trouver la langue qui convient pour parler aux représentants du prolétariat et de la population rurale révolutionnaires russes. L'expérience d'une lutte révolutionnaire de dix ans contre le Japon a convaincu les libéraux eux-mêmes de l'impossibilité de restaurer l'Etat coréen dans la domination de la classe laborieuse. Certes, l'aile gauche du mouvement révolutionnaire coréen aura encore de grands efforts à faire: il lui faudra élever la conscience de classe des masses laborieuses à un niveau suffisant pour que celles-ci comprennent que «l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». Dans cette voie, notre parti a encore très peu fait, mais j'espère que, s'instruisant à l'école de la lutte révolutionnaire de ses confrères européens, grâce à un travail intensif, il arrivera bientôt à combler cette lacune.

Fortement unis dans une idée commune, nous lutterons et travaillerons pour atteindre le but final. Nos destinées sont indissolublement liées à celles de la III^e Internationale Communiste.

HAN-HEN-KUON

(Parti Socialiste Coréen).



LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN ROUMANIE

Les dernières élections parlementaires en Roumanie ont montré que le mouvement communiste y avait fait, après la guerre, des progrès extraordinaires. Par suite de la situation politique intérieure qui lui était faite et de mesures policières spéciales (les ouvriers roumains ne jouissaient pas des droits électoraux), le parti socialiste roumain n'avait avant la guerre, pour le travail révolutionnaire, que des cadres peu nombreux; mais ces cadres étaient excellents et ils ont réussi, toute la guerre durant, à maintenir la classe ouvrière dans ses positions de classe révolutionnaires. La promulgation de la loi sur le suffrage universel a eu pour conséquence la transformation rapide des cadres sus-mentionnés en une puissante armée qui compte, à l'heure qu'il est, environ 60.000 membres. Les élections ont montré que dans toutes les villes plus ou moins importantes, le parti socialiste détenait, à en juger par le nombre des voix obtenues, la première place après le parti gouvernemental du général Averescu. La dernière campagne électorale a donné au pays 3 sénateurs et 20 députés socialistes, dont 12 représentent la Roumanie même et 8—la Bukovine et la Transylvanie. Les sénateurs socialistes ne furent élus que dans ces deux dernières provinces. Malheureusement, il est à noter que les qualités politiques du parti ne correspondent nullement à sa puissance numérique et que l'adhésion des social-démocrates de Bukovine et de Transylvanie, qui appartenaient auparavant aux partis social-démocratiques des conciliateurs autrichiens et hongrois, a laissé une fâcheuse empreinte sur le parti dont elles ont renforcé l'élément opportuniste. L'attitude adoptée par le parti roumain à l'égard de la III^e Internationale en est une preuve. Bien que les sections de parti de l'ancienne Roumanie, ainsi que celles du quadrilatère bulgare annexé à la Roumanie en 1913, eussent décidé à l'unanimité d'adhérer à la III^e Internationale, le Conseil National du parti, au cours de sa session d'avril, prit la résolution de renvoyer la question de l'adhésion au congrès général, qui devait se réunir au début du mois d'août. Le prétexte était des plus futiles: «Il faut, disait la résolution, pour que l'adhésion à la III^e Internationale revête un caractère d'autorité, qu'elle soit votée par le congrès du parti». Tel fut le motif donné par le secrétaire Moscovitch, bien qu'il se prononçât lui-même pour l'adhésion et fût même désigné, pour le congrès comme rapporteur des thèses relatives à l'adhésion. Le Conseil National se borna donc à une simple confirmation officielle du fait que le parti socialiste roumain avait quitté, en 1915, la II^e Internationale. La conduite des leaders en cette

occurrence s'explique par des motifs de caractère purement opportuniste. Le comité exécutif du parti ne voulait pas, la veille des élections, effrayer la petite bourgeoisie, et voulait en même temps maintenir «l'unité» du parti, parce que la majorité des groupes de Bukovine, avec l'ex-député du Reichsrat autrichien, Grigorovitch en tête, s'étaient prononcés contre l'adhésion. Mais une scission est inévitable et imminente. Toutes les organisations de parti de l'ancienne Roumanie et de la Dobroudja la veulent⁽¹⁾; les leaders opportunistes, comme Grigorovitch, la recherchent également: leurs attaques contre la Russie soviétiste en sont la preuve. Tout récemment, au Sénat, Grigorovitch a prononcé un discours, où il a déclaré qu'il resterait social-démocrate, qu'il suivrait la vieille tactique⁽²⁾ et qu'il abandonnait la cause de Lénine et Trotsky qui seraient devenus des «anti-marxistes».

Un autre député du parti, Dunarianu, a prononcé à la Chambre roumaine, un discours aussi plat où il s'est efforcé de persuader les députés bourgeois que les socialistes tendent à la réorganisation de la société, mais à la réorganisation pacifique, avec l'aide d'une majorité parlementaire spécialement créée à cet effet, et que ce n'est que dans le cas où la bourgeoisie tenterait de les priver du suffrage universel, qu'ils se verraient forcés d'avoir recours, eux aussi, à des moyens de lutte révolutionnaires. Et tout cela se dit au moment où la démocratie parlementaire, en Roumanie même, a surabondamment prouvé qu'elle n'était qu'une fiction; alors que le communiste Boujor, purgeant une condamnation de 5 ans de travaux forcés et élu par les ouvriers de Galatz, n'a même pas été admis à la Chambre des députés pour y défendre son mandat, alors que les socialistes ont, presque partout, été arrêtés et maltraités au cours des élections qui ont eu lieu selon la formule bien connue: un gendarme à droite, un autre à gauche et l'électeur au milieu; et que, le Parlement roumain est devenu une arène d'obstruction systématique et de scandales sauvages, car la majorité parlementaire du général Averescu se moque ouvertement de tous les règlements parlementaires et de la constitution elle-même. Il faut dire pourtant que Grigorovitch, Dunarianu et consorts furent vertement tancés pour leur tactique dans le principal organe du parti le *Socialismus*. Le communiste Fabian y publia,

(1) Les organisations communistes et socialistes de Besarabie n'ont pas adhéré au parti socialiste roumain.

(2) Il est à noter qu'après la guerre, le parti roumain avait abandonné la dénomination de «social-démocrate» pour adopter celle de socialiste.

dans le numéro du 7 juillet, un article intitulé : «Les premiers pas du crétinisme parlementaire» où il fustigeait impitoyablement la conduite du député Dunarianu. Le camarade Dunarianu, disait-il, a été applaudi par les représentants de la bourgeoisie, mais il ne fait aucun cas des décisions des sections de parti et du programme voté cette année-ci à la Conférence de mai (*Cette conférence a adopté in-extenso la plate-forme de la III-e Internationale*). Ce sont là des choses qu'on ne peut passer sous silence. Il faut absolument prendre sur-le-champ toutes les mesures susceptibles de donner satisfaction à la conscience révoltée du parti. L'opporturisme de Dunarianu est d'autant plus vil que ce député représente la fédération de Prakhoff qui englobe les fractions les plus révolutionnaires du parti et qui a été la première à lever l'étendard de la III-e Internationale et de la dictature du prolétariat. C'est précisément sur ce fait que les députés bourgeois insistaient au Parlement, mais Dunarianu, au lieu de confirmer sa solidarité avec la fédération qui avait posé sa candidature, l'a ignoblement trahie.

Dans le numéro suivant du *Socialismus*, dans un article intitulé «La Période révolutionnaire» et ayant trait aux discussions parlementaires, le camarade Stanef, député communiste, déclare ouvertement que la tâche actuelle du parti est d'organiser la dictature du prolétariat. «Pour nous autres, socialistes-communistes ou bolchéviks—que nos adversaires nous appellent comme ils le veulent—il est clair qu'à une dictature on ne doit riposter que par une autre dictature et qu'il faut opposer à la dictature de la bourgeoisie celle du prolétariat. Comme la bourgeoisie marche vers la dictature, il est de notre devoir d'élever les masses dans l'esprit de la nécessité de notre dictature à nous, afin de n'être pas pris au dépourvu par les événements.

Le congrès du parti se réunira dans huit jours. En attendant les décisions qu'il adoptera, il est à noter que le général Averescu, que l'on nomme déjà Horly roumain, a beaucoup fait pour l'aile droite du parti. Pendant ces deux derniers mois, on a arrêté des centaines de communistes roumains, sans faire aucune distinction entre ceux qui travaillaient clandestinement et ceux qui travaillaient légalement au parti. Les plus éminents leaders communistes sont sous les verrous. Le camarade Boujor a été arrêté au mois de mai et traduit devant la cour martiale pour avoir participé à la révolution russe et à une société ayant pour but de renverser le gouvernement roumain. Son procès fut une violation si éhontée de la procédure judiciaire, que les avocats durent renoncer à la défense de leur client. La cour n'avait pas même cité les témoins à décharge. Après un discours courageux de Boujor, les juges le condamnèrent à 25 ans de travaux forcés aux mines de sel gemme à Okna. En réponse à ce verdict, les ouvriers de Galatz élurent Boujor au parlement. Mais quand la Chambre des députés souleva la question de la légalité de son mandat et que les socialistes proposèrent de l'admettre à défendre son mandat, cette proposition ne fut soutenue que par 22 voix : celles des députés socialistes et de deux ou trois députés bourgeois.

Quelques semaines après l'arrestation de Boujor, la police s'empara de tout un groupe de communistes, parmi lesquels figuraient les camarades Nicolou, Marcovitch, Chain, Teodoresco et d'autres camarades assurant le travail clandestin du parti. Plus tard, les autorités mirent la main sur le camarade Alexandre Constantinesco, qui, en dépit de sa condamnation de mort, avait réussi à travailler clandestinement 18 mois en Roumanie.

Nous n'énumérons ici que les communistes les plus en vue, les plus connus des camarades russes. Ces arrestations ont été suivies de ralles parmi les communistes légaux et les membres du parti. Après l'arrestation de Constantinesco, ce fut le tour du camarade Ilesco, secrétaire de la fédération d'Olteni, en Valachie occidentale. Mais ce n'était pas encore assez pour le gouvernement. Celui-ci procéda à la dissolution du centre même du parti en faisant arrêter le secrétaire du comité exécutif du parti, le député Moscovitch, qui avait été chargé de la défense, au prochain congrès du parti, des thèses relatives à l'adhésion à la III-e Internationale. Le gouvernement du général Averescu s'influa lui-même «la dernière réserve de la bourgeoisie». Son but est d'écraser définitivement le mouvement communiste et socialiste gauche en Roumanie. Ses méthodes d'action tendent à séparer les ouvriers de leurs leaders communistes. Tout en persécutant impitoyablement les organisations communistes, le gouvernement use en même temps, à l'égard de la classe ouvrière, d'une politique démagogique poussée aux extrêmes limites : c'est ainsi qu'il a légalisé les conseils ouvriers de fabriques et d'usines (les propriétaires sont même tenus de pourvoir à l'entretien de ces conseils), proclamé le Premier Mai fête légale et autorisé les manifestations et la fermeture, ce jour-là, de toutes les fabriques et usines.

Il est à noter qu'après la guerre, une immense vague de grèves déferla sur toute la Roumanie. Le nombre des ouvriers syndicalisés par rapport à celui d'avant la guerre décupla. Cette vague envahit la totalité des entreprises publiques, gouvernementales et privées qui toutes, au moins les plus importantes, furent à plusieurs reprises, touchées par la grève. Devant cette force du mouvement ouvrier, le gouvernement se vit, en 1919, dans la nécessité de renoncer, aux lois draconiennes édictées contre les cheminots et les ouvriers des autres entreprises de l'Etat, pour qui la grève était considérée comme un crime passible d'un emprisonnement de deux ans. Mais la politique démagogique du gouvernement n'a que très peu de succès. Les syndicats nationalistes jaunes créés avec le concours du parti libéral qui y avait englouti des millions, ont fait une faillite complète. La formation des syndicats jaunes a eu pour conséquence de nombreuses grèves suscitées par les syndicats rouges qui ont sommé les administrations des entreprises de l'Etat, très nombreuses en Roumanie, de ne traiter qu'avec les syndicats rouges. Les dernières nouvelles donnent lieu de croire que le gouvernement a été obligé de céder à cette revendication. Ni la terreur, ni la démagogie ne sauveront la bourgeoisie et les boyards roumains.

CH. RAKOVSKY.



LE MOUVEMENT OUVRIER EN YUGO-SLAVIE

Le communisme a remporté dans notre petit pays de grandes victoires. Pour en comprendre la signification, il importe de connaître la situation économique et financière de la Yougo-Slavie.

I. Situation générale.

La désagrégation que l'on remarque dans tous les pays bourgeois, a touché fortement la Yougo-Slavie; la vie économique n'y est plus qu'une existence, mais une sorte de végétation.

Depuis la fin de la guerre, pas une seule entreprise n'a été remise en activité à Belgrade au cours de l'année écoulée. Chaque jour, en Bosnie, en Croatie et en Slavonie, on liquide des entreprises considérables, minières, métallurgiques, textiles et entreprises pour l'exploitation du bois. Cette liquidation est provoquée par le manque de charbon et de matières premières et aussi par la complète incapacité de l'état bourgeois à organiser le travail dans des établissements qui ont appartenu avant la guerre à des «sujets étrangers» et séquestrées à la suite du partage de l'Autriche-Hongrie. La vie économique est complètement arrêtée en Dalmacie. La plupart des entreprises industrielles ne fonctionnent pas en Slavonie, où la vie industrielle était plus développée que dans les autres parties de la Yougo-Slavie. Le relèvement de la vie économique en Yougo-Slavie est devenu impossible, par suite d'un chaos inextricable dans le domaine des valeurs.

Au cours de la dernière année, le dinar est tombé de 200 à 250% par rapport au franc français et continue à tomber. Dix milliards de couronnes se trouvent encore en circulation. Le gouvernement a fixé dernièrement le cours du dinar par rapport à la couronne, savoir — 1 : 4 (un dinar vaut quatre couronnes). Cette mesure provoqua seulement la baisse parallèle de la couronne et du dinar. La baisse incessante de l'argent entraîne automatiquement une hausse sur les produits alimentaires, dont les prix au cours de la dernière année, montèrent de la façon suivante:

Pain	de 200 à 250%
Viande	» 300%
Graisse fondue	» 300%
Vêtements	» 300%
Loyers	» 200 à 500%
Sel	» 50%
Pétrole	» 200%
Chaussures	» 250%
Pommes de terre	» 200%
Sucre	» 300%

Cette cherté incroyable a créé des conditions de vie terriblement difficiles pour les larges masses des villes et des campagnes.

Par suite du manque de bétail et de machines agricoles, les paysans ne cultivent plus la terre. Ils désertent en foule les campagnes et remplissent les villes et les ports. Mais là non plus, il n'y a pas d'ouvrage et de plus, les salaires y sont très bas. Les ouvriers qualifiés reçoivent de 15 à 36 dinars par jour, les ouvriers non qualifiés de 10 à 15 dinars.

La situation financière est désespérée. La Yougo-Slavie, comme tous les pays qui font banqueroute, contracte de nouveaux emprunts afin de payer les anciens. Mais elle est nettement sur le point de faire banqueroute, car tous les biens de l'Etat sont devenus la propriété privée de la ligue des bandits parisiens. Les dettes de la Yougo-Slavie atteignent presque 10 milliards de francs. Le déficit budgétaire calculé d'avance pour l'année passée à raison de 800 millions de dinars, atteint maintenant 2 milliards. Afin de cacher ce déficit énorme pour la petite Yougo-Slavie, afin de payer les intérêts de l'ancienne dette, la bourgeoisie Yougo-Slave a élevé les droits de douane pour l'importation et pour l'expropriation, a introduit de nouveaux impôts et a augmenté les anciens de 800%. Toutes les mesures tomberont naturellement sur le dos des masses laborieuses et empireront sa situation qui sans cela est désespérée.

La Yougo-Slavie, économiquement ruinée, se trouve sous l'absolue dépendance financière de l'Entente et en particulier de la France. Pour son indépendance elle lui doit 200 millions de francs; toutes les richesses nationales se trouvant sur l'ancien territoire de l'Autriche-Hongrie, savoir: les forêts, les mines de charbon, les entreprises industrielles et tous les édifices publics doivent être rachetés par l'Etat, mais jusqu'à ce moment en là, la France a le droit de les exploiter. En d'autres termes, la Yougo-Slavie libérée est devenue l'esclave de la France «libératrice».

De plus, l'Entente a provoqué un profond désenchantement même dans les couches bourgeoises et a renforcé incroyablement l'esprit de séparatisme en Croatie et surtout en Slavonie du fait qu'elle a donné à la Roumanie des territoires purement bulgares; à la Yougo-Slavie, des territoires purement hongrois et à l'Italie des territoires peuplés uniquement de Slaves.

Les partis de l'étatisme centraliste, comme les radicaux indépendants, les nationalistes, les progressistes, qui, avec une poignée de social-démocrates s'unissent autour de Karatsch (dans le genre

des radicaux serbes, des Startchesitschanizy de Croatie et des cléricaux de Slavonie). La lutte entre ces deux groupes s'est très accentuée et la bourgeoisie yougo-slave y dépense la plupart de ses forces. Mais s'il y a quelque chose qui unisse les fractions bourgeoises entre elles, c'est bien la puissance croissante de notre mouvement communiste.

Mais rien n'empêche autant l'union nationale bourgeoise comme le retard apporté dans la décision de la question agraire. Le moment le plus propice pour cette décision, fut le moment de la débâcle de l'Autriche-Hongrie. Mais, on laissa passer le moment; on ajourna constamment la décision et la question agraire s'est compliquée de plus en plus. L'Union démocratique (le bloc) donne aux paysans les terres des grands propriétaires fonciers, mais la forme d'affermage et le gouvernement actuel réactionnaire et cléricale essaye par toutes les mesures de défigurer même cette réforme. Par sa devise: «toute terre avec tout l'inventaire doit revenir à ceux qui la cultivent» notre parti souleva et groupa autour de lui toutes les masses ouvrières et paysannes.

2. Développement du mouvement ouvrier.

Le mouvement ouvrier fut complètement interrompu pendant l'occupation de la Serbie. Il ne se réveilla qu'au mois de novembre de l'année 1918. Au mois de décembre de la même année, le «Radnišćke Novina» (Journal Ouvrier) commença à paraître à Belgrade. «Glos Soolody» de la tendance Zimmerwaldienne, parut pendant un certain temps à Sarajevo. Dès la création de la Yougo-Slavie, nous avons immédiatement établi des relations avec ses partis socialistes. Les 20-23 avril 1919, notre Comité Central à Belgrade reçut la mission de convoquer et d'organiser un congrès. La seule condition pour participer à ce congrès était le refus de toute participation au gouvernement de Belgrade. C'est grâce à cela que la Slavonie, une partie de la fraction croate (avec à sa tête Karatsch et Boukschek), comme aussi une partie de la fraction de Voëvodina ne furent pas représentées au Congrès. Cependant la majorité du prolétariat de Croatie et de Voëvodina y fut représenté. Notre fraction communiste fit la proposition suivante:

1. Le parti prend le nom de Parti Communiste de Yougo-Slavie.
2. Le parti adhère sans réserve à la III-e Internationale.
3. Le parti participe aux campagnes électorales en tenant compte des circonstances et en se guidant dans chaque cas séparé par les décisions ou référendum du parti.

Pour éviter la scission, nous avons renoncé au premier article, les deux autres furent votés à l'unanimité et salués par un tonnerre d'applaudissements. Cependant, malgré le triomphe du communisme, le congrès eut un certain caractère de compromis. Voilà pourquoi le prochain congrès doit mettre fin à tout ce qui porte le caractère du centralisme et donner au parti le caractère purement communiste, car la présence au Comité

Central des partisans chancelants du centralisme a paralysé souvent l'activité de tout le parti aux moments critiques.

Quelques jours après ce congrès au cours duquel le nouveau Comité Central du parti fut élu, tous les membres du nouveau comité, et encore 2.000 camarades furent arrêtés en différents endroits de Yougo-Slavie. Le 1-er mai, un détachement de soldats attaqua la Maison Ouvrière à Sarajevo, brisa les meubles, brûla la bibliothèque et confisqua plus de 200.000 couronnes d'argent liquide. Toutes les personnes au service du parti et 400 des meilleurs camarades furent arrêtés. On usa des mêmes répressions en Croatie et à Voëvodina, où au mois de juin 1919 eut lieu un grand soulèvement militaire dont les communistes furent accusés; 200 familles ouvrières furent arrêtées, chassées de Macédoine et y furent jetées en prison.

Des arrestations eurent lieu en Slovaquie, pendant lesquelles les camarades arrêtés furent souvent battus. Le camarade Filippovitch, secrétaire du Parti, se trouva au nombre des personnes arrêtées. Le gouvernement le relâcha après une réclusion de six mois par crainte d'un mouvement des ouvriers organisés.

Malgré toutes ces répressions, le Parti Communiste jouit d'un grand crédit. Il compte plus de 40.000 membres outre les 10.000 membres de la jeunesse communiste. Les syndicaux qui marchent toujours de front avec le Parti Communiste et à la tête desquels se trouvent presque partout des communistes, groupent de 150 à 180 mille ouvriers et ouvrières. Les idées du communisme ont un grand succès parmi les ouvrières qui ont tant souffert de la guerre; avec un entrain merveilleux elles participent activement à toutes les manifestations de l'activité du parti.

Plusieurs d'entre elles jouent un grand rôle dans l'organisation des enfants communistes de Yougo-Slavie. Dans cette organisation—fleur virginale du Parti Communiste,—les enfants de 5 à 12 ans sont réunis et reçoivent une éducation communiste. Leurs travaux, leurs jeux, leurs distractions: concerts, chansons sont inspirés d'un esprit communiste. Cette organisation édite un journal bi-mensuel *l'Avenir*.

Les masses ouvrières sont en somme incontestablement du côté des communistes. Toute une série de grèves dans lesquelles les communistes ont joué un rôle assez actif, y ont sérieusement contribué. Déjà au commencement de l'année 1919, nous avons organisé dans toute la Yougo-Slavie des meetings contre la cherté de la vie, contre les répressions du gouvernement, contre les arrestations des camarades en Croatie, en Bosnie, etc. Le 20-21 juin 1919, nous avons organisé une grève générale contre l'intervention militaire de l'Entente en Russie. Il y a eu toute une masse de grèves pour des motifs différents. La grève des imprimeurs de Bosnie a duré 2 mois. Au mois de novembre, les mineurs firent grève en Slovaquie, les imprimeurs chôchèrent à Zagreb, au mois de janvier 1920 les cheminots firent grève en Serbie, etc.

Les communistes furent vainqueurs en Croatie aux élections municipales, au plus grand étonne-

ment de la bourgeoisie Yougo-Slave qui a surtout peur de notre victoire dans les campagnes, car non seulement dans les villes, mais dans plusieurs villages, notre parti reçut une majorité tantôt absolue, tantôt relative. Ce succès est d'autant plus significatif, que nous avons pris part aux élections avec notre programme maximum: pour la révolution, pour le communisme. Nous nous rendons parfaitement compte que notre victoire aux élections municipales provoquera nombre de chocs avec la bourgeoisie et avec sa plus haute organisation de classe, l'Etat. Nous avons pris part aux élections, sans aucune illusion sur le «travail positif» mais en raison de la position désespérée économique et financière du pays. Nous savons qu'il nous suffit dans n'importe quelle municipalité de faire la moindre tentative pour réaliser nos plans de réorganisation sérieuse du régime économique, — pour provoquer immédiatement une grossière intervention du pouvoir étatique, car la bourgeoisie ne permettra pas et ne peut pas permettre tant qu'elle sera maîtresse de l'Etat, que le caractère de classe de la municipalité soit modifié. Mais en posant les questions qui intéressent maintenant les ouvriers et les paysans d'une manière profonde et immédiate (habitation, cherté de la vie, etc.), nous allons remuer la population ouvrière dans les villes et dans les campagnes en lui prouvant clairement et ouvertement que l'on ne peut sortir du chaos général actuel que par la voie de la révolution so-

cialiste, par la dictature du prolétariat, par le communisme.

Nous portons une grande attention à la campagne, nous rendant compte de sa grande importance dans le succès de la révolution communiste dans un pays agricole comme le nôtre. Nous avons cependant à lutter désespérément contre deux difficultés. Non seulement là où la question agraire existe, mais également là où cette question n'existe pas du tout, comme par exemple en Serbie, où presque tous les paysans sont des petits propriétaires, nous avons réussi à réveiller les masses paysannes. Le paysan serbe qui pendant la guerre sanglante de 7 ans n'a rien gagné et a tout perdu, est devenu très accessible aux idées communistes. Et maintenant notre succès entier parmi les masses paysannes, dépend exclusivement de notre agitation dans l'organisation.

Notre presse a une grande influence. La bourgeoisie, surtout les intellectuels, perdent petit à petit l'espoir de soutenir le régime existant. L'élément communiste domine parmi la jeunesse scolaire. L'accroissement de notre mouvement est si étonnant, que nous considérons l'avenir avec beaucoup d'optimisme.

26 mars 1920, Détrograd





LETTRE D'ITALIE

L'Italie, pays des grands enthousiasmes et de vieux scepticisme, de sentimentalisme profond et d'actions décisives. Dans ses différentes contrées, elle apparaît sous les aspects les plus divers: le nord tend activement et consciemment vers une vie nouvelle, tandis que le centre tout en suivant la même voie, envisage sous un angle quelque peu différent les événements politiques. L'Italie centrale, la Toscane en particulier, se distingue par son scepticisme, sa critique des autres et d'elle-même, son genre de vie légèrement épicurienne. Mais tout ceci est compensé par un grand sens pratique, par une clarté d'intelligence et d'intuition qui caractérisent si bien les classes ouvrière et paysanne de cette contrée. Le midi est à coup sûr la contrée la plus énigmatique de toute l'Italie; et comme elle renferme beaucoup de forces, peut-être davantage encore d'ignorance et de préjugés, le cléricalisme et l'indolence bourgeoise bornée y trouvent un champ d'activité fort propice à une politique d'intrigues et de tentatives contre-révolutionnaires. Toutefois ces contrées disparates sont à l'heure actuelle unifiées par un même sentiment, une même émotion, qui, pareille à une secousse sismique s'étendant des Alpes à la Sicile, se fait sentir par endroits plus fortement. C'est le mécontentement croissant des masses, provoqué par la guerre dévastatrice et l'abominable duperie, dans laquelle elles ont été précipitées par la bourgeoisie mondiale. Loin d'être passager, comme semblent le croire certains gens de ce «pays victorieux», ce sentiment de mécontentement, de profonde indignation des masses n'est autre chose que l'accroissement de la haine de classes. C'est une crise imminente, psychologique et économique, une mer bouillonnante de mécontentement que rien ne saurait enrayer ou pondérer. Ni l'imagination rusée des sieurs Nitti et Giolitti, ni les tirades pompeuses des Neptunes réformistes, ni les foudres inoffensives jetées contre la bourgeoisie, ni même les discours «incendiaires» accueillis si souvent par les coups de sifflets du prolétariat. Seules les flammes purificatrices de la grande révolution communiste peuvent mettre fin à cet intolérable et détestable état de choses.

La bourgeoisie, qui avait si «brillamment» travaillé à l'arrière de l'armée des ouvriers et paysans, versant leur sang, qui avait si bien su le conduire au carnage, qui s'était enivrée du sang et des souffrances du peuple à en avoir des nausées, enliziée jusqu'au cou dans le cynisme, la duperie et le mensonge éhonté, cette même bourgeoisie tressaillit et blêmit le jour, où retentit à l'Orient le sourd grondement de la révolu-

tion prolétarienne, qui comme un écho, se répercuta dans les cœurs des prolétaires martyrs de l'Italie. Depuis l'épée de Damoclès est restée suspendue au-dessus de la tête de ces brigands. Leur pillage et orgie terminés, ils s'apprétaient à donner libre cours à leurs instincts. Mais à peine s'étaient-ils mis à construire leurs châteaux et à émailler de fleurs les champs si abondamment arrosés du sang prolétarien, qu'un spectre hideux surgissait tout-à-coup devant eux: le bolchévisme, horrible épouvantail de l'Orient. Il fallut au plus vite dresser des barrières, le couvrir d'injures, de boue et autres ordures pour le déconsidérer aux yeux des travailleurs italiens et en faire quelque chose de si affreux, de si repoussant, que le travailleur le plus misérable puisse en être terrifié. La bourgeoisie se mit bien vite à l'ouvrage, disposant, à cet effet, de sommes plus que suffisantes, de scélérats lettrés et cyniques et, malheureusement, de beaucoup de papier que lui fournit encore le prolétaire. Elle pouvait donc se mettre hardiment à l'œuvre, ce qu'elle fit avec persévérance, organisation et conscience. Mais en définitive, cette campagne n'eut pour effet que de convaincre ceux dont la bourgeoisie n'avait rien à craindre. Quant à l'ouvrier, il sentait d'instinct qu'il en était tout autrement et mettait toute sa foi en son *Avanti*. Il se rappelait aussi des cruelles souffrances et des avanies supportées pendant la guerre. «Bolchévisme» mot magique, comme un microbe implacable d'une épidémie mystérieuse, pénétra partout: pour les uns, il sonnait comme le mot de libération, pour les autres il était le symbole de l'insurrection et de la révolte, car dans la fertile Italie, il n'est pas de coin où le grain n'ait pas germé. La bourgeoisie avait beau porter aux nues ses héros, dénicher en pure perte de nouveaux sauveurs de l'humanité: ils s'évanouissaient tour à tour, sans avoir eu le temps de paraître, tandis que les noms des «traîtres» et «bandits», Lénine, Trotsky, Zinoviev, Liebknecht, Rosa Luxembourg et autres étaient répétés de bouche en bouche; leurs paroles prenaient des formes vivantes, leur œuvre était considérée sacrée et partout leurs portraits décoraient les misérables demeures de travailleurs. Tel était à peu près la situation en Italie aussitôt après l'armistice avec les Austroallemands.

La bourgeoisie perdait la tête. Les mains étaient encore couvertes de sang et toutes les richesses qu'elle avait accaparées s'étaient aux yeux de tous. Tout le mensonge, l'infamie et la duperie déversés sur le prolétariat italien étaient mis à nu. Sentant sa fin prochaine, la bande criminelle attendait le choc en tremblant.

Mais le prolétariat tardait. Il sentait bien toute sa force de révolte et de haine, sa force de conscience de classe, mais il attendait encore... il attendait à coup sûr l'appel de son parti qui l'avait si fidèlement et si infatigablement défendu pendant la guerre. Le prolétariat attendait, apaisé soudainement par la conscience de sa force invincible; il attendait, sûr que la victoire lui reviendrait. Et cette certitude était celle aussi de la fraction la plus éclairée du parti...

Un élan unanime vers l'idéal que le parti socialiste avait décrit et préconisé, monta du pays; le nombre des adhérents au parti et organisations croissait avec une rapidité surprenante, mais le moment décisif n'était pas encore venu...

Pendant ce temps, la bourgeoisie se remit de ses trances: «Riens, liens, se disait-elle, ce maudit monstre d'Orient n'est pas si terrible que cela, et peut-être pourra-t-on, en liquant ses forces, arriver, à l'étrangler sur place, d'autant plus que nos frères de pillage n'ont pas entièrement péri, il suffit de les aider; et, qui sait, il se peut que d'autres réussissent là où la bourgeoisie russe s'est montrée incapable... Et pour notre peuple, pour nos ouvriers et paysans, il nous reste encore pas mal de plomb destiné tout d'abord aux travailleurs autrichiens et allemands; l'essentiel est de savoir l'utiliser au moment opportun, et, peut-être bien, verrons-nous encore de beaux jours»...

Fort à propos il s'est trouvé ici certains «socialistes qui sont loin d'être aussi affreux que ces bolchéviks; ce sont des gens raisonnables qui ne veulent pas de tracas inutile; et maintenant que les meilleurs prolétaires du monde entier ont été égorgés par la bourgeoisie, ils pensent qu'on peut procéder à la reconstruction pacifique. La bourgeoisie ne s'est pas comportée si mal que ça; somme toute, disent-ils, ce sont des gens éduqués et instruits qui nous aideront à inhumer les morts, à oublier les martyrs et les estropiés, et qui nous rendront peut-être un peu de ce qui a été volé... L'essentiel est de trouver des gens adroits, de bons ministres et la farce est jouée; le tout est de promettre à cette plèbe toute sorte de libertés et de réformes, et de former en même temps une vaillante garde royale; le temps et le talent de nos bourgeois feront le reste... Que voleurs et brigands raisonnent de la sorte c'est tout naturel, mais que dans la même voie s'engagent des gens affiliés au Parti Communiste Italien auquel les masses avaient confié leur idéal, leur volonté mûre pour l'émancipation, c'est là une chose pénible. MM. les réformistes redoutent la guerre civile, craignant de se heurter dans la mêlée à leurs frères bourgeois; lorsque jadis nous faisons la guerre, nous avions affaire aux masses de travailleurs austro-allemands, il était plus aisé de les anéantir et peu importe si ce pseudo «ennemi» était notre frère de misère. Les réformistes ne se lassent pas de dire que le prolétariat n'est pas encore mûr et que la bourgeoisie se fortifie de plus en plus; mais vous-mêmes, qu'avez-vous fait pour affaiblir la bourgeoisie qui commençait à voir en vous son sauveur? Où étiez-vous lors des troubles de juillet dont les puissantes vagues tumultueuses passaient sur l'Italie entière? Les masses labo-

rieuses attendaient que le parti voulût bien coordonner, discipliner ce mouvement et fit autre chose encore de beaucoup plus grand, car on le pouvait à ce moment. Vous êtes tous venus au Congrès de Bologne en triomphateurs. Vous aviez derrière vous la foule grouillante des prolétaires réunis; vous avez adhéré à l'unanimité à la III-e Internationale car les masses l'exigeaient. Mais depuis il s'est passé pas mal de temps et les masses toujours dans l'attente finissent par perdre patience. Avez-vous vu beaucoup de semaines sans grèves, sans massacre d'ouvriers et de paysans insurgés? L'homme peut se faire à tout; c'est vrai pour celui qui se tient à l'écart, mais pas pour celui dont les pages de la vie sont écrites de son sang. C'est là une chose que ni le Parti Socialiste Italien, ni surtout ceux auxquels ses intérêts ont été confiés ne doivent oublier. Les masses prolétaires d'Italie ont témoigné une confiance absolue à leur parti; ils l'ont soutenu et le soutiennent encore comme dans nul autre pays au monde, excepté la Russie soviétique. Mais malheur à ce parti s'il ne peut s'acquitter de la tâche que lui a dévolue le prolétariat italien: les masses n'hésiteront pas à lui passer dessus.

Depuis le Congrès de Bologne, où le parti socialiste italien puisa un renouveau d'enthousiasme, un laps de temps considérable s'est écoulé. Et pourtant la masse attend toujours, frémissant d'impatience et pleine de désillusions. Le congrès de Milan n'ayant satisfait personne, les réformistes ont relevé la tête: «Vous voyez, disent-ils, que nous avions raison; vous avez suffisamment d'enthousiasme et d'exaltation, mais nul parmi vous ne sait envisager les événements comme nous. Avouez donc que vous vous étiez emballé et dites-le froidement aux masses. Quant à nous, nous avons élaboré un merveilleux plan de réformes suivant lequel chacun aura sa part et tout ira pour le mieux; toutefois il serait sage de s'entendre au préalable avec les meilleurs éléments de la bourgeoisie. Somme toute, c'est aussi du communisme, car après tout il ne peut pas être partout uniforme; l'Italie n'est pas la Russie et qui sait ce qu'il résultera même dans ce pays, de ce gigantesque essai de communisme, car nous n'y voyons que chicanes... Que Casperi soit réformiste, nous le savons parfaitement; mais le bolchévisme n'est qu'une parodie du socialisme et il s'en faut qu'on puisse le comparer à notre bon vieux socialisme; le communisme doit périr, mettez-vous ça bien en tête, vous, maximalistes, et suivez notre sage conseil. Quant à la Révolution, vous ne vous décidez pas à la faire (et nous vous faisons honneur et gloire de la constater); quant à vos «soviets communistes» organes de la lutte de classe, vous avez sagement résolu de les installer dans un coin quelconque, à titre d'essai, et par cela même vous n'avez pas trop mal rectifié votre programme de Bologne.

Tels sont les discours et l'œuvre corruptrice et démoralisante que le parti socialiste italien, qui a adhéré à l'unanimité à la III-e Internationale, doit endurer aujourd'hui de la part de ceux qui comptent encore au nombre de ses adhérents.

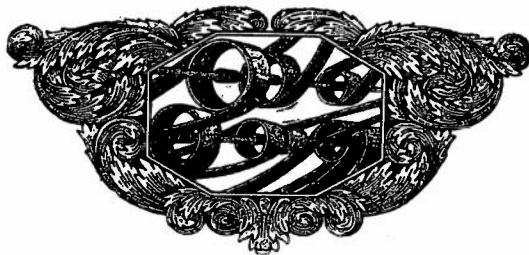
C'est ce que doit endurer un parti politique qui veut être communiste et conduire les masses vers la réalisation de l'idéal communiste. Et les masses, que font-elles? Elles attendent, mais elles perdent patience. Leur foi en le parti est ébranlée et de fâcheux symptômes d'énervement se font déjà sentir... Au sein même du parti, c'est le commencement de la crise. De plus en plus impérieuse se fait la nécessité de reviser ses forces, de les cimenter et d'épurer le parti de tout élément, qui ne fait qu'entraver son évolution et rendre impossible tout travail vraiment efficace... Les communistes italiens se rendent bien compte qu'il n'est pas possible d'aller plus loin, que cela peut dégénérer en trahison des masses et que

l'heure a sonné de mettre un terme au sabotage de l'intérieur. Aujourd'hui tout ce qu'il reste de fort et de probe au sein du Parti Socialiste Italien, doit faire bloc, non en paroles mais en action, autour du programme communiste. Maintenant, on peut résolument s'écrier: Qui n'est pas avec nous, est contre nous...

En Italie, nous sommes à la veille de grands événements décisifs. Et, si le parti ne se trouve pas à la hauteur de sa tâche c'est sur lui que retombera toute la responsabilité...

VITALI.

Milan, mai 1920.



CORRESPONDANCE DE „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

LETTRE A LA REDACTION

Il est fort regrettable, que, sans doute par l'inadvertance de la rédaction, ait été inséré dans le N° 11 du journal «L'Internationale Communiste» (édition russe, pages 1839-1840), un article signé N. (pseudonyme) et intitulé «La situation du Parti Communiste autrichien». Cet article, d'un bout à l'autre, dénote une complète ignorance du sujet, une confusion d'idées et une totale incapacité de comprendre les choses que l'on y traite. Le contenu de l'article ne fait pas qu'accuser de la part de l'auteur une ignorance absolue de l'histoire du parti communiste, mais aussi, l'ignorance de l'ordre chronologique des événements qui y sont relatés. Les soussignés, membres de la délégation du Parti Communiste autrichien au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, n'ayant pris connaissance que ces jours derniers de l'article en question, esiment nécessaire de réclamer au moins une partie des altérations et des affirmations colossales contenues dans cet article.

L'article commence par retracer l'origine du mouvement communiste; on y parle de la «gauche» qui se serait réunie avec Max Adler et Danneberg en tête, à l'Union «Karl Marx». Rien de plus faux. Ce qui est juste, c'est qu'un groupe de camarades se trouvait en opposition avec la «gauche», a repris l'activité de l'Union «Karl Marx» (cette Union avait cessé d'exister); le président de cette Union, était Fritz Adler. Mais Max Adler et Danneberg appartenaient à la gauche. Il y avait peu de représentants de la jeunesse. La plupart des membres étaient de jeunes intellectuels.

L'auteur commet l'erreur la plus grossière lorsqu'il dit que la grève de janvier fut organisée afin de proclamer la République des Soviets. On se bornait alors à exiger que l'Autriche se retirât de la guerre et qu'elle fit la paix avec la Russie des Soviets. Il ne pouvait être question d'exiger la proclamation de la république soviétique, vu l'absence d'agitation et d'organisation préalables. Il n'en fut même pas question au cours des événements du mois de juillet 1918, événements dont l'auteur de l'article se garde bien de parler n'en ayant probablement pas la moindre idée.

La direction du mouvement de janvier appartient, selon l'auteur, aux chefs des syndicats. En réalité, ce fut tout juste le contraire, les syndicats s'étant tenus à l'écart. Mais le parti social-démocrate — et en particulier Renner et Zeiler — par des moyens démagogiques, arrachèrent au moment critique la direction du mouvement des mains des Soviets Ouvriers. C'est pourquoi toute la responsabilité de l'insuccès du mouvement commencé dans de si bonnes conditions, incombe à ce parti.

L'auteur affirme encore que ce sont les prisonniers de guerre revenus de Russie avant la révolution (octobre 1918) parmi lesquels se trouvait le camarade Tomann et autres, qui mit fin au désaccord dans le Parti Communiste. Mais, en fait, «le camarade Tomann et autres» ne firent leur apparition à Vienne, qu'au mois de janvier 1919, c'est-à-dire trois mois après la révolution. Ainsi toutes les conclusions basées sur cette affirmation sont réduites à néant.

Le journal dont il est question dans l'article, et que l'auteur fait paraître vers le mois de novembre 1918, a en réalité vu le jour dès le fin avril 1918, sous le titre «Der Weckruf», «l'Appel au réveil» et comme sous-titre «Organe communiste». Le journal fut immédiatement fermé par la police. Son deuxième numéro parut dans la première semaine de novembre 1918, et cette fois comme organe du Parti Communiste de l'Autriche allemande.

L'affirmation que le parti ne commença une vie indépendante qu'après l'expulsion d'Autriche de certains camarades, est dénuée de fondement. Le parti travailla de façon indépendante dès le premier jour de son existence. Et il n'en pouvait être autrement, vu l'absence d'un chef politique parmi les camarades étrangers et aussi parce que les chefs du parti ne voulaient pas en principe que les camarades étrangers mal au courant des conditions locales s'immiscassent dans la direction politique du parti.

Ahendu que le 15 juillet n'est marqué en Autriche, par aucun événement sérieux, nous supposons que l'auteur a voulu parler du 15 juin. Il nous faut aussi rectifier que, ni le camarade Tomann, ni tout autre leader, n'eurent pas la moindre relation avec Fritz Adler. On est d'autant moins autorisé à parler d'une influence quelconque de celui-ci ou autres social-patriotes.

Les désaccords entre le camarade Koritshonner et le camarade Tomann se sont produits, parce que le camarade Koritshonner était un partisan convaincu de la tactique insurrectionnelle préconisée par Beitelheim, et qu'il recommandait partout ce dernier comme représentant de la III^e Internationale, ce qui ne répondait pas à l'opinion de la majorité. C'est pourquoi il ne peut y avoir qu'un fantaisiste comme le camarade N., pour affirmer que le camarade Tomann avait promis à Budapest de provoquer à «tout prix» une révolution en Autriche.

Plus loin, l'auteur s'est tellement emporté qu'on ne peut comprendre quel lien il veut établir entre les troubles et l'attitude prise par la milice populaire à l'égard du gouvernement et entre l'insuccès de l'action révolutionnaire (laquelle ?). L'auteur entend-il par là les événements du 15 juin, où le camarade Tomann a soi-disant capitulé devant Fritz Adler ? Nous avons exprimé plus haut notre opinion sur la position des fonctionnaires du Parti Communiste de l'Autriche allemande. Y revenir serait superflu.

Les chefs de file «gauches», tels que Djaligorski et Gour sont des personnages totalement inconnus des masses prolétariennes autrichiennes. Djaligorski qui fait partie de l'entourage de Beitelheim, est connu de quelques camarades autrichiens comme un bavard ayant commis une série de bêtises, qui prouvent sa naïveté enfantine en politique. Gour n'est pas de notre parti et n'y a jamais appartenu, mais comme beaucoup d'autres, il appartenait à la garde personnelle de Beitelheim.

Le Comité Exécutif de la III^e Internationale a déjà donné une réponse précise quant au mandat de Beitelheim.

Plus loin, le camarade N., écrit textuellement ce qui suit: «Le camarade Beitelheim prépara l'action pour le malheureux Jeudi Saint»; cette phrase est le comble de la mauvaise foi, de la sottise et du ridicule. Apprenez seulement: Beitelheim parut à Vienne dans la seconde moitié de mai 1919 et se mit à organiser l'action pour Jeudi Saint (c'est-à-dire pour le 17 avril 1919). Nous ne commentons pas.

Pour finir, nous citerons encore une phrase qui ne manque pas de piquant. Le camarade N. écrit: «De retour de Hongrie, l'insistai sur l'organisation et sur la création des Soviets industriels, etc...». A la tête du mouvement depuis la création du Parti Communiste autrichien, nous n'avons jamais rien su d'un camarade quelconque qui, de retour de Budapest, sans parler de sa prétendue insistance, aurait tout ou moins attiré notre attention sur la nécessité de créer des Soviets industriels. Mais, par contre, il est vrai qu'après les événements du 15 juin, provoqués par les machinations insensées et anarchistes de quelques personnages malpropres qui se qualifiaient «révolutionnaires» et qui par leurs agissements détruisaient le parti, le bureau nouvellement élu, dut faire dans le parti un nettoyage en règle de tous les éléments à double face et peu sûrs.

Le parti fut réorganisé et construisit sur des nouvelles bases, afin que quelques personnes isolées sans la moindre notion de discipline de parti, ne puissent plus par leurs actions désorganisatrices nuire au parti, entamer son intégrité et paralyser sa force. Quant au reste, voir le rapport de la délégation autrichienne.

Karl STEINHARDT, Michel REISSNER, Karl TOMANN.

Moscou, 20 juillet 1920.

DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



DEUX VOIES

A l'importante séance tenue par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste la veille du Congrès, puis au Congrès même, ainsi qu'à la Commission du Congrès qui avait élaboré la résolution sur la question du rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne, des débats très importants se sont élevés autour de la question suivante:

On sait que notre Congrès compte, en plus des partis communistes déterminés et parfaitement en règle, des représentants de certaines organisations révolutionnaires ouvrières mal définies qui, tout en sympathisant ardemment aux principes fondamentaux de l'Internationale Communiste, sont encore fortement imbuës des préjugés syndicalistes et anarchistes. Nous voulons parler avant tout de la partie révolutionnaire des syndicalistes français, des représentants des comités révolutionnaires d'usines et de fabriques anglais (Shop Stewards' Committees), des industrialistes américains (I. W. W.), etc.

A la séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste qui a eu lieu la veille du Congrès, les représentants du parti des communistes allemands—le plus rapproché de nous par son esprit—dans la personne du camarade Lévy et de ses collègues ont déclaré que, l'admission au congrès des groupes sus dénommés avec voix délibérative portait atteinte au caractère même de l'Internationale Communiste; cette déclaration a provoqué de chaudes discussions. Le Comité Exécutif, par un vote nominal a adopté à une majorité écrasante contre les délégués allemands (et une partie des italiens) notre proposition d'accorder voix délibérative à ces groupes afin d'essayer, coûte que coûte, de les attirer à nous.

Cette résolution était-elle juste? Oui, elle l'était ou ne peut plus, à notre avis.

Le premier Congrès constituant de l'Internationale Communiste s'était déjà prononcé dans ce sens et même, deux mois environ avant la réunion de ce Congrès constituant, le célèbre appel lancé de concert avec les autres partis par le Parti Communiste Russe pour la fondation de l'Internationale Communiste marque, dans le pro-

gramme qu'il expose, la nécessité d'un rapprochement avec les groupes en question.

Et comment pourrait-il en être autrement?

Voyons dans quelles conditions l'Internationale Communiste a commencé et continué son activité. Le mouvement ouvrier du monde entier a traversé une crise d'une violence sans précédent. La II-e Internationale a non seulement déçu l'espoir que mettaient en elle les masses ouvrières du monde entier, mais elle a commis à l'égard des intérêts du prolétariat la plus monstrueuse des trahisons que le monde ait jamais vues. Les anciens partis ont trahi les ouvriers, les anciens leaders, jouissant depuis longtemps de la confiance du prolétariat, se sont transformés sous les yeux du monde entier en cyniques laquais de la bourgeoisie. Des milliers et des dizaines de milliers des meilleurs ouvriers ont traversé un drame sans précédents, atteints non seulement dans leur idéal politique, mais jusqu'au plus profond de leur âme par la ruine de l'autorité des leaders auxquels ils avaient donné leur confiance et dans lesquels ils avaient mis tout leur espoir. Les anciens groupements se sont nettement démembrés. Sans parler des partis social-démocrates officiels, les syndicalistes et les anarchistes les plus révolutionnaires eux-mêmes, ceux qui pendant de longues années avaient lutté contre la social-démocratie passèrent dans le camp de la bourgeoisie. Les Plekhanov, les Heidemann, les Scheidemann et les Renaudel ne furent pas les seuls à rendre leur épée à l'ennemi. Non les Krapotkine, les Jouhaux, les Merrheim et C^{ie} se trouvèrent eux aussi du côté de la bourgeoisie. Mais en même temps, il se trouva dès le début de la guerre dans les rangs des anarchistes et des syndicalistes, comme dans les anciens partis social-démocrates, une minorité d'ouvriers qui comprit que cette guerre n'était qu'une boucherie impérialiste et qu'il leur fallait à tout prix commencer à se solidariser pour lutter contre le crime sans nom en train de se commettre. Des individus isolés, puis des groupes, puis des organisations entières se mirent à préparer cette lutte contre la boucherie impérialiste. Persécutés par la bourgeoisie, privés de

leur liberté d'action par l'état de siège, en butte aux risées des social-traitres du monde entier, perqués et réduits à leurs propres ressources, ces groupes serrèrent leurs rangs afin d'opposer une force compacte à la bourgeoisie et aux social-démocrates passés du côté de cette dernière. Il est tout naturel que ces groupes prolétariens aient cherché à se rapprocher entre eux, oubliant qu'hier encore ils appartenaient à des camps différents: syndicalistes, socialistes et autres.

Trotsky a eu mille fois raison en rappelant dans son discours à la première séance du Congrès à Moscou le moment du commencement de la guerre impérialiste à Paris. Avec des syndicalistes révolutionnaires tels que Monnatte et Rosmer qui se prononçaient contre la guerre, nous nous sentions comme avec des frères—dit le camarade Trotsky—tandis qu'avec les socialistes officiels, appartenant comme nous à la II-e Internationale, nous nous sentions comme avec des ennemis de classe. Et en effet ces socialistes officiels se montrent maintenant les auxiliaires des impérialistes et les pires ennemis de la classe ouvrière. Depuis 1914 jusqu'en 1920, le processus ininterrompu du rapprochement entre tous les éléments véritablement prolétariens ne fait qu'augmenter. Nous avons formé un parti communiste en Russie. Nous avons aujourd'hui des partis communistes dans presque toute l'Europe. Nous avons une Internationale Communiste. Nous réunissons nos partisans du monde entier. Une organisation systématique unie et intégralement centralisée de tous ceux qui partagent les idées communistes est pour nous l'alpha et l'oméga de tout notre travail. Mais nous disons en même temps: le parti communiste doit être l'aimant attirant à lui les cœurs de tous les prolétaires révolutionnaires. Le parti communiste doit également savoir attirer à lui les éléments du mouvement révolutionnaire qui ne sont pas encore mûrs pour une compréhension parfaite du communisme. Tel est le problème que nous avons à résoudre maintenant dans le domaine *international*.

Nous ne devons pas suivre l'exemple de la II-e Internationale qui ne savait que poursuivre et tourner en ridicule ceux des éléments ouvriers de gauche qui lui faisaient opposition. Nous jetons par-dessus bord cette honteuse tradition de la II-e Internationale. Nous savons parfaitement que les partisans du syndicalisme révolutionnaire, de l'industrialisme, des comités de fabriques et d'usines anglais qui représentent, soi-disant, notre opposition de gauche ne sont pas en réalité plus «gauches» que les communistes. Au contraire, ils paient un certain tribut aux influences bourgeoises. En niant la nécessité du parti, ils prouvent par là même, qu'ils n'ont pas compris les exigences du moment présent, moment de lutte et de guerre civile acharnés dans lesquelles nous ne pouvons vaincre qu'avec un état-major, qui est le parti. Ce n'est pas là une opposition de gauche, mais bien des préjugés «gauches», une incompréhension parfaitement explicable par le moment historique que nous traversons. Mais nous serions les derniers des doctrinaires si nous étions incapables de comprendre que, malgré tous ces préjugés, il nous faut arriver à nous rapprocher des

courants prolétariens vraiment révolutionnaires qui mènent une lutte sérieuse contre la bourgeoisie, qui sont animés de la haine du régime bourgeois, et prêts à combattre véritablement, loyalement avec nous pour la dictature prolétarienne et le pouvoir soviétique. L'Internationale Communiste se transformerait en un rameau desséché si elle n'arrivait dès maintenant à attirer à elle des courants du mouvement ouvrier comme les comités de fabriques et d'usines d'Angleterre, etc.

En beaucoup d'endroits, le mouvement ouvrier se trouve dans l'indécision sur la route à suivre. L'édifice de la II-e Internationale s'est effondré avec éclat et cette dernière n'est plus maintenant qu'un objet de haine pour les ouvriers du monde entier. Abasourdis par cette catastrophe, les ouvriers sont restés pendant un certain temps dans l'incertitude. Leur volonté était paralysée. Mais voici bientôt trois ans que les ouvriers du monde entier cherchent une issue à la terrible crise qu'ils traversent. Et ils trouvent cette issue en adhérant à l'Internationale Communiste. Nous ne serions que des pédants, nous ne serions que des sectaires sans valeur si nous n'arrivions à prendre en mains ce mouvement en en corrigeant patiemment les erreurs et en nous unissant à lui pour la lutte commune.

Deux voies s'offraient à nous. Ou bien nous nous transformons en une Internationale de «purs», en réalité en une Internationale de sectaires incapables de pénétrer l'âme du mouvement ouvrier, ou bien nous suivons d'un pas toujours plus assuré la route marquée par le premier Congrès de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire que nous attirons à nous la meilleure partie des syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes, des industrialistes, des partisans des comités de fabriques et d'usines, etc....

Le Comité Exécutif et le Congrès lui-même sur la proposition de la délégation russe, ont choisi la deuxième voie et nous n'avons pas sujet de nous en repentir. Chaque heure de travail au Congrès ou dans une commission quelconque nous prouve que nous avions raison. Il est vrai que les groupes gauches en question tombent dans de graves erreurs et font souvent preuve d'une grande incompréhension. Mais ces erreurs, comme cette incompréhension sont celles des masses vraiment prolétariennes qui s'en guérissent par la marche même des événements et qui viennent rapidement, à nous, communistes. Pas un instant, nous ne résoudrons nos partis et nos organisations communistes dans les masses informes. Nous créerons partout des partis communistes fermement unis, coulés d'une seule pièce. Mais ces partis ne se renfermeront jamais en eux-mêmes—ils prêteront une oreille attentive à tout ce qui se passe au sein des masses ouvrières. Ils s'efforceront d'enregistrer chaque pulsation du pouls des grandes organisations prolétariennes.

Nous devons lutter tout aussi énergiquement contre notre opposition de gauche que contre celle de droite—telle est l'opinion exprimée par certains représentants des communistes allemands au cours des discussions que nous eûmes sur cette question. Non, mille fois non!—leur avons-nous répondu. Nous

de nous devons nous tenir sur nos gardes.

de nous devons nous tenir sur nos gardes.

Lorsqu'en Amérique M. Maurice Hillquith et d'autres opportunistes avérés consentent maintenant à entrer dans l'Internationale Communiste, nous nous disons encore une fois: Soyons prudents. Lorsque les Indépendants allemands, tout en conservant dans leurs rangs Kautsky et Hilferding, se déclarent prêts à entrer dans l'Internationale Communiste, lorsque les représentants du parti socialiste français qui a tant de péchés sur la conscience nous déclarent aujourd'hui accepter toutes les conditions que nous posons pour leur entrée dans l'Internationale Communiste, nous nous disons: prudence et circonspection! Soyons non seulement prudents, mais encore méfiants: soyons méfiants, deux fois, trois fois méfiants à l'égard des leaders droits du centre! Beaucoup d'entre eux viennent à nous avec une arrière-pensée. Beaucoup d'entre eux deviennent communistes malgré eux. A l'égard de ces éléments de droite nous devons nous montrer infrangeants.

Tout autres sont les maladies gauches de croissance qui règnent encore dans le mouvement ouvrier de certains pays. Nous ne faisons pas grâce à ces préjugés de «gauche», nous écrivons contre eux, nous faisons de la propagande, nous fournissons toutes les explications capables de les détruire. Nous ne leur faisons et nous ne leur ferons aucune concession théorique. Nous n'aurons pas soutenu cette lutte, il y a une dizaine d'années, sur une échelle nationale pour renoncer aujourd'hui à la continuer dans le domaine international.

Mais nous n'oublions pas en même temps que ces erreurs quasi-gauches ne sont pas une trahison de la cause ouvrière et n'offrent aucune analogie avec la politique des leaders droitiers du centre. A l'égard des grandes organisations prolétariennes qui ne sont pas encore affranchies de ces tendances «gauches», nous poursuivrons systématiquement notre travail d'éducation et nous chercherons à nous en rapprocher. Montrons le poing, montrons-le plutôt deux fois qu'une au leader droit du centre qui consent aujourd'hui, comme si de rien n'était, à entrer dans la III-e Internationale! Mais tendons une main fraternelle aux organisations des masses prolétariennes qui, durant la guerre ont soutenu la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie, qui sympathisent de toute leur âme à l'Internationale Communiste, mais qui n'ont pas encore saisi le sens des bases théoriques du communisme.

C'est dans ce sens que nous avons établi notre position au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et nous la soutiendrons jusqu'au bout.

Il y a deux mois encore, lorsque fut décidée la réunion du II-e Congrès de l'Internationale Communiste, nous nous demandions dans notre article «Sur les problèmes du congrès» ce que devait être ce II-e Congrès de l'Internationale Communiste—une étroite réunion d'adeptes, ou bien un congrès universel de toutes les organisations ouvrières vraiment révolutionnaires? Et notre réponse était: l'un et l'autre, mais le premier tout d'abord. Et il en fut ainsi. Le II-e Congrès de l'Internationale Communiste nous réunira tous en un cercle étroit, nous les adeptes d'une même doctrine—les communistes achevés. Mais le II-e Congrès de l'Internationale Communiste est en même temps la revue des forces de toutes les organisations ouvrières révolutionnaires d'Europe et d'Amérique et permet à beaucoup de ces organisations de commencer ou de continuer à se débarrasser de leurs illusions «gauches» et de se rapprocher de nous.

Deux routes s'ouvraient devant nous. Nous en avons choisi une et nous en sommes sûrs, c'est celle qui nous mènera à la victoire.

G. ZINOVIEV



DÉCLARATION

des camarades MARCEL CACHIN et FROSSARD (du Parti Socialiste Unifié Français).

Camarades!

Envoyés près de vous, avec Frossard dans un but précis et exclusif d'information mutuelle, nous ne pouvons fuir ici, vous s'en comprendrez, camarades, qu'une brève déclaration en notre nom personnel.

Nous avons lu avec la plus grande attention les thèses présentées au nom du comité exécutif de la Commission compétente sur les conditions d'admission. Nous en avons conversé à fond avec de nombreux camarades autorisés.

Nous avons entendu tout à l'heure les commentaires de Zinoviev. Nous n'avons pas été mandatés pour en discuter à fond. De ces diverses sources d'information, nous retenons les idées maîtresses et directrices.

Vous exigez que les partis désireux de se joindre à vous renoncent d'abord de fait et d'intention dans leur presse et dans leur propagande aux idées réformistes et opportunistes. Vous voulez qu'ils en montrent la vanité; qu'ils en combattent les manifestations sur tous les terrains et qu'ils portent leur effort sur la nécessité de l'action révolutionnaire sous toutes ses formes.

Nous sommes en plein accord.

Cette exigence essentielle aura des conséquences pratiques auxquelles les partis qui demandent leur affiliation devront se conformer.

En premier lieu, il sera nécessaire pour chaque militant de faire son choix et d'opter nettement contre le réformisme et la révolution. Ce n'est pas ici une question de personnes, et vous avez raison d'y insister. Mais, dans les conjonctures historiques présentes, celui qui essaie encore à collaborer avec la Société bourgeoise „au moment du combat social décisif partout engagé“, celui-là ne peut trouver de place dans les rangs du Parti de la classe ouvrière.

Nous sommes prêts à exiger de tous nos camarades qu'ils agissent en socialistes dans les syndicats comme dans le Parti. Nous sommes prêts à collaborer fraternellement avec les militants révolutionnaires de l'organisation syndicale qui admettent la nécessité de l'action politique.

En second lieu, il faut poursuivre avec plus d'énergie que jamais la propagande contre l'idéologie impérialiste, ses soutiens et ses appuis.

Depuis deux ans notre groupe socialiste au Parlement vote contre les crédits et l'ensemble du budget.

Notre Parti a condamné d'une manière définitive la participation ministérielle.

Voilà pour le temps de paix.

Si la guerre générale pouvait se rallumer un jour, la présente et criminelle politique impérialiste de la bourgeoisie française en porterait la responsabilité essentielle.

Nous refuserions de nous y associer sous quelques formes que ce soit (vote de crédits ou collaboration ministérielle). Nous saurions nous souvenir qu'en de telles circonstances, alors que les intérêts nationaux se confondent avec ceux de la ploutocratie, aucun devoir pour le prolétariat ne serait supérieur à son devoir de classe.

Il sera nécessaire de reviser le programme de notre Parti, de le mettre en harmonie avec l'esprit de la III-e Internationale. Centralisation renforcée, contrôle sévère de l'action parlementaire, de la presse du Parti, discipline rigoureuse imposée à chaque membre, telles nous semblent être les conditions fondamentales d'une action renouvelée et que les temps présents imposent rigoureusement.

Vous nous demandez de soutenir sans réserve les républiques soviétistes dans leur lutte avec la contre-révolution. Avec plus de vigueur que par le passé nous préconiserons aux travailleurs la nécessité du refus de transporter des munitions et équipements des contre-révolutionnaires. Dans les troupes chargées de combattre les révolutions soviétistes, nous poursuivrons par tous les moyens la propagande contre l'intervention.

Camarades, telles sont les déclarations que nous pouvons vous faire en respectant les limites étroites de notre mission parmi vous. Nous sommes convaincus que si notre ami Longuet avait pu se trouver ici, il ne penserait, après examen, autrement que nous.

Nous reviendrons en France porteurs de vos conditions. Nous les soumettrons fidèlement au Parti ainsi que la littérature complète de la III-e Internationale. Nous poursuivrons en même temps une campagne active ardente sur la situation de la révolution russe.

Un congrès sera réuni dans quelques semaines après que toutes les sections du Parti auront connu les faits et discuté sérieusement. Frossard et moi, soutiendrons l'adhésion à la III-e Internationale. D'ici là, il ne servirait à rien de multiplier devant vous les affirmations verbales et les promesses. Nous allons entreprendre en rupture avec le passé, une action résolue que la III-e Internationale aura ensuite à juger.

RÉSOLUTIONS DU CONGRÈS ROMAND DES GROUPES DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE DU 16 MAI 1920

Résolution de tactique.

Le Congrès romand de la Troisième Internationale, réuni le 16 mars 1920 sur le territoire suisse et groupant les délégués du Locle, la Chaux-de-Fonds, Fleuriel, Yverdon, Lausanne, Genève, Leysin, Fribourg, Moutier, Delemont, Berne déclare vouloir lutter pour l'application des principes du Communisme.

Pour cela, il engagea les camarades à poursuivre la lutte au sein du Parti socialiste, non seulement pour l'adhésion pure et simple à la Troisième Internationale, mais pour l'application intégrale et sans réserve de son programme, soit: la prise du pouvoir politique et économique par l'action des masses des travailleurs, la dictature prolétarienne avec tous les moyens qu'elle comporte contre la bourgeoisie récalcitrante et l'expropriation sans indemnité des capitalistes.

Il engage les camarades à participer activement à l'organisation syndicale et à y faire pénétrer les principes du communisme, tout en menant la lutte pour les augmentations de salaires et la diminution des heures de travail. Il déclare vouloir lutter pour la conquête du contrôle ouvrier sur la production, premier pas vers la socialisation et la direction de la production par la classe ouvrière.

Il repousse toute idée de socialisation par étape de nationalisation par l'Etat capitaliste et par l'office international du travail comme les illusions trompeuses pour la classe ouvrière. Il engage les camarades à agir dans ce sens au sein des sections socialistes et syndicales, de façon à centraliser et à intensifier les efforts de prolétariat vers son émancipation intégrale.

Il déclare que seul le régime des Soviets est propre à réaliser le socialisme et à sauver l'humanité.

Vive le Communisme!

Vive la Révolution internationale!

Adresse de sympathie aux camarades français.

Le Congrès romand de la Troisième Internationale adresse son salut fraternel aux travailleurs français, en lutte contre la bourgeoisie, exprime sa foi dans la victoire du prolétariat français contre son gouvernement, qui tente de dissoudre l'organisme au sein duquel il s'est groupé et envoie aux camarades Monatte, Lorient et à tous les camarades emprisonnés et poursuivis, sa profonde sympathie.

Déclaration de principes.

La guerre impérialiste, conséquence fatale du régime capitaliste, a achevé la centralisation nécessaire au capitalisme dans la forme du capitalisme d'Etat, exerçant une dictature économique, politique et militaire sur la classe ouvrière et provoquant une crise qui ne peut trouver sa solution que dans la Révolution sociale, l'expropriation sans indemnité et la socialisation par le prolétariat des moyens de production et d'échange.

L'humanité est entrée dans cette période révolutionnaire par la victoire de la révolution prolétarienne de Russie et par la lutte de classe révolutionnaire engagée plus ou moins consciemment par le prolétariat de tous les pays.

L'expérience de la Révolution russe doit guider la classe ouvrière internationale dans sa lutte révolutionnaire.

L'observation des faits confirme la théorie de Marx suivant laquelle la base économique de la société détermine sa superstructure politique et idéologique. L'Etat, démocratique ou monarchique, ne peut être qu'un Etat de classe, un appareil de contrainte et d'oppression d'une classe contre une autre dans la lutte de classe.

Tant que le régime économique repose sur l'exploitation d'une classe par une autre et que la démocratie sociale n'est pas réalisée, la démocratie politique n'est qu'une illusion et un mensonge.

Elle n'est et ne peut être qu'un gouvernement de classe masquant, sous une égalité légale, la dictature du capitalisme; elle érousse la conscience de lutte de classe en donnant au prolétariat l'illusion qu'elle est le gouvernement du peuple par lui-même et que les classes y peuvent collaborer.

Le prolétariat en lutte ne peut donc triompher dans les cadres de l'Etat bourgeois. Il doit tendre à détruire l'Etat capitaliste pour le remplacer par l'Etat prolétarien, différent dans sa forme et exerçant la dictature du prolétariat, jusqu'à ce que la classe capitaliste, complètement vaincue, ait disparu et qu'il n'y ait plus qu'une seule collectivité de travailleurs.

L'organe de la dictature prolétarienne et de l'Etat prolétarien est le système des Conseils d'ouvriers et de soldats qui, avant la prise du pouvoir, sont les organes de lutte de la classe ouvrière et se transforment en organes de domination de l'Etat capitaliste.

Le droit électoral de la République des Soviets qui accorde les droits de citoyens, non à tous les hommes en tant qu'hommes, mais à tous

les producteurs, à tous ceux qui font un travail utile à la société, est l'expression de la véritable démocratie sociale parce qu'elle permet à tous de jouir des droits politiques à condition qu'ils accomplissent leurs devoirs sociaux.

Le mot d'ordre ne sera pas: «Par la démocratie au socialisme», mais: «Par le socialisme à la démocratie vraie et juste».

Les enseignements de l'histoire nous montrent qu'aucune classe privilégiée n'a volontairement abandonné ses privilèges. La classe ouvrière, pour friser l'État bourgeois, vaincre la résistance violente de la classe capitaliste et anéantir à jamais le règne de la violence, sera obligée d'employer la violence révolutionnaire.

C'est l'attitude de la bourgeoisie qui dictera la tactique du prolétariat révolutionnaire. Il dépend d'elle que la révolution soit pacifique et que le prolétariat ne recoure pas à la terreur. Le prolétariat révolutionnaire supprimera les moyens de violence et de terreur, aussitôt que la bourgeoisie

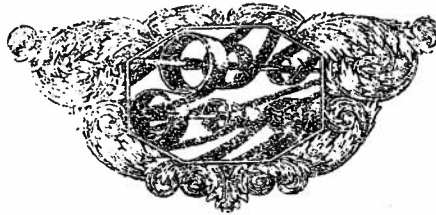
aura cessé sa résistance. Avec l'établissement du communisme, dans tous les pays disparaissent l'armée, le militarisme et le nationalisme.

La Jeunesse socialiste.

Les groupes de la Troisième Internationale: Considèrent que l'expérience et la liberté doivent présider à l'éducation socialiste de la jeunesse.

S'opposent à toute tentative de tutelle du parti sur les Jeunesses et, d'accord avec la tactique des autres partis adhérant à la Troisième Internationale, soutiendront le point de vue de l'autonomie des Jeunesses.

Ils seront heureux de collaborer étroitement avec les organisations de Jeunesses qui se placent sur le terrain des principes communistes en respectant toujours leur indépendance.



ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



Le premier mois des travaux du nouveau Comité Exécutif

Les travaux du nouveau Comité Exécutif constitué le 7 août se sont écoulés durant le premier mois de son existence dans l'atmosphère d'une étroite communauté d'idées parmi les représentants du mouvement révolutionnaire prolétarien du monde entier. Son activité a été presque entièrement consacrée au problème le plus urgent du mouvement actuel: à l'affermissement des partis communistes des différents pays, à leur épuration des éléments réformistes et opportunistes et à l'union de toutes les forces communistes vraiment révolutionnaires.

Au nombre des partis particulièrement riches en éléments opportunistes représentés au congrès le plus important était le parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne (U. S. P. D.).

Aussi la réunion du 9 août à laquelle assista toute la délégation de l'U. S. P. a-t-elle été consacrée aux relations mutuelles entre ce parti et l'Internationale Communiste.

En ouvrant la séance, le camarade Zinoviev, président du Comité Exécutif posa clairement et nettement aux représentants des indépendants allemands les trois questions suivantes: 1) reste-t-il quelque question intéressant l'U. S. P. qui n'ait pas été à leur avis suffisamment élucidée par le Congrès? 2) Considèrent-ils comme acceptables pour eux les conditions d'admission dans l'Internationale Communiste ratifiées par le congrès? et 3) Que pensent-ils de l'exclusion du parti des éléments droitiers et des social-traitres exigée par le Congrès?

A la première de ces questions, la délégation fut obligée de répondre unanimement par la négative. Mais là se borna son unanimité. La deuxième et la troisième mirent à jour parmi les quatre membres de la délégation composée les divergences d'opinion caractérisant tout ce parti qui compte près d'un million de membres. Les représentants du courant révolutionnaire de gauche, le camarade Daümig et Stekker déclarèrent que leur parti devait, à leur avis, adhérer immédiatement à la III-e Internationale affirmée et renforcée par son II-e Congrès" (Daümig). „Seule la dictature du prole-

tarat" — dit Daümig — „seule une lutte par tous les moyens peuvent mener à la déchéance de la bourgeoisie dans tous les pays... Cette lutte ne peut être menée avec succès qu'à la condition que toutes les forces du prolétariat mondial soient unies en une Internationale solidement organisée avec une théorie et une pratique uniques". Et il va sans dire que le parti ne saurait souffrir dans son milieu des individus professant les principes de la II-e Internationale et sabotant ouvertement l'action de l'Internationale Communiste". D'autre part les leaders droitiers du parti, Crispien et Dittmann tout en déclarant „qu'aucun dissentiment grave ne les séparait de l'Internationale Communiste sur les questions théoriques et fondamentales" (Crispien), se plaignirent que la forme même des thèses présentées donnait lieu à des désaccords et qu'on n'eut pas pris en considération en formulant les directives sur l'insurrection armée et le travail illégal, tous les moyens légaux dont disposait le parti pour lutter sur le terrain de la société bourgeoise (Dittmann). En parlant de l'exclusion du parti des social-traitres, Dittmann soutint une théorie originale „de tolérance et de loyauté" toute imprégnée de „préjugés petit-bourgeois sur „la liberté d'opinions".

Tout en convenant néanmoins que le parti ne devait pas être une „maison de tolérance", Dittmann assura avec emphase que l'absence de tous dissentiments théoriques tuerait la vie spirituelle du parti". Il reprocha aux communistes de prêcher le centralisme tout en y attendant eux-mêmes dans certains cas. En fin de compte Dittmann et Crispien se plaignirent amèrement de ce que les communistes voulaient jeter le trouble dans leur parti et y provoquer une scission.

Aux doléances de ces très scrupuleux chevaliers répondirent les camarades Zinoviev et Radek.

Le camarade Radek leur expliqua que nous sommes pour le centralisme, lorsqu'il contribue à resserrer les forces révolutionnaires et non lorsqu'il a pour conséquence le renforcement du centre d'un parti poursuivant une politique contre-révolutionnaire, et le camarade Zinoviev mit les points sur les i en déclarant

que le centralisme était pour nous non un but, mais un moyen de combat, une arme.

Le camarade Zinoviev fit remarquer que les „libres penseurs“ de l'espèce de MM. Kautsky et Hilferding fournissent des armes spirituelles à nos adversaires, qu'aucune „théorie pure“ ne saurait exister à l'époque que nous traversons, et qu'il ne saurait être question d'aucun sentiment de „loyauté“ à l'égard des ennemis de notre classe. „Nous ne sommes tenus à aucune loyauté envers ceux qui fournissent des armes spirituelles à la bourgeoisie“. Notre devoir est de semer la haine contre eux. Aux reproches de vouloir provoquer une scission, le camarade Zinoviev répondit non moins nettement: ou l'épuration du parti, ou la scission. „Il est des situations dans lesquelles la scission est le devoir le plus sacré des révolutionnaires“. Il formula les relations de l'U. S. P. et de l'Internationale Communiste dans les termes suivants: „Sans vous, si vous ne voulez pas! Avec vous, si vous voulez! Contre vous, si vous entrez en lutte avec nous!“

La question de la purification du parti des éléments opportunistes fut également débattue à la séance du 11 août. Cette fois il était question du parti italien. Aucun des camarades ne protesta contre l'exclusion du parti d'hommes tels que Turati, Modigliani, Darragona, etc.; mais des camarades italiens (Serrati) assurèrent que cette exclusion devait être „habile“ afin de ne pas nous aliéner qui pourtant, soit dit à ce propos, ne suivent nullement les opportunistes, à en croire ces mêmes camarades. „Il fallait, disaient-ils, chercher un prétexte, etc.“... Comme résultat final de cette séance, le Comité Exécutif résolut en principe d'adresser aux ouvriers italiens l'appel que nous publions dans ce numéro.

La question du mouvement italien fut également examinée à la réunion du C. E. du 25 août à laquelle prit part le délégué de l'Union syndicale italienne (Unione Sindacale Italiana), le camarade Borghi, malheureusement arrivé à Moscou après la fin du Congrès. Après un examen attentif de la question, le Comité Exécutif adopta à l'unanimité la résolution suivante:

Considérant les résolutions du II^e Congrès sur l'attitude à prendre à l'égard des éléments révolutionnaires syndicalistes, anarchistes, Shop Stewards anglais et I. W. W. et considérant les déclarations du représentant de l'Unione Sindacale Italiana, le camarade Borghi qui ACCEPTE les résolutions du II^e Congrès—le Comité Exécutif décide:

- 1) d'admettre l'Unione Sindacale Italiana dans l'Internationale Communiste,
- 2) de charger le Bureau restreint d'expliquer dans une lettre spéciale à tous ses membres les engagements qu'ils assument en entrant dans l'Internationale Communiste,
- 3) de charger le Bureau restreint de prendre toutes les mesures pour hâter l'union de toutes les forces réellement communistes en Italie.

Il fut décidé, en outre, sur la proposition du camarade Reed d'exiger de la Confédération du Travail Italien la réunion d'un Congrès aussitôt après celui du parti.

Si en s'adressant aux Indépendants, le Comité Exécutif avait nettement posé la question de la scission et si la même question d'épuration fut posée lors de l'examen de la situation dans le parti italien, il n'a été question aux séances consacrées aux problèmes les plus urgents des mouvements américain et anglais que de cohésion et d'unité.

Deux partis communistes existent jusqu'à présent, comme l'on sait, en Amérique; l'United Communist Party et le Communist Party.

Dans sa séance du 8 août le Comité Exécutif, après avoir entendu les représentants des deux partis adopta la résolution suivante:

Les deux partis communistes d'Amérique (l'United Communist Party et le Communist Party) s'engagent à fonctionner immédiatement en un seul—conformément aux résolutions du II^e Congrès de l'Internationale Communiste. Cette fusion doit être définitivement consommée dans deux mois au plus tard, c'est-à-dire avant le 10 octobre 1920. Celui des groupes qui ne se sera pas conformé à cette résolution sera exclu de l'Internationale Communiste.

C'est dans le même esprit que fut résolue la question de l'union des partis et des groupes communistes anglais examinée dans la séance du 10 août, à laquelle assistèrent tous les membres de la délégation anglaise. Dans son discours d'ouverture, le camarade Zinoviev indiqua qu'il y avait en Angleterre un Parti Communiste Britannique (dont le noyau principal était représenté par l'ancien B. S. P.), un Parti Communiste (groupe autour de l'organe WORKERS DREAD-NOUTH), des groupes écossais, les groupes du Pays de Galles et d'Irlande, le Shop Stewards, etc..) et que la fusion de tous ces groupes semblait difficile, vu certaines divergences d'opinion existant entre eux ainsi qu'on avait pu s'en convaincre au Congrès (et notamment dans la question de l'affiliation au Labour Party). „Mais ce n'est là qu'une question purement pratique,—dit le camarade Zinoviev,—des questions autrement importantes nous réunissent: la reconnaissance de la dictature prolétarienne, du régime soviétique de la nécessité absolue du travail illégal, etc.“

Pour conclure, après les débats (au cours desquels les camarades anglais se prononcèrent tous sans exception, par appel nominal, pour la résolution) la résolution suivante fut acceptée:

Le Comité Exécutif décide: un parti communiste unique doit être créé en Angleterre—sur la base des résolutions du Congrès de l'Internationale Communiste.

Pour accomplir cette tâche, un congrès général des groupes et des organisations communistes d'Angleterre et d'Irlande doit être réuni dans le délai de 4 mois. A ce congrès doivent prendre part: 1) Le Parti Communiste Uni, 2) Le Parti Communiste, 3) Les Shop Stewards Committees, 4) Les groupes communistes écossais, 5) Les groupes du Pays de Galles, 6) Les communistes irlandais (sur des bases fédératives), 7) Le Parti Ouvrier Socialiste (S. L. P.), 8) La gauche de l'I. L. P.

Afin de réunir ce Congrès général et de préparer une communauté réelle de pays, un conseil général doit être formé, dans lequel entreront les représentants de chaque groupe (un par groupe) sous la présidence d'un représentant du Comité Exécutif.

En complément à cette résolution, le Comité Exécutif a adopté le 20 août la résolution que voici:

Le Comité Exécutif recommande aux camarades anglais la norme de représentation suivante pour leur Congrès général. Les partis et les groupes politiques doivent être représentés proportionnellement au nombre de leurs membres avec un minimum de 3 délégués pour chaque organisation.

En ce qui concerne les Shop Stewards, le Comité Exécutif recommande au Comité d'action d'organiser leur représentation proportionnellement au nombre de leurs membres organisateurs en veillant à ce qu'en plus des leaders du mouvement appartenant aux partis, les véritables porteurs des opinions et des désirs des masses entrent également dans la composition de la délégation.

En vue de réaliser une unité parfaite dans la direction politique du mouvement international, le Comité Exécutif décida dans la séance du 8 août de dissoudre tous les bureaux politiques du Comité existant jusqu'à présent en les remplaçant par des fondés de pouvoirs, directement responsables devant le Comité Exécutif.

La séance du 10 août fut consacrée à la question de l'édition dans différents pays d'un organe—la revue *l'INTERNATIONALE COMMUNISTE*. La majorité des camarades se plaignirent de le recevoir avec de gros retards. Certains—les camarades anglais et américains en particulier—attirèrent l'attention sur différentes communications erronées parues dans les chroniques et dans la correspondance. En conclusion il fut décidé à l'unanimité que:

1) La revue *l'INTERNATIONALE COMMUNISTE* organe central du C. E. sera intégralement réimprimée en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, en France et en Amérique.

2) Dans les différents pays ne peuvent être supprimés de la revue que ceux des articles qui auront déjà été pu-

bliés antérieurement dans ledit pays ainsi que les correspondances trop vieilles.

3) Les partis des différents pays organiseront des bureaux auxiliaires spéciaux chargés de fournir à la rédaction de *l'INTERNATIONALE COMMUNISTE* les articles et les matériaux d'information.

4) Les partis des pays où la revue sera éditée (la Russie exceptée) s'engagent à envoyer aux partis communistes des pays voisins de 3 à 5 exemplaires de chaque numéro du journal. Le parti communiste autrichien en particulier sera tenu d'envoyer régulièrement de 3 à 5 numéros aux comités centraux des Partis Communistes de la Bulgarie, de Yougoslavie, de Roumanie et de Grèce.

Au cours des dernières réunions du Comité Exécutif les camarades arrivés à Moscou, par suite de circonstances fortuites, après le Congrès furent entendus; mentionnons ici les rapports du représentant de la gauche du Parti Ouvrier Indépendant anglais (I. L. P.), du délégué du Parti Communiste Espagnol, des délégués du Luxembourg, etc.

M. K.

Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à tous les ouvriers et ouvrières et à tous les travailleurs

Camarades! Péetrograd, notre capitale rouge, la ville sainte de la révolution, a été souillée par un crime abominable. Des assassins en armes ont lâchement tué des hommes de leur classe, des camarades de parti, des frères d'armes dans la lutte contre la bourgeoisie. De misérables fous, dirigés à leur insu par la main perfide de la contre-révolution, ont porté leurs coups contre l'Internationale Communiste elle-même et l'un des fondateurs de cette dernière, Rahia, un militant héroïque, qui maintenant inanimé auprès de ses amis frappés traitreusement eux aussi par les balles fratricides.

L'assassinat des membres du Comité Central du Parti Communiste Finnois, de ses travailleurs actifs est un acte si monstrueux, si dénaturé et en même temps si féroce et cruel dans sa stupidité, qu'il n'a pas son équivalent dans les annales du mouvement socialiste. Aussi l'Internationale Communiste se doit-elle de le fêter comme il le mérite. Que les prolétaires de tous les pays—l'Internationale Communiste le leur demande—clouent au pilori ceux qui au lieu de lever leurs armes contre les bourgeois, leurs bourreaux, les ont tournées contre leurs propres frères et alliés, contre leurs compagnons d'armes, contre leurs chefs.

Nos camarades si traitreusement assassinés sont presque tous des ouvriers dont la vie entière n'a été qu'une lutte pour la cause ouvrière; tels sont: l'ouvrier métallurgiste Rahia, le jardinier Sirskimurto, le mécanicien Lingaast, l'employée de bureau Savolainen, le boulanger Vintosari, le vieil ouvrier de l'usine Lesse-ner, Kettunen et Jokinen, un fils d'ouvrier, devenu homme de lettres grâce à son travail opiniâtre et à son énergie indomptable. Ce n'est pas le général Manner-

heim qu'ils ont tué, ni le baron Wrangel, ni l'amiral Horthy, le bourreau du prolétariat hongrois. Non! Les assassins ont préféré fusiller Lisa Savolainen, une jeune fille sans défense de 24 ans; ils ont préféré égorger Rahia dont les jambes trouées par les balles des gardes-blancs finnois venaient à peine d'abandonner leurs biquilleurs. Les assassins ont préféré tirer sur les délégués de la III^e Internationale, ils ont préféré tuer des ouvriers.

Comment cette sanglante horreur a-t-elle pu se produire? Comment les assassins ont-ils osé souiller, traîner dans la boue le drapeau rouge? Le Parti Communiste Finnois avait pris naissance après la terrible défaite de la révolution finlandaise, écrasée par la lourde botte de l'impérialisme allemand et étranglée par le rapace et vindicatif bourgeois finlandais. La plupart des camarades, qui dans leur retraite s'étaient réfugiés en Russie, y restèrent. Les émigrants révolutionnaires finlandais surent trouver dans leur sein des chefs capables et jeter les bases du communisme finnois.

Mais la vie de l'exil, les souvenirs pénibles des défaites subies, l'élément inévitable de décomposition firent leur œuvre. La gangrène pénétra les communistes finnois, qui, se défiant les uns des autres, commencèrent à se cribler d'accusations et de calomnies réciproques. Il y eut des moments où la campagne de calomnies revêtit un caractère vraiment monstrueux. C'est ainsi, que l'un des frères Rahia, un vieux révolutionnaire, membre du Comité Central, fut accusé d'avoir voulu faire sauter l'école militaire finnoise. On écrivit sur d'autres qu'ils trahissaient leurs camarades de Finlande, ou bien qu'ils avaient vendu la révolution en 1918, ou enfin qu'ils avaient dépensé de l'argent qui ne leur

appartenait pas. De toutes parts la calomnie coulait en ruisseaux infects. La bourgeoisie attisait cette lutte intérieure. Elle jetait les communistes les uns contre les autres. Elle mettait à profit tous les moyens en son pouvoir. Les bourreaux blancs finlandais ont, en effet, tout intérêt à désorganiser le front prolétarien, à jeter les ouvriers les uns contre les autres, à porter le désordre dans les rangs des travailleurs, à fouler aux pieds, à détruire et à tourner en dérision la discipline prolétarienne. Ils ont tout intérêt à faire couler le sang prolétarien. Des jeunes gens inexpérimentés, têtus, stupides qui se considéraient comme de véritables révolutionnaires, se laissèrent prendre à l'hameçon de la provocation. Ils décidèrent de sauver la révolution et, pour le faire, la frappèrent en plein cœur. Ils voulurent sauver le communisme et frappèrent l'Internationale Communiste. Ils crurent à la calomnie, tout comme certains ouvriers avaient cru, en 1917, aux infamies des bourgeois qui racontaient que les bolchéviques étaient des espions allemands. Ils crurent nettoyer le parti des provocateurs sans voir qu'ils jouaient eux-mêmes le rôle de provocateurs et de traîtres.

Ouvriers! Proletaires! Redoutez la bourgeoisie! Camarades! Méfiez-vous de ses machinations. Elle a encore beaucoup d'or. Elle a encore beaucoup de poison. Elle a encore a son service bien des mercenaires, des calomniateurs et des incendiaires. Elle a su assassiner en Allemagne Liebknecht et Rosa Luxembourg. Elle a fait mettre à mort Samuëli, en Hongrie. Elle a tué, en Russie, Ouritski et Volodarski. Elle a attenté à la vie de Lénine, par les mains d'une socialiste-révolutionnaire, qui croyait, elle aussi, "sauver la révolution". Elle a fait assassiner, à Moscou, par les mains de plusieurs anarchistes stupides, les meilleurs de nos ouvriers, alors que Dénikine était aux portes de Toula. Elle a tenté, en Autriche, d'empoisonner Bela-Kun et ses amis, et elle tentera, plus d'une fois encore, de décapiter le communisme international. Elle cherchera, à maintes reprises encore, à utiliser la bêtise et l'inexpérience des jeunes membres du parti. Voilà pourquoi l'Internationale Communiste vous dit encore une fois:

Camarades! Redoutez la bourgeoisie!

L'Internationale Communiste conduit au combat l'armée du prolétariat international. Cette armée ne pourra vaincre que si tous ses détachements nationaux, c'est-à-dire les partis communistes des divers pays, for-

ment une troupe disciplinée de prolétaires communistes conscients et non un troupeau de bêtes qui s'entre-déchirent.

La révolution n'a besoin ni de provocateurs, ni d'idiots stupides qui la trahissent avec les meilleures intentions du monde.

La révolution prolétarienne veut des camarades conscients qui ne se laisseront pas prendre à l'hameçon de la bourgeoisie et pour qui la discipline prolétarienne n'est pas un jouet, mais une loi vitale de la grande et redoutable lutte des ouvriers contre le capitalisme.

Ce sont des gens, ce sont des ouvriers de cette sorte qui se rassemblent sous l'étendard de l'Internationale Communiste. Et c'est avec douleur, horreur et indignation qu'ils apprennent que des désorganiseurs ont voulu mettre fin aux intrigues de parti, en tirant sur une femme sans défense et sur leurs frères de classe sans armes.

Quiconque préfère, approuve cette façon de vider les querelles, ne peut être membre de l'union internationale des travailleurs et sera chassé comme traître, de la famille communiste. Que les journaux bourgeois lui chantent des hymnes, que les capitalistes et les ogres l'embrassent, que Mannerheim, Wrangel et Horthy lui ouvrent les bras! Il n'est pas des nôtres, parce qu'il est contre les ouvriers.

Camarades! Les drapeaux de l'Internationale Communiste s'inclinent devant les corps des défenseurs tombés pour elle. Que leurs noms vivent éternellement parmi nous! Que leur sang serve de leçon à tous ceux qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre.

A bas la bourgeoisie internationale qui pervertit le monde!

Vive la solidarité prolétarienne dans la lutte!

Vive la victoire du prolétariat international!

Le Comité Exécutif de la III^e Internationale Communiste:

N. BOUKHARINE (Russie).

E. MEYER (Allemagne).

A. ROUDNIANSKY (Hongrie).

Le Secrétaire: M. KOBETSKY.

AUX OUVRIERS D'ANGLETERRE ET DE FRANCE

Manifeste de l'Internationale Communiste.

Les événements qui ont lieu à l'heure actuelle exigent la plus grande attention de la part des ouvriers du monde entier et, avant tout, des ouvriers d'Angleterre et de France. La guerre entre la Pologne blanche et la Russie Soviétiste est une guerre entre la bourgeoisie et le prolétariat du monde entier. Cela est désormais évident pour tout ouvrier conscient. C'est principa-

lement de la conduite des ouvriers d'Angleterre et de France que dépend l'issue de cette guerre.

Quelle a été jusqu'à présent la marche des événements?

Grâce aux efforts coalisés de la bourgeoisie anglaise et française, l'Entente a aidé les capitalistes et les propriétaires polonais à organiser une armée blanche de 500.000 hommes, qui fut

lancée, au printemps dernier, sur la Russie Soviétiste. La défaite de Koltchak, de Dénikine, de Youdénitch et de Miller, ces anciens généraux du tsar qui, pendant deux ans, soutenus par l'or anglais et français, avaient poursuivi la guerre civile contre les ouvriers et les paysans russes, a obligé l'Entente à modifier simplement ses procédés d'intervention dans nos affaires, sans renoncer à cette entreprise. Par toutes sortes de roueries et de fourberies diplomatiques, les bourgeoisies anglaise et française ont tenté de faire croire à l'Europe qu'il n'y avait rien de commun entre elle et la campagne menée par les seigneurs polonais contre la République Soviétiste. Mais la réalité des faits est bien connue de tout le monde. Et ces faits, les voici.

Le gouvernement bourgeois polonais, pendant de longs mois a tout reçu: argent, équipement et munitions, vivres, officiers, etc., etc.—et cela de l'Entente, de l'Entente seule. Lorsque le général Wrangel, compagnon d'exploits et allié du gouvernement bourgeois polonais, fut défait au printemps de cette année par l'armée rouge et se trouva dans une situation difficile, le ministère anglais des affaires étrangères intervint en sa faveur et adressa au gouvernement russe soviétiste toute une série de notes officielles; il fit traîner en longueur les pourparlers et donna au général Wrangel le temps de se remettre, après l'échec qu'on lui avait infligé, et de renouveler son offensive contre les ouvriers et les paysans de la Russie Soviétiste.

Le ministre anglais Lloyd Georges tâche en ce moment de faire accroire que ce n'est pas l'Angleterre qui a jeté la Pologne dans cette guerre, que le gouvernement anglais n'a d'intérêt qu'à maintenir l'indépendance de la Pologne. Or les faits parlent suffisamment: quand les armées blanches polonaises se sont trouvées dans une situation particulièrement difficile, le gouvernement anglais a adressé toute une série d'ultimatums à la Russie Soviétiste, a fait échouer les pourparlers anglo-russes qu'avait engagés la délégation russe à Londres et n'a pas repris depuis ces pourparlers, agissant ainsi dans le but d'exercer une pression sur le gouvernement soviétiste russe.

La bourgeoisie réactionnaire française se conduit avec encore plus d'impudence. La presse française aux cent bouches ne cesse de dire et de répéter que du sort de la Pologne dépend celui de toute l'Europe bourgeoise. La bourgeoisie française déclare à l'unanimité sans ambages que la cause des propriétaires et des capitalistes est la sienne et qu'elle soutiendra de toutes ses forces à l'avenir, comme elle l'a toujours fait jusqu'ici, la campagne de brigandage entreprise par les capitalistes polonais contre la Russie Soviétiste. Bien plus, le gouvernement français lançant un défi à toute la population laborieuse de son propre pays, a solennellement reconnu le «gouvernement» du baron Wrangel, chef de la bande noire, nouveau prétendant à la couronne, digne disciple et continuateur de l'œuvre des généraux tsaristes Dénikine et Koltchak.

Le gouvernement anglais fait semblant de ne pas s'entendre sur ce point avec ses collègues français. Il existe indubitablement un certain désac-

cord entre les capitalistes anglais et français. Les négociants anglais sont prêts au pis aller, à conclure une trêve avec la Russie Soviétiste pour pouvoir commercer et ramasser l'or à poignées. Les négociants français sont désolés de voir que la France, réduite à la misère par les massacres impérialistes et complètement lombée dans la dépendance du capital anglais, n'a rien à vendre parce qu'elle-même manque de tout. Nous devons, cela va sans dire, utiliser les dissensions qui existent entre nos ennemis. Mais nous ne devons pas oublier que les loups ne se mangent pas entre eux. Lorsqu'il sera question de lutte contre le prolétariat révolutionnaire, les bourgeoisies anglaise et française se donneront la main. Toute mésintelligence entre les capitalistes de ces deux pays sera reléguée au dernier plan, lorsqu'il s'agira de combattre la République ouvrière et paysanne.

Les potentats de l'impérialisme anglais et français songent sérieusement à organiser une nouvelle campagne contre le pouvoir Soviétiste et n'hésiteront pas à provoquer une nouvelle guerre européenne. Les capitalistes français marchandent avec le gouvernement bourgeois de l'Allemagne les conditions auxquelles les propriétaires et les capitalistes allemands consentiront à marcher contre la Russie Soviétiste. Les gouvernements anglais et français excitent contre la Russie Soviétiste les boyards de la Roumanie, les massacreurs de la Hongrie, la garde-blanche de Finlande.

Au moment où l'Internationale Communiste vous adresse ce manifeste, il est encore difficile de dire si les capitalistes anglais et français réussiront à provoquer une nouvelle guerre et organiser leur croisade contre la première république ouvrière. Les forces de la Pologne blanche, puissamment soutenues par le capital anglais et français, ont déclenché une contre-offensive contre les armées rouges des Soviets. Dès les premières apparences de succès militaire, les capitalistes polonais entreprennent avec une nouvelle énergie de faire échouer les pourparlers de paix et désirent évidemment continuer la guerre. Le ministre français Millerand envoie des télégrammes de félicitations à Pilsudski, chef militaire de la bourgeoisie réactionnaire polonaise. Le gouvernement anglais prête en dessous la main aux bandes polonaises. Tous les impérialistes renaissent à l'espérance, ils comptent bien pouvoir, par les mains des gardes-blancs de la Pologne, resserrer le nœud qui étrangle la Russie paysanne et ouvrière.

Que fait et que fera dans ces conditions le prolétariat européen? Voilà ce qu'il est aujourd'hui important de savoir.

L'Internationale Communiste constate avec joie qu'en Angleterre se dessine un admirable mouvement ouvrier qui prend de jour en jour un caractère de plus en plus nettement révolutionnaire. Pour la première fois depuis une crise qui a duré de longues années, la classe ouvrière anglaise commence à jouer un rôle révolutionnaire. C'est là un événement d'une importance primordiale dans l'histoire politique contemporaine. En Angleterre s'est constitué un Comité d'Action

qui se donne pour tâche de se mettre à la tête du puissant mouvement soulevé par des millions et des millions d'ouvriers, que nous observons en ce moment en Angleterre.

En France, les ouvriers ne font que commencer de se remuer. Tandis que l'on arrêtait l'élite des chefs de la classe ouvrière française, le prolétariat français a réagi, par malheur, trop mollement jusqu'à présent. Le parti et les syndicaux n'ont pas su répondre comme il convenait aux répressions éhontées qu'exerçait la bande des impérialistes français. Le gouvernement français a eu, ces jours derniers encore, la possibilité d'expulser hors des frontières deux représentants modérés du trade-unionisme anglais qui étaient venus à Paris pour s'entendre au sujet d'une action commune avec les représentants du mouvement syndical. Mais même en France déjà les syndicats, l'un après l'autre, décident de répondre par une grève générale si la bourgeoisie française ose poursuivre et développer son offensive contre la Russie paysanne et ouvrière.

Les anciens chefs modérés des trade-unions sous la pression des masses prolétariennes, commencent à ce qu'il paraît, à s'orienter vers la gauche. De la part des leaders de l'aile opportuniste en Angleterre, de même qu'en France, nous entendons à l'heure actuelle des phrases et des promesses, qui ont bien l'air d'être révolutionnaires. Mais l'Internationale Communiste doit vous prévenir, camarades anglais et français, de la valeur réelle de ces promesses. Il est hors de doute que, si les chefs du Conseil de l'Action en Angleterre et dans les autres pays, ou des organisations semblables commencent à se constituer, ne trahissent pas la cause du prolétariat, s'ils restent fidèles jusqu'à la fin au grand mouvement révolutionnaire—nous serons les premiers à rendre hommage à leur loyauté et à leur persévérance. Nous ne devons pas oublier la leçon qu'on peut tirer de la grève du 21 juillet 1919. Nous n'avons pas oublié que sous la pression des masses prolétariennes, les opportunistes français et anglais se sont vus forcés d'acclamer cette grève et même de faire de la propagande en sa faveur. Mais qu'en est-il résulté? Les opportunistes se sont mis à la tête de ce mouvement dans l'unique but de le trahir au moment décisif. Les adeptes de la II-e Internationale se sont emparés de ce mouvement grandissant pour le saboter de l'intérieur. Au mois de juillet 1919, la situation internationale était telle, que la trahison des partisans de la II-e Internationale a porté un coup mortel à la république soviétiste hongroise. La situation internationale actuelle, à la fin de l'été 1920 est telle qu'une nouvelle trahison semblable coûterait encore plus cher au prolétariat internationale. L'orientation vers la gauche parmi certains «chefs ouvriers» anglais et français s'explique facilement par l'orientation révolutionnaire de larges masses ouvrières en France et en Angleterre. Si Thomas, Henderson, Macdonald, Merrheim, Jouhaux et les autres opportunistes menacent volontiers la bourgeoisie d'une grève générale—cela veut dire que des milliers et des millions d'ouvriers français et anglais sont résolus à lutter à outrance contre la bande impérialiste in-

ternationale. Ouvriers français et anglais! Sans aucune exagération, on peut dire que vous tenez dans vos mains le sort de l'Europe, le sort de la révolution prolétarienne. Organisez un contrôle vigilant! Créez une organisation révolutionnaire qui ne dépende pas des hésitations, des caprices et des trahisons de la part des chefs «influents» opportunistes! Formez des organisations communistes. Soutenez le parti communiste. Exécutez les décisions du second Congrès de l'Internationale Communiste. Ne faiblissez pas dans vos attaques contre la bourgeoisie! Poursuivez la lutte admirable que vous avez commencée contre toute nouvelle guerre européenne! Prêtez votre puissant secours à la république des Soviets dans sa guerre défensive et légitime contre les hoberaux polonais, qui représentent l'avant-garde de l'impérialisme international. N'oubliez pas que par la voie des meetings et des résolutions de protestation on n'obtient pas de résultats sérieux. Répétez-vous bien que la politique des bras croisés ne donne pas de résultats décisifs! La grève générale n'est pas la dernière étape, mais seulement la première, dans la lutte grandiose qui s'engage. L'insurrection armée, la conquête de la dictature prolétarienne, l'organisation du pouvoir des Soviets—voilà l'unique moyen par lequel la classe ouvrière pourra modifier la situation actuelle en Europe et dans le monde entier.

Ouvriers de France, hâtez-vous! Organisez la résistance contre la furieuse réaction mondiale qui émane de Paris!

Ouvriers anglais! Le prolétariat du monde entier suit avec admiration votre campagne révolutionnaire! Que tout ce que vous avez fait soit considéré jusqu'à présent comme votre premier effort, non comme le dernier! Que la bataille s'engage! Que la classe ouvrière anglaise devienne, enfin, ce que, dans l'histoire elle peut et doit être: la force qui décide de tout en Angleterre et par conséquent dans l'Europe entière.

Vive la classe ouvrière de France et d'Angleterre!

Vive la lutte toujours grandissante des prolétariats anglais et français contre leurs propres oppresseurs, contre les oppresseurs des ouvriers du monde entier!

Vive la lutte solidaire des ouvriers de tous les pays pour la défense de la République Soviétiste!

Que le boycottage de la Pologne blanche devienne universel, que l'Entente n'ait réellement pas la moindre possibilité de secourir les hoberaux polonais! Que pas un seul wagon chargé de munitions, ne puisse arriver en Pologne! Que l'on commence à créer des soviets ouvriers en France et en Angleterre! Que la classe ouvrière de la France et de l'Angleterre fasse sortir de ses rangs des chefs vaillants et capables de poursuivre jusqu'à la victoire la lutte engagée!

Organisez la grève universelle révolutionnaire et l'insurrection armée! A bas les brigands impérialistes! Vive la dictature du prolétariat anglais et français!

Vive l'Angleterre et la France Soviétistes!

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

AU COMITÉ CENTRAL ET A TOUS LES MEMBRES DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

A TOUS LES PROLETAIRES RÉVOLUTIONNAIRES D'ITALIE

Chers camarades!

Votre délégation au 2-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste vous remettra toutes les résolutions et tous les matériaux de ce Congrès. Le Comité Exécutif considère en outre comme indispensable de vous adresser la présente lettre qui commente certains points des résolutions concernant directement la section italienne de l'association internationale des prolétaires révolutionnaires communistes.

Les rapports officiels de vos délégués, les journaux et autres matériaux qu'ils ont rapportés, les nombreuses entrevues que nous avons eues avec tous les camarades italiens venus chez nous, nous ont permis, nous l'espérons, de nous faire une idée exacte de l'état de choses actuel dans le parti italien. Le projet de la présente lettre a été soumis dans ses grandes lignes à tous les délégués italiens avec lesquels nous avons examiné en détail tous les problèmes qui y sont soulevés. Dans cette lettre, le Comité Exécutif se propose, avec une sincérité toute prolétarienne, d'attirer l'attention de tous les membres de votre parti sur certains côtés faibles de la politique du parti. Le Comité Exécutif considère que c'est là non seulement son droit, mais aussi le premier de ses devoirs. Le prolétariat militant n'est nullement intéressé à masquer au moyen de procédés diplomatiques et bureaucratiques les fautes et les erreurs que commettent ses organisations. Notre intérêt à tous n'est pas de nous complimenter mutuellement, mais bien de nous instruire en profitant de l'expérience que nous offre le mouvement de tous les pays pour l'émancipation du travail.

Dans l'attaque internationale contre le capital, le prolétariat italien et son parti marchent au premier rang. Votre parti est entré l'un des premiers dans la III-e Internationale; il lui est donc d'autant plus indispensable d'établir la ligne de sa tactique avec une netteté absolue et de vaincre le plus tôt possible la résistance néfaste causée par les fautes volontaires ou involontaires du parti.

Camarades! Nous attirons avant tout votre attention sur la situation internationale. Il est clair pour tous que nous entrons dans la période de la lutte suprême contre le capital. La guerre de la Pologne capitaliste contre la Russie prolétarienne, guerre dans laquelle la Pologne se trouve soutenue par le monde tout entier, se transforme inévitablement en une lutte européenne entre le capital et le travail. C'est pourquoi le premier

des devoirs de tout parti qui accepte non seulement en paroles, mais en fait, la dictature du prolétariat, est de se préparer à jeter au moment opportun dans la balance tout le poids de l'énergie révolutionnaire du prolétariat. Rien n'est plus faux actuellement que la tactique de l'attente indéterminée de la révolution dans les autres pays; si certains camarades italiens prétendent qu'il faut attendre une révolution en Allemagne ou en Angleterre parce que l'Italie ne saurait se passer de charbon importé, les camarades d'autres pays présentent des arguments analogues. En Allemagne il est impossible de s'emparer du pouvoir soit-disant par cruinte de l'Entente, en Autriche parce que l'Amérique et les colonies rompront toutes relations commerciales, etc... Il est clair qu'il se forme dans ce cas une assurance mutuelle des capitalistes contre la révolution, retardant la révolution internationale précisément au moment où il faut l'activer et la développer.

Le Comité Exécutif le sait; il est des moments où le prolétariat a plus d'intérêt à attendre que ses forces s'accroissent et que celles de la bourgeoisie diminuent. Mais il ne faut pas oublier que chaque heure de répit «gagnée» est employée par la bourgeoisie elle aussi à l'organisation de ses forces pour la création d'une armée blanche bourgeoise, l'armement des fils à papa, des gros bonnets paysans, etc...

Il est certain que la bourgeoisie italienne est loin d'être aussi mal organisée qu'elle l'était il y a un an. Elle rassemble fiévreusement ses forces, s'arme et en même temps cherche à décomposer et à démolir le prolétariat italien à l'aide des réformistes.

Le danger est grand: il s'en faut de peu que la bourgeoisie italienne devienne assez forte pour nous montrer les dents.

En effrayant les ouvriers italiens par le spectre de l'Entente, certains leaders italiens les induisent volontairement ou involontairement en erreur. Contre la classe ouvrière italienne soulevée et ayant vaincu sa bourgeoisie, l'Entente ne pourra pas envoyer ses armées aujourd'hui. Les événements qui se déroulent actuellement en Angleterre à la suite de la tentative des impérialistes anglais de soutenir activement la Pologne blanche, en sont une preuve évidente. Les ouvriers anglais sont animés de sentiments révolutionnaires. La bourgeoisie française n'osera pas envoyer ses armées pour étouffer la révolution prolétarienne en Italie. Et si elle s'y risquait, elle se casserait le cou dans cette aventure.

Le spectre du blocus, pas plus que celui de la coercition armée, ne doit effrayer les ouvriers italiens. Si même ce blocus est possible, ce n'est pas une raison pour se refuser à faire la révolution.

Il est bien certain que pour la classe ouvrière la révolution prolétarienne, partout où elle se produira, entraînera fatalement un cortège de souffrances et de sacrifices sans nombre. Mais est-ce que la Russie n'en supporte pas depuis trois ans qu'elle est bloquée?

Si la révolution n'accélère pas son mouvement dans les autres pays, il est possible que le prolétariat italien aie à passer par les mêmes pénibles épreuves et par le même calvaire que ceux auxquels a été astreint le prolétariat russe depuis la grande Révolution d'octobre 1917.

Mais dans tous les cas, la révolution italienne s'effectuera de façon beaucoup plus aisée, car si la Russie des Soviets a lutté seule contre la bourgeoisie universelle, le prolétariat italien aura, lui, des alliés.

La classe ouvrière d'Italie est d'une unanimité extraordinaire—le prolétariat italien est tout entier pour la révolution. La bourgeoisie italienne ne saurait compter sur les troupes régulières: au moment décisif, ces troupes passeront du côté des insurgés. Les ouvriers agraires sont pour la révolution. La plus grande partie des paysans est pour la révolution. Le dernier mot est au parti ouvrier italien.

La bourgeoisie italienne sent venir l'orage. Ce n'est pas pour rien qu'elle forme aussi fiévreusement son armée blanche. Dans des collisions isolées il y a, jusqu'à 200 victimes du côté ouvrier contre 400 du côté de la bourgeoisie. La guerre civile s'allume. Dans la situation présente, toute incertitude dans la position, toute hésitation à l'intérieur du parti peuvent être pour la classe ouvrière la source de désastres incalculables.

Au lieu d'assurer les capitalistes contre la révolution, il faut tâcher de garantir le succès de celle-ci. Mais on ne peut y arriver qu'en activant la marche de la révolution (non par des insurrections partielles et mal organisées, mais bien par la révolution même).

Le Comité Exécutif attire votre attention sur un autre danger qui résulte du fait de traîner artificiellement en longueur l'explosion de la révolution. Toute l'Europe se trouve tellement anémiée économiquement que les réserves du régime capitaliste diminuent avec une rapidité catastrophique. Et cependant c'est justement de ces réserves, fruit du long labeur des ouvriers, que le prolétariat vainqueur devra vivre pendant la première période de sa domination. C'est pourquoi, en admettant l'égalité de toutes les autres conditions, chaque jour de retard inutile représente un immense obstacle de plus pour la dictature prolétarienne.

Nous le répétons encore: nous sommes contre toute provocation artificielle d'émeutes. Nous sommes contre les insurrections isolées et inconsidérées. Mais nous ne voulons pas davantage que le parti prolétarien se transforme en un corps de pompiers destiné à éteindre la flamme

de la révolution qui s'échappe par tous les pores de la société capitaliste.

L'Italie présente maintenant toutes les conditions essentielles garantissant la victoire d'une grande révolution prolétarienne, d'une révolution véritablement nationale. Il faut le comprendre. C'est de là qu'il faut partir. C'est ce que constate la III-e Internationale. Aux camarades italiens de décider ce qu'il leur reste à faire.

Nous considérons qu'à ce point de vue, le parti socialiste italien a agi et agit encore avec trop d'hésitation. Chaque jour nous apporte la nouvelle d'un nouveau trouble en Italie. Tous les témoins—y compris les délégués italiens eux-mêmes—assurent, nous le répétons, que la situation en Italie est profondément révolutionnaire. Et cependant le parti, dans bien des cas, se tient à l'écart et, dans les autres, se contente de contenir le mouvement au lieu de s'efforcer de le généraliser, de lui donner des mots d'ordre, de l'organiser, de le diriger selon un rien déterminé, de le transformer en un mot, en une attaque décisive contre la domination de la bourgeoisie. De cette façon le parti livre à certains endroits les masses aux mains des anarchistes s'exposant ainsi au danger de perdre de son autorité; une telle tactique est grosse de conséquences déplorables dont il est difficile de mesurer l'étendue du mal qu'elle peut entraîner. De cette façon ce n'est pas le parti qui mène les masses, mais bien les masses qui poussent le parti; celui-ci ne fait que se traîner à la remorque des événements, ce qui est absolument inadmissible. Si nous examinons les causes d'un tel état de choses, nous verrons que la principale réside dans le fait que le parti est contaminé par des éléments réformistes ou libéral-bourgeois, qui, au moment de la guerre civile, se transforment en ennemis de la classe prolétarienne. Il est aussi inepte que naïf de confondre l'intégrité et l'honnêteté personnelles de ces individus avec le rôle objectivement nuisible qu'ils jouent. Messieurs Turati, Modigliani, Drampolini etc. peuvent être personnellement très honnêtes, mais ils n'en sont pas moins objectivement des ennemis de la révolution et, comme tels, ne doivent point trouver place dans le parti du prolétariat communiste. Chaque discours parlementaire, chaque article, chaque brochure réformiste, est dans son essence une arme intellectuelle pour la bourgeoisie contre le prolétariat. Il est impossible de préparer les masses à une lutte active si l'on a dans ses rangs des adversaires convaincus (déclarés ou secrets) d'une telle lutte. Il est impossible de préparer les masses à une révolution violente si l'on a gardé dans ses rangs des ennemis de la révolution et des partisans de la socialisation progressive. Mais comme ces gens continuent à l'heure présente à être du parti italien, on comprend que la tactique de ce dernier soit forcément attachée de duplicité. La fraction parlementaire traîne l'encombrant ballast du réformisme, et c'est ce qui l'empêche d'avoir une ligne d'action vraiment révolutionnaire. Il est indispensable au prolétariat de faire servir à ses intérêts la tribune parlementaire. Mais il faut pour cela que toute l'activité de la fraction parlementaire du prolétariat exprime la tactique révolutionnaire.

du prolétariat. On ne saurait malheureusement dire qu'il en est ainsi pour la fraction parlementaire italienne. Et cet état de choses engendre à l'intérieur du parti une tendance à l'abstentionnisme. C'est un tort de vous laisser aller à cette tendance, mais vous avez parfaitement raison d'exiger l'exclusion des réformistes de votre sein.

Plus grave encore est la situation dans les *syndicats*. Le prolétariat ne saurait vaincre sans une direction régulière de ces organisations de la part du parti. Et cependant, certains des postes les plus importants sont occupés par les éléments réformistes, par une clique bureaucratique qui détient l'appareil des syndicats et fait tous ses efforts pour enrayer le développement de la révolution. Pour caractériser la tactique de ces messieurs, il suffit de dire qu'ils n'ont pas réuni le congrès des syndicats depuis plus de six ans, craignant de voir leur échapper, à eux petits bourgeois, la direction du mouvement. Les ouvriers sont pour la révolution et les syndicats ouvriers, contre la révolution. Les syndicats italiens sont d'accord avec votre parti, mais cela ne les empêche nullement d'être affiliés à «l'Internationale» jaune des traitres d'Amsterdam, cette agence éhontée de l'impérialisme mondial. Les chefs de vos syndicats, d'Aragona et autres réformistes, prennent une part active dans les commissions bourgeoises subventionnées par les capitalistes et qui ont pour but de soutenir ces derniers dans leur lutte contre le mouvement révolutionnaire. Pareille situation est absolument inadmissible. Ce n'est pas ainsi qu'on prépare et qu'on peut préparer la dictature du prolétariat. Le parti doit exclure de son sein les leaders réformistes et mettre à la place des agents bourgeois de véritables chefs de la révolution prolétarienne. Le parti doit aider les ouvriers à transformer les syndicats en citadelles de la révolution prolétarienne.

Le II-e Congrès universel de l'Internationale Communiste, de même que le I-er Congrès Constituant s'est prononcé en faveur d'un rapprochement avec tous les éléments vraiment révolutionnaires et prolétariens du syndicalisme, de l'anarchisme, des *shops stewards* Committees et des I. W. W. En effectuant ce rapprochement, le II-me Congrès a grandement servi le mouvement ouvrier. Il doit en être ainsi dans chaque pays et en Italie particulièrement. Les dizaines de milliers de prolétaires révolutionnaires qui, par erreur ou par ignorance font encore partie des syndicats dirigés par des anarchistes, nous sont mille fois plus proches que les réformistes qui consentent à être considérés comme membres de la III-e Internationale, mais en réalité enrayeront chaque pas en avant de la révolution prolétarienne.

On ne peut vaincre l'anarchisme qu'après en avoir complètement fini avec le réformisme. Que les camarades italiens ne l'oublient pas et qu'ils en tirent des conclusions nettes, hardies, sur les tâches des véritables révolutionnaires à une époque révolutionnaire. L'élimination des éléments réformistes du parti; la collaboration, la lutte révolutionnaire avec l'élite prolétarienne des syndicalistes et des anarchistes—telles sont les devises présentes.

Lutter sans merci contre les éléments réformistes de droite qui sont nos ennemis de classe; éclairer patiemment les éléments prolétariens du syndicalisme et de l'anarchisme sur leurs erreurs et se rapprocher systématiquement d'eux dans l'œuvre révolutionnaire—telle est notre méthode.

¶ Tout l'art de la stratégie prolétarienne est basé sur la liaison du parti avec les grandes masses ouvrières; c'est pourquoi il est indispensable que le parti accorde une attention des plus sérieuses au mouvement très important des comités d'usines et de fabriques; le parti doit *diriger activement* ce mouvement au centre, sur place, et ne pas s'abstenir en alléguant dédaigneusement que ce mouvement porte un caractère «spontané», «enfantin», «non organisé», etc. Le devoir du parti est précisément de remédier à ces défauts, d'aider le mouvement à déployer ses ailes toutes grandes et de le canaliser dans la voie véritable de la révolution organisée. Le sort du mouvement tout entier dépend dans une mesure considérable de la juste solution de ces questions. Les ennemis de la classe prolétarienne se rendent parfaitement compte de la situation. Le correspondant du journal bourgeois français *L'Information* a eu parfaitement raison de dire que la clef des destinées de la révolution en Italie se trouve entre les mains du parti socialiste italien; si le parti s'engage dans la voie que lui indique Turati, le capitalisme est saisi; si le parti s'engage dans la voie de la lutte révolutionnaire—c'en est fait du capitalisme. Les dirigeants les plus en vue de votre parti nous ont dit que tous les jours en Italie, les organes influents de la bourgeoisie italienne font absolument les mêmes déclarations.

Ce n'est pas à l'effet du hasard. Dans presque toute l'Europe ce sont les réformistes, les jaunes et les socialistes à l'eau de rose qui constituent le principal soutien de la bourgeoisie. En Allemagne ce sont les Scheidemann et les Kautsky qui sauvent la bourgeoisie, en Autriche—les Bauer et les Renner, en Suède—les Branting et les Palmischn, en Belgique—les Vandervelde et les De Brouckère, en Hollande—les Troelsira et les Vlieggen, en Pologne—les Dachinsky et les Pilsoudsky, etc.... Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie cherche partout des ministres socialistes; ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie italienne est prête à tout moment à prendre comme ministres messieurs Modigliani, Dugoni et consorts. Ce n'est par pour rien que le gouvernement italien affine systématiquement dans les commissions les plus importantes, les réformistes, les leaders du mouvement syndicaliste. La destinée du capitalisme italien dépend maintenant de la conduite de votre parti.

Le Comité Exécutif exprime la certitude que le parti ne prolongera pas d'un seul jour l'existence du capitalisme.

¶ C'est pourquoi au nom de la solidarité internationale et de la révolution universelle, le Comité Exécutif se basant sur les décisions du Congrès demande au Comité Central du parti socialiste, de mettre toutes ces questions à l'ordre du jour dans toutes les organisations du parti et de les résoudre au Congrès du parti le plus tôt possible. Le Comité Exécutif croit indispensable de

déclarer qu'il considère la question de l'épuration du parti et des autres conditions d'admission dans la III-e Internationale comme un ultimatum; il ne saurait assumer autrement la responsabilité devant le prolétariat international pour sa section italienne. Le Comité Exécutif espère que le valeureux prolétariat italien ne permettra à personne de désertir son poste, occupera dans la grande bataille des classes qui s'engage une des premières places et assurera pour sa part le pouvoir inflexible de la dictature prolétarienne.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a décidé que les partis communistes doivent être formés sur le principe d'une centralisation absolue, qu'une discipline prolétarienne de fer doit y régner, que les Comités Centraux doivent avoir d'un congrès à l'autre, le plus large pouvoir, etc. Sinon il est impossible de diriger la guerre civile qui comme toutes les guerres, exige une discipline et une forte cohésion de tous les éléments de la lutte.

Mais comme discipline prolétarienne sérieuse n'est possible dans le parti italien tant que les postes influents sont occupés par des éléments demi-bourgeois. Chaque discours, chaque acte des Turati, des Modigliani et autres porte un coup à la discipline de votre parti. La présence même de ces gens au sein de votre parti est en fait la négation même de toute véritable discipline prolétarienne. L'ennemi est dans votre logis même. Il est impossible de souffrir dans ce parti prolé-

tarien les adversaires convaincus et conscients de la révolution prolétarienne.

L'Internationale Communiste vous en supplie, ouvriers italiens, ses frères: délivrez le parti de l'élément bourgeois et alors—alors seulement—la discipline de fer du prolétariat, le parti conduiront la classe ouvrière à l'assaut des forteresses du capital.

Le parti des social-démocrates Indépendants d'Allemagne qui compte un million de membres, le parti socialiste français ainsi que d'autres partis se sont adressés à la III-e Internationale. Ils veulent entrer dans l'Internationale Communiste. A leur admission nous avons mis une série de conditions sine qua non (21 conditions). Nous ne les recevrons pas si ces conditions ne sont pas remplies. Nous ne permettrons pas de diluer notre organisation de combat. Nous ne courons pas après la quantité. Nous ne voulons pas avoir des boulets aux pieds—nous ne laisserons pas entrer dans nos rangs des réformistes. Ces conditions sont obligatoires pour nous tous et pour le parti italien également.

La bataille décisive approche. L'Italie sera un pays soviétiste. Le Parti Italien sera un parti Communiste. Le prolétariat italien sera un des meilleurs détachements de l'armée prolétarienne internationale.

Vive le Parti Communiste d'Italie!

Vive la République Soviétiste italienne!

Au bureau et à tous les membres du Parti Communiste d'Autriche Allemande

Chers camarades!

Le 2-e Congrès mondial de la III-e Internationale, après avoir entendu tous les arguments contre l'utilisation du parlementarisme et après avoir discuté à fond cette question, a décidé que l'arme de l'action parlementaire doit être conservée dans l'arsenal révolutionnaire, ne serait-ce qu'à un titre auxiliaire. L'Internationale Communiste est unanime à considérer le parlementarisme comme un mécanisme d'Etat créé par la bourgeoisie pour l'asservissement du prolétariat. C'est pourquoi les communistes ne peuvent se donner pour but la conquête et le soutien du parlementarisme, mais doivent au contraire mener contre lui, en vue de sa destruction, l'action la plus énergique. La dictature du prolétariat a développé ses propres formes de réalisation du pouvoir prolétarien: les soviets ouvriers. Il faut arracher à la bourgeoisie et détruire tout l'appareil de classe dont elle se sert pour exercer sa domination. Et, bien que parmi les positions de la bourgeoisie, le parlementarisme ne soit pas une des plus

fortes, — l'armée, tout l'appareil bureaucratique de l'Etat et bien d'autres institutions la défendant bien plus encore,— la destruction immédiate du système parlementaire est une des premières tâches du prolétariat victorieux. Cette destruction réelle du parlement doit être préparée dans les esprits par la destruction de toutes les illusions concernant la démocratie bourgeoise et son moyen— le parlementarisme. L'opinion erronée que le parlement issu d'un scrutin „juste“ est l'expression adéquate de la volonté du peuple, persiste encore dans de nombreux milieux ouvriers. Cette idée domine parmi les nombreux partisans des partis social-patriotes et hante les grandes organisations social-pacifistes. C'est pourquoi, dans les milieux ouvriers, l'antériorité de ces préjugés sur la signification du parlementarisme, constitue un des plus importants problèmes de la conquête du pouvoir.

Quelle est la meilleure façon d'effectuer ce travail préparatoire? La question est discutable; elle a plusieurs fois été débattue dans l'Internationale. Le 2-e Congrès mondial qui, réunissant les représentants de 37 pays

a apprécié l'expérience des partis communistes de tous ces pays et entendu leurs opinions sur ce sujet, s'est prononcé catégoriquement pour l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme. L'Internationale Communiste rejette l'anti-parlementarisme de principe, dans le sens d'une abstention absolue de toute participation aux élections. Quoique cet anti-parlementarisme s'explique par un sentiment naturel de répulsion envers les politiciens du parlementarisme, il n'en est pas moins fondé sur une compréhension enfantine des tâches du parti communiste. Le travail de Liebknecht au Reichstag allemand, la participation des bolchéviks à la Douma tsariste et aux élections de la Constituante qu'ils allaient bientôt disperser eux-mêmes, sont autant d'exemples de la compatibilité de l'action révolutionnaire avec la participation aux élections.

Il y a plus: ces exemples prouvent que l'on peut et que l'on doit faire servir le parlementarisme à la révolution. La participation au parlementarisme non pour le soutenir, mais pour le détruire,—telle est l'utilisation révolutionnaire du parlement que nous préconisons.

Camarades!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a décidé, en se basant sur cette résolution, que votre Parti doit participer aux prochaines élections du parlement, du landtag et des municipalités. Nous attendons de vous l'application de cette résolution, non seulement en raison de la discipline qui est la base de l'action de l'Internationale Communiste et des partis y ayant adhéré, mais parce que nous sommes persuadés qu'après avoir sérieusement pesé la situation politique et surtout la situation politique autrichienne et les points de vue occupés dans cette question par le 2^e Congrès, vous trouverez aussi la participation à la campagne électorale conforme aux buts que vous poursuivez.

Les thèses acceptées par le Congrès concernant le parlementarisme, prouvent indiscutablement que la participation aux élections peut parfaitement être utilisée pour l'agitation contre le parlementarisme considéré comme une forme de la domination bourgeoise et pour la propagande des soviets ouvriers. Une campagne électorale ayant pour mot d'ordre: „Pour la dictature des soviets contre le parlementarisme" ne nuira nullement à la situation des soviets ouvriers dont nous apprécions l'importance en Autriche à leur juste valeur,—mais les consolidera au contraire par la diffusion des revendications communistes. La lutte électorale soutenue pour la destruction des illusions de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, ne provoquera jamais l'affermissement de ces illusions. Le 2^e Congrès a élaboré des directives exactes pour la campagne électorale, pour les élections des candidats au Parlement et pour l'action des membres communistes du Parlement. La mise en pratique de ces directives, contrôlée par le parti et par son comité central, donne des garanties absolues contre l'opportuniste parlementaire.

Et vous ne niez pas, camarades, que la pleine utilisation des élections et de la tribune parlementaire puisse avoir une grande signification révolutionnaire.

La situation intérieure politique de l'Autriche exige absolument cette utilisation révolutionnaire. Les Soviets Ouvriers de l'Autriche allemande ont su jusqu'à présent résister au danger, et n'ont pas été transformés

par les social-patriotes et par les social-pacifistes, en instruments de démocratie bourgeoise. Mais l'introduction des soviets dans la constitution prôchée en Allemagne par Hilferding et Breitscheid, c'est-à-dire la subordination des Soviets aux intérêts de la démocratie bourgeoise, présente aussi pour l'Autriche un danger qui n'est pas encore vaincu. C'est pourquoi il est non seulement nécessaire que les soviets ouvriers gardent jalousement leurs droits et qu'ils s'efforcent de les élargir, mais aussi, que toutes les tentatives de destruction des Soviets soient démasquées et combattues sur place au Parlement même. La lutte entre les soviets ouvriers et la démocratie, que la bourgeoisie mène encore sous toutes les formes, y compris les plus masquées, doit être commencée par le prolétariat au Parlement même, afin de répandre dans les milieux ouvriers les plus larges, une idée nette de l'incompatibilité de la dictature soviétiste et de la démocratie. Les couches indifférentes de la population, surtout dans les campagnes sont plus loin du mouvement révolutionnaire et lui sont plus étrangères que le prolétariat industriel des grands centres. Il est plus facile de les gagner par la voie de la lutte électorale et du haut de la tribune parlementaire. Mais attirer la population laborieuse agricole dans le mouvement révolutionnaire, constitue, comme le prouve l'expérience de la Russie et de la Hongrie, une condition préalable indispensable à la victoire du prolétariat. Ce serait une faute que de renoncer à un moyen politique particulièrement commode pour accomplir cette tâche.

Le boycottage des élections pourrait facilement attirer à votre parti de la part des ouvriers peu éclairés, le reproche que vous étant volontairement exclus du Parlement, vous y avez facilité le jeu des ennemis des soviets ouvriers. Mais si vous prenez part aux élections, vous prouvez irréfutablement par là même aux ouvriers les moins avancés en politique que le Parlement est, malgré votre participation, un ennemi irréconciliable des Soviets Ouvriers, comme de tous les intérêts véritables des travailleurs et que ce n'est qu'en l'écartant et en le remplaçant par des soviets ouvriers qu'on peut arriver à une solution satisfaisante pour les ouvriers.

La simultanéité en Autriche, des élections des Soviets ouvriers et des élections au Parlement facilitera l'opposition des Soviets au Parlement et suscitera dans les couches ouvrières les moins instruites et dans les campagnes l'intérêt envers les soviets.

Le résultat des élections au Parlement aura cette fois une signification particulièrement importante pour le développement de la politique intérieure de l'Autriche. La coalition des social-patriotes et des chrétiens-sociaux a été remplacée par la collaboration de tous les partis, le Parti national allemand compris. Les partis bourgeois déploieront la plus grande énergie aux prochaines élections afin d'arriver à constituer une importante majorité bourgeoise et capable de travail. Mais une coalition purement bourgeoise doit avoir pour but la destruction des soviets ouvriers et elle tâchera de l'accomplir. Voulez-vous, camarades, que votre parti se tienne à l'écart, pendant que le sort des soviets ouvriers se décidera au parlement? Votre parti ne doit-il pas, au contraire, prendre une part immédiate à ce combat parlementaire pour détruire, dans la dernière mesure de l'ouvrier, dans la dernière chaumière du paysan, toutes les illusions sur le caractère véritable de ce Parlement? Si les bourgeois et leurs hypocrites

alliés social-démocrates veulent étouffer les soviets et dénoncent cet «Etat dans l'Etat», votre parti doit, au Parlement même, dévoiler sur le champ cette hypocrisie et fêtrir cette trahison. Oui, le Parlement autrichien s'est plusieurs fois démasqué lui-même. La comédie de la socialisation s'est terminée honteusement, l'interprétation de l'impôt foncier a révélé le vrai caractère de la démocratie bourgeoise en tant que système qui dénie les intérêts ouvriers. Le Parlement futur discutera cependant une série de mesures nouvelles dont la révélation faite au point de vue communiste, est extrêmement nécessaire à l'instruction des larges masses populaires. La discussion de la constitution, celle de la question de l'union avec l'Allemagne—nous ne mentionnons que ces questions les plus importantes—ne doivent pas passer sans que votre parti ne démontre chaque fois du haut de la tribune parlementaire par la voix de ses représentants, que chaque tentative bourgeoise de décider ces questions, foule aux pieds les intérêts du prolétariat.

Camarades! La situation politique universelle, l'étroite union de la contre-révolution contre la révolution dont la Russie des Soviets est le pilier le plus solide, doivent vous forcer à tendre toutes vos forces et à utiliser tous les moyens disponibles pour expliquer la signification de cette lutte et la signification de la victoire du prolétariat, même à l'ouvrier le plus simple, le moins expérimenté, afin de l'entraîner ainsi à une participation active à la lutte du côté de l'avant-garde de la révolution. Le fait que les larges masses ouvri-

res suivent encore les social-traitres, espèrent encore voir l'amélioration de leur situation par la voie des réformes et ignorent le vrai visage de la démocratie bourgeoise—le parlementarisme,—ce fait entrave dans tous les pays, le développement et la victoire du prolétariat. Toute notre propagande dans les campagnes électorales, doit avoir pour but, l'organisation des actions révolutionnaires de masses, qui sont, dans l'état actuel des choses, le devoir le plus pressant du prolétariat révolutionnaire. La campagne électorale en Autriche peut et doit servir à obtenir cet élan nécessaire de l'action révolutionnaire. Camarades! Commencez la lutte contre le parlementarisme au sein du Parlement même! Formez de nouveaux bataillons ouvriers de ceux qui sont encore loin de la révolution. Faites votre propagande électorale en vous servant des mots d'ordre révolutionnaires suivants:

Contre la démocratie bourgeoise!
Contre le parlementarisme!
Pour la dictature du prolétariat!
Tout le pouvoir aux Soviets Ouvriers!
Aide à la Russie des Soviets!
Vive la révolution mondiale!

Salut Communiste.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Moscou, 26 août 1920.

Au Comité Central et à tous les membres du Parti Ouvrier Communiste Allemand (K. A. P. D.).

Camarades!

Vous vous êtes naguère adressés à nous après avoir tenu votre assemblée constitutive, et vous nous avez demandé de vous admettre dans l'Internationale Communiste. Avec les représentants que vous nous avez envoyés pour nous faire connaître verbalement votre point de vue, nous avons minutieusement examiné la situation. Les résultats de nos pourparlers, nous les avons exposés dans la lettre ouverte que nous avons adressée le 15 juin 1920. Nous y exposons nettement notre attitude dans les questions qui vous séparent du Parti Communiste Allemand (Groupe Spartacus) et nous y exprimons l'espoir que vous voudriez bien poser la question à nouveau, rouvrir les débats et reviser le point de vue qui a été jusqu'à présent le vôtre. Au cours de ces débats nous voulions vous donner la possibilité d'exposer votre opinion devant les milieux les plus larges. Nous ne désirions pas substituer notre opinion à celle de l'Internationale Communiste dans son entier et c'est pourquoi nous vous invitons à

envoyer des représentants au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste afin que le Congrès connût de votre propre bouche ce que vous voulez et jugeât d'après les rapports de vos représentants. Vous nous avez envoyé des délégués, nous les avons accueillis en camarades et nous leur avons offert voix consultative au Congrès; ils ne prétendaient d'ailleurs pas à de plus grandes prérogatives, ne pouvant, disaient-ils, reconnaître comme obligatoires certaines résolutions du Congrès. Ils saisirent ensuite des prétextes futiles pour nous expliquer qu'ils ne voulaient pas participer au Congrès ne pouvant exercer aucune influence décisive sur ses résolutions. Nous leur offrîmes aussitôt d'y participer avec voix délibérative; c'est-à-dire que nous offrîmes une représentation pleine et entière à un parti qui nous déclarait à l'avance ne pas pouvoir reconnaître nos résolutions comme obligatoires. Nous croyions avoir ainsi fait tout ce qui dépendait de nous et ce que chacun de vous ne pourrait qu'approuver.

Mais d'une façon tout à fait inattendue—et qui le fut sans doute autant pour vous que pour nous,—vous

représentants déclinerent nos propositions, refusèrent de participer au Congrès même dans ces conditions et nous expliquèrent en outre qu'ils retireraient la déclaration d'adhésion de votre parti à l'Internationale Communiste. En d'autres termes, vos représentants prirent sur eux de révoquer une décision de votre assemblée constitutive qui avait déclaré être prête à nous donner son adhésion.

Camarades, nous ne voulons pas cacher l'impression que nous fit cette attitude de vos représentants. Dans nos lettres précédentes nous vous avons déjà montré combien certains de vos chefs sont dangereux pour la cause de la révolution et nous vous avons demandé leur exclusion. Ce faisant, nous considérons ceux de vos chefs dont il s'agit ici comme ayant la conviction subjective du bien fondé de leur attitude, et de leurs conceptions même objectivement erronées. Nous devons avouer qu'ils ne nous est plus possible de maintenir cette appréciation. Vous en conviendrez vous-mêmes; celui qui croit à son bon droit ne craint ni Dieu ni diable et craint moins que toute chose le Congrès où se réunissent les représentants de l'élite du prolétariat révolutionnaire. Vos représentants ont cependant décliné l'offre de participer à ce congrès, où s'ils avaient cru à leur propre cause ils auraient pu conquérir tous les suffrages. Cette attitude de vos chefs ne peut être considérée que comme un fait de poltronnerie. Ils n'ont pas osé défendre devant tous ce par quoi, aux heures difficiles de la révolution allemande, ils ont introduit la confusion et la ruine parmi les communistes. Par cette attitude ils se sont couverts et vous ont couverts de ridicule; ils se sont dérobés au jugement du public, causant ainsi à votre œuvre le plus grand préjudice. Car des représentants ouvriers de divers pays assistaient au Congrès; bon nombre étaient à l'arrivée plus rapprochés de vous (si l'on ne tient pas compte des trahisons nationalistes des Laufenberg et des Wolfheim) que du Parti Communiste Allemand. Les Shop Stewards anglais, les I. W. W. américains, les syndicalistes français étaient là parmi bien d'autres. Au cours de longs débats nous avons fraternellement discuté avec eux. Tous ont fini par adhérer pour les thèses essentielles au point de vue de l'Internationale Communiste, et leurs organisations ne manqueront pas de les approuver et d'entrer dans l'Internationale Communiste. Quant à vous, la fuite honteuse de vos chefs du champ de la bataille en présence du prolétariat international vous laisse complètement isolés. Vous êtes maintenant seuls, emportés comme sur une épreuve, par les flots puissants de la révolution mondiale.

Vos chefs ont cependant fait tout leur possible pour creuser l'abîme entre vous et le prolétariat mondial uni au sein de l'Internationale Communiste. Vos représentants venus en Russie ont, comme nous vous l'avons déjà dit, officiellement retiré votre déclaration d'adhésion à l'Internationale Communiste et nous ont expliqué qu'ils recommandaient à votre parti une expectative qui garantit l'inviolabilité absolue de son autonomie. Le Parti Ouvrier Communiste Allemand (K. A. P. D.), nous ont-ils expliqué, refuse catégoriquement de recevoir ses directives de Moscou. D'une part, ils falsifient donc avec insolence la vérité en déclarant que la volonté de l'Internationale Communiste est une « directive de Moscou » et de l'autre, ils se dérobent à ce que tous les révolutionnaires trouvent aujourd'hui indispensable, à la cohésion étroite du

prolétariat révolutionnaire mondial. Ils nous avaient déclaré a priori qu'ils repoussaient les thèses aujourd'hui approuvées par le prolétariat révolutionnaire mondial, et ne voulaient pas même les discuter.

En Allemagne, les Laufenberg et les Wolfheim font tout leur possible pour vous détourner du communisme. La lutte héroïque et puissante du prolétariat russe contre le capitalisme mondial, ils la calomnient dans la dénonçant comme une lutte « pour la domination mondiale par les instances du Parti Communiste Russe ». A l'heure où le capitalisme anglais, et français, médite de nouvelles agressions contre la Russie et veut faire de l'Allemagne le champ de manœuvre de ses armées, ils détournent le prolétariat allemand de ses devoirs révolutionnaires en publiant qu'ils répudient « l'idée de transformer l'Allemagne en un état tampon protégeant la Russie » — comme si cette idée pouvait venir à l'esprit d'un révolutionnaire!

A votre dernier Congrès, vous vous êtes déclarés les adversaires de la propagande nationaliste de Laufenberg et Wolfheim. Nous voyons là un heureux symptôme. Votre parti a donc décidé sérieusement d'épurer l'idéologie communiste des éléments petit-bourgeois. Mais si au même instant, votre conférence « décline au principe tout immixtion de l'Internationale dans les affaires intérieures du parti » nous ne pouvons que voir là une émanation du bolchévisme nationaliste que vous repoussez. Cette prétention d'une section nationale à primer sur l'Internationale tout entière est l'essence même de la II-e Internationale aujourd'hui faillie. Votre conférence a sanctionné par cette résolution l'attitude brutalement négative de vos représentants à l'égard du 2-e Congrès; elle a ainsi rejeté l'adhésion de votre parti à l'Internationale Communiste, organisation du prolétariat mondial. Votre conférence place de la sorte ses conceptions propres au-dessus de celles que les partis révolutionnaires du monde entier fondent sur la plus large expérience.

Camarades! Nous vous demandons d'étudier consciencieusement les thèses adoptées, presque toujours à l'unanimité, par le 2-e Congrès de l'Internationale Communiste, d'étudier les débats de ce congrès et de décider ensuite si vous suivrez vos chefs contre l'Internationale Communiste ou en dehors d'elle ou, si après avoir volontairement revisé votre jugement et accepté les résolutions de l'Internationale Communiste, vous entrerez dans les rangs du prolétariat révolutionnaire mondial.

Camarades, nous souhaitons que vous reconnaissez que l'on vous a conduits par de mauvaises voies et fait dévier chaque jour un peu plus. Nous désirons que vous reconnaissiez qu'à cette minute historique, si grave et qui impose de si lourdes responsabilités tant pour la révolution allemande que pour la révolution mondiale, les communistes allemands doivent serrer les rangs. Nous attendons de vous que, loin de vous renfermer en vous-mêmes comme des sectaires, vous vous unirez à tous les communistes en vue de l'action devenue indispensable et en vue de créer les organisations qu'elle exige (un Comité d'Action formé des représentants de tous les partis révolutionnaires). Nous croyons aussi nécessaire de vous inviter à serrer les rangs en joignant à nouveau le Parti Communiste Allemand. Votre ardeur révolutionnaire, votre dévouement à la cause de la révolution, l'expérience que vous avez tiré d'une scission de plusieurs mois, tout cela

servira au Parti Communiste Allemand et il dépendra de vous, lorsque vous le trouverez trop lent à l'action, de le stimuler. C'est ainsi et ainsi seulement que seront couronnés de succès, les efforts au service de la révolution allemande et de la révolution mondiale.

Pour conclure, nous vous invitons à nous envoyer de nouveau des représentants de votre parti et autant que possible de simples ouvriers, afin que nous puissions une fois encore discuter avec eux de nos résolu-

tions que vous mésinterprétez et de vos erreurs dans toute une série d'importantes questions de tactique.

Vive l'unité de l'Allemagne Communiste!
Vive la Révolution allemande! Vive la Révolution mondiale!

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Moscou, 26 août 1920.

A la gauche marxiste de la social-démocratie tchéco-slovaque et aux groupes communistes de Tchéco-Slovaquie

Chers et estimés camarades!

A l'occasion du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif de la III^e Internationale a reçu des renseignements plus circonstanciés sur le développement du mouvement communiste en Tchéco-Slovaquie et notamment, sur la tactique de la gauche marxiste de la social-démocratie tchéco-slovaque et des autres groupes communistes du pays. Le Comité Exécutif se réjouit de voir le prolétariat tchéco-slovaque manifester une compréhension de plus en plus profonde des méthodes de la lutte de classes révolutionnaires.

Le Comité Exécutif a pris note des tendances de la gauche marxiste qui s'efforce de propager dans les rangs du prolétariat social-démocrate les idées et les principes de la III^e Internationale. Cette tactique de travail au sein de l'ancien parti est en accord avec les résolutions antérieures du Comité Exécutif. Mais le Comité Exécutif croit de son devoir d'indiquer le ferme de désagrégation de la politique communiste que contient l'appel prononcé d'un ton absolu: „Tout pour l'unité du Parti". L'action au sein même d'un parti ne doit jamais amener à des attitudes politiques qui pourraient être considérées par les ouvriers comme des concessions aux besoins gouvernementaux ou administratifs de l'ordre bourgeois. L'approbation par la fraction parlementaire de la gauche marxiste de la déclaration de gouvernement de coalition a payé d'un prix trop élevé la présence des éléments communistes au sein du vieux parti social-démocrate. En outre, certains points de la déclaration qui ont trait à l'attitude de la gauche marxiste au Parlement sont en désaccord avec la tactique parlementaire de l'Internationale Communiste, telle qu'elle est aujourd'hui clairement établie par les thèses admises à notre 2^e Congrès mondial.

Le Comité Exécutif est convaincu que la gauche marxiste fera tout ce qui dépend d'elle pour situer le mouvement ouvrier de Tchéco-Slovaquie sur la plateforme des thèses adoptées par le 2^e Congrès et remplir les tâches qu'elle s'est assignées par la déclaration adoptée au Congrès du Parti. En remplissant ainsi

son devoir révolutionnaire, la gauche marxiste répondra de la meilleure façon aux aspirations des couches profondes du prolétariat.

Le Comité Exécutif espère que les groupes communistes de Tchéco-Slovaquie auront en vue la formation d'un parti communiste unique et combattront avec énergie les manifestations de l'esprit de secte.

Le Comité Exécutif attend avec assurance la formation par la gauche marxiste et par les groupes communistes de Tchéco-Slovaquie d'un front communiste unique dans tout le pays. Le mouvement communiste en Tchéco-Slovaquie doit prendre dans la plus brève échéance l'initiative de créer un parti communiste centralisé unique qui devra comprendre le prolétariat révolutionnaire de toutes les nationalités peuplant le territoire de Tchéco-Slovaquie.

Le Comité Exécutif, en sa qualité de représentant du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, a accueilli avec joie les informations qui lui sont parvenues sur le développement rapide du mouvement ouvrier révolutionnaire en Tchéco-Slovaquie, mouvement qui se détourne de plus en plus de la politique nationaliste-opportuniste pour appliquer une tactique de classe révolutionnaire sans compromis. Le Comité Exécutif suit avec intérêt les manifestations révolutionnaires du prolétariat tchéco-slovaque et surtout ses démonstrations de classe contre la politique interventionniste des Etats capitalistes envers la Russie des Soviets. Le Comité Exécutif a la ferme espérance que le prolétariat tchéco-slovaque ne tardera pas à adopter entièrement les principes de la III^e Internationale et à déployer victorieusement, en plein accord avec le prolétariat des autres pays de l'Europe, le drapeau de la révolution sociale.

Salut révolutionnaire.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Moscou, 26 août 1920.

L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

La plupart des camarades des partis communistes ne connaissent que vaguement les organisations de la jeunesse et leur union internationale. Le mouvement international de la jeunesse existe pourtant déjà depuis une trentaine d'années; il a joué et il joue un grand rôle dans la révolution communiste mondiale.

Les premières jeunesses socialistes se fondèrent dans les pays de l'Europe occidentale vers 1880 et se répandirent rapidement dans tous les pays du monde capitaliste. Elles entreprirent une campagne contre l'exploitation du travail des adolescents et des enfants qui, assez développée dans la grosse industrie, sévissait surtout dans les petits ateliers, au grand détriment physique et moral des apprentis et des demi-ouvriers. Elles déclarèrent la guerre au militarisme qui emprisonnait les jeunes prolétaires dans les casernes, empoisonnait les masses d'un patriotisme stupidement haineux et d'un esprit propice à toutes les aventures impérialistes des gouvernements bourgeois. Elles opposèrent à l'idéologie bourgeoise nationaliste de l'école, de la presse, des unions bourgeoises de la jeunesse et des autres organes des classes dirigeantes, l'éducation socialiste de la jeunesse prolétarienne.

En 1907 eut lieu, sous la présidence de Karl Liebknecht le premier congrès international des jeunesses socialistes. Il fonda l'Internationale de la Jeunesse. A ce moment les jeunesses socialistes étaient faibles. L'Internationale ne groupa que quelques dizaines de milliers de jeunes prolétaires. Mais le mouvement allait en s'élargissant; à la veille de la guerre il atteignait des proportions imposantes: c'est ainsi que la "Jeunesse Ouvrière" allemande avait alors près de 100.000 membres. Au cours de leur développement, de nombreuses organisations avaient modifié leur forme d'organisation et la nature même de leur travail. La lutte des partis social-démocrates opportunistes et des syndicats réformistes contre l'esprit révolutionnaire et l'indépendance du mouvement de la jeunesse prolétarienne provoqua en Allemagne, en Hollande et dans quelques autres pays l'institution, sur les anciennes jeunesses d'une tutelle social-patriote (qui se manifestait souvent par la nomination des Comités de jeunesse par le parti et les syndicats) dont les efforts tendent à remplacer l'action "antimilitariste par les sports, les distractions et l'enseignement.

Les jeunesses révolutionnaires autonomes ne subsistèrent que dans quelques pays. Quand éclata la guerre, la jeunesse prolétarienne d'abord entraînée elle aussi, fut la première à se ressaisir de la griserie patriotique et, guidée par Karl Liebknecht, à relever le drapeau rouge. Les organisations autonomes de la jeunesse adoptèrent tout de suite des positions révolutionnaires, progressant rapidement dans la voie qui va de Zimmerwald à Moscou. En Allemagne, en Autriche et dans quelques autres pays une scission se produisit dont le résultat fut la réaction à côté des anciennes jeunesses social-patriotes ou centristes, des organisations communistes. Aux organisations révolutionnaires de la jeunesse de tous les pays revient le mérite d'avoir soutenu une lutte inlassable contre la guerre et contre le social-patriotisme à l'époque où la trahison des partis socialistes, créait une situation désespérée.

L'Internationale de la Jeunesse se remit promptement des premiers coups de la tuerie impérialiste. Dès avril 1915 elle tenait à Berne une conférence internationale. Les jeunesses de tous les pays devaient y creuser la première sape sous l'édifice de la paix sociale, outre le capital et le travail, dont les fondements paraissaient alors inébranlables. Le Secrétariat international de la jeunesse qui avait été pendant la guerre l'Internationale de la Jeunesse, organisa les journées antimilitaristes et résolu révolutionnairement toutes les questions ayant droit à l'action internationale pour le socialisme et pour le mouvement des jeunes (ce qui avait valu à nombre de ses membres et aux rédacteurs de son organe les persécutions des autorités "démocratiques" suisses) sut montrer au monde que pour les jeunesses la solidarité des prolétaires de tous les pays, loin d'être un mot creux, est une chose sacrée.

Aussi, quand la révolution d'Octobre vainquit en Russie et que s'élevait au-dessus des vagues toujours plus hautes de la révolte internationale des travailleurs l'Internationale Communiste, les jeunesses de tous les pays furent-elles les premières à défendre ses mots d'ordre: dictature prolétarienne et pouvoir des Soviets. De leurs rangs sortirent les cadres et souvent les leaders des nouveaux partis communistes. Dans certains pays (Espagne, Belgique, Suède, Danemark) les jeunesses forment même les partis communistes.

En novembre 1919 avait lieu à Berlin le Congrès de l'Internationale de la Jeunesse. A l'unanimité il décida l'adhésion à la III-e Internationale. Il adopta un nouveau programme du mouvement international des jeunes, fixant les tâches essentielles des jeunes communistes. Action directe pour le pouvoir des soviets en étroit accord avec les partis communistes, insurrection communiste de la jeunesse, action antimilitariste au sein même de l'armée bourgeoise, organisation des gardes-rouges, lutte pour la réorganisation socialiste du travail (uniquement possible en période de dictature prolétarienne) et pour l'instruction des jeunes,—tels est le programme tracé aux jeunes prolétaires de tous les pays par le Congrès de Berlin. Un centre des jeunes internationalistes était enfin créé; le laps de temps très court qui s'est écoulé depuis sa fondation lui a suffi pour prouver qu'il est véritablement le quartier-général de la Jeunesse internationaliste.

C'est ainsi que le II-e Congrès de la III-e Internationale, auquel participèrent des délégués des jeunes, se trouva en présence d'un mouvement puissant, tant par la qualité que par la quantité de ses adhérents: car l'Internationale de la Jeunesse

n'organise pas moins de 45.000 jeunes gens des deux sexes. On conçoit que la question du mouvement des jeunes ait été considérée par le Congrès, avec le plus grand sérieux, sous les aspects de la politique, de l'éducation et de l'organisation. La III-e Internationale a décidément rompu l'hostilité de la III-e Internationale à l'égard de la jeunesse, tradition contre laquelle Karl Liebknecht et bien d'autres révolutionnaires se sont constamment insurgés. La III-e Internationale a pu, elle, se convaincre dès le processus de la formation, de l'énorme importance des jeunes communistes pour la révolution.

Le Soviet révolutionnaire du prolétariat mondial a passé sa revue armée du travail dont l'Internationale de la Jeunesse Communiste a formé les colonnes d'assaut. Et nous savons que ses décisions doubleront et tripleront la puissance combattive, l'organisation de fer et l'ardent enthousiasme de ces centaines de milliers de jeunes gens qui forment les réserves de la dictature prolétarienne.

Lazare CHATZKY.

LETTRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE LA JEUNESSE AU I-ER CONGRÈS INTERNATIONAL DES ÉTUDIANTS COMMUNISTES

Camarades!

La Jeunesse internationale prolétarienne, récemment constituée en Internationale de la Jeunesse Communiste et professant la lutte de classe, salue avec joie le Congrès International des Etudiants socialistes et Communistes qui s'est hardiment prononcé en faveur de la révolution mondiale et de l'Internationale de la classe ouvrière.

En qualité d'organe exécutif de l'Internationale de la Jeunesse, dont l'organisation est déjà terminée, nous avons mandaté des délégués à votre congrès, mais nous croyons devoir vous faire aussi connaître, par ce message, nos positions de principe à l'égard des questions figurant à votre ordre du jour. A en juger par le texte de votre invitation au congrès, le fait que seule la lutte révolutionnaire et la victoire de la classe ouvrière peuvent sauver le monde d'une ruine totale, est pour vous hors de doute.

Nous sommes persuadés que vous repousserez énergiquement toutes les tentatives qui seront faites en vue d'organiser l'Internationale des Etudiants sur la base du social-patriotisme et que vous rejetterez tous les éléments enclins à les soutenir. Nous sommes persuadés que la jeunesse intellectuelle ne peut, avec sa lucidité d'esprit, édifier son union sur la vague idéologie du "centre" socialiste. Mais ce n'est pas un élément suffisant pour décider la question de la forme dans laquelle les étudiants, heureux possesseurs des richesses spirituelles, prendront part

à la lutte du prolétariat, à la révolution sociale. Trouver à ce sujet la solution—tel est le premier but de votre congrès. Selon la décision que vous prendrez, l'Union des Etudiants socialistes vivra ou tombera en ruines.

L'expérience de la révolution russe et de la révolution hongroise a démontré quelle énorme importance a pour la conquête la défense et la consolidation de l'état prolétarien, le concours le plus large des forces intellectuelles et scientifiques des spécialistes instruits. On peut donc saluer avec joie, comme un progrès dans l'œuvre de libération du prolétariat, l'offre de collaboration volontaire pure des intellectuels bourgeois d'un esprit révolutionnaire. L'expérience de la lutte pure révolutionnaire nous montre cependant aussi que cette collaboration ne peut avoir une importance active et durable, que si elle est entièrement subordonnée aux lois extérieures et intérieures de la lutte politique et économique du prolétariat. Cette subordination est indispensable même dans le domaine intellectuel,—car, l'intellectuel-révolutionnaire doit s'imprégner de psychologie prolétarienne, afin de combattre l'esprit individualiste des intellectuels. L'expérience de la révolution russe nous a enfin confirmé que, plus la lutte de la classe ouvrière se rapproche de la phase des offensives révolutionnaires ouvertes, plus le moment décisif et imminent,—et plus le prolétariat organisé doit concentrer ses forces vers un but unique, la conquête, la défense et la con-

solidation du pouvoir politique et économique. Cette revendication reléguée au dernier plan toutes les autres qui ne seront réalisables que lorsque le pouvoir prolétarien aura une existence assurée.

Le dernier congrès des organisations de la Jeunesse prolétarienne a donc adopté la décision suivante, exposée dans son programme politique et dans les thèses principales de l'Internationale Communiste de la Jeunesse, article 12:

„L'Internationale Communiste de la Jeunesse tient pour superflue l'existence des organisations distinctes des intellectuels socialistes. Les révolutionnaires intellectuels sincères doivent entrer dans les organisations de la Jeunesse prolétarienne, où règnent une égalité et une camaraderie absolues. La création de groupes de la Jeunesse intellectuelle, au sein des organisations générales de la Jeunesse, doit être réglementée séparément dans chaque pays“.

De sorte que la question de la forme que peut revêtir la participation des étudiants-socialistes à la lutte révolutionnaire, est pour nous décidée. Nous soumettons cette solution à votre appréciation. Elle exige de votre part une démarche semblable à celle qui fut faite par les organisations de la jeunesse ouvrière, lorsqu'elles reléguèrent au second plan toutes les revendications spéciales et tous les buts propres de la Jeunesse afin d'obtenir l'unité de front, et reçurent à ce prix le droit d'affirmer qu'elles se sont mis au premier rang dans la lutte prolétarienne révolutionnaire.

De même que nous sommes unifiés dans le combat politique, non à côté de la 3^e Internationale, mais en y adhérant déjà sans réserves, nous vous invitons à entrer en votre qualité d'organisation socialiste de la Jeunesse, dans notre Internationale de la Jeunesse.

De même que nous avons pris en considération dans les limites de cette organisation générale, les particularités de tous les groupements de la Jeunesse, dans leur union avec l'organe central, international, nous tenons à vous indiquer la possibilité du travail intellectuel commun à l'intérieur du parti et

à l'intérieur des organisations de la Jeunesse, et la possibilité de créer un bureau central d'information internationale dont l'activité correspondrait avec les conditions spéciales du travail intellectuel.

Nous espérons que vous tirerez toutes les conséquences pratiques de ce fait que vous reconnaissez aussi: la société entre dans la lutte finale et décisive et pour laquelle il est nécessaire de grouper étroitement toutes les forces.

Marchez sur les traces des camarades qui vous appellent, regardez à l'Orient, regardez les étudiants-révolutionnaires russes qui pendant des dizaines d'années de pénible lutte, ont commis des sacrifices sans précédents, ont versé jusqu'aux dernières gouttes de leur sang pour la classe ouvrière. Et ceux d'entre eux qui n'ont pas été les victimes des bourreaux du tsar, qui n'ont pas succombé dans les ténèbres de l'exil, voient maintenant qu'ils avaient raison de renoncer à tout ce qu'ils possédaient, de se solidariser sans condition avec le prolétariat, de ne point se laisser séduire par les douces chansons de la justice „démocratique“, de la réconciliation des classes, de l'intelligence supérieure aux classes qui devrait unir tout le monde.

Camarades, il vous appartient de prendre une semblable décision. Une grande responsabilité vous incombe. Et vous connaissez cette loi: pendant la période d'accentuation des contradictions de classes, toute décision insuffisamment rectiligne sème le trouble dans les rangs des combattants et mène directement à la contre-révolution.

Camarades!

Nous croyons à la force de l'évolution historique, qui, aujourd'hui ou demain ouvrira les yeux à ceux d'entre vous qui ne voient pas encore. Nous croyons qu'à l'aide de cet esprit dont est animée l'invitation que vous nous avez adressée vous guidera dans la bonne voie. Nous sommes convaincus que vous serez à nos côtés dans la dernière lutte gigantesque pour l'établissement de la société communiste.

Salut révolutionnaire.

RÉSOLUTION ET THÈSES ADOPTÉES PAR LE CONGRÈS DE LA JEUNESSE SOCIALISTE DE SUISSE

(AARAU, PRINTEMPS 1920)

La jeunesse prolétarienne étant une partie du prolétariat, la lutte d'émancipation que poursuit toute la classe ouvrière dans le processus de la lutte de classe, est, en même temps, une lutte pour l'émancipation de la jeunesse. Pénétrée de conscience de classe, la Jeunesse entre à son tour dans la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme, aux côtés du prolétariat qui combat pour s'affranchir du salariat. Ainsi, les tâches de la jeunesse concordent pleinement avec celles du prolétariat, en gé-

ral.

Le mouvement socialiste de la jeunesse au sein de la classe ouvrière, ne cherche à solutionner que celles de ses tâches particulières qui ont trait à ses intérêts spéciaux.

Le mouvement socialiste libre de la jeunesse suisse doit faire concorder ses problèmes politiques et économiques avec la conjoncture de l'heure présente et avec l'état correspondant du mouvement international de la lutte de classe du prolétariat. Or, la situation économique du moment historique actuel a pour trait caractéristique l'effondrement

en cours du système capitaliste de l'économie publique et de la domination de la classe bourgeoise s'appuyant sur ce système, effondrement provoqué en fin de compte par la guerre mondiale. Dès le début de la guerre, il en est résulté une orientation nouvelle pour tout le mouvement ouvrier socialiste: en certains pays, ce mouvement a revêtu le caractère d'un mouvement révolutionnaire international plus ou moins puissant et victorieux selon les conditions réelles de tel ou tel pays. En face du système capitaliste ébranlé, la nouvelle disposition de guerre du prolétariat mondial a trouvé son expression, la plus claire et la plus logique dans le mouvement communiste, dont la III-e Internationale est le foyer d'organisation. Les principes de la III-e Internationale se fondent sur la conviction que le moment où la guerre mondiale fut déchaînée est pour le prolétariat le début d'une époque révolutionnaire décisive, c'est-à-dire le début d'une période au cours de laquelle, par le renversement de la bourgeoisie et l'institution de la dictature du prolétariat, aux fins d'abolition de toutes les distinctions de classe, un régime communiste économique et social entièrement nouveau sera créé en même temps qu'une culture correspondante. De ce fait, il en découle pour le prolétariat, par rapport à la période d'avant la guerre, des tâches bien inconnues. Le prolétariat n'a plus besoin de combattre pour l'amélioration des conditions sociales de la classe ouvrière dans les cadres de l'ordre et de la domination bourgeoise qui trouve son expression dans le Parlement; il doit, en dédaignant le régime bourgeois et en le discréditant aux yeux des masses, préparer et mener à bonne fin, par des actions énergiques, la lutte décisive pour le communisme. Or, ces nouveaux problèmes imposent aux organisations économiques et politiques existantes la nécessité de modifier radicalement non seulement leurs méthodes de lutte qui dans une grande mesure étaient conditionnées jusqu'ici par le réformisme et tout particulièrement par le parlementarisme, mais de renoncer aussi à leur caractère petit-bourgeois qui s'accommode si bien de la lutte politique parlementaire. Le parti socialiste révolutionnaire doit préparer désormais le prolétariat à la révolution et à son accomplissement en prenant sur lui d'assumer les tâches qui suivent:

1) Propagande communiste parmi les masses ouvrières.

2) Création et direction d'organisations capables d'accomplir la révolution et de former une base organisée sur laquelle s'élèvera l'édifice communiste (système des soviets).

3) Direction et conduite de l'action des masses ouvrières qui tendent à l'instauration du régime communiste.

La construction du parti révolutionnaire doit se faire par en bas; il a pour base la masse révolutionnaire, les fabriques et usines et leurs comités révolutionnaires; il n'y a plus de place pour une direction par en haut, pour celle des chefs qui s'accommode de la lutte parlementaire et dont la tâche principale est de siéger en qualité de représentants de la classe ouvrière, aux cabinets ministériels, aux Parlements et autres bonnes institutions cuirassées, bien à l'abri du contrôle direct des travailleurs et qui ont pour but de maintenir et de consolider le régime bourgeois. Si jusqu'ici le parti

comme tel était en grande partie le but principal de l'activité du parti, aujourd'hui, cet état de choses doit cesser. Désormais le parti ne doit être qu'un moyen pour animer et pousser constamment en avant le mouvement communiste dans les rangs de la classe ouvrière.

Le parti social-démocrate suisse représente, si l'on en juge par ses méthodes de lutte et par sa structure intérieure, une organisation politique pénétrée de haut en bas d'esprit petit-bourgeois et basée sur des principes qui avaient une importance au point de vue direction et qui pouvaient être admissibles à l'époque prérévolutionnaire mais qui sont surannés à l'heure actuelle et qui insufflent au parti un esprit de plus en plus réactionnaire, en faisant un frein qui retarde la progression du mouvement révolutionnaire. Le parti représente une organisation parlementaire typique se traînant à la remorque des chefs et incapable, de ce fait, de révolutionner les masses et de les préparer à instituer un régime économique et social-communiste. En faisant des élections et des votes son centre de gravité, le parti détourne ainsi l'attention des travailleurs du vrai but de la lutte de classe. En conséquence, l'organisation socialiste de la jeunesse ne se présente au parti que sous l'aspect d'une école de conscrits, ayant pour but d'éduquer des éléments propres à son activité politique petite-bourgeoise, bien disciplinés et obéissant à tout mot d'ordre des chefs.

A l'encontre du parti social-démocrate allemand, l'organisation socialiste de la jeunesse, pendant toute son activité d'avant-guerre, c'est-à-dire au début de l'époque révolutionnaire, avait un point de vue révolutionnaire, et l'a prouvé par le vote des thèses que l'on connaît et qui furent approuvées le 20 juillet 1919 à Olten, par une Assemblée Extraordinaire de délégués. Cet acte a placé l'organisation socialiste de la jeunesse sur la plate-forme de la III-e Internationale et aujourd'hui elle adhère à l'Internationale Communiste de la Jeunesse déjà réunie à la III-e Internationale. Cette position politique ne permet plus à l'organisation socialiste de la jeunesse de maintenir plus longtemps une liaison organique avec un parti tel que le parti social-démocrate suisse et d'être pour lui une école de conscrits; aussi l'organisation socialiste de la jeunesse se déclare-t-elle indépendante du parti sus-mentionné, ainsi que de tout autre parti politique. La tâche politique de l'organisation socialiste de la jeunesse est de former au sein de la jeunesse prolétarienne des combattants révolutionnaires pour la cause communiste, élevés dans l'idée et dans l'esprit de la III-e Internationale; aussi, l'organisation socialiste de la jeunesse est-elle heureuse de prendre place dans les rangs avancés des combattants qui luttent pour la libération immédiate du prolétariat et de participer, en qualité d'avant-garde, à toutes les actions et combats des masses ouvrières révolutionnaires. Mais l'organisation socialiste de la jeunesse ne pourra s'acquitter de cette tâche qu'à la condition de rester, dans tout son travail d'organisation, un mouvement de la jeunesse indépendant et libre de toute liaison organique avec les vieux partis politiques. Cependant, l'organisation tout entière, ainsi que ses diverses sections et filiales, peuvent passer, pour des raisons concrètes, des compromis avec les partis politiques,

aux fins d'un appui réciproque dans la lutte de classe, sans toutefois porter atteinte à l'indépendance de l'organisation socialiste de la jeunesse. Voilà pourquoi l'organisation socialiste de la jeunesse agit en parfait accord avec les camarades de l'aile gauche du parti social-démocrate suisse et du parti communiste, leur venant en aide partout où ils ne sont que quelques éléments isolés, et se chargeant autant que possible de leur travail.

Etant donné que la jeunesse prolétarienne de nos jours est tenue de défendre non seulement ses propres intérêts, du moment qu'elle est appelée à supporter tout le fardeau de l'édification communiste, l'organisation socialiste de la jeunesse doit assumer une tâche d'une haute importance qui est celle d'éduquer les jeunes prolétaires en vrais commu-

nistes, d'en faire des hommes capables de collaborer intellectuellement et moralement, à l'œuvre de création de la culture communiste. Et c'est précisément dans ce but qu'une complète indépendance est nécessaire parce qu'on ne peut éduquer des socialistes que dans des conditions où l'on est libre de tous les buts de parti petit-bourgeois étroits et enchaînés par les mots d'ordre et les dogmes des leaders. Il n'y a que l'éducation entièrement libre, où le jeune esprit se développe sans être entravé par des gens trop mûrs et retardataires, qui puisse rendre le jeune prolétaire capable et digne de passer du «royaume de la nécessité», c'est-à-dire du salariat au royaume de la liberté où toutes les forces créatrices de l'homme pourront se développer librement.

LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

1) Le développement prodigieux du régime et de la production industrielle capitalistes a conduit le capitalisme à une phase nouvelle de sa marche progressive: l'impérialisme. Cette phase a pour trait caractéristique la création incessante de trusts, de syndicats, de compagnies, et la domination de la haute finance. La politique coloniale, engendrée par la nécessité d'écouler les produits fabriqués et par le besoin de matières premières, ainsi que la concurrence des diverses cliques nationalistes et capitalistes, déterminent inévitablement et fatalement les guerres impérialistes. La conflagration de 1914-1918, dont les conséquences ne peuvent être liquidées par les efforts de la société capitaliste, a désorganisé et ruiné la vie économique de la plupart des pays capitalistes. Les terribles calamités de la guerre—la disette, la faillite financière et économique, l'extermination de millions d'êtres humains—ont conduit la population du monde entier dans une si lamentable situation dont l'unique issue ne peut être que la révolution sociale universelle. Toutes les conditions matérielles nécessaires pour ce bouleversement universel sont mûres depuis longtemps. Les classes sociales se partagent maintenant en deux camps diamétralement opposés et leurs rapports sont extrêmement tendus. La victoire de la révolution dépend de la volonté et de l'énergie du prolétariat international. La voie qui conduit au socialisme passe par la dictature du prolétariat, dont le trait caractéristique est le pouvoir des soviets révolutionnaires. La tâche immédiate et urgente de la classe ouvrière est la lutte pour le renversement du pouvoir politique et économique, pour l'abolition du militarisme et pour l'établissement de la dictature du prolétariat. Mais pour que cette lutte soit victorieuse, il faut que le prolétariat en finisse définitivement avec la II^e Internationale, embourbé

dans un marais de réformisme et de compromis avec la bourgeoisie et qui cherche à sauver la société bourgeoise, trahissant ainsi toute la classe ouvrière: il faut, pour cette victoire, que les masses ouvrières se rassemblent sous le drapeau de l'Internationale Communiste, chef et leader du prolétariat dans sa lutte révolutionnaire. Il importe à une époque révolutionnaire, que le peuple se serve, en premier lieu, de moyens de lutte révolutionnaire en masse (manifestations, grèves isolées et générales, insurrections armées). Mais, en même temps, le prolétariat ne peut pas renoncer, en principe, aux autres moyens de lutte politique, y compris le Parlement. La participation au Parlement dépend de la conjoncture politique du moment et chaque pays doit résoudre cette question à sa guise et conformément à ses intérêts spécifiques.

2) Si la situation des ouvriers adultes sous le régime capitaliste est exceptionnellement dure, celle de la jeunesse ouvrière est intolérable. Des salaires très bas, une longue journée de travail et un traitement barbare de la part des patrons et des contre-maitres, tels sont les traits caractéristiques de la situation des jeunes ouvriers. Dans les professions, où les apprentis dépendent entièrement des contre-maitres, la situation est pire. Ici, l'exploitation sans bornes des jeunes ouvriers ralentit leur développement physique et intellectuel. L'Etat bourgeois n'accorde à la jeunesse ouvrière en fait d'instruction que le strict nécessaire pour exploiter jusqu'au bout les jeunes ouvriers qui ne représentent pour le régime capitaliste que du bétail utile et zélé. La bourgeoisie cherche à entraîner la jeunesse dans la sphère de ses idées. Les écoles, les unions de la jeunesse, cléricales et bourgeoises, ainsi que la militarisation, ont pour but de détourner la jeunesse prolétarienne de la lutte pour le socialisme et d'en

former des soldats dévoués à la cause impérialiste. La guerre mondiale a considérablement empiré cet état de choses: des millions de jeunes prolétaires, vulgaire chair à canon, ont été envoyés sur le front, et des millions ont été incorporés dans les diverses branches de l'industrie militarisée.

Mais l'État et les patrons, exploitant la jeunesse jusqu'à son épuisement physique et moral, ne lui accordent que le minimum de droits politiques et individuels. Cet état des choses pousse la jeunesse ouvrière, en tant que partie de la classe ouvrière, à une lutte sans merci contre l'impérialisme.

3) La création d'organisations isolées de la jeunesse prolétarienne dépend des conditions suivantes: 1) de la situation de la jeunesse dans le processus de la production industrielle et dans la société; cette situation force la jeunesse à lutter pour ses propres intérêts (réforme du travail, réorganisation de l'école, etc.); 2) des particularités psychologiques de la jeunesse (rôle prédominant du sentiment qui l'emporte sur la raison, savoir-faire pratique, capacité de ressentir vivement toutes les choses nouvelles et révolutionnaires, disposition constante aux sacrifices et à l'action); 3) de la nécessité de méthodes spéciales pour l'éducation socialiste et révolutionnaire de la jeunesse (action indépendante d'organisation, participation active aux autres organisations politiques, etc.) et généralement de l'application de toutes les méthodes qui facilitent aux jeunes ouvriers l'acquisition des qualités de champions de classe et de protagonistes de la révolution.

4) La jeunesse ouvrière est l'élément le plus actif et le plus révolutionnaire du prolétariat. À l'heure présente, les tâches les plus importantes de l'organisation communiste de la jeunesse sont: propagande incessante parmi les masses ouvrières, organisation et réalisation d'actions politiques, lutte active pour la doctrine communiste, participation au renversement du régime et du pouvoir capitalistes et éducation de la jeunesse dans l'esprit foncièrement communiste.

5) Les organisations de la jeunesse communiste luttent énergiquement contre tous les partis bourgeois, contre les socialistes de la droite, les valets fidèles et dévoués de la bourgeoisie (Scheidemann, Renner, Bissolati, Renaudel, Henderson, Gompers, Trulstra, Branling, Vandervelde et autres) et contre le «centre» socialiste (Kautski, Macdonald, Robert Grimm, Bauer et autres) dont les hésitations soutiennent la société capitaliste. Elles combattent également l'idéologie syndicaliste qui se montre hostile à toute lutte politique pour la conquête de la dictature prolétarienne, qui renie le droit d'un parti politique de diriger cette lutte et qui repousse l'idée de la centralisation prolétarienne. Elles luttent de même, contre l'idéologie anarchiste qui ne reconnaît pas du tout l'État prolétarien, comme une étape sur la voie du régime capitaliste au régime communiste, et qui fait une propagande d'idées qui relèvent l'esprit petit-bourgeois dans le domaine économique. Elle livre une lutte analogue à toutes les organisations de la jeunesse qui adhèrent aux partis sus-mentionnés. Dans leur lutte politique,

les organisations de la jeunesse marchent de concert avec le parti ou la fraction locale qui ont adhéré à la III^e Internationale ou s'inspirent généralement du programme de l'Internationale Communiste.

Quant aux rapports d'organisation avec le parti, ils sont fixés par les deux principes fondamentaux qui suivent: 1) indépendance complète de la jeunesse et 2) contact étroit et soutien réciproque.

6) Bien que les organisations de la jeunesse communiste mènent sans cesse une lutte énergique contre le militarisme bourgeois, sous toutes ses formes idéalistes et pratiques, elles n'en défendent pas moins pour cela les idées du libéralisme pacifique. Elles savent que la classe ouvrière, pour renverser l'impérialisme et pour défendre sa dictature prolétarienne contre les retours offensifs de la bourgeoisie, sera forcée de combattre à main armée le militarisme bourgeois; la jeunesse communiste doit choisir comme mots d'ordre: armement du prolétariat et formation d'une armée rouge.

7) La lutte pour l'amélioration de la situation économique de la jeunesse prolétarienne est la tâche la plus importante de toutes les organisations de la jeunesse. Une réforme radicale des conditions de travail n'est possible que sous le régime communiste. Dans la période actuelle où le capitalisme domine en maître absolu, la seule chose possible est l'amélioration partielle de la situation de la jeunesse; encore, ne pourrait-on y parvenir qu'au moyen de la lutte de classes révolutionnaire et d'aucune façon par la collaboration avec les entrepreneurs industriels et l'État bourgeois.

8) Parmi les tâches élémentaires des organisations de la jeunesse se trouve aussi la préparation des champions conscients de la cause prolétarienne et des créateurs et constructeurs de la future société communiste. Mais l'on acquiert la conscience communiste et l'esprit de combattivité non seulement à force d'une participation active à la lutte politique, mais aussi par une éducation théorique socialiste qui est, elle aussi, une arme de lutte très puissante contre l'idéologie bourgeoise. L'instruction socialiste unie à une participation active à la lutte politique, voilà les méthodes d'éducation des jeunes champions prolétariens.

9) Les organisations communistes de la jeunesse peuvent se poser en outre comme tâche d'éducation générale de la jeunesse dans un esprit marxiste et relever ainsi le niveau de son développement intellectuel. La jeunesse ouvrière doit arracher à la bourgeoisie tous les trésors de la science humaine, dont les ouvriers ont besoin pour mener la lutte pour l'émancipation du prolétariat. La jeunesse ouvrière doit se rendre maîtresse des voies qui conduisent vers la science, vers la littérature et vers l'art. Elle doit produire non seulement des ouvriers honnêtes et de courageux soldats, mais aussi des savants, des techniciens, des organisateurs, des philosophes, des poètes et des peintres pour la nouvelle société communiste. La jeunesse ouvrière et ses organisations sont appelées à se mettre à la tête de travaux

ayant pour but la formation de la nouvelle culture dans l'esprit de la doctrine communiste.

10) Les organisations communistes doivent faire de la jeunesse prolétarienne des hommes sains d'âme et de corps. Aussi, ont-elles également soin de la formation physique de la jeunesse. Ce travail, qui ne peut constituer présentement qu'une partie de notre activité générale, a cependant une importance énorme pour la jeunesse ouvrière.

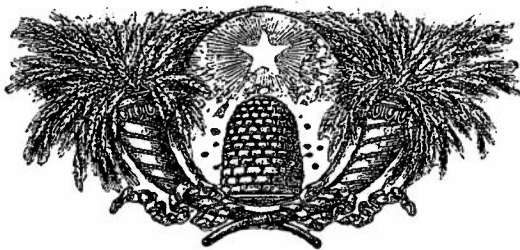
11) Bien que les organisations de la jeunesse communiste cherchent à faire pénétrer leurs idées dans les grandes masses de la jeunesse prolétarienne, elles ne le font pas cependant aux dépens de la clarté de leur programme communiste et de leur tactique. Ce qui importe particulièrement, c'est la propagande que doivent faire les organisations de la jeunesse communiste parmi le prolétariat agricole.

12) L'Internationale de la Jeunesse Communiste estime que toutes sortes d'organisations de la jeunesse intellectuelle socialiste sont inutiles. Les révolutionnaires honnêtes appartenant à la jeunesse scolaire doivent devenir membres de la grande organisation de la jeunesse prolétarienne et s'y conduire en égaux et en camarades parmi d'autres camarades. La formation de groupes de jeunes gens intellectuels au sein des organisations générales de la jeunesse doit être réglementée conformément aux conditions spéciales de chaque pays.

13) A l'époque révolutionnaire actuelle, la lutte du prolétariat ne peut être victorieuse que dans le cas où elle se fera dans une ampleur internationale. Cela est également juste par rapport à la lutte de la jeunesse. Voilà pourquoi les organisations de la jeunesse politiques fusionnent en une seule Internationale de la Jeunesse Communiste, dont la tâche fondamentale est de guider tout le travail et la lutte des organisations de la jeunesse communistes dans les divers pays.

Les décisions de cette Internationale sont strictement obligatoires, pour toutes les organisations de la jeunesse. Son travail pratique consiste dans la propagande et la direction internationales de toutes les actions politiques. Elle a pour tâche de coordonner toute l'activité des organisations de la jeunesse, de l'appuyer moralement et matériellement, de créer des organisations nouvelles et de rapprocher, de cette manière, et mettre en contact étroit les organisations prolétariennes de tous les pays.

14) L'Internationale de la Jeunesse Communiste adopte le programme du premier congrès de l'Internationale Communiste. Le comité central de l'Internationale de la Jeunesse Communiste est rattaché à la III-e Internationale et travaille en étroit contact avec elle.



BIBLIOGRAPHIE

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Les I. W. W. publient actuellement

- En anglais:
1. *The One Big Union Monthly*, mensuel.
 2. *Solidarity*.
 3. *The Industrial Worker*.
 4. *The Fellow Worker*.
 5. *The Textile Worker*.
- En bulgare:
6. *Roboticheska Mysl* (l'Idée Ouvrière).
- En hongrois:
7. *A Felszabadulas*.
- En Italien:
8. *Il Proletario*.
- En yiddisch:
9. *Industrial Arbeiter Stimme*.
- En roumain:
10. *Muncitorul*.
- En lithuanien:
11. *Proletaras*.
- En finlandais:
12. *Tie Vapauteen*.
- En tchéco-slovaque:
13. *Jedna velka unie* (la grande union unique).
- En espagnol:
14. *Solidaridad*.
- En allemand:
15. *Der Klassenkampf*.
- En russe, le premier organe parut à Chicago en 1914, sous un format d'abord restreint, puis augmenté par le succès. Les persécutions des autorités augmentèrent parallèlement au succès de la feuille dans les colonies ouvrières russes. Elle a dû maintes fois changer de titre et s'intitule actuellement *Golos Troujennika* (la voix du Travailleur).

ALLEMAGNE

Parti Communiste Allemand (Union Spartacus)

Organe central: *Die Rote Fahne*, fondé par K. Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Revue de théorie et de pratique du marxisme: *Die Internationale* (fondée en 1919 par K. Liebknecht et Franz Mehring).

L'action pour les Soviets est surtout dévolue à la «Correspondance des Soviets Communistes»—*Kommunistische Raete Korrespondenz*, fondée en 1919. Edition du Comité Central. Parait irrégulièrement.

Die Tribune (éditeur: Karl Schmidt) et *Sowjet* (éd: Otto Kraus) ont un caractère général.

Klara Zetkin édite pour les ouvrières *Die Kommunistin*, paraissant 3 fois par mois.

Der Kommunistische Landarbeiter (le journalier communiste), bimensuel, s'adresse aux travailleurs des campagnes.

Der Pflug (La Charrue), hebdomadaire paraissant le dimanche, s'adresse aux petits paysans. Fondé en 1919. Des brochures sont également publiées à leur intention. Récemment parues: *Paysan, de quoi souffres-tu?* et *Les impôts: comment s'en débarrasser?*

Vient de paraître aussi une brochure de Wilhelm Kari: *La loi des trois classes contre les victimes de la guerre et leurs familles*.

Parti Ouvrier Communiste Allemand (K. A. P. D.)

Le parti n'a que cinq organes paraissant irrégulièrement:

1. *Kommunistische Arbeiterzeitung*, à Berlin.
2. *Mitteilungsblatt*, mensuel, fondé en 1920. Edité par une organisation syndicale de Berlin.
3. *Die Rote Fahne*, à Francfort-sur-le-Mein.
4. *Kommunist*, à Dresde.
5. *Kommunistische Arbeiter-Zeitung*, hebdomadaire, fondé en 1919. Organe du K. A. P. D. et de l'Union Générale des Travailleurs Allemands.

AUTRICHE

Dans les premiers jours de juillet dernier est paru à Vienne le N° 1 du *Proletar*, organe viennois de l'Internationale Communiste. Collaborateurs: Bela-Kun, Joseph Fogany, Georg Lucaez, Eigen Landler, Albert Kirani, Julius Lengiel, etc.

La librairie hongroise *Neus Erde* a fait paraître les ouvrages suivants:

1. *Bela Szanto, La lutte des classes et la dictature du prolétariat en Hongrie*.
2. *Joseph Fogany, La terreur blanche en Hongrie*.

BELGIQUE

Le Parti Communiste belge s'est fondé en 1920. Il est antiparlementaire. Il possède trois organes:

1. *L'Ouvrier Communiste*, bimensuel.
 2. *L'Internationale* (en flamand).
 3. *Le Socialiste*, organe des Jeunes Gardes Socialistes de Bruxelles.
- Parait aussi à Bruxelles, *l'Exploité*, organe ouvrier révolutionnaire.

LA PRESSE COMMUNISTE EN YOGO-SLAVIE.

Le jeune mouvement communiste de Yougo-Slavie a déjà une presse relativement puissante. Énumérons, par contrées:

- Serbie.
- Belgrade: 1. *Radnickke Novina* (Le Journal Ouvrier), quotidien, lire à 14.000.
2. *Cervena Zastava* (Le Drapeau rouge), organe bi-hebdomadaire de la jeunesse, lire à 5.000.
- Ednakost* (l'Égalité), organe des ouvrières, bimensuel, tirage 5.000.
- Boudoutchnost* (l'Avenir) journal pour enfants, bi-hebdomadaire, tirage 5.000.
- Kragujevat: *Radnik* (l'Ouvrier), hebdomadaire, 1.500 ex.
- Outchitelaka Borba*, mensuel, 1.500 ex.
- Pojega: *Narodna Volja* (la Volonté du Peuple), 2.000 ex.
- Bosnie.
- Sarajevo: *Glas Sovobodj* (la Voix de la Liberté), quotidien 5.000 ex.
- Banajuka: *Narodny Glas* (la Voix du Peuple), hebdomadaire paysan, 3.000 ex.

- Croatie.**
 Zagreb: *Nova Istina* (La Nouvelle Vérité), hebdomadaire, 8.000 ex.
 Virovititza: *Proleter*, hebdomadaire, 1.000 ex.
Slavonie.
 Novy Sad: *Radnitchky List* (La Feuille Ouvrière), bi-hebdomadaire, 6.000 ex.
 Osijek: *Radnitchky Reteh* (La Parole Ouvrière), hebdomadaire, 2.000 ex.
 Voukobaré: *Radnitchko Straja* (La Sentinelle Ouvrière), hebdom., 2.000 ex.
Slovenie.
 Lioubliana: *Nachi Zapisky* (Notre Carnet), mensuel, 2.000 ex.
Dalmatie.
 Spalato: *Osvobodjénié* (la Libération) hebdomadaire, 4.000 ex.
Macédoine.
 Skopité: *Socialistichka Zora* (l'Aube Socialiste), bi-hebdomadaire, 3.000 ex.

La librairie est en outre développée. Les brochures suivantes ont pourtant été publiées:

Lénine. L'Etat et la Révolution. La Plate-forme de la III^e Internationale.

Dictature prolétarienne et Démocratie.

Zinoviev. La II^e Internationale et les problèmes de la guerre. L'Internationale Communiste, sa fondation.

Radek. De la théorie à la pratique socialiste.
Marx et Engels. Travaux historiques.
 En préparation:
Boukharine. Le programme communiste.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

1. *La Internacional* (Estados Unidos, 1056, Buenos-Ayres), hebdomadaire, organe du Parti Socialiste internationaliste (communiste). Tirage 8.000.
2. *Organización Obrera* (Belgrano, 2545, Buenos-Ayres), organe de la Fédération ouvrière. Tirage 180.000 (Syndicaliste, Soviétiste).
3. *La Claridad* (O'Gormann, 115, Avellaneda), bi-hebdomadaire de la gauche socialiste. 3.000 ex.
4. *La Claridad* (Maza, 2186, Buenos-Ayres), bi-mensuel, socialiste-communiste. 5.000 ex.
5. *Documentos del Progreso* (Casilla de Correo, 1160, Buenos-Ayres), bi-mensuel, édité par le Parti Socialiste-Internationaliste avec le concours de l'Union Communiste russe.

URUGUAY.

Justicia (Canelones, 998, Montevideo). Organe du Parti Socialiste. Rédacteur Emilio Frugoni, député de la gauche socialiste. Paraissent en yiddisch: *Die Jüdische Zeitung* et *Die Presse*, tous deux sympathisant avec la Russie Soviétique.

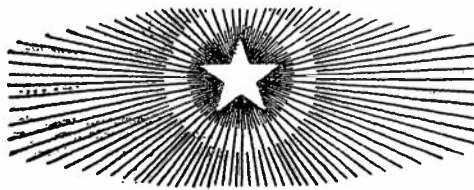


TABLE DES MATIÈRES

contenues dans les N^{os} 1 à 12 de „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

Mai 1919 — Juillet 1920.

I. Manifestes et Appels.		N ^o Page	
Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires de tous les pays	I, 5	<i>Detcheff</i> , Les Tessonaki, Parti Communiste Bulgare. E. K. Les „samedis communistes“	IV, 523
Vive le Premier Mai! Adresse du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux prolétaires de tous les pays	I, 21	<i>Faure</i> , P. Démocratie et bolchévisme	III, 355
A bas la paix de Versailles! Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier	II, 153	<i>Frossard</i> , Discours	XII, 2097
Appels du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier	III, 293	<i>Fryus</i> , A. Le mouvement révolutionnaire en Norvège	X, 1549
Une forme nouvelle d'intervention. Aux ouvriers anglais, français, américains	III, 295	<i>Funk</i> , T. Lettres d'Allemagne	XI, 1867
Aux travailleurs de tous les pays. Sur la terreur blanche en Hongrie	VII-VIII, 1149	<i>Geyer</i> , K. En Allemagne: La social-démocratie indépendante et la dictature du prolétariat	VII-VIII, 1031
Aux travailleurs français (sur la condamnation de Jacques Sadoul)	VII-VIII, 1017	<i>Gorky</i> , M. Hier et aujourd'hui	I, 29
Aux travailleurs de tous les pays. Pour l'anniversaire de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg	VII-VIII, 1153	— Des cultures	II, 175
		— Un livre (Le Feu, d'Henri Barbusse)	III, 317
		— L'Internationale des intellectuels	VII-VIII, 1109
		— Le chemin du bonheur	X, 1733
		— Vladimir Ilitch Lénine	XII, 1967
		— Lettre à Wells	XII, 2229
		<i>Gruber</i> , K. La dernière étape	I, 59
		<i>Guilbeaux</i> , H. La Troisième Internationale et les problèmes actuels du prolétariat français	I, 65
		— De Brest-Litovsk à Versailles	III, 357
		— Les petits papiers de M. Charles Dumas	IV, 503
		— L'influence de la révolution d'octobre sur le prolétariat français	VI, 833
		— De Strasbourg à Moscou	X, 1529
		— La lutte de classe dans la France impérialiste	XI, 1815
		<i>Heveci</i> , J. La révolution économique en Hongrie	III, 331
		<i>Haglund</i> , Z. L'Internationale de l'action	II, 195
		— Quand nous nous réveillerons d'entre les morts	VII-VIII, 979
<i>Adler</i> (Frédéric). Frédéric Adler menace la bourgeoisie autrichienne, mais... (Un avertissement sérieux)	V, 703	<i>Horter</i> , G. La révolution universelle	III, 313
<i>Albert</i> , M. Bienvenue au 1-er numéro de „l'Internationale Communiste“	I, 59	— L'union du prolétariat universel	X, 1501
<i>Alpari</i> , J. La marche de la révolution en Hongrie. <i>Arbati-Rally</i> , C. Le mouvement révolutionnaire en Roumanie	II, 205	<i>Inkipin</i> , A. Une conférence des communistes anglais	XI, 1843
<i>Balabanova</i> , A. Salut aux camarades italiens	VII-VIII, 1053	<i>Ioffe</i> , A. Le premier gouvernement prolétarien	VI, 813
— La révolution d'octobre et les grèves politiques de l'Europe occidentale	I, 53	<i>K</i> . L'activité de l'Union des Comités ouvriers écossais	XII, 2076
<i>Bystriansky</i> , V. Terrorisme et communisme	VI, 835	<i>Kameneff</i> . La dictature du prolétariat	XII, 2041
— Une leçon méritée (échange de radiotélégrammes entre Lédebourg-Cohn et le cam. Tchitchérine)	VII-VIII, 1081	<i>Katayama</i> , S. Le Japon et la Russie des Soviets	IX, 1321
<i>Blanc</i> , A. Hésitations	V, 683	<i>Kemerer</i> , A. (Taratouta). Lettre à Jean Longuet et au Comité pour la reconstruction de l'Internationale	IX, 1281
<i>Blapina</i> , E. Les perspectives de la révolution en France	III, 349	<i>Kohn</i> , F. Polonia militans	VI, 873
— L'ouvrière en Russie soviétique	IX, 1393	<i>Krestinsky</i> , N. Les coopératives de consommation en Russie	VI, 907
<i>Bombacci</i> , N. L'opposition des réformistes à la révolution communiste en Italie	XII, 2135	<i>Kritaman</i> , L. L'autocratie du prolétariat à la fabrique	VI, 915
<i>Boukharine</i> , N. Le dictature du prolétariat en Russie et la révolution universelle	IV, 511	<i>Lénine</i> , N. La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire	I, 31
— La dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale	V, 647	— Salut aux ouvriers hongrois	II, 159
— Fête ou Travail	X, 1735		II, 159

	N ^o Page		N ^o Page
<i>Lénine, N.</i> Les héros de l'Internationale de Berne . . .	II, 179	<i>Ravitch, S.</i> L'Université ouvrière et paysanne du nom de Zinoviev à Pétrograd . . .	X, 1575
— Les tâches de la III ^e Internationale . . .	IV, 471	<i>Reed, J.</i> Le mouvement révolutionnaire en Amérique . . .	VII-VIII, 1047
— Comment la bourgeoisie utilise les ré-négats . . .	V, 643	— I) La terreur blanche . . .	IX, 1325
— L'économie et la politique à l'époque de la dictature prolétarienne . . .	VI, 991	— II) L'essor du mouvement ouvrier . . .	X, 1537
— Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat . . .	VII-VIII, 983	<i>Riazanov, N.</i> La Fondation de la première internationale . . .	VI, 865
— Notes d'un publiciste . . .	IX, 1271	<i>Roebig, V.</i> La République des Soviets en Bavière . . .	II, 201
— La Troisième Internationale Communiste . . .	X, 1503	<i>Roi.</i> Le mouvement révolutionnaire dans l'Inde . . .	XII, 2187
— Le Travail du premier mai communiste . . .	X, 1731	<i>Roland-Holst, H.</i> Les bolchéviks et leur activité . . .	V, 663
— Doit-on militer dans les syndicats réactionnaires? . . .	X, 1717	<i>Rosmer, A.</i> Le Congrès de Glasgow . . .	VII-VIII, 10
— Première esquisse des Thèses sur les questions nationales et coloniales . . .	XI, 1767	<i>Roudniansky, A.</i> Les unions professionnelles et la contre-révolution en Hongrie . . .	V, 671
— Le Communisme de Vienne . . .	XI, 1957	<i>Rudas, L.</i> La révolution prolétarienne en Hongrie . . .	I, 47
— Sur les tâches principales du 2 ^e Congrès de l'Internationale Communiste . . .	XII, 2207	<i>Rulgers, S.</i> Kautsky-Wilson . . .	IV, 497
<i>Lilina, Z.</i> Une année de lutte des ouvriers d'Europe et d'Amérique . . .	XII, 2287	— La Ligne des Nations et les petites nationalités . . .	VI, 877
<i>Loriot, F.</i> "Notre crise" . . .	V, 681	— L'Amérique et la Révolution russe . . .	VII-VIII, 1023
— Révolution ou évolution . . .	VI, 929	<i>Sadoul, J.</i> La Troisième Internationale et la France . . .	I, 63
<i>Lounatcharsky, A.</i> L'Instruction publique dans la Russie des Soviets . . .	II, 225	— Le devoir du prolétariat européen . . .	IV, 497
— L'Instruction populaire dans la Russie des Soviets . . .	IV, 517	— L'esprit de révolution . . .	VI, 829
— L'Instruction populaire dans la Russie des Soviets . . .	VI, .	— Aux ouvriers, paysans de France . . .	VII-VIII, 1017
— Le gouvernement des Soviets et les monuments historiques . . .	VII-VIII, 1103	— La Troisième internationale . . .	XI, 1811
<i>M. Volodarsky.</i> (1891-1918) . . .	III, 365	<i>Semachko, N.</i> La Conservation de la santé publique en Russie Soviétiste . . .	IX, 1367
<i>Maclean, J.</i> La situation des mineurs en Angleterre . . .	III, 321	<i>Serrati.</i> Le mouvement italien . . .	XII, 2131
<i>Manner, K.</i> Le mouvement gréviste en Finlande . . .	XII, 2175	<i>Sirota.</i> La question nationale en Finlande . . .	IX, 1311
<i>Manouïlsky, I.</i> La situation actuelle en France (observations et impressions) . . .	II, 213	<i>Spartacus.</i> L'aventure Kapp-Luttwitz (Lettre d'Allemagne) . . .	X, 1629
<i>Marchlevsky, J.</i> (Karsky). A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Léon Jouguès (souvenirs personnels) . . .	III, 369	<i>Stoatchka, P.</i> 5 mois du régime des Soviets en Lettonie . . .	III, 343
— Que deviendra l'Allemagne? . . .	V, 653	<i>Ström, F.</i> La situation en Suède . . .	XII, 2155
— La Pologne et la révolution mondiale I . . .	VI, 881	<i>Svidersky, A.</i> La lutte contre la famine en Russie . . .	XII, 1849
— La Pologne et la révolution mondiale II . . .	VII-VIII, 1067	<i>Strouze, P.</i> Lettre à M. Ivan Mikhaïloff, membre du gouvernement de l'amiral Koltchak . . .	XII, 2225
— La question agraire et la révolution mondiale . . .	XII, 2051	<i>Tchitchérine, G.</i> La politique extérieure des deux Internationales . . .	VI, 853
<i>Mc. Laine.</i> La situation actuelle en Angleterre . . .	XII, 2066	<i>Timirtseff, K.</i> Une prophétie de Byron sur Moscou . . .	IV, 507
<i>Mc. Laine, Tom Quelch.</i> Le mouvement communiste en Angleterre . . .	XII, 2061	— A propos de l'intervention. Ce que dit un Russe à un Anglais . . .	VI, 847
— La question agraire et la révolution mondiale . . .	XII, 2051	<i>Tomsky, M.</i> Le mouvement professionnel en Russie I . . .	V, 689
<i>Meyer, E.</i> Sur la déclaration de "Loyalisme" du Parti Communiste . . .	XII, 2109	— Le mouvement professionnel en Russie II . . .	VI, 893
<i>Milioutina, B.</i> Le programme économique des communistes . . .	III, 323	<i>Trotsky, L.</i> Grande époque . . .	I, 71
— Deux années de dictature économique du prolétariat en Russie . . .	VII-VIII, 1091	— Lettre aux camarades français . . .	V, 643
<i>Militch, J.</i> Le socialisme en Serbie . . .	III, 335	— La Révolution d'octobre . . .	VI, 809
<i>Münch, E.</i> Les questions du programme dans le P. S. Suisse . . .	II, 197	— Jean Longuet . . .	VII-VIII, 999
— Pour la Troisième Internationale . . .	V, 685	— La Commune de Paris et la Russie soviétiste . . .	X, 1511
<i>Nevsky, V.</i> L'Université communiste du nom de J. M. Sverdlov à Moscou . . .	X, 1557	— Le Travail et la guerre . . .	X, 1733
<i>Nilsen, M.</i> La situation en Danemark en 1920 . . .	XII, 2169	— Du Terrorisme . . .	XI, 1795
<i>Pankhurst, S.</i> La nouvelle guerre . . .	II, 169	— A propos du prochain Congrès de l'Internationale Communiste . . .	XII, 2019
— Le travail et la Ligne des Nations . . .	III, 305	<i>Taipérovitch, G.</i> L'Internationale Syndicale . . .	VII-VIII, 1011
— Ouvriers et social-traités en Angleterre . . .	IV, 485	<i>Varga, E.</i> La Hongrie Communiste . . .	II, 207
— L'Italie et la Révolution . . .	VII-VIII, 1005	<i>Victor, A.</i> Lettres de France (1) . . .	II, 221
<i>Pannekoek, A.</i> Un monde nouveau . . .	II, 163	<i>Vinokouroff, A.</i> L'assurance sociale en Russie Soviétiste . . .	IX, 1379
<i>Pavlovitch, M.</i> L'Ukraine objectif de la contre-révolution internationale . . .	XII, 2211	<i>Wixten, H.</i> L'association suédoise de la jeunesse . . .	XII, 2159
<i>Platten, F.</i> La Troisième Internationale . . .	I, 61	<i>Zetkin, C.</i> A la défense de Rosa Luxembourg . . .	II, 209
<i>Price, M. P.</i> La question polono-allemande en Prusse Orientale et les conditions de la paix . . .	V, 675	— Rosa Luxembourg . . .	III, 299
<i>Radek.</i> Une malheureuse tentative insurrectionnelle . . .	IX, 1801	— Les batailles de 1919 à Berlin et les combattants de la révolution . . .	V, 629
— Le programme d'éducation socialiste . . .	X, 1587	<i>Zinoviev, C.</i> Les perspectives de la Révolution prolétarienne . . .	I, 39
— Le parti communiste allemand pendant la période de l'aventure de Kapp . . .	XII, 2119	— La Social-Démocratie comme instrument de réaction . . .	II, 187
— La question polonaise et l'Internationale . . .	XII, 2187	— Franz Mehring (1846—1919) . . .	III, 361
<i>Raphes, M.</i> Le mouvement communiste juif . . .	IX, 1345	— Deux dates . . .	IV, 461
		— Un acte d'accusation contre la II ^e Internationale . . .	V, 651
		— La révolution russe et le prolétariat international . . .	VI, 819
		— L'Internationale qui meurt et l'Internationale qui se lève . . .	VII-VIII, 1087
		— Les questions les plus pressantes du mouvement ouvrier international . . .	IX, 1287
		— Ce qu'il y a de nouveau dans notre premier mai . . .	X, 1737

	N° Page		N° Page
Zinoviev, G. Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste et ses buts	XI, 1779	Danemark.	
— Ce qu'a été jusqu'ici l'Internationale Communiste et ce qu'elle doit être	XII, 2027	Appel du Parti Ouvrier Socialiste Danois	VII-VIII, 1139
— Quand et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets de députés ouvriers?	XII, 2203	Espagne.	
		La plate-forme du Parti Communiste Espagnol	X, 1665
		Europe.	
		Opinions sur la Conférence de Berne (Raymond Péricat)	III, 383
		Loriot, Toller, Louise Münch, l'Avant Manifeste du Secrétariat de l'Europe Occidentale à tous les partis adhérant à la III-e Internationale	X, 1651
		Thèses directrices sur la tactique de l'Internationale dans la lutte pour la dictature prolétarienne	XII, 2239
III. Documents sur le mouvement international.		Finlande.	
Appel aux ouvriers des pays de l'Entente	IV, 540	Message du Congrès du Parti Communiste Finlandais	V, 727
Aux ouvriers, soldats et marins anglais, français, italiens, américains, suédois, finlandais, esthoniens et serbes	IV, 545	Adhésion des ouvriers finlandais à l'Internationale Communiste	V, 732
Zinoviev, G. Lettre ouverte à Frédéric Adler	IV, 545		
— Manifeste du prolétariat révolutionnaire d'Europe	V, 727	France.	
Lénine, N. Message aux communistes italiens, français et allemands	VI, 939	Lettre de Loriot à l'Internationale jeune de Berne	I, 73
Manifeste du Secrétariat de l'Internationale Communiste pour l'Europe Occidentale	VII-VIII, 1131	Programme du Comité pour le rapprochement des relations internationales	II, 241
Appel aux ouvriers tanneurs de tous les pays	IX, 1415	Les minoritaires français et le bolchévisme (résolution Frossard, Faure, Verfeuil et Loriot)	II, 245
Appel aux travailleurs de tous les pays	X, 1667	Appel du P. S. U. français	IV, 539
Message au prolétariat allemand	X, 567	Salut des communistes français aux camarades communistes des autres pays	X, 1655
A tous les combattants de la cause communiste	X, 1669	Manifeste du Comité de la III-e Internationale aux Socialistes français	X, 1657
Message à la III-e Internationale	X, 1670		
Message du Congrès International des ouvriers du transport	X, 1670	Hollande.	
Aux ouvrières de tous les pays	X, 1670	Adhésion des communistes hollandais à l'Internationale Communiste	I, 81
Zinoviev, G. Lettre aux syndicats de tous les pays	X, 1725	Hongrie.	
Afrique du Sud.		Déclarations des délégués du Parti Communiste hongrois	I, 81
Déclaration de principes de la Ligue Internationale de l'Afrique du Sud	XI, 1897	Lettre du camarade Béla-Kun au camarade Lénine	II, 229
Allemagne.		Lettre du camarade Béla-Kun au camarade Ignace Bogar	II, 231
Sur la mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg	I, 75	Texte de l'accord conclu dans la prison de Budapest entre le Parti Communiste et les social-démocrates hongrois	II, 247
Appel du groupe Spartacus	IV, 537	Appel du Parti Communiste Hongrois	VII-VIII, 1137
Manifeste de Karl Liebknecht	VII-VIII, 1135	Au prolétariat industriel et agricole de Hongrie	X, 1663
Appel du Parti Communiste Allemand	VII-VIII, 1146	Appel des communistes hongrois aux travailleurs français	IX, 1409
Résolution du Congrès de la Social-Démocratie Indépendante d'Allemagne	IX, 1413	Déclaration de Béla-Kun et de ses camarades au Soviet des ouvriers du district de Vienne	XII, 2235
Adhésion d'Erich Mühsam au Parti Communiste	X, 1415	Irlande.	
Le programme agraire du Parti Communiste Allemand	X, 1415	Message des révolutionnaires irlandais	II, 247
Allemagne et Autriche.		Italie.	
Résolution du Parti Communiste d'Autriche et d'Allemagne	VII-VIII, 1146	Adhésion des Socialistes Italiens à l'Internationale Communiste	I, 81
Alsace-Lorraine.		Le parti socialiste italien et l'Internationale	III, 382
Décisions du Congrès du Parti Socialiste d'Alsace-Lorraine	V, 733	Résolution du Congrès de Boulogne (Parti Socialiste Italien)	VI, 947
Amerique (E.-U.).		Lettonie.	
Le Parti Socialiste Américain et la III-e Internationale	III, 383	Message du Comité Central du Parti Communiste Letton. Au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste	XI, 1891
Fondation du Parti Communiste des E.-U. d'Amérique (Discours des camarades Right et Zinoviev)	VI, 949	Monde Musulman.	
Angleterre.		Message des communistes musulmans	VII-VIII, 1147
Le socialisme en Angleterre	V, 713	Message de la Commission des communistes tartares de Simbirsk	VII-VIII, 1148
Adhésion du Parti Socialiste Britannique à la III-e Internationale	VII-VIII, 1148	Norvège.	
Réponse du Comité Central du Parti Socialiste Britannique à l'appel des Indépendants d'Allemagne	IX, 1412	Adhésion à l'Internationale Communiste du Parti Norvégien	III, 381
Déclaration d'un groupe de membres du I. L. P. (Parti Ouvrier Indépendant) anglais	XII, 2232	Message des "Ouvriers" Central du Parti Ouvrier Norvégien	V, 737
Bulgarie.			11*
Adhésion à l'Internationale Communiste du Parti Bulgare	III, 381		
Programme du Parti Communiste Bulgare (Tessnlaki, section de l'Internationale Communiste)	IV, 527		
Résolution du Congrès du Parti Communiste Bulgare sur la situation en Bulgarie	V, 721		

	Page		Page
Pologne.		Sur l'agression contre la Hongrie	II, 245
Résolution du Comité Central du Parti Communiste Polonais	V, 733	Message au Congrès du Parti Socialiste Hongrois	III, 389
Russie.		Salut aux Communistes bavarois	I, 85
Résolutions du 9-me Congrès du Parti Communiste Russe	X, 1675	Un nouveau forfait du gouvernement social-démocrate allemand (sur l'assassinat du camarade Tychko)	I, 87
Le Bund Israélite, les Soviets et la III-e Internationale	XI, 1899	Sur la mort de Rosa Luxembourg	III, 391
La sortie des menchéviks de la II-e Internationale	XI, 1903	Message au congrès des communistes suédois	II, 251
Suède.		Salut aux Communistes Slovaques	III, 390
Adhésion à l'Internationale Communiste du Parti Suédois	III, 381	Message au congrès Socialiste Italien à Bologne	II, 739
Résolution de la gauche du Parti social-démocrate Suédois	V, 729	Lettre au congrès du Parti Communiste Finlandais	V, 741
Suisse.		Comment la bourgeoisie combat l'Internationale Communiste (arrestation de P. Platten)	II, 250
Projets de résolution des organisations suisses	V, 729	Aux organisations de la jeunesse prolétarienne du monde entier	II, 251
Résolution du Congrès de la social-démocrate suisse	V, 731	Le boycottage de l'Internationale jaune	IV, 553
Turkestan.		La grève internationale a échoué.—Vive la grève internationale!	IV, 557
Résolution de la Conférence des communistes musulmans du Turkestan	V, 734	Pour le cinquième anniversaire de l'assassinat de Jaurès	IV, 561
Ukraine.		Pour le monument de Jaurès	V, 742
Résolution du III-e Congrès de la Fédération Ukrainienne du Parti Socialiste américain	V, 732	Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.)	V, 735
Déclaration du Comité Central du Parti Communiste Ukrainien (Borodibist)	VII-VIII, 1144	Sur le 2-e Anniversaire de la révolution d'octobre	VI, 955
Yugo-Slavie.		Sur la terreur blanche en Hongrie	VII-VIII, 1149
Adresse du Parti social-démocrate Serbe à l'Internationale Communiste	I, 79	Aux travailleurs français	VII-VIII, 1151
Message du Comité Central du Parti Ouvrier Socialiste-Communiste yougo-slave	VII-VIII, 1143	Pour l'Anniversaire de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg	VII-VIII, 1153
Résolution de la Conférence Socialiste Balkanique	XII, 2235	Message au congrès scandinave des communistes et des socialistes de gauche	VII-VIII, 1156
		Aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine	VII-VIII, 1155
		L'Internationale Communiste et les Partis Ukrainiens	VII-VIII, 1159
		Une aide financière à l'Internationale Communiste	VII-VIII, 1161
		Message à l'Association des Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.), des Etats-Unis d'Amérique	IX, 1423
		Aux travailleurs allemands, au Comité Central du Parti Communiste allemand, au Comité Central du Parti Social-Démocrate indépendant	IX, 1435
		Sur la question polonaise	IX, 1447
		Sur la terreur blanche en Hongrie	IX, 1451
		Message au Congrès Socialiste français de Strasbourg	IX, 1453
		Aux ouvrières de tous les pays, à l'occasion de la Journée de l'ouvrière	IX, 1455
		Sur le lock-out en Suède	IX, 1455
		Aux travailleurs scandinaves, à la classe ouvrière norvégienne, au Parti Ouvrier Norvégien	IX, 1457
		Au prolétariat des pays balkano-danubiens, aux partis communistes Bulgare, Roumain, Serbe et Turc	IX, 1459
		'Accord sur la fusion du Parti Communiste Américain et du Parti Ouvrier Communiste Américain	IX, 1463
		Sur la guerre civile en Allemagne	X, 1697
		Au troisième congrès païssus des syndicats	X, 1701
		Salut au camarade Lénine	X, 1703
		Fusion des partis communistes d'Ukraine	X, 1703
		Séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste	X, 1705
		La Défense de la patrie socialiste. A propos de l'offensive polonaise	XI, 1905
		Lettre ouverte aux membres du Parti Ouvrier Communiste Allemand	XI, 1909
		Au Comité Central du Parti Social-démocrate indépendant d'Allemagne	XI, 1925
IV. Correspondance de l'Internationale Communiste.			
Lettre de Slovaquie	IV, 549		
Le mouvement révolutionnaire en Italie	IV, 551		
Fabrice, Jean, Lettre de France	V, 705		
— Fragment d'une lettre d'Angleterre	V, 711		
Un Communiste Français, Lettre de France	VII-VIII, 1115		
A. R., Lettre d'Allemagne	VII-VIII, 1117		
Un Ami Suisse, Lettre de Suisse	VII-VIII, 1121		
N. N.-V. G., Lettre de Yugo-Slavie	VII-VIII, 1125		
Un soldat de la Révolution, Lettre de Finlande	IX, 1405		
N. O., Lettre de Tchéco-Slovaquie	X, 1607		
W., Un Congrès ouvrier anglais (Lettre d'Angleterre)	X, 1619		
Spartacus, L'aventure Kapp-Lüttwitz (Lettre d'Allemagne)	X, 1629		
B., Le mouvement communiste en Bulgarie	XI, 1855		
T. Funk., Lettres d'Allemagne	XI, 1867		
A., La vindicte contre-révolutionnaire (Lettre de Munich)	XI, 1873		
Vap., Lettre de Finlande	XI, 1875		
N., De la situation du parti communiste en Autriche	XI, —		
J. G., Développement et situation actuelle du Parti Communiste Suisse	XI, 1881		
P., Le Syndicat d'ouvriers russes en Australie	XI, 1887		
H. Barbusse, Lettre à «la Revue Communiste»	XI, 2229		
V. Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.			
Sur la République des Soviets hongrois	I, 83		
Lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au Congrès des Communistes hongrois	I, 85		

	Page		Page
Aux camarades Américains	XI, 1927	Les ouvrières de Paris et la défense de la Commune	X, 1713
Adresse au Congrès du Parti Socialiste Norvégien	XI, 1931	Lichtenstadt-Mazin (V. O.)	VII-VIII, 1165
Lettre ouverte du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en réponse aux questions du Parti Ouvrier Indépendant de Grande Bretagne	XII, 2251	Lissagaray (Extraits de). Quelques pages d'histoire en mémoire de la Commune de Paris	X, 1709
A tous les membres du Parti Indépendant d'Allemagne	XII, 2273	Lounatcharsky, A. Extrait de souvenirs personnels. <i>Ovritsky</i>	IV, 573
Aux peuples opprimés de Perse, d'Arménie et de Turquie	XII, 2275	Safarov, G. N. Tolmatchev	VI, 959
		V. La persécution des socialistes en Amérique	V, 749
		Zelkin, C. Karl Liebknecht	V, 747
		Zinoviev, G. Léon Tychko (Iogulchéts)	V, 745
		Les 32 fusillés de Berlin (récit d'un témoin)	V, 751

VI. Résolutions du Premier Congrès de l'Internationale Communiste.

Plate-forme de l'Internationale Communiste	I, 89
Thèse du camarade Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne	I, 97
Résolution sur l'attitude à prendre envers les tendances socialistes et la conférence de Berne	I, 107
Thèses sur la situation internationale et sur la Politique de l'Entente	I, 113
Résolution concernant la Terreur Blanche	I, 121
Résolution concernant la nécessité d'attirer les ouvriers dans la lutte pour le socialisme	I, 125
Décision concernant la constitution de l'Internationale Communiste	I, 125
Proposition concernant la constitution de l'Internationale Communiste	I, 125
Décision concernant la question d'organisation	I, 125
Déclaration des membres de la conférence de Zimmerwald	I, 127
Message du Congrès à l'Armée Rouge	I, 127
Message du Congrès aux ouvriers ukrainiens	I, 127
Composition du I ^{er} Congrès de l'Internationale Communiste à Moscou	I, 129

VII. Rapport des délégués au Premier Congrès de l'Internationale Communiste.

Rapport du camarade Albert (Allemagne)	II, 253
— Zinoviev (Russie)	II, 259
— Stange (Norvège)	II, 263
— Gruber (Autriche)	III, 393
— Sadoul (France)	III, 397
— L. Trotsky (Russie)	III, 403
— F. Platten (Suisse)	III, 407
— A. Roundlansky (Hongrie)	III, 409
— G. Grimlund (Suède)	III, 411
— Strola (Finlande)	III, 413
— Rudgers (Hollande)	IV, 579
— Rakovsky (Bulgarie)	IV, 581
— Milkitch (Serbie)	IV, 581
— Freilich (Gallie Orientale)	IV, 583
— Yalimoff (Orient)	IV, 591

VIII. Héros et Martyrs de la révolution prolétarienne.

Balabanova, A. Eugène Münch	VII-VIII, 1169
— Marc Andréévitch Nathanson	IX, 1477
Baeumer, L. Eugène Leviné	XI, 1953
Boukharine, N. Tibor Samuelli	V, 743
Eternelle mémoire aux Communards hongrois	VII-VIII, 1165
Eugène Leviné	IV, 567
J. Compte-rendu du procès des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg	V, 747
K. V. I. A la mémoire d'Eugène Leviné	VI, 957

IX. L'Internationale de la jeunesse communiste.

F. Le congrès de la jeunesse socialiste américaine Au combat (Appel de l'Union de la Jeunesse communiste allemande)	V, 771
O. C. Impressions personnelles sur le mouvement de la jeunesse communiste en Suisse	V, 761
Ryukin (O. Saar). Le mouvement communiste de la jeunesse en Russie	V, 757
Steinmann, F. L'Internationale Communiste et l'organisation internationale de la jeunesse	V, 755
T. Le congrès scandinave de la jeunesse ouvrière Manifeste du Premier Congrès de l'Internationale de la Jeunesse Communiste	IX, 1465
Le Congrès International de la Jeunesse Communiste	IX, 1469
Chatsky, A. Le Congrès de l'Internationale de la Jeunesse à Berlin	XI, 1935
Un membre du C. E. de P. J. C. Après le Congrès	XII, 2281
Thèses sur les rapports réciproques de l'Internationale Communiste de l'Internationale de la Jeunesse Communiste d'une part et du Parti Communiste et des organisations de la Jeunesse Communiste d'autre part	XII, 2285

X. Rapports et chronique.

Allemagne.	
Gordon, James. Dernières nouvelles d'Allemagne	I, 133
Kennet, A. Le développement de la révolution	III, 426
I. Allemagne	VI, 966
Amérique.	
A. M. Amérique	IV, 596
J. et A. M. Amérique	V, 785
La révolution sociale devant les juges (procès de l'Industrial Workers of the World)	II, 281
A. N. Le Parti Communiste en Amérique	VII-VIII, 1203
Le mouvement révolutionnaire au Canada	IV, 597
Autriche.	
Un Communiste Autrichien. Le mouvement communiste et la situation politique en Autriche allemande	VII-VIII,
Berzine, A. (Winter). La fête de la Solidarité internationale (le 1 ^{er} Mai en Occident)	III, 422
Bulgarie.	
Djorov, St. La Bulgarie et l'impérialisme	I, 131
— L'activité de la social-démocratie (Tesslak) en Bulgarie	V, 775
Chronique du mouvement révolutionnaire (France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Suède. — Norvège. — Danemark. — Finlande. — Etats-Unis)	II, 269
Corée.	
Pak, Dj. Le mouvement socialiste en Corée	VII-VIII, 1207

	N° Page		N° Page
Espagne.		Suède.	
<i>I.</i> Chronique	V, 796	<i>B.</i> Chronique	V, 793
Esthonie.		Suisse.	
<i>M. L.</i> En Esthonie	V, 779	<i>Cartigny, André.</i> Le mouvement révolutionnaire dans la Suisse romande	I, 135
<i>Un Emigrant.</i> Le mouvement professionnel en Esthonie	V, 784	<i>Y. et H. I.</i> Suisse	V, 797
France.		<i>Arrestation de Friedrich Platten</i>	I, 141
<i>Cartigny, A.</i> France	III, 420	<i>Lucerne (Les acrobates de).</i> Compte-rendu de la première réunion de l'Internationale jaune	IV, 601
— France	IV, 599	Tchéco-Slovaquie.	
<i>Victor-Serge.</i> L'état d'esprit du prolétariat français	I, 189	<i>Roudniansky, A.</i> La république des Soviets Slovaques	III, 424
<i>V.-S.</i> France	VI, 968		
— France	VII-VIII,		
<i>V. M. et C.</i> Chronique du mouvement révolutionnaire	I, 139		
Finlande.			
<i>Sirota.</i> Le mouvement social en Finlande	I, 135		
— Le mouvement révolutionnaire en Finlande	V, 414		
Gallcie.			
<i>Korf, A.</i> La Gallcie entre deux républiques de Soviets	I, 133		
Hongrie.			
<i>Gabor, M.</i> Comment tombe le gouvernement des Soviets en Hongrie	VII-VIII,		
Italie.			
<i>V.-S.</i> Chronique	VII-VIII, 1214		
Norvège.			
<i>B.</i> Chronique	V, 795		
Russie.			
<i>Gorki, M.</i> La Russie des Soviets et les peuples du monde	I, 143		
<i>X.</i> Les unions professionnelles et le Commissariat du Travail dans la Russie des Soviets	III, 429		

XI. À travers la presse communiste internationale.

Publications reçues	VII-VIII, 1173
<i>Chauvelon, E.</i> Après le Congrès réformiste de Lucerne (<i>L'Avenir International</i> , N° 22)	VII-VIII, 1175
Russie (<i>Lichtstrahlen</i> , 5-11-19)	VII-VIII, 1179
<i>V.-S.</i> En Amérique (<i>Voice of Labour</i> , août 1919)	VII-VIII, 1183

XII. Bibliographic.

<i>V. M.</i> Bibliographic	I, 145
<i>V.-S.</i> René Marchand: Pourquoi je me suis rallié à la formule de la révolution sociale.	III, 451
<i>Bystriansky, V.</i> Le procès de Karl Liebknecht	III, 415
— P. Lavroff et la révolution ouvrière (La commune de Paris 18 mars 1871)	IV, 605

INDEX ALPHABÉTIQUE

PAR NOMS D'AUTEURS DES ARTICLES

publiés dans les N-os 1 à 7/8 de l'Internationale Communiste.

	N° Page		N° Page
A. La vindicte contre-révolutionnaire	XI, 1873	Darrach, T. L'Irlande révolutionnaire et le Communisme	XII, 2079
A. M. Angleterre (comptes-rendus et chronique)	III-IV-V,	Detcheff. Les Tessniaki. Parti Communiste Bulgare	IV, 523
Amérique (Chronique)	IV, 595	Dinchoan, P. Le mouvement socialiste en Corée	VII-VIII, 1207
Le mouvement révolutionnaire au Canada	IV, 597	L'Orient révolutionnaire et la tâche immédiate de l'Internationale Communiste	XII, 2181
Amérique (Chronique)	V, 788	Djorov. La Bulgarie et l'impérialisme	I, 151
Albert, M. Bienvenue au 1-er numéro de l'Internationale Communiste	I, 59	E. K. Les "samedis communistes"	V, 701
Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Allemagne)	II, 253	F. Le congrès de la jeunesse socialiste américaine	V, 771
Alpari, J. La marche de la révolution en Hongrie	II, 205	Fabrice, J. Lettre de France	V, 705
A. N. Le parti communiste américain	VII-VIII, 1203	Faurs, P. Démocratie et bolchévisme	III, 355
Ar. Lettre d'Allemagne	VII-VIII, 1117	Freilich, M. Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Galicie Orientale)	IV, 583
Arburi-Rally, E. Le mouvement révolutionnaire en Roumanie	VII-VIII, 1053	Frossard. Discours	XII, 2097
B. Suède (Chronique)	V, 793	Fryas, A. Le mouvement révolutionnaire en Norvège	X, 1549
Norvège (Chronique)	V, 795	Funk, T. Lettres d'Allemagne	XI, 1867
La persécution des socialistes en Amérique	V, 749	G. J. Développement et situation actuelle du parti communiste suisse	XI, 1881
Baumer, L. Eugène Leviné	XI, 1953	Gabor, M. Comment tomba le gouvernement des Soviets en Hongrie	VII-VIII, 1195
Balanova, A. Aux camarades italiens	I, 53	Geyer, K. En Allemagne. La social-démocratie indépendante et la dictature du prolétariat	VII-VIII, 1031
La révolution d'octobre et les grèves politiques de l'Europe occidentale	VI, 835	Gordon, J. Dernières nouvelles d'Allemagne	I, 133
Eugène Münch	VII-VIII, 1169	Gorki, M. Hier et Aujourd'hui	I, 29
Marc Andréjevitch Nathanson	IX, 1477	Deux cultures	II, 175
Barbusse, H. Lettre au rédacteur de la Revue Communiste	XII, 2229	Un livre (Le Fes d'Honn Barbusse)	III, 317
Bela-Kun. Lettre au camarade Lénine	II, 229	L'Internationale des intellectuels	VII-VIII, 1109
Lettre au camarade Ignace Bogar	II, 231	Le chemin du bonheur	X, 1723
Bersin, J. (Winter) La fête de la solidarité internationale (le 1-er mai en Occident)	III, 422	Vladimir Ilitch Lénine	XII, 1967
Blanc, A. Hésitations	V, 683	Lettre à Wells	XII, 2229
Blanina, E. Les perspectives de la révolution en France	III, 349	Grimlund, G. Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Suède)	III, 411
L'ouvrière en Russie soviétique	IX, 1393	I, 59	
Bombacci, N. L'opposition des réformistes à la révolution communiste en Italie	XII, 2135	Gruber, K. La dernière étape	
Boukharine, N. La dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale	V, 647	Guilbeaux, H. La Troisième Internationale et les problèmes actuels du prolétariat français	I, 357
Tibor Samuelli	V, 743	De Brest-Litovak à Versailles	III, 357
Fête ou travail	X, 1735	Les petits papiers de M. Charles Dumas	IV, 503
Bystriansky, V. Le procès de Karl Liebknecht	III, 435	L'influence de la révolution d'Octobre sur le prolétariat français	VI, 833
P. Lavroff et la révolution ouvrière (La Commune de Paris, 18 mars 1871)	IV, 605	De Strasbourg à Moscou	X, 1529
Terrorisme et Communisme	VII-VIII, 1081	La lutte de classes dans la France impérialiste	XI, 1815
Cachin. Discours	XII, 2093	Heveci, J. La révolution économique en Hongrie	III, 331
Cachin et Frossard. Déclaration	XII, 2101	Höglund, Z. L'Internationale de l'action	II, 195
Cartigny, A. Le mouvement révolutionnaire dans la Suisse romande	I, 135	Quand nous nous réveillerons d'entre les morts	VII-VIII, 979
France (Chronique)	III, 420	Harter, G. La révolution universelle	III, 313
France (Chronique)	IV, 599	L'union du prolétariat universel	X, 1501
Chatsky, L. Le Congrès de l'Internationale de la Jeunesse à Berlin	XI, 1935	Inkpin, A. Une conférence des communistes anglais	XI, 1843
Chauvelon, E. Après le congrès réformiste, etc.	VII-VIII, 1175	J. Le procès des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg	V, 747
Lucerné (l'Avenir International N°22)		J. et A. M. Chronique d'Amérique	V, 785
Communiste Anglais. Les perspectives révolutionnaires en Angleterre	XI, 1825	Joffe, A. Le premier gouvernement prolétarien	VI, 813
Communiste Autrichien. Le mouvement communiste et la situation politique en Autriche allemande	VII-VIII, 1189		
Communiste Français. Lettre de France	VII-VIII, 1115		

	№ Page		№ Page
<i>K.</i> L'activité de l'Union des Comités Ouvriers écossais	XII, 2076	<i>Miloutine, V.</i> Le programme économique des communistes	III, 323
<i>Kameneff.</i> La dictature du prolétariat	XII, 2041	Deux années de dictature économique du prolétariat en Russie	VII-VIII, 1091
<i>Katayama, S.</i> Le Japon et la Russie des Soviets	IX, 1321	<i>Milkitch, I.</i> Le Socialisme en Serbie	III, 335
<i>Kemerer, A.</i> (Taratouta). Lettre à Jean Longuet et au Comité pour la reconstruction de l'Internationale	IX, 1281	Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Serbie)	IV, 581
<i>Kennet, H.</i> Le développement de la révolution allemande	III, 426	<i>Morgari.</i> Lettre à propos du refus du Parti Socialiste Italien de participer à la Conférence de Berne	II, 239
<i>Kohn, F.</i> Polonia militans	VI, 873	<i>Münch, E.</i> Les questions de programme dans le P. S. Suisse	II, 197
<i>Korf, A.</i> La Galicie entre deux républiques de Soviets	I, 133	— Pour la Troisième Internationale	V, 685
<i>Krestinsky, N.</i> Les coopératives de consommation en Russie	VI, 907	<i>N.</i> — De la situation du parti communiste en Autriche	XI, 1879
<i>Kritzmann, L.</i> L'autocratie du prolétariat à la fabrique	VI, 915	<i>N. N. et V. G.</i> Lettre de Yougo-Slavie	VII-VIII, 1125
<i>K. V. I. A.</i> la mémoire d'Eugène Léviné	VI, 957	<i>Nevisky, V.</i> L'université communiste du nom de J. M. Sverdlov à Moscou	X, 1557
<i>Lévine, N.</i> La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire	I, 31	<i>Nilsen, M.</i> La situation en Danemark en 1920	XII, 2169
— Salut aux ouvriers hongrois	II, 159	<i>O. N.</i> Lettre de Tcheco-Slovaquie	X, 1607
— Les héros de l'Internationale de Berne	II, 179	<i>O. S.</i> Impressions personnelles sur le mouvement de la jeunesse communiste en Suisse	V, 761
— Comment la bourgeoisie utilise les renégats	IV, 471	<i>Pankhurst, S.</i> Nouvelle guerre	II, 169
— L'économie et la politique à l'époque de la dictature prolétarienne	V, 633	Le travail et la Ligue des Nations	III, 305
— Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat	VI, 921	Ouvriers et Socialistes en Angleterre. L'Italie et la Révolution	IV, 485
— Notes d'un publiciste	VII-VIII, 983	<i>Pannekoeck, A.</i> Une monde nouveau	VII-VIII, 1005
— La Troisième Internationale Communiste	IX, 1271	<i>Pavlovitch, M.</i> L'Ukraine objectif de la contre-révolution internationale	II, 163
— Le Travail du premier mai communiste	X, 1503	<i>Pericat, R.</i> Opinions sur la Conférence de Berne	XII, 2211
— Doit-on militer dans les syndicats réactionnaires?	X, 1731	<i>Platten, F.</i> La Troisième Internationale	I, 61
— Première esquisse des Thèses sur les questions nationales et coloniales	X, 1717	Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Suisse)	III, 107
— Le Communisme de Vienne	XI, 1767	— Lettre ouverte aux camarades et aux travailleurs suisses	IX, 1341
— Sur les tâches principales du 2 ^e Congrès de l'Internationale Communiste	XI, 1957	<i>Price, M. B.</i> La question polono-allemande en Prusse Orientale et les conditions de la paix	V, 675
<i>Levi, P.</i> Lettre au Comité Central du Parti Communiste Allemand	XII, 2207	<i>R.</i> Les syndicats d'ouvriers russes en Australie	XI, 1887
<i>Lilina, Z.</i> Une année de lutte des ouvrières d'Europe et d'Amérique	XII, 2105	<i>Rodek.</i> Une malheureuse tentative insurrectionnelle	IX, 1301
<i>Lissagorai.</i> Quelques pages d'histoire en mémoire de la Commune de Paris	XII, 2287	— Le programme d'édification socialiste	X, 1587
— Le Parti Communiste Allemand pendant la période de l'aventure de Kapp	X, 1709	— La question polonoise et l'Internationale	XII, 2119
<i>Lporit, F.</i> Lettre à l'International Jaune de Berne	I, 73	— La question polonoise et l'Internationale	XII, 2197
— Révolution ou évolution	VI, 929	<i>Rakovsky.</i> Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Bulgarie)	IV, 555
— Tout doux, Longuet!	IX, 1279	— Les relations entre Républiques Socialistes	XII, 2219
<i>Lounatcharsky, A.</i> L'instruction publique dans la Russie des Soviets	II, 225	<i>Raphes, M.</i> Le mouvement communiste juif	IX, 1345
— Idem (fin)	IV, 517	<i>Ravitch, S.</i> L'Université ouvrière et paysanne du nom de Zinoviev à Pétrograd	X, 1575
— Idem (Annexe)	VI, 903	<i>Reed, C.</i> Le mouvement révolutionnaire en Amérique	VII-VIII, 1047
— Extrait de souvenirs personnels sur le cam. Ourtzyky	IV, 573	I. La terreur blanche	VII-VIII, 1047
— Le gouvernement des Soviets et les monuments historiques	VII-VIII, 1103	II. L'essor du mouvement ouvrier	IX, 1325
<i>M.</i> Volodarsky (1891—1918)	III, 365	III. Les partis communistes	X, 1537
— Italie (Chronique)	V, 795	<i>Riazanov, N.</i> La Fondation de la Première Internationale	VI, 865
— En Esthonie	V, 779	<i>Right.</i> Fondation du Parti Communiste des E.-U. d'Amérique (discours)	VI, 949
<i>Maclean, J.</i> La situation des mineurs en Angleterre	III, 321	<i>Roebig, V.</i> La République des Soviets en Bavière	II, 201
<i>Manner, K.</i> Le mouvement gréviste en Finlande	XII, 2175	<i>Roï.</i> Le mouvement révolutionnaire dans l'Inde	XII, 2187
<i>Menoïtchky, J.</i> La situation actuelle en France (Observations et Impressions)	II, 213	<i>Roland-Holst, H.</i> Les bolchéviks et leur activité	V, 663
<i>Marchlevsky, J. (Karsky).</i> Que deviendra l'Allemagne?	V, 653	<i>Rosmer, A.</i> Le Congrès de Glasgow	VII-VIII, 1023
— A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Léon loguichés (souvenirs personnels)	III, 369	<i>Roudniansky, A.</i> Les unions professionnelles et la contre-révolution en Hongrie	V, 671
— La Pologne et la révolution mondiale	VI, 881	Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Hongrie)	III, 409
— Idem (fin)	VII-VIII, 1067	La république des Soviets Slovaques	III, 424
— La question agraire et la révolution mondiale	XII, 2051	<i>Rudas, L.</i> La révolution prolétarienne en Hongrie	I, 47
<i>Mc. Laine.</i> La situation actuelle en Angleterre	XII, 2066	<i>Rutgers, S.</i> Knautsky-Wilson	IV, 493
<i>Mr. Laine, Tom Quelch.</i> Le mouvement communiste en Angleterre	XII, 2066	Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Hollande)	IV, 579
— La question agraire et la révolution mondiale	XII, 2061	La Ligue des Nations et les petites nationalités	VI, 877
<i>Menchoi, A.</i> Pertrand Russel et le Socialisme Corporatif	XII, 2051	— L'Amérique et la révolution russe	VII-VIII, 1027
<i>Meyer, E.</i> Sur la Déclaration de Loyalisme du Parti Communiste	XII, 2109	<i>Ryukin (O. Skaz).</i> Le mouvement communiste de la jeunesse en Russie	V, 757

	N° Page		N° Page
<i>Sadoal, J.</i> La Troisième Internationale et la France. Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (France) . . .	I, 397	<i>Vap.</i> Lettre de Finlande	XI, 1875
— Le devoir du prolétariat européen . . .	IV, 497	<i>Varga, E.</i> La Hongrie Communiste	II, 207
— L'esprit de révolution	VI, 829	<i>Verfeuil, R.</i> Lettre à propos de la Conférence de Berne	I, 81
— Aux ouvriers et paysans de France . . .	VII-VIII, 1017	<i>Victor, A.</i> Lettre de France	II, 221
— La Troisième Internationale	XI, 1811	<i>Victor-Serge.</i> L'état d'esprit du prolétariat français. V.-S. Bibliographie (René Marchand. Pourquoi je me suis rallié à la formule de révolution sociale)	I, 139
<i>Safarov, G. N.</i> Tolmatchev	VI, 959	France (Rapport et chronique)	III, 451
<i>Semachko, N.</i> La Conservation de la santé publique en Russie soviétique	IX, 1367	Amérique (Chronique)	VI, 968
<i>Serrati.</i> Le mouvement italien	XII, 2131	En Amérique	VII-VIII, 1183
<i>Sirota.</i> Le mouvement social en Finlande . . .	I, 135	France (Chronique)	VII-VIII, 1211
— Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Finlande) . . .	III, 413	Italie	VII-VIII, 1214
— La question nationale en Finlande . . .	IX, 1311	Angleterre (Chronique)	VII-VIII, 1215
<i>Spartacus.</i> L'aventure Kapp-Littwitz (Lettre d'Allemagne)	X, 1629	France	IX, 1481
<i>Stange.</i> Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Norvège)	II, 283	Espagne	IX, 1485
<i>Steinmann, J.</i> L'Internationale Communiste et l'organisation internationale de la jeunesse	V, 755	<i>Vinokourof, A.</i> L'assurance sociale en Russie Soviétique	IX, 1379
<i>Stoutchko, P.</i> 5 mois du régime des Soviets en Lettonie	III, 343	<i>W.</i> Un congrès ouvrier anglais (lettre d'Angleterre)	X, 1619
<i>Ström, F.</i> La situation en Suède	XII, 2155	<i>Wertheim, H.</i> Les soviets ouvriers en Autriche allemande	XII, 2151
<i>Strouvé, P.</i> Lettre à M. Ivan Mikhaloff, membre du gouvernement de l'amiral Kolltchak	XII, 2225	<i>Wixten, H.</i> L'association suédoise de la jeunesse combattants de la Révolution	XII, 2159
<i>Suisse (Ami).</i> Lettre de Suisse	VII-VIII, 1121	<i>X.</i> Les unions professionnelles et le Commissariat du Travail dans la Russie des Soviets	III, 429
<i>Svidersky, A.</i> La lutte contre la famine en Russie. T. Le congrès scandinave de la jeunesse ouvrière. Amérique (Chronique). Fondation d'un Parti Communiste	XI, 1849 V, 765 V, 786	<i>Y.</i> Espagne (Chronique). <i>Y. et H. J.</i> Suisse (Chronique). Les procès politiques	V, 796 V, 797
<i>Tchtchérine, G.</i> La politique extérieure des deux Internationales	VI, 853	<i>Zetkin, Cl.</i> A la défense de Rosa Luxembourg. Vive la III-e Internationale Socialiste ! Rosa Luxembourg	II, 209 III, 299 V, 477
— Une leçon bien méritée	VII-VIII, 1111	— Karl Liebknecht	V, 477
<i>Timiriaseff, K.</i> Une prophétie de Byron sur Moscou	IV, 507	— Les batailles de 1919 à Berlin et les combattants de la Révolution	IX, 1243
— A propos de l'intervention. Ce que dit un Russe à un Anglais	VI, 847	— La situation en Allemagne	XII, 2111
<i>Tomsky, M.</i> Le mouvement syndical en Russie . . .	V, 689	<i>Zinoviev, G.</i> Les perspectives de la révolution prolétarienne	I, 39
— Le mouvement syndical en Russie . . .	VI, 893	— La Social-Démocratie comme instrument de réaction	II, 187
— Le mouvement syndical en Russie . . .	IX, 1355	— Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Russie)	II, 259
<i>Trotsky, L.</i> Grande époque	I, 71	— Deux dates	IV, 545
— Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Russie)	III, 403	— Lettre ouverte à Frédéric Adler	V, 651
— Lettre aux camarades français	V, 643	— Un acte d'accusation contre la Deuxième Internationale	III, 361
— Jean Longuet	VII-VIII, 999	— Franz Mehring (1846-1919)	V, 745
— A la mémoire du Général Nikolaïef . . .	IX, 1479	— Léon Tychko (Yogouichés)	VI, 819
— La Commune de Paris et la Russie soviétique	X, 1511	— La révolution russe et le prolétariat international	VI, 919
— Le Travail et la Guerre	X, 1733	— Fondation du Parti Communiste des E.-U. d'Amérique (discours)	VII-VIII, 1037
— Du Terrorisme	XI, 1795	— L'Internationale qui meurt et l'Internationale qui se lève	IX, 1287
— A propos du prochain Congrès de l'Internationale Communiste	XII, 2019	— Les questions les plus pressantes du mouvement ouvrier international	IX, 1287
<i>Tsaïpérovitch, G.</i> L'Internationale Syndicale Un-émigré. Le mouvement professionnel en Esthonie	VII-VIII, 1011	— Ce qu'il y a de nouveau dans notre Premier Mai	X, 1734
<i>Un membre du C. E. de L. J. C.</i> Après le Congrès	XII, 2281	— Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste et ses buts	XI, 1773
<i>Un soldat de la révolution.</i> Lettre de Finlande . . .	IX, 1405	— Ce qu'a été jusqu'ici l'Internationale Communiste et ce qu'elle doit être	XII, 2027
<i>V. M.</i> Bibliographie	I, 145	— Quand et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets de députés ouvriers?	XII, 2203
<i>V. M. et C.</i> Chronique du mouvement révolutionnaire	I, 139		
<i>Vallmoff.</i> Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste (Orient)	IV, 591		

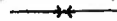


Table des matières

	Page		Page
LE MONDE CAPITALISTE ET L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. Manifeste du II-e Congrès de l'Internationale Communiste	2323	Correspondance de l'Internationale Communiste.	
Ouverture du Congrès. Discours du camarade ZINOVIEV	2351	<i>STEINHARDT, K., REISNER, TOMANN, K.</i> Lettre à la Rédaction	2577
Appels du Congrès:		Documents du Mouvement Communiste International.	
Aux ouvriers et ouvrières de tous les pays	2359	<i>G. ZINOVIEV.</i> Deux voies	2579
Contre les bourreaux de la Hongrie.	2363	<i>M. CACHIN et FROSSARD.</i> Déclaration faite à la séance du Comité Exécutif du 29 juin.	2585
A l'armée rouge	2365	Le Congrès de Groupes romands de la III-e Internationale. Résolutions	2587
Aux travailleurs de Pétrograd	2367		
Aux Syndicats de tous les pays	2369	Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.	
A tous les membres du Parti socialiste français, à tous les prolétaires conscients de la France	2377	<i>M. K.</i> Un mois de travail	2591
Statuts et résolutions de l'Internationale Communiste:		<i>Manifestes et Messages.</i>	
Statuts de l'Internationale Communiste.	2389	A tous les ouvriers et ouvrières, à tous les travailleurs d'Angleterre et de France	2595
Conditions d'admission dans l'Internationale Communiste	2395	Aux travailleurs d'Angleterre et de France	2597
Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne	2401	Au Comité Central et à tous les membres du Parti socialiste italien.—A tous les prolétaires révolutionnaires d'Italie	2603
Le mouvement syndical, les Comités de fabrique et d'usine et la III-e Internationale	2409	Au Bureau et à tous les membres du Parti Communiste d'Autriche allemande	2609
Quand et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets de députés ouvriers?	2417	Au Comité Central et à tous les membres du Parti Communiste ouvrier d'Allemagne	2613
Les partis communistes et le parlementarisme	2421	A la social-démocratie marxiste de gauche et aux groupes communiste de Tchéco-Slovaquie	2617
Thèses sur les questions coloniale et nationale.	2429		
Thèses sur la question agraire	2437	L'Internationale de la Jeunesse Communiste.	
Les tâches principales de l'Internationale Communiste.	2447	<i>L. CHATZKY.</i> La Jeunesse Internationale	2619
<i>G. ZINOVIEV.</i> Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. Rapport fait à la séance du Soviet de Pétrograd du 12 août 1920	2461	Lettre du Comité Exécutif de la Jeunesse Communiste Internationale au premier congrès international des étudiants communistes	2621
<i>L. TROTSKY.</i> A propos d'un parti communiste. Lettre à un Syndicaliste français	2477	Résolutions et thèses du Congrès de la Jeunesse socialiste suisse tenu à Aarau, au printemps 1920.	2623
<i>L. DESLINIÈRES.</i> Communisme et production	2485	Programme de l'Internationale Communiste de la Jeunesse	2627
<i>B. K.</i> Les travailleurs hongrois sous la Terreur blanche	2489	Bibliographie.	
<i>Ch. RAKOVSKY.</i> L'âme de la victoire	2499	Etats-Unis d'Amérique.—Allemagne.—Autriche.—Belgique.—La presse communiste de Yougo-Slavie.—Argentine.—Uruguay	2633
<i>H. ROLAND-HOLST.</i> Le communisme et le Théâtre	2505		
<i>M. TOMSKY.</i> Le mouvement syndical en Russie (fin).	2511	<i>Index:</i>	
<i>F. IDEN.</i> Les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.)	2521	Table analytique des matières contenues dans les NN 1 à 12	2637
<i>A. N.</i> Le Communisme en Arménie	2541	Table alphabétique des matières contenues dans les NN 1 à 12	2649
<i>SULTAN-ZADÉ.</i> Du Parti Communiste de l'Iran	2549		
<i>R.</i> La situation en Extrême Orient	2551		
<i>Ch. RAKOVSKY.</i> Le mouvement communiste en Roumanie	2561		
<i>M.</i> Le mouvement ouvrier en Yougo-Slavie	2565		
<i>VITALI.</i> Lettre d'Italie	2571		

Illustrations: Lénine; vues du Congrès.

Péetrograd, le 16 octobre 1920.